

JEAN-FRANÇOIS DE LA MARCHE

EVÊQUE-COMTE DE LÉON

(1729—1806)

ÉTUDE SUR UN DIOCÈSE BRETON
ET SUR L'ÉMIGRATION

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA
FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

LOUIS KERBIRIOU

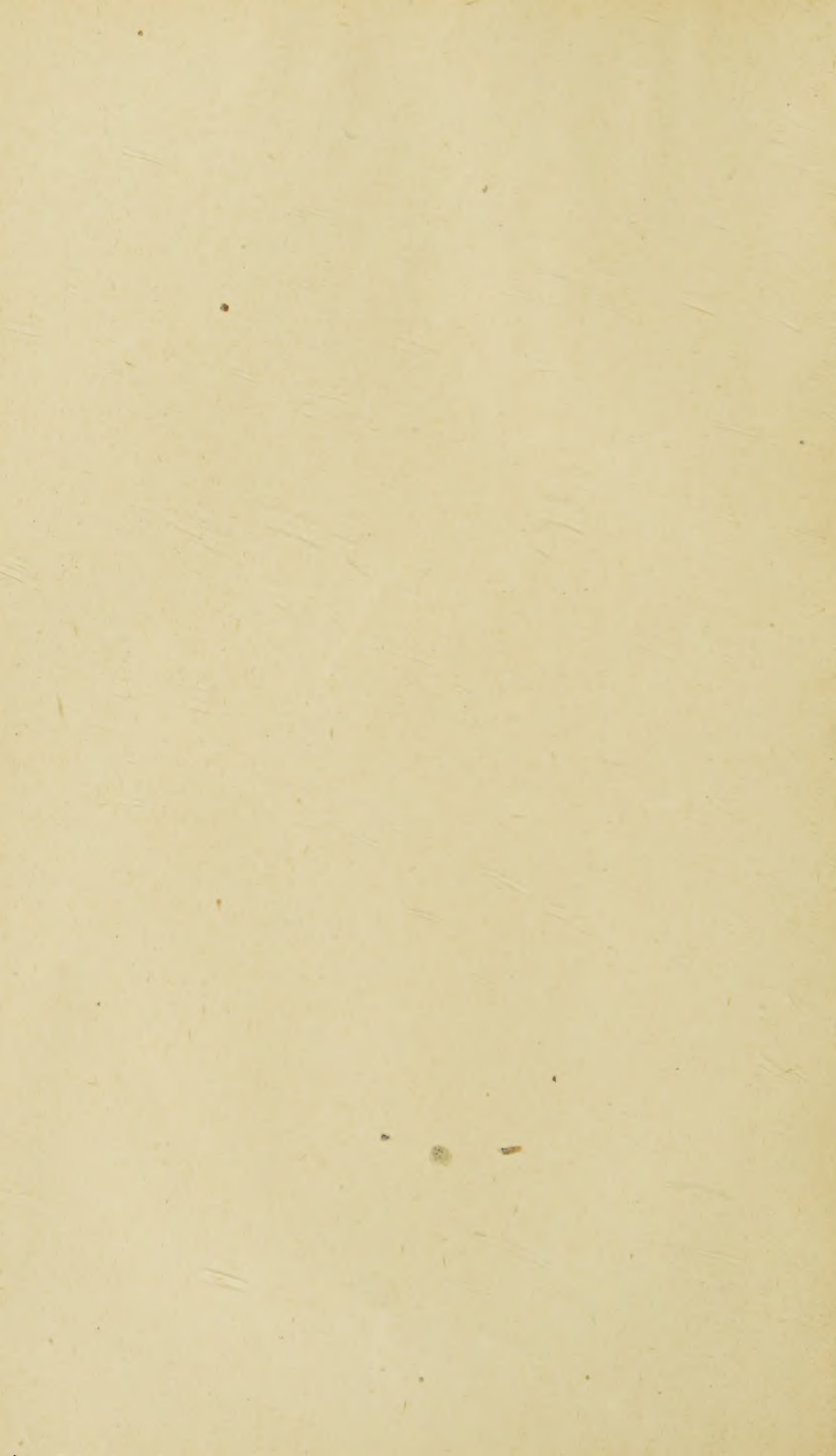
LICENCIÉ ÈS LETTRES CLASSIQUES ET LANGUES VIVANTES

QUIMPER
LE GOAZIOU
ÉDITEUR
Rue St-François

PARIS
AUGUSTE PICARD
ÉDITEUR
Rue Bonaparte, 82

1924

Thèse
Paris
1924.



JEAN-FRANÇOIS DE LA MARCHE

ÉVÊQUE-COMTE DE LÉON

(1729—1806)



Digitized by the Internet Archive
in 2026



PORTRAIT DE MGR DE LA MARCHE
DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DE SON ÉPISCOPAT
Copie par Perrin, d'après Valentin.

Salle des portraits
du château de Lesquiffiou près Morlaix.
(Propriété de M. le Marquis de Lescoët).

JEAN-FRANÇOIS DE LA MARCHE

EVÊQUE-COMTE DE LÉON

(1729—1806)

ÉTUDE SUR UN DIOCÈSE BRETON
ET SUR L'ÉMIGRATION

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA
FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

LOUIS KERBIRIOU

LICENCIÉ ÈS LETTRES CLASSIQUES ET LANGUES VIVANTES

QUIMPER
LE GOAZIOU
ÉDITEUR
Rue St-François

PARIS
AUGUSTE PICARD
ÉDITEUR
Rue Bonaparte, 82

1924



A

MONSEIGNEVR BAVDRILLART

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

RECTEUR DE L'INSTITVT CATHOLIQUE DE PARIS

HOMMAGE DE RESPECT ET DE RECONNAISSANCE

BIBLIOGRAPHIE

MANUSCRITS

A). — SOURCES FRANÇAISES. DÉPÔTS PUBLICS

I. — ARCHIVES NATIONALES.

D. XIX. — Comité ecclésiastique.

Cartons : 5, N° 77 ; 21, N° 332 ; 26, N° 399 ; 83, N° 653 ; 91, pièce 3.

F. 7. — Police Générale : 7.931, N° 7947.

G. 8 x. Assemblées du Clergé. Conseils du Clergé. Mémoires et requêtes. Lettres d'Agence : 699, 702, 706, 2457, 2462, 2464, 2479, 2524, 2577, 2578, 2596, 2607.

H. — Cote des cartons (1). Etats de Bretagne. Procès-verbaux des séances, correspondance, instructions générales, particulières et secrètes, règlements. Nous avons surtout utilisé les cartons : 350, 363, 372, 378, 384, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 397, 398, 399, 402, 403, 404, 405, 407, 408, 409, 413, 414, 417, 418, 419, 421, 556, 613.

Papiers d'Aiguillon. Cartons 621¹ à 645.

O¹. — Actes et Papiers du Ministre.

Dans cette série qui contient les lettres et les dépêches du Ministre de la Maison du Roi aux divers fonctionnaires, nous avons consulté les registres 472 à 484.

S. — Evêchés et Abbayes : 3253. Dossier 1. — 7545, Pièce 12.

II. — BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Très peu de documents relatifs à la Bretagne du XVIII^e siècle. Signalons cependant ceux qui nous ont été utiles dans le Fonds français.

8153. — Mémoire sur la Province de Bretagne. Register, 259 f.

Paru après 1731, puisqu'il est question d'une statistique faite cette année, et avant 1745, puisque Mgr de La Bourdonnaye y est mentionné comme évêque de Léon. Nous avons tiré parti de ce qui concerne l'Evêché de Saint-Pol : f. 147 à 162 et f. 241 à 259.

14.401-14.404. — Procès-verbaux des Etats de Bretagne 1776-1785.

20.706. id. id. 1788.

(1) La cote du catalogue est H¹.

III. — ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nous avons mis à contribution les volumes : 591, 592, 593, 594, 623.
France et divers Etats. Documents relatifs à l'Emigration.

IV. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU FINISTÈRE.

5 G. 543 * à 547 *. Cahiers du Secrétariat du diocèse de Léon : 1763 à 1791.

7 G. — Officialité, 11 x, 40, 47.

L. — Cette série contient les registres de correspondances, d'arrêts, etc., provenant des districts pendant la période révolutionnaire, et des liasses. Elle est en cours de classement, mais grâce à un système provisoire de fiches organisé par le Service, les recherches y sont faciles. Nous avons surtout utilisé les liasses 43, 59, 69, 74, 111, 112, 209. Des renseignements complémentaires nous ont été fournis par la série Q : Procès-verbaux d'expertise et d'adjudication des biens ecclésiastiques.

Fonds Barbier de Lescoët. 8 lettres autographes de M^{re} de La Marche.

Collection des Cahiers de Doléances du Tiers aux Etats généraux, Sénéchaussées de Brest et de Lesneven, 81 cahiers.

V. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'ILLE-ET-VILAINE.

Série C. — INTENDANCE EN BRETAGNE.

86. — Correspondance générale.

118, 123. — Auditoires et Prisons.

229. — Lettres de cachet.

596. — Ecoles chrétiennes de Brest.

645. — Administration : Ville de Lesneven.

681, 682, 684. — Administration : Ville de Saint-Pol-de-Léon.

1224. — Eglises et presbytères.

1263, 1375. — Hôpitaux.

2839 à 2855. Etats de Bretagne. Minutes des Etats de 1772 à 1789.

VI. — ARCHIVES MUNICIPALES DE SAINT-POL-DE-LÉON.

Cahiers des Délibérations de la Communauté de Saint-Pol-de-Léon,
N^{os} 15 à 24, pour les années 1771 à 1793.

Cahier du Bureau de l'Hôpital de Léon, 1772-1792.

Cahier de la Société des Dames de la Charité, 1772-1792.

Etat des prieurés, gouvernements et chapellenies du diocèse de Léon en 1786.

VII. — ARCHIVES MUNICIPALES DE BREST.

Série LI 48. — Correspondance de la Municipalité avec les députés de la sénéchaussée de Brest aux Etats généraux.

Nous avons aussi consulté avec fruit différents registres aux Archives de Plouguerneau, Roscoff, Sibiril, Saint-Pierre-Quilbignon, Landerneau, Lesneven.

AUTRES DÉPÔTS

I. — ARCHIVES DE L'EVÊCHÉ DE QUIMPER.

Ces Archives ont été pour notre travail une mine de premier ordre. Elles contiennent, pour la partie de notre étude qui concerne l'activité épiscopale de M^{gr} de La Marche, deux fonds principaux de manuscrits : le fonds Le Guen de Kerneizon et le fonds de Kermenguy.

M. Le Guen de Kerneizon, 1810-1879, chanoine titulaire de l'église cathédrale de Quimper, avait en sa possession de nombreuses liasses de papiers émanant de M^{gr} de La Marche, ou relatifs à son administration. Il les tenait d'un membre de sa famille qui les avait sauvés à l'époque de la Révolution, et il en fit don à l'Evêché.

M. de Kermenguy, 1805-1895, chanoine honoraire de Quimper, aumônier des Religieuses Augustines de Morlaix, légua vers 1880 à M. Peyron, archiviste diocésain, une autre série de pièces émanant de M^{gr} de La Marche et se rapportant surtout à la période révolutionnaire.

Appartiennent à ces fonds la plupart des documents groupés dans les cartons suivants :

Diocèse de Léon, 1772-1785,
Diocèse de Léon, 1785-1790,
Collège de Léon, 1763-1789,
Dossier sur la Mendicité, 1774-1775 (87 Rapports).

Les pièces s'y succèdent sans numérotation, suivant l'ordre chronologique.

En outre, ces Archives contiennent de nombreux ordos, mandements, bulles, brefs, indults et rescrits.

Nous avons encore trouvé de précieux renseignements dans le carton « Papiers de M^{gr} Conen de Saint-Luc, évêque de Quimper », 1790, et surtout dans les cartons des paroisses :

Ile-de-Batz, Cléder, Commana, Gouesnou, Goulven, Guicquelleau, Guimiliau, Guipavas, Guissény, Kerlouan, Kernilis, Kernouës, La Forest, Landerneau (Saint-Houardon), Landerneau (Saint-Julien), Lampaul-Plouarzel, Lampaul-Ploudalmézeau, Landivisiau, Lannilis, Loc-Eguiner, Minihiy de Léon, Plabennec, Pleyber-Christ, Ploudal-

mézeau, Ploudaniel, Ploudiry, Plouédern, Plouénan, Plouescat, Plougar, Plougoulm, Plouguerneau, Plounéour-Ménez, Plounéour-Trez, Plounéventer, Plouvorn, Roscoff, Saint-Thégonnec, Saint-Vougay, Sibiril, Sizun, Taulé, Trégarantec.

II. — ARCHIVES DES PRESBYTÈRES.

Nous avons exploré les Archives d'un grand nombre de paroisses de l'ancien diocèse de Léon, mais nous n'avons trouvé de renseignements intéressants pour notre étude que dans les presbytères de :

Brest (Saint-Sauveur), Ile-de-Batz, Guissény, Lannilis, Lesneven, Loc-Maria-Plouzané, Ploudaniel, Plouescat, Plouguerneau, Taulé et Tréfléz qui ont conservé les registres des comptes paroissiaux pour les années antérieures à la Révolution.

III. — ARCHIVES DU SÉMINAIRE DE SAINT-SULPICE.

Registres du Petit et du Grand Séminaire pour 1748 et 1751.

IV. — ARCHIVES DE LA FAMILLE DE PARSCAU DU PLESSIS.

24 lettres inédites de M^{re} de La Marche, communiquées par M. de Parscau, de Donjes (Loire-Inférieure).

V. — ARCHIVES DE LA FAMILLE DE KERDANET, A LESNEVEN.

1^o Une liasse sous la rubrique « M^{re} de La Marche, Évêque de Léon ».

2^o Papiers de Kerdanet. Correspondance et mémoires.

VI. — ARCHIVES DE LA FAMILLE DE Kerdrel, CHATEAU DE KERUZORET, PLOUVORN.

Un dossier contenant des autographes et des copies d'autographes de M^{re} de La Marche.

B. — SOURCES ANGLAISES

BRITISH MUSEUM.

Minutes of Committee of Subscribers for the relief of the French Clergy, 1792-1796 (3 volumes de manuscrits).

Pièces citées, analysées ou reproduites dans le très savant ouvrage du chanoine Plasse, *Le Clergé français réfugié en Angleterre*.

Cf. principalement les chapitres quatrième, cinquième et sixième du Tome premier.

BIBLIOGRAPHIE

RECORDS OFFICE.

Minutes of Committee of Subscribers for the relief of the French Clergy, faisant suite aux volumes précédents, et Papers relating to the French Clergy refugees in British Dominions.

Cf. Plasse, *Ibid*.

WESTMINSTER ARCHBISHOP'S HOUSE.

Douglas' Diary. — Journal de M^{gr} Douglas, vicaire apostolique de Londres de 1792 à 1812.

Près de 400 pages sur l'action du clergé émigré, ses rapports avec l'autorité ecclésiastique de l'endroit, les attributions et le rôle très spécial de M^{gr} de La Marche.

Nous en avons traduit de larges extraits.

IMPRIMÉS

Nous ne signalerons que les principaux, les autres étant cités en note au bas des pages.

A). — OUVRAGES FRANÇAIS

LIVRES DE FOND.

A. AULARD. — *Etudes et Leçons sur la Révolution française*. 7 volumes in-12, Paris, Alcan.

-- *Histoire politique de la Révolution française*. Vol. in-8, Paris, Colin, 1903.

BARRUEL (abbé). — *Histoire du Clergé pendant la Révolution française*. Vol. in-8, Londres, Coghlan, 1793.

Vante l'hospitalité des Anglais au milieu desquels il vécut pendant l'Emigration. Quelques erreurs touchant les événements qui se passaient en France, car l'auteur en était loin et a écrit sur des relations faites de souvenirs.

BASTON (chanoine). — *Mémoires*. 3 vol. in-8, Paris, Picard, 1897-99.

Séjourna en Angleterre de septembre 1792 à octobre 1793. Tout en rendant justice à la générosité de la nation britannique, ne s'interdit pas les critiques ou les malices. A pris des notes nombreuses à Londres. Ses Mémoires ont été recueillis et publiés par les soins de l'abbé Julien Loth et de Ch. Verger.

BAUDRY. — *Etude historique et biographique sur la Bretagne à la veille de la Révolution*. 2 vol. in-8, Paris, Champion, 1905.

D'après des lettres que l'auteur dit puisées à des « sources sûres ». Il a cherché des documents inédits ou peu connus sur les 250 familles ou personnages dont il est question dans l'ouvrage.

BOULAY DE LA MEURTHE. — *Documents sur la négociation du Concordat*. 3 vol., Paris, Ernest Le Roux, 1891-1897.

CARNÉ (DE). — *Les Etats de Bretagne*. 2 vol. in-12, Paris, Didier et Cie, 2^e éd., 1875.

Précieux document historique et attrayante œuvre littéraire. Composé presque entièrement d'après des pièces authentiques et inédites (registres des Etats, Journal manuscrit du duc d'Aiguillon, etc.) que l'on regrette de ne pas voir citées plus souvent.

CONSALVI. — *Mémoires*. 2 vol. in-8, Paris, Plon, 1864.

Très précieux pour les annales de l'Eglise et pour l'histoire. Le manuscrit fut laissé par testament au cardinal Bernetti qui le légua à son neveu et à Mgr Fioramonti. Ces deux prélats le confièrent à Crétineau-Joly pour la publication.

CRÉTINEAU-JOLY. — *Histoire de la Vendée militaire*. 6 vol. in-12, 4^e édition, Paris, Plon, 1851.

L'auteur a exploré les sources les plus diverses : Archives du Ministère de la Marine, correspondance du comte d'Artois et de Charette, etc. A questionné des personnages qui furent acteurs ou témoins des événements.

DANLOUX. — *Journal*. Paris, Rahir, 1910, in-f°, 493 p.

Le peintre Danloux séjourna en Angleterre de 1792 à 1802. Son journal, commencé en mars 1792, se compose de divers fragments dont les copies furent prises par le colonel Arthur Danloux et par Antonin Danloux, ses petits-fils, et livrées à l'impression par le baron Portalis.

DAUDET E. — *Histoire de l'Emigration pendant la Révolution française*. 3 vol. in-8, Paris, Hachette, 1907.

Ouvrage sérieusement documenté et plein de renseignements intéressants.

DROCHON (R. P.). — *La Petite Eglise*. Vol. in-12, Paris, Bonne Presse, 1894. — D'après de nombreux inédits.

DUBREUIL. — *La Révolution dans le Département des Côtes-du-Nord*. Paris, Champion, 1909, in-16, 312 p.

L'auteur pense qu'il ne faut pas trop opposer la Chouannerie à la Révolution. Il parle des « progrès insensibles, du cheminement obscur du régime nouveau » et appuie son opinion sur les résultats de ses patientes recherches aux Archives Nationales et aux Archives départementales des Côtes-du-Nord.

DU CHATELIER. — *Histoire de la Révolution en Bretagne*. 6 vol. in-8, Paris, Dessessart, 1836.

Ouvrage écrit en 1832 d'après des papiers exhumés des différentes Archives de l'Ouest et d'après les souvenirs de M. Guezno, ancien député et administrateur du Finistère, ami de la Tour d'Auvergne et de Hoche.

FORNERON. — *Histoire générale des Emigrés*. 3 vol., Paris, Plon, 1884-90.

A consulté les mémoires du temps et le fonds Bourbon.

GUILLOTIN DE CORSON. — *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*. 6 vol. in-8, Rennes, Fougeray, 1886.

Le glossaire qui se trouve à la fin du sixième volume est très important pour les questions d'administration diocésaine et paroissiale sous l'ancien régime.

LA GORCE (DE). — *Histoire religieuse de la Révolution française*. 4 volumes in-8, Paris, Plon.

LATREILLE. — *L'Opposition religieuse au Concordat de 1792 à 1803*. Vol. in-12, Paris, Hachette, 1910.♦

— *Après le Concordat*. Vol. in-12, Paris, Hachette, 1910.

Ouvrages très documentés, mais où l'auteur manifeste ses sympathies pour le mouvement d'opposition.

LAVAQUERIE (abbé). — *Le cardinal de Boisgelin (1732-1804)*. 2 vol. in-8. Thèse de doctorat, Paris, Plon, 1921.

LEBON (ANDRÉ). *L'Angleterre et l'Emigration française*. Paris, 1882.

Excellent ouvrage qui s'appuie sur une étude très serrée des papiers de Pui-saye et de la correspondance de Wickham.

LÉVY-SCHNEIDER. *L'application du Concordat par un prélat d'an-cien régime : M^{gr} Champion de Cicé*. Paris, 1921.

LUBERSAC (abbé DE). *Journal historique et religieux de l'émi-gration et de la déportation du Clergé de France*. Vol. in-8, Londres, 1802, XVI-360 p.

Style médiocre, mais renseignements précis donnés par un témoin oculaire.

MARION (H.). *Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*. 1 vol. in-8, Paris, Picard, 1923.

OGÉE. *Dictionnaire historique et géographique de la Bretagne*. Rennes, Mollien, 1845-53.

La première édition (1730) est d'Ogée seul, moins complète que l'édition signa-lée et qui a été corrigée par les annotateurs.

PICARD. *Le Collège de Léon*. Vol. in-8, Morlaix, Le Goaziou, 1895.

Bon ouvrage, d'après des documents des Archives municipales de Saint-Pol, des Archives départementales et des Archives de l'Evêché.

PLASSE (chanoine). — *Le Clergé français réfugié en Angleterre*. Paris, Palmé, 1886.

Excellent travail en 2 vol. in-8, d'après des documents inédits de source an-glaise. Forme l'enquête la plus sérieuse sur la question.

POCQUET. *Les Origines de la Révolution en Bretagne*. Paris, Per-rin, 1885.

Deux volumes grand in-8 complétant la série de l'histoire de Bretagne de la Borderie. Les Archives Nationales et les Archives départementales d'Ille-et-Vilaine y ont été largement utilisées.

POMMERET (abbé). *L'Esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution*. Vol. in-8, Saint-Brieuc, Pru-dhomme, 1920. Thèse de doctorat.

POTIER DE LA GERMONDAYE. — *Introduction au gouvernement des paroisses suivant la jurisprudence du Parlement de Rennes*. Rennes, Blouet, 1777.

Très important pour l'administration des paroisses en Bretagne. Ouvrage classique dans la matière. A compléter par Ant. Dupuy, *Etude sur l'admini-stration municipale en Bretagne au XVIII^e siècle*. Vol. in-8, Paris, Pi-card, 1891.

PUISAYE (DE). — *Mémoires*. 7 vol. in-8, Londres, 1803-08.

Constitueraient une mine de renseignements, si l'interprétation que l'auteur donne des faits n'était sujette à caution. Ces mémoires ont l'allure d'un plai-doyer.

RICARD (abbé). — *Correspondance diplomatique et papiers inédits du cardinal Maury*. In-12, Paris, 1891.

ROBERT (abbé). *Expédition des émigrés à Quiberon*. Paris, La-mulle et Poisson, 1899, in-8, 372 p.

Documents nombreux et intéressants.

SAGNAC (Ph.). — *La législation civile de la Révolution française. 1789-1804*. Vol. in-8, Paris, Hachette.

SÉVESTRE (abbé). — *Le Concordat de 1801*. Vol. in-8, Paris, Lethiel-leux, 1904.

L'auteur a utilisé des sources variées tant manuscrites qu'imprimées.

SICARD (abbé). — *Les Evêques avant la Révolution*. Vol. in-8, Paris, Lecoffre, 1912.

— *Le Clergé de France pendant la Révolution*. Vol. in-8, Paris, Lecoffre, 1912.

Enquête très minutieuse ; pénétration aigüe et profonde du clergé d'autrefois.

TANGUY (abbé). — *Une ville bretonne sous la Révolution : Saint-Pol-de-Léon*. Vol. in-8, Brest, Imprimerie, 4, rue du Château, 1903.

Ouvrage très consciencieusement documenté ; mais la composition laisse à désirer.

TÉPHANY (chanoine). — *Histoire de la Persécution religieuse dans les diocèses de Quimper et de Léon*. In-8, Quimper, Kerangal, 1879.

L'auteur a vu des documents originaux, mais ne les signale pas. On ne sait parfois où finit le document et où commence l'interprétation.

TRESVAUX DU FRAVAL (chanoine). — *Histoire de la Persécution religieuse en Bretagne*. 2 vol. in-12. Nouvelle édition publiée par son neveu en 1892, Saint-Brieuc, Prudhomme.

Très bon ouvrage pour l'époque (1847). Composé d'après des renseignements pris aux évêchés bretons et dans de nombreux écrits et périodiques.

BROCHURES

COURCY (P. DE). — *Notice sur M^{sr} de La Marche*, 4 p. Imprimerie Lédan, Morlaix. Parue aussi dans la *Biographie Bretonne* de Levot, Vannes, Caudéran, 1852.

DU CHATELLIER (abbé), Vicaire Général du Mans. *Oraison Funèbre de l'ill. et Rev. M^{sr} J. F. de La Marche, Evêque-Comte de Léon*, prononcée le 29 janvier 1807 dans la chapelle française de Conway Street, Fitzroy Square, 55 p. Londres, Dulau et C^{ie}, Soho Square.

ERSKINE (M^{sr}). — *Copie de la lettre dont M^{sr} Erskine a accompagné l'envoi du Bref de Sa Sainteté, 16 septembre 1801*. Cf. Ld 4 4154 et 4126 (B. Nat. Imp.).

EVÊQUES FRANÇAIS RÉSIDANT A LONDRES. — *Lettres en réponse aux Brefs des 15 août et 11 novembre 1801*. Londres, de Cox. Cf. Ld 4 4151 (B. N.).

Mémoire du 23 décembre 1801. Londres, 1802. Cf. Ld 4 4141 (B. N.).

Canonicae exspositiones... Londres, de Cox, 1803. Cf. Ld 4 4194, 4195 (B. N.).

LA MARCHÉ (J. F. DE). — *Déclaration du 23 octobre 1790*. Brest, Malassis, 1791.

— *Lettre à M. Laligne*. Brest, Malassis, 1791.

— *Lettre-circulaire aux ecclésiastiques réfugiés*, Londres, Coghill, 1793.

— *Lettre à N. T. S. P. le Pape Pie VII (15 mars 1803)*. Londres, 1804. — 4630 DD 10, British Museum.

- *Dissertation sur l'article XIII du Concordat*, par J. F. de La Marche, d'après M. Quérard. Londres, de Cox, 1806. — Ld 4, 4213 (B. N.).

LE GRAND (CÉSAIRE). — *Notice sur le Collège de Saint-Pol-de-Léon*, 61 p. Saint-Brieuc, Prudhomme, 1895.

Bonne brochure d'après des pièces puisées aux Archives municipales de Saint-Pol, et aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine. *

PEYRON (chanoine). — *Expulsion de M^{sr} de La Marche, en 1791*, 14 p. Saint-Brieuc, Prudhomme.

D'après des rapports de police conservés aux Archives départementales du Finistère.

- *Notice sur les Séminaires de Quimper et de Léon*. Quimper, Kerangal.

Les documents utilisés se trouvent aux Archives départementales et aux Archives de l'Evêché.

- *Les Prêtres morts pour la Foi au diocèse de Quimper pendant la Révolution*, 83 p. Quimper, Kerangal, 1919. D'après des inédits.

- *La Restauration du culte dans le diocèse de Quimper, 1802-1804*, 82 p. Quimper, Kerangal, 1901.

PILVEN (chanoine). — *Expilly, Evêque du Finistère*. Quimper, 1911.

Travail sérieux d'après les Archives départementales et les Archives de l'Evêché.

PISANI (chanoine). — *Les derniers Evêques de l'ancien Régime*, 30 p. Paris, de Soye, 1908.

UZUREAU (abbé). — *Les Prêtres insermentés du Finistère*, 12 p. Rennes, Plihon, 1920.

D'après des inédits (Papiers Barruel et Cossoul).

PÉRIODIQUES

Almanach Royal, 1772 à 1789.

Gazette de France, depuis 1772.

Bulletin d'Histoire et d'Archéologie du Diocèse de Quimper.

Contient de nombreuses notices paroissiales dues à la plume de M. Peyron.

Bulletin de la Société Académique de Brest.

A. DE BLOIS. — *Des Matières bénéficiales en Bretagne (1876).*

A. DUPUY. — *Le Régime parlementaire en Bretagne au XVIII^e siècle (1880-81).*

— *La Bretagne au XVIII^e siècle (1883-84).*

Bulletin de la Société Archéologique du Finistère.

D^r CORRE. — *L'Instruction publique et les Ecoles à Brest avant 1789 (1895, t. XXII).*

Abbé FAVÉ. — *Les Faucheurs de la Mer en Léon (1906).*

Bulletin Archéologique de l'Association Bretonne.

BOSSARD. — *Le Parlement de Bretagne et la Royauté (1881).*

DE CHAMPAGNY. — *Les Députés bretons à la Bastille en 1788* (1882).

CH. DE LA LANDE DE CALAN. — *La Bretagne au début du XVIII^e siècle* (1895).

Abbé ROBERT. — *Les Etats de Morlaix de 1772-73* (1900).

Bulletin de la Société des Etudes Scientifiques du Finistère.

ALLIER. — *Morlaix pendant la Révolution* (1882, 83, 84, 85).

Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine.

DUINE. — *Lettres inédites concernant l'histoire et la littérature du XVIII^e siècle* (1913, t. 43).

Revue de Bretagne et de Vendée.

CH. DE LA LANDE DE CALAN. — *La Bretagne sous Louis XVI* (1895).

L'Ami de la Religion.

Notice sur M^{sr} de La Marche, 1815, t. 3, p. 127 Sqq.

Notice sur M^{me} Silburne, 1820, t. 25, p. 300 Sqq.

La déportation du Clergé français en Angleterre, 1821, t. 28, p. 305, Sqq.

Etudes.

DUDON. — *Autour des démissions épiscopales de l'an X* (juillet 1907).

Revue des Questions Historiques.

V. PIERRE. — *Les Déportations à la Guyane française* (1882, 83, 84).

— *Le Clergé français en Angleterre* (1899).

MAÎTRE. — *La vie communale et paroissiale en Bretagne* (1911).

La Révolution Française.

ZIVY. — *L'Evêque de Saint-Pol-de-Léon et la Constitution civile du Clergé* (Janvier 1908).

B). — OUVRAGES ANGLAIS

CH. BUTLER. — *Historical Memoirs*. 4 vol., London, Murray, 1822.

Travail sérieux. L'auteur vivait à Londres pendant l'Emigration et connut plusieurs prêtres français.

GREEN. — *A short History of the English People*. London, Macmillan, 1884.

B. WARD (M^{re}). — *The Dawn of the Catholic Revival in England*. 2 vol., London, Longmans, 1909.

The Eve of Catholic Emancipation. London, Longmans, 1911.

Ouvrages in-8 savamment composés d'après des documents de première main.

PÉRIODIQUES ANGLAIS.

<i>Laity's Directory.</i> <i>Annual Register.</i> <i>Gentleman's Magazine.</i> <i>Times.</i> <i>Morning Chronicle.</i> <i>Public Advertiser.</i>	}	pour les années de l'émigration.
---	---	----------------------------------

C). — DOCUMENTS DE LANGUE BRETONNE

INIZAN (abbé). — *Emgann Kerguidu ha traou all ch'oarvezet e Breiz-Izel epad dispach 1793*. Brest, Lefournier, 1877.

(Le combat de Kerguidu et autres faits qui se passèrent en Bretagne pendant la Révolution de 1793).

ROUDAUT (abbé). — *Eun ene christen : An introun Silburne*. Landerneau, Desmoulins, 1860.

(Une âme chrétienne : Mme Silburne).

Carnets contenant des chansons antirévolutionnaires, des traductions bretonnes de mandements de M^{gr} de La Marche, dont un en vers, signé Antiexpilly. Ces chansons devaient circuler un peu partout dans le pays pendant la période révolutionnaire. Nous en avons trouvé à Plouzané, à Plouescat et à Plouguerneau.

INTRODUCTION

Nous nous proposons de retracer la carrière d'un prélat qui fut une grande figure épiscopale au déclin de l'ancien régime. Etant nous-même originaire de Saint-Pol, ayant séjourné à Londres et visité les lieux où M^{gr} de La Marche a vécu, a travaillé, est mort, nous avons entrepris, voici longtemps, de montrer son activité dans le gouvernement de son diocèse, puis de le suivre à travers les vicissitudes de l'Émigration. Nous passerons rapidement sur les étapes de sa vie antérieures à son épiscopat, pour aborder ce qui doit être le point central de notre travail : l'administration d'un évêque résident.

Notre intention est que cette partie soit une contribution à l'histoire du diocèse de Léon pendant les vingt années qui précédèrent la Révolution. Nous essaierons de faire graviter autour de la personne de M^{gr} de La Marche les principales affaires qui sont ou qui étaient alors du ressort de l'administration épiscopale. Ainsi, à côté de l'action personnelle de l'évêque, nous étudierons l'état du diocèse.

En premier lieu, nous nous efforcerons de faire ressortir de l'examen des documents que le dernier pasteur du Léon a observé la plus stricte résidence, puis que son gouvernement fut actif et éclairé, ensuite que son activité s'étendit aux multiples branches de l'administration diocésaine. Mais les évêques de l'ancien régime n'étaient pas simplement des hommes d'Eglise : leurs fonctions ne se limitaient pas aux actes d'ordre ecclésiastique. Dans leurs diocèses qui formaient des circonscriptions à la fois religieuses et civiles, ils touchaient à deux

mondes très différents et se trouvaient en relations constantes avec les représentants de l'autorité royale. Cela était surtout vrai des pays d'Etats comme la Bretagne où le pouvoir central était surveillé et contrôlé par les assemblées provinciales. Le cadre de notre travail exige donc que nous y fassions rentrer aussi cet aspect particulier de l'activité de l'Évêque et nous essaierons de montrer qu'en sa personne l'Eglise de Léon n'eut pas seulement un pasteur dévoué et fidèle, mais un homme public qui s'occupa de ses compatriotes avec une vive sollicitude et une réelle intelligence de leurs besoins.

La seconde grande division de notre travail sera une contribution à l'histoire religieuse et politique de l'Émigration en Angleterre. Nous y examinerons les trois chefs principaux sous lesquels peuvent se grouper les faits et gestes de M^{sr} de La Marche : son activité charitable ou son rôle dans la formation, le fonctionnement et l'extension du Comité de secours aux émigrés, — son activité religieuse ou les mesures qu'il prit comme vicaire général de Londres, — son activité politique ou ses rapports avec les Bourbons à propos du mouvement de contre-révolution et des projets de restauration monarchique, et enfin son attitude dans la question du Concordat.

Nous nous rendons bien compte de l'imperfection d'un ouvrage dont la documentation est constituée par des matériaux disséminés dans des fonds très variés d'archives et dont la composition fut souvent interrompue par des obstacles de toutes sortes : mobilisation, occupations d'un travail scolaire absorbant, déplacements très onéreux. S'il y a moins de lacunes, nous le devons au concours de précieuses collaborations.

Nous exprimons tout d'abord notre plus vive gratitude à Messieurs les professeurs de la Faculté des Lettres de Paris qui nous ont favorisé dans notre travail : M. Aulard, qui, dès le premier jour, accueillit notre projet avec bienveillance et ensuite, ne nous ménagea ni ses encouragements ni son appui ; MM. Sagnac, Pagès et Jordan dont les conseils nous furent très utiles. Nous n'aurions

garde d'oublier M. Waquet, ancien membre de l'École française de Rome, qui nous guida avec une extrême obligeance dans nos recherches aux Archives départementales du Finistère, M. Le Guennec, bibliothécaire de la ville de Quimper, qui nous mit sur la piste de nombreux dossiers de familles, M. Paul Desfeuilles, ancien attaché à la Présidence du Conseil, qui nous éclaira de ses avis, M. Jacques Jullien, artiste peintre, professeur de dessin au Collège de Lesneven, à qui nous devons la carte annexée à cet ouvrage et qui nous rendit d'autres services très précieux. Au Ministère des Affaires Étrangères, nous avons dû à la complaisance de M. Piccioni, directeur des Archives, et de M. Bertrand, bibliothécaire, de mettre la main sur des documents importants. Un séjour d'une année à Londres en 1912 nous fut également très profitable pour l'étude des sources anglaises que nous avons utilisées. Nous devons des remerciements au Directeur du British Museum qui nous permit d'explorer la Public Library où, à côté de documents relatifs à l'Émigration française en Angleterre, nous avons pu consulter les journaux et périodiques de l'époque : le Times, le Morning Chronicle, le Public Advertiser, le Gentleman's Magazine, l'Annual Register. Nous exprimons aussi notre reconnaissance à M^{sr} Jackman, secrétaire de S. E. le cardinal Bourne, qui mit gracieusement à notre disposition les Archives de l'archevêché de Westminster où nous avons eu la bonne fortune de découvrir le manuscrit original du Journal de M^{sr} Douglas, vicaire apostolique de Londres au temps de l'Émigration.

Nous nous plaisons encore à reconnaître le bon accueil que firent à notre travail des personnalités disparues : M. Denis, professeur à l'Université de Paris ; le Rev. F. Dunn, curé de la paroisse catholique d'Homerton à Londres, qui encouragea nos premiers efforts et nous mit sur la voie de sources anglaises ; M^{sr} Bernard Ward, l'éminent historien de la renaissance catholique en Angleterre, alors directeur de Saint-Edmund's College à Standon, qui nous accorda la plus cordiale

hospitalité et qui nous fournit d'utiles indications sur les documents à consulter tant au Musée britannique qu'à Westminster ; les chanoines Pilven et Peyron, du diocèse de Quimper : le premier enrichit notre documentation de plusieurs pièces inédites, le second mit à notre disposition avec une serviabilité inlassable les trésors de sa vaste science ; le comte de Kerdrel, plus qu'octogénaire quand nous l'avons connu, qui exhuma de sa mémoire demeurée fidèle des souvenirs intéressants et qui nous communiqua des papiers de famille.

Nous regrettons que la mort de toutes ces personnes ne nous permette pas d'exprimer notre reconnaissance autrement que par cet hommage posthume.

Nous adressons un cordial merci aux personnalités ecclésiastiques qui ont témoigné de l'intérêt à nos études. Au premier rang il nous est agréable de citer S. G. M^{gr} Baudrillart, de l'Académie française, recteur de l'Institut Catholique de Paris et M^{gr} Prunel, vice-recteur ; M. le chanoine Sicard, curé de Saint-Pierre-de-Chaillot et M. le chanoine Pisani, professeur à l'Institut catholique, auteurs appréciés de nombreux ouvrages d'histoire ecclésiastique. Le souvenir des encouragements que nous en avons reçus nous fut un précieux réconfort aux heures de lassitude. Nos remerciements vont aussi à M^{me} Templet de Quimper qui nous a donné gracieusement un exemplaire (très rare) de l'Oraison funèbre de M^{gr} de La Marche, aux recteurs et vicaires des paroisses du Léon qui nous ont aidé à faire sortir des papiers relégués dans de vieux cartons, enfin à tous ceux qui nous ont honoré de leur sympathie et de leurs conseils.

PREMIÈRE PARTIE

LA JEUNESSE

ET

LA CARRIÈRE ECCLÉSIASTIQUE

AVANT L'ÉPISCOPAT

(1729—1772)

CHAPITRE PREMIER

L'ENFANCE ET L'ADOLESCENCE

(1729-1748)

I. — LA NAISSANCE ; LES LIEUX. LA FAMILLE.

II. — LA CARRIÈRE MILITAIRE : LE LIEUTENANT DE DRAGONS ; LA BATAILLE DE PLAISANCE ; LE CAPITAINE AU RÉGIMENT DE REINE-INFANTERIE ; LA DÉMISSION.

I

Le dernier évêque de Léon fut l'un des nombreux enfants issus de l'union de François-Louis de La Marche avec Marie-Anne de Botmeur. Les registres paroissiaux d'Ergué-Gabéric relatent en ces termes son acte de naissance et de baptême :

« Jean-François de La Marche, fils légitime de Messire François-Louis de La Marche, chef de nom et d'armes, Chevalier, Seigneur de Lézergué, de Kerfort et autres lieux, et de Dame Marie-Anne de Botmeur, né le quatrième juillet mil sept cent vingt-neuf, a été solennellement baptisé le lendemain par le soussignant Recteur (Jean Edy). Parrain et marraine : François-Louis de La Marche, frère aîné dudit baptisé, et Demoiselle Marie-Thérèse de La Marche (1). »

Ergué-Gabéric, encore appelé le Grand-Ergué, pour le distinguer d'Ergué-Armel ou Petit-Ergué, est un gros bourg de la campagne quimpéroise. Le voyageur qui, de Quimper, se dirige vers les Montagnes-Noires, suit une route charmante le long de la vallée du Jet ; après avoir parcouru environ quatre kilomètres et monté une côte très rude, il aperçoit le bourg avec son groupe de maisons

(1) Cahier des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse d'Ergué-Gabéric pour l'année 1729. Arch. du presbytère.

ramassées autour de l'église. L'appellation de *Glaziks* donnée aux habitants d'Ergué et des communes limitrophes est due à la couleur bleue (1) de leur costume : chez les hommes, la veste de dessus, ouverte sur la poitrine, est en drap bleu de roy et ornée de parements de velours ; elle laisse voir une autre veste au plastron de velours orné de broderies d'un jaune éclatant ; les femmes portent la soubreveste avec un ou deux gilets de drap échancrés en rond et également brodés et galonnés. Le *Glazik*, qui est réputé pour sa coquetterie et la beauté de son costume, passe aussi pour le type du Cornouaillais fin et moqueur qui joue à l'impénétrable et ne veut pas se livrer, et il y a longtemps que le dicton « rusé comme un Glazik » a franchi les limites de la Cornouaille.

Cette observation s'applique surtout aux gens des communes plus éloignées, car l'habitant d'Ergué présente un type particulier du *Glazik* : il est plus expansif ; sous des dehors enjoués, il garde d'ailleurs un grand fonds de sérieux. Les idées conservatrices se sont maintenues à peu près intactes dans le pays ; la foi y est très vive ; le culte des ancêtres et le respect des nobles y sont profondément enracinés. Il faut, pour s'en rendre compte, entendre les paysans parler avec vénération des gentilhommes de jadis ; mais s'ils les ont remplacés dans leurs vieux manoirs et s'ils ont conservé leurs mœurs patriarcales, ils reconnaissent très humblement leur propre infériorité sociale.

Le Grand-Ergué finit au point de jonction des deux rivières du Jet et de l'Odet, à l'endroit où elles se réunissent avant de baigner la ville de Quimper. Le pays est très accidenté ; une série de petites collines s'y succèdent, coupées par des vallées ; des ruisseaux jaillissent des coteaux et fertilisent les prairies qui sont une des richesses de la région. A trois kilomètres, au Nord du bourg, au bas d'un plateau d'une centaine de mètres d'altitude où s'élève une chapelle au clocher élancé, le cours de l'Odet décrit une boucle remarquable au-

(1) Le mot breton *glaz* veut dire bleu.

tour de la belle pointe de Griffonès qui surplombe les gorges du Stangala dans leur partie la plus sauvage.

Situé dans la Cornouaille centrale, au milieu de sources limpides et de bruyantes cascades, enserré entre les deux rivières qui lui font comme une ceinture azurée, cet endroit ravissant tenta jadis de nombreux gentils-hommes campagnards dont on voit encore les manoirs blottis dans des nids de verdure où mènent de longues avenues plantées d'arbres séculaires. Au début du XVIII^e siècle, nombreux étaient les hôtes de ces manoirs : à Kerfort habitaient une dame du Man et un sieur de la Roche ; le manoir de Pennanreun abritait le seigneur de Boulvern ; les vieux registres mentionnent encore une dame Billoart, douairière de Mézanlez, le seigneur de Trévidiern, les familles de Penfeuntenyo, du Fresnay, de Charmoy. Madame de Sévigné avait sa terre de Lanros dans les environs, aux bords de l'Odet, sur le territoire du Petit-Ergué (1), à peu de distance du château de Lanniron qui servait de maison de campagne aux évêques de Quimper.

La solitude des lieux, la beauté des sites, le cours babillard des deux rivières et surtout le voisinage de Quimper et de sa vieille cathédrale dont on apercevait au fond du tableau la silhouette, expliquent les choix de ces gentils-hommes modestes que n'attiraient ni la Cour, ni même les assemblées des Etats de la Province. Profondément attachés à leurs terres, ils se souciaient peu de quitter leurs paisibles paroisses ; ils passaient tranquillement leur existence au milieu de populations qu'ils connaissaient et dont ils étaient aimés ; leur château était l'ami et le bienfaiteur de la chaumière. Ils se contentaient de quelques prééminences qui les distinguaient de leurs fermiers : une tourelle accolée à leur manoir, un banc à l'église, des écussons sculptés sur l'arcade des tombes ou peints sur les vitraux. Ces gentilshommes en sabots, qui regagnaient vers le soir le seuil de leur antique manoir, n'avaient

(1) Elle déclare dans son aveu de 1684 qu'elle a droit à une tombe en l'église d'Ergué. Peyron et Abgrall, *Bulletin de la Commission diocésaine d'Architecture et d'Archéologie*, 1903, p. 280.

qu'une très lointaine ressemblance avec les galants marquis ou comtes, admis à monter dans les carrosses du roi et dansant le menuet sous les lambris dorés de Versailles (1). Le système centralisateur de Louis XIV n'avait pas étendu ses effets jusque dans ces lieux retirés où La Fontaine a peint son charretier embourbé :

..... C'était à la campagne
 Près d'un certain canton de la Basse-Bretagne
 Appelé Quimper-Corentin.
 On sait assez que le destin
 Adresse là les gens quand il veut qu'on enrage.
 Dieu nous préserve du voyage !

La description convient à merveille aux environs du Grand-Ergué. Le plateau est sec, mais dans la plaine les routes charretières sont affreuses ; on n'accède aux fermes que par des chemins boueux et impraticables qui contrastent avec la route agréable et large de la vallée du Jet.

La famille de La Marche, qui s'établit au Grand-Ergué dans le cours du XVII^e siècle, était une ancienne famille de l'évêché de Cornouaille dont la branche aînée s'était fondue au XVI^e siècle dans la grande maison historique du Chastel. Originaire de Brasparts, dans les Montagnes d'Arrée, elle est connue depuis Anceau, sieur de La Marche et de Bodriec, qui naquit vers 1375 et fut employé dans la réformation de Brasparts et de Loqueffret en 1426. Ceux de ce nom furent maintenus nobles avec neuf générations et comme tels, inscrits au rôle des nobles de la sénéchaussée de Quimper le 4 décembre 1670, sur le rapport de M. des Cartes, intendant de la Province et commissaire du roi. Les armes de la famille étaient « de gueules au chef d'argent (2) ».

(1) La noblesse aux XVII^e et XVIII^e siècles était divisée en deux classes : celle des « présentés » à la Cour et celle des « non présentés ». Cairé, *La Noblesse de France et l'Opinion publique au XVIII^e siècle*, p. 22, sqq.

(2) Bibl. Nat., Ms., Fonds fr. 32.287, p. 398-399.

L'aïeul de Jean-François, Louis-René de La Marche, avait eu plusieurs enfants de son mariage avec dame Marie-Rose de Tréouret de Kerstrat : l'un des fils, le chevalier de Kerfort, épousa l'héritière du nom de Kermihy ; une fille, Marie-Thérèse, s'allia avec le chef de la famille Le Borgne de Kermorvan, frère de l'abbé de Kermorvan qui devint en 1746 évêque de Tréguier ; le fils aîné, François-Louis, épousa l'héritière des seigneurs de Botmeur, voyers héréditaires de Quimper. De cette union naquirent : François-Louis qui fut admis en 1739 au nombre des pages du roi, puis devint lieutenant des maréchaux de France, (le 25 décembre 1745, il contracta mariage dans l'église paroissiale d'Ergué-Gabéric avec demoiselle Félicité de Bourigan du Pé d'Orvault, du diocèse de Nantes) ; Jean-François, le futur évêque ; plusieurs fils, morts en bas âge, l'un en 1732, un autre en 1734, etc. Parmi les filles, trois se marièrent : l'une Marie-Louise, épousa en 1752 François-Louis de Lesquelen ; la seconde, M. des Hayeux de Keranével, la troisième M. du Rocher du Quengo (2).

La tradition conservée à Ergué rapporte que l'union du chevalier de La Marche avec Marie-Anne de Botmeur fut suivie de la naissance de 16 enfants. Le souvenir qui en est resté est celui d'une famille patriarcale et les registres de la paroisse, malgré des lacunes de plusieurs années, montrent que la tradition est fondée : ce ne fut pas la fragile lignée des fils uniques, mais le rameau touffu qui donne des fruits abondants.

La famille occupa successivement les manoirs de Kerfort et de Lézergué, tout proches l'un de l'autre ; mais si l'on peut dire avec certitude que le dernier évêque de Léon est un enfant du Grand-Ergué, on est réduit à des suppositions sur le lieu exact de sa naissance. Les uns tiennent pour Kerfort, les autres pour Lézergué. Le manoir de Lézergué subsiste encore, entouré de vieux arbres qui lui donnent un air de mystère : c'est une solide

(2) D'après des papiers communiqués par M. de Kerdrel (Arch. de Keruzoret).

construction de style Louis XV, à deux étages très élevés et à huit énormes fenêtres. Un double escalier de pierre, très large, conduit au premier étage où un étroit corridor donne accès dans de vastes chambres ; un second escalier mène à l'étage supérieur où se suivent de grands appartements sur le même plan qu'au premier. Le manoir, qui appartient aujourd'hui à des cultivateurs, n'a subi aucune réparation depuis la Révolution ; il n'a pas dû être commencé avant le début du XVIII^e siècle ; il est certainement de date plus récente que Kerfort dont il ne reste que peu de traces : des fûts de colonnes brisés, un étang vivier maintenant desséché, les restes des murs d'un verger.

L'aïeul, Louis-René, habitait Kerfort (1) ; son fils, François-Louis, qui est le premier à signer « seigneur de Lézer-gué », vint probablement à l'époque de son mariage se fixer à Lézergué ; c'est donc là vraisemblablement que Jean-François vit le jour, et c'est là, au témoignage des habitants de la paroisse, qu'il descendait lorsqu'il était évêque. La tradition locale a même transmis jusqu'à nous le souvenir d'un événement tragique associé à l'une des visites du prélat. Quelques jours après son sacre, comme il venait voir sa famille au manoir de Lézergué dont on poursuivait alors la construction, un de ses neveux, Joseph-Hyacinthe, accourut à sa rencontre et, passant sur des planches mal fixées, tomba dans le vide et périt sous ses yeux (2).

Le chevalier de La Marche devait résider presque continuellement dans ses terres. Nous n'avons pu trouver son nom sur les différentes listes de « Messieurs de la Noblesse » qui assistaient aux Etats de Bretagne. Il se plaisait, dit-on, à recevoir souvent chez lui l'évêque de Quimper. Il mourut assez jeune, car en 1745 l'acte de mariage de son fils aîné porte « Fils et [h]éritier principal de haut et puissant seigneur Messire François-Louis de

(1) D'après des notes de l'abbé Favé, *Monographies paroissiales : Ergué-Gabéric* dans le *Bulletin de la Société Archéologique du Finistère*, T. XVIII.

(2) Ceci est également rappelé dans le discours de M. de Kerdanet à M^{re} de La Marche le 19 juillet 1773 à Lesneven (Arch. de Kerdanet).

La Marche et de Marie-Anne de Botmeur, à présent sa veuve ».

Jean-François perdit donc son père de bonne heure. Aucun document ne nous permet d'établir s'il eut un précepteur (1), si le soin de son instruction fut confié à son oncle l'abbé Louis de La Marche, licencié en Sorbonne et recteur de la paroisse toute voisine d'Elliant, de 1740 à 1754, si, à l'exemple de ses illustres compatriotes Fréron, du Couédic, La Tour d'Auvergne, il fut envoyé au Collège des Jésuites de Quimper, ou enfin s'il entra à l'Ecole militaire de La Flèche où l'on recevait comme pensionnaires des Etats cinquante gentilshommes bretons. Car il était destiné, comme son frère aîné, à la carrière des armes. Il est certain, toutefois, qu'avant d'entrer dans la vie militaire, il avait reçu une bonne culture classique, puisque, après sa démission de l'armée, le Séminaire de Saint-Sulpice lui ouvrit ses portes et l'admit, sans autre stage, dans la *Communauté des Philosophes*.

Si les données nous manquent sur les influences les plus proches, celles du père et de la mère, nous savons toutefois que le jeune Jean-François appartenait à une famille foncièrement chrétienne et qui avait des attaches avec des hommes d'Eglise (2). Les gens du pays pensent que les visites multipliées des évêques de Quimper à Lézergué ne furent pas étrangères au dessein de l'enfant d'entrer plus tard dans les Ordres. Il est d'autres influences encore, dues à l'atmosphère religieuse dans laquelle s'écoulèrent ses premières années. De bonne heure, ses regards furent attirés par ces nombreuses croix de pierre qui, en Basse-Bretagne, se dressent à chaque carrefour comme pour indiquer au passant l'axe autour duquel doivent tourner ses pensées, et par ces sanctuaires dont les clochers s'élèvent au-dessus des manoirs et des chênes : au Grand-Ergué, il y avait six chapelles avant

(1) Peu probable, car c'était plutôt là un privilège de la noblesse riche. Carré, *Op. cit.*, p. 207.

(2) Outre le recteur d'Elliant et l'abbé de Kermorvan, signalons le Jésuite Jean-François de La Marche 1700-1763, auteur de plusieurs ouvrages de piété.

la Révolution et il y en avait onze sur le territoire de la paroisse voisine d'Elliant. Une mention spéciale est due à la chapelle de Saint-Joachim qui faisait partie du domaine familial; elle datait du XVI^e siècle: « Dieu, lisons-nous dans une pièce du temps, concède journellement de grandes grâces aux pèlerins qui la viennent visiter de toutes parts et qui y gagnent l'indulgence plénière que le Pape Innocent X y a concédée. » Elle servait aussi parfois à des cérémonies de famille comme l'attestent les registres paroissiaux de 1756 à propos du baptême de Jean-Marie de La Marche, fils de François-Louis: « Fait en la chapelle de Saint-Joachim, par permission spéciale de M. des Cognets, vicaire général. »

Mais si fréquentée que fût cette chapelle, elle n'avait pas la renommée de celle de Notre-Dame de Kerdévot, située sur les confins d'Ergué et d'Elliant. Ce grand et bel édifice d'une architecture très riche est de la fin du XV^e siècle (1); il est de fondation princière, ainsi que le prouvent les couronnes duciales sculptées sur les murs. Au-dessous de la porte de la tour, on remarque une hermine et sur les vitraux, plusieurs ducs de Bretagne, la couronne en tête. De nombreux écussons peints sur ces vitraux attestent encore la piété des seigneurs des environs qui s'étaient plu à doter et à embellir la chapelle.

Le pardon de Kerdévot est, depuis des siècles, le plus célèbre et le plus fréquenté des environs de Quimper; il a lieu le dimanche qui suit le 8 septembre, fête de la Nativité de la Vierge. L'origine du pèlerinage est la reconnaissance de la population à Notre-Dame, après la disparition du pays d'une épidémie terrible, *la peste d'Elliant*. Ce fléau a été popularisé par la publication dans le *Barzaz-Breiz* d'une ballade bretonne reproduite par M. de la Villemarqué; un cantique composé en 1712 le mentionne également. La scène de cette femme traînant dans une charrette au cimetière le corps de ses neuf fils pendant que le père, pris d'un accès de folie, suit en sif-

(1) D'après M. le chanoine Abgrall, *Bulletin de la Commission diocésaine*, 1909, p. 73.

flant le triste convoi, a été représentée par une peinture saisissante qui, après avoir été longtemps exposée au Musée du Luxembourg, orne actuellement le Musée de Quimper.

L'épidémie eut lieu au XV^e siècle. Depuis lors, les habitants sont restés inviolablement fidèles au vœu qu'ils avaient fait de venir chaque année en sa chapelle remercier Notre-Dame de Kerdévet et, au plus fort de la Révolution, ils y envoyaient encore des délégations des trois Ordres.

Sur la route de Quimper à Kerdévet les costumes pittoresques se succédaient autrefois comme de nos jours dans un chatolement d'or et d'argent, de soie et de velours : jeunes filles en vêtements blancs aux parements bleu de ciel, lamés d'argent, femmes en leur hiératique costume, hommes en *bragou-braz* (1) et en guêtres de bure boutonnées sur le côté, jeunes gens en gilets bleus, en vestes brodées de soie jaune mélangée de filets rouges. Il nous plaît de nous représenter le jeune Jean-François s'agenouillant, comme la tradition le rapporte, dans la chapelle familiale de Saint-Joachim et cheminant avec les siens sur les routes fleuries des *pardons*, puis gardant le souvenir de ces pèlerinages presque aussi anciens que la race. Dans la famille il avait reçu une forte éducation religieuse ; autour de lui les circonstances et les lieux agissaient de concert pour la développer.

II

Pourtant « ses premiers regards parurent se fixer sur la gloire que le monde admire (2). » Au sortir du règne de Louis XIV, la France avait encore bien des affaires à liquider avec les autres nations. La guerre de la Succession de Pologne s'était à peine terminée par le traité de

(1) Culotte bouffante et plissée. Nous regrettons la disparition presque totale de ce costume qui n'est plus porté que par quelques vieux campagnards du pays *glazik* ; le *bragou-braz* était jadis en usage aussi bien dans le Léon qu'en Cornouaille.

(2) Du Châtelier, *Oraison Funèbre de M^{sr} J.-F. de La Marche*, p. 7.

Vienne que l'éternelle question de la succession d'Autriche causait un nouveau conflit. La première partie de la guerre avait été favorable à nos armes, mais en 1745, Louis XV se trouva en face d'une coalition formidable, et la lutte reprit de plus belle.

C'était l'année où le jeune de La Marche entra dans l'armée avec une commission de lieutenant de dragons (1).

La victoire de Fontenoy, suivie de la chute de Tournai, de l'occupation de Gand, Bruges, Oudenarde, donna de la confiance à la France. Puis ce fut la marche triomphale de nos troupes à travers la Belgique et la Hollande. En revanche, l'armée franco-espagnole qui opérait en Italie, fut battue à la sanglante bataille de Plaisance. Le jeune lieutenant, dont le régiment avait été éprouvé dans cette affaire, fut grièvement blessé. La lutte avait été chaude ; en chargeant les Hongrois, il reçut d'un pandour un coup de sabre sur la nuque et en eût été tué, si la violence du coup n'avait été amortie par le catogan alors en usage (2).

Il resta dans la carrière militaire jusqu'à l'expiration de son congé, reçut le brevet de capitaine au régiment de

(1) Parmi les témoignages relatifs à la période militaire de la vie de J.-F. de La Marche, indépendamment des témoignages de M^{me} de TrogoFF et de M. de Kerdanet que nous donnons plus bas, nous citerons celui de l'auteur d'un article paru à Londres en 1792, dans le *Morning Chronicle* : « Ce prélat (qui vient de débarquer en Angleterre) est né gentilhomme breton. Capitaine d'infanterie, il reçut plusieurs blessures à la bataille de Plaisance. Réformé, il reprit les études et embrassa l'état ecclésiastique. » Cet article fut fait sur les renseignements fournis par l'Evêque lui-même. — Autre témoignage d'un contemporain, du Châtellier. « Il servit quelques années dans les armées de son roi, et les champs d'Italie furent témoins de sa valeur. » — Enfin une liste d'émigrés portant la date du 24 floréal, an VII et conservée aux Archives municipales de Saint-Pol-de-Léon, « Jean-François de La Marche, ex-officier, ex-évêque de Léon. » Registre 32, folio 28.

(2) Pol de Courcy, *Notice sur M^{sr} de La Marche*, dans la *Biographie Bretonne* de Levot, d'après des renseignements fournis par la nièce du prélat, M^{me} de TrogoFF. Nous trouvons confirmation de ce fait dans les mémoires de M. de Kerdanet (1752-1837). Lorsqu'il fit sa première entrée à Lesneven, le 19 juillet 1773, M^{sr} de La Marche fut complimenté par le jeune de Kerdanet qui lui rappela dans son discours ce que la Providence avait fait en sa faveur lorsque, lieutenant de dragons à la bataille de Plaisance, il avait été sauvé dans le massacre de son régiment (Arch. de Kerdanet).

Reine-Infanterie, puis donna sa démission et se prépara aussitôt à entrer dans les Ordres. En quittant les armes pour la cléricature, en portant le collet après l'épée, le jeune homme ne dépouilla pas la vaillance de son caractère. Rien ne semble plus opposé que le bruit et le tumulte des camps au silence et à la paix du sanctuaire ; l'armée n'est pas une école de formation cléricale ; pourtant il reste quelque chose, à l'âge où la volonté se forme, de la maturité que donnent l'habitude du commandement, les obligations impérieuses de la discipline et l'accoutumance du danger. Le courage qui fait braver la mort dans les combats, le dévouement au service de la patrie et le désintéressement qui caractérisent le guerrier, en élevant son âme par de grands motifs, le préparent à l'énergie qui lutte contre l'adversité, aux fatigues et aux sacrifices d'un ministère laborieux. Ces vertus de deux états différents auront leur rayonnement dans toute la carrière de Jean-François de La Marche. Avant son élévation à l'épiscopat, il aura à soutenir bien des luttes dans l'arène politique des Etats provinciaux où tant de passions se heurtaient à cette époque. Une fois évêque, il se rappellera encore le dragon de Plaisance ; lutteur avant tout, il vivra sans cesse sous les armes : comme il sut tenir vigoureusement l'épée pour en frapper les ennemis de la France, il saura aussi tenir la plume et porter courageusement la parole pour soutenir les droits de son siège, pour défendre contre les empiétements de la monarchie les libertés, franchises, privilèges et prérogatives de la Bretagne, pour plaider sur la terre d'exil la cause de ses compatriotes émigrés. Fidèle à la devise de sa famille : « Marche droit », il ira de l'avant, parfois sans se soucier de qui l'accompagne ; il mettra son énergie au service de ses invariables principes et se montrera aussi résolu sous l'étole et sous la mitre que sous l'uniforme.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA CARRIÈRE ECCLÉSIASTIQUE AVANT L'ÉPISCOPAT (1748-1772)

- LES ÉTUDES A SAINT-SULPICE ET A NAVARRE (1748-1756) ; L'ORDINATION (1756).
- II. — LE CHANOINE ET LE VICAIRE GÉNÉRAL DE TRÉGUIER ; LE SCOLASTIQUE ET L'ARCHIDIACRE.
- III. — L'ABBÉ DE SAINT-AUBIN (1764).
- IV. — LES ÉTATS DE BRETAGNE AU XVIII^e SIÈCLE : D'AIGUILLON ET LA CHALOTAIS ; L'ABBÉ DE LA MARCHÉ RAPPORTEUR DE LA COMMISSION CHARGÉE DE RECUEILLIR LES RÈGLEMENTS DES ÉTATS ; LE MÉMOIRE LINGUET ; L'ABBÉ DE LA MARCHÉ A LA COMMISSION DES IMPOSITIONS ; SES RELATIONS AVEC D'AIGUILLON.
- V. — LES ÉTATS A MORLAIX (1772) ; L'ÉPISCOPAT.

I

Le registre du Petit Séminaire de Saint-Sulpice pour l'année 1748 mentionne Jean-François de La Marche, du diocèse de Quimper, entré le 17 octobre 1747 dans la *Communauté des Philosophes*. En 1748, il passe au Petit Séminaire où il reste trois ans. A leur entrée au Grand Séminaire, les étudiants ecclésiastiques signaient eux-mêmes leur nom sur le registre. Dans celui de 1751 nous trouvons les renseignements suivants écrits de sa main : « *Joannes-Franciscus de La Marche subdiaconus Corisopitensis, natus anno 1729 die vero 4 Julii, admissus in Seminario die 21 Aprilis 1751, in Parvo Seminario 1748 ex Communitate Philosophorum* (1). »

Le Grand Séminaire de Saint-Sulpice était connu, de ce temps, sous la dénomination de *Séminaire des Evêques*.

— (1) Arch. de Saint-Sulpice.

Pendant un siècle et demi il fut la pépinière de l'épiscopat. Cela s'explique aisément. Alors qu'en province les séminaires étaient peu ou pas constitués, à Paris une pléiade de professeurs donnait à une jeunesse choisie un enseignement brillant, et quand il s'agissait de pourvoir aux évêchés vacants, le ministre de la Feuille prenait généralement les noms qu'il voulait présenter à l'agrément royal dans les listes de sortie de Saint-Sulpice.

Les *Mémoires* de l'abbé Baston nous fournissent d'intéressants renseignements sur Saint-Sulpice à cette époque.

« A côté du Grand Séminaire en était un autre moins nombreux, dont les bâtiments étaient plus simples et dont la pension était à meilleur compte. On l'appelait à cause de cette triple infériorité le *Petit Séminaire de Saint-Sulpice*. Du reste, ces deux Séminaires faisaient les mêmes exercices. Tenait au Petit Séminaire une communauté nommée la *Petite Communauté de Saint-Sulpice*. Une quatrième communauté dans le même enclos était celle des *Philosophes*, car il n'y avait dans cette maison que des étudiants en philosophie. Ces quatre maisons contiguës et communiquant ensemble par l'intérieur avaient leurs ouvertures principales sur quatre rues différentes, ce qui peut donner une idée du vaste espace qu'elles occupaient. Les étudiants en philosophie allaient soir et matin à un collège de plein exercice, les théologiens fréquentaient les écoles de Sorbonne.

Chacun de ces établissements avait une maison de campagne où, toutes les semaines, on allait prendre une récréation et où l'on passait deux mois de vacances. Le Grand Séminaire et les Philosophes avaient la leur au village d'Issy, le Petit Séminaire et la Petite Communauté à Vaugirard. Là se trouvaient les bâtiments nécessaires à une grande famille, des jardins, des allées d'arbres touffus, des cabinets de verdure solitaires et ombragés, des jeux innocents, tout ce qui peut servir à détendre l'esprit d'une jeunesse que le goût et l'émulation portaient quelquefois au travail avec une ardeur qui aurait été dangereuse, si la sagesse des règles ne l'eût pas tempérée en offrant des divertissements de plusieurs espèces et en ordonnant d'en user, de sorte que ce n'eût pas été une moindre faute d'étudier à la promenade et dans les vacances que de ne pas étudier à la ville pendant l'année.

Deux de ces maisons de campagne avaient sur les autres un avantage marqué : celle des *Robertins* ou de la Petite Communauté était le berceau de la Congrégation, le lieu où M. Olier avait réuni ses premiers compagnons ; celle du Grand Séminaire était une des plus belles habitations des environs de Paris. Le cardinal de Fleury y avait passé les dernières années de son ministère, souvent visité par le roi, son élève, et, on le devine bien, par toute la Cour.

J'ai examiné pendant douze ans la manière dont Messieurs de

Saint-Sulpice gouvernaient leurs séminaires, j'y ai encore réfléchi depuis, et je ne crois pas qu'il soit possible de rien voir ni même de rien imaginer de plus solide, de plus noble, de plus parfait, rien qui allât plus directement au but, qui semât la route de plus de ces douces innocentes qui, sans nuire à la vertu, soulagent l'humanité. Loin de chercher à se distinguer de leurs inférieurs, les Sulpiciens s'appliquaient à effacer toutes les nuances qui auraient, en quelque sorte, coupé leurs séminaires en deux parts, l'une soumise, l'autre préposée. Même logement, même vêtement, même nourriture, mêmes exercices. Du dernier directeur au premier séminariste, le passage était imperceptible. Tout se faisait au nom de la Règle, tout le monde était soumis... Si la jeunesse servait habituellement à table, pour s'entretenir dans l'esprit d'humilité, une fois par an, les supérieurs lui rendaient la pareille, afin que l'égalité ne reçût point d'atteinte de cette pratique habituelle (1). »

La modération en tout était de règle à Saint-Sulpice. Dans les études, on suivait la tradition du XVII^e siècle théologique, avec sa prudence, sa mesure, son esprit d'ordre, de discipline et de foi. L'enseignement puisait ses sources dans la pensée du Grand Siècle. Si l'on étudiait l'Eglise, c'était Bossuet dans le dernier livre des *Variations*, dans la *Conférence avec le ministre Claude*, dans les *Promesses de l'Eglise*. S'agissait-il de l'Eucharistie, on adoptait les ouvrages de Bossuet, de Fénelon et du Père Pétiau.

Tel était le milieu de science et de haute vertu où l'abbé de La Marche reçut la formation théologique. L'éducation sulpicienne le marqua de son empreinte et lui inculqua des principes auxquels il demeurera inviolablement attaché au cours de sa vie pastorale. Il donna d'ailleurs toute satisfaction à ses maîtres et fut appelé à gravir successivement les degrés des ordres sacrés. En 1751, il entra définitivement dans la cléricature en s'engageant dans les liens du sous-diaconat. Cette même année, il commença à suivre au Collège de Navarre les cours de philosophie et de théologie, afin d'obtenir ses grades.

Le Collège de Navarre se recommandait par d'antiques et imposants souvenirs. C'est là que Richelieu avait fait

(1) Baston, *Mémoires*, t. 1, p. 42. L'abbé Baston fut à Saint-Sulpice le contemporain de Jean-François de La Marche.

avec éclat ses études, que Bossuet, sous les auspices de docteurs éminents, avait étudié les anciens auteurs profanes et s'était fait entendre dans des conférences publiques sur les matières intéressant le ministère ecclésiastique ; c'est là que l'élite de la jeunesse cléricale de France poursuivait la conquête des grades théologiques et universitaires. Sur le cadran de l'horloge on lisait cette inscription « *Horæ transeunt et imputantur* » ; ne dut-elle pas frapper les regards du jeune abbé de La Marche ? Les cours d'humanités, de philosophie et de théologie étaient alors en plein fonctionnement, et le Collège allait acquérir un nouveau lustre par la fondation, en 1752, d'une chaire de controverse et de physique expérimentale (1).

« Pour être gradué, il fallait prendre des leçons de théologie (en Sorbonne ou à Navarre) pendant trois ans, sous deux professeurs. Le choix était permis, et, de plus, commode à faire, car il y avait trois ou quatre professeurs le matin, et autant le soir. Quand on avait rempli ce temps d'études de manière à mériter les *attestations*, on était décoré du titre de maître ou docteur ès-arts..... Un assez grand nombre d'étudiants s'élevaient au rang de bachelier. On y était promu moyennant des examens particuliers et une thèse publique qui durait une demi-journée..... De ces bacheliers, les uns n'allaient pas plus loin dans la carrière théologique ; les autres se disposaient à *courir* la licence..... La licence durait plusieurs années et voici ce qu'on y avait à faire : assister à toutes les thèses, tant des bacheliers que des licenciés, à celles des licenciés des licences précédentes qui prenaient le bonnet de docteurs, y passer un certain temps voulu par la loi, y argumenter à son tour et quand on en recevait l'ordre ou qu'on était *prié*, soutenir trois thèses : la *Mineure*, la *Majeure* et la *Sorbonique*. Souvent il fallait figurer à trois ou quatre thèses dans la même journée, aller de la maison de la Sorbonne à l'Archevêché, du Collège de Navarre aux Augustins, etc... De là, l'expression « courir la licence », et il en était peu d'aussi justes..... La *Mineure* traitait des Sacrements : elle durait une demi-journée, ou six heures... Entre les contestations qu'elle occasionnait, il en était une qui s'élevait souvent ; elle roulait sur la validité des ordinations anglicanes. Or, point de licencié qui ne mît dans sa thèse mineure que les ordinations anglaises sont nulles. La thèse nommée *Majeure* commençait à huit heures du matin et finissait à six heures du soir. Elle avait pour objet, la Religion, l'Eglise, l'Ecriture Sainte, les Conciles, l'Histoire Ecclé-

(1) Arch. Nat., M. 181, n° 25, « Collège de Navarre ».

siastique, la chronologie sacrée et mixte. La *Sorbonique* devait son nom au lieu où il fallait qu'elle fût soutenue : c'était la salle de la Sorbonne. Elle commençait à six heures du matin et finissait à six heures du soir. Son objet était l'Incarnation et la Grâce. Quant au traité de l'Incarnation, les positions étaient laissées à la volonté du soutenant. Mais pour le traité de la Grâce, il était entièrement gêné, et il fallait, pour tout ce qui regarde le jansénisme, qu'il se conformât à un protocole convenu entre le Parlement et la Faculté de Théologie (1). »

Quelle année l'abbé de La Marche obtint-il la licence ? Les registres de Saint-Sulpice qui sont complets pour les années 1752 et 1754 et donnent les noms des licenciés, ne le mentionnent pas. Les listes de 1756 ont des lacunes; il dut passer cette année. L'abbé du Châtellier parle en ces termes de ses études ecclésiastiques et de son passage à Navarre : « Il ne cherche point à franchir rapidement les marches du sanctuaire. Les années qu'il a perdues dans l'agitation du siècle, il n'a garde de s'en faire un titre pour abrégér le temps d'épreuve. Avant d'être maître en Israël, on le voit au rang de disciple dans cette école célèbre qui fut mère de Gerson et de Bossuet et, parcourant tous les degrés, il entre enfin dans cette lice honorable où l'émulation du savoir et des talents préparait des défenseurs à l'Eglise (2). »

Après avoir consacré près de huit années à sa formation, il fut ordonné prêtre à Conflans le 6 avril 1756, par M. de Beaumont, archevêque de Paris, le même jour que l'abbé François Bareau de Girac, le futur évêque de Saint-Brieuc et de Rennes, qui sera un de ses compagnons de travail et de lutte aux assemblées des Etats de Bretagne.

II

Peu après son ordination, il fut pourvu d'un canonicat dans l'église cathédrale de Tréguier, sous l'administration de M^{re} Le Borgne de Kermorvan qui, allié à sa famille,

(1) Baston, *Mémoires*, t. I, p. 6.

(2) *Or. Fun.*, p. 8.

avait pu de bonne heure apprécier ses vertus et ses talents et lui donna avec les lettres de grand vicaire le passe-partout nécessaire vers la prélature. Le poste qui lui était confié devait être occupé, quelques années plus tard, dans la même ville épiscopale, par un ecclésiastique destiné à la célébrité : l'abbé Sieyès.

Vicaire général à trente ans ! C'est un fait qui n'est plus dans nos mœurs. Quel que soit le talent, on veut désormais que l'âge et l'expérience soient venus le mûrir et le consacrer avant que le pouvoir lui soit confié. On estimait autrefois que les mérites des ancêtres constituaient un coefficient important que l'enfant trouvait dans son berceau et dont la société tenait compte pour lui assigner un rang.

Le diocèse de Tréguier comprenait le territoire sis entre Morlaix et Lézardrieux ; il était limité au Nord par la mer ; au Sud par la Cornouaille et était divisé en deux archidiaconés : celui de Plougastel, entre les rivières de Morlaix et de Lannion, et celui de Tréguier, entre les rivières de Lannion et de Lézardrieux.

Tréguier, la ville épiscopale possédait presque autant de couvents et de séminaires que de maisons particulières. Les paisibles arceaux de ses cloîtres lui donnaient un air d'Assise bretonne. Née de sa cathédrale, merveille de pur gothique, elle était un foyer d'idéalisme, un *Minihiy*, un refuge, une terre d'accueil et d'hospitalité. Elle abrita l'enfance et la jeunesse de saint Yves, le saint le plus populaire de Bretagne, chez qui les jongleurs, les vagabonds, les batteurs de route demandaient un gîte pour la nuit. Elle n'est pas seulement une ville de l'âme, mais une ville de l'esprit, « car il y a en Bretagne un sel trégorois, comme il y avait en Grèce un sel attique. Elle a naturellement le goût de l'intelligence, de toutes les formes de l'intelligence, y compris les plus déguisées, les plus fines. Les muses y font bon commerce avec les saints et la sagesse trégoroise même chez ses représentants les moins cultivés, est une sagesse avertie (1). »

(1) Anatole Le Braz, préface de *l'Essai Historique sur Tréguier* par Adolphe Guillou. Vol. in-8, Saint-Brieuc, Guyon, 1913.

Le diocèse faisait partie, au civil, de la province de Bretagne, et, au point de vue ecclésiastique, de celle de Tours (1). Il comprenait 109 paroisses, 31 succursales ou trêves, une abbaye, 12 couvents d'hommes, 13 couvents de femmes, un Hôtel-Dieu.

Si nous ne pouvons suivre le jeune vicaire général dans les conseils épiscopaux et dans ses courses périodiques à travers le Tréguier, nous savons du moins qu'il s'occupa des devoirs de sa charge : le 28 juin 1762, nous le trouvons à Morlaix où, au nom de l'évêque, il vise et signe les comptes paroissiaux. Il donna rapidement la mesure de ses aptitudes administratives. Le presbytère de Tréguier conserve encore précieusement son nom à côté de celui de M^{gr} de Kermorvan et de ceux de M^{gr} de Cheylus et de M^{gr} de Royère. L'abbé du Châtelier raconte que la confiance des évêques reposa entièrement sur lui pour la conduite du diocèse et que les détails de l'administration ne furent pas au-dessus de ses forces et lui devinrent familiers.

Outre les fonctions de grand vicaire, il eut à remplir celles de scolastique qui, aux termes des dispositions des conciles de Trente et de Bourges et de l'ordonnance de 1606, devaient être confiées à des docteurs ou licenciés en théologie ou en droit canon. Il est mentionné en cette qualité sur la liste des vicaires généraux nommés par le Chapitre *sede vacante* après le départ de M^{gr} de Cheylus transféré à l'évêché de Cahors le 10 janvier 1767 (2). Le scolastique était, avec le trésorier, le grand chantre et les deux archidiaques, l'un des cinq dignitaires du chapitre de la Cathédrale. Tréguier possédait un Grand Séminaire dirigé par les Lazaristes. L'abbé de La Marche consacra à l'instruction des jeunes clercs, non seulement ses soins, mais les ressources dont il pouvait disposer, notamment les

(1) La Bretagne était divisée en Haute-Bretagne, comprenant les cinq évêchés de Rennes, Nantes, Saint-Brieuc, Saint-Malo et Dol, où l'on parle français en Basse-Bretagne, comprenant les quatre évêchés de Vannes, Léon, Quimper et Tréguier, où l'on parle breton.

(2) D'après les registres de l'ancien évêché de Tréguier (Reproduit dans la *Semaine religieuse de Saint-Brieuc* du 18 novembre 1892).

revenus de l'abbaye de Saint-Aubin-des-Bois qui lui avait été donnée en commende (1). Il y avait aussi un collège, l'un des plus anciens de la Bretagne, puisqu'il remontait au XIV^e siècle. En 1771, les bâtiments tombant en ruines, leur reconstruction fut jugée nécessaire et plus tard, quand il apportera sa contribution à cette œuvre, l'évêque de Léon se souviendra du chanoine écolâtre de Tréguier. En effet, d'après une note de M. Bastiou, principal du collège à l'époque de la restauration de l'établissement, M^{sr} de La Marche souscrivit en 1779 pour la somme de mille livres (2).

III

Le nom de M. de La Marche, abbé commendataire, apparaît pour la première fois dans l'*Almanach Royal* de 1766 avec les renseignements suivants : Saint-Aubin-des-Bois, abbaye de l'Ordre de Cîteaux au diocèse de Saint-Brieuc ; revenus, 2.700 livres ; taxe en Cour de Rome, 66 florins. L'abbaye était devenue vacante le 30 décembre 1764, à la suite de la démission de M. de Vandomois, nommé à l'abbaye de Saint-Méen. La nomination de M. de La Marche porte cette date ; car, bien qu'il ne prit possession que le 29 avril 1765, il eut à payer pour droits d'économats, à l'économe général des bénéfices vacants à la nomination du roi, la somme de 297 livres, 10 sols, 4 deniers pour « le tiers des nouveaux convertis pendant trois mois, vingt-neuf jours, à compter du 30 décembre 1764, jusqu'au 29 avril 1765, à raison de 900 livres par année. » Le total des droits qu'il eut à acquitter s'éleva à 390 livres, 15 sols dont les 297 livres, 10 sols, 4 deniers susmentionnés, 89 livres, 5 sols représentant 2 sols pour livre sur les revenus de l'abbaye et 4 livres pour les brevets de nomination et les dons des fruits de la dite abbaye (3).

(1) P. de Courcy, *Notice sur M^{sr} de La Marche*.

(2) *Le Collège de Tréguier depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, par un ancien élève. Saint-Brieuc, Prudhomme, 1895, p. 24.

(3) D'après l'original de l'état des comptes (Arch. de l'évêché de Quimper. Documents « Léon », 1765).

L'appui du duc d'Aiguillon qui était alors commandant de la Bretagne ne fut sans doute pas étranger à cette promotion. Son attention aurait été appelée de la manière suivante sur le grand vicaire de Tréguier : L'abbé de La Marche avait conservé de ses goûts mondains une vive passion pour la musique. Assistant un jour à une cérémonie dans la cathédrale, le Duc fut tellement charmé par le talent qu'y déploya le jeune chanoine qu'il lui offrit sa protection, en lui promettant de lui faire accorder la première abbaye vacante dans la province (1). Vers cette même époque, au plus fort de ses démêlés avec le Parlement de Bretagne et de l'opposition violente qui se manifestait contre lui aux Etats, d'Aiguillon se plaignait amèrement au Contrôleur des Finances de n'avoir pas été consulté sur le choix des candidats aux bénéfices : « J'ai représenté plusieurs fois à M. l'évêque d'Orléans (Jarente) qu'il était nécessaire pour le bien du service du Roi qu'on fût assuré du caractère des ecclésiastiques auxquels Sa Majesté donnerait des bénéfices en Bretagne ; je lui en ai même encore parlé fortement au sujet de cette abbaye de Guingamp (2), mais mes représentations n'ont pas beaucoup de succès. Il est cependant impossible qu'un commandant en Bretagne fasse faire aux Etats ce que le Roi exige d'eux, si les distributeurs de ses grâces n'ont pas la bonté de prendre de lui des mémoires sur ceux qui les composent et d'avoir égard à ses demandes et à ses plaintes..... (3) »

Cette lettre est du 17 octobre 1762. La nomination de M. de La Marche à l'abbaye de Saint-Aubin est de 1764. Du Châtelier déclare que l'abbé de La Marche eut « des obligations au Duc » et que, pour cette raison, il ne craignit pas « d'avouer hautement ses relations avec lui. Quand on se rappelle à quel point les esprits étaient échauffés à cette époque, on admire tout à la fois et le courage de son amitié et le sentiment profond d'estime

(1) P. de Courcy, *Op. cit.*

(2) L'abbé de Guingamp, M. de la Freslonnière, avait suivi aux Etats, contre d'Aiguillon, le parti de la Noblesse.

(3) Arch. Na^l., H 631.

qu'il inspirait à ses compatriotes qui rendirent justice à la noblesse de son procédé (1). »

IV

En ce temps, en effet, la situation de d'Aiguillon en Bretagne était des plus délicates. La Noblesse lui était nettement hostile, le Tiers était divisé et hésitant. Il fallait compter sur le Clergé qui, indépendamment de son autorité morale, jouissait aux Etats, en sa qualité d'Ordre privilégié, d'une autorité politique incontestable et qui, plus d'une fois, dans les séances tumultueuses, avait eu l'occasion d'exercer sa diplomatie et son influence pacificatrice. Il était donc de l'intérêt du pouvoir royal, pour triompher de la résistance de la Noblesse depuis longtemps irréductible, d'entretenir au sein des Etats la résistance du premier et du troisième Ordre contre le second.

Le duc d'Aiguillon avait pris en mains l'administration de la province dans des circonstances particulièrement difficiles. Un rapide coup d'œil rétrospectif est nécessaire pour comprendre la situation. La Bretagne avait encore au XVIII^e siècle son ancienne constitution (2). A l'origine, sous la dynastie royale, les Etats n'avaient été qu'un conseil privé composé des hauts barons de la province. Sous les ducs, on y ajouta les seigneurs bannerets, vassaux directs des ducs. A la haute Noblesse vinrent ensuite se joindre les neuf évêques et les nombreux abbés de la province ; d'abord ils furent simplement admis à titre de feudataires, puis ils finirent par former un ordre distinct qui eut le pas sur les deux autres. Dans le cours du XIV^e siècle, les ducs voulurent voir la bourgeoisie représentée aux Etats. De ce fait, 39 villes d'abord, puis 42, conquirent le droit d'envoyer à l'assemblée un ou deux

(1) *Or. Fun.*, p. 13, en note.

(2) Cf. Dupuy, *Le Régime parlementaire en Bretagne au XVIII^e siècle*, étude parue dans le *Bulletin de la Société Académique de Brest* de 1880-81, d'après les liasses C. 1790, 1791, 1792 des Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine.

députés ayant voix délibérative, ou des agrégés ayant voix consultative. Vers la même époque, les neuf Chapitres purent déléguer chacun un agrégé, de sorte qu'au XIV^e siècle l'organisation était complète, et les Etats avaient leurs trois Ordres distincts, comprenant le Clergé, la Noblesse et le Tiers-Etat.

Au début, les trois Ordres se réunissaient au moins une fois l'an, tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, le plus souvent à Vannes, à Nantes et à Rennes ; chaque session durait habituellement six semaines ou deux mois. A partir de 1630, les réunions ne se tenaient que tous les deux ans. Les Ordres délibéraient d'abord à part, puis concertaient leurs avis, et le vote avait lieu par Ordre et non par tête.

Après la réunion de la Bretagne à la France, les rois conservèrent ces anciennes coutumes. Lors du contrat de mariage d'Anne de Bretagne avec Louis XII, un édit solennel stipula « qu'aucune loi ou constitution ne serait faite au pays de Bretagne, fors en la manière accoutumée par les rois et les ducs ». Et, sur sa foi et parole de roi, Louis XII s'engageait à « garder ce pays en tous ses droits et libertés, à ne rien changer qu'avec le consentement des Etats en ses franchises, usages, coutumes, tant au fait de l'Eglise, de la justice comme chancellerie, conseil, parlement, chambre des comptes, trésorerie, etc..... »

L'œuvre commencée par Charles VIII en 1491 fut consommée par François I^{er}. Le 4 août 1532, les trois Ordres présentèrent au Roi une requête tendant à unir définitivement le duché à la couronne sous la condition expresse que le Roi s'engagerait « à conserver tous les droits, privilèges et libertés de la province ». La requête fut acceptée dans ces termes mêmes et, afin de confirmer d'une manière à la fois plus éclatante et plus précise les engagements pris par la couronne, François I^{er} les consigna dans des lettres patentes (1).

Dans l'Ordre du Clergé, le président était l'évêque de Rennes et, en son absence, l'évêque le plus ancien présent

(1) De Carné, *Les Etats de Bretagne*, t. I, p. 91, 94.

à l'assemblée ; dans l'Ordre de la Noblesse, c'était l'un des neufs barons de Bretagne, ou, à son défaut, un membre élu par l'Ordre ; dans le Tiers-Ordre, la présidence était ordinairement confiée aux députés de Rennes. Le gouverneur de Bretagne présidait de droit les Etats et, indépendamment des commissaires du roi qui lui étaient adjoints, il était assisté des premiers présidents du Parlement ou de la Chambre des Comptes. Le principal rôle des commissaires du roi était d'apporter les lettres de commission de ce dernier et les réponses aux cahiers de remontrances et d'écouter les doléances des Etats. Dans la composition de l'assemblée provinciale entraient encore les officiers chargés d'exécuter leurs ordres et de les représenter dans l'intervalle des séances. Ils avaient deux procureurs généraux dont l'un résidait à la cour et défendait leurs droits auprès du gouverneur, l'autre résidait en Bretagne où, assisté de deux substituts, il recevait les plaintes et notait les abus. Pour toute tenue des Etats, il fallait une convocation spéciale du roi (1).

Quelles étaient les attributions des Etats ? Au point de vue législatif, sans avoir le droit d'édicter des ordonnances, ils pouvaient vérifier, avant leur enregistrement par le Parlement, tous les édits intéressant la province ; ils pouvaient faire des remontrances, émettre des vœux, et s'occuper ainsi de toute l'administration de la province. En politique, ils avaient la charge et le devoir auxquels ils se sont toujours strictement attachés, de défendre les privilèges de la Bretagne tels qu'ils existaient sous les anciens ducs et avaient été confirmés par Charles VIII, Louis XII et François I^{er}, et de protester contre tout acte attentatoire à ces privilèges. Mais c'est en matière financière que leur rôle était particulièrement important. Le

(1) La convocation des Etats se fait par des lettres de cachet du roi adressées aux évêques, abbés et chapitres de la Province, aux barons et à un certain nombre de gentilshommes à qui il plaît au roi de faire cet honneur et aux communautés des 41 villes de la Province qui ont le droit de députer aux Etats. C'est le gouverneur qui prend les ordres du roi pour déterminer le lieu et la tenue des Etats (*Mémoire sur la province de Bretagne au mois de juin 1746*. Arch. Nat., K 1151, f^o 8).

roi ne pouvait percevoir aucune taxe en Bretagne sans leur consentement ; ils avaient, en effet, seuls le droit de voter les impôts, fouages (1), aides, etc. et les subsides extraordinaires, et en surveillaient la répartition. A l'origine, ils exerçaient aussi le pouvoir judiciaire, car il leur appartenait de réformer par voie d'appel les jugements rendus par les juridictions seigneuriales, mais la charge qui leur incombait de ce fait devint si lourde, qu'avec leur assentiment le duc François II, en 1486, érigea une Cour sédentaire de justice, composée d'un président et de douze conseillers. Cette Cour, établie d'abord à Vannes, transportée ensuite à Rennes, devint sous Henri II le célèbre Parlement de Bretagne qui resta toujours si étroitement associé aux Etats pour la défense des institutions que les rois avaient jurée.

« Depuis le ministère de Colbert, le contrat d'union négocié aux Etats de 1532 apparut sous l'aspect d'une capitulation humiliante signée par la royauté. Subordonner à la délibération et au vote régulier d'une assemblée représentative l'octroi périodique des subsides et l'établissement de l'impôt était d'ailleurs impossible pour Louis XIV qui avait fait de la guerre de conquêtes et des grands travaux publics le double ressort de son gouvernement. Les intendants et les gouverneurs s'inspirèrent d'un bout à l'autre du royaume des idées dominantes de la Cour... Le duc de Chaulnes parut aux Etats de Bretagne dans la même attitude que son jeune maître au Parlement de Paris, et des exigences financières sans cesse croissantes provoquèrent des bords de la Loire au fond de la Cornouaille un soulèvement général suivi d'une répression atroce (2)... Le Grand Roi reposait à peine dans la

(1) Les fouages étaient le nom donné à la taille en Bretagne.

(2) Malgré un accord intervenu entre les Etats de Bretagne et le Roi, en 1673, des arrêts du Conseil continuaient à appliquer dans la province un certain nombre d'édits, entre autres celui du papier timbré. Le mouvement de résistance partit de Rennes au commencement de 1675, s'étendit par toute la péninsule et prit un caractère d'insurrection en Basse-Bretagne, déjà ruinée par une mauvaise récolte. Ce fut la révolte du papier timbré. La répression fut terrible. A Combrit, en Cornouaille, 22 paysans furent pendus par la justice

tombe, que les Bretons revendiquaient des droits dont ni les cœurs, ni les consciences ne s'étaient détachés un moment. Une fois encore la répression fut sanglante (1), mais le pouvoir était alors trop affaibli par le cours tout nouveau imprimé à l'opinion pour rester longtemps redoutable, lors même qu'il parlait du haut d'un échafaud. Durant le règne de Louis XV, les Etats engagèrent contre les édits royaux une lutte très vive, quoique respectueuse. Commencée sous le gouvernement du maréchal de Montesquiou, cette lutte continua sous celui du maréchal d'Estrées et sous l'administration du second duc de Chaulnes, pour prendre sous le duc d'Aiguillon toute la véhémence et parfois aussi toute l'injustice qui caractérisent les querelles de partis (2). »

Peu d'hommes ont été en butte à de plus violentes attaques, à plus de haines accumulées que le duc d'Aiguillon. On l'a représenté comme le Verrès de la Bretagne, l'administrateur despote, le dilapidateur des deniers de la province. Le comte de Carné, qui l'a étudié à la lumière des procès-verbaux des Etats et de son *Journal* manuscrit ne porte pas sur lui un jugement si sévère. La vérité est qu'il était l'agent d'une politique détestée, qu'il représentait un ordre d'idées profondément antipathiques et, qu'à une époque où la Bretagne gémissait sous le poids de charges fiscales écrasantes, il coûtait fort cher à la province.

royale. De là ce dicton que, sous le duc de Chaulnes, les chênes portaient des hommes en guise de glands.

(1) Le maréchal de Montesquiou, commandant de Bretagne, pour triompher de la résistance des Etats et du Parlement, ordonna la séparation des Etats en 1717, fit conduire hors de la province 4 gentilshommes qui menaient l'opposition, et décima le Parlement par des lettres de cachet. A la suite de ce coup de force, les gentilshommes bretons s'engagèrent par un pacte solennel à s'unir pour défendre les droits et privilèges de la province et les prérogatives de la noblesse. Parmi les mécontents, plusieurs allèrent jusqu'à contester la légitimité de la régence et dépêchèrent un émissaire au cardinal Albéroni afin de réclamer pour les Bretons le secours de l'Espagne. Ce fut la conspiration de Pontcallec. Ceux des organisateurs du complot qui furent arrêtés (dont M. de Guer, marquis de Pontcallec) furent décapités le 26 mars 1720.

(2) De Carné, *Op. cit.*, Avant-Propos, X, XI.

La charge de commandant en chef de Bretagne était une fonction grassement rétribuée et accordée aux favoris. Le traitement annuel était de 20.000 livres, sans compter les 16.000 livres de fourrages payées par la province. Si l'on y ajoute la gratification qui lui était attribuée à chaque tenue d'Etats et qui se chiffrait à 100.000 livres, le présent qu'il était d'usage de lui faire à l'ouverture des sessions, les indemnités que lui rapportaient ses titres de lieutenant général et de maréchal de camp employé sur les côtes, le commandant recevait, les bonnes années, des émoluments formidables. Et à chaque tenue, les gratifications augmentaient. En 1754, la première année où il assista aux Etats, le duc d'Aiguillon reçut cent-soixante-six-mille livres — en 1756, deux-cent-soixante-six-mille livres — en 1758, deux-cent-cinquante-trois-mille livres — en 1760, deux-cent-quatre-vingt et un mille livres (1). Donc il n'y aurait rien de surprenant que les Bretons vissent d'un fort mauvais œil un pareil accroissement d'émoluments qui correspondait avec une perpétuelle augmentation de leurs charges.

Pourtant les débuts de l'administration de d'Aiguillon avaient été heureux. Il obtint le rappel de douze gentils-hommes que son prédécesseur avait fait exiler pour des actes d'hostilité contre sa personne ; il s'occupa avec bonheur de la viabilité des routes (2) et termina la réorganisation et l'armement des côtes (1756). Malheureusement l'abîme financier se creusait. A la Bretagne, qui subissait en murmurant les deux vingtièmes, un troisième vingtième était demandé en 1766 ; à ce nouvel impôt se joignait un doublement de la capitation et l'on préparait tout un plan pour y ajouter encore l'impôt supplémentaire de deux sols pour livre, et cette aggravation était même réclamée pour des impôts dont la province avait racheté le capital. La chanson populaire avait raison : « La bourse du roi est profonde comme la mer,

(1) Arch. Nat., H 350, pièce 27.

(2) Ses adversaires reconnaissent que sur les 726 lieues et demie de routes alors ouvertes en Bretagne, 367 avaient été ouvertes par lui. Arch. (Nat. H 630, pièce 93).

et comme l'enfer toujours béante. » Le Duc se rendait bien compte de la répercussion que de pareilles exigences allaient produire sur les esprits exaspérés. Cette préoccupation se fait jour dans ses lettres aux ministres. Il les supplie de ménager la province, mais il reçoit des instructions contraires, et le personnage officiel était tenu de prendre une attitude et de faire des déclarations que l'homme privé désapprouvait.

A partir de 1760, chaque tenue d'Etat sera une bataille. Si l'Eglise et le Tiers n'osaient aller franchement à l'encontre de la volonté royale catégoriquement exprimée, il n'en était pas de même de la Noblesse. Le second ordre ne comprenait plus seulement, comme au XV^e siècle, une centaine de grands seigneurs. Les portes des Etats s'étaient depuis longtemps ouvertes devant tout gentilhomme qui comptait plus de cent ans de noblesse, pourvu qu'il n'exerçât aucune fonction judiciaire. Au XVII^e et au XVIII^e siècles, la liste de présence des membres de la Noblesse allait toujours grossissant et atteignit un millier de noms à certaines tenues. Les sénéchaux et les maires des *bonnes villes* qui administraient sous le contrôle des intendants, les abbés et les évêques qui devaient souvent leur nomination au gouverneur, craignaient de déplaire au représentant du roi ; les nobles étaient plus indépendants : inaccessibles aux séductions du gouvernement, ils maintenaient avec passion les privilèges de la province et regardaient leur droit constitutionnel comme un dépôt sacré qu'ils devaient transmettre intact à leurs descendants. Aussi l'arrêt royal du 12 octobre 1762, prescrivant que désormais en matière financière l'accord de deux Ordres suffirait pour constituer une loi, provoqua dans la Noblesse une explosion de colère. Les Etats durent enregistrer cette décision souveraine, mais se tournèrent avec confiance du côté des magistrats. Dès les premiers jours de 1764, le Parlement de Rennes se réunit afin de préparer des remontrances et dénonça en même temps au Roi des abus graves et nombreux introduits dans l'administration de la province. Il rendait d'Aiguillon responsable de l'extension prise par toutes les dépenses, en par-

ticulier par celles de la garde des côtes et du casernement qui, de trois cent mille livres, étaient montées à un million cent mille livres ; il l'accusait de gaspillage dans le service des routes et des chemins, et signalait enfin, sans les nommer, « d'autres actes de despotisme qu'il était temps de faire réprimer par les magistrats armés du glaive de la justice pour en frapper le coupable tel qu'il soit (1) ». La Cour s'émut. Le Parlement reçut l'ordre d'envoyer une députation à Versailles afin d'expliquer sa conduite. La députation était composée de quatre membres, sans y compter le procureur général de La Chalotais que le Roi manda spécialement à cause de ses relations bien connues avec les chefs de l'opposition. Louis XV entendit leurs explications, et après leur avoir adressé une allocution banale, il les congédia.

Les députés, que la vue du Roi n'avait nullement impressionnés, retournèrent en Bretagne où l'effervescence reprit de plus belle. Ce fut le début de la lutte ouverte entreprise par le Parlement contre la Cour, lutte pleine de péripéties qui devait aboutir l'année suivante à la démission collective des magistrats (2). Le procureur général de La Chalotais et son fils Jacques-Raoul de Caradeuc, également procureur général au Parlement de Rennes, ne purent, parce que *gens du roi*, joindre leurs démissions à celles de leurs collègues, mais ils ne leur ménagèrent ni leurs sympathies, ni leur appui. Le 11 novembre 1765, le Ministre décrétait l'arrestation de trois conseillers, et du Procureur général et de son fils.

M. de La Chalotais sortait de la Bastille pour se rendre à Saintes, en conformité des ordres du roi, au moment « où s'ouvraient ces Etats de 1766 qui portèrent à l'antique constitution bretonne la plus périlleuse atteinte qu'elle

(1) Réponse à la déclaration de M. de Laverdy, enregistrée au Parlement de Bretagne le 5 juin 1764. De Carné, *Op. cit.*, t. II, p. 139.

(2) On trouvera de nombreux détails sur cette lutte dans B. Pocquet, *Le duc d'Aiguillon et La Chalotais*, 3 vol. in-8, 1901, dans M. Marion, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*, 1 vol. in-8, 1898, et dans la thèse de M. A. Le Moy, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, 1909.

eût encore soufferte. Rien dans les scènes du passé ne pouvait laisser pressentir le délire auquel la Noblesse se laissa bientôt emporter(1)». Le Duc dit lui-même dans son *Journal* que ce fut le moment le plus critique de sa vie «... Les attaques de la Noblesse contre les Ordres de l'Eglise et du Tiers, la démission du Parlement, qu'on affectait de présenter comme un acte généreux de magistrats opprimés par le pouvoir absolu et qui avaient fait le sacrifice de leur état aux droits sacrés de la patrie, la dispersion de ses membres, la captivité des accusés, l'établissement d'un tribunal irrégulier pour les juger, un vieillard malheureux et son fils cruellement persécutés, punis par l'exil, quoique reconnus innocents, le despotisme armé de lettres de cachet et des ordres les plus rigoureux, tel était le tableau qu'on se proposait de présenter à la multitude pour l'émouvoir (2). »

Cette tenue fut la première à laquelle assista M. de La Marche. Sa qualité de commendataire lui donnait le droit d'y prendre rang avec voix délibérative. Il arriva quelques jours en retard, ce qui souleva de la part de la Noblesse un incident que le Duc relate ainsi :

« La Commission de la Noblesse fut, sur la proposition de M. de Guerry (3), chargée de nous prier de ne pas différer plus longtemps à donner des lettres d'excuse à M. Desgrées du Lou et à un autre gentilhomme pour qu'ils pussent entrer dans l'Assemblée, puisque nous en avions accordé à M. l'abbé de La Marche. Je répondis que, quoique nous n'eussions à rendre compte de notre conduite qu'au Roi, Sa Majesté nous ayant donné tout pouvoir de recevoir ou de rejeter les excuses de ceux qui ne se rendraient pas à l'Assemblée dans les trois premiers jours après celui de son ouverture, nous voulions bien cependant leur dire que M. l'abbé de La Marche, nous ayant représenté, huit jours avant l'ouverture de l'Assemblée, que le dérangement de sa santé ne lui permettrait peut-être pas de se rendre à Rennes dans le temps prescrit et demandé si nous approuverions qu'il entrât dans l'Assemblée lorsqu'il arriverait, nous lui avions répondu qu'il en serait le maître, son excuse paraissant légi-

(1) De Carné, *Op. cit.*, t. II, p. 202.

(2) *Journal du duc d'Aiguillon*, t. V, p. 3. Cité par de Carné, t. II, p. 204.

(3) M. de Guerry était le fils d'un des conseillers exilés.

time..... que M. du Lou n'en avait allégué aucune de cette espèce..... Cependant, comme il nous avait représenté qu'il avait quelque compte à rendre aux Etats, nous lui avons dit que lorsque leurs affaires ordinaires seraient assez avancées pour qu'ils pussent entendre son rapport, nous lui permettrions d'entrer dans l'Assemblée à cet effet, mais que nous ne pouvions pas lui en accorder la permission dès à présent. J'ajoutai qu'ayant chargé plus d'une fois M. le Duc de La Trémoille d'expliquer ces motifs de notre refus à la Noblesse, nous ne pouvions qu'être très étonné qu'elle ne s'en contentât pas et insistât de nouveau sur une pareille demande (1)..... »

Le ton de cette lettre montre bien quelles étaient les dispositions des esprits. Dans la suite de sa correspondance avec le Contrôleur général, d'Aiguillon se plaint amèrement de la cabale montée contre lui par ceux qu'il appelle les « brouillons ». Il déplore l'aveuglement des 130 gentilshommes entraînés par 15 ou 20 factieux qui refusent de se rendre aux conseils de modération du duc de la Trémoille, président de l'Ordre.

La Noblesse décida, en effet, qu'aucune affaire ne serait discutée avant le vote d'une adresse au Roi portant sur les points suivants : rappel des magistrats exilés, réintégration de l'universalité du Parlement, jugement des accusés par un tribunal compétent, et s'ils étaient reconnus innocents, poursuites contre leurs calomniateurs. Le Commandant et les autres commissaires refusèrent évidemment de transmettre cette requête. Alors commença l'obstruction systématique de la Noblesse contre toutes les demandes des commissaires. Le 15 février 1767, l'Eglise et le Tiers consentirent les vingtièmes, mais les nobles y firent opposition tant qu'ils purent, et ce ne fut qu'après de violentes protestations qu'ils finirent par consentir l'imposition demandée. Mais sur le chapitre de l'adjudication des fermes, ils se montrèrent intransigeants.

Le Gouvernement résolut de se passer de leur vote et de faire statuer provisoirement à la majorité de deux Ordres contre un. Le Ministère fit enregistrer dans la

(1) Arch. Nat., H 363, pièce 7. Lettre du duc d'Aiguillon au Contrôleur général le 18 février 1767.

même forme un règlement royal du 10 mai 1767 pour la tenue des assemblées et le mode de délibération. Deux membres de la Noblesse, MM. de La Moussaye et Levi-comte furent arrêtés pour avoir protesté avec violence contre l'acte du monarque. Ces arrestations exaspérèrent la Noblesse, mais les deux autres Ordres ne s'associèrent pas à ses réclamations.

Pendant ce temps, le gouvernement de Louis XV continuait sa lutte contre la puissance parlementaire. M. de La Chalotais et ses cinq co-accusés persistaient énergiquement dans leur appel à la justice. « A cette réclamation appuyée par toute la France, les ministres opposaient la volonté du Roi, lequel entendait anéantir jusqu'aux dernières traces de cette affaire en prescrivant à tous l'oubli le plus profond. Ce fut en cette circonstance que le duc d'Aiguillon, comprenant qu'il était devenu un obstacle à la paix publique, supplia le Roi de l'éloigner d'une province où les meilleures intentions n'avaient pu lui épargner de grandes fautes... (1) » Louis XV accéda à son désir, mais lui demanda de rester jusqu'à la clôture des Etats (2).

Il fut remplacé par le duc de Duras qui, par sa bienveillance et son esprit de conciliation, réussit à se rendre populaire (3). Avant son arrivée, une assemblée extraordinaire des Etats généraux des Pays et Duchés de Bretagne s'était ouverte dans la ville de Saint-Brieuc, le 18 février 1768, sous la direction de M. Ogier, conseiller

(1) De Carné, *Op. cit.*, t. II, p. 213.

(2) Arch. Nat., H 636, pièce 81.

(3) Nommé le 11 septembre 1768, il entra à Rennes le 8 décembre suivant. Il fut reçu dans l'un des faubourgs sur le chemin de Paris, par la totalité du siège du Présidial en robe, et complimenté par M. de Coniac, sénéchal. A son arrivée sur la place Sainte-Anne, il fut salué par tous les corps constitués. La joie populaire se manifesta dans des chansons :

Vive Duras ! Vive Coetquen !
Vive notre bon Prince
Qui remet en si bonne main
Le soin de sa Province !

Arch. Nat., H 632, pièces 249, 290.

au Conseil d'Etat du Roi, et de M. d'Agay, intendant de la Province, tous deux commissaires délégués par le Roi. On y reprit la discussion du règlement royal imposé à titre provisoire à la précédente tenue. Le président des Etats, M^{gr} de Girac, évêque de Saint-Brieuc, appuya les demandes des commissaires tendant au vote, par les trois Ordres, du règlement en question. Aux gentilshommes, qui déclaraient que les anciens règlements étaient suffisants et que le droit de proposer des règlements appartenait exclusivement aux Etats, il opposa les droits du roi, seul législateur de son royaume, et trouva la formule sur laquelle il rallia les suffrages des trois Ordres.

Le 6 mars, les Etats ordonnèrent la nomination « d'une Commission pour faire le recueil en la présente tenue de tous les règlements anciens qui se trouvent sur le registre des Etats, pour le dit recueil être incessamment rapporté à l'Assemblée avant la clôture d'icelle, afin d'être joint aux observations et aux représentations sur le nouveau règlement, et ont nommé à cet effet membre de la Commission pour l'Ordre de l'Eglise, Monsieur l'abbé de Saint-Aubin-des-Bois ».

L'abbé de La Marche, chargé du rapport, le lut à la séance du 14 « sur lequel rapport ayant été délibéré, les Etats ont ordonné et ordonnent que la collection des anciens règlements, faite en vertu de la délibération du 6 de ce mois, sera jointe à leurs représentations pour prouver le droit des Etats de faire leurs règlements et, en cas que Sa Majesté jugeât qu'il fût nécessaire d'expliquer ces anciens règlements ou d'y ajouter quelques nouvelles dispositions, les Etats y suppléeraient conformément à leur ancienne possession (1) ». Le règlement du 10 mai 1767 fut enfin voté sans modification appréciable. Le président Ogier en témoigna toute sa satisfaction dans la lettre par laquelle il annonça à M. de Laverdy la clôture de l'assemblée : « Cette séance de clôture s'est passée avec un silence, une tranquillité et un ordre vraiment dignes

(1) Arch. Nat., H 372, pièce 42.

d'éloges et bien capables de faire connaître le profond respect dont une pareille Assemblée est pénétrée pour les ordres et les volontés du Roi (1) ».

Quelque temps après, le duc de Duras demandait au Roi le rappel des anciens magistrats et « le 15 juillet 1769, Rennes assistait à une solennité qu'il faut saluer comme l'un des premiers triomphes remportés en France par la puissance de l'opinion publique. Ce jour-là, aux acclamations d'un peuple qui s'était courageusement associé à toutes les phases de cette longue lutte, soixante-dix magistrats remontèrent sur les sièges qu'avait honorés leur persévérance (2) ». Ce ne fut pourtant qu'une demi-mesure, car les conseillers exilés ne furent pas rappelés. Mais le rétablissement du Parlement enhardit les adversaires du duc d'Aiguillon qui firent circuler dans la province une série d'écrits anonymes dans lesquels ils accusaient de tous les crimes l'ancien commandant de Bretagne.

Aux Etats réunis à Rennes en 1770, les attaques de la Noblesse contre lui prirent un caractère de violence qu'elles n'avaient pas encore atteint. Dans cette tenue nous pouvons mieux suivre le rôle et l'attitude de l'abbé de La Marche qui expliquent ces paroles de l'abbé du Châtellier : « Avez-vous remarqué que ses liaisons changeassent avec la fortune ? L'avez-vous vu dissimuler son attachement à des amis (3) contre lesquels l'opinion de ses compatriotes était armée ? Il parlait d'eux ; il en parlait en public sans affectation et sans crainte, comme s'il eût ignoré la défaveur qu'on leur portait. »

A la messe du Saint-Esprit qui fut célébrée le 25 septembre, jour de l'ouverture, M^{sr} de Royère, évêque de Tréguier, qui était l'officiant, le choisit pour diacre d'honneur. Le lendemain, il fut désigné pour faire partie de la députation chargée de complimenter, au nom de l'Assemblée, Madame la duchesse de Duras, car d'après

(1) Arch. Nat., H 372, pièce 130.

(2) De Carné, *Op. cit.*, t. II, p. 213.

(3) En note, d'Aiguillon (*Or. Fun.*, p. 13).

l'usage, lorsque les dames des commandants se trouvaient dans les villes des Etats, elles étaient complimentées par une députation des trois Ordres. Le 10 octobre, il fut nommé par l'Ordre de l'Eglise membre de la commission des Finances. Le fait est à signaler : cette commission était en effet, la plus importante de toutes. Mais c'est dans l'affaire du mémoire Linguet qu'il manifesta ses sentiments à l'égard du commandant disgrâcié.

Un avocat du Parlement de Paris, Linguet, avait écrit un véritable plaidoyer en faveur du Duc (1). A la séance du 23 octobre, M. de Montmorin et quelques autres membres de l'Ordre de la Noblesse, estimant que les droits de la province étaient attaqués dans ce mémoire et que la Noblesse y était outragée, proposèrent de nommer une commission pour rédiger une réponse. Tandis que le Tiers se rangeait à l'avis de la Noblesse, l'Ordre de l'Eglise, sur la suggestion de son Président, M^e de Girac, nommé depuis la dernière tenue à l'évêché de Rennes, fut d'avis d'un tardé à délibérer. Il n'y eut point d'horreurs que l'on ne se permit de dire dans cette séance contre le duc d'Aiguillon et contre Linguet. Les évêques de Vannes et de Tréguier s'opposèrent énergiquement à la nomination d'une commission ; le premier s'appuya sur les volontés du Roi bien connues et bien manifestées, le second sur l'odieux dont se couvrirait l'Ordre de l'Eglise en secondant la haine et la calomnie ; il alla jusqu'à dire qu'il se démettrait de son évêché plutôt que de s'associer au vote des deux Ordres. L'un et l'autre cependant déclarèrent qu'ils restaient disposés à faire des démarches pour obtenir l'élargissement des procureurs généraux et des magistrats détenus. Le lendemain, les Ordres s'étant retirés aux Chambres pour délibérer, la Noblesse et le Tiers persis-

(1) *Mémoire pour M. le Duc d'Aiguillon*, 199 pages, Paris, imprimerie de Quillau, 1770. — Suivi des *Observations sur l'imprimé intitulé : Réponse des Etats de Bretagne au Mémoire du Duc d'Aiguillon*, par Simon-Nicolas-Henri Linguet, 262 pages. Paris, Le Jay, 1771. Comprend la réponse des Etats et en regard les Observations de Linguet. — Signalons encore en faveur du Duc les *Procédures faites en Bretagne et devant la Cour des Pairs en 1770 avec des Observations*, ouvrage de 407 pages ayant en épigraphe : *Fiat lux*.

tèrent dans leur avis de la veille. Dans l'Ordre de l'Eglise, après plusieurs discussions, trois avis furent exprimés : l'abbé de Pontual et l'abbé de La Biochaye étaient partisans de la nomination d'une commission ; cette opinion obtint six suffrages. L'évêque de Vannes estimait qu'on pourrait prendre pour avis, avant de nommer la commission, d'aller vers les commissaires du Roi pour leur demander s'ils étaient autorisés à recevoir des mémoires des Etats, puis d'agir conformément aux déclarations des commissaires. Cette manière de voir rallia huit voix, dont celles des évêques de Quimper et de Saint-Brieuc. Enfin le parti le plus favorable au duc d'Aiguillon eut pour porte-parole l'évêque de Tréguier, M^{gr} de Royère, qui était opposé à la nomination de toute commission. C'est à cet avis que se rangea l'abbé de La Marche, à la suite de M^{gr} de Laurent, évêque de Saint-Malo, de M^{gr} de Hercé, évêque de Dol, de M. de Brilhac, abbé de Saint-Jean-des-Prés, au diocèse de Saint-Malo, de M. Conen de Saint-Luc, abbé de Langonnet, au diocèse de Vannes, et des députés des chapitres de Tréguier et de Saint-Malo.

L'Eglise envoya son avis au Tiers et à la Noblesse qui, après le retour des Ordres au *Théâtre* le rejetèrent, refusèrent de l'enregistrer, puis passèrent outre en déclarant qu'il y avait délibération formée par le concours de deux Ordres contre un. En conséquence, l'Ordre de l'Eglise dut quand même nommer ses commissaires ; tous les évêques refusèrent : c'est alors que M^{gr} de Girac engagea M. Le Mintier, abbé de Bosquen, à entrer dans la commission. Ce dernier accepta et s'adjoignit l'abbé de La Biochaye et M. Cazuc, député du chapitre de Léon. Dès qu'ils eurent complété leur bureau, *Messieurs de la Commission Linguet* se mirent au travail. Commencé le jour même de la séance, le mémoire fut terminé exactement un mois plus tard, le 24 novembre. La colère s'y manifeste implacable et l'habileté du plaidoyer de Linguet, si grande qu'elle fût (1), le cède à la violence du réquisitoire.

(1) Cette affaire fut de celles qui portèrent à un très haut degré son talent et sa réputation. Cf. Monselet, *Les Oubliés et les Dédaignés. Figures littéraires du XVIII^e siècle*, p. 13.

Le 21 décembre fut discutée la question de l'impression du mémoire. L'Ordre de l'Eglise fut unanime à ne vouloir point consentir les fonds. Au nom de son Ordre, l'évêque de Rennes signifiâ ce refus aux deux autres Ordres, puis en sa qualité de premier président des Etats, il dut, au nom de la majorité, *énoncer* l'ordonnance et l'impression du mémoire. Pour en activer l'impression, les commissaires du Tiers se relevaient à l'imprimerie jour et nuit, mais les commissaires de l'Ordre de l'Eglise, fidèles à leur vote, refusèrent leur concours (1).

L'union des trois Ordres qui n'avait pu être obtenue dans cette affaire se fit complète sur la question du rappel des magistrats exilés. Le jour même où le mémoire contre le sieur Linguet était déposé sur le bureau, les Etats, dans une requête signée cette fois des membres des trois Ordres, décidèrent d'intervenir directement près du Roi en faveur de La Chalotais et de ses co-détenus. Voici le texte de cette lettre dont une copie est conservée dans les procès-verbaux de 1770 :

« Les Etats de votre Province de Bretagne, après avoir unanimement accordé à Votre Majesté le don gratuit comme un nouvel hommage de leur attachement à votre personne sacrée, ont eu l'honneur d'adresser à Votre Majesté leurs justes réclamations au sujet de vos procureurs généraux et des magistrats détenus de votre Parlement de Bretagne.

Dans l'attente d'une réponse favorable, ils n'ont cessé de s'occuper du bien de votre service et des intérêts de la Province, deux objets toujours inséparables. Le silence de Votre Majesté sur leurs instances réitérées, en les plongeant dans une consternation profonde, est un motif de plus pour renouveler leurs représentations respectueuses toujours permises à des corps particuliers : elles le sont à plus forte raison à une province entière pour réclamer les lois qui sont la sauvegarde du Trône et celle des sujets. Amour, fidélité et tributs de la part du peuple ; affection, justice et protection de la part du Monarque, tels sont les principes de tout Etat Monarchique, tels sont les nœuds sacrés qui, en unissant la Nation au Monarque et le Monarque à la Nation, resserrent et éternisent l'union réciproque. »

Cette lettre était à peine partie que les Etats apprenaient la chute du ministre Choiseul. Le triumvirat qui

(1) Arch. Nat., H 378. Procès-verbaux des séances des 21 et 22 décembre et pièces 84 et 131.

prit sa place était dirigé par d'Aiguillon qui rentrait en faveur auprès du Roi et supplantait son ennemi personnel. Le premier soin du chancelier de Maupeou fut de briser le Parlement de Rennes et de le reformer sur de nouvelles bases, en y instituant trente-six charges de conseillers rémunérés par l'Etat. Le duc de Duras, à qui revenait l'honneur du rappel des anciens magistrats, préféra démissionner plutôt que d'enregistrer les nouveaux édits, et il quitta spontanément le commandement d'une province où il avait gagné de si nombreuses sympathies.

Le Parlement abattu, il s'agissait de dompter les Etats : ce fut l'œuvre de l'abbé Terray, devenu contrôleur général des Finances, et du comte de Saint-Florentin, pourvu depuis deux ans du titre de duc de La Vrillière. Le duc de Penthièvre était toujours gouverneur de Bretagne, mais il ne résidait pas et son autorité était purement nominale. Tout le pouvoir était aux mains du commandant militaire et de l'intendant. Le duc de Duras fut remplacé par le duc de Fitz-James, très antipathique à la magistrature, et l'intendant d'Agay eut pour successeur le comte Dupleix de Bacquencourt. Tels étaient les deux personnages à qui fut confié le soin de diriger les Etats convoqués à Morlaix pour le 20 octobre 1772. Le duc de la Vrillière les fit à dessein réunir à l'extrémité de la péninsule. Il pensait que la présence de l'assemblée bretonne dans la capitale, près des magistrats dépossédés, donnerait lieu à des discussions irritantes, et il estimait d'autre part que le choix d'une ville éloignée de Rennes provoquerait l'abstention d'un grand nombre de gentilshommes. Il parla à l'évêque de Tréguier, dont l'attachement à la cause du Roi était connu, du projet de réunir les Etats dans son diocèse. De fait, l'assemblée siégea à Morlaix dans la partie Est de cette ville, qui dépendait de l'évêché de Tréguier. La séance d'ouverture eut lieu le 20 octobre dans l'église des Jacobins sous la présidence de M^{gr} de Royère pour l'Ordre de l'Eglise, du comte Desgrées du Lou pour l'Ordre de la Noblesse et de M. Léon de Tréverret pour

l'Ordre du Tiers. Ainsi que l'avait escompté le duc de la Vrillière, les membres de la Noblesse y furent beaucoup moins nombreux qu'aux tenues précédentes. Ils étaient seulement 289 au lieu de 700 à 800, moyenne des autres années. Mais ceux qui y assistèrent étaient résolus pour la plupart à ne pas désarmer sur la question du Parlement. Le lendemain de l'ouverture, le duc de Fitz-James fit, au nom du Roi, la demande du don gratuit. Aussitôt beaucoup de voix s'élevèrent dans le second Ordre pour subordonner l'accord du don gratuit au rétablissement du Parlement. Les Ordres de l'Eglise et du Tiers se bornèrent à consentir à la nomination d'une commission « pour constater et vérifier l'état de la justice en Bretagne » et avec cette réserve qu'il ne serait pas fait mention de leur avis sur le registre. Cette adhésion de forme décida la Noblesse à voter le don gratuit. Mais le 28, les commissaires notifièrent à l'assemblée la défense de porter la discussion sur le Parlement. A la députation qui leur fut envoyée par les Etats pour demander le retrait de cette défense, ils se contentèrent de répondre qu'ils rendraient compte de cette démarche à Sa Majesté. Le 11 novembre, la réponse du Roi leur fut communiquée : elle renouvelait à l'assemblée la défense de s'occuper du Parlement et de l'administration de la justice. La Noblesse continua ses protestations, le Tiers admit une formule de conciliation et l'Eglise émit l'avis « de se borner à solliciter le rappel des émigrés et de regarder comme finis les autres points de cet article ». Puis l'Eglise et le Tiers ayant été d'avis d'enregistrer la lettre du Roi, la délibération se trouva formée à la majorité des deux Ordres, et la Noblesse, craignant d'être taxée de désobéissance, demanda acte aux autres Ordres « de ce qu'elle n'avait pas entendu contrevenir aux défenses faites de la part du Roi, mais se borner à un acte conservatoire du droit national pour le bien du service du Roi et de ses peuples ». Après toutes ces discussions qui avaient duré près d'un mois, la Noblesse se rallia à l'Eglise et au Tiers pour voter toutes les demandes.

V

A cette tenue de 1772, Jean-François de La Marche présida la commission des Impositions en qualité d'évêque nommé de Léon. Sa promotion à l'épiscopat coïncidait avec le retour de fortune du duc d'Aiguillon. Peut-être l'ancien commandant, parvenu au faite des honneurs, se rappela-t-il son protégé et voulut-il le récompenser de lui être demeuré fidèle aux heures d'amertume et d'humiliation. Rien pourtant ne nous permet d'affirmer qu'il fit auprès du Roi une démarche personnelle en sa faveur. Mais ce qui est certain, c'est que l'activité de M. de La Marche, son application, ses vues dirigées vers le bien public qui lui avaient déjà fait concevoir et exécuter des établissements utiles avaient, au témoignage de l'abbé du Châtellier, fixé sur lui les regards de ses compatriotes. Le choix du Roi ne pouvait d'ailleurs déplaire aux Etats dont il avait l'estime et la confiance ; c'est ce que nous apprend un homme qui fut loin de partager ses opinions politiques et qui se disait même « mal disposé à son égard ». Le comte de Puisaye, en relatant dans ses *Mémoires* (1) l'élévation de l'abbé de La Marche à l'épiscopat, fait cette réflexion que les sièges épiscopaux étaient presque toujours pourvus selon le vœu des Etats et généralement donnés à des ecclésiastiques étrangers aux intrigues de la Cour et longtemps éprouvés dans l'administration des diocèses comme vicaires généraux.

Les Archives Nationales ont conservé une lettre que le nouvel évêque écrivit des Etats et dans laquelle il exposait au Contrôleur général qu'il cherchait à « accélérer les affaires du Roi et à les concilier avec les intérêts de la Province (2) ». Durant tout le cours de la session, il fut fidèle à ces principes d'action. Dans la confection du tableau des impositions, il s'efforça de tenir la balance

(1) T. III, p. 402.

(2) Arch. Nat., H 384, pièce 8. Lettre autographe de l'évêque de Léon au Contrôleur général, datée de Morlaix, 28 décembre 1772.

égale entre les besoins financiers du royaume et les justes plaintes de la Bretagne. Comme le tableau général accusait un excédent de plusieurs millions sur celui de la précédente tenue, il représenta au duc de Fitz-James la misère et l'épuisement de la province. Ces réclamations amenèrent un heureux résultat puisque, à la séance du 24 décembre, il put, de la part du Roi, annoncer à l'assemblée une diminution de cent mille livres par an sur les moins aisés des contribuables aux fouages et une autre remise de quatre cent mille livres par an destinées au remboursement des différentes dettes de la province. Il eut aussi la satisfaction de voir adopter par l'assemblée et agréer par le Roi le plan qu'il avait formé pour l'abonnement des quatre sols pour livre. Le Contrôleur général lui écrivit pour lui exprimer son contentement : « Lorsque j'ai su que ce travail était votre ouvrage, connaissant bien vos sentiments pour le service du Roi, je n'ai pas eu le plus léger doute sur les motifs qui l'avaient déterminé, et je n'ai pas laissé ignorer à Sa Majesté que vous aviez essentiellement contribué au succès des objets les plus importants, particulièrement à celui des sols pour livre (1). »

Lors de la clôture des Etats, sept mois s'étaient passés depuis l'élévation de Jean-François de La Marche à l'épiscopat. C'est le lundi 29 juin 1772 que la *Gazette de France* avait ainsi annoncé sa nomination : « Versailles, 27 juin. Le Roi a accordé l'évêché de Chalon-sur-Saône à l'évêque de Saint-Pol-de-Léon (2), et l'évêché de Saint-Pol-de-Léon, à l'abbé de La Marche, vicaire général de Tréguier. » C'était une promotion tardive : les règlements permettaient l'accès à l'épiscopat à 27 ans et la plupart des évêques qui occupaient alors les sièges de France avaient été sacrés entre 30 et 40 ans.

Les diocèses bretons étaient considérés par plusieurs

(1) Arch. Nat., II 384, pièce 17. Lettre de l'abbé Terray, contrôleur général des Finances à M. l'évêque de Léon, 2 janvier 1773.

(2) Jean-François d'Andigné de La Chasse. Le cahier n° 4 conservé aux Archives municipales de Saint-Pol nous le montre présent dans sa ville pendant les neuf années de son épiscopat (1763-1772).

comme des lieux de passage et les transferts n'étaient pas rares, ce qui nuisait à la continuité du gouvernement et était par suite un obstacle au bien que les évêques devaient y faire. Mais J. F. de La Marche ne considérera jamais son siège comme trop petit : enfant du pays, il voudra y demeurer toute sa vie ; il tiendra pour indissoluble l'alliance avec son Eglise et les offres les plus séduisantes aux yeux du monde ne pourront pas l'en séparer. Comme son voisin, Conen de Saint-Luc, qui avait été son collègue aux Etats lorsqu'il était titulaire de l'abbaye de Langonnet et qui fut nommé vers le même temps à Quimper, il refusera des postes plus richement rentés et plus brillants (1), demeurant inviolablement attaché à son diocèse, lui vouant une fidélité à toute épreuve, observant la plus stricte résidence, apportant à son clergé et à ses fidèles le bienfait de sa présence habituelle jusqu'au jour où les événements, plus forts que sa volonté, l'arracheront de force à son troupeau.

La nouvelle de sa nomination avait consterné le clergé et les fidèles du diocèse de Quimper qui désiraient l'avoir comme successeur de l'évêque qu'ils avaient perdu (2). C'est ce que lui firent savoir « Messieurs du Chapitre » dans la lettre qu'ils lui écrivirent le 3 juillet :

« Nous apprenons à l'instant votre nomination à l'évêché de Léon. Nous nous sommes assemblés sur-le-champ pour vous témoigner la part que nous prenons à cet événement. Occupés à rendre à la mémoire de feu M. l'Evêque de Quimper les honneurs dus à ses vertus, nous formions des vœux pour qu'il fût remplacé par un pasteur qui maintint tout le bien qu'il a fait pendant plus de trente ans d'épiscopat. Vous étiez l'objet de ces vœux qui ne sont pas seulement les nôtres, mais ceux de tous les ordres de la société dont nous osons assurer que nous sommes aujourd'hui l'organe. Vous ne

. (1) Voici ce qu'en dit du Châtelier dans l'*Oraison Funèbre* citée : « Eglise de Léon, vous aurez un pasteur selon le cœur de Dieu qui s'unit à vous comme à l'épouse, dont les offres les plus brillantes ne pourront point le séparer. » Il fut sans doute question pour lui d'un transfert au mois de février 1784, car à cette date M^{sr} de Boisgelin, archevêque d'Aix, pensa au siège de Léon pour son vicaire général et écrivit à ce sujet à M. de Calonne (d'après une lettre de Boisgelin, citée par Sicard, *Les Evêques avant la Révolution*, p. 26).

(2) Auguste-François de Farcy de Cuillé, mort le 28 juillet 1771.

pouvez pas encore avoir eu le temps de faire des dispositions qui mettent obstacle à nos désirs et nous nous flattons que vous trouverez peu de difficultés à obtenir un changement sollicité au nom du clergé qui vous désire pour chef, des pauvres qui vous demandent pour père, de tout un diocèse qui, en vous réclamant pour pasteur, réclame son propre bien. Cédez, Monseigneur, à des vœux aussi sincères, aussi unanimes et, dans un moment aussi intéressant pour nous, songez que dans les siècles les plus florissants de l'Eglise, la voix du peuple pour l'élection des pasteurs fut toujours regardée comme la voix de Dieu. »

Très touché de cette démarche, l'évêque de Léon ne put qu'exprimer ses regrets de ne pouvoir aller vivre au milieu de ses compatriotes cornouaillais.

« Il n'y a point d'expression, répondit-il, qui puisse rendre la vive et flatteuse impression qu'a faite sur mon cœur la lettre dont vous m'avez honoré... Chargé d'un fardeau redoutable à ma faiblesse, j'ai senti tout ce que j'aurais trouvé de secours dans l'amitié et les conseils d'un corps aussi distingué par ses lumières que par ses vertus, de satisfaction à vivre au milieu de mes plus chers compatriotes... J'ai compris tout ce que j'avais à attendre d'un clergé qui a été l'objet des plus tendres soins et qui a fait la consolation du digne prélat que nous regrettons. Une perspective aussi flatteuse n'a pas pu se laisser entrevoir et disparaître au même instant sans rendre infiniment pénible le sacrifice que la Providence me commande. M. le Cardinal a connu vos désirs, mais après la nomination de M. de Flammarens (1); et ce qui eût été possible avant cette nomination, a cessé de l'être dès ce moment. Vous aurez à peine connu votre nouveau prélat que vous reconnaîtrez que la Providence vous a mieux servis qu'en secondant vos vœux et les miens : elle a pu me séparer de vous par la distance, mais rien ne saurait m'en séparer de cœur et d'affection ; si je n'ai pas le bonheur d'être à portée de vous donner des marques journalières de mes sentiments, ils se renouvelleront dans mon cœur tous les jours de ma vie, et les plus heureux pour moi seront ceux où je pourrai donner au corps et à chacun de ses membres des preuves particulières du tendre et respectueux attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur. »

L'abbé de La Marche,
nommé à l'évêché de Léon (2).

(1) Nommé à l'évêché de Quimper le 8 juillet 1772. Il sera peu de temps après transféré à Périgueux et remplacé par M. de Saint-Luc, le 1^{er} mai 1773.

(2) Cette réponse et la lettre du Chapitre sont extraites du « Déal du Chapitre de Quimper ». Deuxième partie : 1770-1782, f^o 190. Arch. Ev. Quimper.

La cérémonie du sacre eut lieu le dimanche 27 septembre 1772 à 9 heures du matin dans la chapelle des Dames Religieuses de Conflans ; le prélat consécrateur fut M^{gr} de Beaumont, archevêque de Paris (1).

Le nouvel évêque prêta le serment de fidélité entre les mains du Roi à Versailles le 5 octobre suivant (2). Il descendit au séminaire de Saint-Sulpice où l'abbé Dulau, agent du Clergé, lui adressa le 2 octobre des pièces relatives au serment de fidélité (3). Puis il quitta Paris pour se rendre à Saint-Pol et de là à Morlaix pour la tenue des Etats.

(1) D'après une lettre de faire-part. (Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1772).

(2) *Gazette de France*, 1772, p. 373.

(3) Arch. Nat., G 8*, 2607, pièce 351.

DEUXIÈME PARTIE

L'ADMINISTRATION
D'UN ÉVÊQUE RÉSIDENT
(1772 — 1791)

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVÊQUE DANS L'EXERCICE DE SES POUVOIRS D'ORDRE ET DE JURIDICTION

- I. — ENTRÉE SOLENNELLE DE M^{gr} DE LA MARCHE A SAINT-POL. L'ÉVÊCHÉ DE LÉON, *la perle des diocèses* ; SES DIVISIONS ; LA VILLE ÉPISCOPALE.
- II. — PREMIER MANDEMENT (27 AVRIL 1773) — LES VISITES PASTORALES ET LES TOURNÉES DE CONFIRMATION ; LES VISITES ARCHIDIACONALES. LA CONTINUITÉ DU FAIT DE LA RÉSIDENCE PROUVÉE PAR LES DOCUMENTS.
- III. — L'ÉVÊQUE ET SON CLERGÉ. LE CATALOGUE DES PRÊTRES DU DIOCÈSE. — LE SÉMINAIRE : L'AMÉLIORATION DE SA SITUATION MATÉRIELLE SOUS L'ÉPISCOPAT DE M^{gr} DE LA MARCHE. LES CONDITIONS D'ADMISSION DES CLERCS ; L'ORGANISATION DES ÉTUDES, LES QUARTIERS ; LES SUJETS D'ÉLITE A PARIS ; LES ORDINATIONS ; LES EXAMENS DE JEUNES PRÊTRES ; LES RETRAITES ANNUELLES ; L'OPINION DE L'ÉVÊQUE SUR LES CONFÉRENCES ECCLÉSIASTIQUES. — LA LOI DE L'ALTERNATIVE ET LE CONCOURS, POUR LES CURES. HEUREUX RÉSULTATS DU CONCOURS POUR LE DIOCÈSE DE LÉON — LES NOMINATIONS ET LES DÉMISSIONS ; L'ŒUVRE DES PRÊTRES AGÉS ET INFIRMES. — LES RAPPORTS AVEC LES RÉGULIERS ET LES CLERCS ÉTRANGERS. — LES AUXILIAIRES DE L'ADMINISTRATION ÉPISCOPALE : LES ARCHIDIACRES ET LES VICAIRES GÉNÉRAUX ; LES ABBÉS DE KEROULAS, HENRY ET PÉRON.
- IV. — LE POUVOIR LÉGISLATIF DE L'ÉVÊQUE : LES STATUTS DIOCÉSAINS REVISÉS EN 1773. PRINCIPALES DISPOSITIONS.
- V. — L'ÉVÊQUE-JUGE : L'OFFICIALITÉ DE LÉON A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE ; COMPOSITION ; COMPÉTENCE ; ATTRIBUTIONS. LES MONITOIRES. LE DROIT DE CORRECTION DE L'ÉVÊQUE ; DIFFÉRENTS CAS RELEVANT DIRECTEMENT DE SA JURIDICTION CONTENTIEUSE. — L'ÉVÊQUE INFORMATEUR DU POUVOIR CIVIL ; SES RAPPORTS AVEC LES INTENDANTS ; SES INTERVENTIONS PRÈS DES TRIBUNAUX LAÏQUES POUR LA RECONNAISSANCE DE SES DROITS ET PRIVILÈGES.
- VI. — LES RAPPORTS DE M^{gr} DE LA MARCHE AVEC LE SAINT-SIÈGE. GALICANISME ET ANTIJANSÉNISME.

I

Le 2 octobre 1772, la Communauté de Saint-Pol (1) se réunissait pour régler les détails du cérémonial de l'entrée solennelle de Monseigneur :

(1) La vieille orthographe était Saint-Paul-de-Léon, mais « Saint-Pol-de-Léon » se trouve ainsi écrit dans le dictionnaire d'Ogée de 1780. Il serait plus logique d'écrire *Saint-Paul* comme le faisaient les

Nicolas Roullain, procureur du roi syndic, « ayant remontré que le Seigneur Evêque de Léon venait de faire prendre possession de son Evêché par procureur, il était apparent qu'il ne tarderait pas à s'y rendre ; qu'il était temps que la Communauté prît des arrangements pour solenniser la première entrée de ce prélat, ainsi et de la même manière qu'il en avait été usé à l'égard des seigneurs évêques de Léon, ses prédécesseurs. C'est pourquoi le remontrant requit qu'il en fût délibéré et pris lecture de l'ancien cérémonial inscrit sur les registres et observé en pareil cas, afin de s'y conformer dans l'occasion présente. En conséquence, les dispositions suivantes furent adoptées : 1^o La Communauté nommera neuf députés, suivant l'usage, pour aller au devant du Seigneur Evêque, à une lieue de la ville. Le chef de cette députation le complimentera à la manière accoutumée. - 2^o Le jour fixé pour la cérémonie, la Communauté se rendra en corps à la porte Saint-Guillaume par laquelle les seigneurs évêques de Léon ont coutume de faire leur entrée solennelle (1). Cette porte sera ornée le plus proprement que faire se pourra, et dans le couronnement on posera les armes du Seigneur Evêque avec quelques devises ou emblèmes et les armes de la ville. — 3^o Monsieur le Maire haranguera le Seigneur Evêque au nom de la ville et lui présentera les clés ; aussitôt on fera tirer le canon et l'on présentera au Seigneur Evêque un dais qui sera porté par Messieurs Roullain, Kervilly, Bizien, Lesné, échevins nommés à cet effet. — 4^o Les maisons qui borderont les rues, depuis l'église du Creisker jusqu'à la cathédrale seront tendues à la manière accoutumée. — 5^o Toutes les milices bourgeoises seront sous les armes et borderont la haie depuis la porte de la ville jusqu'à la porte de la cathédrale. — 6^o La Communauté suivra le Seigneur Evêque jusqu'à la cathédrale, assistera à la cérémonie et prendra place dans le chœur. — 7^o Les milices bourgeoises demeureront sous les armes pendant la cérémonie et on leur distribuera des poudres, afin que, lorsque le Seigneur Evêque entonnera le *Te Deum*, on en fasse une décharge générale des canons et de la mousqueterie. — 8^o Après la cérémonie, la Communauté en corps ira conduire le prélat jusqu'au lieu de sa résidence et on lui laissera une garde d'honneur de 50 hommes commandée par un capitaine et un lieutenant. - 9^o On posera au-dessus de la porte du palais épiscopal les armes du

Bretons qui calquaient la forme latine, tandis que les Français employaient la forme *Pol* dérivée de *Paul*(um) comme *or* de *aur*(um) selon les lois phonétiques de la formation du français. Cf. Lécureux, *Saint-Pol-de-Léon*. Paris, Laurens, p. 5.

(1) Il y a actuellement dans la rue Verderel deux piliers en remplacement de la porte Saint-Guillaume par laquelle les évêques faisaient leur entrée solennelle dans la ville après avoir juré de conserver les bourgeois, manants et habitants de la ville de Léon et leur dicte ville en leurs franchises, libertés et immunités anciennes (P. de Courcy).

Seigneur Evêque avec des devises. — 10° Après le dîner, la Communauté se rassemblera dans l'Hôtel de Ville et ira en corps allumer un feu de joie qui aura été construit sur la place de la ville, et l'on tirera une troisième fois les canons et l'on criera « Vivent le Roi et le Seigneur Evêque ». — 11° A 6 heures, on tirera les canons qui serviront de signal pour l'illumination générale et on tirera deux feux d'artifices. — 12° Le lendemain au matin, la Communauté se rassemblera à l'Hôtel de Ville et ira en corps faire visite au Seigneur Evêque pour lui porter le pain et le vin de la ville (1). »

Les renseignements font défaut sur les préparatifs que firent le Chapitre et le clergé tant régulier que séculier : mais le programme ci-dessus fut exécuté. La note des frais de réception s'éleva à 600 livres, savoir :

Peinture de la nouvelle porte d'entrée et feu de joie : 52 livres 10 sols.

Ecussons aux armes du Seigneur Evêque placés à la porte du Collège et de l'Evêché : 24 livres 3 sols.

Poudre à canon : 47 livres 9 sols.

Feu d'artifice : 130 livres.

Vin distribué à la milice bourgeoise : 120 livres.

Flambeaux pour la conduite de l'Evêque et de la Communauté : 24 livres 12 sols.

Remplacement des vitres cassées dans différentes maisons par l'effet du canon : 14 livres.

Aux gardiens de la porte neuve pendant deux nuits : 4 sols, etc.....

De plus, 220 livres pour les frais de la députation composée du maire, du procureur syndic et d'un échevin de la commune qui s'étaient rendus le 1^{er} juillet à Tréguier pour y complimenter leur nouveau pasteur (2).

L'évêché de Léon avait eu pour fondateur un moine cambrien, Pol Aurélien, venu en Armorique à l'époque de l'émigration bretonne au V^e siècle (3). Après sa mort, les habitants donnèrent son nom à la capitale. Quant à la dénomination de Léon qui s'associa à celle de Saint-Pol, elle tirerait son origine de la légion romaine qui

(1) Délibérations de la Communauté de Saint-Pol-de-Léon, Cahier n° 15, f° 10-11, Arch. Mun.

(2) Arch. départ. d'Ille-et-Vilaine, C 682.

(3) Ceci est établi par M. Joseph Loth dans sa thèse *L'Emigration bretonne en Armorique*, Paris, 1883.

avait séjourné dans cet endroit : d'où l'expression *pagus Legionensis* puis *Leonensis* ou Léon (1)... Cette étymologie serait aussi celle de Léon en Espagne où résida la septième légion double. Le mot breton *Castel* appliqué encore à la ville de Saint-Pol vient du *castellum* romain qui était autrefois sur l'emplacement de la ville.

A côté de l'évêque qui exerçait la juridiction spirituelle, il y eut pendant longtemps le seigneur du pays, le comte de Léon, qui en avait la juridiction temporelle. Mais au XIII^e siècle, le comte de Léon ayant dû, à la suite de ses folles dépenses, céder ses magnifiques domaines au duc de Bretagne, son titre passa aux évêques qui, à partir de ce temps, reçurent le titre d' « Evêques-Comtes ».

L'évêché avait une étendue de 122 lieues carrées ; sa population s'élevait en 1780 à 186.000 habitants (2) ; il était divisé en trois archidiaconés et comprenait 4 paroisses de villes, 83 paroisses de campagne, 33 trêves, 2 abbayes d'hommes, 12 couvents d'hommes et 7 couvents de femmes. Ce sont les chiffres fournis par le « registre des aveux de la principauté de Léon (3) » qui énumère toutes les paroisses avec leurs succursales. L'*Almanach Royal* pour 1773 donne ces mêmes chiffres. Certaines années il accuse 120 paroisses ; parfois il n'en signale que 87, selon qu'il y est tenu compte des paroisses seules ou des paroisses avec leurs trêves (4). Les deux abbayes d'hommes étaient

(1) Les habitants se seraient d'abord appelés *legionenses*, puis *leonenses*.

(2) Ogée, *Dictionnaire historique et géographique de la Bretagne* (1780), t. IV.

(3) Arch. de Kerdanet.

(4) Les trêves étaient des circonscriptions religieuses détachées des paroisses à une date récente (très souvent au XVII^e siècle). On y faisait toutes les fonctions curiales, sauf pendant le temps pascal ; les fidèles devaient alors, en signe de dépendance vis-à-vis de l'église mère, remplir dans celle-ci leurs obligations religieuses ; en outre, la paroisses avait sur la trêve une préséance honorifique qui lui donnait, dans les processions, le droit de la précéder de sa croix et de sa bannière. Au civil, la trêve avait son administration particulière et indépendante, son corps politique, ses propres registres et ses cahiers de comptes.

celles de Saint-Mathieu, de l'Ordre de Saint-Benoît, datant du VI^e siècle, et celle de Notre-Dame du Relecq, de l'Ordre de Cîteaux, fondée en 1132.

Les communautés d'hommes étaient : les Dominicains, qui étaient installés dans le couvent des Jacobins à Morlaix ; les Récollets, qui avaient des couvents à Landerneau, Lesneven, Landéda et Cuburien ; les Capucins, qui étaient établis à Morlaix, Landerneau, Brest et Roscoff ; les Carmes à Saint-Pol ; les Minimes à Saint-Pol et à Morlaix.

Les ordres de femmes avaient sept établissements : trois communautés d'Ursulines de l'Observance de Bordeaux : une à Saint-Pol depuis 1629, une autre à Landerneau depuis 1650, une troisième à Lesneven depuis 1678 — une communauté de Bénédictines à Morlaix et une communauté de Dames de la Retraite à Saint-Pol ; une communauté de Dames de l'Union Chrétienne à Brest, fondée en 1698 et vouée, comme les Ursulines, au soin et à l'instruction de la jeunesse ; une communauté de Carmélites à Morlaix.

Enfin, pour compléter cette liste, nous devons signaler huit prieurés à nomination royale et dont les titulaires étaient tantôt des séculiers, tantôt des réguliers : les prieurés de Notre-Dame du Folgoat, de Saint-Martin de Morlaix, de Camfrout, de Beuzit, de Lampol, de Lothunon, de Saint-Renan et de Molène, les trois collégiales du Folgoat, de Lesneven, de Kersaint-Trémorvan et quatre-vingt-douze bénéfices simples (prieurés ou chapellenies ne comportant pas charge d'âmes et auxquels l'évêque présentait).

Quelle était la population des religieux dans le diocèse à la veille de la Révolution ? Les communautés d'hommes avaient au plus 10 religieux, l'abbaye du Relecq en avait 4 et celle de Saint-Mathieu, 3. Parmi les communautés de femmes, les Ursulines, qui étaient les plus nombreuses, avaient, dans chacune de leurs maisons, un chiffre de religieuses professes variant de 30 à 40 ; les Dames de l'Union Chrétienne étaient au nombre de 20, lors de leur expulsion.

La capitale du Léon n'avait qu'une seule paroisse, le Minihy Saint-Paul, formée depuis 1720 de sept petites paroisses très voisines l'une de l'autre. Toute une floraison de communautés, d'églises et de chapelles s'épanouissaient dans la ville. Il y avait aussi un Grand Séminaire, un Collège et un Hôtel-Dieu. L'église cathédrale, commencée au XIII^e siècle, était dédiée à Pol Aurélien. Le Chapitre était composé du grand chantre et des trois archidiacres qui constituaient les dignités et de quinze chanoines et de six prébendés ou vicaires.

Avec ses antiques maisons à pignons et à tourelles, avec ses monastères et ses nombreux clochers à jours, la ville de Saint-Pol conserve encore aujourd'hui son caractère d'autrefois. L'élégante flèche du Creis-Ker, le géant des clochers bretons, domine la ville de toute sa splendeur. Elle se profile dans les airs avec une hardiesse, une grâce et une légèreté qui frappaient d'étonnement le maréchal de Vauban passant à Saint-Pol, lorsqu'il visitait en 1671 les fortifications des côtes de la Bretagne, et lui arrachaient cette exclamation de surprise : « C'est le morceau d'architecture le plus hardi que j'aie vu (1) ». Autour du clocher se groupent les frontons aigus de la chapelle, et les toits de l'ancien collège de Léon. Au Nord de la ville apparaissent les deux flèches de granit et le campanile central de la cathédrale, à l'Est, le clocher de Saint-Pierre, les bouquets d'arbres, les cultures et les bois qui descendent vers la baie de Pempoul. Ensuite la mer se montre entre les fines découpures du rivage et à travers les rideaux d'arbres. Au loin se détache la pointe de Roscoff avec sa vieille église dont le sombre vaisseau est flanqué de tourelles et la curieuse tour surmontée de clochetons à dôme ; puis c'est la baie et la presqu'île de Carantec et la mer immense bornant l'horizon.

Il y a, disent les Morlaisiens, trois cents lieues et trois cents ans entre Saint-Pol et Morlaix. Ce dicton contient une bonne part de vérité. De toutes les anciennes cités de

(1) Sur les monuments religieux de Saint-Pol, Cf. Lécureux, *Saint-Pol-de-Léon*.

la Bretagne, la ville de Léon est peut-être celle qui a le mieux conservé les traditions et les mœurs antiques. L'architecture de ses principaux monuments est du Moyen-Age, l'aspect de ses rues et la manière de vivre de ses habitants nous transportent dans le passé. *Kastel Santel*, Saint-Pol la ville sainte : cette réputation, elle la doit moins aux noms de ses rues, à ses édifices religieux, aux clochers de ses églises et de ses monastères qu'aux usages et coutumes qu'elle a conservés. C'est surtout dans ses processions, qui ont toujours été et sont demeurées en Bretagne la forme la plus populaire de la dévotion et de la prière, que se manifeste le caractère d'un peuple profondément attaché à ses traditions. Le défilé du clergé s'avance suivi par les notables, tête nue. Derrière, marche une foule innombrable et recueillie ; ce ne sont plus les couleurs chatoyantes et les riches broderies du costume de Cornouaille. Les hommes sont vêtus d'une veste noire soutachée, portent un chapeau enrubanné de velours noir et ont la taille serrée ; les figures rasées ont un air austère. Les femmes passent, les yeux baissés, ayant gardé, elles aussi, leurs anciens costumes, la coiffe blanche presque carrée qui enserre les cheveux, le long châle brodé et le tablier de soie noire.

La cathédrale, véritable synthèse de l'art ogival de toutes les époques, et le Creis-Ker, la perle du Léon, sont tout le passé de Saint-Pol et résument l'histoire de la vieille cité. Pendant tout le Moyen-Age, Saint-Pol fut une ville essentiellement ecclésiastique. Ce caractère religieux la préserva souvent, pendant les époques troublées, des pillages et des luttes qui dévastèrent le Léon. Au XIII^e siècle, elle était le centre de la vie de toute la contrée. Un lai de cette époque (1) nous représente la fête annuelle de l'évêque Pol Aurélien comme le rendez-vous, non seulement de tout le haut clergé, mais de la plus grande noblesse :

(1) Tiré d'une collection du duc d'Aumale et cité par M. de la Villemarqué (d'après un article signé A. de Lorme, paru dans le *Bulletin de la Société Académique de Brest* de 1897).

Jadis à Saint Pol de Léon
Ce nos racontent li Breton
Solaient grans gens assembler
Pour la fête au saint honorer.

Au début de la Renaissance, elle était la capitale intellectuelle du Léon, un centre puissant de corporations florissantes, une pépinière d'artistes, de maîtres des œuvres et de constructeurs ; elle rayonnait dans la province et attirait les clercs et les « escholiers ». Pour répondre aux vœux des habitants, l'évêque Rolland de Neufville octroya en 1580 au sieur Jean Prigent les fruits d'une prébende scolastique. Ce fut l'origine du Collège de Léon, qui associa ses destinées à celles de la cathédrale et du Creis-Ker. Puis la ville fut dotée d'un Séminaire : en 1689, sous l'épiscopat de M^{gr} Pierre Le Neboux de La Brosse, les prêtres de la Congrégation de Saint-Lazare y furent appelés à diriger l'éducation des clercs.

Tout dans la vieille cité contribuait à impressionner agréablement le nouveau pasteur ; d'abord la multiplicité des couvents, des chapelles et des églises, puis la variété des champs et des grèves qui faisaient à la ville un splendide décor. Lorsque, se conformant au cérémonial traditionnel, l'Evêque s'arrêta à la porte Saint-Guillaume pour recevoir les hommages de fidélité des magistrats et du clergé, il dut évoquer dans sa mémoire la riante Cornouaille où il avait passé son enfance et le grave Trégor où il s'était initié aux détails de l'administration pastorale. Maintenant, le Léon se présentait à lui avec ses paisibles campagnes, ses rochers et ses falaises, ses établissements religieux, ses dentelles de granit et ses clochers ajourés. C'était une autre Bretagne, diverse par le paysage, le dialecte, les mœurs et le costume, mais c'était toujours la Bretagne catholique où « jamais le dépôt de la doctrine ne s'était altéré (1) ».

(1) Son premier mandement (Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1773. Autographe).

II

Le 27 avril 1773, dans son premier mandement pour la visite de son diocèse, Jean-François de La Marche communiquait à ses prêtres ses impressions sur les obligations de sa charge et leur confiait qu'il ne se faisait pas d'illusion sur les labeurs de l'épiscopat : « Aussitôt que nous apprîmes, mes très chers Frères, que la Providence nous destinait au gouvernement de cette Eglise, nous fûmes pénétré de la pensée de saint Bernard, que la place la plus élevée n'est pas la plus sûre : nous reconnûmes avec ce Père que la croix de Jésus-Christ devenait plus particulièrement notre partage et que nos jours devaient se consumer dans des travaux multipliés. » Pourtant, sa confiance s'est accrue à la pensée du concours qu'il attend des différentes parties du clergé du diocèse : « Quelle source abondante de conseils salutaires ne trouverons-nous pas dans ce corps respectable que nous voyons tous les jours passer du temple auguste où il a parlé à Dieu par la prière, dans le silence de la solitude où il écoute ce même Dieu qui lui parle à son tour par les Saintes Ecritures ! » Il se flatte d'avoir été appelé à diriger un diocèse qui n'a jamais été infecté par « l'esprit de nouveauté ». C'est donc avec bonheur qu'il se prépare à le visiter : « C'est pour remplir une de nos obligations principales et pour jouir avec vous d'une consolation mutuelle que nous nous empressons de vous aller visiter dans la joie du Seigneur, persuadé que les ministres qui servent l'Eglise de concert avec nous, répondront à notre vigilance et à notre zèle, et qu'ainsi nous pourrons espérer de plaire à Dieu, non seulement par nos œuvres, mais encore par les œuvres de ceux qui partagent avec nous l'honneur du sacerdoce. » Les avis qu'il donne sont des conseils de fermeté et de modération. Il veut un clergé sage et réglé, qui instruisse plus qu'il ne commande, qui avertisse plus qu'il ne menace, qui use plus du *suaviter* que du *fortiter*.

et qui, s'il est forcé d'employer la menace, ne le fasse qu'avec douleur. Et il ajoute : « Joignons à ce zèle cette pureté de mœurs qui, en nous rendant irrépréhensibles, nous autorise à reprendre les autres. » Les pauvres doivent être les premiers bénéficiaires du dévouement du clergé : « Il est une portion du troupeau, et c'est la plus chérie, qui mérite une attention particulière : ce sont les membres souffrants de Jésus-Christ ; entrer dans le détail de leurs maux, les partager ou les guérir, écarter les besoins et les vices en les arrachant à une oisiveté coupable et destructive, voilà votre devoir et ce sera sans doute la plus chère de vos occupations, le plus doux emploi de vos loisirs. » Il insiste sur la nécessité d'entretenir et d'orner ces églises magnifiques qui valaient au Léon d'être appelé *la perle des diocèses* : « Nous ne nous arrêterons pas à exciter votre zèle pour la décoration des temples. Vos églises, nous le savons, en rendent un témoignage éclatant ; il ne nous reste qu'à vous exhorter de ne le pas ralentir et à recommander à votre sollicitude pastorale d'exciter la générosité des riches pour tout ce qui concourt à la pompe des mystères... » Il fait appel à l'union et prie ses prêtres de seconder le désir qui l'anime de voir régner la paix entre tous les ordres du diocèse. De son côté, il travaillera à mériter la confiance et l'estime de tous, mais il a besoin de prières : « Invitez les fidèles à joindre leurs prières aux nôtres. Que nos vœux réunis fassent une sainte violence au ciel et obtiennent du Souverain Pasteur des âmes que l'autorité qu'il nous a confiée serve à la sanctification des peuples et à l'édification de son Eglise ; qu'il embrase notre cœur du zèle de sa maison et de sa gloire ; qu'il allume en nous cette soif ardente du salut des âmes dont étaient dévorés ces saints Pontifes qui portèrent les premiers le flambeau de la foi dans cette heureuse contrée, et qu'il ne permette pas que cette précieuse portion de l'héritage qu'ils ont acquis à Jésus-Christ perde entre les mains d'un successeur infidèle son éclat et sa beauté. »

Ce document, animé d'un esprit si chrétien, contient, avec les premiers épanchements d'un cœur qui se livre,

le programme d'un fécond épiscopat. Ce programme, l'Évêque le suivra fidèlement et le développera par la suite dans ses instructions pastorales.

Dès son entrée dans la carrière épiscopale, sa sollicitude va s'étendre aux détails d'une sage administration, réveillant ou excitant la vigilance du clergé, observant les besoins pour y porter un prompt remède. On gouverne de loin, mais on n'administre que de près. Il gardera une stricte résidence et visitera les moindres paroisses. Dans le cours de dix-neuf années d'épiscopat, il ne paraîtra qu'une seule fois aux assemblées du Clergé de France à Paris, et il ne franchira les limites de son évêché que pour occuper aux Etats de la province la place qui lui revenait au banc des prélats.

Le concile de Trente prescrivait à tous les patriarches, primats, métropolitains et évêques de faire eux-mêmes tous les ans la visite de leur diocèse ou de la faire faire par leur vicaire général ou un autre délégué; et si l'étendue de leur diocèse ne le leur permettait pas, ils devaient en visiter chaque année la plus grande partie et le voir tout entier dans l'espace de deux ans. Ces dispositions furent adoptées en France par l'ordonnance d'Orléans de 1561, par l'ordonnance de Valois de 1579 et par les édits de 1606 et de 1695. L'article 14 de ce dernier édit établit une différence notable entre la visite de l'évêque et celle de l'archidiacre : l'évêque rend des ordonnances d'après les renseignements qu'il a personnellement acquis, mais ce droit n'est point déferé par la loi à l'archidiacre dont la fonction se termine au rapport d'un procès-verbal qu'il remet à l'évêque pour y faire droit et prendre les ordonnances qu'il lui plaît.

Beaucoup de prélats au XVIII^e siècle ne se conformaient pas aux prescriptions du concile de Trente : « Les évêques, dit un historien de nos jours, auraient dû faire, tous les deux ans, des visites pastorales dans les paroisses de leurs diocèses. Mais peu se résignaient à ces tournées pastorales par de mauvaises routes, au hasard des mauvais gîtes. Le prélat qui passe pour en avoir fait le plus,

Gaston de Partz, évêque de Boulogne, en a fait 8 en 47 ans, de 1742 à 1789..... (1) »

Le témoignage de l'abbé du Châtellier sur M^{sr} de La Marche son contemporain est autrement favorable : « Chaque année le voit parcourir son diocèse en entier. Ses visites sont des courses apostoliques. Tantôt à pied, tantôt porté dans une simple litière, il n'est accompagné que du petit nombre d'ecclésiastiques et de serviteurs dont il ne pourrait se passer. Il voit tout, examine tout ; il se fait rendre compte de la gestion de ses prêtres ; aucun bien à faire, aucun abus à réformer n'échappe à sa pénétration. Les règles ecclésiastiques sont-elles observées, les mauvaises coutumes n'auraient-elles point pris l'ascendant sur elles ? Ses ministres sont-ils l'exemple des fidèles par l'esprit de foi et de charité qui règne dans leur conduite et leurs discours ? Voilà l'objet de ses préoccupations (2). »

L'étude des documents montre que cet éloge n'est pas exagéré. Les Archives de l'Évêché de Quimper ont conservé un nombre considérable de procès-verbaux des visites de M^{sr} de La Marche ; malheureusement, ces rapports ne s'étendent que sur un nombre d'années limité, portant sur le début de son gouvernement ; nous y ajouterons le résultat de nos explorations dans diverses archives paroissiales. Nos recherches ont nécessairement été incomplètes, mais elles ne nous ont pas moins établi dans la conviction que l'évêque de Léon visita régulièrement son diocèse et que, sur ce point comme sur bien d'autres, il fut attentif aux devoirs de sa charge.

Il prend possession de son siège à la fin de 1772 ; le 27 avril 1773, il fait paraître son premier mandement pour annoncer sa tournée pastorale. Le 13 juin, il est à Taulé ; le 18, à Commana ; le 23, à Guipavas ; pendant le mois de juillet, il visite Plouguerneau le 6 ; Ploudalmézeau le 10 ; Guicquelleau le 15 ; Guissény le 17 ; Plounéour-Trez le 19 ; Plabennec le 21 ; Lesneven le 23 ; Plounéventer le 26 ; Plougar le 28 ; Lanhouarneau le 29. Le 6 août, il est à

(1) Lavissee, *Histoire de France*, t. ix, chap. II, p. 159.

(2) *Or. Fun.*, p. 15.

Roscoff, et le 7 à l'Ile-de-Batz. Un coup d'œil sur la carte du diocèse suffit à montrer qu'il en a vu les points les plus opposés (1).

En 1774, les procès-verbaux signalent sa présence le 13 mai à Plouénan ; le 14, à Saint-Thégonnec ; le 15, à Plounéour-Ménez d'où il adresse à ses diocésains une lettre pastorale à l'occasion de la mort de Louis XV ; le 18, il est à Ploudiry ; le 26, à Gouesnou. En juin, nous le suivons successivement le 6, à Lampaul-Plouarzel ; le 13, à Lampaul-Ploudalmézeau ; le 15, à Kernouès ; le 17, à Kerlouan ; le 18, à Goulven où, après sa visite, il signe les comptes en charge et en décharge de la fabrique de Tréflez qui lui sont présentés par les marguilliers de cette paroisse. Le 21, il est à Lesneven ; le 22, à Trégarantec ; le 23, à Lanhouarneau ; le 24, à Plougar ; Plouescat le reçoit le 28, Sibiril le 30, Plouvorn le 1^{er} juillet.

En 1775, il commence son itinéraire par Taulé où il est le 1^{er} mai ; ce même mois, nous le trouvons à Lesneven le 10, à Plabennec le 11, à Kernilis le 12, à Plouguerneau le 13, à Ploudalmézeau le 15, à Plougoulm le 17 ; un mois exactement après cette dernière visite, il est à Sizun.

Les procès-verbaux de 1776 sont plus rares ; nous le suivons cependant dans plusieurs points du diocèse. En juin, il visite Pleyber-Christ ; le 29 juillet, Taulé ; le 1^{er} août, Commana.

En 1777, il voit plusieurs paroisses au mois d'août : le 4, il est à Guimiliau ; le 8, à Plounéventer ; le 9, à Landerneau où, *in cursu visitationis*, il signe la collation d'un canonikat de Lesneven à un abbé Boutin ; le 15, il est à Brest où il confère quelques chapellenies ; le 20, il est à Plourin ; le 22, à Ploudalmézeau ; le 23, à Lannilis ; le 25, à Plouvien.

Le 7 juin 1778, il est en tournée pastorale à Guicquel-leau où le recteur, Goulven Le Melloc, remet entre ses mains sa démission de la prébende de Sainte-Anne de Lesneven ; le 16, il est à Cléder ; le 27, il signe à Guissény

(1) Aussi pouvait-il dire après une année d'épiscopat qu'il avait vu les nombreuses églises neuves du diocèse. Cf. Arch. dép. d'Ille-et-Vil. C 1219, correspondance avec l'Intendant.

le cahier des comptes paroissiaux ; le 3 juillet, il visite la paroisse de Plabennec où il confère une chapellenie à un M. Roudaut ; le 11, il administre la confirmation à Brest et de là il part pour l'île d'Ouessant. Cette même année, le 21 juin, le corps politique de Plouguerneau nomme les examinateurs des comptes en vue de sa prochaine visite. La réunion a lieu au presbytère et il est décidé qu'avant la visite de Monseigneur « le retable et les images de saint Pierre et saint Paul seront redorés ».

Tous les procès-verbaux que nous venons de mentionner ont l'apostille de l'Evêque et constituent des authentiques irrécusables. A partir de 1779, il n'appose plus sa signature ; le vicaire général qui l'accompagne signe à sa place comme cela se pratique de nos jours. De l'omission de la signature, on ne saurait donc conclure à l'absence de l'Evêque. Nous avons fait la même constatation pour d'autres actes sans avoir pu en tirer argument contre le fait de la résidence. Ainsi, le 23 septembre 1780, il donne les Ordres à 62 clercs dans la chapelle de son Séminaire et, ce même jour, un vicaire général signe la collation d'une chapellenie ; c'est d'ailleurs un fait à peu près constant qu'à partir de 1780 M^{sr} de La Marche ne signe plus guère que les démissions. Les registres du secrétariat du diocèse de Léon sont très suggestifs à ce sujet.

Mais il y a d'autres raisons de ne pas récuser le témoignage de l'abbé du Châtellier, auquel nous devons joindre celui de la nièce de l'Evêque, M^{lle} de Trogoff (1) : elle fut souvent témoin des tournées pastorales de son oncle et, elle aussi, affirme la continuité des visites. Enfin M^{sr} de La Marche traçait lui-même chaque année le plan de ses courses apostoliques et en fixait l'itinéraire. Le 1^{er} juin 1785, il annonce dans un mandement sa visite à 44 paroisses ou trêves, et il ne peut s'agir d'une visite par délégué, puisque l'itinéraire de la confirmation y est également marqué. En 1787, il prévient qu'il commencera sa tournée pastorale par Plouénan et qu'il la terminera le 31 juillet par l'Ile-de-Batz.

(1) Les souvenirs de M^{lle} de Trogoff ont été recueillis par la famille de Kerdrel de Keruzoret qui nous les a communiqués.

Chaque année, pendant deux mois, il quitte sa ville épiscopale; alors que nous pouvons suivre sa présence habituelle à Saint-Pol pendant les autres mois de l'année, nous perdons ses traces à l'époque ordinaire de la visite des paroisses. Une fois par mois, il présidait dans son palais les réunions des Dames de la Charité. Or, en 1781, les réunions du 3 juin et du 1^{er} juillet sont présidées par l'abbé de Keroulas; de même nous relevons l'absence de l'Evêque aux réunions de juin, juillet et août des années 1782, 1783, 1784, 1785; nous le perdons encore de vue du 16 juin au 24 septembre 1786, du 15 juin au 22 septembre 1787, pendant les mois de juillet et août 1788 et 1789. Mais ce sont à peu près les seuls mois où il est absent de Saint-Pol, et c'est toujours l'époque des tournées pastorales.

A défaut de sa signature, nous avons les registres des presbytères. Les paroisses, dans les frais qu'elles avaient à payer, distinguent entre les visites des archidiacres et celles de l'évêque : Ainsi les registres paroissiaux de Ploudaniel mentionnent au chapitre des charges pour 1782 « payé 9 livres 2 sols pour la visite de l'évêque » et pour 1784 « payé 18 livres 2 sols pour les droits de visite épiscopale et de visite archidiaconale »; en 1783 et en 1786, la fabrique n'acquitte que la somme de 9 livres, l'archidiacre étant seul venu ces deux années; en 1787, le vicaire général signe les registres avec l'observation « Vu et approuvé au cours de la visite épiscopale ». Le 11 mai 1786, la présence de M^{er} de La Marche est encore attestée à Lesneven où il bénit la première pierre du nouvel hôpital. Enfin il a laissé des notes autographes où il dit avoir visité Guicquelleau le 3 août 1784, Plouescat et Plouzévédé les 4 et 5 juillet 1785.

De l'examen de ces divers documents il résulte que l'évêque de Léon resta fidèle à son programme du début, multipliant le bienfait de sa présence au milieu des populations des villes et même des campagnes les plus éloignées, tenant ainsi la promesse qu'il avait faite dans sa lettre de bienvenue à son clergé, de s'acquitter de ce qu'il appelait « l'un des principales obligations de sa charge ».

Ces visites étaient faites conformément à toutes les règles canoniques : aux termes du droit canon, elles doivent être personnelles : « *peregrinatio episcopi in diœcesi ad visitandum personas et loca* » et réelles : « *inquisitio circa res ecclesiasticas* ». Il donnait ses instructions lorsque, dans ses mandements, il annonçait ses tournées pastorales. Les recteurs et les curés (1) devaient préparer avec soin les enfants à la confirmation ; tous les prêtres, les ecclésiastiques et les bénéficiers, les maîtres et maîtresses d'écoles étaient appelés à comparaître devant lui ; les confesseurs, tant séculiers que réguliers, étaient tenus de lui présenter leurs approbations et de subir un nouvel examen ; les recteurs devaient présenter le tableau des fondations à desservir dans l'église paroissiale, dans les trêves ou chapelles, et montrer la minute des registres des baptêmes, mariages et sépultures ; enfin il était enjoint aux recteurs de disposer les ornements, vases sacrés, linges, livres, etc. afin que la visite pût se faire sans retard.

Les procès-verbaux des paroisses font foi que ces prescriptions étaient observées. Les recommandations, les observations et les ordres de l'évêque sont signés de sa main. Il constate à l'Ile-de-Batz que les titres et papiers du Trésor « ne sont pas en ordre », il donne des instructions en conséquence ; à Guicquelleau, à propos des mêmes titres et papiers, il fait la remarque qu'ils sont « placés dans un lieu trop humide », et il ajoute : « Ordonnons d'en déposer un inventaire au Secrétariat » ; à Saint-Renan, il fait observer que les comptes rendus par le fabricien étant des comptes « en gros », il ne peut les recevoir, parce que « les comptes détaillés sont les seuls qui puissent faire foi ». A Ploudaniel, il ordonne « de réfor-

(1) En Bretagne, on donnait le nom de *recteur* au pasteur de la paroisse et le nom de *curé* au vicaire. Cet usage subsiste encore dans les régions de langue bretonne, comme il existe d'ailleurs en Angleterre. Toutefois, pour éviter toute confusion, disons dès maintenant que, dans les rapports administratifs destinés à sortir du diocèse, tels que les correspondances avec les agents et les assemblées du clergé, les requêtes adressées au Conseil du Roi, ce sont les termes français de *curé* au sens de chef de paroisse et de *vicaire* au sens d'auxiliaire qui sont adoptés.

mer les statues vermoulues ou mutilées » ; à Trégarantec, il signale le mauvais état des fonts baptismaux et prescrit de « faire une balustrade et un dôme » ; à Cléder « le calice n'est point doré ; on doit y pourvoir incessamment » ; à Lesneven, il porte « défense de faire la procession du Saint-Sacrement sans dais ». A Guiler, il interroge un prêtre, M. Morel, en vue de l'approbation et note ensuite « a été approuvé et a bien répondu » ; à Ploudaniel, il se fait assurer que les petites écoles sont ouvertes tous les jours non chômés ; à Landéda, il donne « 36 livres d'encouragement » à M. Floc'h, maître de latin ; à Plabennec, il remplace par un jeune ecclésiastique un vieux prêtre de 77 ans qui tenait les petites écoles. Au Folgoat, au sujet des aumôniers qui n'ont que 150 livres pour la desserte des fondations, il fait la réflexion : « C'est moins que le dernier infirmier. » Il veut des églises propres et en bon état : il ordonne de repaver l'église de Kerlouan et de « rehausser le terrain au niveau des seuils des portes » ; il trouve les églises de Plounéour-Trez et de Plouvien dans un tel état de délabrement qu'il en décide la reconstruction.

Les visites épiscopales étaient précédées des visites archidiaconales. En 1775, M. de Troërin examine les comptes de Lanarvily. Le 4 mai 1776, Messire François Augustin de Gouyon, vicaire général, chanoine, grand archidiacre de Léon, assisté de son promoteur et d'un secrétaire, procède à la visite de Roscoff et enjoint au clergé de la paroisse de dresser les comptes, de mettre une charnière au ciboire, de faire aplanir le pavé de l'église en vue de la visite de l'Evêque, etc..... Le 6 mai, il convoque à Sibiril les paroisses de Plougoulm, Cléder, Tréflaouénan, Plouzévédé, et donne des instructions pour que ces paroisses soient prêtes à recevoir la visite de Monseigneur. A Guinévez, il convoque les paroisses de Lanhouarneau, Plouescat, Saint-Vougay, etc... et prescrit de tenir les comptes prêts pour la visite épiscopale. Puis il va à Landivisiau, à Plougar, à Guimiliau où il fait diverses observations. A la même époque, l'archi-

diacre Roussel fait la visite préliminaire de son archidiaconé d'Illy, assisté également de ses promoteurs et adjoints. En mai 1776, nous le trouvons à Lannilis et à Plounéventer. Il visite Ploudaniel le 2 juin 1783 et le 25 septembre 1786; Guissény, le 4 septembre 1787. Messire Jean-René Chrétien de La Masse, archidiacre d'Ack, est à Ploudalmézeau le 18 juillet 1777, un mois avant l'Evêque qui y sera le 22 août. Le 13 juillet 1783, M. de Keroulas examine les comptes de Plouguerneau pour les années 1781 et 1782.

Sur le pouvoir des archidiacres, nous avons noté le fait suivant : l'abbé de Keroulas, qui fit sa visite à Tréfléz en 1774, remarqua que les marguilliers, en lui soumettant leurs comptes, avaient omis de signaler une somme de 600 livres. Il écrivit une observation au bas du registre : « Ordonnons qu'à la diligence des marguilliers cette somme soit perçue immédiatement et remise dans le coffre-fort, sauf à eux à en répondre personnellement au cours de la visite générale le 15 mai 1775. »

M^{re} de La Marche visitait les paroisses de son diocèse et les faisait visiter par les archidiacres. Cette sollicitude ne saurait nous surprendre de la part d'un prélat résident : à part les cas prévus par le droit du royaume et le concile de Trente, il resta fidèlement au milieu de ses diocésains. La preuve est facile à faire à l'aide des documents suivants : les procès-verbaux de visites déjà mentionnés, les mandements, lettres pastorales, ordos diocésains ; les registres des Etats de Bretagne dans lesquels la présence de l'Evêque est attestée à chaque assise de la Province ; les cahiers des réunions mensuelles des Dames de la Charité et ceux des réunions trimestrielles du Bureau de l'Hôpital de Léon, conservés aux Archives municipales de Saint-Pol, tous précieux pour établir la continuité de la résidence, puisque l'Evêque présidait ces réunions quand il était à Saint-Pol ; les registres des comptes paroissiaux, les cahiers des charges et décharges, les registres des délibérations des corps politiques, dont quelques-uns sont classés aux Archives du Finistère, mais dont le plus grand

nombre se trouvent dans les mairies et les presbytères : enfin les cahiers du secrétariat du diocèse de Léon pour les années qui nous intéressent. Ces cahiers, que possèdent les Archives Départementales, constituent un document de premier ordre, car, outre les dates et listes d'ordinations, de nombreux actes d'administration y sont consignés : collations et réductions de bénéfices, nominations, concessions de pouvoirs, démissions, lettres d'incorporation, lettres dimissoriales.

Or, en ne faisant état que des documents qui portent la signature de Jean-François de La Marche ou mentionnent expressément sa présence, nous pouvons le suivre à travers ses dix-neuf années d'épiscopat, mois par mois, presque semaine par semaine et souvent pendant plusieurs jours consécutifs, depuis son entrée solennelle dans sa ville épiscopale au mois d'octobre 1772 jusqu'au 25 février 1791, date de son départ pour l'émigration. De 1772 à 1779, il confère régulièrement les canonicats, les cures, les chapellenies, assiste aux réunions des Dames de la Charité et du Bureau de l'Hôpital, fait chaque année l'ordination du samedi de la Passion et celle des Quatre-Temps de septembre. De mars 1779 à septembre 1780, il se produit une interruption dans le fait de la résidence : l'Evêque ne confère aucun bénéfice, ne préside aucune réunion, ne fait pas d'ordination.

Cette interruption s'explique. A l'issue de la session des Etats de 1778-79, il était parti pour la Cour à la tête de la députation chargée de présenter au Roi le « Cahier des Remontrances des Etats ». Le concile de Trente admettait quatre motifs d'absence pour les évêques : *christiana charitas, urgens necessitas, debita obedientia, evidens Ecclesiæ vel reipublicæ utilitas*. Nous verrons qu'à Versailles, au cours des entrevues qu'il eut avec M. de Maurepas, M^{sr} de La Marche défendit avec énergie les intérêts de la province ; il s'acquitta si bien de sa mission, qu'à la tenue suivante les Etats décidèrent l'impression et le tirage à 200 exemplaires du mémoire qu'il avait présenté à Louis XVI pour appuyer les droits des Bretons de nommer librement leurs députés à la Cour et à la

Chambre des Comptes. Les règlements des Etats approuvés par le Roi assujettissaient les députés en Cour à rester à Paris pendant l'intermédiaire des deux sessions et M^{re} de La Marche s'y conforma. Mais avant de partir, il s'était occupé de ses séminaristes qui devaient aller à Quimper pour l'ordination du samedi de la Passion, et il avait réglé les détails de leur voyage (1). A Paris il profita de son séjour pour s'entretenir avec les agents du Clergé de questions intéressant son diocèse (2). Pendant toute cette période, c'est le grand vicaire de Keroulas qui, *de mandato Ill. et Rev. D. D. Episcopi Leonensis*, délivre aux clercs les lettres dimissoriales, accorde les dispenses de bans, confère les cures et les chapellenies, reçoit les démissions, préside les réunions. L'Evêque avait donc pris toutes mesures utiles pour que le diocèse ne souffrit pas de son absence.

Nous le retrouvons à Saint-Pol le 20 septembre 1780, et désormais son séjour dans sa ville épiscopale jusqu'en 1791 est attesté par les mêmes documents qui nous le montrent conférant régulièrement les Ordres, faisant les nominations et assistant aux réunions aux époques où ses tournées pastorales et les Etats ne le réclament pas ailleurs. Le 2 février 1791, c'est encore sous sa présidence qu'a lieu la dernière assemblée des Dames de la Charité ; à la fin de ce même mois, il émigre pour l'Angleterre.

Ainsi Jean-François de La Marche fut fermement attaché aux devoirs de son état ; il résidait, il visitait son diocèse, il se livrait aux occupations multiples d'une bonne administration pastorale (3). Dur pour lui-même

(1) D'après une lettre de M. Le Boulter à M^{re} de La Marche, 19 janvier 1779 (Arch. Ev. Quimper).

(2) Ainsi une demande d'indult pour les dispenses de mariage, 1780 (Arch. Ev. Quimper).

(3) Il ne faisait d'ailleurs que continuer une tradition bien établie. La paroisse de Tréfléz a ses registres au complet depuis 1707 jusqu'à 1789. Or nous avons constaté que pendant cette période de 82 années, 25 signatures d'évêques et 47 signatures de vicaires généraux, sans compter celles des archidiaques, ont été apposées sur les cahiers de la charge et de la décharge.

sur le chapitre des obligations de sa charge, il était en droit d'exiger beaucoup de son clergé. A ses prêtres il imposait la visite annuelle de leur paroisse ; il leur défendait formellement de s'absenter plus de quinze jours sans avoir obtenu la permission et sans avoir un substitut ou curé d'office, sous peine de sanction canonique. C'est ce que révèle le projet des statuts diocésains que M. de Parcevaux, vicaire général, rédigea sur son ordre en 1773. Une lettre de M. Henry, théologal du diocèse, en dit long sur ce même sujet. Cet abbé, en effet, écrivait de Paris le 6 septembre 1783 à la comtesse du Laz qu'il ne serait pas prudent qu'il prolongeât son séjour dans la capitale, car « peut-être un si long retard ne plairait-il pas à Monseigneur (1)... »

III

M^{sr} de La Marche, qui voyait son clergé, tenait de plus à le connaître. Il dressa lui-même le *Catalogue secret et alphabétique* de tous les prêtres de son diocèse depuis 1775 (2), et qui porte comme épigraphe le texte de l'Evangile de saint Jean : *Proprias oves vocat nominatim et educit eas*. Il est disposé en trois colonnes : dans une première colonne sont mentionnés les noms, prénoms, date et lieu de naissance des 400 prêtres du diocèse de Léon, puis la date d'ordination de chacun, l'époque à laquelle il a reçu l'approbation, la date de sa nomination ou promotion. Dans la seconde colonne sous la rubrique *avantages*, sont consignées des appréciations comme les suivantes : a de l'esprit, des connaissances et des mœurs..... est bachelier en théologie de Paris... est docteur en théologie de l'Université de Paris..... est licencié en droit... est de la première classe au concours..... La troisième colonne est intitulée *désavantages* et contient des observations : est de la 3^e classe au concours..... est de la 4^e classe..... a été remis deux fois par les examinateurs.....

(1) Baudry, *Etude historique et biographique sur la Bretagne à la veille de la Révolution*, t. I, p. 117.

(2) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1787.

a des absences..... a étudié en l'Université sans y avoir pris ses grades..... interdit de toutes fonctions depuis..... n'est plus approuvé..... D'après ces listes, le nombre des prêtres du diocèse était de 381 au mois de juillet 1787 ; en 1789 il y en avait 445, dont 52 réguliers.

Outre ce catalogue, l'Evêque a laissé des listes sur lesquelles il écrivait d'une part, les noms des postes vacants et d'autre part, les noms des ecclésiastiques disponibles, afin d'être en mesure de faire face aux demandes qui lui seraient adressées (1).

Le Léon était doté d'un Grand Séminaire. Il en existait un depuis 1679. Avant cette date, les jeunes gens qui se destinaient à l'état ecclésiastique et n'avaient pas les ressources suffisantes pour fréquenter les collèges et les universités, apprenaient le latin dans les écoles presbytérales et étudiaient la théologie sous la direction des recteurs. A Saint-Pol, c'était le théologal qui, deux fois par semaine, devait faire un cours de théologie auquel étaient tenus d'assister les clercs, les vicaires et même les chanoines. Dans les paroisses, les recteurs devaient, trois fois par semaine, tenir des conférences pour expliquer aux clercs les cas de conscience et les former au ministère de la confession. Les examens pour les Ordres se passaient à Saint-Pol et les retraites d'ordination s'y donnaient en latin (2).

A l'époque de l'établissement du Séminaire, l'éducation des clercs fut confiée à trois prêtres séculiers qui furent chargés par l'Evêque, d'accord avec le Chapitre, de conduire « son dit Séminaire selon les règlements qu'il leur donnera ». Le 10 juin 1686, le Séminaire obtint des lettres patentes qui permirent de lui unir des bénéfices, sous la réserve qu'ils n'excéderaient pas 600 livres de revenus, et autorisèrent en outre l'imposition annuelle d'une somme de 1.000 livres sur le diocèse ; cette somme devait être payée au directeur et ce, jusqu'à ce que le Séminaire eût 2.000 livres de revenus par an, toutes charges déduites.

(1) Ces listes se trouvent aux Archives de l'évêché de Quimper, « Léon », 1773-1790.

(2) D'après les Statuts de Mer de Rieux, évêque de Léon, 1629.

Les lettres patentes furent enregistrées au Parlement de Bretagne par arrêt du 7 juillet 1686.

Le 5 août 1689, l'évêque, Pierre Le Neboux de La Brosse, passa avec le Général de la Congrégation de Saint-Lazare un traité par lequel il donna aux prêtres de Saint-Lazare, appelés aussi prêtres de la Mission, la régie et administration du Séminaire à la place des prêtres séculiers du diocèse, amovibles au gré de l'Évêque (1). Les Lazaristes étaient la Congrégation qui dirigeait alors le plus grand nombre de Séminaires, et ils devaient cet avantage à la réputation de leur fondateur Saint Vincent de Paul, à leur formation et aux services qu'ils avaient rendus. Ces prêtres, qui avaient reçu une forte éducation théologique, qui avaient renoncé à leur famille et à leurs biens, résolus à écarter loin d'eux toutes les dignités ecclésiastiques, volontairement courbés sous le joug d'une discipline sévère, constituaient un corps professoral d'élite. Au XVIII^e siècle, ils dirigeaient 47 séminaires en France, alors que le clergé séculier en dirigeait 42, les Sulpiciens 15, les Eudistes 12, les Doctrinaires 7, les Oratoriens 6 (2). Aux termes de l'accord de 1689, la Congrégation de Saint-Lazare devait fournir au Séminaire de Léon trois prêtres et deux frères. Ce chiffre ne sera guère dépassé, et à la veille de la Révolution, il n'y aura que quatre Lazaristes à Saint-Pol : un supérieur, deux professeurs et un procureur.

Le Séminaire appartenait au diocèse, les prêtres de la Mission n'en étant que les administrateurs et les directeurs ; les lettres patentes qui confirmaient son établissement le plaçaient sous « la dépendance et la juridiction de l'évêque et de ses successeurs ». Les revenus qui y furent attachés n'étaient pas considérables : ils étaient même inférieurs aux charges. D'après un état de 1781, les charges s'élevaient à 5.334 livres et les revenus atteignaient seulement 4.997 livres ; en 1789, grâce à la réunion du prieuré de Lochrist, obtenue par lettres patentes sur la requête de l'Évêque, la recette s'élevait à près de 9.000 livres et

(1) Arch. Nat., G 8*, 2479, f° 59 et 2524, f° 415.

(2) *L'Ami de la Religion* du 20 janvier 1819, anonyme.

excédait la dépense de 412 livres. Le Séminaire possédait une maison de campagne à Sainte Anne de Plougoulm. Les biens-fonds dont il jouissait lui auraient assuré pour longtemps la stabilité, si la Révolution n'était venue le supprimer (1).

M^{gr} de La Marche eut la constante préoccupation de procurer de bons sujets à l'Église : « Les aspirants à l'état ecclésiastique, est-il dit dans le premier projet des statuts diocésains qu'il fit élaborer dès 1773 (2), devront avoir accompli leur cours de philosophie avant de se présenter à l'examen d'admission au Séminaire. Les étudiants ne devront pas être écartés pour la raison de pauvreté ». Des mesures furent prises pour suppléer au peu de fortune des parents : « Quoique nous soyons autorisés par les canons à exiger pour la constitution d'un titre clérical une somme proportionnée à la cherté des choses nécessaires à la vie, nous déclarons nous contenter de 50 livres tournois, fixe et annuelle, provenant d'un bénéfice d'une chapellenie ou d'un revenu en patrimoine réel ».

Dans la série des ordinations, la loi des interstices devait être rigoureusement observée : « La tonsure sera conférée à ceux qui, jugés dignes après examen, auront suivi la retraite préparatoire au Séminaire. Une fois admis, ils passeront trois mois au Séminaire avant de recevoir les quatre ordres mineurs ». Pour le sous-diaconat, le diaconat et la prêtrise, les mêmes dispositions étaient appliquées, et avant l'admission à chacun de ces ordres, la publication des bans était exigée trois dimanches consécutifs. L'année était divisée en quartiers. On ne pouvait faire dans la même année les quartiers pour les ordres mineurs et le sous-diaconat, mais on pouvait faire la même année les quartiers pour le sous-diaconat et le diaconat ou pour le diaconat et la prêtrise.

En ce qui concerne les ouvrages imposés ou recom-

(1) Cf. détails dans Peyron, *Les Séminaires de Quimper et de Léon*, *passim*.

(2) Statuts du diocèse de Léon (projet confié par M^{gr} de La Marche à M. de Parcevaux, vicaire général). Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1773.

mandés au clergé, le projet de statuts de 1773 donne ces instructions : « Ordonnons à tous les ecclésiastiques de se pourvoir d'une *Bible*. Recommandons la *Théologie Morale* du Continuateur de Tournély ou celle du Père Antoine, ou celle dite de Poitiers, la *Conduite des Confesseurs* dédiée à M^{sr} l'évêque de Senlis, les *Conférences* d'Angers et celles de Paris. Enjoignons la méditation de l'*Ancien* et du *Nouveau Testament*, du *Catéchisme Romain*, des meilleurs interprètes des Ecritures, tels le *Pastoral* de saint Grégoire, la *Secunda secundæ* de la *Somme* de saint Thomas, la *Cité de Dieu* de saint Augustin, les *Lettres* de saint Jérôme, les *Instructions* de saint Charles Borromée, les œuvres de saint François de Sales, l'*Imitation*, les ouvrages de Grenade, le *Traité de la Perfection chrétienne* de Rodriguez, les *Lettres spirituelles* de Fénelon, Fléchier, l'*Exposition abrégée de la Foi catholique* de Bossuet, les *Sermons* de Bourdaloue, Massillon, Cheminai, les *Prônes* de Joly. » En 1780, les traités de morale dans la *Théologie* de Collet et les traités de dogme dans la *Théologie* de Poitiers étaient en faveur au Séminaire : « En conséquence, chaque étudiant sera tenu de se procurer ces deux auteurs en propriété, et pour en faciliter l'achat à ceux qui pourraient manquer, en commençant leur théologie, d'une somme de 27 livres à cet effet, on trouvera chez M. Crémur, libraire à Léon, la facilité de les acheter par volumes séparés selon le besoin qu'on en aura à chaque quartier. On prévient ceux qui se disposeront à recevoir la prêtrise qu'on exigera qu'ils aient en propriété les cinq volumes de la *Morale* de Collet et les quatre volumes de la *Théologie* de Poitiers avec une *Bible*, un *Concile de Trente*, une *Imitation de Jésus-Christ* et le *Catéchisme* du Diocèse (1). »

En 1782, l'Ordonnance porte que l'examen pour l'ordination du samedi de la Passion sera passé sur les traités de la Justice et de la Pénitence. L'examen pour l'entrée au quartier d'été se fera sur les traités de la Justice, de la Pénitence et de la Religion comme vertu, l'examen pour

(1) Ordo pour 1780.

l'ordination de la Saint-Mathieu, sur les traités des Contrats et de l'Incarnation ; l'examen pour l'entrée au quartier d'hiver sur les traités des Contrats, de l'Incarnation et des Commandements de Dieu. On verra les traités de la Foi, de l'Écriture Sainte, de la Religion, de l'Eglise, de l'Incarnation, de la Grâce et de la Trinité dans la *Théologie* de Poitiers ; on verra les autres traités dans la *Théologie Morale* de Collet. En général, l'examen pour l'entrée aux quartiers se fera sur les traités qu'on aura enseignés au quartier précédent, en y ajoutant un autre traité désigné, et l'examen pour chaque ordination se fera sur les traités qu'on aura enseignés pendant le quartier qui l'aura précédé immédiatement et sur l'Ordre qu'on devra recevoir ; les examens pour les ordinations se feront toujours le jeudi avant l'entrée aux retraites qui précéderont les ordinations (1).

Enfin chaque ordinand avait une note de science et et une note de piété. Deux ordinations générales avaient lieu chaque année : la première, habituellement le samedi de la Passion et la seconde, pendant les Quatre-Temps de septembre. Nous en relevons trente-deux pour dix-huit années d'épiscopat avec la mention : « *ordinatio generalis habita die..... in sacello palatii episcopalis* (ou *in sacello Seminarii Leonensis*) *ab Ill. Rev. Dom. Joanne Francisco de La Marche, Episcopo Comite Leonensi Missam et Sacros Ordines in pontificalibus celebrante* ». A ces trente-deux ordinations générales, il faut ajouter les ordinations supplémentaires comme celle du 16 juin 1775 dans la chapelle des Ursulines et celle du 14 avril 1781 au Séminaire, et les ordinations particulières qu'il fit au cours de ses visites pastorales et dont nous ne savons pas le nombre exact. Il reste seulement quatre ordinations générales qu'il n'ait pas faites, mais il faut observer que s'il se trouva quatre fois dans la nécessité de manquer à cette mission inhérente à sa charge, ce ne fut qu'après avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour que ses clercs fussent ordonnés par l'évêque voisin.

(1) *Ordo* pour 1782.

M^{sr} de Hercé, qui était alors évêque de Dol, passe pour avoir ordonné dans ses 23 années d'épiscopat 576 prêtres, en majorité étrangers à son diocèse (1). Il a été appelé pour cette raison le *grand consécrateur* de l'époque. De la statistique à laquelle nous nous sommes livré d'après les cahiers du secrétariat du diocèse de Léon il résulte que, de 1773 à 1790, M^{sr} de La Marche ordonna 237 prêtres de son diocèse et 68 appartenant aux diocèses de Quimper, Tréguier, Saint-Brieuc, Dol ou à différents Ordres religieux : Frères Prêcheurs, Cisterciens, Carmes, Récollets, Capucins, soit un total de 305 ordinations à la prêtrise en 18 années d'épiscopat : il est à remarquer que ces chiffres ne constituent qu'un minimum, puisque nous n'y comprenons pas ceux des ordinations spéciales.

Quelques sujets d'élite faisaient leurs études à Paris. Leurs supérieurs communiquaient des notes à l'Évêque sur leur caractère, leurs aptitudes intellectuelles et leur piété. En 1775, il y avait trois clercs du diocèse de Léon au Séminaire de la Sainte-Famille, un à Saint-Nicolas, un à la Communauté de Laon, un au Collège Louis-Le-Grand, un à la Communauté de Sainte-Barbe, un à la Petite Communauté de Saint-Sulpice.

S'il fut régulier et assidu à conférer les Ordres à ses séminaristes, l'Évêque rendait volontiers le même service à ses collègues. En 1789, M^{sr} de Saint-Luc lui écrivait en lui envoyant 23 de ses clercs de Quimper : « Mon ami M. de Liscoat part demain matin, mon très cher et bien aimé seigneur, et vous mène une bande de 12 diacres qui désirent de recevoir de vous l'imposition des mains et de 11 sous-diacres qui désirent d'être promus à l'ordre du diaconat. M. le Supérieur m'a assuré que tous ces enfants avaient de la piété sincère et des talents suffisants ; ils ont été examinés ici et reçus. Je ne saurais vous dire combien je suis reconnaissant du service important que vous voulez bien me rendre ; ma santé, quoique beaucoup meilleure, me laisse toujours un grand fond de faiblesse qui m'eût

(1) Ch. Robert, *Urbain de Hercé*, p. 39-41.

inquiété surtout pour l'ordination des prêtres auxquels il faut revenir quatre ou cinq fois. Je tâcherai de me tirer d'affaire dans ma chapelle avec mes tonsurés, mes mino-rés et mes sous-diacres (1). »

Puisqu'il connaissait ses prêtres et les ordonnait lui-même, il n'y a rien d'étonnant qu'il procédât aux nominations et aux collations de bénéfices en connaissance de cause ; sous sa plume, les appréciations qu'il portait sur ses lettres de nomination *dilecto magistro capaci et idoneo reperto*, étaient autre chose que de banales formules administratives. Il ne laissait pas vieillir son clergé dans les postes subalternes. Dans le rapport sur l'Ile Molène qu'il adressa aux Etats en 1786, il appelait l'attention de l'assemblée sur la situation misérable de la paroisse et déclarait que, dans l'espace de douze ans, il avait changé cinq fois le recteur pour lui donner un meilleur poste.

Il voulait un clergé instruit. Commentant dans ses Statuts ces mots de saint Jérôme : « Plus un ecclésiastique est élevé par son état, plus il doit avoir de science, s'il ne veut tomber dans le mépris », voici comment il s'exprimait : « C'est pour l'arracher à ce mépris que nous enjoignons à notre clergé de s'occuper de lecture, de scruter les meilleurs interprètes de l'Ecriture, de parcourir les ouvrages des Saints Pères, des Théologiens et particulièrement de saint Thomas, d'étudier les instructions de saint Charles Borromée, de saint François de Sales, de Bossuet, en un mot tous les ouvrages d'une doctrine sûre et orthodoxe. » Nous avons trouvé dans la bibliothèque d'un prêtre de ce temps l'illustration de ces conseils si sages. Les ouvrages profanes y voisinent avec les volumes de science ecclésiastique et les livres de piété. A côté du *Dictionnaire français* de Richelet et du *Dictionnaire historique et géographique* figurent une *Bible latine*, la *Somme théologique*, le *Commentaire de Bellarmin sur les Psaumes*, les ouvrages de saint Bernard, les livres de théologie de Bonacina et de Tournély, les œuvres de saint François de Sales et de Massillon, les *Dominicales des*

(1) Lettre de Mgr Conen de Saint-Luc à Mgr de La Marche, du 16 septembre 1789 (Communiquée par M. le chanoine Peyron).

Pasteurs, les *Homélies* de Gadeau, les *Prônes* de Joly et d'Herbert, le *Concile de Trente*, les *Lois ecclésiastiques* de France, des livres de pastorale et d'ascétique (1).

Chaque année les prêtres recevaient le sommaire des matières qu'ils devaient étudier. Le programme était porté à leur connaissance par la voie du *Bref* diocésain, et déterminé de manière à donner à tous l'occasion de revoir durant les premières années qui suivaient leur sacerdoce, tout le cycle des éléments de la science ecclésiastique. L'*Ordo* pour l'année 1773 porte à la connaissance du clergé que l'examen pour la rénovation des pouvoirs à la prochaine visite se fera sur les traités du Décalogue et de l'Eucharistie. L'*Ordo* pour 1776 indique comme matière d'examen le traité des Contrats. L'Évêque prévenait dans ses mandements qu'il interrogerait lui-même : « Les confesseurs, tant séculiers que réguliers, nous présenteront leurs approbations pour être renouvelées s'ils sont jugés capables, d'après l'examen que nous en ferons principalement sur les traités indiqués. »

Outre l'examen pour la rénovation des pouvoirs que Monseigneur passait au cours de ses visites pastorales, il y avait pour les prêtres des retraites annuelles qui se faisaient au Séminaire. L'*Ordo* de 1773 les annonce en ces termes : « Les retraites de MM. les prêtres pour l'année 1773 commenceront le 2 mai et le 19 septembre. Ceux qui auront dessein de faire la retraite sont priés d'apporter quelques livres de piété et de prévenir les directeurs du Séminaire quelques jours auparavant, afin qu'ils sachent sur quel nombre compter, tant pour préparer les chambres que pour les provisions. » L'Évêque présidait lui-même ces exercices de récollection sacerdotale « où les vertus du clergé s'humiliaient à la vue du tableau qu'on lui présentait de ses obligations, où l'on donnait des conseils aux novices du ministère et où ces derniers se trouvaient en contact avec les vétérans du service paroissial (2). » Un

(1) Inventaire de la succession de l'abbé Bourdonnec. (Archives paroissiales de Lesneven).

(2) *Or. Fun.*, p. 18.

autre résultat excellent de ces réunions était l'unité de direction que recevait le clergé.

Après les examens, ce sont les conférences ecclésiastiques qui donnent aux prêtres la meilleure occasion de revoir leur théologie. Elles n'existaient pas dans le diocèse, et M^e de La Marche aurait vivement désiré les faire revivre sur le plan tracé par saint Charles Borromée, ainsi qu'il est annoncé dans le projet des Statuts du Diocèse. Il indique lui-même dans l'*Ordo* de 1778 les raisons pour lesquelles il ne crut pas opportun de les rétablir : « Nous voyons avec peine que les conférences ecclésiastiques, si propres à conserver les fruits des premières études, à accroître et à perfectionner les lumières qu'exige la conduite des âmes, sont abolies depuis longtemps dans ce diocèse. Des motifs qui font sur nous d'autant plus d'impression qu'ils ont leur principe dans l'affection particulière que nous avons pour nos ecclésiastiques, nous empêchent de les rétablir. Mais pour y suppléer autant qu'il est possible, en leur épargnant la fatigue de se rendre, quelquefois de fort loin, aux lieux de réunion, nous leur enjoignons de nous remettre par écrit, lors de la visite, les réponses aux questions insérées à la fin du *Bref* de l'année dernière, déclarant que nous ne renouvelerons point les pouvoirs de ceux qui ne se seront pas conformés à la présente Ordonnance, »

Pour la collation des cures, la loi du concours était en vigueur dans le diocèse. Le Concordat de Léon X avec François I^{er} n'était appliqué en Bretagne que dans une partie de ses dispositions. La province, en effet, était depuis 1484 sous l'empire de l'alternative qui accordait aux papes la collation des bénéfices par moitié avec les évêques, chacun d'eux ayant leurs six mois. Ce partage ou *compact* des mois ne mettait pas obstacle d'ailleurs à l'exercice du droit de régale qui avait lieu dans les mois réservés aux papes aussi bien que dans les mois affectés aux Ordinaires.

En acceptant le compact des mois, le duché de Bretagne se sépara du reste de la France. Le Concordat

de 1516 modifia l'état de choses qui existait en Bretagne, en mettant tous les évêchés, abbayes et bénéfices consistoriaux à la nomination du Roi et à la collation du pape, comme dans le reste du royaume. Seules les nominations aux cures se firent jusqu'à la Révolution en conformité de la loi de l'alternative et du concours.

Pendant longtemps, les candidats devaient se rendre à Rome pour subir les épreuves du concours. Mais la longueur et les frais d'un si lointain voyage et, d'autre part, les abus du concours qui se tenait à Rome pour les cures vacantes dans les mois du pape, excitèrent les plaintes des différents Ordres de la province. Sur les représentations des Etats appuyées de la recommandation du Roi, Benoît XIV expédia le 1^{er} octobre 1740 une bulle portant que le concours, pour les cures de Bretagne qui vaqueraient dans les mois réservés au Saint Siège, ne se ferait plus en cour de Rome, mais par devant les Ordinaires des lieux où les cures seraient situées et suivant la forme établie par le concile de Trente. Cette bulle fut revêtue au mois de décembre de la même année de lettres patentes enregistrées au Parlement de Rennes le 6 février 1741.

En ordonnant que l'on suivrait les dispositions du concile de Trente, le Pape paraissait avoir suffisamment réglé tout ce qui concernait la forme dans laquelle le concours serait tenu. Cependant l'exécution de la bulle ayant donné lieu à plusieurs difficultés, les évêques de Bretagne désirèrent avoir sur cet objet un règlement plus détaillé ; il leur fut donné par une déclaration du 11 août 1742, enregistrée au Parlement de Rennes le 23 du même mois. Ce règlement contient 21 articles dont voici les principales dispositions :

« Les examinateurs seront choisis par l'Évêque et prêteront entre ses mains le serment d'exercer fidèlement leurs fonctions. Le nombre en est fixé à six, mais il suffira pour chaque concours qu'il y en ait quatre, non compris l'Évêque ou celui de ses grands vicaires qui présiderait en son absence. » Ordinairement l'Évêque choisissait les examinateurs parmi ses vicaires généraux et ses profes-

seurs de Séminaire, auxquels il adjoignait des ecclésiastiques instruits et distingués, et parfois deux ou trois curés ou doyens ruraux (1).

« Le concours doit être ouvert dans les quatre mois au plus tard après la vacance de la cure. » Dans les diocèses peu étendus, le concours avait lieu aussitôt après la vacance de chaque cure. Dans les diocèses étendus, où il y avait chaque année plusieurs cures vacantes, afin de ne pas déplacer trop souvent les candidats, on ne les appelait qu'une ou deux fois par an. Chaque concours, ajoutait la déclaration, sera annoncé par une ordonnance particulière de l'Evêque qui en fixera le jour, à moins qu'il ne préfère annoncer, par une ordonnance générale, tous ceux qui auront lieu dans le courant de l'année. Lorsqu'il y aura plusieurs cures vacantes en même temps, elles pourront être mises au même concours.

« Pour y être admis, il faut : 1° être originaire de Bretagne et, dans le cas d'égalité de mérite, les originaires du diocèse seront préférés. — 2° avoir exercé les fonctions curiales pendant deux ans au moins, mais en qualité de vicaire ou autrement, ou avoir travaillé dans le ministère pendant trois ans, si l'on est du diocèse même, et si l'on est d'un diocèse étranger, avoir en tout quatre ans de service, les évêques cependant étant autorisés à accorder des dispenses aux gradués en théologie. — 3° avoir la permission spéciale de l'évêque, si l'on est déjà pourvu d'une cure. — 4° enfin posséder la langue bretonne, s'il s'agit d'une paroisse où elle soit en usage.

Les candidats se présenteront munis d'un certificat de leur recteur ou curé portant attestation de leurs bonnes mœurs, doctrine et assiduité à leurs devoirs. Il sera donné par écrit à chacun trois questions sur le dogme, la morale et les fonctions du ministère auxquelles ils travailleront pendant trois heures sans sortir du lieu où ils auront été rassemblés. Le jour suivant, ils prononceront une courte

(1) C'est ainsi que nous relevons les noms de Jean Le Breton, recteur de Sibiril, licencié de Paris, et d'Authueil, recteur de Guiclan, bachelier en théologie de Paris, sur la liste des examinateurs sous l'épiscopat de Mgr de La Marche.

homélie sur un sujet qui leur aura été désigné après avoir eu également trois heures pour s'y préparer. »

La manière dont le jugement doit être prononcé est réglé par l'article 14. L'Évêque ou son grand vicaire, en son absence, et les examinateurs doivent conférer ensemble et hors la présence des concurrents sur la capacité et les talents dont chacun d'eux aura donné les preuves ; puis « le dit Évêque ou son grand vicaire déclarera le choix qu'il aura fait de celui ou de ceux qui auront été jugés les plus dignes de remplir chacune des cures vacantes, en cas qu'il y en ait plusieurs qui aient été mises au concours. » La liberté de choix semblait donc réservée à l'Évêque ; cette faculté d'ailleurs ressortait des termes mêmes de la bulle : « *Magis idoneus ab examinatorebus denuntiatus seu ab Episcopo praelectus.* » Les derniers articles ont trait aux *provisions* expédiées par le Pape : les *provisions* étaient les lettres qui déclaraient l'élu titulaire du bénéfice.

Un rapport de M^{gr} de Girac, évêque de Rennes, à l'Assemblée du Clergé en 1775 nous fournit les détails précis sur la manière dont se passait l'examen :

« L'usage d'interroger de vive voix les concurrents est abrogé presque partout. On préfère avec raison des réponses par écrit. On assemble dès le matin les concurrents dans une salle, et là un vicaire général ou une autre personne de confiance leur dicte tantôt trois, tantôt six questions ou même plus sur l'Écriture Sainte, la Théologie Scolastique et la Morale. Ces questions ont pour objet des livres de la Bible et des traités de théologie déterminés et annoncés d'avance. Dans les diocèses où l'usage si utile des conférences ecclésiastiques a été maintenu ou rétabli, on excite le zèle en puisant les sujets de ces conférences dans les livres et les traités désignés pour le concours. Tous ces motifs réunis porteront les ecclésiastiques à approfondir des questions dont leur état pourra dépendre. Les concurrents ont toute la matinée pour méditer et rédiger, par écrit, leurs réponses ; ils ne peuvent apporter de livres, et la personne qui leur a dicté les questions ne les perd pas de vue. Après le dîner on leur donne un texte sur lequel ils font l'esquisse d'un exorde de prône ou de sermon, et néanmoins les examinateurs s'assemblent ; si le nombre des concurrents est trop considérable pour que toutes les réponses puissent être lues par les mêmes juges, l'Évêque les distribue par bureaux. Ils y mettent leurs notes : celles où l'on voit *optime* ou *bene* sont de nouveau examinées et comparées dans un bureau particu-

lier : on en fait une liste suivant l'ordre de mérite. Le travail préliminaire fait, l'Évêque et les examinateurs se rassemblent et les réponses jugées bonnes ou excellentes y sont relues pour la troisième fois dans l'ordre indiqué par le bureau de revision. Enfin, on arrête la liste. Si les concurrents sont peu nombreux, cette distribution des bureaux devient inutile et la lecture des réponses se fait en commun.

Toutes ces épreuves ne peuvent que constater les talents. Si elles étaient décisives, on ne serait pas assuré à beaucoup près de faire les meilleurs choix. Un jeune homme nouvellement sorti des bancs répondra ordinairement mieux qu'un ancien vicaire qui a vieilli dans les travaux du ministère et qui y a acquis la sagesse et l'expérience si importantes pour le gouvernement des âmes. Il faut des lumières. Aussi le choix ne peut-il tomber que sur ceux qui ont bien répondu, mais pour prononcer définitivement sur leurs mérites respectifs, on discute leur conduite depuis qu'ils ont embrassé l'état ecclésiastique, on les suit dans les différentes places qu'ils ont remplies, on lit les certificats de leurs curés et des doyens du district, on a recours aux registres des concours précédents, enfin chacun des examinateurs déclare les connaissances qu'il a sur leurs qualités personnelles ; on combine en outre ces qualités avec le besoin particulier de la paroisse dont il s'agit : en un mot, on examine l'ensemble du mérite pastoral et après cette discussion, on choisit à la pluralité des voix trois sujets qu'on déclare habiles à posséder la cure vacante : on les inscrit sur une feuille imprimée suivant l'ordre de leur mérite. Ce choix est publié par l'Évêque assisté des examinateurs en présence de tous les concurrents. Afin d'exciter l'émulation, on déclare en outre tous ceux qui ont très bien ou simplement bien répondu (1). »

Telle était la discipline du concours. Le plus grand bien qu'il produisait était de pousser les ecclésiastiques à se rendre dignes des cures par un travail assidu et par une conduite édifiante. Il présentait le double avantage d'entretenir l'émulation dans le clergé et d'obliger les patrons des cures à n'y faire nommer que des sujets éprouvés : le patron était en effet tenu de fixer son choix sur l'un des trois candidats approuvés et munis du certificat de l'Évêque. M^{gr} de La Marche ne pouvait manquer de tirer parti d'une institution si utile. Il la trouva établie dans son diocèse. Sous son prédécesseur, un abbé Lapous, recteur de la petite paroisse de La Forêt-Landerneau, 1754-1773, ayant concouru pour la cure de Brest avec plein

(1) Rapport de M. de Girac, évêque de Rennes, à l'Assemblée du Clergé, 117^e séance du jeudi 9 novembre 1775 (Arch. Nat. G 8^v, 699, p. 830-838.)

succès, donna un rare exemple de désintéressement et de finesse d'esprit en adressant à son émule le vers suivant :

Tecta tibi sint aurea ; avis sua lignea sumit (1).

Au concours pour la paroisse du Tréhou le 14 avril 1774, les questions posées furent : pour le dogme « Quelles sont les preuves de la Résurrection de Jésus-Christ ? Quels arguments peut-on tirer de la vérité de sa résurrection en faveur de la religion chrétienne ? » — pour la morale, un cas de conscience — pour la discipline « Quelle excommunication encourent les personnes qui violent la clôture religieuse ? » La principale question de dogme au concours du 10 septembre 1778 pour la paroisse de Plourin était : « Comment peut-on prouver aux protestants que l'on peut se soumettre à l'autorité au lieu de se conduire par l'esprit particulier ? » Au concours du 17 juillet 1777 pour la paroisse de Kernilis, l'élu, l'abbé de Rossilio, obtint les notes *bene quoad primam partem*, *mediocriter quoad secundam* et *bene quoad tertium*. Au sujet de la collation de cette cure, l'Evêque souleva un point de droit ecclésiastique. Comme il n'avait pas fait renouveler son indult d'alternative à l'avènement du nouveau pape, il eut des scrupules. Il consulta un avocat de Rennes qui lui répondit que la grâce de l'alternative ne cessait point par la mort du pape qui l'avait accordée, et qu'il pouvait donc en toute sûreté de conscience conférer la cure dont il s'agissait. Le concours donna dans le diocèse d'excellents résultats et mit en lumière la science du clergé. Les examinateurs eurent souvent l'embarras du choix entre plusieurs concurrents. Au concours pour la paroisse de Plourin le 10 septembre 1778, 11 candidats se présentèrent ; au concours pour la paroisse de Saint-Thégonnec le 18 décembre 1783, il y eut 5 candidats ; il y en eut 4 au concours pour Guicquelleau le 27 octobre 1785 et 11 pour Saint-Thégonnec et Tréfièz le 2 août 1787.

Ainsi l'Evêque fit tout ce qu'il devait pour assurer le bon fonctionnement des paroisses. Au cours des retraites, il donnait aussi à son clergé des conseils pratiques et des directions. Il lui faisait parvenir ses instructions et ses

(1) Le mot breton *lapous* signifie oiseau.

ordonnances dans des mandements et au début de chaque année par l'*Ordo* diocésain. C'est par cette voie qu'il annonçait le cycle des fêtes liturgiques et les offices du bréviaire, qu'il assignait les retraites et les quartiers de l'année, qu'il faisait connaître la date des concours et en réglementait les conditions, qu'il indiquait la matière des examens pour les prêtres et signalait les traités qu'ils devaient avoir entre les mains. Nous avons noté d'autre part avec quelles sages précautions il procédait aux nominations. De même, quand pour une raison ou pour une autre, le titulaire d'une cure ou d'un bénéfice ne pouvait plus s'occuper de sa charge, il recevait sa démission. En 1784, M. Kerboul, recteur de Loc-Brévalaire et de Landéda, se rend à l'évêché pour se démettre de la paroisse de Loc-Brévalaire et signe la formule : « Je déclare me démettre purement et simplement entre les mains de Monseigneur l'Evêque-Comte de Léon de la cure et paroisse de Loc-Brévalaire (1). » Le 26 septembre 1785, l'Evêque reçoit dans les mêmes termes la démission de M. Le Gallois qui déclare renoncer à la chapellenie de Hellès en Guissény dont il était titulaire, et le 2 octobre suivant, M. Le Guen souscrivait à la même formule pour se démettre de la collégiale de Sainte-Anne de Lesneven (2).

Comme il lui fallait aussi pourvoir aux besoins des prêtres âgés ou infirmes, il prit les mesures nécessaires soit par la répartition d'aumônes prélevées sur son budget personnel et qu'il distribuait parfois au cours de ses visites dans les paroisses (3), soit par la création d'une sorte de caisse de prévoyance alimentée en partie par les droits du secrétariat. Lorsqu'il arrêta les nouveaux tarifs des dispenses en 1777, il porta la permission d'ondoyer à 30 livres, sur lesquelles il ordonna que 12 livres seraient destinées à l'entretien des ecclésiastiques pauvres (4). En 1786, dans l'état diocésain qu'il communiquait à l'Assemblée du Clergé pour qu'elle le soumit au Roi, il ex-

(1) Arch. dép. Fin., 5 G, 547*, f° 2.

(2) Arch. dép. Fin., 5 G, 547*, f°s 14 et 15.

(3) *Or. Fun.*, p. 20.

(4) Arch. dép. Fin., 5 G, 545*, f° 1.

primait le désir qu'il plût à Sa Majesté de détacher 3.000 livres des revenus de l'abbaye de Saint-Mathieu en faveur du Petit Séminaire, à charge par cet établissement de fournir le logement et la pension à six prêtres infirmes. Il procurait une retraite honorable aux recteurs et aux vicaires qui étaient obligés par l'âge ou l'infirmité à renoncer à leurs fonctions, comme ce prêtre octogénaire de Roscoff auquel il donna une pension de 500 livres (1). Enfin la collégiale de Kersaint-Plabennec servait d'asile à des ecclésiastiques âgés (2).

Dans ses rapports avec les Religieux, l'Evêque de Léon sut maintenir les prérogatives attachées au siège épiscopal et consacrées par le concile de Trente et le règlement des Réguliers élaboré par les Assemblées du Clergé de 1625, 1635 et 1645. Il astreignait les Réguliers à subir un examen pour obtenir l'approbation, car d'après les règlements du Clergé sur les Réguliers, qui se bornaient d'ailleurs à rappeler les droits que le Concile conférait aux évêques *ex auctoritate apostolica* : « les religieux, quelque exemption qu'ils pussent alléguer, ne pouvaient confesser, s'ils n'avaient subi un examen devant l'évêque. »

C'est une loi ecclésiastique ancienne qu'on ne doit faire dans les églises qui ne sont pas paroissiales aucune fonction curiale. Les chapelles sont faites pour les couvents, pour les communautés ; elles ne sont pas fermées au public et si les fidèles y sont admis à certains jours pour s'unir aux religieux et aux religieuses qui célèbrent leurs solennités particulières, ils ne doivent pas en faire une habitude qui nuirait à l'esprit paroissial, et la législation canonique charge l'Évêque de veiller sur les offices qui se célèbrent dans ces chapelles. Les règlements sur les Réguliers interdisaient à ces derniers de prêcher, de faire des processions, de tenir des assemblées dans leurs monastères pendant la durée de la messe de la paroisse (article 30). En conformité de cet article les statuts du diocèse de Léon défendaient aux religieux « de faire concorder

(1) Arch. mun. Roscoff, registre des copies de lettres 1790-1793, f° 26.

(2) *Bulletin de la Commission diocésaine*, août 1915, p. 213.

l'heure de leurs offices avec ceux de l'église paroissiale (1) ». Ils les astreignaient également à comparaître devant l'Évêque à l'occasion des visites pastorales : « Tous les prêtres et autres ecclésiastiques se trouveront au lieu et à l'heure de notre visite (2) ». L'article 20 du même règlement portait, en effet, que « l'Évêque devra, toutes les fois que bon lui semblera, être reçu par les Religieux dans leurs villes, monastères et églises » et cet article était en plein accord avec le canon 10 de *Reformatione* du concile de Trente qui donnait aux Évêques en cours de visite tout pouvoir d'exercer sur les Réguliers les actes de juridiction nécessaires.

Quant aux clercs étrangers, ils ne tombent sous la juridiction de l'Évêque du diocèse où ils se trouvent que s'ils sont incorporés à ce diocèse ; mais l'incardination à un nouveau diocèse n'est obtenue qu'après que l'Évêque a donné au sujet qui veut quitter son diocèse *l'exeat* ou les lettres d'excorporation. C'est ainsi que le 16 février 1786, M^{re} de La Marche accepta l'incorporation d'un abbé François Le Gall qui venait d'être excorporé du diocèse de Tréguier (3). Mais s'il s'agit de prêtres étrangers de passage, ils ne dépendent de l'Évêque du lieu que dans des cas particuliers, bien déterminés. Ils ne peuvent, dans les diocèses où ils passent, ni bénir des mariages, ni entendre des confessions, sans y être autorisés ou approuvés par l'Évêque ; ils doivent être également munis du *celebret* pour y dire la messe. Par ailleurs, ils ne sont pas soumis aux statuts particuliers du diocèse, à moins qu'ils n'y causent du scandale.

Un point intéressant de juridiction épiscopale fut soulevé par M^{re} de La Marche. Il se plaignit que l'aumônier militaire du château de Brest lui eût manqué d'égards et revendiqua sa juridiction spirituelle sur lui. Dans deux lettres, l'une du 21 septembre, l'autre du 18 octobre 1786 (4), l'abbé de Montmurat qu'il avait consulté lui rappelle que

(1) Statuts diocésains de M. de Parcevaux.

(2) Mandement de M^{re} de La Marche (Arch. Ev. Quimper).

(3) Arch. dép. Fin., 5 G, 547*, f^o 19.

(4) Arch. Ev. Quimper, carton Lambézellec.

seul l'évêque de Metz, grand aumônier de France, a juridiction sur les aumôniers militaires. Aussi à la demande faite par l'évêque de Léon de révoquer les pouvoirs dudit aumônier, l'abbé répond-il que cela ne peut se faire canoniquement. Ce n'est que par déférence qu'un aumônier de régiment, quand il change de diocèse, demande une nouvelle approbation à l'évêque diocésain. Il dépend uniquement du grand aumônier de France dont la juridiction ne porte aucune atteinte aux droits locaux des évêques, puisque les pouvoirs accordés aux aumôniers militaires sont limités aux militaires et aux personnes qui suivent les camps et les armées.

L'Évêque est secondé dans le gouvernement de son diocèse par les grands vicaires auxquels il confère l'exercice de ce que l'on appelle la juridiction gracieuse, la juridiction contentieuse étant laissée à l'official, assisté de ses assesseurs ; quant au Chapitre, en tant que réunion de chanoines, il n'intervient dans l'administration diocésaine que pendant la vacance du siège, et encore il n'a que des pouvoirs intérimaires qui durent au plus huit jours et qu'il doit, passé ce temps, transmettre au vicaire capitulaire.

Dans l'Eglise gallicane, le Chapitre avait des droits et des privilèges qu'il maintenait devant les exigences du pouvoir civil et devant les prétentions des Évêques. En 1779, les chanoines de Léon réclamèrent l'exemption des fouages pour leurs maisons canoniales et appuyèrent leur réclamation sur leur présomption de nobilité résultant de l'exemption du cens et autres devoirs roturiers dont ils jouissaient, et de la propriété de la Seigneurie de la ville et des faubourgs de Léon, qu'ils possédaient indivise avec l'Évêque. Ils avaient aussi des privilèges qu'ils faisaient jurer par l'Évêque et qu'ils lui rappelaient à l'occasion. L'article IX des ordonnances royales d'Orléans de janvier 1560 portait « qu'en chaque église cathédrale ou collégiale une prébende sera destinée pour l'entretien d'un précepteur, lequel sera élu par l'Évêque du lieu, appelés les dits chanoines du dit lieu et les maires, échevins, conseillers de la ville. » Ces clauses furent en 1784 la cause

du conflit qui s'éleva entre le Chapitre et M^{sr} de La Marche, lorsque ce dernier, voulant modifier le régime jusque là suivi pour la nomination du « scholastique » ou principal du collège de Léon, songea à faire dépendre cette nomination de son seul choix. Devant la résistance des chanoines, il leur écrivit qu'il ne voulait nullement leur enlever leur privilège, mais il les pria, non sans humeur, de lui suggérer un moyen qui conciliât ce privilège avec l'unité d'administration.

Le chapitre de Léon comprenait outre les seize prébendés et les deux dignités de chantre et de trésorier qui ne participaient pas au gouvernement épiscopal, les trois archidiaques de Léon, d'Ack et de Quéménidilly (1). Jusqu'au XIV^e siècle, les pouvoirs des archidiaques avaient été très étendus, puisqu'on les appelait « l'œil et la main de l'évêque ». Ils étaient ses principaux auxiliaires, ses vicaires nés, étaient nommés à perpétuité, tenaient leurs pouvoirs non du gré de l'évêque, mais du droit et l'emportaient en dignité et en juridiction sur tous les autres membres du conseil épiscopal. Cependant, depuis la création des vicaires généraux, leurs pouvoirs étaient peu à peu tombés en désuétude et le concile de Trente les supprima à peu près. Au XVIII^e siècle, leurs fonctions se bornaient à la visite des archidiaconés et à la rédaction d'un procès-verbal qu'ils remettaient à l'évêque pour y faire droit.

Leurs attributions étaient passées aux vicaires généraux ; ceux-ci sont révocables *ad nutum episcopi*, mais à l'exception du pouvoir d'ordre, ils jouissent de tous les pouvoirs de l'Évêque ; en son nom ils régissent et gouvernent le diocèse.

Les Évêques de l'ancien régime avaient un brillant cortège de grands vicaires. M^{sr} de La Marche en trouva sept à Léon quand il prit possession de son siège. Ils étaient tous des gentilshommes du pays ; ils s'appelaient de Kerou-

(1) Ces archidiaconés dataient au moins du XIII^e siècle. Cf. Longnon, *Pouillé de la Province de Tours*, Introd. LXXII.

las, Chrétien de La Masse, Barbier de Lescoët, de Gouyon, de Troërin, de Penamprat, de Parcevaux. Ce chiffre sept était modéré, car vers le même temps Boisgelin à Aix comptait onze vicaires généraux ; Marbeuf à Autun, Royère à Castres, treize ; Cicé à Bordeaux, quatorze ; Durfort à Besançon, Talleyrand-Périgord à Reims, seize ; Barral à Troyes, dix-sept ; Clermont-Tonnerre à Châlons, dix-huit ; Rohan-Guéméné à Cambrai, vingt (1).

Comme l'Évêque était actif et fermement attaché à son poste, ses coopérateurs avaient un rôle assez effacé. Nous avons à ce sujet le témoignage de l'abbé de Poulpiquet qui fut l'un de ses auxiliaires et qui deviendra vicaire général, puis évêque de Quimper après le Concordat : « J'ai exercé sous un évêque plein de lumières, de fermeté et de vertu, mais qui faisait presque tout par lui-même. J'étais le plus jeune de ses grands vicaires et pour cette raison j'étais chargé de fort peu de choses (2). »

Jérôme-François de Keroulas est celui qui prit la part la plus active à l'administration du diocèse : c'était le grand vicaire de confiance. Il naquit le 3 décembre 1733 à Lesneven ; les registres d'état-civil de cette paroisse nous apprennent qu'il était fils d'Ecuyer de Keroulas, Seigneur de Ville-Blanche et de Dame Juliette de Kerguelen. Il conquit le grade de licencié en droit, fut appelé en 1758 au rectorat de Saint-Mathieu de Morlaix qu'il occupa jusqu'en 1768 ; il était en même temps commendataire de Saint-Maurice de Carnoët ; il devint ensuite archidiacre d'Ack et chanoine de Léon ; M^{sr} de La Marche lui donna en 1772 les lettres de grand vicaire et de vice-official. Il fut député à l'Assemblée générale du Clergé de 1775 par procuration de la Province de Tours passée le 21 juin 1775 ; il fit partie à l'Assemblée de Paris de la commission des Comptes de rentes au denier vingt-cinq. En l'absence de l'Évêque, c'est lui qui signait presque tous

(1) Sicard, *Les Evêques avant la Révolution*, p. 319.

(2) Extrait d'une lettre datée du 19 avril 1806 et adressée par M. de Poulpiquet, curé de Plouguerneau, à M^{sr} Dombideau de Crouzeilhes évêque de Quimper qui le sollicitait d'accepter le poste de vicaire général (Archives paroissiales de Plouguerneau).

les actes administratifs : collations de cures, de chapellenies, dimissoires, présidait les réunions du bureau de l'Hôpital de Saint-Pol et les assemblées des Dames de la Charité, examinait en son nom les comptes des fabriques et présentait les observations utiles ; il accompagnait le prélat aux Etats de Bretagne où il fit partie de diverses commissions et fut honoré de la confiance de son Ordre qui le nomma, le 21 janvier 1779, membre de la Commission Intermédiaire de Rennes. Il donna sa démission de grand vicaire en 1784, mais fit toujours partie du conseil épiscopal. Il s'embarqua pour l'Angleterre le 7 juillet 1791, y resta jusqu'au Concordat, débarqua à Roscoff à bord de la *Princesse Auguste* le 13 juin 1802 ; il mourut le 16 août 1808.

Pour la conduite de son diocèse, M^{sr} de La Marche fit aussi appel à des collaborateurs de petite naissance, mais recommandables par leur doctrine et leur piété, comme l'abbé Roussel, Docteur en théologie de l'Université de Paris. Sur les sept vicaires généraux qui collaboraient à l'administration du diocèse au moment de la Révolution, quatre étaient des roturiers. Parmi ces derniers, nous devons une mention spéciale aux abbés Henry et Péron.

L'abbé Michel Henry naquit à Guipavas le 5 avril 1752 et fit avec distinction ses études classiques qu'il couronna par le diplôme de Docteur en Sorbonne. Prêtre en 1777, il fut en 1783 nommé théologal de Léon, et occupa ce poste jusqu'à la Révolution. C'est entre ses mains que M^{sr} de La Marche, lorsqu'il fut obligé de s'enfuir de son diocèse pour prendre le chemin de l'exil, remit le soin de son troupeau, le jugeant le plus digne et le plus capable de le diriger. Vicaire général depuis quelque temps déjà, il sut se montrer à la hauteur de sa tâche. Opposant tour à tour le courage, l'audace, ou la ruse aux efforts des révolutionnaires, il réussit à se soustraire aux pièges qui lui furent tendus et aux recherches dont il fut l'objet pendant cette période troublée. Désirait-il des conseils ou avait-il besoin d'instructions ? Il adressait au prélat réfugié en Angleterre des demandes en forme de consultation.

et lui rendait un compte exact de ce qui se passait dans le diocèse. L'Évêque voulait-il communiquer avec son clergé et ses fidèles ? A peine exprimée, sa pensée traversait les mers : ses avis, ses remontrances, ses exhortations et ses décisions doctrinales étaient publiés et ses ordres, aussitôt connus, étaient exécutés. C'était *Gilles* (l'abbé Henry) qui, à la faveur d'un déguisement, en assurait la transmission par les intelligences et les correspondances qu'il avait su se ménager dans le pays de Léon.

Après le Concordat, il fut successivement curé de Quimperlé, chanoine titulaire et vicaire général honoraire de Quimper où il mourut le 29 décembre 1829.

L'abbé Péron, Docteur en Sorbonne, après avoir étudié chez les Sulpiciens à Paris, passa par le Séminaire de Nantes. A l'époque de la réorganisation du collège de Léon, M^{sr} de La Marche l'en nomma supérieur et le choisit comme vicaire général. Pendant la Révolution, il gouverna le diocèse avec l'abbé Henry. Lors de la pacification religieuse, il reprit sa place de Principal au collège de Saint-Pol. Nommé supérieur du Grand-Séminaire, et chanoine titulaire de Quimper, il portait le titre de doyen du Chapitre lorsqu'il mourut, le 2 septembre 1827, à l'âge de 76 ans.

IV

L'Évêque a dans son diocèse le pouvoir législatif ; il fait paraître ses décisions dans les statuts. Dès 1773, M^{sr} de La Marche chargea l'un de ses vicaires généraux, l'abbé de Parcevaux, de reviser les statuts diocésains. Le manuscrit, qui a une centaine de pages, est conservé aux Archives de l'évêché de Quimper. Il ne semble pas qu'il ait été imprimé, car il porte en première page l'appréciation de l'Évêque, qui en trouve la forme un peu diffuse, mais qui ajoute cette observation de sa main : « On sait gré à l'auteur de son travail et de ses recherches. » Tel qu'il est, il constitue cependant un document intéressant pour l'histoire ecclésiastique du diocèse

à cette époque. En voici quelques extraits, en dehors des passages que nous avons déjà cités :

« L'approbation de l'évêque ou du vicaire général est nécessaire pour la prédication. » Cette prescription est une réédition de la mesure prise par M^{gr} de Rieux, évêque de Léon, dans les statuts synodaux de 1630. Dans le chapitre *De concionatoribus*, après avoir constaté l'ignorance des vérités de la foi, particulièrement dans les paroisses rurales, M^{gr} de Rieux en attribuait la cause à la manière de prêcher adoptée par les prédicateurs qui, abandonnant la simplicité d'exposition des temps apostoliques, même dans les campagnes les plus obscures, employaient un style pompeux et superbe. Telle était, à son avis, la source principale de l'ignorance religieuse. A ces causes, il faisait défense à tout ecclésiastique de prendre la parole pour enseigner le peuple sans une autorisation spéciale de lui ou de son grand vicaire.

Nous lisons encore dans les statuts de 1773 que la suspension était prononcée contre tout ecclésiastique qui boirait ou mangerait dans un cabaret, sauf le cas du voyage hors de la paroisse et à plus de deux lieues. Défense aux ecclésiastiques d'assister aux festins de baptême, de fiançailles et de noces. Suspension de quinze jours contre celui qui paraîtrait à l'Office divin en état d'ivresse ; suspension pour un temps indéterminé contre le prêtre qui administrerait un sacrement en état d'ébriété. Interdiction de prendre part aux plaisirs mondains : bals, danses, jeux publics, sous peine de suspension *ipso facto*.

Les ecclésiastiques étaient exhortés à ne point porter de perruques sans permission, à avoir une couronne cléricale ou tonsure proportionnée aux Ordres qu'ils avaient reçus ; le costume devait se composer de la soutane, du rabat et de la ceinture ; la soutanelle était autorisée en voyage. La fréquentation des foires en vue du commerce était interdite sous peine de suspension.

Le bréviaire (1), le missel et le rituel de l'Eglise

(1) Pie V avait imposé à toutes les églises l'usage du bréviaire romain, recensé en 1568 conformément à la réforme de Paul IV. Les diocèses étaient cependant autorisés à conserver leurs bréviaires

romaine étaient recommandés, de préférence aux bréviaire, missel et rituel de la métropole.

Les fondations devaient être acquittées au jour fixé. Ordre de n'enterrer que dans les cimetières et d'y construire un reliquaire. Conformément aux lois du prince régnant, les inhumations ne se feront plus dans les églises.

Les statuts traitent ensuite de l'administration des sacrements : « Lorsque, pour des raisons graves, nous aurons permis d'ondoyer un enfant, il ne faudra pas différer les cérémonies du baptême plus de huit jours, si les raisons ne persistent plus. » Le mariage doit être célébré par le recteur de la paroisse ou avec sa permission. Les recteurs ne béniront que les mariages de ceux qui sont domiciliés dans leur paroisse. Il suffira que l'un des conjoints y ait son domicile, mais dans ce cas il faudra que l'autre partie fournisse le certificat de publication de ses bans. Les recteurs qui ne se conformeraient pas à ces prescriptions encourraient la suspension *ipso facto*.

Il sera tenu dans chaque paroisse des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Défense à tous prêtres séculiers ou réguliers de confesser sans l'approbation par écrit de l'Evêque, si ce n'est en péril de mort et lorsqu'il ne se trouve pas de prêtre approuvé. Pour la communion, les prêtres s'efforceront de tenir le juste milieu entre les deux formules : « *Il faut manger ma chair et boire mon sang* » et « *Qui biberit indigne reus erit Corporis Christi*. » Le tabernacle devra être doublé d'une étoffe de soie, le corporal changé tous les mois, le ciboire et les hosties renouvelées au moins une fois par mois.

L'auteur s'élève avec force contre les voleurs d'épaves : « Nous défendons, sous peine d'excommunication, tous vols et déprédations de choses jetées par naufrage, tant dans la mer que sur le rivage. » La même peine est portée

particuliers, pourvu qu'ils eussent au moins 200 ans de date et eussent reçu à l'origine l'approbation du Saint-Siège. En France, sous l'influence du gallicanisme, il y avait encore au XVIII^e siècle de nombreux bréviaires particuliers.

contre les receleurs de ces vols : « Ordonnons que dans les paroisses voisines de la mer, ce statut soit lu aux prônes qui précéderont chaque fête principale de l'année et qui seront suivis d'une exhortation du recteur montrant l'injustice criante de ces larcins capables d'attirer sur le diocèse la malédiction de Dieu. »

Enfin, défense était faite aux recteurs et curés de s'absenter plus de quinze jours sans la permission de l'Évêque, et l'obligation leur était imposée de visiter, au moins une fois chaque année, toute leur paroisse.

V

L'Évêque est juge ordinaire des causes du for ecclésiastique. Cette juridiction, il l'exerce lui-même, ou par un tribunal établi près de lui et qui s'appelle l'Officialité diocésaine. Il en nomme les membres, les révoque quand il lui plaît : ce sont l'official, le vice-official, le promoteur, qui remplit les fonctions du ministère public, et le greffier.

L'Officialité connaissait des causes qui pouvaient faire encourir l'excommunication, la suspension et l'interdit et avait la faculté « *subditos delinquentes seu in crimine deprehensos citandi, evocandi, corrigendi, puniendi, absolvendi* (1). » Mais si les lois canoniques qui réglaient la procédure de l'Officialité, si la forme de ce tribunal n'avait pas changé, depuis le Moyen-Age jusqu'au XVIII^e siècle, sa compétence avait perdu beaucoup de son extension. Vers le XIII^e siècle, quand elle touchait à son point d'apogée, elle connaissait de toutes les affaires civiles ou criminelles où un clerc était intéressé. Lorsqu'un procès s'élevait sur un objet qui concernait la religion de quelque manière, comme les mariages, les testaments, les fautes publiques de blasphèmes, etc..., c'était l'Évêque qui prononçait (2). Mais progressivement

(1) Mandement d'official à M. de Tromelin, le 25 octobre 1772. (Arch. dép. Fin., 5 G, 543*, p. 449).

(2) Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées...* à la fin du Moyen-Age, p. 844 sqq.

le Roi attira au Parlement ou à son Conseil les procès de cette nature. Au XVIII^e siècle, il n'y avait guère de faits relevant de l'Officialité qui ne fussent susceptibles d'être portés soit au Parlement, soit même à un tribunal inférieur. Jurisconsultes et canonistes distinguaient entre les choses entièrement ecclésiastiques, les matières purement temporelles et une troisième catégorie qu'ils étaient convenus d'appeler mixtes. Ils mettaient au nombre de ces dernières le patronage des bénéfices, les dîmes, l'établissement des communautés religieuses, des confréries, les règlements touchant les mariages, les funérailles, les sépultures, etc... Si les choses ecclésiastiques et les matières temporelles ne soulevaient pas de difficulté sur la puissance à laquelle il appartenait de les régler, il n'en était pas de même des matières mixtes. Les évêques eux-mêmes et les clercs recouraient fréquemment aux tribunaux laïques pour en obtenir justice, les uns contre leurs subordonnés, les autres contre leurs supérieurs. Il arrivait souvent, lorsque deux juridictions ecclésiastiques entraient en conflit, par exemple le Chapitre cathédral et l'Evêque, une abbaye et le syndic d'un diocèse, que l'un en appelait au métropolitain, l'autre au Parlement de la province ou même au sénéchal du lieu le plus proche.

C'est à propos d'un conflit de ce genre que nous savons que la perception des impositions du Clergé était du ressort de la juridiction ecclésiastique. Le receveur des décimes du diocèse de Léon ne pouvait obtenir du prieur et des religieux de l'abbaye du Relecq la somme de 4218 livres qu'ils devaient à sa caisse, tant pour les subventions de la mense conventuelle que pour les oblats de l'année 1782. Il leur écrivit à deux ou trois reprises pour les inviter à payer cette somme ; sur leur refus réitéré, il leur fit faire une sommation par huissier avec déclaration d'user de contrainte envers eux si, dans la huitaine à compter de la date de la sommation, ils ne s'étaient pas exécutés. Les religieux adressèrent alors une requête aux fins de modération de taxe au Parlement de Rennes qui rendit, le 19 août 1783, un arrêt conforme aux conclusions de la requête. Quand elle eut connaissance

de cet arrêt, la Chambre diocésaine de Léon se pourvut en Conseil du Roi pour en obtenir la révocation, et les avocats du Clergé qui avaient été consultés appuyèrent le pourvoi. Dans son arrêt du 10 août 1784, le Conseil déclara l'incompétence des juges ordinaires relativement à la perception des impositions du clergé et ordonna que les délibérations et règlements des Assemblées du Clergé en cette manière continueraient à être exécutés ; il décida enfin que, malgré l'arrêt du Parlement de Bretagne rendu en faveur des religieux de l'abbaye du Relecq, les différends qui pourraient s'élever sur l'administration des décimes dans le diocèse de Léon seraient portés en première instance au Bureau diocésain et, par appel, à la Chambre supérieure ecclésiastique de la métropole, à Tours (1).

Outre les choses dont peuvent connaître les cours d'Eglise, il y a les personnes soumises à leur juridiction. L'Eglise a toujours réclamé pour ses clercs le privilège de porter leurs causes devant des juges ecclésiastiques. Mais depuis plusieurs siècles, ce privilège n'était plus accordé indistinctement à tous les ecclésiastiques et ne l'était même plus du tout dans certains cas. Au sujet des procès criminels qu'il y aurait lieu de faire à des clercs, l'article 38 de l'édit d'avril 1695 stipulait que même dans les cas dits privilégiés, ces clercs devaient être instruits conjointement par les juges d'Eglise et par les baillis, sénéchaux ou leurs lieutenants.

Quant aux laïques, le droit canonique les rendait justiciables des juges épiscopaux dans tous les cas où ils portaient préjudice aux droits de l'Eglise. Mais sur ce point encore les cours séculières avaient empiété sur les cours ecclésiastiques. Ces dernières ne connaissaient plus guère que de deux sortes de causes : l'une mixte, les fiançailles et le mariage, et l'autre spirituelle, l'hérésie ; encore faut-il observer que les cours séculières prétendaient que la recherche et la punition des hérétiques leur appartenaient et ne laissaient aux juges d'Eglise que la déclaration de l'hérésie.

(1) Arch. Nat., G 8*, 2464, p. 11 sqq., G 8*, 791, p. 297.

Il y avait une Officialité à Saint-Pol ; les audiences n'avaient pas lieu régulièrement, mais au fur et à mesure des affaires qui se présentaient. Ainsi le cahier de l'Officialité pour 1774 indique une seule audience pour les sept premiers mois de l'année, celle du mercredi 27 avril ; trois pour le mois d'août, les mercredis 3, 23 et 30 ; une pour le mois de septembre, le mercredi 28 (1).

On y recevait les prestations de serment : en 1775, à l'audience du 2 juillet, M. de Limoges nommé vice-gérant de l'Officialité, prête serment au prétoire ; à l'audience du 20 septembre, Louis Le Floc'h nommé par l'Evêque notaire et procureur de la juridiction des Regaires, prête serment également. On y enregistrait aussi des mandements : le 22 avril 1781, le greffe consigne sur ses registres le « mandement de NN. SS. les Archevêques et Evêques de la Province de Tours relatif aux fêtes ». Les mariages, les fiançailles et les promesses de mariage, le jugement des causes du mariage selon les décrets et constitutions ecclésiastiques, les demandes de résolution et d'annulation relevaient également de l'Officialité.

Enfin, à cette époque, l'official obligeait encore par lettres spéciales et sous des peines ecclésiastiques ceux qui étaient instruits d'un crime ou d'un délit dont l'auteur était inconnu, à révéler les détails qu'ils connaissaient. La concession de ces lettres ou *monitoires* était du ressort des juges contentieux soit ecclésiastiques, soit séculiers. C'était le texte précis de l'article 1^{er} du titre 7 de l'ordonnance de 1670 : « Tous juges même ecclésiastiques et ceux des seigneurs pourront permettre d'obtenir monitoires. » Mais l'article 26 de l'édit de 1695 ne leur permettait d'en ordonner la publication que « pour des crimes graves et scandales publics et lorsqu'on ne pourrait avoir autrement la preuve ». Cette disposition était d'ailleurs conforme à la discipline de l'Eglise : selon le concile de Trente les monitoires ne devaient être décernés que pour des matières graves et dans des cas extraordinaires et après que l'évêque en eût pesé avec soin les motifs et les raisons ; les

(1) Arch. dép. Fin., 7 G, 11*.

conciles tenus dans l'Eglise de France depuis celui de Trente étaient entrés dans les mêmes vues.

L'officialité de Léon fut saisie de nombreuses requêtes déposées au greffe et tendant à obtenir des autorisations de faire fulminer des lettres monitoiriales. En 1773, des malfaiteurs ayant volé de la semence d'avoine dans un champ en Commana, l'Official fit parvenir une lettre monitoiriale au recteur de la paroisse sous la forme suivante : *Moneatis palam et publice in vestra parochiali ecclesia tribus diebus Dominicis intra Majorum missarum solemnia, dum ad divina audienda fideles convenerint. Consentientes, malefactores, dicant, revelent et manifestent extra decem dierum spatium sub poena excommunicationis incurrenda*. Le recteur publia l'aver-tissement à trois prônes consécutifs de la grand' messe, reçut les dépositions des témoins, et fit le procès-verbal qu'il revêtit de sa signature (1). Le 4 octobre 1774, le recteur de Guissény certifiait avoir publié le monitoire à la suite d'un vol avec effraction commis dans sa paroisse (2) ; le 9 novembre de la même année, le recteur de Goulven faisait parvenir à l'Officialité le certificat de publication d'un monitoire à propos d'un vol d'argent (3).

Dans de nombreux cas, c'était l'Evêque qui, en vertu de sa juridiction ordinaire, jugeait lui-même sans l'intervention de l'Officialité. Chaque année, au cours de ses visites pastorales, il convoquait les prêtres munis d'approbation pour les confessions et exigeait d'eux un examen sous peine de retrait des pouvoirs. Il défendait également à ses prêtres de dire la messe dans les différentes chapelles sans une permission expresse de sa part ; les recteurs avaient défense de bénir les mariages des personnes non domiciliées sur le territoire de leurs paroisses sous peine d'encourir la suspense *ipso facto*. Il y avait aussi les cas qui relevaient de son droit de correction sur les clercs. Nous avons vu que les statuts qui furent

(1) Arch. dép. Fin, 7 G, 47.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

rédigés d'après ses instructions la première année de son épiscopat prévoyaient la suspense contre les ecclésiastiques qui mangeraient ou boiraient dans les cabarets, contre ceux qui participeraient aux bals et à certaines réjouissances mondaines, contre ceux qui fréquenteraient les foires pour faire du commerce.

M^{gr} de La Marche usa parfois de son droit de correction : en 1776, il condamna un de ses prêtres, M. Léostic, à faire un séjour au Séminaire ; en 1779, il menaça d'une sanction un de ses clercs qui était sorti du Séminaire sans autorisation (1) ; en 1788, il fit enfermer à l'asile de Saint-Méen un prêtre, l'abbé Toullec, pour le faire s'amender (2). Mais d'ordinaire il se contentait de la réprimande. En 1776, il reprocha au recteur de Roscoff le zèle indiscret dont il avait fait preuve à l'égard de matelots anglais. L'histoire vaut la peine d'être racontée, car elle ait ressortir la largeur d'esprit du prélat.

Le port de Roscoff avait été choisi pour favoriser l'exportation en Angleterre des thés que la France tirait de la Chine. L'Évêque fut accusé, dans une lettre anonyme adressée à M. Ménard, trésorier royal pour les pays d'Etats, de vouloir forcer les marins anglais qui se livraient à cette exportation à ne pas faire gras les jours maigres et durant le temps du Carême. L'auteur de la lettre y signalait une conséquence grave pour cette branche de commerce français qu'il évaluait à 4 millions, car il prétendait que les matelots anglais, froissés de cette intolérance, se préparaient à désertir Roscoff. Le ministre Turgot, ayant prescrit une enquête, fut informé que le recteur de Roscoff avait voulu assujettir les Anglais protestants résidant dans sa paroisse à l'obligation du maigre aux jours prescrits par l'Eglise catholique, mais que l'Évêque, instruit du préjudice porté au commerce par

(1) Lettre de l'abbé Le Bouler à M^{gr} de La Marche, 19 janvier 1779, (Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1779).

(2) Lettre de l'abbé Champion, supérieur de Saint-Méen, à l'Évêque de Léon, 1^{er} octobre 1788 (Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1788.) Voir aussi Arch. Nat., dépêches du 18 septembre 1788 à l'Intendant et à l'Évêque, O¹ 481, f^o 446.

cette indiscretion, avait levé la défense de faire gras (1). Pour en avoir le cœur net, Turgot écrivit à M. Caze de la Bove. L'Intendant n'eut pas de peine à rétablir les faits. Il s'agissait tout simplement du cas isolé d'un sieur Biggs, négociant anglais, qui s'était vu refuser du gras les jours maigres dans la maison particulière où il prenait pension. M. de la Bove ajoutait : « Tous les aubergistes du lieu ont grand soin de se conformer aux goûts et aux habitudes des Anglais qui trafiquent dans ce port, et bien loin que le commerce des thés et des eaux-de-vie y soit diminué, je suis au contraire informé que, depuis quelque temps, il y reprend tous les jours de nouvelles forces et qu'il est très considérable (2). »

Dans cette affaire, M^{gr} de La Marche avait fait preuve d'une grande largeur de vues. Son intervention dans une autre affaire ne met pas moins en lumière son esprit de conciliation. Depuis plusieurs années, un conflit existait entre le recteur de Lambézellec et celui de Brest au sujet des limites de leurs paroisses respectives. Lorsque les remparts de Brest avaient été construits sous la direction de Vauban, ils enclavaient dans leur enceinte les agglomérations de Porstrein et de la Consigne qui se trouvaient sur le territoire de Lambézellec. M^{gr} Le Neboux de La Brosse, qui était alors évêque de Léon, fixa la nouvelle délimitation des paroisses par une ordonnance du 18 janvier 1686 : toute la partie de Lambézellec renfermée dans la nouvelle enceinte fortifiée devait être annexée définitivement à Brest, sous la condition que le recteur de Brest payât une indemnité de 200 livres par an à son confrère. Jusqu'en 1741 l'accord avait duré entre les recteurs des deux paroisses. Mais à cette date, le nouveau pasteur de la paroisse de Brest refusa de payer 200 livres au recteur de Lambézellec, M. de Laos de Mondeux. Ses successeurs suivirent son exemple, et en 1780, M. de Mondeux, qui était encore à la cure de Lambézellec, après avoir vainement essayé à différentes reprises de traiter à l'amiable

(1) Lettre de Turgot à M. de la Bove, 22 avril 1776 (Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 86, pièce 18.)

(2) Arch. Nat., H 613, pièce 191.

avec les recteurs de Brest, adressa à M^{gr} de La Marche un mémoire où, après avoir exposé l'historique de la question, il appuyait ses revendications sur les arguments suivants : « Les locataires des maisons de Porstrein et de la Consigne sont tous sur le rôle de capitation de Lambézellec. On constatera également l'impossibilité où sont ces habitants de recevoir de nuit leurs sacrements de Brest sans qu'il faille ouvrir ou les portes du château ou celles de la ville ; la permission d'ouverture s'obtient difficilement et pas d'un moment à l'autre. » M. de Mondeux terminait sa supplique par un chaleureux appel à la justice de l'Evêque pour sauvegarder le décret de réunion de 1686 : « Dieu vous a choisi, Monseigneur, pour l'ange de notre diocèse. A la douceur, à l'onction de votre voix ces conventions revivront. »

A la suite de ce mémoire, l'Evêque donna commission à M. Roussel, recteur de Guipavas et à M. Podeur, recteur de Commana, de donner leur avis. Tous deux adoptèrent les mêmes conclusions, les 5 et 8 novembre 1781, à savoir que Porstrein devait être rattaché à Lambézellec, mais que les maisons dites de la Consigne, situées entre les portes de Brest et les douves, resteraient dans la dépendance de Brest. Par acte du 1^{er} avril 1782, M. Prud'homme, recteur de Brest et M. de Mondeux, recteur de Lambézellec, signaient un compromis par lequel ils se soumettaient à la décision épiscopale ; le recteur de Brest consentait à céder Saint-Marc à Lambézellec en compensation des 200 livres dues en vertu de l'ordonnance de 1686 (1).

La juridiction contentieuse de l'évêque connaissait encore au XVIII^e siècle des cas relatifs aux exercices de religion ou aux édifices consacrés au culte. Au début de son épiscopat, M^{gr} de La Marche ayant menacé d'interdire la chapelle de la prison de Lesneven, si l'on continuait à y enfermer des détenus, le ministre Terray

(1) Résumé d'un article sur la paroisse de Lambézellec, par M. le chanoine Peyron, paru dans le *Bulletin Diocésain d'Histoire et d'Archéologie du diocèse de Quimper et de Léon* (décembre 1915).

intervint pour défendre au geôlier de mettre des lits de prisonniers dans la dite chapelle (1).

Un cas intéressant de juridiction sur les laïques et qui semble particulier aux diocèses de Basse-Bretagne était celui des bris. Un article des statuts faisait sentir aux pillleurs d'épaves l'injustice dont ils se rendaient coupables, l'obligation que la religion leur imposait de la réparer et les peines qu'ils s'exposaient à subir. Les cours séculières étaient d'ailleurs très sévères pour ce genre de délit. En 1786, le général de la paroisse de Plozévet, au diocèse de Cornouaille, fut condamné par sentence de l'Amirauté de Quimper à payer 4.400 livres aux propriétaires du navire *Frederika* qui, ayant échoué sur la côte, avait été pillé par des gens de la paroisse, et fut autorisé à se faire rembourser par les habitants moyennant une imposition sur ces derniers (2).

Dans le diocèse de Léon, l'excommunication était encourue par les voleurs d'épaves et leurs receleurs, et les recteurs des paroisses côtières recevaient des instructions qu'ils étaient chargés de communiquer à leurs paroissiens. La question des restitutions était souvent délicate. Le 3 février 1775, M. Le Jeune, recteur de Landéda, soumettait la difficulté à l'Évêque dans les termes suivants : « Au sujet des bris, dans le cas où les effets n'ont pas été réclamés et pour la part qui revient à l'Amirauté, on voudrait savoir : 1^o si elle veut bien consentir qu'on emploie, en œuvres pies et aumônes, les petites restitutions de dix, vingt, trente livres et jusqu'à la concurrence de quelle somme ; 2^o comme ces vols sont presque toujours compliqués de solidarité, si l'Amirauté veut bien exempter les complices de cette solidarité, en restituant leur quote-part ; en s'en tenant là-dessus à la rigueur des principes, on a la douleur de voir perdre des âmes et de n'obtenir aucune restitution ; 3^o il faudrait que l'Amirauté eût des receveurs dans plusieurs quartiers pour percevoir les restitutions, car on ne se dérangerait pas facilement pour

(1) Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 123, papiers Lesneven : Prisons.

(2) Arch. d'Ille-et-Vilaine, C 1224.

les faire à Brest. Dans les retraites, les missions, les jubilés, si les supérieurs étaient chargés de cette perception, elle serait faite plus facilement. Quant aux fraudes, à qui faire les restitutions, si elles datent de plusieurs années et à combien doit-on abuser la restitution par barrique de vin fraudé, à combien par pièce d'eau-de-vie (1) ? »

Les défenses épiscopales produisaient donc leur effet. Voici un autre fait qui le prouve. En 1787, le recteur d'Ouessant écrivait à l'Evêque qu'il avait entre les mains une somme de 860 livres qui lui avait été remise pour être rendue à l'Amirauté à titre de restitution.

D'ailleurs l'article 3 de l'ordonnance de 1681 qui prévoyait des surveillants pour les naufrages sous le titre de *gardes de bris* était appliqué dans le diocèse. Dans sa réunion du 1^{er} janvier 1778, le corps politique de Plouguerneau nomme des garde-côtes « pour la conservation des bris provenant des naufrages dont ils doivent donner avis à MM. de l'Amirauté de Brest ».

Voilà qui montre l'entente entre les agents du roi et les autorités ecclésiastiques. Les relations étaient d'ailleurs fréquentes entre les évêques et les magistrats séculiers, particulièrement les intendants.

Au XVIII^e siècle, les intendants, largement investis de la confiance du Roi, étaient les véritables souverains des provinces qu'ils administraient et jouissaient de pouvoirs illimités comme le Roi lui-même. Ils s'intitulaient depuis Richelieu « Intendants de justice, police et finances », départis par Sa Majesté pour l'exécution de ses ordres ; ils auraient pu ajouter « de religion », car nulle affaire ne leur échappait de quelque nature qu'elle fût. Leur action s'étendait jusqu'aux matières religieuses qu'ils réglaient selon les volontés royales. Pourtant les relations des intendants avec les évêques furent le plus souvent empreintes de cordialité. Leurs points de contact sous un régime où les affaires politiques et les affaires religieuses

(1) Arch. Ev. Quimper, Carton Landéda.

se confondaient étaient si nombreux qu'il évitait le plus possible les frictions.

En 1777, M^{gr} de La Marche écrivait à M. Caze de la Bove au sujet de la translation du cimetière de la paroisse de Saint-Michel de Lesneven dans le lieu concédé à cette paroisse par le duc de Penthièvre (1). Une autre fois, il exposait à M. Bertrand de Molleville, successeur de M. de la Bove, le déplorable état des prisons de Brest dans lesquelles les filles de mauvaise vie étaient jetées en attendant d'être envoyées au dépôt et le suppliait de remédier à cet état de choses (2). Le 7 mai 1774, il informait le chancelier de Maupeou que l'on distribuait à Brest toutes sortes de mauvais livres, capables de corrompre les jeunes militaires et les citoyens de cette ville : « On y débite, disait-il, le *Système de la Nature* et autres livres de cette espèce ; on assure qu'actuellement on broche chez Derrien un livre qui porte pour titre *L'homme avec ses facultés* que l'on dit n'être autre chose que le *Livre de l'esprit* mis à la portée de tous les lecteurs. » A la suite de cette réclamation, M. de Maupeou écrivit le 16 mai à l'intendant Duplex pour que des visites minutieuses fussent faites chez Romain Malassis, imprimeur ordinaire du Roi et de la Marine, et chez les libraires Derrien et Lhuissier. Le résultat de l'enquête des juges de police nous est fourni par l'extrait de la lettre suivante que l'Intendant adressait au Chancelier le 3 juin 1774 : « Vous verrez, Monseigneur, qu'il a été saisi chez ces trois libraires des livres prohibés et d'autres qui ont paru très suspects à mon subdélégué. Cependant, ce n'est que chez le nommé Malassis, le moins soupçonné de ces libraires, qu'il a été trouvé des exemplaires en feuilles d'ouvrages proscrits : celui de *l'Homme, de ses facultés intellectuelles et de son éducation*, celui de *l'Antiquité dévoilée par ses usages*, et celui de *l'Analyse* de Bayle. On rend les meilleurs témoignages de la bonne conduite et des mœurs du nommé Malassis qui a succédé, dans le commerce de la

(1) Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 645, pièce 4 (autographe à la marquise de Lescoët).

(2) Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 118, liasse « Prisons de Brest ».

librairie, à ses pères contre lesquels il n'a jamais été fait la moindre plainte. M. l'évêque de Léon lui-même le regarde, dans cette occasion, comme un homme plus malheureux que coupable et désire que sa faute n'entraîne pas la perte de son état (1). » Il fut tenu compte du témoignage de l'Evêque et le libraire ne fut pas suspendu de ses fonctions.

A côté des cas où intervenaient les deux puissances pour agir de concert ou pour se prêter un mutuel appui, il y avait ceux où la juridiction royale se déclarait seule compétente. Un chanoine du diocèse de Léon, étant mort sans héritiers, avait laissé des biens fonds consistant en moulins et maisons dont M^{gr} d'Andigné de la Chasse s'était emparé par droit de déshérence comme seigneur des lieux dans lesquels ces biens étaient situés. L'Evêque fit des dépenses d'entretien dans ces héritages et lors de sa translation au siège de Chalon-sur-Saône, il conclut un arrangement avec son successeur. Mais les juges royaux de Léon invoquèrent l'article 26 de l'édit de 1749 astreignant les bénéficiers et gens de mainmorte à vider leurs mains dans l'an et jour des fonds qui leur adviendraient en vertu des droits attachés à leurs fiefs, justices et seigneuries. M^{gr} de La Marche se trouva redevable pour cette déshérence de la somme de 28.444 livres (2).

Nous voilà donc en présence d'un cas d'intervention des tribunaux laïques dans une affaire où des intérêts matériels étaient en jeu. Parfois c'était le clergé qui recourait le premier aux cours séculières pour en obtenir justice. Depuis plusieurs années, les collecteurs et asséeurs des fouages de la Province comprenaient sur leurs rôles les maisons canoniales du chapitre de Léon, malgré la réserve apportée par la déclaration de 1726 qui exemptait de cette imposition les terres des ecclésiastiques de condition noble. Le Chapitre, qui avait en sa faveur la pré-

(1) Toute cette correspondance se trouve aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, C 1467, liasse « Imprimeries ».

(2) D'après une lettre de l'Evêque (Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790 et d'après G 8*, 2457 « Conseil du Clergé », 1773, f^os 48-52. (Arch. Nat.)

somption de nobilité du fait de sa qualité « d'église cathédrale », demanda une consultation aux Agents du Clergé à Paris en 1779 et la réponse fut qu'il devait se pourvoir devant le Juge royal et en appel au Parlement de Rennes.

Le prélèvement des dimes soulevait plus de difficultés encore. Une ordonnance de Philippe IV de l'an 1303 déniait aux juges royaux toute compétence pour connaître des dimes non inféodées tant au pétitoire qu'au possessoire. Mais cette ordonnance avait été abrogée par la déclaration du 16 décembre 1656. A partir de cette époque, lorsqu'un bénéficiaire décimateur se trouvait en conflit avec les paroissiens sur la nature, la quantité ou la quotité des dimes, il devait porter l'affaire devant les tribunaux laïques. Le rôle des juges était d'exiger que les parties eussent à faire la preuve des faits par elles allégués, savoir le bénéficiaire pour établir que la dime avait toujours été payée sur le pied suivant lequel il prétendait la percevoir, et les propriétaires des terres pour établir que la dime n'avait jamais été perçue que sur le pied suivant lequel ils offraient de la payer. Nous allons suivre les détails de cette procédure dans une affaire où M^r de La Marche fut en conflit avec plusieurs paroisses de son diocèse.

Dans certaines paroisses c'était l'évêque qui était le gros décimateur. Pourtant, moyennant une modique redevance à l'Évêché, la dime était parfois abandonnée au *général*. On entendait sous cette dénomination une assemblée composée de douze paroissiens notables qui avaient voix délibérative, des deux marguilliers ou trésoriers, du curé ou recteur (1), du sénéchal et du procureur fiscal qui avaient simplement le droit d'assister aux séances et dont l'ensemble constituait le Corps politique préposé au soin et au gouvernement des revenus temporels (2).

(1) Les curés ou recteurs n'avaient aucune juridiction temporelle dans leurs paroisses. Ils ne pouvaient se mêler des comptes de l'église, si ce n'était pour signer (Renseignement fourni par M. le chanoine Peyron).

(2) Ce n'est qu'à partir de la fin du XVII^e siècle que le Corps politique comprit ces 17 membres. Cf. Dupuy, *Etude sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII^e siècle*, vol. in-8, Paris, Picard, 1891, p. 92.

Les généraux n'acquittaient pas toujours leurs dettes au diocèse. Les archives de Guissény et de Kernilis sont remplies d'actes relatifs à un procès entre leurs généraux et les évêques de Léon au sujet de la dime dite du *Juch* ; cette dime était ainsi appelée du nom d'un ancien évêque de Saint-Pol et s'étendait, outre Guissény et Kernilis, à la trêve de Lanarvily. La dime, qui s'y levait d'abord à la 12^e gerbe, avait été réduite par les évêques à un abonnement d'un nombre fixe de boisseaux, à savoir :

84 boisseaux, 2 de froment et 6 boisseaux $\frac{3}{4}$ de seigle (mesure de Lesneven) dus par la paroisse de Guissény.

18 boisseaux de froment et 4 boisseaux $\frac{1}{2}$ de seigle, (mesure de Lesneven) dus par la paroisse de Kernilis, la dite dime abonnée à raison de 6 livres 10 sols le boisseau de froment et 4 livres le boisseau de seigle.

Le procès durait depuis le XVI^e siècle. M^{gr} de La Marche, à peine promu à l'évêché de Léon, demanda une consultation à Rennes. L'avocat consulté, M. Boylesve, lui répondit que les habitants de ces paroisses étaient tenus de se cotiser et de lui délivrer un rôle entre mains de dix en dix ans aux frais des paroissiens. Les 31 juillet et 2 août 1774, l'Évêque assigna les généraux des paroisses de Kerlouan, de Guissény et de Kernilis et le général des trêviens de Lanarvily devant la juridiction royale de Lesneven, disant que « ces paroisses et trêve doivent à la mense épiscopale de Léon une dime féodale, nommée dime du *Juch*, qui consiste en la douzième gerbe de toutes les gageries qui se font en l'étendue des dites paroisses et trêve ».

« De toute ancienneté les évêques de Léon sont en droit et possession de faire lever à la dite quotité cette dime du *Juch* en nature de dessus le blé ou bien de recevoir annuellement à terme de Noël de chaque paroisse, soit en nature, soit en argent, suivant les appréciés de la juridiction de Lesneven, certaines quantités de boisseaux de blé de différentes espèces qui doivent leur être fournies ou payées à la mesure comble de Lesneven, par les généraux des dites paroisses et trêves, et pour cet effet ils sont tenus depuis plus de deux siècles de fournir au moins

tous les dix ans au Seigneur Evêque de Léon chacun leur rôle de répartition, de nombre, quantité et qualité de boisseaux de grains qu'ils doivent pour tenir lieu de la douzième gerbe. Les plus anciennes inféodations des Regaires de Quéménidilly envers le roi font article de cette dime et de l'abonnement qui en tient lieu. »

L'Evêque appuyait son droit sur une sentence favorable du siège royal de Léon à Lesneven et sur des arrêts confirmatifs de la Cour des 21 décembre 1579, 24 février 1583, février 1644.

A la suite de cette requête, le général de la trêve de Lanarvily fut appelé à *comparoir* à la première audience du siège de Lesneven. Mais l'affaire demeurant sans solution, M^{sr} de La Marche adressa le 24 juillet 1778 une nouvelle requête aux mêmes juges à fin de confondre « le prodigieux entêtement des généraux de Guissény et de Lanarvily ». Ceux-ci persistèrent dans leur attitude de résistance, traitant la dime de droit odieux et reprochant à l'Evêque de n'avoir pu établir que la dime qu'il réclamait fût féodale ou inféodée. Puis ils chicanèrent sur la quotité. A l'Evêque qui soutenait qu'il lui fallait la mesure comble comportant 1,5 en sus de la mesure commune (1), ils objectèrent qu'ils ne devaient que la mesure courante du marché. Après un long exposé de la question de la dime dans son principe et de son application à travers l'histoire de l'Eglise, l'Evêque présentait ses arguments : Il y a en faveur de l'Evêché des titres énonciatifs de la mesure comble de Lesneven ; telle la sentence du siège royal de Lesneven du 21 décembre 1579, sentence indélébile et irréformable *in eodem foro*, — tels aussi — deux procès-verbaux de liquidation d'arrérages de la dime du Juch, tous deux du 2 août 1580 et tous deux

(1) Le boisseau était un récipient cylindrique traversé diamétralement à sa partie supérieure par une tige horizontale reposant à chaque extrémité sur deux appuis verticaux. Ce système permettait de le faire basculer afin d'en vider le contenu dans un sac. Quand le blé arrivait à hauteur des bords d'une manière égale, c'était la mesure rase ou commune ; on égalisait alors la surface du boisseau à l'aide d'un racloir. Si au contraire le blé formait un tas prêt à déborder, c'était la mesure comble.

« ouvrages » du Siège. Mais les généraux reprochaient à ces titres « leur grand âge » et les appelaient dédaigneusement « des porches antiques ». A quoi le défenseur de M^{gr} de La Marche répondait que les titres énonciatifs que possédait l'Evêché étaient en due forme et bien certifiés. Pouvait-on les appeler des « porches antiques » ? Il n'y a qu'une démangeaison de tout critiquer qui fasse employer un tel langage.

Le 5 septembre 1770, les juges royaux de Lesneven tranchaient la contestation en faveur de l'Evêque. Les généraux des deux paroisses en appelèrent à la Cour de Rennes ; l'Evêque de son côté exposa l'affaire au Parlement dans une supplique qui porte la date du 2 juin 1781, mais ce n'est qu'en 1786 qu'il eut gain de cause contre les paroisses récalcitrantes. Le 26 avril de cette année, un arrêt du Parlement de Rennes confirmait la sentence de la sénéchaussée royale de Lesneven. Les généraux des paroisses étaient condamnés à l'amende et aux dépens. L'arrêt fut notifié le 21 mai suivant à Goulven Léon, *gouverneur* (1) de Guissény. Le 25 mai, le corps politique de Guissény se réunit en séance extraordinaire et nomma deux délégués qui furent chargés d'aller trouver M^{gr} de La Marche pour le prier d'accorder un délai convenable. l'Evêque répondit qu'il était disposé à « surseoir toutes suites moyennant que dans un prompt délai le Général s'assemblera pour prendre une délibération définitive ». A cet effet, l'assemblée décida de lever sur les propriétaires de la paroisse ce qui serait dû, de dresser une liste des propriétaires qui seraient assujettis à payer, en tenant compte de la quote-part de la paroisse de Lanarvily. Après consultation d'avocats du 21 août 1786 et arrêt du Conseil du 28 novembre, il fut décidé que Lanarvily aurait le cinquième des frais à sa charge, Guissény le reste et que les deux généraux devaient la moitié des frais avant la jonction. Le 25 février 1787, les marguilliers de Guissény furent désignés par le corps politique pour demander à l'Evêque la note du montant des sommes qui lui étaient

(1) Ce terme correspond à *président du Conseil de fabrique*.

dues pour les arrérages de la dime. A la suite de l'arrangement qui intervint, il fut entendu que les arrérages seraient payés à M^{gr} de La Marche en quatre termes consécutifs, savoir : trois années chaque fois à chacune des fêtes de la Saint-Michel de 1787, 1788, 1789 et 1790. Quant aux autres frais dus à l'Évêque, aux avocats et aux membres du corps politique, qui avaient fait des voyages à l'occasion du procès, ils devaient être acquittés entièrement et en un seul terme (1).

La dime conservait donc encore dans les dernières années de l'ancien régime le caractère d'une redevance légale et forcée. Il est curieux de constater que dans les paroisses les plus retirées de la Basse-Bretagne on en arrivait à contester son principe. Un autre procès de la même époque nous éclaire sur l'état d'esprit de certains particuliers. Les recteurs de Kerlouan percevaient sur chaque ménage où il y avait récolte une dime nommée prémice qui consistait en deux faix de blé. Mais depuis quelque temps les habitants faisaient leurs gerbes si petites qu'il en fallait sept ou huit pour former un faix ordinaire. En 1773, le nommé Jacques Habasque ne présenta qu'un faix de deux ou trois gerbes ; après avoir contesté la quotité, il contesta le fond même de la dime ; il prétendait que la dime dont jouissait le recteur était un droit odieux qu'une possession immémoriale ne saurait justifier et qu'il pouvait se soustraire sans crime à une redevance qu'un prêtre devrait rougir d'exiger. Le recteur Le Millour l'assigna devant la juridiction de Lesneven au paiement d'une somme de six livres pour la valeur du droit qu'il avait refusé (2) ; mais le temps n'était plus loin où la Révolution allait faire disparaître dans sa tourmente dimes et décimateurs.

(1) Nous avons trouvé ces détails dans une série de pièces sous la rubrique « Procès de la dime du Juch » et conservées au presbytère de Guissény : ce classement est dû aux soins d'un érudit brestois, M. Jourdan de la Passardière, 1844-1913.

(2) Mémoires de M. de Kerdanet (Arch. de Kerdanet).

VI

Il nous a paru bon à la fin de ce chapitre de toucher la question des relations d'un diocèse avec le Saint-Siège. L'épiscopat français au XVIII^e siècle adhérait en très grande majorité aux doctrines gallicanes qui constituaient l'atmosphère religieuse de l'époque, mais il existait une différence profonde entre les principes gallicans du Parlement et des officiers royaux et ceux des évêques. Tandis que pour les rois et surtout pour leurs ministres le gallicanisme impliquait le droit pour le souverain de protéger et de régir l'Eglise de France, le gallicanisme des évêques consistait principalement à revendiquer contre la Cour de Rome le droit de l'épiscopat français, considéré en tant que corps, et des églises provinciales. Le sentiment maintes fois exprimé des évêques dans les Assemblées du Clergé était qu'ils tenaient leur juridiction immédiatement du Christ lui-même ; ils maintenaient la supériorité du Concile général de l'Eglise, c'est-à-dire de l'assemblée des évêques sur le Pape, mais là s'arrêtaient leurs prétentions ; ils n'allaient pas jusqu'à donner une pleine adhésion aux principes formulés dans la déclaration de Pierre Pithou, pour qui l'intervention du Saint-Siège se limitait aux matières et aux actes qui n'étaient pas réglementés par les ordonnances et les déclarations royales et par les coutumes et les lois du royaume. Cette théorie du gallicanisme, formulée par les légistes, suggérée par eux aux rois de France n'eut pas l'approbation du clergé qui, à diverses reprises, protesta dans ses Assemblées contre l'ingérence laïque dans le domaine religieux.

Les prélats de l'Eglise gallicane, s'ils se permettaient parfois à l'égard du Souverain Pontife une liberté de langage que des évêques ne tiendraient plus aujourd'hui, témoignaient pourtant dans leur ensemble de leur attachement au Siège de Rome. Dans la lutte contre le Jansénisme qui avait à cette époque une si grande action

sur les fidèles et même sur beaucoup de prêtres, les évêques, sauf de très rares exceptions, furent les plus fermes soutiens de l'orthodoxie. M^{gr} de La Marche qui avait reçu à Saint-Sulpice une éducation antijanséniste, demeura dans les questions dogmatiques, morales ou sacramentelles, un partisan convaincu du point de vue romain. Sur la pratique de la communion fréquente, que les jansénistes interdisaient aux fidèles, il admet l'enseignement traditionnel qui tient le milieu entre les deux formules : « Il faut manger ma Chair et boire mon Sang » et « Celui qui mangera indignement la Chair du Sauveur et boira indignement son Sang sera coupable » ; l'assistance à la messe pendant les jours de la semaine n'est recommandée qu'à ceux qui peuvent y venir sans nuire à leurs obligations particulières ou à leurs devoirs d'état (1). Les candidats aux bénéfices doivent souscrire au formulaire contre les cinq propositions condamnées de Jansénius. Le 15 octobre 1782, quand il confère à Jean Marie Perrot, diacre de son diocèse, la chapellenie de Lesconvel en Plouzané, il lui dit dans la lettre de collation : « *Tibi qui Formulæ Summi Pontificis Alexandri VII circa quinque Jansenii Propositiones pure et simpliciter subscripsisti, dictam capellaniam conferimus.* »

Les manuels répandus au Séminaire et conseillés au clergé, les volumes de Collet, Tournely, la Théologie de Poitiers, sont des ouvrages antijansénistes.

Bien que plusieurs évêques de la province eussent adopté le bréviaire, le missel et le rituel de la métropole, les statuts de Léon recommandent l'usage du bréviaire, du missel et du rituel romains ; M^{gr} de La Marche se dit « Evêque-Comte de Léon par la miséricorde de Dieu et la grâce du Saint-Siège Apostolique » ; il sollicite et obtient du Pape Pie VI la faveur de l'autel privilégié et un rescrit d'indulgences pour diverses églises paroissiales et collégiales de son diocèse (2).

(1) *Catéchisme du diocèse de Léon*, 1779.

(2) D'après un Bref de Pie VI, en date du 11 septembre 1788. (Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1788).

Il fallait recourir à Rome pour certaines dispenses. Le cahier du secrétariat de l'évêché de Léon les énumère en indiquant qu'en 1778 le tarif de dispense d'âge de la Cour de Rome pour la réception des Ordres fut porté à 12 livres, le tarif de fulmination de bulle pour mariage à 18 livres et celui de provisions de paroisse par le Saint-Siège à 18 livres.

Quand un clerc recevait les Ordres avant l'âge canonique, son nom figurait sur le registre d'ordination avec l'observation : « *A Summo Pontifice super ætate dispensatus* ». Pour les mariages qui comportaient une dispense, comme ce fut en 1780 le cas du sieur Kermarrec et de demoiselle Pouliquen qui étaient parents au quatrième degré, une requête devait être adressée par les futurs époux à l'Officialité diocésaine à fin de fulmination de bulle de Rome. Le Saint-Siège expédiait enfin les provisions de certaines paroisses. A la suite du concours, la cure de Pleyber-Christ, qui avait été vacante un des mois réservés au Pape, fut conférée à M. Grall « *visa certa signatura apostolica provisionis, dicta signatura data Romae apud Sanctam Mariam Majorem cum expressione quod dictus orator ab examinadoribus ad concursum in nostra civitate examinatus et inter contententes magis idoneus repertus fuit* ».

L'évêque de Léon tenait à se mettre en règle avec Rome. Après la mort de Clément XIV, il n'avait pas renouvelé son indult d'alternative sous le nouveau pontificat, et nous avons vu que s'il continue à conférer des cures, ce fut après s'être assuré que la grâce de l'alternative survivait au pape qui l'avait accordée.

Mais tout en étant fidèlement attaché au Souverain Pontife, il tenait aux prérogatives de son siège ; il le manifesta dans l'occasion suivante. Voulant obtenir un indult qui lui permît, dans certains cas, d'accorder les dispenses de parenté naturelle, de parenté spirituelle, d'affinité et d'honnêteté publique, il adressa à la Cour de Rome une supplique en ces termes : « J'ai des îles fort éloignées en mer et surtout deux où l'on ne peut aborder sans danger à cause des courants impétueux et où l'on est plu-

sieurs mois sans avoir de communication avec la terre ferme et où cependant les occasions de dispenser sont très fréquentes, ces Illiens étant presque tous parents. Mon respect pour le Saint-Siège et mon attachement au devoir de conserver les droits du mien ne paraissent pouvoir se concilier que par l'accord de ma demande (1). »

Voilà la vraie formule du gallicanisme ecclésiastique : le Pontife romain est à la tête de l'Eglise, mais il doit, dans l'exercice de sa juridiction, tenir compte des droits des évêques. Lorsque plus tard M^{gr} de La Marche élèvera la voix pour protester contre la Constitution Civile du Clergé, issue de l'autre gallicanisme, celui des philosophes et des parlementaires, quand il y montrera son vice fondamental : la méconnaissance des droits et de l'autorité du Pape, il rejettera avec énergie toute participation à une doctrine condamnée, et son attitude lui vaudra cette déclaration de Pie VI : « Nous avons été ravi d'admiration en voyant la fermeté inaltérable de vos principes. »

(1) D'après une copie de la lettre, datée du 12 avril 1779 (Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1779.)

CHAPITRE DEUXIÈME

LE TEMPOREL DU DIOCÈSE DE LÉON

- I. — LE REVENU DU SIÈGE DE LÉON : BIENS FONCIERS ; DROITS FÉODaux : LODS ET VENTES ; RENTES FONCIÈRES ET CHEFRENTES ; DROITS DE MINAGE, DE MOUTURE, DE POISSON SALÉ ; LA DÎME SEIGNEURIALE. LES CHARGES ATTACHÉES AU SIÈGE ET A LA PERSONNE DE L'ÉVÊQUE. LES RECETTES DIOCÉSAINES : DROITS DE SECRÉTARIAT, DU CONTRÔLE, DES INSINUATIONS ; LE GREFFE DE L'OFFICIALITÉ.
- II. — LE PATRIMOINE ECCLÉSIASTIQUE : CLERGÉ SÉCULIER. REVENUS ET CHARGES DU SÉMINAIRE, DU CHAPITRE, DES ARCHIDIACONÉS. REVENUS ET CHARGES DES PAROISSES : LES COMPTES DES FABRIQUES. MAISONS D'ÉDUCATION, HÔPITAUX. CLERGÉ RÉGULIER : REVENUS ET CHARGES DES ABBAYES, PRIEURÉS, COMMUNAUTÉS.
- III. — LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DU CLERGÉ : SES CARACTÈRES, SON ÉTENDUE APPROXIMATIVE.
- IV. — L'ASSEMBLÉE DU CLERGÉ ET LE PROJET DE RÈGLEMENT DES PORTIONS CONGRUES. QUESTIONNAIRE ADRESSÉ AUX RECTEURS PAR LE BUREAU DIOCÉSAIN DE LÉON. LE TABLEAU DES PAROISSES EN SIX ÉTATS A PRÉSENTER A L'ASSEMBLÉE DU CLERGÉ. LES RESSOURCES DES PRÊTRES DES PAROISSES : DÎME, CASUEL, HONORAIRES DE MESSES ET DE PRÉDICATIONS, QUÊTES. LEURS CHARGES : DÉCIMES, FRAIS DE RÉCEPTION, FRAIS DE MONTURE, DROITS DUS A LA MENSE, LOYER ET RÉPARATIONS DES PRESBYTÈRES, RÉPARATIONS D'ÉGLISES. Mst DE LA MARCHÉ PLAIDE LA CAUSE DE SON CLERGÉ : SON MÉMOIRE A L'ASSEMBLÉE DE PARIS. IL CONTRIBUE A FAIRE SURSEoir A L'EXÉCUTION DE LA LOI SUR LES CONGRUES EN BRETAGNE. SON PLAN DE RÉFORME FONDÉ SUR LA JUSTE DÉLIMITATION DES PAROISSES ET L'ÉQUITABLE RÉPARTITION DES RESSOURCES.

I

L'*Almanach Royal* attribue 15.000 livres de revenus au siège de Léon pour les années qui précèdent la Révolution. Nous ne pouvons nous en tenir à ce chiffre, car l'*Almanach* ne donne ni la valeur déclarée des bénéfices, ni leur valeur officielle, mais des revenus évalués d'après

des renseignements hâtifs et incomplets (1). Nous trouvons heureusement des indications plus précises dans un manuscrit au filigrane de 1781 conservé aux Archives de l'évêché de Quimper. C'est un inventaire portant comme titre : « Déclaration que fournit le Seigneur Evêque-Comte de Léon des biens dépendant de sa mense épiscopale, observant qu'ils consistent en trois fiefs sous la dénomination des Regaires de Léon, de Quéménidilly et de Gouesnou, qu'on va détailler séparément, tant en domaines qu'en droits seigneuriaux et casuels, le rachat excepté qui n'y a pas lieu. » Ce document que nous pouvons considérer comme complet en ce qui concerne les revenus, est encore précieux, parce qu'il tient compte de l'augmentation des baux qui s'était produite entre 1775 et 1780 (2).

Pour l'ensemble des trois fiefs, il accuse un revenu total de 39, 698 livres, 13 sols, 7 deniers : sur cette somme les biens fonciers dont l'évêché était propriétaire rapportaient 17.586 livres.

Parmi les revenus des fiefs, il y avait en outre les différents droits seigneuriaux : les principaux étaient les *lods et ventes* ou droits de mutation sur les ventes et partages que l'évêque percevait en sa qualité de seigneur temporel. Pour obtenir une exacte perception de ces droits, il avait pour base l'aveu et le dénombrement des biens de ses vassaux. Les Archives municipales de Saint-Pol-de-Léon possèdent un inventaire des « afféagements, aveux, contrats, partages et autres titres concernant la mouvance des héritages situés dans les paroisses du Minihy de Léon, fait par ordre de M^{re} de La Marche, sous

(1) Ce sont les conclusions de M. Chevaillier qui a fait sur ce point une sérieuse enquête en comparant les chiffres de l'*Almanach Royal* avec ceux des « économes ». Cf. son article *Les Revenus des bénéfices ecclésiastiques au XVIII^e siècle*, dans *La Révolution française*, 1921, p. 113-147.

(2) Ce *creseendo* est nettement indiqué dans le « Cahier des fermes du fief de l'évêché de Léon », Arch. dép. Fin., 5, G 499^r. Tous les baux ont été renouvelés en 1780 ; des terres louées 21 livres en 1774 passent à 36 livres en 1780 ; une maison louée 120 livres en 1774 est louée 180 livres en 1780.

la direction de M. Duchatellier ». D'après le manuscrit de 1781, les *lods et ventes* rapportèrent environ 3.000 livres dans l'étendue du fief de Léon, 4.500 dans l'étendue du fief de Gouesnou et 200 dans celle du fief de Quéménédilly.

Après les *lods et ventes*, le plus clair des revenus seigneuriaux provenait des *rentes foncières* et *chef-rentes* qui consistaient en une contribution en nature : froment, orge, pois, etc., ou son équivalent en argent. Elles produisaient, toujours d'après la « Déclaration », 3400 livres dans le fief de Léon, 1932 livres dans le fief de Gouesnou et 256 livres dans le fief de Quéménédilly.

Rentraient encore dans les revenus du temporel les droits de *minage*, de *mouture*, de *poisson salé* et la *dîme seigneuriale*.

Le droit de *minage* prélevé sur toutes sortes de grains, farines et gruaux qui étaient exposés et vendus aux foires de la ville de Saint-Pol fut donné à ferme pour 1300 livres par an chacune des années 1774, 1775, 1776, pour 1800 livres chaque année de 1777 à 1786, et 2000 livres les années 1786, 1787, 1788 et 1789 (1).

Le droit de *mouture* était également abandonné par l'évêque à des fermiers qui lui payaient une redevance en échange. Son rapport fut de 795 livres pour les trois fiefs l'année de la « Déclaration ».

Le droit de *poisson salé* était une survivance des anciens droits maritimes de l'évêque. Il remontait au plus tard à la fin du XV^e siècle, puisqu'il fut réglementé par les « Statuts des habitants de Léon » du 2 mai 1499. On y reconnaissait à l'évêque le droit de 4 sols par millier de maquereaux et autres poissons qui se salaient dans les ports de pêche. Au XVIII^e siècle les évêques le percevaient avec peine, bien qu'il y eût en leur faveur une sentence des Regaires de Léon du 24 août 1730 et un arrêt du Conseil Privé du Roi du 9 juin 1752 (2). L'évêché ne retirait plus grand profit de ce droit qui rapporta 57 livres

(1) Arch. dép. Fin., 5 G, 499*, f° 1.

(2) Arch. dép. Fin., 5 G, 19, pièces 7 et 8.

pour les trois années 1774, 1775, 1776 ; en 1777, il ne donna que 13 livres ; de 1777 à 1786, il ne fut rien perçu à cause de l'état de guerre et de l'incapacité du régisseur ; il ne produisait plus que 3 livres à la veille de la Révolution (1).

La *dime seigneuriale* n'était plus une grosse source de revenus. A la fin du XVIII^e siècle il n'y avait que la dime du Juch qui fût prélevée au profit de la mense dans quelques paroisses sises sur les terres et fiefs de l'évêché. Cette dime qui était d'ailleurs, comme nous l'avons vu, l'objet de contestations continuelles, était due seulement par Kernilis, Guissény, Kerlouan et Lanarvily : On prélevait la douzième gerbe de toutes les gageries sur le territoire des dites paroisses ; mais depuis longtemps les évêques de Léon avaient renoncé à leurs droits moyennant une redevance que leur verseraient les fabriques ; c'est seulement en 1787 que les paroisses, ayant perdu leur procès, commencèrent à acquitter cette redevance qui, d'après la « Déclaration », s'élevait à 2261 livres, 9 sols.

Pour compléter les détails des revenus de l'évêché, il reste à ajouter les produits des greffes de la juridiction des Regaires : depuis 1775 ils n'étaient plus affermés, mais régis directement pour le compte de l'évêque. La « Déclaration » évalue les droits de greffe à 900 livres dans le fief de Léon, 800 livres dans le fief de Gouesnou et 280 livres dans le fief de Quéménédilly.

Enfin l'évêché lui-même avec ses dépendances fut estimé en 1791 valoir 30.840 livres de capital représentant un revenu annuel de 1413 livres (2).

La « Déclaration » signale des charges : Dans le fief de Léon, elles s'élevaient à 3.901 l., 4 s., 5 d. ; dont 1320 l. pour les décimes, 2.000 l. environ pour les frais de réparations du palais épiscopal, le reste pour les frais de réparations des fermes et les rentes foncières dues au Chapitre et au Séminaire. Dans le fief de Gouesnou, il est fait mention d'une somme de 300 livres affectée aux réparations d'un

(1) Arch. dép. Fin., 5 G, 499, f^o 25.

(2) Arch. dép. Fin., Q 399.

four banal et des fermes ; dans le fief de Quéménidilly, plusieurs réparations sont également signalées, mais sans aucune indication de chiffres.

Cette courte énumération n'épuise pas la liste des charges qui incombait à l'évêque. A peine nommé, M^{gr} de La Marche avait demandé à son prédécesseur de lui céder le mobilier et les provisions qui lui appartenaient dans le palais épiscopal et ses dépendances. M^{sr} d'Andigné qui avait entrepris de faire des réparations aux locaux de l'évêché, mit la condition que son successeur continuât à ses frais le travail commencé et s'engageât à l'achever en trois ans. Un arrangement fut conclu et l'évêque de Chalon abandonna la propriété de ses meubles et provisions pour la somme de 24.000 livres sur laquelle 15.000 livres devaient être consacrées aux réparations. Quant aux 9.000 livres qui restaient, M^{gr} de La Marche s'engageait à les payer de la manière suivante et sans intérêt : 889 livres, montant de la somme due par M^{gr} d'Andigné à M^{sr} de Goyon, ancien évêque de Léon ; 4.111 livres dues par M^{sr} d'Andigné à M. de Cressac, expéditionnaire en Cour de Rome ; 4.000 livres à verser à M^{gr} d'Andigné en espèces sonnantes. Il fut convenu que M^{gr} de La Marche n'aurait la propriété des meubles et provisions qu'à compter de l'époque où les réparations dont il s'était chargé auraient été achevées, et que la constatation serait faite par deux experts agissant, l'un au nom de l'évêque de Chalon, l'autre au nom de l'évêque de Léon. Le contrat fut passé devant les notaires royaux du Châtelet le 27 août 1772 en présence de M^{gr} de D'Andigné qui logeait alors à Paris en son hôtel rue Traversière, en la paroisse de Saint-Roch, et de M^{gr} de La Marche qui était descendu à l'hôtel de Bourbon, rue Jacob, faubourg Saint-Germain, en la paroisse de Saint-Sulpice (1).

Restaient encore les charges personnelles au nouveau titulaire du siège. La dignité épiscopale était soumise à des impositions diverses ; d'après le livre de caisse du diocèse

(1) D'après la minute du contrat. (Arch. Ev. Quimper, « Léon » 1773).

pour 1712, elle était taxée au rôle des décimes à raison de 402 livres par terme ; il fallait y ajouter la taxe afférente à la prébende canoniale annexée depuis 1595 à la dignité épiscopale. Le nouvel évêque devait en outre acquitter les bulles, la taxe en Cour de Rome, le serment du sacre et les multiples frais d'installation. Pour faire face à toutes ces dépenses, M^{gr} de La Marché dut emprunter 21.000 livres dont il déclarait ne s'être pas encore libéré en 1790 (1).

Sur les recettes purement diocésaines, les renseignements nous sont fournis par les registres de comptes et par les cahiers du secrétariat de l'évêché. Elles consistaient dans les aumônes pour dispenses, dans les droits de secrétariat et dans les droits de contrôle et insinuations ecclésiastiques. D'après le compte que M. Monnier de Ville-neuve, secrétaire de l'évêché « rend à Messieurs du Clergé de Léon de la recette qu'il a faite du 26 mars au 6 avril 1785 » pour dispenses des bans, dispenses de consanguinité, pour bulle et sentence de fulminations de mariage, collation de canonicats, provisions de chapellenies, etc, le produit de ces différents droits, déduction faite des frais, s'élève à 918 l., 2 s., « laquelle somme a été présentée soldée à l'évêque et à Messieurs les commissaires du Bureau diocésain ». Ces revenus étaient flottants et aléatoires ; l'année suivante, pour la période du 6 avril 1785 au 6 avril 1786, le produit net sera de 1.132 l., 2 s., 4 d. (2).

Enfin, le greffe de l'Officialité, qui était régi par un M. Martin pour le compte de l'évêque, procurait les années ordinaires à la caisse du diocèse de 800 à 900 livres (3).

II

Quelle était la valeur globale du patrimoine ecclésiastique du Léon ? Dans une lettre adressée le 14 juillet 1755 aux agents généraux du Clergé, l'abbé de Kervilio, syn-

(1) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.

(2) Arch. dép. Fin., 5 G, 610.

(3) Arch. dép. Fin., 5 G, 499*, f° 3.

J'e reconnois avoir Reçu de m. de la Lande
Le gall la somme de Denamille cent livres
a valoir à la Recette qu'il fait des mes Revenus
dont quittance à leon le 7. mai 1748

A j. ps ev. de leon

dic du Clergé de Léon, donnait un revenu de 125.820 l., 9 s., 9 d., pour les biens imposables (1). Un état de 1786 (2) porte que le revenu à cette date était de 174.948 livres ; dans ces chiffres sont compris les biens du clergé séculier et du clergé régulier.

Ce sont là des chiffres d'ensemble ; mais il nous a été possible d'entrer dans le détail des revenus et des charges de chaque unité ecclésiastique, grâce aux déclarations, rapports, états ou tableaux qui restent de l'époque. Nous examinerons d'abord les bénéfices séculiers, puis nous passerons aux bénéfices réguliers.

L'état des biens meubles et immeubles du Grand Séminaire de Léon avec ses revenus et ses charges est connu par la déclaration que fit le supérieur Chantrel le 26 février 1790 (3). Il résulte de cette déclaration que les revenus en maisons, terres, rentes foncières, dîmes, atteignaient le chiffre de 8.379 livres ; les charges comportaient : une pension congrue à payer aux recteurs et curés des îles de Batz et d'Ouessant, une pension gratuite à donner à sept séminaristes, des rentes seigneuriales à verser aux seigneurs de Kergournadech et de Maillé pour les biens du Séminaire situés dans leur mouvance, des réparations et des frais d'entretien, enfin les décimes, en tout 8.460 livres ; donc un déficit d'environ 80 livres « comblé, disait le Supérieur, par les libéralités de Monseigneur l'évêque qui n'a cessé d'assister le Séminaire. » L'établissement, avec ses dépendances et sa maison de campagne de Sainte-Anne en Plougoulm, fut estimé 14.224 livres en capital foncier par l'expert du district de Morlaix en 1791 (4).

Le Chapitre de l'église cathédrale comprenait seize prébendes et les cinq dignités : la Chantrerie, la Trésorerie et les trois Archidiaconés. Le revenu des prébendes, au milieu du XVIII^e siècle, était de 10.596 livres ;

(1) Arch. Nat., G 8, 655 (carton).

(2) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1.786.

(3) Arch. dép. Fin., 8 G².

(4) Arch. dép. Fin., Q 399.

l'archidiaconé de Léon valait 637 livres ; ceux de Quéménidilly et d'Ack, chacun 333 ; la Chantrerie et la Trésorerie, chacune 185, soit un total de 12.269 livres (1). Le Chapitre était assujéti aux décimes ordinaires pour la somme de 390 livres et, de plus, à la capitation, comme les autres bénéficiers, pour les terres qu'il ne tenait pas par mains ; or ces terres étaient nombreuses. Le Directoire du district de Morlaix donne seulement un revenu de 1.145 livres pour les maisons prébendales, tandis que les terres, qui étaient presque toutes des terres « chaudes » ou à céréales, couvraient — ce sont les résultats obtenus en additionnant les chiffres des procès-verbaux d'expertise — une superficie de plus de 200 hectares (2).

Les bénéfices séculiers les plus nombreux étaient les cures : 87 sans compter les trêves. Elles sont énumérées dans un état de 1786 (3) ; ce « tableau » donne les revenus des fondations, des prieurés, des chapellenies et autres petits bénéfices unis aux fabriques. Nous avons trouvé comme total de ces revenus 88.060 livres dont voici le détail : 56.133 livres en fermes ou maisons y compris leurs dépendances ; 19.943 livres en terres seules ; 3.809 livres en maisons seules ; 8.175 livres de revenus dont la nature n'est pas indiquée. Il ne s'agit dans ces chiffres que des biens des fabriques ; nous n'y faisons pas entrer les émoluments personnels du clergé paroissial dont il sera question plus loin.

Le « tableau » de la Bibliothèque de Kerdanet, plus ancien d'un demi-siècle, classe les cures en six catégories d'après leurs revenus annuels, mais ne donne aucune indication sur la nature de ces revenus, se bornant à en citer le chiffre. Le total est inférieur à celui du précédent état, car à partir du dernier quart du siècle, il se produisit une plus value dans les revenus des terres et autres biens fonds. La première classe est celle des

(1) Tableau des biens ecclésiastiques de l'évêché de Léon. Arch. de Kerdanet.

(2) Arch. dép. Fin., Q, *passim*.

(3) Arch. mun. Saint-Pol.

13 cures qui avaient de 1.300 à 2.000 livres de revenus (1) ; la deuxième, celle des 9 cures de 1.100 à 1300 livres (2) ; la troisième, celle des 11 cures de 800 à 1.100 livres (3) ; la quatrième, celle des 24 cures de 500 à 800 livres (4) ; la cinquième, celle des 15 cures de 300 à 500 livres (5) ; la sixième, celle des 15 cures au-dessous de 300 livres (6).

Dans les paroisses, les comptes des fabriques étaient gérés par le corps politique qui se réunissait au presbytère quelques jours avant la visite de l'évêque ou de l'archidiacre pour nommer les examinateurs à qui était confié le soin de dresser le bilan des recettes et des dépenses, d'établir la *charge* et la *décharge* selon les termes de l'époque. La différence entre la charge et la décharge constituait la somme qui restait au Trésor de la fabrique pour former le temporel de la paroisse. Comme les membres délibérants du corps politique n'étaient autres que les délégués des fidèles et que le curé n'avait qu'un rôle consultatif, nous avons toutes les garanties pour que les registres paroissiaux nous présentent des comptes exacts. Ces registres étaient d'ailleurs fort bien tenus. Nous avons relevé ce fait qui prouve avec quel soin et même quel scrupule on y consignait les titres : Afin d'assurer les règlements relatifs au

(1) Ploudalmézeau, Ploudiry, Taulé, Plougoulm, Ploudaniel, Plouzané avec chacune 2.000 l. ; Guiclan, Cléder, Sizun, Plouguerneau, Plouvien avec 1.700 l. ; Plougar et Plouvorn avec 1.375 l.

(2) Guicourvest, Lannilis, Saint-Louis de Brest, Plabennec, Lambézellec, Plounéventer, Guipavas, Ploumoguier, Pleyber-Christ.

(3) Plouarzel, Plounévez, Plourin, Milizac, Guimiliau, Plouider, Saint-Sauveur de Brest, Saint-Thégonnec, Plounéour-Ménez, Plounéour-Trez, Plouzévédé.

(4) Commana, Kerlouan, Saint-Houardon, La Forêt, Trébabu, Plouénan, Lampol-Ploudalmézeau, Plouescat, le Minihy de Léon, Saint-Martin de Morlaix, Saint-Michel de Lesneven, Plouédern, Guissény, Plouguin, Landunvez, Sibiril, Lanhouarneau, Kernilis, Kernouës, Coatméal, Saint-Vougay, Tréflaouénan, Gouesnou, Goulven.

(5) Le Drennec, Landéda, Guiler, Lanildut, Quilbignon, Le Tréhou, Kersaint, Trégarantec, Tréfléz, Larret, Plougonvelin, Lanrivoaré, Porspoder, Ouessant, Elestrec.

(6) Ile-de-Batz, Brouennou, Beuzit, Saint-Renan, Tréglonou, Tréouescat, Saint-Thonan, Tréménech, Bréventec, Loc-Brévalaire, Lampol-Plouarzel, Languengar, Saint-Mathieu, Lanneuffret, Molène

gouvernement de la fabrique, M. Laot, recteur de Taulé, fit faire un inventaire des fondations et des rentes de la paroisse par un archiviste, M. Gilbert de Châteaugiron, qui y travailla du 20 juillet au 27 septembre 1786, reçut 400 livres d'honoraires et fut logé et nourri gratuitement au presbytère (1).

Dans les cahiers de comptes la charge comprenait les fondations, les rentes et les fermages des biens d'Eglise, les offrandes en argent, le produit des offrandes en nature et les quêtes ; certaines paroisses, comme Saint-Louis de Brest, avaient le loyer des bancs et des chaises. La décharge, outre les multiples frais d'entretien du culte, la desserte des fondations, les droits de visite épiscopale et archidiaconale, comprenait les droits à payer à l'Etat, tels que les décimes de l'Eglise. Les biens ecclésiastiques, en effet, étaient grevés d'impositions. Les assemblées du Clergé qui se tenaient tous les cinq ans à Paris, déterminaient le chiffre que chaque diocèse de France devait payer annuellement au roi sous le nom de décimes ordinaires, et dans les diocèses la contribution de chaque paroisse était fixée par les soins d'un bureau spécial sis à l'évêché et connu sous la dénomination de *Chambre des Décimes*. Les cures payaient le 8^e, le 10^e, le 20^e ou le 30^e de leurs revenus selon leur importance : la cure de Ploudalmézeau et les autres cures de 2.000 livres de revenus étaient taxées pour les décimes à raison de 96 l., 12 s., 3 d., par terme de six mois, tandis que celle de Lanneuffret qui rapportait 100 livres, payait seulement pour le même terme 1 l., 19 s., 6 d. Ces sommes évidemment n'étaient pas fixes, le bureau diocésain se chargeant de réformer la répartition suivant la connaissance qu'il avait des revenus des bénéfices. Ainsi la paroisse de Tréfléz qui acquittait 60 livres en 1754 pour les décimes, dut en acquitter 103 en 1773, 100 en 1780 et 109 en 1782 (2). D'autres impositions pesaient encore sur les biens d'Eglise. Ceux-ci n'étaient pas seulement assujettis aux décimes

(1) Arch. du presbytère de Taulé.

(2) Arch. du presbytère de Tréfléz.

ordinaires ; ils étaient astreints aux décimes extraordinaires lorsque les rois avaient besoin d'argent dans les temps difficiles. Parfois ils devaient aussi payer les fouages : les terres dépendantes des bénéfices ecclésiastiques n'étaient exemptes de cette dernière imposition que si les bénéficiers les tenaient par mains ; si elles étaient données à ferme ou labourées par métayers, elles étaient imposées aux fouages. C'est ce qui fut répondu le 16 mars 1779 par M. Laget, avocat du Clergé, au Chapitre de Léon qui l'avait consulté (1).

A la liste des bénéfices détenus par le clergé séculier nous ajoutons les maisons d'éducation et les établissements d'assistance. Le Collège et le Petit Séminaire jouissaient au moment de la Révolution d'un revenu total de 8.602 l., 5 s. presque exclusivement en contrats ; la plus grande partie de cette somme était consacrée à l'entretien de l'établissement, au traitement des maîtres et à des bourses en faveur des étudiants pauvres (2). Les hôpitaux étaient au nombre de huit ; l'ensemble de leurs revenus montait à 14.400 livres. Les fondations et les terres formaient les principales ressources des hôpitaux de Saint-Pol, Roscoff, Landerneau, Lesneven, et Landéda ; ceux de Saint-Louis et de Saint-Sauveur de Brest et celui de Morlaix subsistaient grâce aux quêtes. Leurs charges étaient nombreuses. A la fin du XVIII^e siècle, Saint-Pol hospitalisait plus de 100 pauvres ou malades, Landerneau 60, Roscoff 50 et Lesneven 23 (3).

Dans le Léon, c'était sur le clergé séculier que retombait en grande partie le poids des impositions. En 1770, M^{sr} d'Andigné appelait l'attention des agents du Clergé sur la situation de ses curés dont les ressources venaient d'être diminuées par un arrêt du Parlement qui interdi-

(1) Arch. Nat., G 8*, 2462, p. 188 sqq. Affaires traitées au Conseil du Clergé : plaintes du clergé de Léon.

(2) D'après le rapport du principal, M. Péron, à l'évêché de Quimper en 1805. Cf. Picard, *Le Collège de Léon*, p. 112.

(3) D'après les rapports des recteurs à M^{sr} de La Marche en 1786. (Arch. Ev. Quimper).

sait le droit de prémices (1), et il concluait que si l'arrêt était maintenu, le diocèse se verrait dans l'obligation de demander à l'Assemblée du Clergé une diminution de taxes, car ce sont les recteurs qui « supportent une bonne partie des décimes » (2). En effet, les bénéfices réguliers n'étaient pas nombreux : il n'y avait que 2 abbayes d'hommes et 5 prieurés en commende. Quant aux communautés religieuses, elles étaient au nombre de 19, mais possédaient peu de biens.

L'abbaye du Relecq, de l'Ordre de Saint-Bernard, avait, au moment de la Révolution, 20.704 livres de revenus et 5.004 livres de charges (3); l'abbaye de Saint-Mathieu, de l'Ordre de Saint-Benoit, avait 18.000 livres de revenus et près de 4.000 livres de charges fixes : outre les décimes et les frais d'entretien et de réparation des bâtiments dont plusieurs menaçaient ruine, il lui fallait assurer la subsistance de plusieurs prêtres ; elle payait la portion congrue d'un recteur à Plougonvelin, d'un recteur et de deux vicaires à la paroisse de Saint-Mathieu, d'un vicaire à Lochrist, soit une somme de 2.350 livres pour cette seule catégorie de charges (4).

Les cinq prieurés en commende étaient ceux de Beuzit, Lothunon, Saint-Renan, Molène et Camfrout, produisant tous ensemble 2.393 livres ; ils avaient comme charges les frais de réparations, l'acquit des décimes et la desserte des fondations ; le prieuré de Beuzit, qui était le plus important, consacrait les 1.050 livres de son revenu au paiement de la portion congrue du curé et du vicaire de la paroisse (5).

Parmi les 12 communautés d'hommes, les Capucins et les Récollets vivaient de leur quêtes et étaient considérés

(1) La prémice était une portion de grain ou une redevance en argent payée par le propriétaire d'un journal de terre exempt de dime.

(2) Arch. Nat., G 8, 655.

(3) Chiffres fournis par le receveur général des économats « pour satisfaire au décret de l'Assemblée Nationale du 13 novembre 1789 ». (Arch. dép. Fin., Q 98).

(4) Etat présenté à l'Assemblée du Clergé par le Bureau diocésain de Léon en 1786 (Arch. Ev. Quimper).

(5) *Ibid.*

comme ne jouissant d'aucune rente ; les Carmes et les Minimes de Saint-Pol seuls étaient imposés aux décimes pour des revenus fonciers dont la valeur était estimée 1400 et 1000 livres (1). Parmi les 7 communautés de femmes, les Dames de la Retraite, les Bénédictines et les Carmélites n'étaient pas classées comme rentées et ne payaient pas de taxes. En 1729, les Dames de l'Union chrétienne déclarèrent 8.076 livres de revenus et 8.207 livres de charges, les Ursulines de Landerneau 14.130 livres de revenus et 15.488 livres de charges, celles de Lesneven 11.161 livres de revenus et 14.260 livres de charges, celles de Saint-Pol 10406 livres de revenus et 14.936 livres de charges. Les ressources de ces maisons provenaient des dots des religieuses, des pensions payées par les dames de chœur et par les dames et demoiselles pensionnaires, de la vente des ouvrages faits par la communauté ; leurs charges étaient les pensions à fournir et l'instruction gratuite donnée à la jeunesse (2).

Enfin toutes ces communautés d'hommes et de femmes étaient propriétaires de leurs biens-fonds ; elles les possédaient par suite de fondations et de legs faits en leur faveur. Les procès-verbaux d'expertise dressés par les agents des districts à la fin de 1790 et au début de 1791, décrivent leurs immeubles et donnent la contenance, la qualité et le revenu de leurs terres ; la valeur totale en capital des 15 communautés pour lesquelles nous avons trouvé des chiffres, était estimée 501.376 livres (3).

III

S'il nous a été possible de savoir la valeur du patrimoine du clergé, l'état de ses revenus et de ses charges, il nous a été beaucoup plus difficile de déterminer l'étendue territoriale de la propriété ecclésiastique. Notre

(1) « Tableau » cité, Arch. de Kerdanet.

(2) Arch. Nat., S 7545.

(3) Arch. dép. Fin., Q 368, 393, 399 et *passim*. Cf. détails à l'appendice, tableaux II et IV.

documentation sur ce point provient en grande partie des Archives départementales du Finistère et des Archives municipales de Saint-Pol.

Au Département nous avons consulté l'état des biens de l'évêché et du Chapitre de Léon, ainsi que les rentiers qui contiennent des indications sur la valeur ou la contenance des biens du clergé avant la Révolution (1); partout où les documents nous l'ont permis, nous avons comparé ces états avec les procès-verbaux d'expertise et d'adjudication (2) des biens ecclésiastiques pendant la période révolutionnaire. A Saint-Pol nous avons consulté le « Tableau des chapellenies et bénéfices du diocèse de Léon » portant l'indication des revenus fonciers de ces bénéfices en 1786, et l'« Inventaire des aveux des Communautés religieuses et autres fondations dont les héritages sont situés dans le fief des Regaires de Saint-Paul de Léon », établi également sous l'épiscopat de M^{gr} de La Marche.

Quel état peut-on faire de ces documents ? Les procès-verbaux d'expertise et d'adjudication ont certainement des lacunes : d'abord, toutes les déclarations n'ont pas été faites ; de plus, les experts ont souvent évalué très hâtivement, et nous trouvons pour les mêmes biens des estimations fort différentes selon les dates auxquelles elles ont été faites ; dans d'autres cas, les experts, surtout les agents des districts modérés comme ceux de Morlaix et de Lesneven, ont pu sous-estimer la valeur et la contenance des propriétés bâties et des terres ; ailleurs ils ont pu, au contraire, en exagérer le prix et l'étendue, et l'erreur sur ce point était facile, puisqu'il n'y avait pas de cadastre ; enfin les chiffres fournis par les adjudications ne peuvent être admis sans contrôle à cause des fluctuations qui eurent lieu à l'époque dans le cours des assignats.

En ce qui concerne les tableaux et rentiers antérieurs à la Révolution, seuls l'« Inventaire des aveux des Communautés religieuses... » et l'« Aveu du Chapitre »

(1) Série G, en particulier 5 G, 490, 499*, 522, 523, 6 G, 10*.

(2) Série Q, surtout 89, 95, 98, 368, 393, 399.

donnent à la fois et en détail les revenus en livres et la superficie des terres en mesures du temps : journaux, cordes, sillons. Le « Tableau des chapellenies... » entre dans le détail des revenus de chaque fondation attachée aux fabriques et aux cures, mais il se borne à indiquer le nombre de livres que rapportaient les terres et les immeubles sans donner leur superficie. Or, comment déterminer la superficie d'après les revenus ? Pour les terres, il y a lieu de distinguer entre les bonnes et les médiocres, entre les terres à labour ou à céréales et les terres non labourables : prés, pâturages, garennes ; entre les terres que les cultivateurs appelaient et appellent toujours « terres chaudes » et celles qu'ils appellent « terres froides ». Parmi les propriétés, il y a également une distinction à établir entre les propriétés urbaines et les propriétés rurales dont la valeur locative est sensiblement inférieure. Sur un point cependant les documents nous ont bien servi : tous ceux qui donnent des revenus en livres seules sont postérieurs à 1780 et tiennent compte, par conséquent, de la hausse qui se produisit dans les prix des biens fonciers.

Donc l'état de la documentation ne nous présente pas d'ensemble homogène et, par suite, pas de base précise d'appréciation. Ces réserves faites, pour l'évaluation de l'étendue des biens fonciers ecclésiastiques, nous nous trouvons en présence de deux méthodes.

Nous pouvons prendre une circonscription déterminée, par exemple une paroisse moyenne pour laquelle nous avons le chiffre certain des revenus en terres, puis établir une proportion. Ainsi, deux ans avant la Révolution, Guissény avait 1287 livres de revenus en biens fonciers (1) ; avec la moyenne de 20 livres pour la location des deux journaux ou de l'hectare, nous trouvons environ 65 hectares de terres, soit à peu près la 40^e partie de la superficie totale de la paroisse qui est de 2.647 hectares (2). Cette méthode offre un double inconvénient :

(1) Registre des comptes de la Fabrique. Arch. du presbytère.

(2) L'examen des registres paroissiaux de Tréflézin nous a conduit à la même conclusion : 39 hectares sur 1573.

d'abord de ne pas comprendre les terres des Réguliers, ensuite de ne pas tenir compte des villes comme Saint-Pol qui étaient très riches en biens ecclésiastiques.

Seconde méthode : faire état de tous les renseignements trouvés. Pour les documents qui donnent les superficies, rien n'est plus facile ; mais pour ceux qui évaluent les biens fonciers en livres, comment procéder ? M. Rébillon, professeur d'histoire à la Faculté de Rennes, qui a fait un travail volumineux sur la propriété foncière du clergé dans une région déterminée de l'ancien diocèse de Rennes (1), adopte le chiffre de 24 livres comme prix moyen de location de l'hectare pour les terres dont il ne connaît que les revenus en livres. Le prix le plus élevé que nous ayons trouvé pour les bonnes terres, fermes non comprises, est 55 livres en Cléder pour deux journaux ou un hectare ; les prix les plus courants varient de 20 à 30 livres les deux journaux ; le prix moyen des terres froides, et il y en avait à peu près un tiers dans le Léon par rapport aux terres chaudes, est de 4 livres le journal ; parfois le prix descendait très bas quand il s'agissait de garennes ou de marécages ; 30 journaux de terre froide dépendant de l'abbaye du Relecq furent vendus 540 livres comme biens nationaux, donc à peine deux livres de revenus par hectare. En tenant compte de ces divers prix, nous croyons pouvoir adopter le chiffre moyen de 20 livres pour l'hectare des terres seules.

Quant à la propriété bâtie, sans dépendances, nous prenons 100 livres pour la moyenne du prix de location des maisons sises en ville et 60 livres pour la moyenne de la valeur de location des maisons à la campagne. Nous fondons notre appréciation sur les huit maisons prébendales du Chapitre de Léon ; plusieurs existent encore dans la ville de Saint-Pol et sont le type des propriétés bourgeoises ; ces huit maisons furent estimées le 8 décembre 1790 valoir 937 livres de revenus, soit environ 117 livres de location chacune.

(1) A. Rébillon, *La Situation économique du clergé à la veille de la Révolution dans les diocèses de Rennes, de Fougères et de Vitré*, Rennes, Oberthur, 1913, in-8°, CXXIX-780 p.

Avec ces chiffres : 20 livres pour l'hectare de terrain, 60 livres pour le revenu moyen d'une maison à la campagne ou d'une ferme sans ses terres, 100 livres pour le revenu moyen d'une propriété urbaine, nous pensons arriver à des résultats approximatifs dans l'évaluation des terres dont la superficie n'est pas indiquée.

L'Évêché avait, en 1790, dans l'étendue de ses trois fiefs, 11.151 livres de revenus en terres seules, soit une contenance de 557 hectares environ ; 5777 livres pour les revenus de 18 fermes avec les terres qui en dépendaient : en déduisant 1080 livres pour la valeur locative des fermes, il reste près de 4.700 livres pour leurs terres, soit une superficie d'à peu près 235 hectares ; en y ajoutant les 5 hectares occupés par les locaux de l'évêché, nous obtenons un total de 797 hectares.

Le Séminaire avait 647 livres de revenus en terres seules et 4043 livres, montant du prix de location de 12 fermes avec terres, ce qui donne 198 hectares d'après les mêmes calculs.

Pour le Chapitre, nous nous en tiendrons au chiffre de 220 hectares, puisque l'aveu qu'il fit au roi de ses terres en 1684 donne les superficies pièce à pièce et que ces mêmes terres se retrouvent, à peu de chose près, dans les procès-verbaux d'expertise de 1790 et de 1791.

Les revenus fonciers des cures et des fabriques étaient de beaucoup les plus considérables à cause des nombreux legs, fondations et chapellenies qui leur étaient attachés. Elles tiraient, nous l'avons vu, 88.060 livres de leurs biens fonciers ; mais comme elles avaient beaucoup de maisons, au moins 300, et un certain nombre de revenus dont la nature n'est pas indiquée, nous ne pensons pas que la superficie totale de ses terres dépassât sensiblement 3.000 hectares.

Pour les hôpitaux, en additionnant les résultats que nous connaissons d'après les aveux des communautés et les registres municipaux, nous arrivons à un total de 30 hectares de terrain. Quant au Petit Séminaire et au Collège, ils ne sauraient guère entrer en ligne de compte

dans notre évaluation : ils n'avaient, en effet, que les édifices qu'ils occupaient, tous leurs revenus consistant en contrats.

Les deux abbayes d'hommes possédaient peu de terres : elles tiraient le gros de leurs émoluments de leurs dîmes et de leurs droits seigneuriaux ; sur ses 20.000 livres de revenus, l'abbaye du Relecq en avait à peine 2.000 en biens fonds et l'abbaye de Saint-Mathieu en avait encore moins. Les quelques indications que nous avons trouvées dans les procès-verbaux d'expertise et d'adjudication ne nous permettent pas d'attribuer plus de 100 hectares de terres à l'abbaye du Relecq et plus de 30 à l'abbaye de Saint-Mathieu.

Sur la superficie des terres des communautés tant de celles qui étaient tenues par mains que de celles qui étaient affermées, nous avons des données exactes fournies par les aveux des communautés elles-mêmes et par les procès-verbaux des experts des districts ; les évaluations que nous avons pu en faire donnent pour l'ensemble des 19 établissements d'hommes et de femmes une superficie de 90 hectares en chiffres ronds (1).

En faisant la somme, nous trouvons 4.465 hectares pour la superficie des biens d'Eglise que nous avons énumérés. Ce chiffre est évidemment un minimum ; nous n'y avons pas compris les biens fonds des prieurés en commende qui avaient 2.293 livres de revenus dont la nature nous échappe, ni la superficie du sol occupée par les propriétés bâties attachées aux bénéfices, par les presbytères et leurs dépendances lorsqu'ils appartenaient au clergé, enfin par les nombreuses églises et chapelles du diocèse. Mais la superficie ainsi occupée ne saurait modifier sensiblement nos conclusions, et en adoptant le chiffre global de 6000 hectares, nous croyons donner un chiffre fort.

L'ancien diocèse de Léon correspondait à l'arrondissement actuel de Brest, moins le canton de Daoulas et la commune de Dirinon (115.813 hectares) et à l'arrondisse-

(1) Pour les détails sur la superficie des différentes unités ecclésiastiques, Cf. appendice, tableaux III et IV.

ment de Morlaix, moins les paroisses autrefois rattachées au diocèse de Tréguier (89.837 hectares), ce qui fait en mesures actuelles une superficie totale de 205.650 hectares. La propriété ecclésiastique occupait donc vraisemblablement dans le Léon moins de 3 pour 100 de la surface du sol.

M. Lecarpentier a conclu de l'examen des actes de vente des biens nationaux de première origine que le clergé possédait, dans le district de Caudebec, en Caux, au grand maximum 6 pour 100 du sol (1). M. Rébillon lui accorde au plus 3, 41 pour 100 dans les districts qu'il a étudiés (2) ; nos chiffres sont plus forts que les siens pour les terres des fabriques et des cures, mais ils leur sont inférieurs pour celles des abbayes et des communautés auxquelles il attribue, dans le diocèse de Rennes, les deux cinquièmes des revenus ecclésiastiques.

Nos conclusions sur l'état de la propriété ecclésiastique dans le Léon aux environs de 1790 justifient donc ce que disait vingt ans plus tôt M^{gr} d'Andigné : c'est le clergé séculier qui avait le plus de biens. Cependant les biens fonciers de l'Eglise étaient de médiocre importance. M. Rébillon confirme par ses statistiques l'opinion de M. Loutchisky, qui évalue à 5 pour 100 la propriété foncière du clergé dans la superficie de nombreuses régions, mais trouve M. Loutchisky trop prudent quand il élève jusqu'à 12 pour 100 la proportion possible de la propriété foncière du clergé dans la superficie totale du royaume (3). Autre caractère du domaine de l'Eglise : son morcellement. Les terres étaient rarement d'un seul tenant ; elles se présentaient le plus souvent éparpillées. C'est ce qui ressort nettement de l'« Inventaire » des paroisses, des « Aveux » des chapitres et des communautés qui indiquent d'ordinaire des pièces, des parcelles, des sillons

(1) Lecarpentier, *La propriété foncière du clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Seine-Inférieure*, Lestrigant, Rouen, 1902.

(2) A. Rébillon, *Op. cit.*, CXX.

(3) *Ibid.*, LII.

disséminés. « Nulle part, dit encore M. Rébillon, en invoquant à l'appui de ses résultats ceux de la savante étude de M. L. Dubreuil ¹⁾, la propriété ecclésiastique n'a été moins importante, plus morcelée et plus inégalement répartie qu'en Bretagne. » Enfin, sur ces terres qui provenaient pour la plupart de legs et de fondations, pesaient des charges diverses : décimes, rentes seigneuriales et foncières, acquit de messes et de services. Cette dernière obligation mettait, il est vrai, entre les mains des prêtres des paroisses une de leurs ressources le moins aléatoires. M^{gr} de La Marche le reconnaissait dans un des rapports qu'il adressa à l'Assemblée du Clergé : « Il y a, disait-il, un grand nombre de fondations dans la plupart des paroisses, mais elles sont faites en faveur des fabriques et ne sont d'aucun émolument aux ecclésiastiques ; ils en acquittent les charges et le service leur est payé sur le taux fixé dans le diocèse ; le seul avantage qu'ils en retirent est d'être assurés d'une grande partie de l'honoraire de leurs messes (2). »

IV

Si les fabriques étaient riches, les prêtres, en effet, l'étaient moins. Cette observation se retrouve plusieurs fois sous la plume de l'Évêque. Nous allons voir le vaste plan de réforme qu'il conçut pour améliorer le sort matériel de son clergé ; l'occasion se présenta lorsqu'il fut question d'augmenter par toute la France la portion congrue des prêtres des paroisses.

Le 8 février 1786, le Bureau diocésain du Clergé de Léon se réunit pour entendre lecture de la Délibération prise par l'Assemblée du Clergé de France le 3 août 1785 ; cette Délibération réglait « sous le bon plaisir du Roi » la portion congrue des curés à 700 livres et celle des vicaires à 350, et devait avoir son effet en 1787. L'amélioration proposée était sensible : la portion congrue

(1) L. Dubreuil, *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord*, chap. III.

(2) Rapport de 1786. D'après l'autographe, (Arch. Ev. Quimper).

avait été fixée par la déclaration royale du 29 janvier 1686 à 300 livres pour les curés et à 150 livres pour les vicaires ; elle avait reçu une augmentation par l'édit du mois de mai 1768 qui l'avait réglée à 500 livres pour les curés et à 200 pour les vicaires. Cette augmentation, qui n'était d'ailleurs qu'« une compensation pour le fléchissement de la valeur de l'argent (1), » était encore insuffisante, et la nouvelle majoration proposée en 1786 par l'Assemblée du Clergé sur le rapport de l'archevêque de Bordeaux, fut bien accueillie par le Roi. L'Assemblée fit alors parvenir des instructions à tous les archevêques et évêques. Dès qu'il reçut ces instructions, Authueil, recteur de Guiclan, syndic du Clergé de Léon, adressa à tous les recteurs une circulaire dans laquelle il les pria de lui indiquer le chiffre de leurs revenus, de lui présenter des observations touchant leur situation et l'état de leurs paroisses, et leur demandait de lui faire connaître s'ils optaient pour la portion congrue ou s'ils préféraient le système en vigueur.

Quand il eut obtenu les renseignements demandés, le Bureau diocésain fit dresser un tableau en six états (2) dans l'ordre suivant : Cures de villes et de campagne à portion congrue ; cures de villes et de campagne qui jouissent d'un revenu de 700 livres et ont besoin d'amélioration ; cures qui ne produisent pas un revenu équivalent à la portion congrue ; cures de campagne dont les dimes ou fondations ne fournissent pas au curé ou la portion congrue ou un revenu convenable après avoir payé ses vicaires ; cures à démembrer pour améliorer des cures limitrophes dont le revenu est insuffisant ; vicariats à supprimer.

Ces états, outre qu'ils nous fournissent de précieuses indications sur la situation matérielle des recteurs et des vicaires dans le diocèse de Léon à la fin de l'ancien régime, contiennent des observations faites par l'évêque et souvent signées de sa main, et desquelles il résulte qu'il

(1) Lavissee, *Histoire de France*, t. ix, p. 171.

(2) Ces états, la circulaire et le rapport qui s'ensuivit, se trouvent aux Archives de l'évêché de Quimper.

était partisan d'un projet de réforme fondé sur une plus juste délimitation des paroisses et une plus équitable répartition des ressources entre les membres du clergé.

A ce document était annexée une carte géographique présentant avec exactitude les limites et la forme des différentes paroisses de manière à appeler l'attention de l'Assemblée sur les changements proposés.

Dans le tableau ne sont comprises ni les trêves ou succursales, ni les 26 paroisses qui fournissaient à leurs prêtres des ressources suffisantes soit en casuel, soit en dîmes.

Sur les 120 paroisses ou trêves du diocèse, 9 seulement avaient la portion congrue ; c'étaient : le Minihy de Léon, Saint-Martin de Morlaix, Beuzit, Bréventec, l'Ile-de-Batz, Lampaul-Plouarzel, Plougonvelin, Saint-Mathieu, Ouessant. Dans ces paroisses, les recteurs et les vicaires recevaient leur pension des gros décimateurs : le Chapitre de Léon pour le Minihy, les prieurés de Saint-Martin, Bréventec, Beuzit, Lampaul-Plouarzel pour lesdites paroisses, l'abbaye de Saint-Mathieu pour Plougonvelin et Saint-Mathieu, le Séminaire de Léon pour l'Ile-de-Batz et Ouessant.

Mais les curés et recteurs qui optaient pour la congrue devaient renoncer à la dîme. Parmi les 59 cures figurant dans le tableau, 43 trouvaient dans la dîme leur principale ressource et 6 continuaient à percevoir les prémices malgré l'arrêt du Parlement du 13 janvier 1770 qui avait porté atteinte à ce droit, lorsqu'il en avait privé le recteur de Plouvorn. Dans les villes, c'était surtout le casuel qui servait à l'entretien des prêtres : à Saint-Louis de Brest, il rapportait 1.500 livres, à Saint-Houardon de Landerneau 800, à Saint-Michel de Lesneven 400, à Saint-Renan 200.

La principale ressource du clergé, la dîme ecclésiastique est ainsi définie dans *l'Introduction au gouvernement des paroisses suivant la jurisprudence du Parlement de Bretagne* de Potier de la Germondaye : « une portion des fruits de la terre que le détenteur paie au décimateur ecclésiastique. » Bien que ce mot présente à

l'esprit l'idée d'une dixième partie des fruits, sa quotité n'était pas la même sur toute l'étendue du diocèse. « A l'exception de trois ou quatre paroisses, lisons-nous dans le rapport du Bureau diocésain de Léon, où elle se lève à la 12^e gerbe, elle ne se lève qu'à la 36^e gerbe sur les blés blancs, froment, seigle, avoine et orge. »

On ne dîmait pas sur les légumes. Ce fut là une des causes de l'extension donnée par les paysans du Léon à la culture maraîchère : « Il est certain, écrivait M^{gr} de La Marche (1) que la culture des légumes et de plusieurs semences sur lesquelles on ne dîme pas, s'est accrue aux dépens de la culture des blés blancs sur lesquels on dîmait » ; plus loin il cite ces légumes et ces semences : pommes de terres et artichauts, qui sont aujourd'hui la grande source de richesse du Haut-Léon. De ce fait, les dîmes avaient considérablement diminué : « La dîme, disait encore l'Evêque, est tellement réduite dans ce diocèse, que toutes les dîmes ecclésiastiques qui s'y perçoivent, réunies et réparties par portions égales entre tous les ecclésiastiques, fourniraient à peine 200 livres à chacun » ; donc un total inférieur à 80.000 livres pour le diocèse entier, puisqu'il y avait moins de 400 prêtres.

Le casuel offrait un second moyen de subsistance. Dans les paroisses de campagne, il s'ajoutait à la dîme ; dans les paroisses de villes, il la remplaçait. Il consistait dans la part qui revenait aux prêtres sur les tarifs des baptêmes, mariages et enterrements, les offrandes faites par les fidèles et dont le montant revenait au recteur, à la paroisse ou à l'évêque selon les règlements diocésains et les usages locaux. Mais dans le Léon, les curés avaient renoncé à leur part des offrandes qu'ils laissaient aux fabriques, à charge pour celles-ci d'entretenir les chœurs et les cancels.

Les honoraires de messes dont le tarif est de la juridiction de l'évêque étaient fixés à 15 sols ; ils rapportaient 263 livres par an : ce sont les chiffres indiqués par M^{gr} de La Marche ; à raison de près de 400 prêtres, le tout s'élevait à 100.000 livres environ.

(1) D'après un rapport autographe, 1786. (Arch. Ev. Quimper).

Les quêtes étaient réglementées par la jurisprudence civile qui les interdisait en principe. En 1776, les sieurs Joly, recteur, et Broudin, curé de Guissény, remontrèrent qu'ils avaient vu avec peine leur notifier les arrêts de la Cour qui leur défendaient la quête : en effet, en quêteant dans la paroisse, ils avaient suivi un usage établi et ils croyaient qu'on ne pouvait leur faire un reproche d'accepter des dons libres et volontaires. Le Corps politique assemblé le dimanche 5 janvier 1777 déclara que « Messieurs les prêtres de Guissény n'avaient jamais exigé ni fil, ni beurre, ni argent, chacun étant libre de donner ce qu'il voulait sans sollicitation ni instance 1). » Ce fait montre que l'usage des quêtes était contrarié par les règlements civils ; c'était « une ressource fâcheuse, disait M^{re} de La Marche qui les tolérait, mais malheureusement nécessaire ; elle est dans le diocèse de Léon un supplément de plus de trente mille livres au défaut des dîmes. »

Enfin les vicaires prêchaient des stations dont le produit, toujours d'après le rapport de l'Evêque, était de 150 à 200 livres, soit dans l'ensemble 50.000 livres en chiffres ronds (2).

Le « tableau » du Bureau diocésain donne les revenus du clergé « sans déduction des décimes et autres charges communes aux curés ».

Si les privilèges fiscaux du clergé en ce qui touchait les impositions royales et seigneuriales étaient nombreux, les redevances ecclésiastiques les compensaient largement. Nous avons vu qu'il y avait les décimes tant ordinaires qu'extraordinaires, et si les fabriques étaient imposées pour leurs biens, les recteurs l'étaient aussi pour leurs revenus ; en 1786, le recteur de Saint-Louis de Brest était taxé au rôle des décimes ordinaires pour la somme de 113 livres sur un revenu, charges comprises, de 1359 livres.

A cette taxe s'ajoutaient les frais de réception qui incombaient aux recteurs des villes comme Saint-Pol, Landerneau, Morlaix, Brest et les multiples dépenses

(1) Archives du presbytère.

(2) Cf. Appendice, tableau I.

auxquelles étaient astreints les recteurs des paroisses côtières. M. Joly écrivait à l'Evêque le 26 mars 1786 : « J'accepterais volontiers la portion congrue quoique très modique, eu égard aux dépenses et aux corvées auxquelles les recteurs riverains sont sujets dans tous les temps, surtout en temps de guerre où des officiers font leur visite ; il n'est pas de la décence de refuser le couvert à ces personnes. »

Les rapports signalent aussi les frais de monture dans les paroisses de campagne de grande étendue.

Les recteurs avaient de plus les charges communes : droits dus à la mense épiscopale, loyer et réparations de presbytères et même certaines réparations d'églises.

Sur ce dernier point, les registres paroissiaux de la fin du XVIII^e siècle sont fort instructifs. Le recteur de Kernilis fit réparer deux cancels à ses frais ; le recteur de Guicquelleau dut demander à l'Evêque un supplément de 600 livres pour les dépenses d'entretien et de réparation de l'église du Folgoat. Quand les habitants de Plougoulm voulurent faire reconstruire leur église avec les fonds provenant des revenus de la fabrique, le ministre leur notifia que l'édit de 1695 destinait les revenus des fabriques à la fourniture et à l'entretien du linge, des calices et des ornements et que, par conséquent, il n'était pas régulier de les consacrer à un autre usage.

Le loyer des presbytères était aussi à la charge des recteurs, à moins que la générosité privée ne leur fournit un local d'habitation, comme à Saint-Sauveur de Brest où un nommé Tanguy Hélez, du consentement de ses parents, donna aux prêtres de Recouvrance une maison « à perpétuité pour y demeurer eux et tous ceux qui leur succéderont ». Nous lisons au registre des Délibérations du corps politique de Plouguerneau qu'à la date du 9 décembre 1781, le recteur versa à la fabrique la somme de 45 livres pour le loyer de la maison presbytérale. Le cahier de la paroisse de Guissény pour l'année 1774 consigne la délibération suivante : « Sur la requête du général de la paroisse, étant donné l'offre du sieur Joly, recteur, le Parlement homologue la délibération d'après laquelle le rec-

teur paiera annuellement aux fabriques en charge la somme de 24 livres pour le loyer du presbytère, avec charge pour le recteur de faire à ses frais les réparations purement locatives, telles que clefs, clavures, vitres, de mettre à ses frais les pierres faillantes. Cette délibération du 5 juin 1774 a été homologuée par la Cour le 3 août de la même année. »

Le Parlement de Rennes n'entendait donc pas que les réparations locatives des presbytères se fissent au compte des fabriques. Le général de Saint-Sauveur de Brest ayant soumis au Parlement un projet de relèvement des tarifs de mariages, d'enterrements, de services, il lui fut répondu le 1^{er} juin 1776 qu'il pouvait présenter sa requête à la Cour aux fins d'homologation, mais qu'il restait entendu que le recteur ne pourrait rien prélever sur les nouveaux tarifs pour l'entretien de la maison presbytérale.

Le corps politique de Sizun, d'accord avec le recteur, avait demandé pour des réparations une levée de deniers sur les contribuables, par requête directe au Conseil du Roi. Mesure illégale, dit le procureur général de Caradec, car c'est au Parlement seul qu'il fallait s'adresser. La Cour de Rennes fit défense au général de Sizun et à tous autres de prendre à l'avenir de pareilles délibérations et ordonna que son arrêt fût publié à différents prônes dans l'église paroissiale de Sizun, affiché aux portes de l'église et inscrit sur le registre des délibérations des fabriques de tout le royaume.

Les recteurs étaient bien obligés de s'exécuter. Le 17 décembre 1780, M. de Lesmel, recteur de Plouguerneau, remit à la fabrique la somme de 45 livres pour les frais de réparations de son presbytère, et acte en fut pris le jour même dans la délibération du Corps politique. Quand ils ne prenaient pas le soin de s'acquitter de cette obligation, le poids en retombait sur leurs héritiers. Dans l'inventaire de la succession de l'abbé Bourdonnec, décédé en 1762 recteur de Saint-Michel de Lesneven, le procureur fiscal préleva 28 livres sur la succession et les remit entre les mains de l'entrepreneur chargé des travaux autour du

presbytère. A la mort du recteur de Plouescat en 1781, les héritiers eurent à payer au général de la paroisse, pour les réparations du presbytère, la somme de 614 livres, 10 sols.

Cette question de réparations fut une source de conflits entre les diocèses bretons et le Parlement; la législation du Parlement de Rennes différait, en effet, de celle du Conseil d'Etat. L'article 22 de l'édit royal de 1695 mettait au compte des habitants des paroisses les réparations des presbytères, sauf les réparations d'entretien. En 1721, le Parlement de Bretagne rendit un arrêt en forme de règlement, par lequel il était ordonné que les recteurs et curés étaient tenus à toutes réparations tant grosses que menues de leurs presbytères et, qu'en cas de mort ou de résignation, les dites réparations devraient être prélevées sur la succession des curés décédés ou devraient être faites aux frais et dépens des curés résignants. Sur la demande des évêques de Bretagne, l'Assemblée du Clergé fit, en 1740, des remontrances au Roi au sujet d'une jurisprudence aussi nouvelle que préjudiciable aux intérêts des curés bretons. Le Roi répondit « qu'il se ferait instruire des circonstances de cette affaire et des motifs de ces arrêts et ferait communiquer aux agents généraux les mémoires qui lui seraient remis à cet égard pour, sur leur réponse, y pourvoir ainsi qu'il appartiendra (1). »

Pourtant rien ne fut fait, car en 1775 nous trouvons les mêmes plaintes formulées par les évêques de Bretagne ou leurs représentants, dans les procès-verbaux de l'Assemblée du Clergé (2). « Les droits du Clergé, y lisons-nous, sont fondés sur l'édit de 1695, et cependant l'arrêt de règlement subsiste encore. Les presbytères sont dans le plus mauvais état; les curés de Bretagne, pour la plupart très pauvres et ruinés par des frais, meurent insolvable. » L'archevêque de Narbonne, chargé du rapport, le termine en ces termes, en s'adressant à l'Assemblée : « On ne

(1) Arch. Nat., G 8*, 2479, f^{os} 63-74.

(2) Arch. Nat., G 8*, 699, p. 531-538.

peut pas employer la voie de la cassation contre un arrêt rendu depuis cinquante-quatre ans. La route que vous devez suivre est tracée ; vous devez demander au Roi une déclaration conforme au projet qui a déjà été dressé dans une Assemblée antérieure et envoyé au Parlement de Rennes, et prier M. le Chancelier d'employer l'autorité du Roi pour que cette déclaration soit enregistrée dans ce Tribunal. » Aucune décision ne fut encore prise. L'Assemblée provinciale de Tours de 1780 chargea ses députés d'insister auprès de l'Assemblée générale du Clergé pour « que les curés de Bretagne fussent déchargés des frais de constructions et de réparations des presbytères, et, à la demande du procureur de l'évêché de Léon, pour que les décimateurs ne fussent obligés que subsidiairement aux fabriques à la réparation des églises et des chapelles (1). » Le député du Léon faisait partie de la délégation ; il présenta un mémoire sur la question à l'Assemblée du Clergé qui délibéra de renouveler ses réclamations contre l'arrêt de 1721, mais elle dut encore se contenter de promesses platoniques. A l'Assemblée générale de 1788, ce fut l'Évêque lui-même qui prit en mains la cause de ses recteurs, mais la Révolution arriva sans que la question fût résolue.

Malgré les charges qui pesaient sur son clergé, M^{gr} de La Marche s'opposa énergiquement à la nouvelle loi sur les congrues, parce que son application aurait été désastreuse pour les curés. Les raisons en sont exposées dans le mémoire qu'il fit adresser par son Bureau en réponse au questionnaire de l'Assemblée du Clergé. « Le taux de la portion congrue a été déterminé en faveur des curés et des vicaires dans la vue de leur fournir une subsistance honnête et un entretien convenable. Il paraît que l'on n'a pas atteint ce but par l'édit de 1768, puisqu'il y a des provinces entières où les curés et les vicaires se plaignent de l'insuffisance de ces portions congrues. Faut-il par une

(1) Extrait du procès-verbal de l'Assemblée provinciale de Tours en 1780 (un exemplaire se trouve à l'évêché de Quimper, « Léon », 1780).

loi générale augmenter les portions congrues ? Faut-il les laisser au taux où elles sont portées ? On ne pense ni l'un ni l'autre. »

Le mémoire commence par des observations sur la portion congrue en général. Il est évident qu'elle est suffisante pour certains curés et vicaires ; il s'agit de ceux qui trouvent un supplément dans les fondations de leurs églises et dans leur casuel, et qui ont peu de charges ; il est également certain qu'elle est insuffisante pour ceux qui ne trouvent aucune ressource dans les fondations ni dans le casuel de la paroisse. La loi ne connaît que les résultats généraux et ne peut entrer dans tous les détails particuliers. Il faut être sur les lieux et dans le diocèse d'un curé pour juger sainement de la quotité du revenu qui lui est nécessaire pour qu'il ait une aisance suffisante ; c'est sur place seulement qu'on peut connaître si ses ressources dépassent la portion congrue, si elles lui sont inférieures, et dans ce dernier cas, combien il faut ajouter pour mettre une juste proportion entre ses facultés et ses besoins.

Or en Bretagne, et particulièrement dans le Léon, une répartition plus équitable et un prélèvement plus sérieux de la dime assureraient à chaque prêtre des moyens honnêtes de subsistance. Le remède suggéré était d'abord une plus juste délimitation des paroisses. Il faudrait mettre fin aux situations anormales : qu'on ne vît plus un recteur à Saint-Mathieu avec 160 habitants et un autre tout proche à Plougonvelin avec 3.000. Deux solutions étaient préconisées : ou bien le démembrement par voie d'union à un bénéfice pauvre d'un bénéfice plus riche ; ainsi on proposait qu'à Tréglonon on unit une partie de Plouvien, à Saint-Thonan une partie de Ploudaniel, à Tréménech une partie de Plouguerneau ; ou bien la suppression pure et simple des paroisses trop pauvres et leur union aux paroisses limitrophes. Comme mesure générale à prendre en faveur des paroisses rurales, il faudrait assurer une plus exacte perception de la dime : bien appliquée, elle donnerait au clergé des ressources suffisantes « étant donné la fertilité de la plupart des paroisses,

surtout des paroisses maritimes qui sont très nombreuses dans le Léon » ; en la remettant à la 12^e gerbe, au lieu de 80.000 livres, elle rapporterait 240.000, donc un chiffre sensiblement supérieur à celui que donnerait la portion congrue de 87 curés à 700 livres et de 300 vicaires ou prêtres auxiliaires à 350 livres. Cette solution offrirait en outre l'avantage de supprimer la quête. Dans les cas exceptionnels, on détacherait une partie des revenus de la fabrique pour l'entretien des prêtres. Enfin, et c'est une idée qui revient souvent dans le rapport, les cas d'espèce devraient être soumis à l'examen du synode diocésain qui est tout désigné pour juger des mesures à prendre dans le diocèse.

Devant l'opposition qui s'éleva presque partout en Bretagne, le Parlement de Rennes refusa d'enregistrer la Déclaration concernant les congrues. Dans son rapport à l'Assemblée du Clergé en 1788, M^{sr} de Cicé, archevêque de Bordeaux, après avoir résumé les raisons données par le Bureau de Léon, ajoutait que les autres diocèses bas-bretons, ceux de Quimper, Vannes et Tréguier, ne redoutaient pas moins l'enregistrement de la Déclaration. Deux ans auparavant, le même rapporteur avait écrit à M^{sr} de La Marche qu'il avait prié le Garde des Sceaux de surseoir à l'application de la loi en Bretagne (1) ; mais en 1788, en considération des avantages que toutes les autres provinces retireraient de la portion congrue, il fut d'avis, au nom de la commission du Temporel, d'en demander l'application dans toute la France ; il comptait sur les efforts des évêques bretons pour réparer par tous les moyens que le temps et les circonstances mettraient à leur disposition, les maux qui résulteraient dans leurs diocèses de l'exécution de la loi (2).

L'Assemblée du Clergé entra dans les vues de M^{sr} de Cicé : elle chargea ses agents d'insister auprès du Garde des Sceaux pour que la Déclaration du 2 septembre 1786 fût

(1) Cette lettre est datée de Paris, 11 septembre 1786. (Arch. Ev. Quimper.)

(2) Extrait de G 8*, 706, p. 461 sqq. Arch. Nat.

communiquée aux Cours qui ne l'avaient pas enregistrée. Il en résulta une nouvelle Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 16 février 1789 et tendant à appliquer une mesure uniforme dans tous les diocèses. L'article I fixait à 700 livres la portion congrue des curés et vicaires perpétuels à compter du 1^{er} janvier 1790; l'article II, en fixant à 350 livres la portion congrue des vicaires, prévoyait que les décimateurs curés ou non curés ne seraient pas tenus de payer d'autres vicaires que ceux que les archevêques ou évêques jugeraient convenable et utile d'établir ou de conserver; dans l'article V, le Roi exhortait les chefs des diocèses à procéder par voie d'union de bénéfices à la dotation des curés et vicaires auxquels l'abandon total des dîmes n'assurerait pas un revenu équivalent à la portion congrue, et dans l'article VI il les autorisait à procéder aux suppressions et translations des cures selon que les circonstances l'exigeraient.

Faut-il voir dans cette Déclaration un effort pour tenir compte des *desiderata* des évêques? Quoi qu'il en soit, la Révolution empêcha l'exécution de la loi en Bretagne. Mais l'évêque de Léon avait montré qu'il s'intéressait au sort matériel de ses prêtres. En refusant d'adopter les vues de l'Assemblée du Clergé et en tenant compte de la situation particulière de son diocèse, il avait fait un acte de justice, car les prêtres les plus occupés et dont le ministère est plus difficile ou ceux qui sont le plus assujettis aux dépenses, doivent recevoir plus que leurs confrères dont les charges sont moins lourdes. Le principe de l'inégalité des ressources ne devait pas faire de jaloux, puisque l'accès des meilleures cures était ouvert aux plus méritants par la voie du concours et que les mesures étaient prises pour assurer à tous un traitement convenable. L'Évêque lui-même, au cours de ses visites pastorales, s'informait de la situation de ses prêtres et distribuait des secours aux plus malheureux (1).

Rien d'étonnant que ces dispositions sages et libérales lui aient concilié la vénération et l'amour de son clergé

(1) Du Châtellier, *Or. Fun.*, p. 20.

et la reconnaissance des fidèles. Dans les Cahiers de doléances du Tiers il y a unanimité pour réclamer un sort plus convenable aux prêtres des paroisses ; du côté de ces derniers aucune plainte, aucune critique ne fut formulée contre l'administration épiscopale. Bien au contraire, les ecclésiastiques du Léon n'eurent qu'à s'en féliciter, et quand se déchainera la tourmente, l'on s'apercevra à peine de la défection de quelques-uns dans la multitude de ceux qui resteront debout auprès de leur Évêque.

CHAPITRE TROISIÈME

LES RELATIONS DE L'ÉVÊQUE AVEC SES DIOCÉSAINS : ŒUVRES D'ASSISTANCE

I. L'ENQUÊTE SUR LA MENDICITÉ (1774). LE QUESTIONNAIRE DE M^{gr} DE LA MARCHE. LES RÉPONSES DES RECTEURS : LE NOMBRE ET LA PROPORTION DES MENDIANTS. — CAUSES GÉNÉRALES DE LA MENDICITÉ : CHARGES DE FAMILLE, MENDIANTS ÉTRANGERS, EXCÈS D'IMPÔTS. LES CAUSES ACCIDENTELLES DANS LES CAMPAGNES : CHERTÉ DES TERRES ET DES FERMES ; PÉNURIE DE SEMENCES ; PRIX ÉLEVÉ DES BLÉS ; MODICITÉ DES SALAIRES. CAUSES PARTICULIÈRES : DANS LES VILLES INDUSTRIELLES ; DANS LES LOCALITÉS VOISINES DE BREST ; DANS LES PAROISSES DES CÔTES ; DANS LES ÎLES. CAUSES PERMANENTES : DÉFAUTS DES RICHES, DÉFAUTS DU PEUPLE. — LES CATÉGORIES DE MENDIANTS : QUELQUES RAPPORTS INTÉRESSANTS. — LES REMÈDES PROPOSÉS RELATIVEMENT AUX GUEUX VALIDES ET OISIFS, AUX VALIDES SANS TRAVAIL, AUX PAUVRES INVALIDES. LES HÔPITAUX DANS LE DIOCÈSE. LES RENTES ET LES REVENUS AFFECTÉS AUX PAUVRES ; LES QUÊTES. — CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE : SOLLICITUDE DES RECTEURS POUR LEURS OUAILES ; DESIDERATA EXPRIMÉS ; INITIATIVES INTÉRESSANTES. RARES RÉCRIMINATIONS CONTRE LES ORDRES RELIGIEUX ; PLAINTES PLUS AMÈRES CONTRE LES SEIGNEURS ; DANS QUELLE MESURE ELLES SONT FONDÉES ; UNE COMPARAISON ENTRE LES RAPPORTS DES RECTEURS EN 1775 ET LES CAHIERS DES DOLÉANCES EN 1789. INFILTRATIONS PHILOSOPHIQUES, MAIS PRÉDOMINANCE DE LA MORALE ÉVANGÉLIQUE.

II. — LES MESURES PRISES PAR M^{gr} DE LA MARCHE EN FAVEUR DES ÎLES ; SON INTERVENTION PRÈS DES ÉTATS DE BRETAGNE ET PRÈS DE L'ASSEMBLÉE DU CLERGÉ. EN FAVEUR DES PAROISSES CÔTIÈRES : IL OBTIENT L'ABROGATION DE LA LOI SUR LES GOËMONS. AUX ÉTATS IL SOLLICITE ET OBTIENT LA DIMINUTION DES CHARGES, DE LA CAPITATION, DE LA CORVÉE. SON RAPPORT SUR L'INTERNEMENT DES VAGABONDS ; IL EST PARTISAN DES ATELIERS DE CHARITÉ. — DIVERSES MESURES LOCALES QU'IL PREND. SES LETTRES ET SES MANDEMENTS SUR LES DEVOIRS DES RICHES, SUR LA CONSTITUTION DE BUREAUX PAROISSIAUX POUR LE SOULAGEMENT DES PAUVRES. SON ASSIDUITÉ À PRÉSIDER L'ASSEMBLÉE DES DAMES DE LA CHARITÉ ET LES RÉUNIONS DU BUREAU DE L'HÔPITAL DE LÉON. CRÉATION D'UN COURS D'ACCOUCHEMENT. SAINT-POL DOTÉ DE HARAS PAR SES SOINS. IL RÉPAND DANS LE DIOCÈSE LA CULTURE DE LA POMME DE TERRE. SES LIBÉRALITÉS PARTICULIÈRES : INSTITUTION D'UNE ROSIÈRE, CONSTRUCTION D'UN PENSIONNAT ; FONDATION DE BOURSES.

I

Si dans ses rapports avec le clergé M^{gr} de La Marche fit preuve d'une vive sollicitude et d'une réelle intelligence de ses besoins, dans ses relations avec le peuple il s'ouvrit largement aux idées de son siècle qui se piquait de bienfaisance et d'améliorations sociales. Il sut allier aux devoirs de sa charge pastorale les devoirs de l'homme public qui se rend utile à ses concitoyens. Dès le début de son épiscopat, en 1774, pour seconder les vues du ministre Turgot (1), il fit faire par ses curés et recteurs une enquête sur la mendicité dans son diocèse et sollicita leurs suggestions sur les moyens d'y remédier. Dans sa circulaire, on constate le souci qu'il eut de faire disparaître la plaie du paupérisme : « Je vous prie, dit-il à ses prêtres, de vous prêter avec autant de zèle que de confiance à donner relativement aux pauvres de votre paroisse tous les éclaircissements qui vous seront demandés. Je ne puis mieux vous y exciter qu'en vous assurant que ces démarches ne tendent qu'au soulagement des pauvres dont les intérêts vous sont confiés et aux malheurs desquels votre religion et votre charité vous rendent également sensible. »

A la circulaire était annexé le questionnaire suivant dont on remarquera la précision et la clarté :

« 1^o Quel est à peu près le nombre des mendiants domiciliés dans votre paroisse ? En quelle proportion est-il avec celui des habitants aisés ?

2^o Quelle peut être la source de la mendicité dans votre paroisse ?

3^o Quelle est l'espèce de mendiants ? Ne sont-ce que des vieillards, des infirmes et des enfants hors d'état de travailler, ou des gens valides de tout âge ?

4^o En comparant le nombre des mendiants avec celui

(1) Noter l'empressement avec lequel M^{gr} de La Marche se fit l'auxiliaire de la réforme projetée. La circulaire de Turgot est du 18 novembre 1774 et la lettre de l'Evêque à son clergé est du 1^{er} décembre.

des gens aisés et en considérant l'espèce des mendiants, le principe et la cause de leur mendicité, quel moyen vous paraîtrait le plus convenable et le plus efficace pour supprimer la mendicité ?

5° Y a-t-il dans votre paroisse quelque hôpital ou y a-t-il quelque fonds certain pour les pauvres ou enfin y a-t-il quelque casuel provenant des quêtes ? S'il y a des fonds de quelqu'une de ces espèces, quel peut en être le montant ? Comment et par qui se fait la distribution et l'administration de ces fonds ?

6° Enfin s'il y a quelque espèce d'établissement pour les pauvres, quels en sont les avantages et les défauts ? quels sont les moyens de les perfectionner ou d'en établir s'il n'y en a pas d'aucune espèce ? »

Nous avons les dépositions de 95 recteurs (1). Les lettres sont empreintes d'un charme tout personnel, de la spontanéité, de l'originalité particulière à chaque correspondant ; elles expriment d'une manière touchante le dévouement de ces humbles prêtres à la population avec laquelle ils vivent chaque jour. Ces bons recteurs ne sont pas de purs contemplatifs ; ils sont utilitaires et hardis, devinant, esquissant même de grandes réformes économiques tentées ou exécutées depuis dans la société contemporaine.

La proportion des mendiants par rapport à la population est très variable suivant les paroisses. Au Minihy de Léon, il y a 200 mendiants et 200 pauvres honteux sur une population de 12.000 ; dans ces chiffres ne sont pas compris tous ceux qui sont dans la gêne, puisque l'état de 1786 accuse la présence à Saint-Pol de 1200 pauvres ; Kernouës compte une cinquantaine de mendiants sur 350 communiant ; Guimiliau 240, soit à peine le douzième de la population ; Plouguerneau 400 « composant une treizième portion du peuple de la paroisse » ; Gouesnou 26 familles réduites à la mendicité, formant

(1) Classées par M. le chanoine Peyron, archiviste de l'Evêché, qui a bien voulu nous les communiquer (Dossiers « Enquête sur la Mendicité », Arch. Ev. Quimper). Nous avons précisé ou complété quelques chiffres à la suite de recherches dans plusieurs paroisses.

un total de 125 pauvres dans une paroisse de mille âmes ; Kernilis une centaine de mendiants sur 1200 communiant ; Guipavas, sur une population de 4000, a 270 personnes à la charité dont une soixantaine mendient et une seconde catégorie « d'environ 400 personnes qui approchent de la pauvreté et vivent ». A Saint-Martin de Morlaix, il n'y a presque pas de pauvres à la campagne ; en ville, sur 2500 habitants, on en compte un quart dans le besoin ; à Plounéour-Trez, 20 familles mendient sur 2000 âmes ; à Plouescat, il n'y a pas de mendiants, mais le quart des familles est pauvre.

Certains recteurs établissent des comparaisons : Saint-Pierre-Quilbignon a 76 nécessiteux, 47 moins indigents, 92 familles aisées : en 1790, en réponse à un questionnaire de l'Assemblée Nationale, la Municipalité donnera les chiffres suivants : population 2040 ; feux 406 ; individus qui ne paient pour les impositions que la valeur d'une ou deux journées de travail à raison de 10 sols la journée, 167 ; qui paient la valeur de 3 journées, 273 ; qui ne paient rien, 80 sur lesquels 16 vieillards hors d'état de gagner leur vie et 6 infirmes (1). Plouénan a 68 mendiants, 15 familles moyennes, 60 familles aisées ; Plouédern 120 mendiants sans compter les pauvres honteux, 70 ménages aisés, 82 médiocres ; Lanneuffret, sur 37 feux, en a 24 d'aisés, 8 « qui achètent le blé et n'en vendent pas », un seul mendiant ; Guiclan 450 mendiants, 750 pauvres, 750 dans une situation au dessus de médiocre, 1000 dans une situation médiocre, 1000 aisés et 300 riches ; Cléder 500 ménages, dont 40 aisés, 200 pouvant « se tirer de presse », 200 ayant assez de peine à vivre ; Landéda a 40 familles à la mendicité, 40 familles aisées et 160 « au dessous de la médiocrité » ; Landunvez, 20 familles qui mendient : sur les 292 qui composent la paroisse, « il y a au moins 150 hors d'état d'aider les pauvres, par la modicité de leurs fermes ou vu le peu de revenu de leur navigation ou du salaire de leurs métiers ; restent 142 familles en état de faire l'aumône ». Saint-Louis

(1) Arch. mun. de Saint-Pierre-Quilbignon, Délibérations du Conseil, 1790, p. 14.

de Brest a 200 mendiants environ contre 2000 personnes aisées au moins. Kersaint-Plabennec compte 10 familles à la mendicité et environ 40 familles aisées. Un heureux pasteur, c'est celui de Goulven qui écrit à l'Evêque : « Aucun des naturels de cette paroisse ne mendie, parce qu'il sont tous laborieux ; mais il y a 5 ou 6 mendiants qui sont venus ici d'ailleurs pour être exempts de la capitation. » Non moins heureux est M. Rannou, recteur de Lanildut : « Cette paroisse, dit-il, ne contient pas plus de 350 communiants et il y a environ 8 à 9 mendiants. Mais il y a un bien plus grand nombre de pauvres qui, à la vérité ne mendient pas, mais seraient obligés de le faire, sans le secours des personnes charitables qui leur donnent des panais, des fèves et des pois, et d'autres légumes qui font la nourriture ordinaire du pauvre dans cette campagne pendant une partie de l'année ; de plus, ils donnent à ces pauvres du lait, de la soupe et le reste de leurs repas et des hardes pour les vêtir. » Par contre, la détresse des îles est lamentable : « Il y a 152 pauvres mendiants sur l'île, écrit le recteur d'Ouessant, mais le nombre des pauvres honteux, plus dignes ici d'aumône que partout ailleurs, est d'environ 300, qui ensemble composent un bon quart de la paroisse vis-à-vis des habitants aisés, si tant est qu'on puisse appeler aisés des gens qui ne peuvent se nourrir que de pain d'orge cuit sur le foyer dans la cendre de mottes brûlées, qui n'ont d'autre chose pour faire chauffer leur soupe que du fumier détrempé et séché au soleil ou du goémon sec, au défaut de toute espèce de bois. Voilà quels sont les habitants les plus aisés de l'île. » Mais c'est Molène qui bat le record ; le recteur, M. Bégoc, écrit : « Sur 60 petits ménages qu'il y a dans cette île, il n'y a que 2 ou 3 qui soient un peu à leur aise ; tous les autres sont dans la plus grande misère pour ne pas dire dans l'extrême nécessité. »

Parmi les sources de la mendicité, il en est qui sont communes aux paroisses des côtes, des villes et des campagnes.

Les recteurs de Guicquelleau, Kernilis, la Forêt, Lan-

déda, Languengar, Lesneven, Ploudiry et Plouzané, voient la cause la plus ordinaire du paupérisme dans le grand nombre d'enfants.

Une autre cause souvent signalée, c'est la présence dans les paroisses de mendiants étrangers. Les réponses nous les montrent partout : dans les localités importantes comme Brest « où ils viennent se réfugier », à la campagne où ils sont moins gênés par la police. Aussi les recteurs font-ils entendre de vigoureuses protestations contre ces « étrangers » (Goulven, Saint-Sauveur de Brest), ces « externes » (Guimiliau), ces « vagabonds » (Kernilis, Saint-Pierre-Quilbignon) qui « étalent une pauvreté prétendue ou supposée, se dépaysent exprès et vont où ils ne sont pas connus voler l'aumône » (Kernouës), « qui étudient, pour voler, le moment où les ménages sont occupés à leurs travaux » (Guicquelleau) et qui « donnent aux gens du pays la hardiesse de mendier et de faire mendier leurs enfants » (Guipavas).

Puis les rapports mentionnent les salaires perdus au service des troupes pendant la dernière guerre, la servitude des moulins et la capitation. Le droit de moulin astreignait le vassal à donner « le douzième, le dixième, le huitième, le sixième et quelquefois plus de son grain » qu'il était obligé de faire moudre chez le seigneur (rapport de M. Le Jeune de Landéda). C'est la plainte qui sera formulée le plus souvent et dans les termes les plus vifs, quinze ans plus tard, dans les cahiers de doléances. La capitation pesait presque exclusivement sur le Tiers et sur le peuple (1) et augmentait continuellement. Les demandes du Roi aux Etats en 1774 dépassaient de 2 millions 92 mille livres celles de 1770 et la province, malgré son épuisement dû aux pertes (450 mille livres) causées par l'inondation des 18 et 19 août 1773, aux maladies épidémiques, à cinq années de stérilité, malgré ses 22 millions de dettes, dut consentir en protestant comme pour les années 1773 et 1774, la levée et l'abonnement de la capitation pour chacune des années 1775 et 1776 sur le pied de

(1) Sur 1.800.000 livres la Noblesse ne payait que 150.000.

1.800 mille livres (1). Le montant de cette imposition pour Saint-Pol-de-Léon en 1773 atteignait 6.996 livres, 16 sols (2) ; Saint-Pierre-Quilbignon en 1789 donnera 1289 livres pour une population de 2040 et 400 feux (3). Aussi les plaintes sont-elles amères. « La capitation est exorbitante, dit le recteur de Plouarzel ; le bedeau, qui ne manœuvre ni terre ni autre chose, est imposé 6 livres. » Les charges du fermier étaient plus lourdes encore : « Le peuple, écrit le recteur de Plouzané, paie plus de capitation à proportion de son bien que les autres Ordres de la province ; le simple fermier chargé de famille et ne vivant que du travail de ses mains paie 30, 36 et jusqu'à 40 livres de capitation (4). »

Après ces causes générales voici les causes particulières. Dans les paroisses de campagne, c'est à la cherté des terres et fermes que s'en prennent le plus souvent les correspondants. Une bonne ferme était louée 300 ou 400 livres : « Je crois, Monseigneur, écrit M. Corre, recteur de Gouesnou, que le principe et la source de la misère en Gouesnou, vient de la cherté et de la pénurie des terres labourables qui font que les cultivateurs tâchent de se suffire à eux-mêmes et de s'entraider (5) sans donner à gagner aux journaliers qui n'ont qu'un salaire presque toujours incapable de soutenir leur famille, ce qui les nécessite quelquefois à mendier et leur est par là une occasion de tomber dans la paresse. Il y a des familles qui, par la modicité de leurs fermes, étant obligées de vendre leurs denrées dans

(1) Arch. Nat., H 384. Séance du 28 décembre. Il fallait y ajouter le secours extraordinaire qui s'élevait à 1.540.000 livres en 1774 et l'imposition supplémentaire des 4 sols pour livre qui s'élevait à 360.000 livres.

(2) Arch. mun. Saint-Pol-de-Léon, cahier 15, f° 17.

(3) Arch. mun. Saint-Pierre-Quilbignon, Délibérations du Conseil, 1790, p. 16.

(4) Cette idée de l'impôt proportionnel fut déjà exprimée 30 ans plus tôt par un Bas-Breton de Cornouaille, le critique Fréron. Cf. Chanoine Cornou, *Elie Fréron*, vol. in-8°, p. 310-311, Paris, Champion ; Quimper, Le Goaziou, 1922.

(5) Nous trouvons là une explication de l'entr'aide paysanne qui est toujours très répandue dans nos campagnes.

un temps désavantageux pour payer leurs seigneurs et d'en acheter ensuite celles qui sont nécessaires à leur vie, à grands frais et souvent à crédit, depuis environ le mois de mai jusqu'à la récolte, sont réduites à un état presque aussi misérable et souvent plus malheureux que la mendicité. » Le recteur de Guipavas mentionne la même détresse : « La cherté des fermes empêche le cultivateur de prendre des journaliers et domestiques à proportion de leur ouvrage. Les fermiers se secourent mutuellement pour avoir plus à vendre et moins à donner. » Dans certaines paroisses, on emploie des journaliers, mais ils ont un salaire insuffisant ; à Guiclan, ils ont 5 à 6 sols par jour. à Saint-Pol, ils sont très nombreux et chargés de famille et ne gagnent non plus que 5 à 6 sols. « Les pauvres en état de travailler peuvent être occupés chez les riches, dit le recteur de Kersaint-Plabennec, et le sont pour la plupart. Un salaire trop modique, ou du moins insuffisant pour entretenir 5 à 6 enfants, est une source de la mendicité. » Le recteur de Guimiliau donne également sa réponse en ce sens. Même plainte dans la lettre de M. Bergot, recteur de Kernouës. « Ces pauvres laboureurs de journée ne peuvent pas gagner suffisamment pour leurs enfants et sont obligés de mendier ; ce sont des pères de famille qui ont de 6, à 7 enfants sur les bras » ; et les périodes de chômage forcé viennent encore aggraver cette situation : « Le défaut de travail pendant l'hiver, répond le recteur de Guimiliau, M. Millour, oblige plusieurs à mendier et qui se passent d'aumône pendant l'été par le moyen de leurs journées. » Parfois, il est vrai, les terres manquent. C'est ce que fait remarquer M. Branellec, recteur de Landunvez. « Une misérable habitude à mendier fait à plusieurs de nos pauvres préférer la mendicité au travail. Le défaut de terres à cultiver y force d'autres. » M. Le Duc, recteur de Lannilis fait une observation analogue : « Toutes les familles pauvres sont simples locataires, sans aucune terre à cultiver. Il n'y a pas dans la paroisse de terre vague susceptible de défrichement. » Enfin à la cherté des fermes et à la pénurie des terres, plusieurs ajoutent le manque de semences.

Le résultat inévitable est la cherté des denrées de première nécessité, surtout des blés : « La cherté du blé, écrit le recteur de Guipavas, est une cause d'indigence. Les premières denrées nécessaires à la vie enlèvent les deniers de ces pauvres malheureux. » Le recteur de Landéda, M. Le Jeune, signale côte à côte la misère publique et la cherté des vivres comme pour indiquer que l'une est l'effet de l'autre. Les recteurs de Kernouës, Kerlouan, Lanhouarneau, Gouesnou, Guiler, Plouénan, Plouzané, Plouédern se font l'écho des mêmes doléances. La réponse d'Authueil, recteur de Guiclan, contient une note plus personnelle. Après avoir exposé que la cherté du blé peut provenir de la quantité et de la qualité des récoltes, il ajoute qu'elle provient souvent » de l'exportation presque toujours funeste et de l'importation qui n'a pour principe que le lucre du négociant. » L'événement justifia ces craintes ; quinze ans plus tard, en 1790, une émeute populaire éclatera à Saint-Pol à l'occasion d'embarquements de blé exporté à l'étranger.

Dans les paroisses de villes ou dans les bourgs des campagnes, les causes de la mendicité sont avec la cherté des denrées, du bois de chauffage et des loyers, le défaut de travail et la modicité des salaires des ouvriers. Telle est la plainte des curés ou recteurs de Brest, de Morlaix, du Minihy de Léon, de Saint-Houardon. Les curés de Brest signalent en outre l'afflux considérable des pauvres qui y accourent des autres villes et campagnes et y élisent domicile.

Il y a aussi les raisons qui tiennent à la situation particulière des localités, à leur commerce ou à leur industrie. Guiclan possède un grand nombre de tisserands, mais la cherté du fil et des toiles, l'interruption et la diminution du commerce, réduisent parfois un certain nombre d'entre eux aux dernières extrémités. A Lannilis, les tailleurs et gens de métiers ne gagnent que 5 à 6 sols ; à Guicquelleau, les cardeurs d'étoffe et les fabricants de cribles font un métier qui ne rapporte presque rien ; à Lampaul-Plouarzel, outre les causes communes avec les

autres paroisses, le recteur indique « la discontinuation ou du moins une grande diminution dans le débit des pierres de taille pour le Roi à Brest, qui faisait le meilleur commerce de la paroisse il y a quelques années » ; à Saint-Martin-de-Morlaix, c'est la manufacture de tabac qui est « la pépinière des pauvres ainsi qu'il est aisé de le prouver en montrant que la plupart des ouvriers qui y sont, dès qu'ils ont 7 ou 8 sols par jour, se marient, et qu'il est impossible que 4 ou 5 enfants, une femme et un mari puissent subsister avec cette somme. » Le curé de Saint-Sauveur de Brest répond que la plupart de ses paroissiens sont « des ouvriers journaliers attachés au port, qui ne sont employés quelquefois que dix à douze jours par mois et ne sont point payés exactement. »

Le diocèse de Léon comprenait un grand nombre de paroisses côtières. L'une de leurs principales ressources était le goémon qui était utilisé comme engrais et pour la fabrication de la soude. Mais les édits royaux en réglementaient la coupe et la vente. Il était interdit de le couper à d'autres époques que pendant les mois de janvier, février et mars, et c'était une grosse gêne pour les habitants. Il était également défendu de le vendre aux paroisses retirées dans les terres, ce qui tarissait cette source importante de commerce. Le recteur de Plouescat écrit que ces règlements causent dans sa paroisse une perte de 5000 livres et demande qu'il soit permis de vendre les goémons comme dans le passé. Le recteur de Plounéour-Trez proteste également contre l'arrêt de la Cour « qui défend de vendre les goémons à l'étranger avant que les paroissiens soient pourvus de la quantité qu'ils désirent, ce qui oblige les pauvres à donner à bon marché. » Et pourtant, fait observer le recteur du Minihy de Léon, nous avons assez de goémons pour tremper nos terres et pour en distribuer à nos voisins qui aimeraient mieux l'acheter de nous que de venir eux-mêmes en couper sur nos côtes. Si l'on ne permet pas de vendre du goémon, il est hors de doute que la mendicité régnera considérablement. » Le recteur de Landéda insiste aussi pour que

« après la provision faite pour l'engrais de la paroisse, on puisse en vendre le surplus aux étrangers ». Il cite tout un quartier, l'Armorique, qui vit de cette vente et qui sera sans ressource, s'il n'y a plus la liberté de sécher le goémon et de le vendre. Il demande que la coupe soit tolérée dans le temps où les paroissiens la trouveront plus utile. Il estime que l'époque la plus propice est la fin d'avril, aux environs de la Saint-Marc. C'est aussi l'avis du recteur de Landunvez et de celui du Minihy : « Le temps le plus propre, écrit ce dernier, est le mois de mai. »

L'Évêque prit en main la cause des riverains. Nous verrons que cette même année 1775, à la suite de ses démarches personnelles, les édits royaux furent rapportés.

Autre sujet de plainte et autre source de pauvreté : l'ensablement qui, depuis plusieurs années, faisait insensiblement des progrès sur certaines côtes. L'Évêque interviendra à ce sujet auprès des Etats. En 1776, il obtiendra 2000 livres pour Saint-Pol (1). En 1781, sur les conclusions de son rapport, les Etats accorderont « 2000 livres à la ville de Léon, afin de l'aider à arrêter le progrès des sables et à préserver la ville du malheur dont elle est menacée, et 1865 livres aux habitants de Roscoff pour les frais d'une digue (2). » En 1783, toujours sur son rapport favorable, les Etats donneront 3000 livres à la paroisse de Landéda pour le dégagement des sables (3).

Poursuivant notre enquête, nous découvrons dans les lettres des recteurs d'autres causes locales de la misère des malheureux habitants des côtes qui, dans une lutte de chaque jour, disputaient âprement leur pain aux vagues de l'Océan. A Landunvez, « la langueur du commerce, rendant la navigation moins commune et moins lucrative, engage à la mendicité les femmes et les enfants des marins ». A Lampaul-Plouarzel, l'une des causes de la mendicité est « la perte des matelots qui ont laissé des veuves et des enfants mineurs sans aucune ressource. »

(1) Arch. Nat., H 390, pièce 73. Pr.-v. de la séance du 16 nov. 1776.

(2) *Ibid.*, H 404, pièce 93. Pr.-v. — 30 janv. 1781.

(3) *Ibid.*, H 408, pièce 244. Pr.-v. — 29 janv. 1783.

Le sort des habitants des îles est plus triste encore. « La source de leur misère, dit le recteur de Molène, provient de la petitesse de l'île qui n'est, pour bien dire, qu'un rocher dont on parcourt la circonférence en moins d'une demi-heure et qui par conséquent, ne fournit du blé à la plus grande partie des habitants que pour trois à quatre mois de l'année. »

Le recteur d'Ouessant fait la même observation : « La source de la mendicité vient de la situation même du pays qui ne permet aucun commerce de lucre avec le continent. D'ailleurs l'île ne produit presque autre chose que du blé, mais nécessaire à nourrir ses habitants. Il y a, il est vrai, des moutons, mais dont les échappés font tous les ans plus de dégâts qu'ils ne valent tous à la fois. Il y a à Ouessant une espèce de mendiants qui sont réellement dignes d'aumônes. Ce sont les veuves, et on en compte 106 qui ont perdu leur mari au service de Sa Majesté sur les vaisseaux. A la plupart de ces veuves il est resté des orphelins jeunes et hors d'état de travailler, et il faut que tout cela mendie de nécessité. Il y a aussi quelques vieillards mais fort peu. » Le recteur de Molène décrit en termes saisissants la détresse de cette catégorie intéressante : « Des personnes les plus dignes d'aumône et de compassion qu'il y a dans cette île, sont environ deux douzaines de pauvres veuves surchargées d'enfants qui sont presque nus et n'ont pas en vérité un morceau de pain à manger, et ce qui met le comble à leur misère, c'est que personne n'est en état de leur en donner. Je les vois assez souvent avec beaucoup de douleur ces pauvres petits orphelins manger des poissons pourris et des choux crus, n'ayant pas autre chose à manger. Il faut encore joindre environ une quarantaine de vieilles gens estropiés, insensés, octogénaires et au-delà, dont une grande partie sont alités et n'ont également aucune ressource. Les gens même les plus vigoureux de l'île, qui ne vivent ordinairement que de la pêche, ont mille peine à vivre par la cherté des denrées et par le peu d'émoluments qu'ils retirent de leur pêche par la difficulté d'aller à Brest dont ils sont éloignés de 9 à 10 lieues. Enfin, quel moyen de supprimer l'indigence et la misère de tant de

pauvres honteux, puisqu'il n'y a ici hôpital, ni quête, ni aucun fonds pour les soulager ? Je n'en vois pas d'autre, Monseigneur, que la bienveillance et la libéralité du Prince que la divine Providence nous a donné et celle des Seigneurs et Messieurs très nobles et très distingués qui composent ses Etats. La triste situation de ces pauvres habitants qui sont les meilleurs marins que l'on puisse trouver, méritent de leur part et de la vôtre, Monseigneur, une attention d'autant plus particulière, qu'ils affrontent tous les dangers de la mer qui les environne, et exposent très souvent leur vie dans les temps les plus affreux pour trouver et mener à bon port les vaisseaux et les bâtiments tant du Roi que des marchands, qui feraient inmanquablement naufrage sur les côtes escarpées et aux environs de ces îles, sans leur adresse et leur secours. Après ces considérations, je vous supplie, Monseigneur, d'avoir pitié de votre pauvre peuple qui crie et qui gémit de misère ; je suis très persuadé qu'il n'y a aucun endroit dans votre diocèse aussi dépourvu de vivres que celui-ci. Ils viennent chez moi pleurer et dire qu'ils meurent de faim aussi bien que leurs enfants ; je leur ai donné plus d'une fois le pain qui était sur ma table sans avoir un autre. Mais les malheurs du peuple font aussi la pauvreté du prêtre. Je n'ai eu en tout que 50 boisseaux (1) d'orge, mesure de Brest, pour dîme, qui seront bientôt épuisés. Que feront donc ces pauvres malheureux jusqu'à la fin de l'année ? Nous n'avons personne à qui nous adresser et qui s'intéresse à nous, que vous seul, Monseigneur ; s'il vous est possible pendant la tenue des Etats de nous procurer quelque soulagement, soit du blé, soit quelque somme d'argent par an pour en avoir, ce sera une nouvelle obligation pour nous de prier Dieu pour votre conservation. » L'Evêque, nous le verrons, ne resta pas sourd à ces cris de détresse.

Après les causes que l'on peut appeler accidentelles ou fortuites, restent les causes permanentes, celles qui tiennent aux défauts et aux vices des hommes. La liste en

(1) Le boisseau à cette époque variait de 83 livres (mesure rase) à 103 livres (mesure comble).

est longue. Du côté de ceux qui sont nantis des biens de la terre, c'est l'égoïsme, l'avarice, la cupidité. Du côté du peuple, c'est l'ivrognerie, l'abus du tabac, l'esprit de chicane, la fainéantise, la débauche. A part deux ou trois exceptions, il n'y a pas une de ces causes, sinon plusieurs, qui ne soient indiquées dans les réponses.

Mais les recteurs font la part des choses. Il y a diverses classes d'indigents. La distinction est nettement établie par le recteur de Guiclan qui ne veut pas que l'on confonde « le véritable pauvre avec celui qui n'a aucun droit aux charités publiques et mendie par oisiveté, souvent par libertinage ». Les uns embrassent par goût l'état de mendiants, d'autres sont conduits à la mendicité par la débauche et la paresse, et préfèrent à une conduite honorable et à un travail assidu et pénible leurs courses oisives et vagabondes. Mais combien n'y en a-t-il pas que le manque de travail, les accidents imprévus, les maladies, la perte prématurée des parents, les infirmités de l'âge ont réduits à la plus grande misère, et combien qui sentent toute la honte de cet état et ne se déterminent à exposer en public leurs haillons et leur misère que parce qu'ils se voient dans l'impuissance de fournir autrement à leur entretien ou à celui de leur famille ? Si l'on interdit la mendicité publique, sans y pourvoir par ailleurs, que deviendront tant de vieillards qui n'ont plus ni de forces pour travailler, ni de proches pour les nourrir, tant de pauvres journaliers ou artisans et tant de pauvres marins à qui le travail manque surtout l'hiver, tant de femmes restées veuves avec de nombreux enfants trop jeunes pour travailler, tant d'orphelins qui ont perdu leurs parents en bas-âge !

Quelle est l'espèce de mendiants de votre paroisse ? Ne sont-ce que des vieillards, des infirmes et des enfants d'état de travailler, ou sont-ce des gens valides de tout hors âge ? Telle était la troisième demande du questionnaire.

A Landéda, ceux qui mendient « ce sont les enfants, les filles et les femmes, presque tous invalides » ; à Lanildut,

les rares mendiants qui s'y trouvent sont de vieilles personnes et les enfants mineurs que les pères ne peuvent entretenir ; à Guiclan, les pauvres sont « des infirmes, des vieillards, des enfants et des journaliers dont le salaire ne suffit pas à la subsistance d'une famille entière ». Le recteur de Lanhouarneau répond que s'il y a dans sa paroisse quelques-uns à qui la volonté de travailler fait défaut, la plupart des mendiants sont des enfants, des infirmes et de pauvres locataires qui n'ont pas de terres à cultiver et n'ont même pas les moyens de se procurer une vache. A Lampaul-Plouarzel, à l'exception de quelques vieillards et de quelques infirmes, les mendiants sont des mineurs « qui ne trouvent pas d'occasion d'embarquer ni de se placer ou ne sont pas en âge ni en état de travailler ». A Commana, le dixième des mendiants est composé d'infirmes et de vieillards, le tiers d'enfants incapables de travailler ; le reste consiste en gens valides de tout âge. A Guipavas, « les vieillards seuls, les infirmes et les enfants mendent ; les gens valides n'y demandent presque point que quand l'ouvrage manque ; environ 300 personnes y font cependant deux quêtes par an : la première entre Noël et le premier de l'an qu'il appellent *Nouellat*, la seconde après la récolte ». A Plouzané, à part deux ou trois exceptions, ne mendent que des vieillards, des infirmes et des enfants au-dessous de 15 ans ». A Lesneven et à Plouvorn, plusieurs mendent par fainéantise ; à Saint-Martin de Morlaix et à Saint-Pol-de-Léon, un grand nombre de gens valides sont sans travail. A Saint-Louis et à Saint-Sauveur de Brest, la principale catégorie de mendiants comprend les enfants et les veuves de marins et d'ouvriers du port.

Il y a donc trois espèces de mendiants : ceux qui peuvent travailler, mais ne le veulent pas, ceux qui voudraient travailler, mais ne le peuvent pas et ceux qui sont incapables de travailler.

Les remèdes proposés, et nous arrivons aux réponses à la quatrième demande, varient évidemment selon que les recteurs ont en vue l'une ou l'autre de ces catégories.

En ce qui concerne les gueux valides et oisifs, il y a unanimité sur ce point : Tous doivent travailler ; sinon la fainéantise, source de tous les vices, sera entretenue aux dépens des vrais indigents. Mais comment les faire travailler ? Le recteur de Commana demande que l'on emploie les moyens moraux, surtout auprès des enfants. Il voudrait que dans les paroisses on distribuât des prix aux jeunes mendiants de 8 à 13 ans qui s'efforceraient de sortir de leur état en faisant l'apprentissage de métiers utiles. Ces prix, qui varieraient de 3 à 12 livres seraient au compte des seigneurs, des grands propriétaires ou, à leur défaut, des prêtres des paroisses qui en feraient eux-mêmes une distribution chaque année.

Il faut que les vrais pauvres soient connus. Chaque paroisse connaît ses pauvres : donc il faut que chaque paroisse nourrisse ses pauvres. C'est le moyen juste et naturel que prescrivait déjà au sixième siècle le second concile de Tours : « *Quæque civitas tuos pauperes alito* » et que plusieurs rois de France ont sanctionné par des ordonnances qui ne sont guère appliquées. Si cette simple mesure était prise, il ne serait pas nécessaire d'en envisager d'autres, du moins dans certaines paroisses qui pourraient entretenir leurs pauvres, s'ils étaient seuls. C'est ce qu'écrivent les recteurs de Cléder, de Guipavas, Kernouës, Plouarzel, etc... : « La paroisse, dit ce dernier, suffirait, si nous n'avions les mendiants fainéants et souvent fripons de Saint-Renan, de Recouvrance et d'autres paroisses voisines. » Le recteur de Plouzané se plaint que plus de 200 personnes vivent des aumônes de sa paroisse alors qu'il n'y a que 80 mendiants domiciliés. « Si on écartait tous ces étrangers et que l'on trouvât un moyen de cueillir toutes ces aumônes pour les employer uniquement à la subsistance des pauvres de la paroisse, l'on peut assurer qu'il n'y aurait plus de mendiants ici. » Aussi le recteur de Saint-Pierre-Quilbignon insiste-t-il pour que l'on fasse « exécuter en toute rigueur l'ordonnance de notre défunt monarque Louis XV qui défend à tous les mendiants de sortir de leur paroisse pour mendier ailleurs ». Mais cette loi si sage n'est pas exécutée, ajoute le recteur de Guiclan,

car « les juges ne punissent pas sévèrement les mendiants ». Les recteurs de Kernilis et de Kernouës se plaignent du même relâchement. Pour purger entièrement un pays des bandits et des vagabonds qui l'infestent, rien ne serait mieux que le renforcement de la maréchaussée qui serait composée d'un certain nombre d'hommes bien armés. C'est la plus grande terreur que l'on puisse donner aux voleurs et aux coquins, à qui la couleur seule de l'uniforme en impose : « Nous en avons eu la preuve, il y a peu de temps, écrit le recteur de Guimiliau : ces cavaliers de la maréchaussée donnèrent la chasse aux mendiants externes durant une année ; lors le nombre des mendiants diminua considérablement ; à peine voyait-on ceux de nos paroisses qui, quoique dans leur district, n'osaient pas sortir de chez eux. Aucun ne mourut de faim, parce que tous se donnèrent au travail. »

Les manufactures, les arts, les métiers, l'agriculture, les terrains incultes réclamaient en plusieurs endroits les bras oisifs. A Morlaix, la fabrication de « la toile d'emballage et de la toile d'enveloppe qui sont d'un débit certain et lucratif » pourrait occuper un certain nombre. A Plouvorn, « il y a assez de lin pour donner aux jeunes filles qui voudraient filer ». Le recteur de Guipavas fait remarquer que « le port de Brest soulagerait beaucoup nos quartiers, si on en donnait l'ouvrage aux pauvres et si on le refusait aux fermiers qui peuvent vivre de leurs fermes et à des gens aisés ». « Ceux qui ne sauraient apprendre un métier pourraient être employés aux travaux publics à des corvées si onéreuses et si préjudiciables aux gens de la campagne, telles que l'entretien des grands chemins pour lequel les Etats votent 300 mille livres à chaque tenue (1). »

(1) Avant 1789, la Bretagne était seulement traversée par quatre routes se rendant aux quatre grandes villes de commerce ou de guerre : Nantes, Lorient, Brest, Saint-Malo. Les routes, malgré l'entretien qu'y apportèrent les Etats de Bretagne, notamment sous l'administration d'Aiguillon, étaient loin d'être viables. Chateaubriand dit qu'on mettait deux jours pour aller de Saint-Malo à Rennes.

Vers 1745, le total des personnes employées aux étoffes, toiles, cuirs et papiers dans l'évêché de Léon était de 3310, gagnant de 6 à 12 sols par jour et rapportant 2.620.000 livres par an (Mémoire sur la Province de Bretagne, f^o 162).

« Un moyen de supprimer ou au moins de diminuer la mendicité, dit le recteur de Gouesnou, serait d'occuper (les mendiants) soit, en leur procurant préférablement à quelques fermiers, des places aux ouvrages de Brest, soit en les occupant aux grands chemins pour le soulagement des convoyeurs. » Mais il y a des sujets dangereux ou incorrigibles. Pour ceux-là on a créé les maisons de force. Dans ces dépôts de mendicité on les corrige, s'il est possible, avant de les rendre à la société, ou on les garde s'ils sont incorrigibles. Rennes possède un établissement de ce genre pour lequel les Etats votent à chaque tenue, depuis 1773, une somme annuelle de 50.000 livres affectée à la dépense, conduite, nourriture, garde et entretien des mendiants et vagabonds qui y sont renfermés (1) ; le recteur de Commana demande qu'on donne à cette catégorie de mendiants des occupations proportionnées à leur force. « Le bien qui résulte de cet établissement, écrivait vers cette époque le commandant de la Bretagne, ne peut être méconnu ; les travaux s'y multiplient considérablement », mais il ajoute que « le dépôt de Rennes n'est pas suffisant malgré son étendue et les soins qu'on prend pour le rendre chaque jour plus utile ; il laissera toujours à désirer d'un autre dépôt vers Quimper, à fin de diminuer les frais de transport et parvenir avec plus de succès à la destruction totale de la mendicité. Sa Majesté se propose d'ordonner incessamment cet établissement (2). »

Pour les mendiants de la seconde catégorie, il n'y a qu'un remède : leur procurer du travail. Dans les paroisses des côtes, ce but sera en grande partie atteint par l'abolition des édits restrictifs de la coupe et de la vente du goémon. Dans les villes, le travail ne manque pas, mais il s'agit de le bien distribuer. A Brest, les ouvrages du port pourraient occuper plus de journaliers, si l'on n'y

(1) Arch. Nat., H 388, pièce 75.

(2) Lettre adressée par le marquis d'Aubeterre aux Etats de Bretagne le 15 décembre 1778 (Extrait du registre des Etats, H 398, pièce 7).

affectait pas une quantité de fermiers et de gens aisés. A Saint-Martin de Morlaix, il pourrait y avoir un atelier où les pauvres valides fabriqueraient de la toile. Le recteur du Minihy de Léon propose une maison commune où les femmes et les filles s'assembleraient pour filer, car il y a beaucoup de lin sur le territoire de la paroisse. C'est aussi l'avis du Bureau de l'hôpital de Léon : « Le moyen le plus efficace pour supprimer la mendicité paraîtrait être d'établir une manufacture de filasse et de toile, ce qui retirerait nombre de jeunes gens des deux sexes de l'oisiveté, qui se donnent à mendier faute d'occupation (1). » A cette époque 500 ouvriers à Saint-Pol étaient employés à ce travail et les toiles étaient expédiées en Espagne (2). Les recteurs de Gouesnou et de Kersaint demandent qu'aux personnes qui ne pourraient travailler que chez elles on apporte du travail à domicile. Le recteur de Ploudiry suggère la création d'un établissement « qui serait chargé de donner du travail aux pauvres valides et qui aurait pour administrateurs deux fabriciens sortant de charge ». Le recteur de Guiclan envisage l'organisation d'un bureau paroissial « composé du recteur et de quelques notables habitants ». Ce bureau serait en liaison avec un bureau général établi dans la ville épiscopale sous la présidence de l'évêque ; au bureau diocésain seraient rapportées les aumônes et des impositions qui se feraient sur les biens ecclésiastiques, sur les propriétaires d'après l'imposition du vingtième, sur les habitants aisés d'après le rôle de l'industrie et de la capitation. « Sur ces fonds on emploiera une somme pour acheter les denrées les plus usitées dans le pays et les plus propres au commerce local, le lin par exemple. On en fera une distribution dans chaque paroisse proportionnellement au nombre des pauvres dont les recteurs feront une juste énumération. On distribuera ce lin avec un salaire proportionné au travail ; le lin sera distribué aux femmes, le fil aux tisseurs pour en faire des toiles ; par ce moyen on soutien-

(1) Arch. de Saint-Pol-de-Léon, Cahier des Délib. du Bureau de l'Hôpital, 1772-1792, f° 8.

(2) Mémoire sur la Bretagne, f°s 151 et 152.

dra une grande partie des habitants sans presque diminuer le fonds des aumônes ; le prix qu'on retirera du fil et des toiles compensera par le profit les avances qu'on aura faites pour salarier les ouvriers. »

Reste la troisième catégorie, la plus intéressante, celle des pauvres invalides. Ici les mesures proposées abondent. Le recteur de Lampaul-Plouarzel pense que la charité des particuliers devrait suffire. Si les édits contre les mendiants étrangers étaient appliqués, une ou deux quêtes par an dans la paroisse suffiraient à enrayer le fléau du paupérisme. Un économiste serait désigné pour faire la distribution des aumônes aux pauvres qui sont dans le besoin et la refuser à tous ceux qui seraient en état de travailler. Mais une quête en nature rapporterait davantage « car dit, le recteur de Landunvez, si on demandait à nos laboureurs aisés un couple de sols pour les pauvres, ils y regarderaient, et ils donnent volontiers en denrées la valeur de trois sols. » Il serait bon que les quêtes se fissent à domicile : c'est l'avis du recteur de Kerlouan : « On irait (trois ou quatre fois par an) chez tous ceux qui peuvent faire quelque charité ; les uns donneraient du blé, les autres du lin ou de l'argent ; on mettrait toutes ces aumônes entre les mains d'une personne de probité qui prendrait le soin de les distribuer aux pauvres, d'une manière proportionnée à leur indigence. »

Le recteur d'Ouessant croit que le meilleur moyen de supprimer la mendicité serait d'établir un hôpital pour les infirmes et les orphelins, mais comme cela serait très dispendieux à cause du transport de toutes les choses requises, il se contente de réclamer une distribution de vivres et de hardes. Le recteur de Kersaint-Plabennec est également partisan de la constitution d'un fonds pour procurer aux nécessiteux dignes d'intérêt les denrées indispensables et le bois de chauffage. M. Branellec, recteur de Landunvez, suggère les bons de vivres et esquisse un dispensaire : « C'est dans la maladie, écrit-il, que nos pauvres éprouvent la misère ; sans feu, sans bon lit, sans hardes, sans nourriture au moins convenable à leur

état actuel, ils passent quelquefois plusieurs jours avant que les personnes qui peuvent les aider aient connaissance de leur situation. On leur procurerait un soulagement bien essentiel, si on avait un fonds d'où l'on pût dans le cas de maladie, lever de quoi leur fournir du bouillon, du feu, un peu de vin ; il serait nécessaire qu'il y eût un certain nombre de coëttes, de couvertures, de linceuls, de chemises, de coiffes, marqués au coin des pauvres, pour les leur donner dans la maladie et les reprendre à leur mort ou à leur rétablissement, pour les fournir à d'autres occasions. Ce moyen que je propose n'empêche pas la mendicité, que je ne trouve aucun moyen d'empêcher totalement ; mais il empêche la destruction de plusieurs citoyens qui périssent, souvent autant par la malpropreté et le défaut de nourriture convenable dans la maladie, que par la maladie elle-même. » Pour alimenter ce fonds, le recteur se déclare partisan d'une « quête continuée ». Mais il se reprend dans une note postérieure adressée à l'Évêque le 2 janvier 1775 : « Permettez-moi, Monseigneur, de revenir sur l'article des pauvres. Il y a un moyen d'empêcher la mendicité dans ma paroisse : ce ne serait pas la quête, elle ne réussirait jamais ; un second vingtième, qu'on pourrait proposer à Votre Grandeur, aurait toutes les difficultés que vous savez mieux que nous ; une seconde capitation finirait d'écraser un peuple qui, chez nous, est déjà beaucoup taxé sans être aisé ; mais une réunion de plusieurs petits bénéfices abandonnés, commencerait un fonds ; la suppression d'une espèce de collégiale, au moins inutile à Landunvez, serait un établissement suffisant pour nos pauvres. Votre agrément est l'autorité souveraine. Il ne s'agirait plus alors que d'une prudente administration ; mais elle n'est pas si difficile à trouver qu'un fonds suffisant. »

Le recteur de Guimiliau estime que « le moyen le plus efficace pour supprimer la mendicité serait de faire tous les ans, sur tous les habitants riches et aisés, à proportion de leurs facultés, une levée [de deniers équivalente à l'aumône qu'ils donnent à la porte ; cette somme serait distribuée toutes les semaines aux véritables nécessiteux

soit par les notables de chaque quartier, soit par Messieurs les prêtres qui, obligés par leur ministère de parcourir les différents quartiers de la paroisse, sont plus à même de les connaître ». La création d'hôpitaux est la mesure qui réunit le plus de suffrages. Seul le recteur de Guiclan préfère une imposition personnelle. Nous avons vu ce qu'il entend par cette imposition qui « s'étend sur toute l'étendue des biens de la paroisse et proportionnellement à la fortune des habitants » et dont le produit serait centralisé dans un bureau spécial à l'Evêché pour être réparti ensuite au prorata des besoins des paroisses.

Le recteur de Lannilis voudrait un hôpital dont le revenu fût assez considérable pour nourrir 50 pauvres : « Le fonds pourrait être levé, soit sur les biens-fonds, soit sur les vins qui se vendent dans l'endroit ou autres denrées qui ne sont point de la première nécessité comme café, tabac, etc... » Pour la constitution du fonds, le recteur de Gouesnou propose « que chaque particulier qui a des terres dont il ne consomme pas le produit, affecte à l'entretien de l'hôpital une partie des aumônes qu'il donne peut-être quelquefois ailleurs à des pauvres moins dignes ». D'autres, bien que partisans de l'établissement d'un hôpital, semblent opposés à toute imposition obligatoire. Tel paraît être l'avis du recteur de Kernilis, pour qui « cette somme nécessaire serait perçue tous les ans par des personnes intelligentes et charitables, » et celui du recteur de Plouzané qui, après avoir appelé l'attention de l'Evêque sur le fait « que de trois personnes qui meurent, deux périssent par défaut de secours », « conjure Sa Majesté de jeter sur ces malheureux des regards bien-faisants » et demande d'affecter le fonds des terrains vagues de la paroisse, ou du moins une partie, à un établissement en faveur des malades. Enfin le recteur de Saint-Pierre-Quilbignon reconnaît qu'il serait trop coûteux d'établir un hôpital dans chaque paroisse ; il exprime le désir qu'on construise « dans le diocèse de distance en distance des hôpitaux pour infirmes incurables ».

Le diocèse, en effet, comptait peu d'hôpitaux. Des 31 réponses à la question relative au nombre de ces établissements, il résulte que 7 villes au moins en étaient pourvues, à savoir Roscoff et Landéda et les 5 « bonnes villes » : Saint-Pol-de-Léon, Brest, Morlaix, Landerneau, Lesneven.

Saint-Pol avait une maison de charité dirigée par les Sœurs Blanches et un hôpital qui entretenait 100 personnes ; on y recevait les malades pauvres et surtout les enfants sans ressources et les infirmes. Brest possédait l'hôpital général de Saint-Louis, presque entièrement occupé par les troupes de terre, et l'hôpital de Saint-Sauveur de Recouvrance qui était sous la direction du premier. Saint-Martin de Morlaix avait aussi un hôpital général, sans compter les Sœurs Grises ou Sœurs de la Charité qui visitaient les malades et leur donnaient soins et remèdes. A Landerneau, l'hôpital avait été fondé en 1695 par M. Arnaud du Thoyx et devait entretenir, outre les pauvres de la ville, 12 pauvres de Ploudiry et de ses trêves. A Lesneven, l'hospice de Saint-Maudez avait été également fondé par un particulier, M. Barbier de Lescoët. L'hôpital de Roscoff datait de 1574 et devait son existence à une donation faite par M. Rolland de Neufville ; en 1775, il logeait 50 indigents. Celui de Landéda, dû à la générosité d'une dame de Kerlech qui l'avait fondé en 1703, recevait les enfants et les vieillards hors d'état de chercher l'aumône ; il servait aussi aux marins qui tombaient malades à l'Aber-Vrach et aux troupes du roi qui, en temps de guerre, occupaient le fort de Cesson.

Quels étaient les revenus attachés à ces divers établissements ? Le montant du revenu certain de l'hôpital de Léon, charges déduites, s'élevait à la somme de 4.500 livres qui était « consommée annuellement ». L'auteur du rapport ajoutait : « L'hôpital ne jouit que du droit des tentures, cloches pour les enterrements (1), n'ayant point le privi-

(1) Cet usage s'est maintenu jusqu'à nos jours. Lorsqu'un décès se produit, les gens de l'hospice parcourent la ville en sonnant de petites clochettes et s'arrêtent au coin des rues pour annoncer l'heure de l'enterrement.

lège des cercueils ni des publications et bannies dans les ventes, droits attribués aux autres hôpitaux du royaume. Le seul moyen pour augmenter les avantages de cette maison serait d'y établir une filanderie et une tissanderie. » Les ressources de l'hôpital de Saint-Louis de Brest étaient alimentées par les quêtes que l'on faisait pour les pauvres honteux ; on percevait environ 3000 livres par an ; les quêtes de Saint-Sauveur, qui venaient d'être établies, rapportaient tout au plus 300 livres. A Morlaix, la principale ressource consistait dans « le casuel des quêtes qui peuvent monter à 1.200 livres par an et dont la distribution se fait par le recteur non en espèces, mais en denrées ». L'hôpital de Roscoff avait un revenu de 2.000 livres. Les réponses ne donnent aucune indication sur les revenus des hôpitaux de Landerneau, Lesneven et Landéda. Nous savons d'autre part qu'au milieu du XVIII^e siècle, à la suite de libéralités particulières, l'hospice de Saint-Maudez à Lesneven avait près de 600 livres de rente, celui de Landéda en avait plus de 1.000 et celui de Landerneau 1800. Plouguerneau désirait un hôpital : » Il y a longtemps, écrivait le recteur, M. de Lesmel, que l'on propose d'établir un hôpital ; il se trouve deux particuliers qui font de gracieuses offres à ce sujet. Le premier est un prêtre, curé de la paroisse, qui veut bien céder pour cet objet un bénéfice simple dont il est titulaire, du revenu d'environ 150 livres. Un autre offre d'attacher à cet établissement un fonds de 200 livres de rente annuelle. Moi-même, recteur, je consens qu'il soit levé sur le gros de mon bénéfice une somme annuelle de 200 livres pour l'objet en question et d'hypothéquer sur mon patrimoine une somme annuelle de 100 livres aux conditions ci-devant. »

Certaines paroisses qui n'avaient pas d'hôpital avaient des rentes ou des revenus affectés à l'entretien des pauvres. La fabrique de Ploudaniel remettait chaque année au recteur « l'argent des pauvres ». A Plouguerneau, il y avait un fonds de 60 livres que le recteur répartissait entre les indigents. A Taulé, le recteur était chargé de distribuer chaque année une somme de 100 livres aux

pauvres conformément aux dispositions testamentaires de la comtesse de Rechault. A Plouénan, le recteur distribuait 144 livres provenant d'une rente constituée sur le Clergé de France. Ouessant avait une rente de 120 livres sur les Etats de la province. Lannilis disposait d'un revenu annuel de 290 livres qui était sur le point de s'élever à 498 livres : cette rente avait été fondée, au profit des pauvres de la paroisse, par M^{lle} Cogenval ; le capital était placé sur les aides et gabelles et les revenus distribués par les soins du gouverneur en charge. Kerlouan avait une fondation dont les revenus ne dépassaient pas 9 livres que le gouverneur donnait chaque année au recteur pour en faire la distribution. A Guipavas, un ancien recteur, M. Le Gall, avait fait une fondation dont une partie des revenus (150 livres) servait à payer une sage-femme et une autre partie (320 livres) était donnée aux pauvres. « Le recteur est chargé par le fondateur de régler et règle la distribution qui est faite par les délibérants de la paroisse, chacun dans son quartier pendant l'année. On donne aussi aux infirmes et aux malades de quoi les soulager. M. le recteur et MM. les confesseurs font des avances et l'économe, si on demande le déboursé, en fait raison et ne donne jamais rien sans l'agrément de M. le recteur. Cet économe, qui est changé tous les ans, rend compte très exactement ; c'est le second marguillier ». De plus, cinq maisonnettes avaient été construites à l'aide de quêtes et de charrois fournis par des habitants de la paroisse pour y loger les miséreux.

D'autres paroisses avaient les quêtes. A Kersaint-Plabennec elles étaient insuffisantes : « La quête qui se fait tous les troisièmes dimanches de chaque mois est trop modique pour suffire aux besoins pressants des pauvres malades.... (Aussi) les pauvres n'ont d'autres ressources que d'aller de porte en porte demander ce qui leur manque, comme bois, farine, pain. etc... » A Guiclan, la quête qui se faisait tous les dimanches dans l'église, produisait chaque année 6 ou 7 livres. A Guimiliau, le casuel provenant des quêtes s'élevait chaque semaine à 18 sols environ que le recteur répartissait entre les

pauvres honteux ; dans la trêve de Lampaul, outre un fonds assuré de 22 livres, 18 sols qui étaient distribués par un des prêtres, il y avait le produit des quêtes qui s'élevait à 25 livres et qui était versé aux pauvres par les quêteurs. A Plouédern, la quête faite chaque dimanche dans l'église rapportait 3 sols ; la commune disposait d'une somme annuelle de 198 livres, montant des revenus de fondations et qui étaient distribuées par les prêtres.

Les treize autres réponses signalent l'absence d'hôpital, de fondations, de casuel et de revenus pour les pauvres dont l'unique ressource était la charité des particuliers.

L'Évêque, à la fin de son questionnaire, provoquait des suggestions personnelles. Si quelques-uns, plus timides ou plus avisés, s'en rapportent à « la bienveillance et à libéralité du prince et des Etats » ou à « la charité industrielle » du prélat pour découvrir les moyens de soulager leurs paroissiens, certains se lancent hardiment dans des plans de réformes. Les ateliers-hôpitaux préconisés par les recteurs de Léon, Plouédern, Ploudiry, etc..., le bureau diocésain de charité tel que le comprend le recteur de Guiclan, le dispensaire du recteur de Landunvez avec sa distribution de bouillon, de vin et de remèdes, de bois, de linge et de vêtements auraient été dignes de prendre leur place au nombre des œuvres d'assistance réalisées au siècle suivant.

Mais ces prêtres « si humbles par le rang et si importants par le rôle (1), » ne se contentent pas d'édifier de beaux rêves. Ils se rendent bien compte que les remèdes qu'ils suggèrent ne seront souvent que des palliatifs au mal social et « n'empêcheront pas totalement la mendicité (2), » car ils connaissent la parole de l'Évangile : « Il y aura toujours des pauvres parmi vous (3). » En attendant que Sa Majesté « jette des regards bienfaisants (4) » sur leurs paroissiens malheureux qui vivent dans un

(1) De La Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution*, t. 1, p. 20.

(2) Le recteur de Landunvez.

(3) Le recteur de Guipavas.

(4) Le recteur de Plouzané.

commerce de labeurs et de périls continuels avec l'Océan ou dont l'existence s'écoule monotone entre le toit de leur chaumière et leur clocher, il leur faut parer à des besoins immédiats. Aussi ils se penchent avec compassion sur ces deshérités « trop pauvres pour posséder une vache » (1) et dont la nourriture se compose « de panais, de fèves, de pois ou d'autres légumes » (2) ou « d'un peu d'orge, de lait et mauvais poissons (3) ». Ils partagent avec eux leur pain (4); ils sont les dispensateurs de l'aumône, réunissent les fonds et distribuent des secours (5); dans leur presbytère ils hospitalisent les étrangers : dans les îles et les petites paroisses il n'y a d'autre maison convenable que celle du curé (6). Le recteur de Guipavas consacre une partie de sa fortune aux pauvres, une autre à l'école et le reste à l'entretien d'une sage-femme, car s'il est bon d'assurer au peuple la subsistance et le logement, il est mieux encore de le moraliser, de l'instruire et de veiller à la conservation de la vie. Le recteur de Ploumoguier, Ackau, forme et exécute le projet d'un défrichement considérable et sauve seul, au péril de sa vie, vingt hommes d'une frégate espagnole qui faisait naufrage. Les Etats de Bretagne lui témoignent leur admiration et lui accordent une subvention de 3.000 livres (7). Plusieurs meurent victimes de leur dévouement. Dans le mémoire qu'il adresse au Roi en 1782 pour exposer ses raisons en faveur de l'établissement d'un Petit Séminaire, l'Evêque appelle l'attention de Sa Majesté sur la diminution des ecclésiastiques dans son diocèse. Sur un total de 400 prêtres « il en mourut, dit-il, cinquante-neuf en 1757 dont quarante-deux au service des malades dans la

(1) Les recteurs de Lanhouarneau et de Landéda. En 1769, une vache coûtait 33 livres, une génisse 10 l., un taurillon 18 l., un cheval 18 l. (d'après un inventaire publié dans *Bull. Société Ac. de Brest*, 1885).

(2) Le recteur de Lanildut.

(3) Les recteurs de Molène et de Landéda.

(4) Les recteurs de Molène et de Batz.

(5) Divers.

(6) Les recteurs des îles, de Kerlouan, Guissény, etc.

(7) Arch. Nat., H 404, pièce 93.

ville et dans les hôpitaux de Brest ; en 1779, le diocèse en perdit encore un nombre considérable (du fait des épidémies) (1). »

Dans le domaine économique, il nous faut encore admirer leurs initiatives philanthropiques. Quand ils ne peuvent faire le bien, ils le sollicitent : ils réclament des semences pour les cultivateurs qui en manquent, s'intéressent à la culture du lin pour la fabrication des toiles, appuient les revendications des riverains relativement aux goëmons.

S'ils prêchent en général la résignation, ils ne croient pas pour cela à la vertu du silence. Autour d'eux, ils voient les privilégiés. Contre les religieux les récriminations sont rares et discrètes ; plus tard, il est vrai, ils demanderont la suppression des bénéfices inutiles et leur réunion aux paroisses, mais dans les rapports de 1774, à peine en est-il un ou deux où perce un reproche ou un trait de malice. Contre la Noblesse les plaintes sont plus amères : « Le fort doit aider au faible », écrit le recteur de Guiclan, puis il reproche aux seigneurs de ne pas se soucier du bien public. Le recteur de Cléder dit que si les propriétaires des fiefs voulaient donner leurs terrains vagues aux pauvres, ils s'en trouveraient beaucoup mieux, car ils en tireraient du profit. Le recteur de Plouénan se plaint de l'absence des seigneurs qui s'en vont à Paris dépenser leur fortune ; le recteur de Plouarzel leur fait un grief d'augmenter le prix de location de leurs fermes ; le recteur de Plouzané fait observer qu'ils ne paient presque pas la capitation, tandis que les simples fermiers chargés de famille sont écrasés d'impositions. Le recteur de Guimiliau demande que les taxes soient réparties « sur tous les habitants aisés à proportion de leurs facultés ». Le recteur de Kerlouan veut qu'à cet impôt proportionné au revenu des riches corresponde la répartition équitable parmi les pauvres du produit des sommes ainsi prélevées.

Les précédentes réflexions nous amènent à traiter sommairement la question des rapports des classes rurales

(1) Arch. Nat., S 3253, Dossier 1.

avec les seigneurs. Il est au moins curieux de constater que la cherté des terres dont se plaignent les recteurs ne sera l'objet de réclamations que dans quelques rares Cahiers de 1789 (1). Autre constatation tout aussi frappante : la servitude des moulins qui est le privilège seigneurial dont la suppression sera réclamée avec unanimité et avec le plus d'instance en 1789 n'est mentionnée qu'une seule fois en 1775.

Qu'il y eut des seigneurs hautains et durs, cela est incontestable ; mais il n'est pas moins certain que beaucoup de gentilshommes bretons étaient sympathiques aux paysans : « Si les traditions, dit M. Le Guennec (2), flétrissent les excès du marquis de Guerrand, du seigneur de Mesnaot, du seigneur du Poul et de maints autres vauriens blasonnés, elles savent rendre justice à la bonté du marquis de Névet « le soutien des Bretons », du marquis du Rusquec, tellement vénéré que naguère encore les montagnards de l'Arrée se découvraient en prononçant son nom. » A côté des seigneurs négligents dont il se plaint amèrement, Authueil, recteur de Guiclan donne en exemple le duc de Rohan qui fournissait du grain à ses vassaux. Le comte de Liscoët qui vivait en sa terre de Kerno, près de Lesneven, était l'ami et le protecteur de ses fermiers : il écrivait un jour à l'Intendant pour faire exempter de la milice un paysan de Ploudaniel qui avait de nombreuses charges de famille ; une autre fois, il priait son ami de Kersauson d'accorder un sursis à un malheureux qui ne pouvait payer son fermage (3). Tout à côté, en la paroisse de Saint-Frégant, résidaient deux seigneurs : M. de Trogoff, dans le manoir du Penhoat, et M. de Penmarch, dans le château qui porte toujours son nom. Les gens de Saint-Frégant furent des premiers à adhérer au régime nouveau auquel ils s'attachèrent ensuite avec persévérance ; dès l'application de la

(1) Nous avons vu plus de 80 de ces cahiers.

(2) *Notice sur Plougonven*.

(3) D'après sa correspondance conservée aux archives du château de Lesquiffiou, en Pleyber-Christ (Notes prises par M. Le Guennec qui a eu l'obligeance de nous les communiquer).

Constitution civile, 173 votants contre 52 donnèrent leur confiance au curé intrus et la lui conservèrent jusqu'au bout. Dans leur cahier nous lisons les doléances ordinaires contre les seigneurs, ce qui ne les empêcha pas, au plus fort de la Révolution, de rappeler les actes de générosité de M. de Trogoſſ qui partageait ses ruches avec eux; mais ce seigneur avait émigré, tandis que M. de Penmarch n'avait pas quitté le pays. Malgré les preuves qu'il avait données de « civisme et de patriotisme » — c'est l'expression qu'ils emploient — son arrestation avait été décidée par le Comité de surveillance de Lesneven. Ils écrivirent alors à ce Comité pour lui faire savoir qu'ils tenaient à conserver M. de Penmarch, attendu que « les pauvres souffrent de son absence, que tous les malades de la commune reçoivent des secours de sa maison et qu'il fait travailler uniquement pour donner à gagner aux manœuvres les plus indigents (1). » Nous trouvons à peu près la même note, dès 1790, chez les municipaux de Saint-Pol-de-Léon, qui déplorent l'exode des nobles dont le départ « enlève aux artisans de la ville le travail et le profit auxquels ils étaient accoutumés (2). »

Lorsqu'on étudie les rapports des paysans avec les seigneurs, il convient donc de se prémunir contre les généralisations hâtives au détriment de ces derniers; il convient aussi de ne pas exagérer la quantité de terres détenues par la haute noblesse. A partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, les trois quarts des manoirs dans le Léon, la Cornouaille et le Tréguier étaient passés à des anoblis de fraîche date ou à des roturiers (3); dans l'ensemble de la Bretagne, la Noblesse, celle qui avait le droit de siéger aux Etats, possédait à peine le dixième des biens fonciers de la province, et le Tiers lui-même le reconnaissait (4);

(1) Extrait de la Délibération du 11 novembre de l'an 2. Reg. mun. de Saint-Frégant pour 1790-94, f^{os} 37, 38.

(2) Arch. mun. de Saint-Pol, reg. 20, f^o 54.

(3) C'est la conclusion de M. Le Guennec qui s'est spécialisé dans l'étude des généalogies de familles nobles et de la transmission de leurs terres.

(4) Arch. Nat., H 390. Pr.-verb. des séances du 5 nov. 1776 et suiv.

cette proportion n'est pas dépassée dans les inventaires que nous avons vus des aveux portant le nom des propriétaires, celui des héritages, leur qualité noble et roturière (1).

Il reste à voir dans quelle mesure sont fondées les plaintes de 1775 et de 1789. Nous croyons qu'elles visent moins les seigneurs résidents — et ceux-ci étaient les plus nombreux dans le Léon — que les seigneurs non résidents et leurs meuniers ou leurs fermiers généraux. C'est contre les seigneurs qui ont du bien dans la province et dépensent leurs revenus à Paris où ils mènent grand train que récrimine le recteur de Plouénan. S'agit-il de la servitude des moulins, c'est contre les vexations des officiers des seigneurs, contre les vols des meuniers qui ruinent les vassaux, que s'élèvent avec force les rédacteurs des cahiers (2). Les commissions ou pots de vin étaient très répandues dans le Léon, et les fermiers se plaignaient de ces sommes supplémentaires qu'ils devaient payer à leurs propriétaires et qui n'étaient pas stipulées dans les baux (3) ; mais les paysans de Saint-Méen, de Saint-Thégonnec et de Taulé lorsqu'ils gémissent des procédés des propriétaires « éloignés de leurs baux », montrent bien qu'il y a lieu de faire une distinction entre seigneurs et seigneurs.

S'il faut reconnaître que la situation des vassaux offrait parfois des inconvénients, il ne serait pas juste de fermer les yeux sur les avantages qu'un grand nombre tiraient d'un mode de tenure très fréquent dans le Léon. A part les manoirs et leurs dépendances les plus proches dont les seigneurs jouissaient par mains, beaucoup de terres nobles et roturières étaient des convenants francs. Le propriétaire possédait le sol ; au tenancier appartenait ce que son tra-

(1) Plusieurs de ces inventaires se trouvent aux Archives municipales de Saint-Pol.

(2) Cf. Cahiers de Plouénan, Le Drennec, Landouzun, Lanildut, Lampaul-Plouarzel (Arch. dép. Fin.).

(3) La commission était d'ordinaire l'équivalent d'une année de fermage que l'on payait au renouvellement des baux, tous les six ans. On trouve des détails sur cette coutume dans un ouvrage devenu très rare : *Usages et règlements locaux en vigueur dans le département du Finistère*, par Limon, Quimper, Lion, 1852, p. 260.

vail avait pu y créer ou établir : édifices, clôtures, cultures elles-mêmes avec leur ensouchement. Pourtant certaines restrictions gênaient le fermier : ainsi les arbres qu'il avait plantés ne lui appartenaient pas et, sur ce point, nombreuses seront les doléances en 1789. Mais à tout prendre, les anciennes traditions ne paraissaient pas trop odieuses, et nous verrons des bourgeois ralliés aux idées nouvelles réclamer le retrait du décret du 27 août 1792 qui abolissait la tenure comme participant de la nature des fiefs (1). Les convenants survécurent d'ailleurs à la Révolution : les tenanciers, qui y trouvaient en partie la réalisation du problème si délicat de l'association du capital et du travail, s'accommodaient bien de ce système, et tout porte à croire que dans la région du Léon, le paysan convenancier de l'ancien régime vivait en bons termes avec les minces gentilshommes campagnards qui résidaient près de lui et partageaient à peu près son existence.

Quelques années avant la Révolution, les paysans virent, il est vrai, un accroissement sensible du prix des baux (2), mais depuis le XVI^e siècle les propriétaires n'avaient guère relevé leurs redevances, et à l'époque de la majoration des fermages, les gens de la campagne vendaient plus cher les produits du sol : c'est l'observation que fait dans son rapport Claude Pilven, recteur de la Forêt-Landerneau.

Les prêtres de Léon ont-ils subi l'influence des philosophes et des économistes de leur temps ? C'est possible, car les idées qu'ils expriment étaient répandues à l'époque. Les œuvres des Encyclopédistes, de Rousseau et de Voltaire données gratuitement ou vendues à vil prix circulaient au sein des campagnes (3) ; il s'en était répandu dans le diocèse de Léon. Nous savons que le *Système de*

(1) Pétition signée Barjou, Salaün, L'Hostis, Le Floch de Lesneven (Arch. Nat., D III, 83, dossier 16).

(2) Le convenant de Kersaudy, en Saint-Pol, loué 370 livres en 1741, était affermé 600 l. en 1780. (Arch. dép. Fin., 5 G, 499*.)

(3) Extrait du rapport de l'archevêque d'Arles lu à l'Assemblée du Clergé dans la séance du 30 octobre 1782 (Arch. Nat., G 8*, 703, p. 143 sqq.).

la Nature, l'Homme avec ses facultés ou le Livre de l'Esprit mis à la portée de tous les lecteurs, l'Antiquité dévoilée par ses usages, l'Analyse de Bayle étaient en vente à Brest en 1774. On peut penser que le recteur de Plouénan, qui se fait remarquer par ses critiques plus vives contre le système social, avait lu un ouvrage de ce genre, puisqu'à la dernière demande du questionnaire, il se contente de répondre : « A l'égard des moyens de supprimer la mendicité, je n'en trouve pas de meilleur que celui que propose l'auteur du *Spectacle de la nature*. (Tome 6, Entretien 7. Suppression de la mendicité). »

Mais pour trouver ce langage qui respire le plus grand amour de leur peuple, pour réclamer plus de justice dans les rapports des classes, pour marcher avec élan vers les fondations hospitalières et exercer ce rôle social efficace que Voltaire et Rousseau sont les premiers à reconnaître, ne suffisait-il pas à ces modestes curés de se montrer les disciples de Celui qui a promis la récompense au verre d'eau offert en son nom et d'appliquer les principes de la morale évangélique qu'ils avaient mission de prêcher ?

Il faut soulager l'infortune, mais il faut aussi la prévenir : « Le XVIII^e siècle, dit Goyau, connut et admira des curés préoccupés de prévenir ou de guérir radicalement les détresses qu'ombrageait leur clocher. S'intéressant à la vie matérielle de leurs paroissiens pour s'intéresser ensuite d'autant plus à leurs consciences, ils considéraient que dans leurs paroisses, il n'y avait pas seulement des vocations célestes à préparer, mais des énergies terrestres à exploiter et qu'ils avaient quelque droit et compétence pour offrir aux braves gens une honnête façon de gagner leur pain à la sueur de leur front (1). » Nos bons recteurs se rendaient bien compte que si les pouvoirs publics et les particuliers favorisés par la fortune avaient des devoirs à remplir à l'égard du peuple déshérité, celui-ci avait aussi les siens à pratiquer. Connaissant à fond les faiblesses et les passions de leurs paroissiens, ils ne manquaient pas

(1) J. Ageorges, *Le clergé rural sous l'ancien régime*, Epilogue par G. Goyau, p. 41.

de les moraliser et de les instruire. Ils gémissent sur les vices : la fainéantise, l'ivrognerie, les mauvaises occasions. Peut-être le recteur de Guicquelleau fait-il un tableau trop sombre de sa paroisse quand il parle de toutes ces sources de la misère et de la corruption qui règne dans les mœurs et se propage de plus en plus. Les autres rapports sont moins pessimistes, mais dénotent chez leurs auteurs le souci de remédier à la plaie du paupérisme par la disparition de deux fléaux : l'ivrognerie et la paresse.

II

Nous avons vu à l'œuvre les prêtres, ceux qui selon le mot de Mirabeau « avaient beaucoup de devoirs à remplir sans espoir et presque sans revenus ». Il nous reste à parler du rôle charitable de celui qui sera plus tard le Vincent de Paul de l'émigration. Nous ne prétendons pas épuiser la liste de ses libéralités, des mesures qu'il prit lui-même et de ses interventions auprès de l'assemblée provinciale et de l'autorité royale. Nous nous bornerons à quelques-uns des faits que les témoignages contemporains et les documents apportent.

De toutes les paroisses du Léon, les paroisses des îles et des côtes étaient celles dont le sort réclamait les remèdes les plus urgents.

M^{sr} de La Marche intervint en faveur d'Ouessant, probablement dès qu'il reçut le rapport du recteur, car cette même année 1775, l'Intendant qui, en qualité de représentant du roi, seigneur de l'île, était le protecteur naturel des habitants, fut saisi d'une demande d'exemption d'impositions en faveur de ces derniers. En tout cas, l'Evêque présidait aux Etats de Rennes la commission des Finances à la tenue de 1780 lorsqu'ils obtinrent l'exemption des devoirs pour trois pipes d'eau-de-vie et quarante barriques de vin ; en même temps, les insulaires de Molène étaient exemptés de ces impositions pour deux pipes d'eau-de-vie et vingt barriques de vin (1). Dans la lettre qu'il lui

(1) Arch. Nat., H 404, pièces 63, 64.

adressait l'année suivante, Carn, gouverneur d'Ouessant, rendait hommage à sa sagesse et à son zèle et déclarait reconnaître la faveur que la Province avait bien voulu accorder à l'île. Puis Monseigneur fit faire un règlement pour assurer la juste répartition des vins et eaux-de-vie dans l'île et sauvegarder la part des pauvres. L'extrait suivant donnera une idée de la sagesse avec laquelle il fut rédigé : « Il sera choisi par M^{gr} l'Évêque de Léon, le gouverneur et le corps politique, un homme d'une probité et d'une sobriété reconnues qui sera chargé de la distribution des vins et eaux-de-vie, et il sera tenu de se conformer aux articles suivants sous peine de destitution : On fera venir les vins directement de Bordeaux, autant que faire se pourra, et le prix du détail sera réglé d'après le prix principal et les frais et en sus le salaire du distributeur et la part des pauvres. Le distributeur des boissons rendra, tous les trois mois, compte de sa gestion au corps politique assemblé au lieu ordinaire des délibérations. A la fin de l'année, il rendra un compte général au corps politique et aux notables de l'île. Il ne sera distribué de vin gratuitement aux pauvres, mais lorsque on en réglera le prix du débit, on fixera une part pour les pauvres, soit par bouteille, soit par barrique, et le produit sera remis à M. le recteur pour leur être distribué par lui. Il est expressément défendu de donner à boire à la cantine ni de vendre au dehors pendant l'office divin. Dans aucun temps le distributeur ne pourra donner à boire jusqu'à s'enivrer ni à un homme déjà ivre. Est absolument défendu de donner à boire à aucune femme ni fille, à des enfants au-dessous de 15 ans s'ils ne sont avec leur père ou proches parents, à la même personne dans la même journée plus d'un coup d'eau-de-vie formant au plus la huitième partie de la bouteille. Est défendu très expressément de donner à boire après le coucher du soleil (1). »

L'Évêque s'intéressa aussi au sort de Molène qui était plus misérable encore : en 1786, dans le rapport très

(1) Arch. Ev. Quimper, carton Ouessant.

détaillé qu'il soumit à l'examen de l'Assemblée du Clergé, il exposa les ressources absolument insuffisantes du recteur et sollicita en sa faveur 600 ou 700 livres supplémentaires pour le « soustraire à la nécessité de recevoir des secours de ses iliens ».

Dans l'affaire des goëmons, son intervention fut couronnée de succès. On distinguait le goémon jeté par la mer sur le rivage et celui qui adhérait aux roches et qu'il fallait couper. Cette coupe venait d'être réglementée par la déclaration du 30 octobre 1772 qui fixait aux trois premiers mois de l'année l'époque de la cueillette et défendait de vendre la récolte dans l'intérieur des terres. Cette mesure donna lieu à de nombreuses protestations et, pour en avoir le cœur net, à la fin de son questionnaire sur la mendicité, l'Évêque écrivit lui-même à la main : « Si vous avez quelques observations à faire relativement aux goëmons, je vous prie de me les communiquer. » Les réponses des recteurs s'accordent toutes sur ce point qui est l'objet des desiderata de leurs paroissiens : le retrait pur et simple de la déclaration de 1772. M^{gr} de La Marche ne perdit pas de temps et, dès les premiers mois de 1775, il adressait un mémoire au duc de Penthièvre, gouverneur de la Province :

« On convient, exposait-il, qu'il y a une loi qui défend de couper le goémon dans d'autres temps que pendant les mois de janvier, février et mars ; MM. de l'Amirauté de Brest répondent qu'il y a une loi subsistante, qu'elle doit avoir son exécution. Le rédacteur du mémoire n'ignore pas l'existence de la loi, mais MM. de l'Amirauté auraient pu convenir que cette loi n'était point observée, qu'il en est résulté de grands avantages et nul inconvénient, que ce motif leur a paru suffisant pour devoir fermer les yeux sur les contraventions dont il est impossible qu'ils ne fussent pas pleinement instruits. Il serait plus facile à MM. de l'Amirauté de Brest d'entrer dans la discussion des motifs qui pourraient fonder soit une nouvelle loi, soit des modifications à l'ancienne.

Dans les mois de janvier, février et mars, la coupe est presque impraticable tant à raison de la brièveté des jours

que de la dureté de la saison et de l'agitation de la mer dans une côte en grande partie hérissée de roches.

Pour employer utilement le goémon et avant de le transporter, il est nécessaire de le sécher, et à cet effet, on a soin de l'étendre sur les côtes. On n'ignore pas que pendant ces mois les pluies sont très abondantes et presque continuelles ; le goémon, au lieu de sécher, pourrit.

Il est notoire que dans tout le diocèse la grande coupe se fait aux mois d'avril et de mai. Elle s'assigne d'usage le lendemain de la Saint-Marc, le 26 avril, ou quelques jours plus tard.

Jusqu'ici les riverains, après avoir détenu ce qui leur était nécessaire pour l'engrais de leurs propres terres, faisaient leurs livraisons sans la moindre inquiétude. Aussi lorsqu'au mois de juin dernier, ils entendirent publier pour la première fois qu'ils ne pourraient plus récolter le goémon que pendant trente jours des mois de janvier, février et mars et qu'il leur était défendu, sous de grosses peines, de le vendre désormais aux fermiers, leur consternation fut générale (la défense a causé une perte d'environ 60 mille livres aux paroisses du Bas-Léon).

L'Evêque fut heureux d'obtenir satisfaction. Le 2 novembre 1775, le Gouverneur lui écrivit : « Votre avis a enfin prévalu, Monsieur l'Evêque. Vous trouverez ci-joint une copie de la lettre que je viens d'écrire aux officiers de l'Amirauté de Brest au sujet du commerce du goémon dans votre diocèse ; je désirerais toujours pouvoir seconder votre zèle pour le bien public... »

A cette lettre était annexée une copie des « Instructions adressées aux officiers de l'Amirauté de Brest à l'effet de ne point faire exécuter à la lettre, dans l'étendue du diocèse de Léon, les dispositions de la Déclaration relative au varech ou goémon donnée le 30 octobre 1772 ». Ces instructions rétablissaient dans leur ancien état les privilèges des riverains.

La paroisse de Plouescat qui, du fait de la déclaration, perdait chaque année 5.000 livres, enregistre avec satisfaction la nouvelle mesure : « Ce jour, 7 janvier 1776, nous soussignés, tous composant le corps politique de la

paroisse de Plouescat, déclarons que la coupe du goémon se fera dans cette paroisse suivant les anciens usages, sous le bon plaisir de Monseigneur le duc de Penthièvre. En conséquence la coupe se fera cette année le 25 mars pour finir sous le 15 juillet prochain (1). »

Aux Etats où son rang lui donnait accès et où il ne manqua jamais une tenue, Monseigneur de Léon plaida en faveur de la diminution des charges avec l'autorité et la compétence que lui valait sa qualité de président de la commission des Finances. L'un des objets de plainte qui revient le plus souvent dans les rapports des recteurs est l'excès de la capitation. Il ne cessera de protester contre cette imposition dont il demandera en vain la suppression. Le 23 novembre 1772, à la tête de la députation envoyée par l'assemblée près des commissaires du Roi « portant la parole », il supplie le duc de Fitz-James de jeter les yeux sur « la misère et l'épuisement des peuples de la Province » et d'intercéder près du Roi pour « qu'il les traite plus favorablement ». Le 28 novembre, le Duc lui fait remettre par écrit la réponse qui suit : « C'est avec la plus grande peine que le Roi se trouve forcé par les besoins de l'Etat à continuer les impositions sur ses peuples et particulièrement sur ceux de sa province de Bretagne. La capitation est une de celles dont la levée occasionne le moins de frais et Sa Majesté ne peut se dispenser de la faire imposer ». Aux tenues suivantes M^{gr} de La Marche réitère les mêmes demandes qui sont chaque fois repoussées avec des variantes. Toutefois, en 1776, il obtient cette réponse du marquis d'Aubeterre : « Le Roi ne peut accorder la suppression de la capitation que vous demandez ; mais il accordera une remise particulière de 100.000 livres qui sera en moins imposée sur les pauvres contribuables aux fouages, et 600.000 livres de diminution sur le secours extraordinaire des deux années 1777 et 1778. »

C'était déjà un résultat qui demeurera désormais acquis jusqu'à la Révolution. En 1778, sur les instances de

(1) Arch. de la paroisse de Plouescat, Cahier des délibérations pour l'année 1776.

l'Évêque et de ses confrères de l'Ordre de l'Eglise, les Etats ordonnent que « l'abonnement de la capitation étant de 1800 mille livres, la contribution proportionnelle de MM. de l'Ordre de la Noblesse sera de la somme de 125.000 livres », soit un supplément de 25.000 livres. Suivant un calcul fait aux Etats, le Tiers supportait 1700 mille livres de l'imposition totale et la Noblesse 100.000. Or les possessions de la Noblesse étant évaluées à plus d'un dixième des biens-fonds de la Province, sa contribution à la capitation devait être de 180.000 livres. La mesure prise aux Etats, tout incomplète qu'elle fût, était un acheminement vers l'impôt proportionnel si instamment réclamé dans les correspondances des recteurs. Il faut louer ici le zèle et le courage de l'évêque de Léon qui, malgré l'intransigence de la royauté dans ses exigences fiscales et les susceptibilités du second Ordre privilégié, sut défendre les intérêts du peuple et la cause de la justice.

A l'affaire de la capitation peut se rattacher celle de la corvée. M^{gr} de La Marche éleva aussi la voix aux Etats pour sa suppression, et il le fit avec beaucoup de courage, car il eut à lutter non seulement contre l'opposition de la Noblesse, mais contre celle du Tiers. C'est ce que relate M^{gr} de Girac, évêque de Rennes, dans sa lettre à Turgot à propos de la séance du 7 février 1775 : « M. l'évêque de Léon a fait son rapport sur les moyens de supprimer la corvée. Le résultat du rapport a été que la régie de la ferme des devoirs était le seul moyen que les Etats puissent employer. Il y a eu beaucoup d'agitation dans l'Assemblée, une partie étant pour la régie, une très grande partie contre (1). » Turgot estimait que la nouvelle répartition des vingtièmes et de la capitation qu'il avait imaginé de faire serait le meilleur remède au soulagement des corvéables. M^{gr} de La Marche n'en tint pas moins à son projet. Le compte-rendu qu'il fit le 14 février fut un exposé des objections élevées contre la régie et des

(1) Arch. Nat., H 387, pièce 72.

réponses à ces objections. « Ce travail, écrivait l'évêque de Rennes, quoique fait en peu de temps, ne laissait rien à désirer par la force des raisons et par la manière dont elles étaient exposées. Les Ordres de la Noblesse et du Tiers se sont opposés obstinément à la régie. A la fin de chaque raisonnement, on entendait toujours : Point de régie, point de régie ! Il faut l'avoir vu pour le croire. Dans une affaire où il est question des moyens de supprimer la corvée, l'Ordre du Tiers déclare qu'il n'y a pas lieu de délibérer ; dans une affaire où il est question d'écarter une imposition certaine sur les propriétés, l'Ordre de la Noblesse a adopté l'avis du Tiers. C'est ainsi que cette grande affaire a été non pas terminée, mais éludée (1). »

L'idée sera, en effet, reprise plus tard, mais seulement à la veille de la Révolution. Dans la séance du 16 janvier 1787, le Tiers proposa de substituer aux fouages extraordinaires une imposition sous la forme d'une augmentation de droits sur l'eau-de-vie ou sur l'entrée des boissons. Le plan fut adopté et le contrôleur général de Calonne répondait à l'intendant de Molleville qui l'avait mis au courant de la délibération : « Il résultera un grand soulagement pour la partie la plus souffrante des contribuables au moyen de la délibération par laquelle les Etats ont établi un droit additionnel de 10 sols par pot sur toute la consommation de l'eau-de-vie, pour le produit être employé au soulagement des contribuables. On peut regarder la corvée des hommes comme à peu près supprimée et c'est un grand point de gagné. » (2)

Au nombre des mesures que les recteurs jugeaient le plus propres à diminuer la plaie du paupérisme, figuraient l'internement des vagabonds incorrigibles et l'obligation pour chaque paroisse de nourrir ses pauvres. Rennes possédait un dépôt où les mendiants et les vagabonds étaient entretenus et nourris sur les fonds de 50.000 livres par an que les Etats volaient à chaque tenue. Mais on y admet-

(1) Arch. Nat., H 387, pièce 100, lettre à Turgot.

(2) Arch. Nat., H 418, lettre du 20 janvier 1787.

tait indistinctement les gens sans aveu, les infirmes et les pauvres capables de travailler. Aussi leur nombre, certaines années, s'élevait-il à 6.000 (1). « Les 100.000 livres que donne la Province (pour deux années), écrivait le marquis d'Aubeterre à M^{sr} de La Marche le 15 décembre 1778, ne suffisent pas, à beaucoup près, pour la dépense du seul dépôt de Rennes. Les journées des mendiants qui y ont été nourris pendant les années 1777 et 1778 montent à 365.800 livres. Le Roi a fait payer près de 120.000 livres pendant les mêmes années pour les autres dépenses, tels que bâtiments, ateliers de travail, frais de capture et de conduite. Le bien qui résulte de cet établissement ne peut être méconnu ; les effets en sont déjà très sensibles ; les travaux s'y multiplient considérablement. Dans un atelier nombreux, on instruit un grand nombre de jeunes mendiants au métier de tisserands ; dans de vastes salles, on occupe à la filature ; on accoutume au travail presque tous les autres détenus des deux sexes ; leurs enfants sont élevés à prix d'argent chez des laboureurs ; les fous, les infirmes y sont gardés et secourus ; tous y sont bien nourris ; quelques inconvénients inséparables de toute institution nouvelle ne doivent pas faire méconnaître les avantages qu'elle procure. » A cette thèse qui était celle du Roi, l'évêque de Léon qui avait été chargé par les Etats de faire un rapport sur la question, opposait la thèse suivante où nous retrouvons quelques-unes des idées chères à ses correspondants : le nombre des mendiants renfermés au dépôt de Rennes est devenu trop considérable et charge la province d'impositions écrasantes. Le remède au mal consisterait dans un règlement de Sa Majesté tendant à obliger chaque paroisse à garder et nourrir ses pauvres. Il faudrait aussi établir qu'il y ait un seul dépôt pour les vagabonds dans tout le royaume. La Bretagne verrait un avantage à consacrer à l'établissement d'ateliers de charité la somme annuelle de 50.000 livres qu'elle consacre à l'entretien du dépôt de Rennes (2). Cette dernière partie du

(1) Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 229.

(2) Extr. des Reg. des Etats de 1776, 1778, 1780, 1782, 1786.

rapport avait valu à son auteur les applaudissements unanimes de l'assemblée. Mais il ne put faire prévaloir sa thèse auprès des commissaires du Roi et, jusqu'à la Révolution, les Etats durent consentir, en murmurant, l'octroi des 50.000 livres qui leur étaient imposées. Les murmures prirent même parfois la forme de vives protestations et, à diverses reprises, en 1776, 1778, 1786, l'assemblée ne s'exécuta que sous la menace du Roi de retirer à la province toutes grâces et remises qu'il avait l'habitude de lui accorder.

Si Mgr de La Marche eut la préoccupation de défendre les intérêts bien compris des pauvres, il n'en eut pas moins le souci d'épargner à la province et au pays des frais inutiles. Le phare d'Ouessant était éclairé au feu de bois et de charbon, ce qui exigeait des dépenses considérables; deux gardiens étaient employés au transport des 6 à 7 barriques de combustible nécessaire pour le feu de chaque nuit. C'était là un travail très pénible, car les deux hommes qui devaient veiller toutes les nuits, avaient 123 marches à monter. Un mémoire où ces inconvénients étaient exposés fut adressé au Ministre. L'Evêque l'appuya et demanda que pour les raisons d'utilité et d'économie qui y étaient signalées, l'on substituât « un feu de reverbères » au feu de bois et de charbon (1).

L'hôpital militaire du Folgoat ayant été incendié dans la nuit du 23 au 24 décembre 1785, le Gouvernement conçut le projet d'acquérir l'hospice de la Charité de Brest pour en faire un hôpital: « Je ne vois pas au premier coup d'œil, écrit l'Evêque, l'avantage que peut trouver le Ministère à acheter un établissement où il faudra faire de grands changements et construire des bâtiments considérables, plutôt que de bâtir ailleurs un hôpital militaire (2). »

Il n'était pas partisan d'hôpitaux dans les campagnes :

(1) Arch. Ev. Quimper, carton Ouessant.

(2) Arch. dép. Ille-et-Vil., C 1263. L'hôpital du Folgoat fut transféré au couvent des Minimes à Morlaix le 30 juin 1787.

« Un hôpital ne convient en général que dans les villes où même tous ceux qui n'ont point à leur tête des personnes que le seul zèle et la charité animent, sont très mal tenus (1). » Il expose lui-même dans un mémoire adressé au Roi en 1782 (2) les raisons pour lesquelles il est hostile à l'établissement d'hôpitaux dans les paroisses de campagne : c'est le corps politique qui y est chargé de l'administration ; il délègue comme gouverneur un de ses membres, un paysan, qui demeure souvent loin du bourg et abandonne le soin des malades à des domestiques sans capacité et parfois sans conduite. Aussi il demande qu'il plaise à Sa Majesté, par un arrêt de son Conseil, de supprimer l'hôpital de Landéda, comme étant établi contre la disposition des ordonnances, et d'appliquer les revenus aux pauvres de la paroisse par les mains de Filles de la Charité qui vaqueraient de plus à l'instruction des jeunes filles. L'intendant de la Bove appuya les demandes du mémoire, et l'Évêque obtint satisfaction par lettres patentes données à Versailles le 20 mars 1784.

Nous avons mentionné quelques mesures particulières qu'il fit prendre aux Etats en faveur des paroisses de son diocèse. En voici d'autres que nous pouvons ajouter sur la foi des procès-verbaux. En 1776, après avoir entendu son rapport, les Etats « ordonnent qu'il sera fait fonds dans la présente tenue de la somme de 2000 livres, pour faire face aux réparations les plus urgentes de la digue construite pour arrêter les progrès des sables sur la plaine de Tréarzavalle et autres terres voisines de Saint-Pol-de-Léon (3) ». Le même subsidie sera accordé aux tenues suivantes. A la session de 1778, l'Evêque appelle l'attention de l'assemblée sur la ville de Roscoff qui risque d'être submergée et demande des fonds pour la construction d'une digue ; les Etats chargent leurs députés et leur procureur général syndic en Cour de solliciter les secours nécessaires auprès du Directeur général des

(1) D'après un autographe du 24 mars 1783. (Arch. Nat., S 3253).

(2) Arch. Nat., S 3252-53, 6 pièces.

(3) Arch. Nat., H 390, pièce 73.

Finances (1). En 1783, c'est la paroisse de Landéda qui obtient 3000 livres pour le dégagement des sables (2); en 1787, toujours sur le rapport de l'Evêque, les Etats accordent une gratification de 8000 livres pour le port de Morlaix et une autre de 3000 livres pour l'hôpital de Lesneven (3).

Sa correspondance avec l'Intendant trahit le même souci des intérêts populaires. Dans une même lettre (4) il demande que l'on exécute des travaux pour l'alignement de la route de Landerneau, il propose que l'on fasse un chemin de Saint-Pol à Roscoff et signale le dommage très grand occasionné aux « blés noirs et blancs » à la suite d'une tempête, « ce qui causera la continuation de la cherté des grains et de la grande misère parmi les gens de peine ».

M^{gr} de La Marche usa donc de son influence aux Etats et de son crédit auprès des pouvoirs publics afin de pourvoir aux besoins de son peuple. Nous verrons plus loin avec quelle compétence et quel zèle il s'occupa aux Etats des affaires de la Province. Dès maintenant citons quelques-unes des mesures qu'il prit de sa propre initiative, tant comme pasteur de son diocèse qu'à titre privé, en faveur du peuple confié à ses soins :

Il charge ses curés d'instituer dans ses paroisses des bureaux pour le soulagement des pauvres. Le 14 juin 1778, le corps politique de Guissény se réunit à cet effet « conformément à la lettre adressée par Notre Seigneur l'Evêque à Monsieur notre recteur ; lequel bureau sera composé du recteur et de personnes chargées de visiter les pauvres de leur quartier, de s'informer de leur situation, aménagement et conduite, afin de bien distribuer les aumônes » (5). Il affirme en termes énergiques le devoir de la charité ; il rappelle aux riches que leur superflu est dû aux pauvres et qu'en le leur donnant, ils acquittent une

(1) Arch. Nat., H397, pièce 229.

(2) — H408, pièce 244.

(3) — H418, pièce 109.

(4) Du 1^{er} sept. 1773 (Arch. dép. d'Ille-et-Vil., C 123).

(5) Arch. de la paroisse de Guissény (Presbytère, Cahier des Délibérations du Corps politique).

de leurs plus justes et de leurs plus indispensables obligations, que la loi divine et la loi naturelle exemptent seulement de l'aumône ceux qui ne peuvent absolument la faire. Ces prescriptions reviennent chaque année dans ses mandements de Carême. Après avoir annoncé à ses diocésains l'indulgence de l'Eglise qui veut bien adoucir les rigueurs de l'abstinence, il charge ses recteurs de faire connaître à leurs paroissiens qu'en leur permettant de s'écarter de la lettre de la loi, l'intention de l'Eglise est qu'ils en conservent l'esprit : « Un jeûne plus exact, des prières plus assidues, des bonnes œuvres plus multipliées, des aumônes plus abondantes, doivent compenser une abstinence moins rigoureuse ; vous préviendrez non seulement les riches, mais même tous ceux qui, sans être opulents, peuvent trouver dans quelque privation le moyen d'accroître leurs aumônes, qu'ils doivent s'y porter avec d'autant plus de libéralité qu'ils participent à un adoucissement que l'Eglise accorde, surtout en faveur des pauvres. » Ce qui suit est de la main de l'Évêque dans son brouillon de mandement du Carême pour 1788 : « En vain l'Eglise chercherait à procurer aux pauvres le soulagement que son cœur paternel lui inspire, si les riches, par leurs aumônes, ne les mettaient en état de profiter des secours qu'elle leur destine. Le Carême n'est pas fait pour que l'abstinence tourne au profit de l'avarice, mais au profit des malheureux. »

Pour augmenter le patrimoine des pauvres, lorsqu'il arrêta les tarifs des droits du secrétariat de l'Évêché, il fit porter la permission d'ondoyer à 30 livres ; sur cette somme, 9 livres étaient destinées à l'hôpital le plus voisin, 9 livres aux pauvres de la paroisse et 12 livres aux ecclésiastiques du diocèse qui étaient dans le besoin.

Il présidait lui-même tous les trois mois dans sa ville épiscopale l'assemblée de « Messieurs du Bureau de l'Hôpital » et tous les mois il présidait dans son palais les réunions des « Dames de la Charité ». Il écoutait les rapports, signait le procès-verbal et apportait sa contribution aux quêtes.

A Lesneven, depuis plusieurs années, la famille de M. de Liscoët, fondateur de l'hôpital, était en conflit avec le sénéchal de la ville au sujet de l'administration de l'établissement, et l'hôpital souffrait beaucoup de ces querelles. En 1751, il était très florissant, puisque, avec 600 livres de rente, il entretenait 28 pauvres, et que l'économe sorti de charge à cette époque avait laissé un reliquat de 5.000 à 5.400 livres. Mais en 1774 il est en mauvais état. Le recteur, dans son rapport à l'Évêque, réclame des réparations. « On pourrait, dit-il, le mettre à l'instar de tous les hôpitaux du royaume, c'est-à-dire le faire régir par un bureau dont l'autorité ne serait pas bornée par le crédit d'aucun particulier. En second lieu, on pourrait y appeler pour soigner les pauvres, des filles de Saint-Thomas, des Sœurs blanches, des Sœurs grises ou autres. Ce serait une grande épargne. »

Quelques années plus tard, le maire, M. de Kerdanet, soumettait à Monseigneur le projet d'un nouvel hôpital. L'Évêque l'encouragea : « Votre tâche est difficile, lui écrivait-il, j'aurais désiré pouvoir vous l'alléger ; mais mon entreprise (le collège) absorbe tous mes moyens et j'attends de la Providence ceux que je prévois qui me manqueront. Des Etats, il n'y a rien à espérer, à ce que je pense. Reste M. le Contrôleur général. Mais on ne peut pas toujours conclure de M. Necker à M. de Calonne. Cependant je serais d'avis de lui présenter une requête et de lui faire une demande de 1.000 écus. Personne ne peut mieux que vous renfermer dans un écrit tout ce qui peut rendre plus plausible votre demande, et je joindrai une lettre à votre requête ou j'écirai séparément comme vous le désirerez (1). » Une solution intervint, puisque le 2 mai 1786, M^{gr} de La Marche bénit la première pierre du nouvel hôpital ; il versa à cette occasion une somme de 3.000 livres.

Une autre affaire sur laquelle il porta sa sollicitude fut la création à Saint-Pol d'un cours d'accouchement. Un chirurgien, M. Dubois, s'étant rendu dans la ville, l'Évêque

(1) Mémoires de M. de Kerdanet.

chargea ses curés de prévenir leurs paroissiennes. Dans sa réponse à la circulaire du prélat, M. Kerboul, recteur de Landéda, déclare que trois personnes exercent dans sa paroisse la profession de sage-femme, mais sans avoir été instruites et reçues : « Je tâcherai, ajoute-t-il, d'engager quelqu'une à se rendre au cours. » Et en *post-scriptum* nous lisons ces quelques mots qui en disent long, parce qu'ils répondent à l'un des objets des préoccupations du prélat : « Nos pauvres vivent, grâce à Dieu (1). »

Pour épuiser la liste des libéralités de M^{gr} de La Marche, il faudrait les examiner paroisse par paroisse. Voici quelques-unes de celles qu'il fit en faveur de sa ville dans les dernières années de son administration :

Le 15 avril 1784, le maire de Saint-Pol donna lecture à la Communauté d'une requête de l'Évêque « tendant à provoquer une délibération à l'effet de fixer la démarcation du mur qu'il faisait reconstruire sur la rue qui conduisait de la grande place de Saint-Pol à Roscoff ». La Communauté, après avoir pris lecture de la requête et examiné l'alignement tracé sur le plan de la ville, considérant que si ce projet était exécuté, il en résulterait un inconvénient pour les voitures et les cavaliers qui de nuit se rendraient à Roscoff, fut d'avis de prier Sa Grandeur de faire démolir le mur dans toute sa largeur. En conséquence, elle députa le Maire et un autre de ses membres vers l'Évêque pour lui faire part de l'avis de la Communauté. Monseigneur accepta le plan proposé comme « le plus agréable et le plus commode pour le public, quoique le plus onéreux pour lui ». La Communauté, pénétrée de reconnaissance, décida de lui adresser des remerciements et ordonna au greffier de lui présenter « une expédition de la délibération (2) ».

Deux ans plus tard, une contestation s'éleva entre la municipalité de Léon et les habitants et négociants de Roscoff au sujet de l'octroi imposé par les lettres patentes

(1) Arch. Ev. Quimper, carton Landéda.

(2) Cahier des Délibérations de la Communauté de Saint-Pol-de-Léon, registre n° 16, f^{os} 73, 74.

du 17 septembre 1784 sur les eaux-de-vie et les graines de lin. Les négociants demandaient de n'être tenus aux frais d'octroi qu'au fur et à mesure de la vente de la marchandise ; d'autre part ils voulaient que les droits fussent réduits à 10 sols par barrique d'eau-de-vie et à 5 sols par baril de graine de lin. L'Evêque entra dans ces vues dans le mémoire qu'il adressa le 30 septembre 1786 à M. de Calonne et où il déclara que « son unique but est de concilier les esprits en même temps que les intérêts réciproques ». Il n'obtint satisfaction qu'en partie : « Je ne vois rien, répondit le Contrôleur général, qui s'oppose à cet arrangement de payer au fur et à mesure de la vente. Quant aux 10 sols pour livre qui se perçoivent au profit du Roi et dont vous désiriez obtenir l'exemption, une pareille grâce tirerait trop à conséquence pour que Sa Majesté pût se porter à l'accorder, surtout en ce moment. Je ne puis terminer ma lettre sans rendre justice aux vues d'équité et de bien qui vous dirigent dans cette circonstance. Votre principal objet est de faire naître la paix et l'union entre les habitants de Roscoff et la municipalité. Ce but est digne de votre zèle et je sais que personne n'est plus propre que vous à le bien remplir (1). »

L'année précédente, il avait été plus heureux en réussissant à doter Saint-Pol de haras. Les chevaux étaient, avec les lins, une des grandes richesses du pays (2). Voici une partie du compte-rendu « extrait des Registres du Greffe des Etats de Bretagne » à la date du 1^{er} février 1785 : « Monsieur l'évêque de Léon a fait un rapport très détaillé de ce qui concerne l'administration des haras de la Province, des moyens à prendre pour y perfectionner cet établissement, de la dépense des dépôts déjà établis et de celles des étalons, des médecins vétérinaires, des garde-haras, du nombre et de la qualité des étalons à

(1) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1786. La question fut examinée par les Etats qui, à la pluralité des Ordres de l'Eglise et du Tiers, rejetèrent la requête des habitants de Roscoff dans la séance du 23 janvier 1787 (Arch. Nat., H 418, pièce 105).

(2) Une statistique parue vers 1745 évalue à 22.290 chevaux le nombre total pour l'Evêché de Léon. L'armée y faisait beaucoup d'acquisitions (Mémoire sur la province de Bretagne, f^{os} 147, 241).

faire entrer dans les haras. Après l'avoir entendu, les Etats ordonnent : qu'il sera établi à Saint-Pol-de-Léon, près de la ville, un dépôt de 12 chevaux, sous l'inspection de M. de Kermenguy, et dans la partie occidentale de l'évêché de Léon un dépôt de 8 chevaux, sous l'inspection de M. de Kersauson... que le nombre des étalons à acheter pour le dépôt de M. de Kermenguy à Saint-Pol est fixé à 7 et le nombre des étalons à acheter pour les dépôts de MM. de Kerdrel et de Kersauson est fixé à 6. »

Il rendit un plus grand service encore à sa population en répandant dans le pays la culture de la pomme de terre (1). La reconnaissance populaire lui a décerné le nom d'*Eskop ar patates* (*l'évêque aux pommes de terre*). Il y a des gens à Saint-Pol qui ne le connaissent que sous cette dénomination. Quelques années après que l'armen-tier plantait à Versailles ses premières pommes de terre, M^{sr} de La Marche en plantait dans son petit domaine de Château-Gaillardin. A 500 mètres de la ville de Saint-Pol, du côté de la mer, s'élève encore, sur un des points culminants de la péninsule, une ancienne tour flanquée de deux pavillons modernes. Avant d'être la propriété des évêques de Léon, elle servait de poste d'observation aux marins chargés de surveiller les mouvements des navires. De l'étage supérieur, on jouit d'une vue magnifique sur la côte. Toute cette partie du littoral est très déchiquetée ; on n'y est pas saisi par l'immense, comme devant les côtes uniformes de la baie de Douarnenez en Cornouaille ; ici les rochers voisinent et le paysage est plus familier. Quatre fenêtres s'ouvrent dans la tour aux quatre points cardinaux ; à droite, se voit la baie de Pempoul si belle lorsque la mer pousse jusqu'au rivage la pointe de ses marées ; à gauche, c'est Roscoff ; devant Callot, des îlots et des roches sans nombre ; au loin, les

(1) M. de Kerdanet, qui connut l'Évêque, dit dans une courte notice parue en 1818 : « Ce vénérable prélat a introduit dans son diocèse la culture des pommes de terre qu'on dédaignait de son temps et qui sont aujourd'hui d'une très grande ressource pour les personnes peu fortunées qui béniront sa mémoire. » (Arch. de Kerdanet).

Côtes-du-Nord, Primel, la pointe de Trégastel, le littoral du Tréguier où l'Évêque pouvait apercevoir plusieurs paroisses de son ancien archidiaconé ; plus près, le Château du Taureau, Carantec ; au Sud, Henvic, Taulé, Guiclan ; à l'Ouest, Plougoulm, l'Ile-de-Sieck, Sibiril, Cléder, Plouescat, et en remontant vers le Nord, Santec et l'Ile-de-Batz. Toute une plaine coupée de talus d'or, où s'élèvent les clochers des églises et tout près, plus hautes que toutes les autres, les deux flèches de la cathédrale et la merveille du Creisker. C'est dans sa bibliothèque de Gaillardin que l'Évêque composait ses mandements ; il occupait ses loisirs à des travaux rustiques dans le petit jardin « de 18 cordes de surface », et il y prépara son champ d'expérience. Il le fit enclore de murs en 1783 afin de protéger ses récoltes. Aussitôt qu'elles venaient à maturité, il les distribuait aux cultivateurs. C'est ainsi que le précieux tubercule fut de bonne heure acclimaté dans le pays de Léon. Il ne pouvait trouver un terrain plus favorable que ce sol de la presqu'île de Saint-Pol dont la fertilité naturelle est décuplée par le voisinage du Gulf-Stream et par la générosité avec laquelle la mer lui procure les engrais dont il a besoin. Et il ne pouvait rencontrer de plus rudes travailleurs que ces paysans *léonards* qui poussent avec acharnement l'assaut contre la nature ; les moindres parcelles de terre, le long des grèves, sont utilisées pour les primeurs et la main de l'homme a créé des jardins jusque sur les rochers.

Il serait édifiant d'avoir le tableau complet des libéralités particulières de M^{sr} de La Marche. Celui qui plus tard, sur la terre étrangère, devait mourir dans la pauvreté la plus complète, après avoir vu passer plus de 40 millions entre ses mains, ne pouvait manquer d'être généreux sur son siège épiscopal.

Ne pouvant énumérer toutes ses largesses, parlons au moins des plus connues. Pour exciter les jeunes filles à la sagesse et à la vertu, il institua une rosière dans la paroisse du Minihy de Léon. Celle qui obtenait le prix recevait 500 livres tournois, et les deux autres qui lui avaient dis-

puté la rose, recevaient 120 livres chacune. Voici en quels termes la Municipalité témoigna au prélat sa reconnaissance : « La Communauté, informée du nouvel établissement d'une rosière due à la bienfaisance de Monseigneur l'Evêque de Léon et invitée par billet souscrit de Sa Grandeur de nommer des députés pour concourir au choix de ladite rosière, a désigné et nommé MM. de Keraugon et Le Hir pour assister au nom du Corps municipal à l'assemblée des notables de cette ville convoquée au palais épiscopal pour le 24 de ce mois (juin 1787), leur donnant tout pouvoir requis et suffisant à l'effet de délibérer et voter pour l'élection de ladite rosière, les a aussi expressément chargés de témoigner au respectable prélat combien elle partage les sentiments d'édification et de reconnaissance qu'inspire à tout le public un établissement si digne de la piété de son auteur et si propre à encourager la vertu (1). »

Un pensionnat et des casernes bâtis à ses frais, 200.000 francs de sa fortune personnelle consacrés à la reconstruction du Collège, des bourses pour les étudiants pauvres, une rente de 10.000 livres créée à la décharge des peuples de son diocèse : voilà les titres qu'il présentera, avec lettres patentes à l'appui, aux administrateurs du Finistère lorsqu'ils lui notifieront l'ordre d'évacuer son palais épiscopal (2).

Et que dire de ses aumônes privées dont la multitude effrayait ses serviteurs qui cherchaient en vain à en arrêter le cours ? (3)

Beaux titres, certes, et qui justifient la réputation de bonté qui le suivra au-delà du détroit.

(1) Arch. mun. de Saint-Pol-de-Léon, reg. 17, f° 33.

(2) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.

(3) *Gr. Fun.*, p. 21.

CHAPITRE QUATRIÈME

LES RELATIONS DE L'ÉVÊQUE AVEC SES DIOCÉSAINS : ŒUVRES D'ENSEIGNEMENT ET D'ÉDUCATION

- I. — L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX : RÉÉDITION DU CATÉCHISME EN 1774. LE CONTRÔLE DES LIVRES QUI TOUCHENT A LA FOI ET AUX MŒURS. — PRÉDICATIONS : STATIONS FRANÇAISES ET BRETONNES ; MISSIONS ; RETRAITES D'HOMMES ET DE FEMMES.
- II. — L'INSTRUCTION : LE COLLÈGE DE LÉON. SES ORIGINES, SON HISTOIRE, SON ORGANISATION. — MST DE LA MARCHÉ ET LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÉGIME DU COLLÈGE. SON PROJET DE FONDATION D'UN PETIT SÉMINAIRE ; SES DÉMARCHES AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS ; LETTRES PATENTES ACCORDÉES LE 13 SEPTEMBRE 1782. PLAN D'UNION DU PETIT SÉMINAIRE ET DU COLLÈGE EN UN SEUL ÉTABLISSEMENT SOUS LA MAIN DE L'ÉVÊQUE ; ESPRIT CONCILIANTE DE LA MUNICIPALITÉ ET DE L'INTENDANT ; DIFFICULTÉS SOULÉVÉES PAR LE CHAPITRE. CESSIION DÉFINITIVE DES BATIMENTS DU COLLÈGE A L'ÉVÊCHÉ. INAUGURATION DU COLLÈGE (1787). — ORGANISATION : MÊME PLAN D'ÉTUDES QUE DANS LES COLLÈGES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS : EXERCICES PUBLICS. VACANCES ET CONGÉS, MŒURS ET PIÉTÉ. RECRUTEMENT SCOLAIRE : ENFANTS DE CAMPAGNARDS, DE BOURGEOIS ET DE GENTILSHOMMES. ENSEIGNEMENT GRATUIT POUR LES PAUVRES ; CRÉATION DE BOURSES PAR L'ÉVÊQUE ; GÉNÉROSITÉ ÉCLAIRÉE DANS LA RÉPARTITION DE CES BOURSES. LATITUDE LAISSÉE AUX ÉCOLIERS DANS LE CHOIX D'UNE CARRIÈRE. LE PERSONNEL : LA DIRECTION, LE SCHOLASTIQUE. LES MAÎTRES : NOMBRE, APTITUDES, TRAITEMENT. LE COLLÈGE DE LÉON ACQUIERT SON PLEIN EXERCICE ; HEUREUX RÉSULTATS. MST DE LA MARCHÉ ET LA CAUSE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : SES INTERVENTIONS PUBLICQUES ET SES LIBÉRALITÉS PERSONNELLES. — DEUX ÉTABLISSEMENTS D'INSTRUCTION PLUS DÉVELOPPÉE POUR LES JEUNES FILLES : LES URSULINES DE LESNEVEN ET LES DAMES DE L'UNION CHRÉTIENNE DE BREST.
- III. — L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : LA TRADITION DE L'ÉGLISE ET LES ÉCOLES PAROISSIALES. — MST DE LA MARCHÉ ET LA PROPAGATION DE L'INSTRUCTION POPULAIRE : MANDEMENTS, STATUTS DIOCÉSAINS, ORDONNANCE DE 1774. LES PETITES ÉCOLES DANS LE LÉON. PERSONNEL ENSEIGNANT : PRÊTRES, FRÈRES, MAÎTRES LAÏQUES. ÉNERGIQUE PROTESTATION DE L'ÉVÊQUE CONTRE LE PROJET DE SUPPRESSION DE L'ÉCOLE PRIMAIRE DE RECOUVRANCE. — LES COMMUNAUTÉS DE RELIGIEUSES ET L'INSTRUCTION DES FILLES. — CONCLUSION.

I

Au XVIII^e siècle comme au Moyen-Age, la morale chrétienne formait la clef de voûte de l'enseignement à tous les degrés ; aussi était-elle la première des choses que les évêques ordonnaient aux maîtres d'enseigner. Dès le début de son épiscopat, estimant qu'il est « également redevable aux grands et aux petits, aux savants et aux ignorants » et qu'il doit « veiller à ce que les enfants soient instruits de bonne heure des vérités de notre Religion », M^{sr} de La Marche fait réimprimer le Catéchisme diocésain en breton et en français, en adoptant les additions que ses prédécesseurs avaient jugées les plus utiles et en retouchant lui-même certaines parties. Il invite son clergé à ne pas obliger les enfants à apprendre de mémoire les demandes et les réponses, mais à les leur faire lire et expliquer (1). Il exige qu'ils soient conduits à la paroisse tous les dimanches et fêtes pour y profiter des instructions ; il ordonne qu'on ne leur enseigne d'autre Catéchisme que celui du diocèse, qu'on s'applique surtout à les familiariser dès leur plus tendre enfance avec les vérités fondamentales de la religion chrétienne et avec la connaissance des devoirs de leur état (2).

Le Catéchisme ainsi réédité diffère peu du Catéchisme actuel du diocèse de Quimper et de Léon dans l'ordre, la série et le contenu des leçons. Nous avons remarqué, en le parcourant, quelques passages qui dénotent la largeur d'esprit avec laquelle il fut rédigé. Nous lisons au sujet de la vocation ecclésiastique : « Quelles sont les dispositions nécessaires pour recevoir dignement le sacrement de l'Ordre ? — On doit être appelé de Dieu, sans écouter l'intérêt, l'ambition, la complaisance pour les parents, être dans un véritable désir de travailler à la gloire de Dieu

(1) Extrait du Mandement qui est à la tête du *Catéchisme* (10 décembre 1774).

(2) Extrait de l'Ordonnance annexée au *Catéchisme*.

et au salut des âmes, être en état de grâce et irréprochable dans les mœurs (p. 49). » Et à propos de l'assistance à la Messe : « Est-ce bien fait à un chrétien d'aller tous les jours à la Messe ? — Il ne saurait rien faire de meilleur pour son salut, s'il en a la commodité et si cela ne porte aucun préjudice à ses obligations particulières (p. 53). » Puis ces leçons de fraternité chrétienne : « Qu'est-ce que nous représente le pain béni qu'on distribue à la grand'messe dans les paroisses ? — Il nous représente l'union qui doit être entre les fidèles qui mangent du même pain (p. 54). Combien y a-t-il de sortes d'œuvres de miséricorde ? — Il y en a de deux sortes : les spirituelles et les corporelles. — Dites les spirituelles. — Enseigner les ignorants, corriger les défaillants, donner bon conseil à ceux qui en ont besoin, consoler les affligés, souffrir patiemment les injures, pardonner les offenses, prier pour les vivants et les morts et pour ceux qui nous persécutent. — Dites les corporelles. — Donner à manger à ceux qui ont faim, à boire à ceux qui ont soif, vêtir ceux qui sont nus, racheter les captifs, visiter les malades, loger les pèlerins et étrangers, ensevelir les morts (p. 52). »

Le contrôle des livres qui touchent à la foi et aux mœurs relève du magistère doctrinal de l'Evêque. A diverses reprises, le Clergé, dans ses assemblées générales, avait donné des instructions pour que les fidèles fussent mis en garde contre certaines doctrines indépendantes et contre des écrits licencieux. L'Assemblée de 1765 avait condamné quelques ouvrages. En tête de son Catéchisme, l'évêque de Léon insiste sur ce point et ordonne à ses prêtres de « veiller à ce qu'on ne laisse entre les mains des enfants que des livres propres à les édifier ou à les instruire et qu'on en écarte avec le plus grand soin les livres suspects d'irréligion ». Il exerça certainement une grande vigilance en cette matière, car, en 1788, il fut désigné par l'Assemblée provinciale de Tours pour présenter à l'Assemblée générale du Clergé les observations de sa province sur les mauvais livres.

La prédication dans les paroisses fut aussi l'objet de sa sollicitude. Les statuts défendaient de prêcher sans l'approbation épiscopale. Outre les sermons des dimanches, des prédications étaient prévues dans chaque paroisse pour les temps de l'Avent et du Carême et, en certains endroits, pendant l'octave de la Fête-Dieu (1). A la cathédrale de Léon, à Saint-Sauveur et Saint-Louis de Brest, à Saint-Houardon de Landerneau, à Morlaix et à Lesneven, il y avait des stations françaises prêchées par des Religieux. En 1775, le Carême est prêché à Saint-Pol par le P. Victor, récollet de Cuburien ; en 1776, l'Avent est prêché par le Père gardien des Cordeliers de Quimper et le Carême par le P. Pacifique, des Capucins de Roscoff ; en 1777, le P. Devaux, des Minimes de Rennes, est chargé de la station de l'Avent et le P. Hilaire Menou, prieur des Carmes de Quintin, de celle du Carême. A Saint-Louis, nous voyons passer successivement les Capucins de Brest, les Cordeliers de Rennes, les Carmes de Léon, les Récollets de Tréguier, les Récollets de Cuburien. A Lesneven, ce sont les Récollets de la ville, puis les Capucins de Morlaix et de Landerneau qui fournissent tour à tour des prédicateurs. Dans les paroisses de campagne, on fait d'ordinaire appel aux prêtres voisins pour les stations bretonnes. On recourt aussi parfois à des religieux qui connaissent le breton. En 1782, le P. Claude, récollet de Cuburien, prêche à Plounéour-Ménez ; cette année aussi, le Provincial des Récollets de Cuburien prêche à Taulé ; en 1778, le P. Corentin, récollet de Landerneau, prêche à Sizun.

Pour maintenir parmi les fidèles la doctrine catholique, il y avait dans le diocèse des missions et de fréquentes retraites d'hommes et de femmes qui duraient trois ou quatre jours. L'*Ordo* annonçait chaque année des retraites bretonnes à Saint-Pol, Lesneven, Saint-Renan. Le règlement de la maison de retraite de Kercharles, en Saint-

(1) D'après une liste de prédicateurs pour le diocèse de Léon (Arch. dép. Fin., 5 G, 569, *passim*).

Renan, nous fait connaître des détails matériels intéressants. Quatre retraites eurent lieu en 1776 : le 15 mars, le 19 avril, le 17 mai, le 1^{er} septembre. Il y avait trois pensions : la première à 20 livres, la seconde à 12 livres, la troisième à 7 livres ; à la retraite du 12 novembre 1779, les 29 personnes de la première table payèrent 522 livres, les 114 personnes de la seconde table 1368 livres et les 199 personnes de la troisième table 1293 livres. Le menu comprenait des huitres, du poisson, des échaudés, du beurre, des pommes. Les personnes qui désiraient du vin devaient payer un supplément. Les escaliers et les corridors étaient éclairés la nuit par des réverbères. Le prêtre chargé de la direction de la maison recevait un traitement de 1200 livres, le chauffage, la lumière, le blanchissage et les produits du jardin ; le confrère qui lui était adjoint et qui habitait Saint-Renan avait une indemnité de 250 livres. Les ecclésiastiques qui travaillaient à la retraite logeaient dans la maison, récitaient le bréviaire en commun et mangeaient à une table spéciale. Le cahier des comptes était examiné par l'évêque au cours de ses visites (1).

Certains prêtres s'étaient fait une spécialité des missions, comme le recteur de Lampaul-Plouarzel qui s'absentait souvent de sa paroisse pour y travailler. Un exercice très suivi dans ces missions était l'explication des *taolennou* ou *tableaux*, en usage dans les diocèses bas-bretons depuis le grand prédicateur Michel Le Noblez, qui les imagina au XVII^e siècle. Cette forme de prédication populaire existe encore et a toujours beaucoup de succès dans les campagnes. Les *taolennou* sont des images peintes. Pendant les missions on les suspend à des piliers à proximité de la chaire d'où le prêtre les explique. À l'aide d'une longue baguette qu'il promène sur la toile, il intéresse l'auditoire aux détails de l'image. La doctrine et la morale catholique y sont exposées d'une manière pittoresque et même réaliste ; les vertus et les vices sont représentés par des animaux ou par des scènes familières. Les prêtres qui expliquent ces tableaux donnent à leur

(1) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1785.

exposé un tour plaisant pour flageller les défauts et les travers, puis ils passent au ton sévère pour dégager la leçon. On les prend parmi les plus caustiques et les plus experts dans le maniement du breton qui est une langue très concrète.

M. Le Jeune, recteur de Landéda, soumettait à l'Évêque en 1783 un projet (1) que lui avaient suggéré ses travaux : « Monseigneur, c'est l'ordinaire, dans les missions et retraites, de chanter la prière du soir et du matin ; il serait donc à désirer qu'il y eût, à cet effet, une forme de prêche qui comprît tous les actes qu'un chrétien doit faire, soir et matin. C'est pourquoi j'ai essayé de faire cette prière que j'ose soumettre à l'examen de Votre Grandeur. J'ai voulu y insérer les actes que je crois les plus utiles à un chrétien, et le faire de manière à être facilement adaptés au matin et au soir, aux hommes et aux femmes. Comme la foi explicite des mystères de la Sainte Trinité, de l'Incarnation, et de la Rédemption est nécessaire de nécessité de moyen, j'ai fait les premiers actes de manière à faire connaître ces mystères. Si Votre Grandeur y voit l'avantage que j'y crois voir et l'approuve, elle pourrait être imprimée sur feuille volante et distribuée à ceux qui savent lire, pour la mission de Plouguin. Déjà, elle s'apprendrait bien vite, même par ceux qui ne savent pas lire ; elle servirait à rappeler, soir et matin, les résolutions de la mission et se perpétuerait de père en fils dans les familles. C'est encore un autre usage dans les missions, de chanter des cantiques pour égayer l'esprit et exciter à la dévotion ; nous en avons, à cette effet, plusieurs et de fort beaux ; mais, comme la nouveauté plaît, pour un temps, j'ose aussi vous en présenter deux à examiner. Le premier est une espèce de paraphrase sur le « Magnificat » ; le second est une espèce de cantique sur l'ivrognerie. Défunt l'abbé de Kerenflech m'en avait donné l'idée et recommandé la composition. Je vois que je l'ai fait trop long et qu'en outre il y a des comparaisons et peut-être trop comiques ; mais j'ai cru que c'était ce qui aurait fait plus

(1) Arch. Ev. Quimper, carton Landéda.

d'impression sur l'esprit du peuple. S'il y a quelque chose de bon, soit ; s'il n'y en a pas, au feu. Si vous jugez qu'il y ait lieu à imprimer, j'ose prier Votre Grandeur d'en faire la dépense, car pour moi, je suis un mauvais chante, sans argent. »

De pieuses personnes faisaient des fondations pour les missions. A Taulé, une dame de Kergadiou dispose par testament d'un titre de rente, pour que des missions soient établies dans la paroisse par le recteur d'accord avec l'évêque (1). Le 16 septembre 1781, le corps politique de Plouguerneau prend acte de la donation de Claude Guiavarch qui abandonne au Clergé de France, à titre de constitutions, une somme de 1500 livres dont l'intérêt de 75 livres au denier 20 devait être perçu par le gouverneur en charge à condition d'en rendre compte à l'évêque et de l'employer, sous son autorité, à l'entretien des missions dans la paroisse (2).

II

S'il resta fidèle à la tradition sur le terrain de la formation religieuse, M^{gr} de La Marche ne craignit pas de se montrer large et hardi dans le domaine de l'instruction publique.

C'est en 1580 que l'évêque Rolland de Neufville octroya au sieur Jean Prigent les fruits d'une prébende scolastique pour remplir l'emploi de précepteur de l'école de Léon. Telle fut l'origine du Collège. Pendant quelques années, il n'y eut qu'un seul précepteur, mais « tôt après le premier établissement du Collège, le concours des jeunes gens a demandé que le précepteur eût des adjoints. Il s'est (alors) établi quatre classes, et le précepteur, connu sous le nom de « scholastique », a été obligé de salarier trois professeurs (3). »

(1) Taulé (Arch. du presbytère, 1786).

(2) Arch. mun. Plouguerneau, Reg. des Délibérations, 1781.

(3) D'après une pièce écrite vers 1784 (Arch. Ev. Quimper, Collège de Léon).

En 1681 s'ouvre un nouveau chapitre de l'histoire du Collège. On fit choix d'un édifice plus central et mieux approprié. En vertu d'un contrat passé entre Messire François Allain, abbé de la Confrérie des Trépassés, et Messire Alain Madec, prêtre, supérieur du Séminaire de Léon, fut faite la cession d'une maison et d'un emplacement appartenant au Séminaire pour bâtir un collège, à charge pour la Confrérie de payer au Séminaire une rente de 54 livres (1). Il fut aussi arrêté que les « régents » seraient choisis de préférence parmi les prêtres de Saint-Pol, qu'ils seraient « nommés par les abbés conseillers ecclésiastiques et laïques trouvés capables par les évêques ».

Les difficultés ne tardèrent pas à s'élever. La Confrérie des Trépassés ne consentit pas longtemps à verser au Séminaire les 54 livres ; elle estimait que c'était à la ville d'effectuer le paiement. L'évêque, M^{sr} Le Neboux de La Brosse, mit fin à la contestation en désignant un fonds dont les arrérages seraient affectés au paiement de la somme due au Séminaire (2). Cette question était à peine résolue qu'une nouvelle difficulté surgit : elle était provoquée cette fois par les scholastiques qui se plaignaient d'avoir, eux et leurs régents, un traitement tout à fait insuffisant. Puis un différend éclata entre la Municipalité et le Chapitre et entre le Chapitre et l'Evêque. L'élection du scholastique devait-elle avoir lieu à l'Hôtel de Ville ou au Palais épiscopal, devait-elle être faite par l'Evêque, par le Chapitre ou par l'Evêque et le Chapitre de concert avec la Municipalité ? Tels étaient les points en litige. L'article IX de l'ordonnance royale d'Orléans (janvier 1560) prévoyait qu'en chaque église cathédrale ou collégiale une prébende serait destinée pour l'entretien d'un précepteur « lequel sera élu par l'évêque du lieu, appelés les chanoines dudit lieu et le maire, échevins, conseillers de la ville, et destituable par ledit évêque par l'avis des susdits ». Le droit conféré à l'évêque de convoquer le Chapitre et les autorités municipales lui donnait-il la faculté de dési-

(1) Y. Picard, *Le Collège de Léon*, p. 19 sqq.

(2) Picard, *Op. cit.*, p. 26-27.

gner le lieu où l'on procéderait à l'élection et lui laissait-il toute latitude sur le régime à suivre pour la nomination du scholastique ? C'était là que résidait le fond du litige.

Au milieu de ces débats, le Collège déclinait. A la mésentente entre les autorités s'ajoutait la modicité des revenus de la ville, insuffisants pour l'entretien du personnel. Il en résultait un grand embarras pour trouver des professeurs. De plus, le malheur des temps fit tomber le nombre des élèves, qui était de 400 avant les guerres de Succession d'Autriche et de Sept Ans, à 200 à peine en 1762 et dans les années qui suivirent.

Le scholastique Picart nous a laissé un « Projet d'une Histoire ou Note exacte du Collège et de tout ce qui paraît le concerner (1) ». Ce travail, qui porte la date de 1763, donne sur l'organisation de l'établissement, à cette époque, de longs et intéressants détails que nous allons utiliser en partie.

Le personnel comprenait un scholastique ou principal nommé par l'Evêque, le Chapitre et la Maison de Ville, trois « régents » ecclésiastiques nommés par l'Evêque, sur la proposition du principal. Tous les quatre logeaient au Collège. Le traitement du scholastique, fixe et casuel, s'élevait à 1050 livres environ ; celui des professeurs atteignait 700 livres.

Il n'y avait pas de pensionnat : les élèves logeaient en ville, chez des hôteliers ou dans des maisons particulières. Le scholastique était chargé du cours de philosophie ; pour la surveillance des élèves, il se faisait aider par un maître de quartier non régent. Les traitements étaient maigres, et c'était là une des causes de la pénurie des régents. M. Picart en signale une autre : « la difficulté de trouver des titres cléricaux qu'on a exigés dans le diocèse depuis environ douze ans avec plus de rigueur qu'auparavant. » Il insiste pour que l'on multiplie le nombre des régents et il propose que le Gouvernement accorde au Collège de nouveaux bénéfices.

(1) Arch. Ev. Quimper, Collège de Léon.

« Depuis 1761 qu'il administrait le Collège, l'abbé Piccart s'était efforcé d'améliorer la triste situation matérielle de l'établissement, mais les fréquentes et coûteuses réparations qu'il fit en partie de ses propres deniers, ne tardèrent à épuiser ses ressources ; il fut obligé de recourir plusieurs fois à M^{gr} d'Andigné et à l'Intendant pour obtenir aides et secours. Malheureusement, le moment était peu propice ; la guerre avec l'Angleterre avait absorbé tous les revenus, la perte de nos colonies, surtout celle du Canada, ruinait les populations du littoral ; pour comble de malheur, les récoltes étaient mauvaises, les arrivages de blé rares, et la famine se faisait cruellement sentir ; aussi le pauvre scholastique ne recevait-il que de rares aumônes. La ville de Saint-Pol dont la situation financière était déplorable (1) ne payait que contrainte et forcée ses dettes les plus formelles. La situation devenait intolérable ; l'existence même du Collège était en jeu lorsque, le 1^{er} juillet 1772, la nouvelle parvenait à Saint-Pol que M^{gr} d'Andigné était transféré à l'évêché de Chalon et que l'abbé de La Marche était promu à l'évêché de Léon (2). »

A peine installé, l'Évêque manifesta son intention de contribuer au développement du Collège en y payant la pension de huit élèves. Il invita la Communauté à construire huit pièces destinées à recevoir les jeunes gens. Le 11 août 1776, les membres de la Municipalité se réunirent pour délibérer sur sa proposition : « M^{gr} l'Évêque Comte de Léon, ayant témoigné le désir d'opérer l'a-

(1) Les revenus de la ville consistaient dans de grands et de petits octrois dont le produit était de 5100 livres ; les charges annuelles ordinaires s'élevaient à 4986 livres, 3 sols, 4 deniers, les charges extraordinaires à 4460 livres, ce qui faisait au total 9446 l., 3 s., 4 d. (d'après le Registre des délibérations de la Communauté de Saint-Pol 1779-85, f^o 59). Dans un état, adressé le 30 janvier 1785 par l'intendant de Bretagne à M. de Calonne, contrôleur général, Saint-Pol-de-Léon figure pour 5.300 livres de revenus et 4.500 de charges et devait payer 800 livres par an à l'Etat (Arch. Nat., H 414, Correspondance, pièces 83-84).

(2) Césaire Le Grand, *Notice sur le Collège de Saint-Pol*, p. 21 sqq.

grandissement du Collège par un établissement de huit pensionnaires à ses frais, qui y demeureront moyennant un logement convenable... sur quoi la Communauté délibérant, Monseigneur l'Évêque fait l'avance de 600 livres pour des réparations et des constructions à faire au Collège (1). »

Mais sa préoccupation dominante était d'assurer le recrutement ecclésiastique. Dans toute la France la pénurie du clergé se faisait sentir. L'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, dans le rapport qu'il fit sur cette question à l'Assemblée du Clergé, le 9 novembre 1775, (2) attribuait la disette de prêtres « à l'affaiblissement de la Religion qui, en altérant parmi les peuples le respect pour l'état ecclésiastique, a éteint dans la plupart des pères le désir d'y consacrer leurs enfants et, d'autre part, à l'éducation imparfaite, et quelquefois peu chrétienne, que reçoivent ces enfants dans les collèges. » Des considérations d'ordre tout matériel, et qui étaient le résultat inévitable de la diminution de l'esprit de foi dans les familles, déterminaient les parents à orienter de préférence leurs enfants vers le commerce et l'industrie : ils hésitaient à entreprendre les frais d'une éducation très longue et très dispendieuse, pour les engager dans un état où il était de plus en plus difficile de vivre. « Un vicariat de 200 livres après la prêtrise, quelquefois après bien des années une cure honnête, souvent une portion congrue à peine suffisante pour ses besoins : voilà le terme de leurs espérances. Puisque la première cause de la rareté des prêtres se trouve dans les frais de l'éducation ecclésiastique, c'est la diminution de ces frais qui en est le premier remède, et cette diminution ne peut utilement s'opérer que par l'établissement de bourses ou portions de bourses en faveur de ceux à l'éducation desquels la fortune des parents ne peut suffire..... (3) »

Dans la séance du 13 novembre, l'Assemblée délibéra

(1) Arch. Mun., cahier n° 15, f° 66.

(2) Arch. Nat., G 8^e, 699, compte-rendu de la 117^e séance, p. 808-830.

(3) Rapport de l'archevêque de Toulouse (documents cités).

1^o d'inviter Messieurs les archevêques et évêques à faire ce qui était en leur pouvoir pour établir des bourses et pensions tant dans les petits que dans les grands séminaires, proportionnellement aux besoins et aux facultés de leurs diocèses ; 2^o de prier Sa Majesté de vouloir bien autoriser les demandes qui lui seraient faites à cet effet par Messieurs les archevêques et évêques. Pour leur faciliter les moyens de pourvoir aux dits établissements, il fut jugé convenable de déterminer ceux qui avaient paru le plus propres à remplir le vœu de l'Assemblée, afin de les mettre sous les yeux du Roi et de son Conseil. Ces moyens consistaient à consacrer aux dites bourses et pensions, des bénéfices simples ou autres biens ecclésiastiques, et en attendant que cette mesure fût prise, à recourir à une imposition sur chaque diocèse. Il fut en outre résolu que la délibération serait remise, par les soins des députés de l'Assemblée, à M. le Garde des Sceaux et aux ministres de Sa Majesté, afin d'obtenir du Conseil du Roi le concours dont l'Assemblée avait besoin dans une affaire de cette importance. Le 1^{er} décembre, le rapporteur fit savoir que le Roi avait témoigné les dispositions les plus favorables pour accueillir les demandes de bourses.

Pourtant rien ne fut fait. L'Assemblée de 1786, tout en enregistrant avec satisfaction que des projets étaient à l'étude en vue d'améliorer le sort du clergé par l'augmentation de portions congrues et l'octroi de subsides aux prêtres que la vieillesse et l'infirmité obligeaient d'abandonner leurs fonctions, constatait avec douleur que les jeunes clercs étaient encore privés de ces asiles précieux qui, utiles dans tous les temps, deviennent aujourd'hui de plus en plus nécessaires. Après avoir entendu le rapport de l'archevêque d'Arles, l'Assemblée décida de renouveler les délibérations de l'Assemblée de 1775 concernant les Petits Séminaires et de prier M^{gr} l'archevêque d'Arles et M. l'abbé de Grimaldi de voir M. le Garde des Sceaux et de lui faire part des difficultés qu'éprouvaient les demandes des évêques dans l'établissement de ces maisons.

M^{gr} de La Marche avait déjà pris les devants. Son dio-

cèse était pauvre : le nombre de prêtres, qui était de plus de 1200 sous l'épiscopat de M^{gr} de Rieux (1613-1651), était tombé à 400. Dès 1775, il se décida à fonder un Petit Séminaire, et en 1782, il adressait à l'Intendant un mémoire dans lequel il exposait ses raisons : Le nombre des ecclésiastiques diminue avec une rapidité d'autant plus alarmante que le diocèse de Léon ne peut trouver de secours dans des diocèses étrangers où la langue bretonne est totalement inconnue. La mortalité due à des épidémies fréquentes est une cause de cette diminution, mais une autre cause, permanente et habituelle, est l'insuffisance ou le manque de ressources des parents. Cette considération qui a déjà occupé l'Assemblée du Clergé avait, depuis longtemps, fixé l'attention des évêques de Léon. Grâce à leur prévoyance et à leurs libéralités, l'Evêque actuel a trouvé un principal de 10.000 livres produisant 340 livres de rente destinées à secourir les étudiants pauvres du diocèse ; lui-même est parvenu depuis 1775 à porter ces secours à un capital de 87.550 livres donnant un revenu certain de 3.962 livres. Ces fonds auxquels il a ajouté une somme de 25.000 livres, lui ont paru suffisants pour jeter les fondements d'un établissement d'éducation gratuite en faveur des étudiants pauvres. L'occasion de faire une acquisition convenable s'est présentée, et l'Evêque a cru devoir la saisir avec d'autant plus d'empressement, que le terrain acquis est adjacent à celui du Collège et que ces deux établissements analogues pourront se prêter des secours mutuels : Le Collège n'a point de chapelle ; il n'y a point d'espace où on en puisse construire ; le terrain qui en dépend est aussi trop resserré pour qu'on puisse étendre le bâtiment de manière à contenir le nombre ordinaire de sept classes ; le Petit Séminaire pourra y suppléer. Dans cette vue, l'Evêque a retiré par puissance de fief, au nom des étudiants pauvres du diocèse, pour la somme de 6.000 livres, le terrain mentionné. Mais l'édit de 1749 ne permet aux gens de main-morte aucune acquisition de fonds qui ne soit revêtue de lettres patentes. L'Evêque demande donc à Sa Majesté de vouloir bien l'autoriser à construire un

Petit Séminaire qui appartiendra au Clergé du diocèse et autoriser ledit Clergé du Léon à acquérir en fonds au profit de l'établissement jusqu'à la concurrence de 6.000 livres de rente.

L'Intendant appuya la requête auprès de M. Amelot, ministre et secrétaire d'Etat chargé de la Bretagne, et l'autorisation demandée fut accordée par lettres patentes du 13 septembre 1782 (1). La nouvelle fut annoncée à l'Évêque par le Ministre lui-même (2).

M^{gr} de La Marche allait commencer la construction de son Petit Séminaire, lorsque Messieurs de la Communauté de Ville lui soumirent des propositions qu'ils estimaient plus avantageuses. A différentes reprises, la Communauté avait jugé que le Collège lui causait « des dépenses considérables » ; elle comprit le profit qu'il y aurait pour elle à unir les deux établissements. Le maire, Jacques Roullon, et le chanoine de Troërin, membre de la Municipalité, furent chargés de conférer avec l'Évêque sur les mesures à prendre pour joindre le Collège au Petit Séminaire (3). Après différents pourparlers, la Municipalité tomba d'accord avec le prélat qui, le 18 septembre 1784, écrivit à M. Jausions, secrétaire de l'Intendance de Bretagne, une lettre où il développait tout son plan :

« J'étais, Monsieur, à la veille d'établir les fondements du nouveau Petit Séminaire que je compte bâtir, lorsque Messieurs de la Communauté de la ville de Léon m'ont parlé de l'idée qu'aurait eue M. de la Bove, votre prédécesseur, pour le soulagement des revenus de la ville. Elle consistait à me céder la propriété du Collège, parce que la ville serait, d'après cette cession, dispensée de payer la pension au scholastique ou principal et déchargée d'une dépense annuelle d'entretien d'environ 300 livres ; dans d'autres circonstances, je n'aurais pu écouter cette proposition, mais dans celle où je me trouve, j'ai suspendu mes travaux pour considérer le nouveau plan que je pourrais trouver et les avantages publics qui en pourraient résulter ; j'ai vu que je pourrais former dans un terrain spacieux

(1) Le mémoire de l'Évêque et les pièces annexées se trouvent aux Archives Nationales, S 3252-53.

(2) Arch. Nat., O¹ 418, f^o 386.

(3) Arch. mun. Saint-Pol-de-Léon, reg. 16, f^{os} 81, 82, 83.

des bâtiments réguliers qui concourraient à l'agrément et à l'embellissement de la ville : — que je pourrais lier ensemble deux établissements analogues et qui se prêteraient un secours mutuel, le Petit Séminaire n'étant composé que de jeunes gens qui y trouvent une éducation plus soignée et gratuite pendant qu'ils suivent le cours des classes ; — qu'il résulterait de l'union du Collège au Petit Séminaire une manutention plus facile, plus simple et moins dispendieuse ; — que je pourrais établir un cours complet d'études si désiré par tous les citoyens, pouvant construire trois classes et étant disposé à les fonder, ce qui rendrait le Collège plus nombreux et plus florissant ; — que je pourrais remplir le projet de construire un édifice destiné à une pension bourgeoise bien tenue pour les enfants des familles aisées, que les pères par le défaut de ce genre de pensions sont forcés d'envoyer à grands frais et loin de leur surveillance dans des collèges étrangers ; — que je pourrais enfin, par la disposition des bâtiments et par la facilité que j'aurais à disposer du terrain du Grand Séminaire, procurer aux écoliers l'usage de la chapelle du Creisker pour y entendre journellement la messe. Je pourrais ajouter au nombre des avantages publics celui de diminuer les charges de la Communauté de Ville d'environ 400 livres.

Voilà, Monsieur, les avantages certains qui se présentent au premier coup d'œil si, maître de disposer du bâtiment et du terrain du Collège, je pouvais former un plan de bâtiment qui comprendrait dans une distribution régulière mon Petit Séminaire et le Collège.

Jusqu'à présent je ne vois d'inconvénient que pour moi qui serais constitué dans une augmentation de dépense d'environ 50.000 francs, d'une part, pour détruire l'ancien et rebâtir le nouveau Collège et d'environ 20.000 francs d'une autre, pour fonder trois nouvelles places de professeurs ; mais cette dépense ne m'effraie point ; j'ai la volonté et les moyens de faire ce sacrifice à la chose publique. »

Puis il énumérait les difficultés et les obstacles : Messieurs de la Communauté de Ville, comme propriétaires du Collège, concouraient avec l'Évêque et le Chapitre à la nomination du scholastique ; en renonçant à la propriété du Collège, ils se montraient disposés à renoncer à leurs prérogatives, mais il fallait que leur délibération fût approuvée par l'Intendant. De plus, le Petit Séminaire et le Collège devant être réunis, pour éviter que par la suite on ne voulût introduire deux autorités disparates dans la manutention de l'établissement nouveau, il serait nécessaire d'avoir recours au Ministère pour assurer par des lettres patentes toute l'administration entre les mains de l'Évêque et du Bureau du Clergé diocésain.

« Si vous goûtez, Monsieur, le projet que je viens de vous développer, je compte beaucoup sur vos bons offices pour en assurer le succès. Je vous prie d'y donner quelques-uns de vos moments le plus tôt qu'il vous sera possible. J'ai suspendu mes ouvrages ; je conserve mon architecte et quelques principaux ouvriers à grands frais ; il serait important pour moi de savoir, aussi promptement qu'il sera possible, si la cession que me propose la Ville peut avoir lieu, parce que autrement je reprendrais mes ouvrages et mon premier plan. J'aurais l'avantage de faire beaucoup moins de dépenses et d'avoir beaucoup moins d'embarras ; mais j'aurai le déplaisir de voir manquer pour toujours l'occasion de faire le bien de mon diocèse en général et de la ville en particulier. »

Le Maire appuya aussitôt la requête auprès de l'Intendant : « Je ne puis me dispenser de vous faire connaître les vœux de la Ville, de tous les citoyens et de tous les habitants du diocèse qui désirent que vous veuillez bien approuver l'idée de M. de la Bove et favoriser le nouveau plan de M^{gr} l'Evêque (1). » Il termine sa lettre par l'éloge du prélat qui consent à sacrifier 50 à 60.000 francs au bien public.

L'Intendant prit l'affaire en considération et, le 25 septembre, il écrivait de Paris à Monseigneur : « Il ne suffirait pas de mon approbation ; il est nécessaire que la cession qui vous sera faite des bâtiments du Collège soit autorisée par des lettres patentes dont il sera bon que vous fassiez rédiger le projet pour le joindre à votre requête au Conseil ; cette affaire me sera renvoyée par M. le baron de Breteuil et je ferai tout ce qui dépendra de moi pour en accélérer l'expédition (2). » Il écrivit dans le même sens à M. Roulloin.

L'assemblée de Messieurs du Corps municipal fut convoquée le 12 octobre. Le Maire ayant représenté que le Seigneur Evêque voulait être promptement instruit de la détermination de la Communauté relativement au projet de cession du Collège, trois membres de l'assemblée, MM. Roulloin, maire, Chef du Bois, sénéchal, et Kerno-

(1) D'après la correspondance de l'Evêque et du Maire avec l'Intendance (Arch. dép. Ille-et-Vil., C 684).

(2) Lettre de l'Int. de Bretagne à Monsieur l'Ev. de Léon (Arch. d'Ille-et-Vil., C 684).

ter, procureur du Roi et syndic, furent nommés pour préparer une délibération. Le lendemain, l'assemblée se réunit et adopta à l'unanimité la délibération en vue de « la cession, du transport et abandon perpétuel de la propriété des bâtiments du Collège au profit de M^{re} l'Évêque et du clergé diocésain (1) ». Puis elle chargea le Maire de faire incessamment deux expéditions de la délibération pour être adressées, l'une à l'Évêque, et l'autre à l'Intendant, en suppliant ce dernier de vouloir bien l'honorer de son approbation.

Mais l'Évêque avait compté sans le Chapitre qui n'entendait pas se priver, sans condition et à perpétuité, du privilège dont il jouissait de participer au choix du scholastique. Dès qu'ils apprirent l'acte de cession, les chanoines se réunirent en assemblée capitulaire, et prirent la délibération suivante : « Le Chapitre est d'avis que M. l'abbé de Troërin accède comme échevin à la translation de la propriété du Collège en faveur du Seigneur Évêque, mais lorsqu'il s'agira de l'aliénation du droit de la Maison de Ville de concourir à la nomination du scholastique, déclare ne vouloir y acquiescer que sous la réserve expresse des droits du Chapitre. » Le 23 octobre, ils se réunirent à nouveau et écrivirent à l'Évêque une lettre dont le ton laisse percer une certaine aigreur et dans laquelle ils déclaraient maintenir leur droit de concourir à la nomination du scholastique.

L'Évêque leur aurait répondu non moins vertement : « Proposez-moi un moyen qui concilie votre privilège avec l'unité d'administration. Je suis tout prêt à l'adopter ; jusqu'à présent je n'en ai point imaginé. » Cette réponse parvint-elle au Chapitre ? Cela n'est pas certain ; l'autographe qui se trouve aux Archives de l'évêché de Quimper a toutes les apparences d'un brouillon, étant surchargé de ratures. Mais le conflit ne subsista pas longtemps, car le prélat, désirant dissiper les inquiétudes du Chapitre, fit dans son plan des modifications propres à

(1) Registre des délibérations de la Communauté de Léon, 1779-1785, f^{os} 84, 85.

tout concilier. Il élargit le terrain d'entente et consentit non seulement au concours du Chapitre, mais à celui de la Municipalité pour la nomination du scholastique, se réservant pour lui des droits sur le local et sur les dépendances. C'est ce que nous apprend une délibération de la Municipalité en date du 22 février 1786.

Le 9 mars suivant, la cession des bâtiments du Collège à l'Évêché devint définitive. L'Évêque écrivit aussitôt au baron de Breteuil pour obtenir les lettres patentes. Sa requête était accompagnée d'un long rapport donnant en détail l'historique de l'affaire. Le Conseil d'Etat fut appelé à délibérer au mois d'avril 1786 et le sieur Roux, avocat au Conseil et secrétaire du Roi, exposa l'affaire dans un mémoire comprenant quatre parties, savoir : le plan de construction et d'administration, tel que l'Évêque le concevait ; les inconvénients de l'état actuel et les avantages de l'état projeté ; les moyens préparés pour l'exécution du plan ; les demandes que l'Évêque crut devoir faire pour en assurer et autoriser l'exécution.

M^{sr} de La Marche disposait pour la construction de l'établissement de la somme de 317.655 livres. Les lettres patentes furent données à Versailles au mois de mai et enregistrées le 13 juin au greffe civil de la Cour aux fins d'arrêt.

Sous l'active impulsion de l'Évêque, les travaux furent prestement menés. C'est l'architecte Robinet qui en donna les plans. Le total des dépenses monta à plus de 400.000 livres. Le 31 mai 1787, eut lieu la cérémonie de la pose de la première pierre. A cette occasion, Monseigneur invita par lettre le Corps municipal tout entier qui accepta avec empressement et arrêta de se rendre en corps, au jour indiqué, au palais épiscopal où devaient déjà se trouver réunis le Chapitre et la Noblesse pour accompagner Sa Grandeur. M. Hervé Chef du Bois, maire, fut chargé par la Municipalité de procéder à la pose de la pierre fondamentale des édifices. La Communauté de la Ville autorisa « M. de Keraugon, faisant les fonctions de miseur, à délivrer la somme de 72 livres pour être employée aux gratifications usitées en pareil cas et à l'indemnité des hérauts,

tambours et sergents de la milice bourgeoise qui devaient escorter le piquet commandé pour décorer la marche et obvier aux inconvénients de la foule. » L'inauguration du Collège eut lieu l'année suivante. Puis, pour donner à l'établissement plus d'étendue et l'éloigner de toute communication extérieure, l'Évêque demanda à faire l'acquisition de diverses portions de terrain. Les lettres patentes lui furent accordées au mois de septembre 1788 (1).

Ainsi était menée à bonne fin une œuvre commencée et poursuivie au milieu de difficultés de tout genre. Nous ne savons ce qu'il faut le plus admirer, ou la munificence du prélat qui, sur ses économies, préleva une bonne partie des fonds indispensables à une si coûteuse entreprise, ou l'habileté qu'il déploya pour se procurer les subsides de la générosité privée, ou la modération dont il fit preuve pour aplanir les obstacles, ou enfin la largeur de vues avec laquelle il sut concilier les besoins des familles pauvres qui voulaient donner leurs fils à l'Eglise avec les légitimes désirs des familles aisées qui cherchaient pour leurs enfants l'accès aux carrières libérales.

Sur l'organisation des études et sur la discipline du Collège quelques années avant la transformation, nous trouvons des détails dans la réponse que fit M^{sr} de La Marche à la lettre circulaire du 8 novembre 1780 de « MM. les agents de l'Assemblée Générale du Clergé aux Évêques concernant l'éducation publique ». L'évêque de Léon déclare que le Collège suit dans son plan d'études le programme suivi dans les collèges de l'Université de Paris, excepté qu'en physique on y donne peu de mathématiques et de physique particulière. Le Collège n'est pas de plein exercice : il a quatre classes seulement. Cependant les élèves peuvent y faire toutes leurs études, car une première année on y tient les classes de sixième, quatrième, seconde et logique, et une seconde année les classes de cinquième, troisième, rhétorique et physique. A l'exception du grec, on y enseigne tout ce qui s'enseigne dans les

(1) Arch. Nat., O¹ 484, f^{os} 449 et 562.

autres collèges de Basse-Bretagne ; le latin fait l'objet principal des études ; on y ajoute la grammaire française, la géographie, l'histoire sacrée et profane, la mythologie, les éléments des mathématiques. Les disputes et thèses de philosophie, les exercices littéraires et autres actes publics des classes d'humanités, les places de compositions dont la liste est remise au scholastique, les immunités, la croix de mérite que portent les deux empereurs de chaque classe, la nomination publique, l'examen de fin d'année, les prix solennels (la distribution est précédée d'une pièce dramatique), tous ces moyens font régner au collège de Léon une émulation dont les étrangers sont surpris. Les classes sont fermées du 10 août au 1^{er} octobre. Les Messieurs de la Ville sont dans l'usage d'assister en corps à la messe du Saint-Esprit pour l'ouverture des classes à la Saint-Rémi. Le congé de la semaine a lieu le jeudi ; à Noël, au Carnaval et à Pâques, on donne six ou sept jours de vacances. Enfin le Principal veille sur la conduite des élèves. Parmi les points du règlement, nous relevons la confession mensuelle, la lecture spirituelle une fois par semaine, la leçon de catéchisme tous les jours dans les basses classes (1).

Sur les bancs du Collège, les fils de l'aristocratie couroyaient les enfants de la campagne. Il y a une « liste des écoliers du Collège de Léon selon l'ordre de leur mérite littéraire » ; cette liste porte la date du 1^{er} août 1783. A côté des noms d'enfants de cultivateurs, on y rencontre un de Coataudon, un Testar du Cosquer, les frères du Quengo etc. La rétribution scolaire des riches était de 7 livres, 10 sols par an ; les élèves pauvres recevaient l'enseignement gratuit.

Les Etats de Bretagne avaient prévu l'octroi de bourses à des enfants pauvres « nés dans l'ordre du Tiers », mais les enfants d'artisans et de laboureurs ne pouvaient prétendre à ces bourses « attendu la nécessité de laisser des bras à la culture des terres, aux ateliers et aux manufactures ». Dans la séance du 4 décembre 1778 (2), les

(1) Arch. Ev. Quimper, Collège de Léon.

(2) Arch. Nat., H 397, pièce 207.

Etats demandèrent à Sa Majesté que, sur la somme de 7000 livres que le Roi n'avait pas voulu accepter sous la dénomination « gratification à la cour », 4000 fussent assurées à l'Hôtel des « pauvres demoiselles nobles » et 3000 à la fondation de bourses dans les collèges de Bretagne en faveur du Tiers. Cette délibération fut prise en considération par Necker qui la fit approuver par Louis XVI. En 1785, les fonds placés avaient produit un revenu de 812 livres qui fut affecté à l'éducation d'enfants de bourgeois sans ressources (1).

M^{sr} de La Marche se montra plus généreux et sa générosité s'étendit à l'autre catégorie non moins intéressante d'enfants. Il commença par créer 30 bourses pour tous les écoliers pauvres indistinctement (2) ; puis, frappé de ce qu'à la campagne, beaucoup d'enfants intelligents restaient dans l'ignorance, il réserva une rente de 1000 livres destinées à indemniser les parents qui consentiraient à les enlever aux travaux des champs pour leur faire faire des études. Une autre rente de 1000 livres fut consacrée aux internes dont les ressources étaient trop faibles pour payer la pension (3).

Dans la distribution des secours, l'Évêque fit preuve d'une générosité éclairée. Il porta un règlement 4) en deux points :

1^o Les pauvres écoliers qui auront été placés ordinairement six mois dans le premier quart de leur classe, recevront trois livres par mois ; ceux qui auront été placés dans la première moitié, deux livres dix sols ; ceux qui auront été placés au centre, deux livres ; ceux qui auront été placés au-dessus du dernier quart, une livre dix sols,

2^o Personne ne touchera sa pension sans que le recteur de sa paroisse ne lui ait donné un certificat de pauvreté et désigné une personne de confiance à laquelle on puisse remettre l'argent.

Les professeurs doivent être attentifs à rendre les enfants de laboureurs le plus promptement possible lorsqu'ils ne donnent aucune espérance, afin de ne pas épuiser inutilement leurs familles et ne pas leur laisser le temps de perdre l'habitude des travaux de la campagne.

(1) Arch. Nat., H 414, pièce 70, etc.

(2) Arch. d'Ille-et-Vil., C 684.

(3) Arch. Ev. Quimper, Collège de Léon.

(4) Ordo de 1789.

La notification des secours à accorder était portée par la voie de l'*Ordo* diocésain jusque dans les paroisses les plus éloignées : « Messieurs les recteurs sont priés d'avertir les étudiants de leurs paroisses qui ont besoin de secours pour faire leurs études, de donner à M. l'abbé Roussel ou à M. l'abbé Péron, principal du Collège, leurs noms de baptême et de famille, celui de leur paroisse et de leur classe. On décidera au Carême et au mois de juillet ce qui reviendra à chacun, en raison du rang qu'il aura occupé dans sa classe. Messieurs les instituteurs sont aussi priés de demander à Messieurs les professeurs un certificat du progrès de leurs élèves six mois après leur entrée au Collège (1). » L'Evêque acquittait lui-même des pensions d'écoliers : le 1^{er} decembre 1789, un sieur Masson reconnaissait « avoir reçu de M^{sr} de Léon la somme de 120 livres pour parfait paiement de la pension de M. Poulzol, élève de seconde (2) ». D'ailleurs il se faisait rendre compte du progrès des élèves et récompensait ceux qui donnaient satisfaction à leurs maîtres (3). Aucune contrainte n'était exercée sur eux pour les faire entrer dans l'état ecclésiastique, ainsi que certaines notes en témoignent :

Billart, de Brest, élève de logique, « très bon écolier. On assure qu'il quittera le Collège à la fin de sa logique pour étudier en médecine ».

Lharidon, de Lesneven, « bon écolier ; il se destine aussi pour la médecine ».

(1) *Ordo*, 1789.

(2) Arch. Ev. Quimper.

(3) C'est ainsi que nous trouvons les observations suivantes à la date de Pâques 1781 :

François Faucheur, écolier de seconde « exact à tous ses devoirs, sage, studieux, bon médiocre » (note du professeur). « Bon pour 12 livres » (autographe de l'Evêque).

Jacques Le Gall, de seconde « Bon écolier, studieux, exact à tous ses devoirs et d'une conduite irrépréhensible » (note du professeur). « Bon pour 54 livres » (autographe de l'Evêque).

Sébastien Le Roux, écolier de quatrième « studieux, sage et des premiers ; a été 7 fois empereur » (note du professeur). « Bon pour 48 livres » (autographe de l'Evêque).

M^{gr} de La Marche savait donc exciter l'émulation parmi les élèves et leur laissait toute latitude dans le choix d'une carrière. Quant aux maîtres, il les voulait nombreux et capables. Dès qu'il eut les ressources suffisantes, il porta leur nombre à sept et augmenta leur traitement. Il aurait désiré confier le Collège à une Congrégation ; l'expérience de son grand Séminaire lui avait montré les bons résultats de l'enseignement donné par des professeurs qui, spécialisés dans l'étude, avaient en outre l'avantage de mener la vie commune. Il insiste sur ce point dans le mémoire qu'il adresse en 1780 aux agents du Clergé : « Il serait très avantageux d'appeler au gouvernement des collèges des Communautés régulières et séculières dont l'institut et l'esprit du fondateur destineraient et prépareraient les membres à remplir les fonctions d'instituteurs. L'instruction et l'éducation de la jeunesse est en général fade, pénible et peu lucrative ; il est aussi essentiel de la former à la piété qu'aux sciences. On ne trouvera jamais réunies les qualités nécessaires pour remplir tous ces objets que dans des instituteurs pénétrés des grands principes de la religion, de mœurs irréprochables, formés au talent d'instruire, attachés à ces fonctions sans aucune perspective d'intérêt, tant qu'ils seront membres d'une Congrégation. Les collèges que les évêques sont chargés de pourvoir d'instituteurs et qu'ils sont dans le cas de choisir parmi les ecclésiastiques de leur diocèse, seront difficilement aussi bien montés que ceux qui seraient tenus par ce genre de Congrégation ; ils pourront être vertueux, et en général ils le seront ; mais n'ayant pas été formés dans le principe à ce genre d'occupation, n'y ayant pas été destinés et ne s'y étant pas préparés, il serait difficile qu'ils s'en acquittassent avec une certaine supériorité. D'ailleurs, le sort que la plupart des collèges est en état d'assurer aux professeurs est en général médiocre, et ils seront plus occupés de le quitter que d'acquérir une certaine distinction et une certaine célébrité dans un état qu'ils remplissent plus par obéissance que par goût et auquel ils n'ont aucun dessein de se fixer. Au reste, dans tous les cas, on croit très utile que les professeurs mènent

une vie commune, sous l'inspection d'un principal. » Il dut se contenter de maîtres séculiers, pris dans le clergé diocésain ; il eut cependant la bonne fortune d'en trouver un nombre suffisant pour établir le cycle complet des sept classes et faire acquérir au Collège son plein exercice.

L'Évêque n'épargna donc ni son temps, ni ses soins, ni son argent pour mettre la culture intellectuelle à la portée de toutes les classes sociales. Il inaugura un système d'éducation sur de larges bases. Si, par une sélection judicieuse, il ouvrait toutes grandes les portes de l'enseignement secondaire gratuit aux intelligences d'élite qui se révélaient dans les campagnes, s'il avait le souci de faire monter les enfants du peuple dans l'échelle du savoir, il tenait compte d'autre part des susceptibilités des familles, plus vives à une époque où les classes étaient plus hiérarchisées que de nos jours. Estimant que le mélange des éléments campagnards et des éléments aristocratiques ou bourgeois dans un même établissement pouvait être préjudiciable aux uns et aux autres, il trouva le moyen de stimuler l'émulation de tous en organisant des classes communes et de répondre aux désirs des parents en affectant des locaux séparés à la pension. Quoi que l'on pense de cette conception, on doit reconnaître que l'Évêque de Léon a fait un effort méritoire pour mettre l'enseignement à la portée de tous.

De telles libéralités ne pouvaient manquer d'exciter la gratitude de la population. Aux premiers mois de la Révolution, la municipalité de Saint-Pol se fit l'organe de la reconnaissance populaire dans la supplique qu'elle adressa à l'Assemblée Nationale pour demander le maintien du siège épiscopal de Léon. Elle rendit hommage à la générosité du prélat auquel était dû « ce Collège magnifique, fruit de plus de 300.000 livres de dépenses dans ces dernières années de sa restauration, et devenu, on peut le dire hautement, par la bonté de son administration intérieure et extérieure, le Lycée des

talents de la jeunesse des deux évêchés voisins (1) ».

L'activité de l'Évêque dans le domaine de l'enseignement secondaire ne se borna pas au collège de Léon. Nous avons déjà signalé les libéralités qu'il fit au collège de Tréguier en prélevant sur son argent personnel. Aux Etats il eut également à donner son sentiment sur l'éducation, dans le rapport qu'il rédigea pour favoriser l'accès aux écoles des jeunes nobles et des enfants du Tiers sans fortune. Les conclusions de son rapport furent adoptées dans la séance du 26 janvier 1785, soit : le vote de 19.200 livres pour la constitution de 32 bourses de 300 livres chacune, en faveur de 32 élèves placés dans l'état ecclésiastique ou au service du Roi ; de 12.000 livres pour subvenir aux besoins pressants de l'Hôtel des Gentilshommes à Rennes ; de 8.000 livres pour la fondation de sept places au même Hôtel ; de 6.000 livres pour des bourses à accorder dans les collèges de la Province à des enfants du Tiers (2). En ce qui concerne au moins la troisième de ces mesures, nous avons la preuve qu'il fit parvenir lui-même la délibération des Etats à la connaissance des intéressés. Dans la circulaire qu'il adressa à ses recteurs le 16 mai 1786, nous lisons : « Je vous prie, Monsieur, de faire connaître aux gentilshommes de votre paroisse que le tirage des 7 nouvelles places d'élèves à l'Hôtel des gentilshommes à Rennes fondées par les Etats, a été fixé au premier septembre prochain, et que les pauvres Gentilshommes qui voudraient y faire concourir leurs enfants doivent s'empresser de faire leurs preuves suivant les statuts et règlements de

(1) « Considérations des habitants de la ville de Saint-Pol-de-Léon auprès de l'Assemblée Nationale », le 19 janvier 1790 (Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.)

Dans sa séance du 16 avril 1792, la Municipalité reconnaissait que « M. de La Marche ci-devant évêque payait de ses propres fonds la pension des écoliers qui l'avaient gagnée au concours et que ce concours avait été établi par ledit sieur de La Marche pour exciter l'émulation des écoliers dudit Collège. » (Arch. mun. de Saint-Pol, reg. de 1792).

(2) Séance du 26 janvier 1785 (Arch. Nat., H 414, pièce 70).

l'Hôtel. Ceux qui n'avaient pas douze ans révolus lors de la délibération des Etats du 26 janvier 1785 seront admis à y concourir (1). »

Deux établissements donnaient aux jeunes filles une instruction plus développée : les Ursulines de Lesneven et les Dames de l'Union Chrétienne à Brest.

Les Ursulines de Lesneven étaient soumises au contrôle et à l'inspection de l'Évêque. Le 11 février 1784, ce dernier apostille une requête adressée par ces religieuses au Bureau chargé du soulagement des maisons et communautés de filles « à l'effet d'obtenir l'autorisation et les moyens d'accroître leurs bâtiments ». Leur rapport accuse la présence d'une grande quantité de jeunes pensionnaires qui passaient chez elles et n'en sortaient « qu'après avoir reçu de bons principes de mœurs et de conduite ». Le prix des pensions y était gradué de la manière suivante : 138, 168, 224, 350 et 410 livres (2).

Les Dames de l'Union Chrétienne étaient une congrégation séculière fondée en 1694 par une dame de Penfeunteun avec l'agrément et les encouragements de M^{sr} de La Bourdonnaye. Elles ne se contentaient pas d'inspirer la piété aux jeunes filles ; elles leur apprenaient « à lire, à écrire et à faire tout ce que la bienséance de leur sexe peut leur permettre ». D'après un état de 1790, elles recevaient en pension, pour le prix de 180 livres par mois, « les filles de Messieurs de la Ville ». L'Évêque n'intervenait pas seulement dans le choix des maîtresses, mais aussi dans les affaires matérielles de la maison, ainsi que l'atteste l'autorisation qu'il leur accorda, le 14 janvier 1782, de vendre une partie de leurs terrains (3).

Enfin il s'intéressait d'une manière particulière aux jeunes demoiselles nobles sans fortune. Il faisait des pensions en Bretagne et même à Paris à des jeunes filles

(1) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1786.

(2) Arch. Nat., S 7545, pièce 12.

(3) Ed. Fleury, *Bull. Soc. Acad. Brest*, 1861-62.

qu'une naissance distinguée ne mettait point à l'abri du besoin ; il s'ingéniait même à les découvrir dans l'obscurité où elles cachaient leur indigence et ses bienfaits venaient à des termes fixes leur ôter la crainte de l'avenir (1).

III

« Le rôle des évêques dans l'enseignement secondaire n'est pas contesté. Sous l'ancien régime on reprocha à l'Eglise de l'avoir trop multiplié. On a souvent rappelé le rapport où M. Villemain, comparant 1843 à 1789, montre qu'au moment de la Révolution la population des collèges était relativement plus considérable que de son temps (2). » On a de plus prétendu qu'en accordant leur protection aux collèges, les évêques avaient surtout en vue le recrutement de leur clergé ; mais cette préoccupation était légitime et relevait de leur charge pastorale. Nous avons montré par ailleurs que M^{er} de La Marche laissait toute liberté aux élèves sur le choix d'une carrière au sortir du collège. Nous voudrions montrer maintenant que sa sollicitude ne s'étendait pas moins aux écoles primaires (3).

Dès 1583, le concile de Tours avait pris relativement aux petites écoles un certain nombre de dispositions. Il en résultait que les évêques bretons devaient s'occuper sérieusement de la formation et de l'entretien des écoles paroissiales et veiller à les pourvoir de maîtres, que les recteurs devaient prendre les mesures nécessaires à l'entretien des instituteurs de la jeunesse. Enfin nul ne pouvait tenir école sans l'approbation de l'évêque *absque approbatione episcopi*.

Le droit public reconnaissait également à l'évêque le

(1) *Or. Fun.*, p. 21.

(2) Sicard, *Les Evêques avant la Révolution*, p. 424. Villemain parle de 562 collèges.

(3) Sur le rôle de l'Eglise dans l'enseignement primaire, voir l'ouvrage très documenté de M. F. Allain, *l'Instruction primaire en France avant la Révolution d'après des travaux récents et des documents inédits* (vol. in-12 publié en 1881 par la Société bibliographique).

pouvoir de nommer les instituteurs primaires dans les paroisses de sa temporalité, d'inspecter les écoles, d'y établir des règlements, et les maîtres, avant d'entrer en exercice, étaient tenus de demander des lettres de créance à l'évêque qui ne les accordait qu'après un examen.

Pas plus que ses confrères de la province (1), M^{gr} de La Marche ne se déroba à la belle mission de la propagation de l'enseignement primaire. Ses mandements, ses statuts et l'ordonnance qu'il fit paraître en tête de son Catéchisme nous en fournissent la preuve.

Dans tous les mandements qu'il adresse à ses prêtres pour leur annoncer ses visites pastorales, il leur enjoint de prévenir les maîtres et les maîtresses d'écoles qu'ils auront à comparaître devant lui pour être examinés sur leurs qualités, leurs aptitudes et la science de leur état. Voici d'autre part ce que nous lisons dans les statuts dont il fit faire la révision dès la première année de son épiscopat : « Nous renouvelons à tous les recteurs, conformément aux saints Canons et aux intentions des princes chrétiens, l'ordre et l'obligation spéciale de ne rien négliger pour l'établissement et l'entretien des petites écoles dans leurs paroisses, de veiller sur la manière dont elles s'y font et de n'en charger aucune personne sans l'avoir préalablement examinée. La science du Salut étant la plus nécessaire, elle doit précéder toutes les autres. Nous ordonnons en conséquence à tous les maîtres et à toutes les maîtresses d'écoles d'enseigner le catéchisme français ou breton que nous avons adopté. Une éducation saine influe toujours, selon la pensée de saint Jean Chrysostome, sur la santé de nos âmes. Il est donc de notre devoir de seconder, pour en procurer une pareille à la jeunesse de notre diocèse, les intentions de l'Eglise et les ordonnances de nos Rois. A cet effet, nous ordonnons que, dans le cours de chacune de nos visites, les maîtres et maîtresses nous soient présentés, afin que nous nous instruisions par nous-même de leur capacité, catholicité et probité, et que nous

(1) Il est question de petites écoles dans les statuts des diocèses de Dol, Saint-Malo, Rennes, Saint-Brieuc, Vannes, Quimper, publiés à la fin du XVII^e siècle ou au cours du XVIII^e.

les approuvions, si nous jugeons devoir le faire. Pour obvier à ce qu'il ne se glisse quelques abus dans une institution aussi louable, nous faisons très expresse défense à tous les maîtres d'admettre aucune fille dans leurs écoles et aux maîtresses de recevoir aucun garçon dans les leurs, de manière que les enfants des deux sexes ne se trouvent pas ensemble (1). » Sur un manuscrit nous lisons cette note prise dans le cartulaire de l'évêque Théodulf : « Ceux qui auront été instruits brilleront comme l'éclat du firmament et ceux qui en instruisent plusieurs dans la justice brilleront comme les étoiles pendant toute l'éternité ; lorsqu'ils instruiront les enfants, ils n'exigeront aucun prix que celui que les parents leur offriront volontairement et par affection (2). »

Il renouvelle les mêmes conseils, recommandations et instructions dans l'Ordonnance qu'il fit placer en tête du catéchisme réédité en 1774.

Il est impossible de donner des indications précises sur le nombre des petites écoles dans le diocèse du Léon. En 1782, dans le diocèse de Quimper, sur 50 paroisses rurales, 18 au moins avaient des écoles toutes dirigées par des prêtres (d'après les procès-verbaux de visite de M^{gr} de Saint-Luc). Les procès-verbaux de visite de M^{gr} de La Marche nous fournissent peu de renseignements pour le Léon. Pourtant la plupart des enfants devaient savoir lire, puisque l'Évêque, quand il ordonna la nouvelle édition du catéchisme, prescrivait aux recteurs de ne pas le leur faire apprendre de mémoire, mais de le leur faire lire et expliquer.

Nous savons par les registres de la capitation à Brest

(1) Il renouvelait la défense portée par son prédécesseur, M^{gr} Gouyon de Vaudurand en 1757. La même condamnation des écoles géménées est portée dans les statuts synodaux des évêchés de Saint-Malo (1674), Vannes (1693), Quimper (1710), Saint-Brieuc (1723), Rennes (1737), Dol (1771).

(2) L'art. 9 de la déclaration royale du 13 décembre 1698 prévoyait que, dans les lieux où il n'y avait point de fonds pour l'entretien des maîtres, on pourrait imposer sur les habitants une somme de 150 l. pour les maîtres et de 100 l. pour les maîtresses. Le Parlement de Rennes s'opposa à l'application de cet article.

qu'il y avait 10 écoles dans cette ville au XVIII^e siècle, et que des prêtres y étaient chargés d'instruire les enfants une ou deux fois par semaine, en plus du catéchisme. A Commana, d'après le rapport du recteur Podeur en 1775, une fondation de 75 livres avait été établie pour faire l'école à 25 garçons pauvres de la paroisse et une autre de 54 livres pour faire l'école à 18 filles. A Plounéour-Trez, les comptes pour 1782 portent cette indication : payé à M. Corfa curé, pour petites écoles de garçons, 42 livres 15 sols ; à M. Le Goff curé, tant pour fondations que pour petites écoles de garçons, 103 livres ; à M. Le Borgne, pour petites écoles, 21 livres ; à M. Guillerm 7 livres. A Guipavas existaient des biens connus sous le nom de « biens des pauvres », produisant un revenu annuel de 1350 livres ; sur cette somme, on payait une sage-femme, six maîtres et maîtresses d'école. Le registre des délibérations de l'église Notre-Dame de Croas-Batz signale des petites écoles à Roscoff en 1782. Au cours de sa tournée pastorale en 1784, l'Evêque prend note de la bonne tenue des écoles paroissiales de Landéda, Plabennec, Ploudaniel et Plouguerneau.

Dans certaines paroisses, des personnes riches et pieuses ou des prêtres faisaient des fondations en faveur d'écoles pour le peuple. A Roscoff, des particuliers qui ne voulurent pas se nommer, remirent aux mains des marguilliers un billet de liquidation portant indication d'une somme de 1333 livres pour l'établissement d'une école de charité destinée aux pauvres de la paroisse. Ce billet placé sur le Trésor royal, rapportait un intérêt de 26 livres 13 sols qui servirent à l'entretien du maître d'école, et cette affectation est consignée dans l'inventaire général des Titres des Archives de Roscoff, dressé en 1780 par Briant, notaire. Le clergé contribuait lui aussi pécuniairement à l'entretien des écoles. Au compte de 1785, le curé Picrel se reconnaît comptable à la Fabrique de la somme de 75 livres pour rente due par le clergé aux petites écoles. A Lannilis, un sieur Le Calvez lègue 10 livres de rente foncière au profit de l'enseignement primaire et un sieur du Beaudiez lègue une rente de 30 livres en faveur de l'instruction populaire. A

Saint-Pierre-Quilbignon, le recteur, M. Madec, constitue une rente de 105 livres destinée aussi à instruire les enfants.

Outre les écoles cléricales, il y avait celles des Congrégations vouées à l'enseignement. Depuis longtemps, les Frères des écoles chrétiennes s'étaient installés à Brest. « Les Frères destinés à instruire les enfants de ma paroisse, écrivait en 1782 le recteur de Recouvrance, s'y portent avec zèle, malgré les difficultés du passage dans ces temps de mouvements ; le mauvais temps ne les arrête pas, preuve de leur désir pour les progrès des enfants qui leur sont confiés ; nul autre motif ne peut les animer. Leurs émoluments ne me paraissent pas faire face à leur vie, quoique très frugale. Il serait fort à souhaiter qu'on y fit attention, car en ne pourvoyant pas à leur honnêteté nécessaire, on s'exposerait à les perdre et à faire tomber dans l'ignorance des jeunes plantes qu'ils cultivent pour le ciel et le bien de l'Etat. »

A la suite d'une demande faite par la Communauté de la ville de Brest pour obtenir l'homologation du traité passé le 5 février 1743 (1) entre elle et le Supérieur général des Frères de la Congrégation de Saint-Yon de Rouen, le Conseil d'Etat, par arrêt du 28 décembre 1745, permit l'ouverture d'une école charitable tenue par deux Frères de Saint-Yon, pour instruire les enfants de Brest et de Recouvrance, moyennant la somme de 200 livres que la Communauté devait payer pour la pension et l'entretien de chacun de ces Frères. En 1747, le maire et les échevins de Brest demandèrent que le nombre d'instituteurs fût porté de deux à quatre. Lorsque, quelques années plus tard, les Frères sollicitèrent un traitement de 500 livres, l'Intendant n'en fut pas d'avis « parce qu'entre autres choses, la science de l'écriture que l'on apprend dans ces écoles ne sert qu'à détourner les élèves de la marine et du métier de leurs pères, ce qu'il faut éviter dans un

(1) C'est un Jésuite, le P. Aubert qui, en 1742, avait conseillé à un vieil officier de marine, M. de Hennot, de consacrer une partie de sa fortune à la création d'une école chrétienne à Brest, et c'est lui qui fut chargé de régler l'affaire avec le Frère Timothée, supérieur des Frères de Saint-Yon. — L'école Saint-Yon était un établissement important des Frères de Saint-Jean-Baptiste de la Salle.

port tel que Brest ». Il conçut même le projet de supprimer l'école de Recouvrance, mais il s'attira de la part de M^{sr} de La Marche une vigoureuse protestation. L'Évêque affirmait que les écoles n'avaient pas mis d'obstacles à l'embarquement de la jeunesse ni tari le recrutement des mousses et il concluait ainsi : « Je pense donc, Monsieur, que l'économie qu'on voudrait faire pour priver de toute instruction les enfants de Recouvrance, sans rendre un grand service à la marine, ferait un grand mal dans cette partie de Brest et exciterait le murmure de tous les citoyens qui ne sont point imbus de faux principes (1). » Cette éloquente réclamation ne fut pas écoutée. L'école de Recouvrance fut supprimée par l'Intendant le 17 septembre 1789. Il ne resta que l'école de Brest avec ses trois Frères ; elle devait être fermée à son tour en 1791.

Les prêtres et les Frères n'étaient pas les seuls à faire participer le peuple au bénéfice de l'instruction. Il y avait aussi des maîtres laïques et des précepteurs. Les Statuts de 1774 le laissent entendre, en ordonnant que dans tous les cas où les maris instruisent les garçons, et leurs femmes les filles, on ait à tenir les écoles en des maisons différentes. En 1780, Brest comptait de nombreux laïques et des ecclésiastiques détachés des paroisses qui se livraient à l'œuvre de l'enseignement. On y trouve les noms des sieurs Gaulard, Bacré, Tournellec, Daviel (2). Quelques-uns tenaient des pensions, donnaient des leçons, faisaient des cours. En 1775, l'Intendant autorise le sieur Pierre, prêtre, à obtenir de la Communauté une gratification annuelle de 250 francs pour la classe qu'il a ouverte en vue d'y enseigner « les premiers principes des langues française et latine ». En 1785, le sieur Dereppe obtenait la permission de tenir « une maison d'éducation » ; en 1786, le sieur Bourson, celle d'avoir des pensionnaires,

(1) D'après l'autographe conservé aux Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 596, pièce 1, page 3 (date : 12 mars 1787).

(2) Dr. Corre, *Note sur les écoles de Brest au XVIII^e siècle*, d'après des documents puisés aux Archives municipales de Brest (*Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, 1896).

et le sieur Pierron d'ouvrir une maison pour instruire la jeunesse (1). Le 26 août 1786, M. Blanchard s'engageait à faire l'école à Roscoff, pour la somme de 100 livres, à 12 enfants pauvres qui lui « seront annuellement désignés par le curé (2) ». A Saint-Pol, les demoiselles Bléas (3) et un sieur Gaillard tenaient de petites écoles (4), un sieur Raoul enseignait le latin aux enfants de chœur de la psalette (5) ; à Landéda et à Trémaouézan, il y avait aussi des maîtres de latin, et c'est l'Évêque qui les signale dans les notes qu'il a laissées de ses visites dans ces paroisses.

Les communautés de religieuses donnaient l'instruction aux filles. Les Dames de l'Union Chrétienne avaient d'autres élèves que leurs pensionnaires payantes ; elles faisaient gratuitement la classe aux petites filles pauvres de Brest (6). Les Ursulines de Lesneven, qui avaient aussi un pensionnat, instruisaient les enfants du peuple : « L'objet de l'institution de cet Ordre, lisons-nous dans un état de 1790, est l'éducation de la jeunesse ; en conséquence, les religieuses de cette Communauté s'occupent à instruire les enfants et jeunes personnes de leur sexe, tant des villes que des campagnes ; elles tiennent deux classes par jour, tant pour les pensionnaires qu'elles ont dans la Communauté que pour les enfants des pauvres de la ville et des campagnes voisines ; dans les instructions on enseigne à lire, à écrire, l'arithmétique, les principes de la sainte Religion et toutes sortes d'ouvrages relatifs à la condition de chacune d'elles. Les dimanches et fêtes, elles s'occupent à instruire de la Doctrine Chrétienne, indifféremment toutes les personnes de leur sexe, surtout

(1) Dr. Corre. *Note sur les écoles de Brest au XVIII^e siècle.*

(2) Arch. mun. de Roscoff, « Reg. des Délib, pour l'église Notre-Dame de Croas-Baz », 1782-90, f° 12.

(3) Arch. mun. de Saint-Pol, 1793.

(4) Cahier des délibérations du Bureau de l'hôpital de Saint-Pol, 1772-1792, f° 34.

(5) Arch. Nat., D XIX, 91, n° 758, pièce 3.

(6) D'après l'article de Fleury paru dans le *Bulletin de la Société Académique de Brest*, 1861-62.

les pauvres veuves et les domestiques..... Cette Communauté a toujours reconnu pour seul Supérieur l'Evêque diocésain. »

Les Ursulines de Saint-Pol instruisaient 160 externes et 55 pensionnaires ; celles de Landerneau 200 enfants des artisans de la ville et des environs. Toutes ces religieuses se déclaraient sujettes à l'Ordinaire (1).

Sur les autres Congrégations, nous n'avons pas trouvé de documents qui nous permettent de connaître le nombre de leurs écoles, la nature de leur enseignement, le chiffre de leurs élèves. Nous savons seulement qu'en 1782, M^{gr} de La Marche, au nom du Bureau d'administration de Landéda, demanda au Roi l'autorisation pour ce Bureau de traiter avec une Congrégation des Filles de la Charité qui se chargerait de fournir des religieuses pour le soin des pauvres et pour l'instruction des jeunes filles de la paroisse ; les lettres patentes furent accordées le 22 avril 1784 (2). A Landerneau, les Filles de la Sagesse tenaient de petites écoles (3) ; Brest avait quatre écoles primaires pour les filles et Recouvrance en avait une (4).

En récapitulant ce qui précède, nous trouvons pour les garçons 20 écoles cléricales, 2 de Frères, 14 de maîtres laïques ; pour les filles, 11 écoles, toutes tenues par des religieuses. Ces données sont loin d'être complètes, puisque, dans notre énumération, sont omises des villes de district comme Morlaix et de grosses paroisses de campagne qui étaient certainement pourvues d'écoles. Peu de personnes, à cette époque, ne savaient au moins signer leur nom :

(1) Arch. Nat., D XIX, 5, n° 77. « Etat des religieuses du diocèse de Léon » en 1790.

(2) Arch. Nat., S 3253, dossier 1.

(3) Arch. mun. de Landerneau, Reg. des Délib., 1^{er} juin 1791.

(4) Dr. Corre, article cité.

Outre les deux écoles que nous avons signalées pour les filles à Landerneau, il y avait au moins quatre écoles dans cette ville pour les garçons : une était tenue par les Récollets, une autre par les Capucins, deux par des particuliers. Les indigents étaient admis dans les deux premières (Communiqué par M. l'abbé Saluden d'après les résultats de ses recherches aux Archives de la Municipalité).

c'est la conclusion bien nette qui se dégage de la lecture des registres paroissiaux. Non seulement dans les paroisses importantes comme Le Minihy de Léon, Saint-Sauveur de Brest, Saint-Pierre-Quilbignon, Plouguerneau, mais même dans les moindres, comme Tréflaouénan, les par-rains et marraines ou les témoins de mariage apposent au bas des registres une signature bien lisible.

Bien que les éléments fassent défaut pour porter des appréciations exactes, nous pouvons déduire des renseignements que nous possédons que l'instruction populaire ne fut pas négligée dans le diocèse de Léon. M^{gr} de La Marche travailla pour sa part à la répandre aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Les efforts qu'il fit pour promouvoir par ses mandements et ses actes la création d'écoles nouvelles, les approbations qu'il donna aux fondations particulières, l'auréole dont il voulait qu'on entourât la fonction d'instituteur, enfin le droit d'inspection et de contrôle qu'il se réservait sur les petites écoles, sont autant de témoignages de sa sollicitude éclairée pour la cause de l'éducation du peuple.

CHAPITRE CINQUIÈME

L'HOMME PUBLIC : LES ÉTATS DE BRETAGNE

- I. — LES ÉTATS DE 1772. M^{SR} DE LA MARCHE PRÉSIDE LA COMMISSION DES IMPOSITIONS. SUCCÈS DE SES « REPRÉSENTATIONS » AU DUC DE FITZ-JAMES, COMMANDANT DE LA PROVINCE.
- II. — LES ÉTATS DE 1774. IL EST APPELÉ A PRÉSIDER LA COMMISSION DES FINANCES. — ÉPILOGUE DE L'AFFAIRE DE LA CHALOTAIS.
- III. — LES ÉTATS DE 1776. IL PRÉSIDE LA COMMISSION DES FINANCES ET LA COMMISSION DES CONTRAVENTIONS. SES « REPRÉSENTATIONS » AU MARQUIS D'AUBETERRE. SON INTERVENTION DANS L'AFFAIRE DE LA DÉPUTATION A LA COUR (26 DÉCEMBRE 1776). LES ÉTATS PASSENT OUTRE AUX DÉFENSES ROYALES. L'ARRÊT DU CONSEIL DU ROI (1^{ER} MARS 1777).
- IV. — LES ÉTATS DE 1778. PROTESTATION DE L'ASSEMBLÉE CONTRE L'ARRÊT ROYAL. M^{SR} DE LA MARCHE NOMMÉ DÉPUTÉ A LA COUR. — LES CONCLUSIONS DE SON RAPPORT DES FINANCES ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE.
- V. — LES ÉTATS DE 1780. M^{SR} DE LA MARCHE LIT LE RAPPORT DE SA DÉPUTATION. IL REÇOIT LES REMERCIEMENTS DES ÉTATS. — CAUSES DE MÉCONTENTEMENT DANS L'ASSEMBLÉE : ATTEINTE AUX DROITS CONSTITUTIFS DE LA PROVINCE ET EXIGENCES FISCALES DE LA ROYAULTÉ. — L'AFFAIRE DES OCTROIS ACCENTUE LE CONFLIT ENTRE LES ÉTATS ET LA COUR. RAPPORT DE L'ÉVÊQUE SUR LA QUESTION.
- VI. — LES ÉTATS DE 1782. CONCESSIONS DE LOUIS XVI POUR OBTENIR LE DON GRATUIT. — LE TIERS CONTRE LES DEUX AUTRES ORDRES DANS LA QUESTION DE L'ADMINISTRATION DES VILLES ET DANS CELLE DES OCTROIS. DÉPART D'UNE DÉPUTATION POUR VERSAILLES. FERMENTATION AUX ÉTATS CAUSÉE PAR DES PAROLES IMPRUDENTES DU ROI. HOSTILITÉ CROISSANTE DE LA NOBLESSE CONTRE LA COUR. ATTITUDE PLUS CALME DE L'ORDRE DE L'ÉGLISE. M^{SR} DE LA MARCHE PRÉSIDE LA COMMISSION CHARGÉE DE RÉDIGER L'ADRESSE A LOUIS XVI. LA RÉPONSE DU ROI.
- VII. — LES ÉTATS DE 1784. M^{SR} DE LA MARCHE INTERVIENT EN FAVEUR DE L'ÉVÊQUE DE RENNES. — UNE DÉPUTATION AYANT A SA TÊTE L'ÉVÊQUE DE LÉON EST ENVOYÉE A LA COUR. LE ROI FAIT DROIT AUX REPRÉSENTATIONS RELATIVES A LA LIBRE ÉLECTION DES DÉPUTÉS ET AUX OCTROIS. RETOUR TRIOMPHAL DE LA DÉPUTATION A RENNES (10 DÉCEMBRE 1784).
- VIII. — LES ÉTATS DE 1786. LE TIERS RÉCLAME L'ÉGALE RÉPARTITION DE LA CAPITATION. — LE RAPPORT DE MONSIEUR DE LÉON ACCUSE UN DÉFICIT DANS LES FINANCES DE LA PROVINCE. — VIVES ATTAQUES DU PARLEMENT DE RENNES CONTRE LES ÉDITS ROYAUX. — LES DÉPUTÉS BRETONS A LA BASTILLE ; LEUR ÉLARGISSEMENT. — LES DOLÉANCES DU TIERS.

IX. — LES DERNIÈRES ASSISES PROVINCIALES A RENNES (29 DÉCEMBRE 1788). DISSENTIMENTS ENTRE LE TIERS ET LES ORDRES PRIVILÉGIÉS. LE ROI MENACE DE DISSOUDRE LES ÉTATS. M^{sr} DE LA MARCHÉ LIT UNE LETTRE DE PROTESTATION. — LA GUERRE CIVILE A RENNES. — LES ÉTATS DE SAINT-BRIEUC (16 AVRIL 1789). — LES ÉTATS GÉNÉRAUX.

I

Quelques-unes de nos grandes provinces, la Bourgogne, le Languedoc, la Bretagne, étaient encore au XVIII^e siècle des pays d'Etat. Les évêques y étaient nettement marqués du double caractère d'hommes d'Église et de fonctionnaires civils.

M^{sr} de La Marché se fit un devoir d'assister régulièrement aux Etats. Il ne manqua jamais une tenue, et il n'y fut pas moins fidèle après son élévation sur le siège de Léon que lorsqu'il était abbé commendataire. Il avait déjà fait partie de diverses commissions ; à peine évêque, il fut appelé à présider la commission des Impositions. Le rôle de cette dernière consistait à examiner les comptes des impôts et taxes en recette et dépense, à en faire le rapport à l'assemblée puis, après les avoir arrêtés, à les soumettre à l'approbation et à la signature des commissaires du Roi ; elle les renvoyait ensuite à la commission des Finances pour les faire entrer dans la vérification de l'état de fonds. Le règlement des Etats portait que la commission pouvait faire des « représentations » aux commissaires de Sa Majesté avant de délibérer sur les demandes faites de sa part.

L'Évêque ne craignit pas d'user de ce droit. Le 24 novembre 1772, prenant la parole, il « représenta » en face des exigences de la royauté la misère et l'épuisement des peuples de la Province et l'excès des impositions, ce qui lui attira cette réponse du duc de Fitz-James que le Roi se voyait avec regret, à cause des besoins de l'Etat, forcé de continuer à exiger les mêmes charges (1). Malgré cette fin de non-recevoir, il renouvela sa demande avec insis-

(1) Arch. Nat., H 383, pièce 5.

tance, mit sous les yeux du Commandant le tableau dressé par ses soins et qui accusait un excédent de plusieurs millions de nouvelles impositions sur les anciennes. Cette démarche fut encore suivie d'une réponse platonique du Duc, et après bien des protestations, la capitation fut consentie le 23 décembre sur le pied de 1.800.000 livres à la pluralité des Ordres du Tiers et de l'Eglise, l'Ordre de la Noblesse ayant refusé de voter au-delà de 1.600.000 livres. Cinq jours plus tard, les Commissaires annonçaient à l'Évêque, de la part du Roi, une remise de 100.000 livres par an en moins imposées sur la capitation des contribuables aux fouages et une remise de 400.000 livres destinées au remboursement des dettes de la Province (1).

D'autres difficultés s'élevèrent à propos des droits des courtiers-jaugeurs et des inspecteurs aux boucheries et aux boissons. Les Etats demandaient que le Roi en accordât l'abonnement à la Province. Malgré une indisposition qui durait depuis plusieurs jours, M^{gr} de Léon se présenta chez M. de Fitz-James pour soutenir le point de vue des Etats et Louis XVI, averti par son Commissaire, consentit à aliéner ses droits au profit de la Province, à charge pour celle-ci de payer 4 sols par livre en sus de la capitation. M^{gr} de La Marche eut encore le rôle principal dans la solution de cette affaire, ainsi qu'il résulte de la correspondance qui fut échangée à ce sujet entre lui et le Contrôleur général, l'abbé Terray.

II

Les Etats reconnaissants de ses services le chargèrent à la tenue de 1774 (2) de présider la commission des Finances. C'était la plus importante des commissions; elle comptait neuf députés, trois de chaque Ordre. Elle faisait la vérification de l'état de fonds de la précédente

(1) Arch. Nat., H 384, pièce 7.

(2) Pour cette tenue nous avons surtout utilisé la série H 384-388, « Correspondance ».

tenue, et tous les résultats des comptes examinés par les autres commissions devaient lui être adressés. Elle arrêtait à chaque assemblée un état des sommes que le trésorier devait recevoir et payer pendant les deux années qui suivaient celle de la tenue. La recette était composée de 16 chapitres contenant les impositions, le prix de la ferme des *devoirs* (1), les rentes, les dettes actives, les remises pour emprunts, et en général tout ce qui devait entrer dans la caisse des Etats. La dépense était également divisée en 16 chapitres dont les 15 premiers renfermaient le paiement à faire au Trésor royal et les charges et dépenses ordinaires. Le 16^e comprenait toutes les dépenses qui ne résultaient pas des règlements royaux et qui étaient extraordinairement ordonnées par les délibérations particulières de l'assemblée, telles que celles des chemins, des haras, des pensions, gratifications, bourses, secours et aumônes. Le déficit était couvert par les sommes que les droits régis pour le compte des Etats pouvaient produire en sus de leur estimation ordinaire ; s'il en arrivait autrement, ce déficit devait former dans le prochain état de fonds un *debetur* auquel il devait être pourvu par les Etats. Avant de présenter la vérification des états de fonds à la signature des commissaires du Roi, la commission des Finances leur mettait sous les yeux les articles sur lesquels elle jugeait bon de formuler des observations, soit à cause de leur nouveauté, soit parce que l'assemblée en avait délibéré de son propre mouvement.

Les procès-verbaux des séances nous renseignent sur la manière dont l'évêque de Léon s'acquitta de sa nouvelle charge. Le rapport qu'il fit de l'état des fonds pour 1775 et 1776 prévoyait au début de la tenue un déficit de plus de 800.000 ; à la fin de la session, il ne prévoyait plus que 485.000. Le premier commissaire du Roi était cette fois le gouverneur même de la Province, Son Altesse Sérénissime le duc de Penthievre, auquel Louis XVI avait confié la direction des Etats à la place du duc de Fitz-James qui s'était rendu impopulaire par sa

(1) Les *devoirs* étaient les taxes prélevées sur les boissons.

politique. Voyant que les Etats ne savaient à quels moyens recourir pour combler le déficit, le Gouverneur fit savoir que Sa Majesté voulait bien accorder 300.000 livres en guise de dédommagement. Les Etats acceptèrent avec reconnaissance un secours qui leur était si nécessaire et sans lequel ils auraient été contraints d'établir une nouvelle imposition.

Cette tenue était la première qui avait lieu sous Louis XVI. Un des premiers actes du nouveau souverain avait été la réintégration de La Chalotais dans sa charge de procureur général. Deux jours après l'ouverture de la session à Rennes, le 22 décembre 1774, M. de La Chalotais, accompagné d'une députation du Parlement ayant à sa tête le président de Cornulier, se rendit aux Etats pour les remercier de la sympathie qu'ils avaient témoignée aux magistrats pendant leur exil. « Oublions nos malheurs, s'écria-t-il en terminant sa harangue, ne songeons qu'à célébrer la bienfaisance d'un jeune Monarque qui sacrifie ses veilles aux soins pénibles de la Royauté, à célébrer les vertus d'une Reine aimable qui seconde ses vues avec tant de grâce (1). » Le 13 février, sur le rapport de la commission des Finances, présenté par M^{sr} de Léon, l'assemblée rétablissait la pension de 3.000 livres en faveur de La Chalotais.

III

La tenue suivante s'ouvrit à Rennes le 30 septembre 1776 (2). Le procès-verbal du 3 octobre nous apprend que « Révérend Père en Dieu Messire Jean-François de La Marche, évêque et comte de Léon » entra à l'assemblée ce jour-là et y prit séance dans l'Ordre de l'Eglise. Le 7, il fut confirmé dans ses fonctions de président de la commission des Finances, et on lui adjoignit celles de la commission des Contraventions. Au nom de la commission des

(1) Arch. Nat., H 386, pièce 17.

(2) Pour les Etats de 1776, Voir H 389-391,

Finances, il fit approuver et signer par les commissaires du Roi les comptes des impositions des années 1773 et 1774 et présenta à l'assemblée un état des recettes et dépenses prévues pour 1777 et 1778. Au nom de ses co-députés à la commission des Contraventions, il rapporta à la séance du 2 novembre que, le samedi précédent, ils s'étaient tous rendus chez les commissaires de Sa Majesté pour demander le retrait de l'édit du mois d'août 1759 sur les cuirs et protester contre les excès des impositions relatives à l'entretien des garnisons et places fortes de la Province. Il exposa que le marquis d'Aubeterre avait admis le bien-fondé de ces représentations et avait promis de les appuyer auprès du Roi. Comme la réponse se faisait attendre, il retourna chez le Marquis et lui représenta tous les motifs que l'assemblée avait de se plaindre des contraventions faites à ses droits, franchises et libertés et aux clauses du contrat d'union, et fit toutes les instances nécessaires afin d'obtenir les suppressions et révocations indispensables pour le bien et l'avantage de la Province. Dans la séance du 26 décembre, il rendit compte de sa visite au commissaire du Roi et des réponses faites par celui-ci à chacun des articles des contraventions. Les Etats le remercièrent de la manière dont il avait rempli sa mission.

C'est alors que fut soulevé un vif incident à propos du droit qu'avaient toujours revendiqué les Etats de désigner eux-mêmes les membres de la grande Députation à la Cour et de la petite Députation à la Chambre des Comptes de Nantes. M. de la Moussaye et le chevalier Le Vicomte, de la Noblesse, MM. de Kervélégan et Gillot, du Tiers, avaient été nommés par leurs Ordres, les deux premiers, membres de la grande Députation, les deux autres, membres de la petite Députation lorsque, le 25 décembre, ils reçurent de la part du Gouverneur, l'adjonction de ne pas partir pour l'objet de leur mission et de ne faire aucun acte qui s'y rapportât. Le lendemain, l'évêque de Léon, accompagné de ses co-députés à la commission des Contraventions, se rendit chez le marquis d'Aubeterre pour lui lire sa protestation. Son rôle était d'autant plus délicat que quelques jours aupa-

ravant le Marquis lui avait fait savoir que le duc de Penthièvre l'avait recommandé pour la grande Députation. Mais cela ne l'empêcha pas d'élever la voix en termes énergiques :

MONSIEUR,

« Les Etats en nous ordonnant de venir vers vous en ce moment nous ont chargés de vous témoigner leur extrême sensibilité. Leur douleur a égalé leur surprise, lorsque ils ont entendu déclarer de votre part à l'Assemblée que Sa Majesté ne recevrait aucun autre député des Etats à la Cour et ne permettrait pas qu'il en assistât d'autres à la reddition des comptes à Nantes, que ceux qui ont été recommandés par Son Altesse Sérénissime. Se peut-il, Monsieur, que des ministres éclairés méconnaissent le droit de la Province au point d'inspirer à Sa Majesté d'user de son autorité pour blesser la liberté de ses plus fidèles sujets, pour détruire un droit qui leur est commun avec tout corps, toute assemblée politique, pour interrompre la possession la plus constante et la plus ancienne ?

Parcourons, Monsieur, les fastes de la Province ; ils attestent que les Etats, délibérant par scrutin, ont toujours nommé leurs députés à la Cour et à la Chambre.

Il est vrai que leur respect et leur déférence pour un prince et un gouverneur qu'ils chérissent leur ont inspiré des égards pour sa recommandation ; mais jamais ils n'ont cru, jamais ils n'ont pu sacrifier à des égards d'attachement et de respect un droit inaliénable qui dans aucun temps n'a pu s'altérer. Les Etats ont-ils jamais pu penser qu'une recommandation fût un ordre ? Il semble, Monsieur, qu'on veuille confondre des notions si différentes et si opposées, il semble qu'on veuille trouver dans un acte qui atteste et démontre la liberté des Etats sur le choix de leurs députés, des armes pour l'attaquer et pour la combattre ; elles seront toujours insuffisantes, Monsieur, parce qu'on ne prescrit point contre le droit primitif des nations ; on peut y jeter des marges, mais son essence ne peut s'altérer et il revit toujours entier lorsqu'on le réclame. Tout corps, Monsieur, toute société, et surtout toute nation a un droit imprescriptible de choisir ses représentants. La Bretagne serait-elle seule exceptée ? Comment, Monsieur, un cœur breton pourrait-il entendre sans douleur qu'il ne sera point admis à offrir à son Roi, au nom de sa Province, le tribut de ses hommages ? Il est avoué, il est choisi par elle. Peut-il ne pas être agréable à Sa Majesté ? Il est membre des Etats ; il n'en est aucun qui n'ait donné des témoignages de son zèle et de son amour au Roi, il n'est aucun qui n'ait versé son sang pour lui ou qui ne soit disposé à le répandre ; toute exclusion dans cette circonstance afflige un fidèle sujet, blesse l'Assemblée auguste qui en a fait le choix, porte atteinte à la liberté de la nation entière,

contredit et renverse les premiers principes du droit public ; non, Monsieur, ce ne sera pas sous les lois d'un Monarque juste et bien-faisant que les Etats auront à se plaindre de n'avoir pu user de la liberté qu'ils ont toujours eue de choisir les organes qui doivent porter au pied du trône les témoignages de leur amour et de leur zèle, et c'est avec confiance que nous vous prions de retirer la déclaration dont nous avons ce matin entendu lecture avec la plus grande amertume (1). »

Le Marquis se retrancha derrière les ordres de la Cour :

« Messieurs, c'est en conséquence des ordres les plus positifs et les plus formels de Sa Majesté que nous avons été obligés de faire la déclaration dont vous demandez le retrait. Nous ne pouvons pas approuver une nomination contraire à la volonté du Roi ni retirer la déclaration qu'il nous a ordonné de faire aux Etats. C'est avec regret que nous sommes encore obligés de vous annoncer que toutes démarches ultérieures sur cet objet deviendraient inutiles (2). »

A la séance du lendemain, l'Évêque rendit compte de sa démarche et de la réponse qui lui avait été faite. Les Etats ordonnèrent que la commission des Contraventions irait encore vers M. d'Aubeterre pour lui demander le retrait de sa déclaration et des défenses portées par lui contre les quatre membres ci-dessus dénommés. Le héraut fut aussitôt dépêché près des Commissaires pour savoir quand ils pourraient recevoir la députation ; ceux-ci ayant déclaré qu'ils étaient prêts à la recevoir, les députés se rendirent chez eux et, de retour sur le théâtre, M^{sr} de La Marche donna la réponse du Marquis : elle était en tous points conforme à sa déclaration de la veille. Les Etats, après en avoir encore délibéré, chargèrent cette fois les présidents des Ordres d'accompagner la commission des Contraventions chez les commissaires du Roi, et d'insister auprès d'eux pour obtenir le retrait des défenses. Cette nouvelle démarche n'eut pas plus de succès. Les présidents des Ordres et les députés revinrent

(1) D'après la copie manuscrite au pr.-v. des Etats, déc. 1776. (Arch. Nat., 391, pièce 185). — Ce discours est tout entier de la composition de M^{sr} de La Marche et l'original est aux Archives de l'évêché de Quimper.

(2) Arch. Nat., H 391, pièces 173 et 185.

sur le théâtre où M^{gr} de Léon prit encore la parole et rapporta que, malgré leurs plus vives instances, M. d'Aubeterre s'était cantonné dans la même opposition et continuait à se couvrir derrière les ordres formels de Sa Majesté. Une quatrième fois, les Etats ordonnèrent à la commission des Contraventions de retourner vers les Commissaires et de demander qu'un courrier extraordinaire fût envoyé à la Cour afin d'obtenir du Roi le retrait desdites déclarations et défenses. Le Commandant reçut la députation et remit à l'Évêque cette réponse par écrit : « Messieurs, le peu de temps que doit durer votre assemblée ne nous permet pas d'envoyer un courrier à la Cour. Vous ne pourriez pas en recevoir la réponse. Je me chargerais volontiers du mémoire des Etats et je le présenterai à Sa Majesté. » Puis il fit savoir que si la commission des Finances ne se présentait pas chez lui dans les trois quarts d'heure pour faire approuver et signer l'état de fonds de la présente tenue, il se verrait avec regret forcé d'entrer dans l'assemblée. Les Etats, sans prendre aucun engagement pour la signature de l'état de fonds, chargèrent leur procureur général syndic, M. de La Bourdonnaye, de se rendre chez les commissaires pour les prier de ne point entrer. Malgré cette défense, le Commandant parut à l'assemblée en compagnie de l'intendant Caze de la Bove ; il se plaignit que la commission des Finances ne se fût pas présentée pour la signature de l'état de fonds à la date indiquée, le 25, et ordonna de part du Roi aux présidents des Ordres et aux membres de la commission des Finances de ne pas retarder davantage cette signature. Ses paroles provoquèrent un violent tumulte, surtout dans l'Ordre de la Noblesse. Quand le silence fut rétabli, les présidents arrêtaient et signèrent l'état ; mais pour satisfaire aux vœux de leurs Ordres, les présidents et les commissaires de la Noblesse et du Tiers firent suivre leur signature de ces mots « par ordre du Roi ». Puis M. d'Aubeterre ordonna de lui envoyer sur le-champ la commission des Finances à laquelle il enjoignit de lui porter l'état de fonds et le contrat des Etats, afin qu'il y apposât sa signature. M^{gr} de Léon fit observer que c'était la commission des Contraventions qui

devait présenter le contrat à la signature et, au nom de la dite Commission, il lut le texte de la protestation qu'il avait rédigée lui-même contre les actes d'autorité des Commissaires et contre leur entrée aux Etats. L'assemblée écouta cette lecture et, ayant approuvé la protestation, elle ordonna de l'enregistrer sur la minute du procès-verbal de la séance. Les Ordres se retirèrent ensuite aux Chambres et nommèrent : de l'Eglise, M. l'évêque de Quimper, de la Noblesse M. Desgrée du Lou, et du Tiers M. Juguet, député de Montfort, auxquels ils donnèrent pouvoir et procuration de se rendre à la suite du Conseil du Roi pour y exiger, au nom des Etats, le maintien du droit essentiel de la Province de nommer librement ses députés à la Cour et à la Chambre des Comptes, et de faire à cet effet toutes les démarches convenables et nécessaires. En raison de l'importance de l'affaire, ils chargèrent les députés de partir sans délai pour remplir le vœu de l'assemblée et exécuter ses ordres.

IV

Le 1^{er} mars suivant, un arrêt du Conseil annulait la délibération par laquelle les Etats avaient nommé d'autres députés à la Cour et à la Chambre des Comptes que ceux qui avaient été désignés par le Gouverneur. Le 26 octobre 1778, jour de l'ouverture à Rennes, l'assemblée protesta contre cet arrêt ; quelques membres de la Noblesse allèrent même jusqu'à s'opposer à la nomination de la députation d'usage chargée de prier les Commissaires de faire l'ouverture de la session. Mais comme les Etats ne pouvaient prendre de délibération sans être convoqués par l'ordre du Roi, ils durent se conformer au règlement et décidèrent qu'une députation irait vers les Commissaires pour leur demander le retrait de l'arrêt du 1^{er} mars 1777. La réponse du Roi, datée du 5 décembre 1778, leur parvint sous cette forme :

« Sa Majesté a lu le mémoire. Elle a dit qu'elle avait observé qu'à la vérité le droit des Etats de choisir à leur gré leurs députés lui avait bien paru prouvé jusqu'au temps

où les circonstances ont nécessité la forme nouvelle constamment suivie pendant près d'un siècle, mais que depuis cette époque la plupart des raisons employées par les Etats ne sont pas en leur faveur, que les plaintes qu'ils ont faites en 1716, celles qu'ils ont renouvelées postérieurement par rapport aux sujets recommandés par les gouverneurs prouvent que leurs nominations ne sont pas seulement l'effet de la déférence, que la possession des gouverneurs est établie par le fait, quelle que soit la forme de leur recommandation (1)... »

Cette réponse causa un moment de stupeur dans l'assemblée qui la renvoya à une commission spéciale.

Le 3 janvier, M^{gr} de La Marche fut nommé député à la Cour pour l'Ordre de l'Eglise ; la Noblesse désigna le comte de Boisgelin et le Tiers, M. Le Page de Kervastoué, sénéchal et maire de Montcontour. Les trois délégués reçurent mission de se pourvoir vers le Roi pour obtenir la liberté de l'élection des députés et de faire valoir tous les moyens de fait et de droit qui pourraient contribuer au succès de leurs démarches. En même temps, ils furent chargés de présenter à Sa Majesté et à Nosseigneurs de son Conseil le cahier des très humbles remontrances des Etats, et d'insister pour l'octroi des lettres patentes et expéditions nécessaires pour les mémoires annexés au cahier ; enfin pleins pouvoirs leur étaient accordés de faire en toutes choses ce qu'ils jugeraient convenable et nécessaire pour le service du Roi et le droit de la Province.

Comme aux tenues précédentes, M^{gr} de Léon avait eu à présider la commission des Finances et celle des Contraventions. Il fit les différents rapports de l'examen des demandes du Roi. Le don gratuit avait été accordé sans aucune difficulté dès le début de la session sur le pied d'un million de livres pour chacune des années 1779 et 1780 ; le secours extraordinaire de 1.540.000 livres et les vingtièmes furent également votés sans débat ; mais l'af-

(1) Cette pièce est signée Amelot et se trouve dans la « Correspondance » des Etats de Bretagne (H 397, pièce 229.).

faire de la capitation fut remise en question et ne fut votée qu'après plusieurs jours de discussion. M. d'Aubeterre dut faire des instances ; il rappela la triste situation des finances du royaume aggravée par une guerre dispendieuse, mais déclara que le Roi consentirait à 1.300.000 livres par an pour la capitation au lieu de 1.800.000 livres.

Le 29 décembre, le Marquis écrivait à M. Amelot : « Nous avons encore trois demandes qui ont été rejetées, à faire passer : les 4 sols par livre de la capitation, les mendiants (1) et les milices. Nous aurons en outre le bail de la ferme des devoirs, difficile par les conditions que nous voudrions y ajouter pour procurer une augmentation, et enfin l'état de fonds au déficit duquel il faudra pourvoir. C'est l'affaire qui nous donnera le plus d'embarras. J'ai de la peine à croire que toutes ces différentes affaires puissent être terminées au terme du 26 janvier. D'un autre côté, si on laisse subsister les Etats au-delà des trois mois fixés par la Cour, il est fort à craindre qu'à chaque tenue ils ne cherchent à prolonger, y étant naturellement très portés, et qu'insensiblement on ne retombe dans les longues tenues qu'on a éprouvées en 1764 et 1766 et qui ont été de six mois... »

Enfin les difficultés s'aplanirent. La ferme des devoirs fut adjugée au sieur Dacosta pour 7.320.000 livres ; le 17 janvier, la demande pour le dépôt de mendicité de Rennes était consentie ; le 21, la levée des milices était acceptée sur le pied de 416.000 livres pour chacune des années 1779 et 1780 ; enfin le 26, les Etats arrêtaient de racheter les 4 sols par livre en sus de la capitation et, ce même jour, le marquis d'Aubeterre annonçait au Directeur général des Finances que le déficit que les Etats redoutaient était couvert.

Avant la clôture de la session, les Etats tinrent une fois de plus à se plaindre des contraventions faites à leurs droits,

(1) Le Roi demandait à la Province 100.000 livres pour l'entretien du dépôt de mendicité de Rennes et les Etats s'y opposaient en prétendant qu'on avait détourné ce dépôt de sa destination en le transformant en une maison de force.

franchises et libertés. M^{gr} de La Marche, chargé de faire parvenir la protestation aux commissaires du Roi, s'en acquitta le 25 janvier aux applaudissements de tous. L'assemblée se sépara le 30.

V

Les Etats de 1780 s'ouvrirent à Rennes le 30 octobre et l'Évêque « prit séance » le 3 novembre. Le lundi 6, en son nom et au nom de ses co-députés nommés en la dernière tenue pour aller en Cour, il lut le rapport de ce qu'ils avaient fait pour le service des Etats et pour l'utilité de la Province pendant la durée de leur députation ; puis il fit la lecture du mémoire qu'ils avaient présenté à Sa Majesté pour appuyer le droit des Etats de nommer librement leurs députés à la Cour et à la Chambre des Comptes, et du discours qu'il avait lui-même fait au duc de Penthièvre. A l'unanimité l'assemblée remercia l'Évêque, ses co-députés et le Procureur général syndic en Cour de tous leurs soins et démarches pour le bien et les intérêts de la Province ; puis elle ordonna que le mémoire serait déposé au greffe des Etats et qu'il en serait imprimé 2000 exemplaires ; elle ordonna en outre que le discours de l'Évêque au duc de Penthièvre auquel elle décernait les éloges les plus chaleureux serait également déposé au greffe.

Les procès-verbaux de cette session sont muets sur l'accueil qui fut fait à Versailles aux députés des Etats. Mais nous savons, grâce à un incident qui fut soulevé à la tenue suivante, que l'entrevue ne fut pas suivie des résultats désirés. A la séance du 20 novembre 1782, on donna lecture d'une lettre écrite à la Commission Intermédiaire par le comte de Boisgelin qui avait fait partie de la députation à la Cour comme délégué de la Noblesse. Cette lettre laissait entendre que le comte de Maurepas avait admis le bien-fondé de la réclamation des Etats, mais qu'il était en désaccord avec les autres ministres. « M. de Maurepas, y était-il dit, nous a donné à M. l'évêque de Léon, M. le comte de Robien, M. de Kervastoué

et moi les assurances les plus positives dont nous avons les preuves. » Cette phrase fut lue trois fois aux applaudissements de la Noblesse. On interpella M. de Robien qui répondit qu'il n'avait pas vu une seule fois le Ministre pendant sa députation. Des membres de l'Ordre de la Noblesse voisins de Moncontour, où habitait M. de Kervastoué, dirent que ce dernier leur avait déclaré devant plusieurs gentilshommes n'avoir vu M. de Maurepas qu'une seule fois et que c'était le jour où le mémoire lui avait été remis par M^{re} de Léon, M. de Boisgelin et lui-même. Le Ministre, ajoutait-il, s'était contenté de le lire avec attention et ne leur avait fait d'autre promesse que de le soumettre au Conseil du Roi. L'évêque de Léon était absent; la Noblesse le fit inviter à venir immédiatement. Dès qu'il parut, on lui demanda quel était le sens des promesses que le Ministre avait faites. Il répondit qu'il ignorait ce que M. de Maurepas avait bien pu dire à M. de Boisgelin, mais que, dans une conversation fort longue qu'il avait eue avec le Ministre, ce dernier s'était expliqué de manière à lui faire entrevoir des espérances. Aucune promesse formelle n'avait donc été faite aux députés réunis. M. Caze de la Bove écrivait de Rennes à M. de Fleury, le 22 novembre 1782, que les réponses sages et prudentes de M. l'évêque de Léon avaient arrêté les suites de la discussion.

Revenons à la tenue de 1780 (1). Le 6 janvier 1781, les Etats adoptaient les conclusions du rapport de M^{re} de La Marche relativement à la capitation, aux vingtièmes, aux milices et accordaient 100.000 livres pour le dépôt de mendicité ; le 18 janvier, après de longs débats, ils consentaient pour la dépense des étapes le fonds ordinaire de 200.000 livres qu'ils avaient refusé le mois précédent ; le 28, ils votaient 600.000 livres pour la défense des grands chemins et déclaraient prêter leur crédit au Roi pour un emprunt de 12 millions. Divers fonds extraordinaires étaient également adoptés : 40.000 livres à M. de Cassini

(1) Pour les Etats de 1780, voir les procès-verbaux. Arch. Nat., II 402-404.

pour faire lever la carte de Bretagne, et diverses gratifications à des œuvres de charité. Le diocèse de Léon bénéficia pour une large part des crédits affectés au bien public : la ville de Roscoff reçut 1865 livres pour les frais d'une digue et la ville de Saint-Pol s'en vit octroyer 2000 livres pour ses travaux contre l'envahissement des sables ; les habitants des îles d'Ouessant et de Molène obtinrent un dégrèvement de droits sur la ferme des devoirs.

Mais ce qu'il est plus intéressant de noter, c'est la tournure de plus en plus aiguë que prend le conflit entre la Cour et les Etats. Après les atteintes portées aux droits constitutifs de la Province, ce sont les exigences fiscales de la Royauté qui provoquent les plus vives récriminations. Le don gratuit avait été voté comme d'ordinaire sans discussion et dès le premier jour sur le pied de 2 millions. Dans un discours très applaudi, l'Intendant avait rappelé la bienfaisance du Roi qui, depuis la clôture de la précédente session, avait accordé 150.000 livres pour secourir les indigents dans les maladies épidémiques. Mais le 13 novembre, dans sa délibération sur les réponses du Roi au Cahier des Etats, l'assemblée renouvelait avec instance les demandes suivantes : attribution des bénéfices de Bretagne aux seuls ecclésiastiques bretons, réduction de la capitation à un million, réduction à 350.000 livres de l'imposition pour les étapes, fourrages et casernement, diminution sur les vingtièmes qui venaient d'être augmentés. Ces diminutions étaient demandées à cause du bas prix des grains qui avait influé sur la valeur des terres.

Le Directeur général des Finances ne voulut pas entrer dans ces considérations. Au sujet de la réduction des vingtièmes, il écrivait le 29 novembre à M. d'Aubeterre : « La demande de l'augmentation proportionnelle sur les abonnements des vingtièmes ayant été faite à toutes les provinces d'Etats, il n'aurait pas été possible de faire exception pour la Bretagne seule. Les assemblées de Provence, de Bigorre, du Cambrésis l'ont déjà consentie avec les témoignages de zèle les plus marqués. Le Roi compte bien sur les mêmes sentiments de la part des Etats de Languedoc et d'Artois qui vont s'assembler, et je ne pourrais

laisser élever dans l'esprit de Sa Majesté le moindre doute que les Etats de Bretagne ne s'empressent de se conformer à ses justes intentions à ce sujet. Une augmentation de 65.000 livres sur un abonnement de 1,330.000 livres pour chaque vingtième et de 1,300.000 livres sur les 4 sols par livre du premier, ne saurait occasionner de surcharges aux contribuables de la Province. »

Le Commandant, pensant que les Etats ne céderaient pas à la première tentative sur la demande d'une augmentation de vingtièmes, était d'avis qu'il fallait les y accoutumer peu à peu. Le 1^{er} décembre, le Roi faisait déclarer que ses grâces dépendaient de la satisfaction qu'il aurait de la conduite des Etats. Comme il a déjà clairement donné son avis sur toutes les questions soumises à l'assemblée, il est désagréablement surpris de rencontrer de la résistance. On sait à la Cour que les difficultés et les prétentions partent toujours de la Noblesse, mais il est fâcheux que l'Eglise et le Tiers se rangent continuellement à son avis.

Lorsque les Commissaires transmirent les ordres du Roi à l'assemblée, celle-ci manifesta hautement son mécontentement et en demanda le retrait. Le 4 décembre, la capitation fut de nouveau discutée. La Noblesse fut d'avis de tarder à délibérer jusqu'à ce qu'on eût reçu une réponse sur la demande du retrait, l'Ordre du Tiers fut d'avis d'accorder, mais l'Ordre de l'Eglise prit un tiers avis qui était d'envoyer une députation aux Commissaires pour demander une nouvelle remise de 100.000 livres en faveur des plus pauvres contribuables aux fouages.

Le Directeur général se plaignit amèrement de cette attitude du premier Ordre : « Cette fois, Monseigneur, écrivait-il à l'évêque de Rennes, c'est l'Ordre de l'Eglise qui ne se joint même pas à celui du Tiers pour décider la délibération sur la demande du Roi concernant la capitation. C'est en agir bien rigidement envers son souverain et au milieu de circonstances où de l'empressement, de la confiance et de la reconnaissance seraient bien plus à leur place que des retards et des objections minutieuses. »

Après quinze jours de pourparlers laborieux, les Etats

acceptèrent l'abonnement de la capitation et la levée des fouages ordinaires et extraordinaires. Les autres demandes furent ensuite consenties, mais non sans de nouvelles et vives résistances. Une réserve fut faite pour l'imposition des milices qui fut acceptée sur le pied de 416.000 livres pour 1781 et 1782, mais à la condition que si la paix se faisait avant la campagne de 1782, elle serait réduite au tarif des années de paix.

Dans l'intervalle avait surgi une autre affaire qui devait avoir sa répercussion sur les tenues suivantes et son épilogue à la Cour. Les Etats revendiquaient le droit de soumettre à leur inspection l'administration des villes. Tout autre était le point de vue des Commissaires qui soutenaient que ce droit n'était établi par aucun titre ni par la possession. Pour protester contre les prétentions du Roi d'accorder des octrois aux villes sans le consentement de l'assemblée, les Etats avaient suspendu la perception des octrois en 1778 et en 1779, et pour protester contre l'élection des députés de la ville de Rennes aux Etats, les Ordres de la Noblesse et de l'Eglise demandèrent que des remontrances fussent faites au Roi sur l'irrégularité du Corps municipal de Rennes (1). Au sujet de la première affaire, les Commissaires déclarèrent, dans la séance du 20 novembre 1780, que Sa Majesté ne se départirait jamais du droit d'accorder des octrois aux villes et qu'il reienait la somme de 200.000 livres sur les 600.000 livres destinées à l'amortissement des dettes de la Province, pour remplacer au Trésor pareille somme de 200.000 livres, montant de la somme qu'auraient dû produire ces octrois pendant les deux années d'interruption. Au second grief des Etats, le Directeur général répondait que les Ordres de la Noblesse et de l'Eglise ne pouvaient émettre aucune prétention sur l'administration des villes et que la nomination des maires et des officiers municipaux ne relevaient que du bon plaisir de Sa Majesté.

Le 23 novembre, Monseigneur de Léon lut son rap-

(1) A la suite de contestations qui s'étaient élevées dans le Corps municipal de Rennes, le Roi, sans le consentement du Parlement et des Etats, avait remplacé la Communauté par un Bureau d'administration.

port sur la demande du Roi concernant les octrois ; après l'avoir entendu, les trois Ordres refusèrent de s'engager sur le fonds. Ils n'accordèrent la demande que sept semaines plus tard, le 12 janvier. L'Intendant enregistrait avec satisfaction l'adhésion du Tiers ; « l'Ordre du Tiers, écrivait-il à Necker, a donné dans cette occasion la plus grande preuve de soumission aux volontés du Roi, puisque, seul intéressé dans cette affaire et opinant le premier, il a voté en faveur de la demande malgré tout le préjudice qui doit en résulter pour un grand nombre de Communautés. »

Néanmoins l'avenir n'était pas rassurant. Avant de se séparer, l'assemblée, à la demande de la Noblesse, refusa de nommer des députés à la Cour et à la Chambre des Comptes et chargea la Commission Intermédiaire de solliciter le retrait de l'arrêt qui fixait la manière de procéder à la nomination de ces députés.

VI

Le mécontentement éclata à la tenue de 1782 (1). Dès la séance du 29 octobre, le Roi fit annoncer que le don gratuit était porté à 3 millions. La Noblesse proposa d'envoyer le consentement des États par des députés qui seraient chargés en même temps de faire des représentations sur les infractions commises contre les privilèges de la Bretagne relativement au choix des députés à la Cour. L'Eglise fut d'avis d'un tardé à délibérer. Le Tiers « n'écoutant que son amour pour le Roi, fut d'avis, malgré l'état déplorable où se trouvait la Province épuisée par l'intempérie des saisons, la rareté des grains, l'inertie de son commerce, le fléau de la guerre, d'accorder à Sa Majesté le don gratuit et de la supplier de permettre aux États de porter au pied du Trône, par des députés qui seront nommés incontinent, cette nouvelle marque de leur dévouement et respect ». Les commissaires, MM. d'Aubeterre, Caze de la Bove et de Catuelan, premier Président

(1) Arch. Nat., H 407-410.

du Parlement, voulurent obtenir un consentement pur et simple, mais les Ordres persistèrent dans leur attitude et le don gratuit ne fut ni accordé ni refusé.

Les séances du 1^{er}, du 2 et du 3 novembre se passèrent en discussions, sans qu'un arrangement pût intervenir, les représentants du Roi défendant aux Etats de s'occuper d'aucun autre objet que du don gratuit, et l'assemblée demandant le retrait de cette défense. Le 5, sur la notification qui leur fut faite par les Commissaires de délibérer sur le don gratuit dans les vingt-quatre heures, les Ordres se séparèrent séance tenante. Le 6, M. d'Aubeterre ayant annoncé que le Roi consentait à recevoir un député de chaque Ordre, le don gratuit fut accordé. L'assemblée nomma ses députés pour porter les griefs : l'Ordre de l'Eglise désigna M. de Hercé, évêque de Dol, l'Ordre de la Noblesse, le chevalier de Trémargat et l'Ordre du Tiers, le maire de Rennes, M. de La Motte-Fablet. Voici le jugement que le Commandant portait sur eux en annonçant leur nomination au ministre Fleury : « L'évêque de Dol est un homme d'esprit, facile en affaires, mais d'un caractère versatile. Il était attaché aux intérêts de la Cour et à M. le duc d'Aiguillon qui lui a procuré son évêché, mais le Gouvernement ayant ensuite abandonné à l'animosité du parti contraire ceux qui l'avaient servi avec zèle, M. l'évêque de Dol l'a vivement ressenti et il est devenu indifférent sur tout ce qui regarde les Etats et l'administration. M. le chevalier de Trémargat a beaucoup d'esprit et de facilité à parler. Retiré de la Marine où il avait eu la jambe emportée, il s'est livré à l'étude des anciens droits de la Bretagne. Sa tête s'est échauffée ; c'est un énergumène. Le député du Tiers n'a rien du tout de remarquable. »

La séance du lendemain fut consacrée à la rédaction des mémoires que les députés devaient soumettre au Roi. Les représentations portèrent principalement sur le droit des Etats de nommer librement leur députation à la Cour et à la Chambre des Comptes, sur l'administration et les octrois des villes. Le Tiers redoutait que le droit d'inspection des Etats sur les municipalités ne mît ces dernières

sous la dépendance des nobles. Il ne trouvait d'ailleurs aucun avantage à seconder contre la Cour les efforts de la Noblesse qui possédait aux Etats une prépondérance dont elle était jalouse. Aussi protesta-t-il contre la réclamation des deux autres Ordres concernant les Octrois et les Villes, et acte de sa protestation fut déposé au greffe.

La députation partit le 10 novembre pour Versailles. Le 18, M. l'évêque de Léon fit le rapport de la charge qui avait été confiée à la commission des Finances d'examiner si dans les demandes du Roi, il n'y avait rien de contraire à la liberté de l'assemblée. Lorsqu'il fut dit que Sa Majesté accorderait seulement les remises ordinaires après le consentement des Etats à ses demandes, les Ordres délibérèrent et furent d'avis d'envoyer une députation chargée de demander aux Commissaires de retirer cette déclaration qui gênait la liberté des Etats. Les Commissaires opposèrent à la demande du retrait le refus le plus formel. Le 21, après avoir écouté la lecture d'un mémoire contre la déclaration royale relative aux Octrois, l'assemblée, à la pluralité des deux Ordres de la Noblesse et de l'Eglise, en ordonna l'impression et le tirage à 2000 exemplaires. M. d'Aubeterre fit remarquer que cette publication était pour le moins inopportune, puisque la députation était à la Cour. Le Ministre approuva le Commandant, et celui-ci prit immédiatement des mesures pour empêcher l'impression.

Le 23, M^{gr} de La Marche, qui présidait la séance en l'absence de l'évêque de Rennes indisposé, donna lecture d'une lettre des députés en Cour, portant en substance qu'ils avaient été instruits par le Contrôleur général des Finances de la protestation du Tiers concernant les Octrois et les Municipalités. Cette lettre jeta l'indignation parmi les membres de l'Eglise et de la Noblesse qui virent dans l'attitude du troisième Ordre un obstacle à la solution des deux affaires en litige.

Le 27 au soir, les députés rentrèrent de Versailles. Le lendemain matin, ils parurent en séance et l'évêque de Dol lut la réponse du Roi. Louis XVI déclarait qu'après en avoir mûrement réfléchi et conféré avec son Conseil, il désapprouvait la fermentation qui régnait aux Etats.

On écouta en silence ; la lecture fut répétée trois fois et, pendant près de deux heures, on n'entendit pas un mot dans la salle. Tous étaient atterrés. M. d'Aubeterre écrivait à M. de Fleury à propos de cette séance : « Cette réponse qui réprime avec force toutes les opinions établies en Bretagne a mortifié les Etats au dernier point ; le chagrin et le mécontentement n'ont éclaté que sourdement. Ce qui paraît blesser les Etats plus qu'aucune autre chose dans la réponse de Sa Majesté, c'est qu'il est dit « privilèges que les Rois mes prédécesseurs ont bien voulu accorder à ma Province de Bretagne. » Ils pensent avoir des droits dont le contrat passé entre eux et Sa Majesté est la preuve. Ils sont passionnément attachés à cette idée ; ils s'élèvent unanimement contre cette phrase qu'ils disent n'avoir jamais été usitée envers eux. » Puis le Marquis faisait connaître au Ministre les mesures qu'il avait prises : « Aussitôt que j'ai reçu la lettre de M. Amelot, j'ai donné ordre au Pré-vôt général de la Maréchaussée d'aller faire rompre la planche du mémoire concernant les Octrois et ressaisir les exemplaires qui pouvaient se trouver chez l'imprimeur (Vatar), ce qui a été exécuté. Vous verrez par la copie ci-jointe du procès-verbal qu'il y avait environ mille exemplaires du mémoire de distribués. »

Les Ordres ne s'accordèrent pas tout de suite sur la réponse à faire au Roi. La Noblesse fut d'avis de rédiger immédiatement des « remontrances » ; le Tiers crut bon d'écarter toute contestation entre le souverain et l'assemblée et fut d'avis de nommer une commission pour rédiger des « représentations ». L'Eglise demanda un tardé à délibérer pour que les esprits eussent le temps de se rasseoir ; à la séance du 3 décembre, elle proposa de prendre une délibération pour exprimer « la sensibilité et la douleur des Etats à l'occasion de la réponse du Roi ».

Cet avis prévalut ; on convint de nommer trois commissaires de chaque Ordre « pour former des projets d'avis et moyens propres à tirer l'assemblée de la position où elle se trouve ». Furent nommés : de l'Eglise, M. l'évêque de Léon, M. l'abbé du Tronchet, M. le député du Chapitre de Rennes ; de la Noblesse M. de Bégasson, le che-

valier de Trémargat, le chevalier de Guer ; du Tiers, le second député de Rennes, le député de Guingamp, le député de Quimperlé. M^{gr} de La Marche fut chargé de présider la Commission et les termes de la Lettre furent arrêtés le 5 décembre sous la forme suivante :

SIRE,

« Justement alarmés des atteintes portées à leurs droits, vos Etats de Bretagne avaient député vers Votre Majesté pour déposer dans son sein paternel leurs plaintes et leurs très respectueuses représentations. Au moment où pleins de confiance dans votre justice, ils se flattaient de recevoir une réponse satisfaisante, le rapport de leurs députés a jeté dans leurs âmes le trouble et la consternation. Ce n'était donc pas assez pour eux d'être privés de l'exercice d'un droit naturel à tout corps politique. Accusés de désobéissance à vos volontés, asservis sous la condition impérieuse d'obéir avant de réclamer, ils voient leurs franchises, leur libertés, conditions essentielles du contrat solennel qui vous donna la Bretagne, envisagés comme de simples privilèges fondés sur une concession particulière.

Nous ne pouvons, Sire, vous dissimuler les conséquences funestes d'expressions si opposées aux principes constants de notre droit naturel, qu'elles sont alarmantes pour des sujets aussi dévoués à leurs souverains que jaloux des droits de leur constitution, pour des sujets aussi éloignés d'une obéissance servile qu'accoutumés à une soumission éclairée dirigée par les Lois que Votre Majesté a juré d'observer. Ce sentiment se concilie dans nos cœurs avec l'attachement à la Patrie. Oui, Sire, ce nom « sacré » est connu des Bretons ; ils ont une Patrie et des devoirs à remplir envers elle ; ils ont des droits que l'intérêt même de votre Etat ne leur permet pas d'oublier.

Daignez, Sire, vous rappeler l'histoire de l'heureuse union de la Bretagne à la Monarchie française. Vous y verrez vos bons et loyaux sujets vous engager librement leur fidélité sous la convention solennelle que leurs droits, franchises et libertés seraient gardés et entretenus ; vous y verrez les Rois de France en confirmer par leurs Edits la pleine et entière exécution ; dans un temps plus récent, Louis XV, votre illustre aïeul, fit assurer les Etats qu'il maintiendrait dans leur intégrité les constitutions nationales de sa Province de Bretagne.

Plusieurs fois déjà, Votre Majesté a elle-même ratifié l'engagement contracté en son nom d'en conserver les droits, franchises et libertés, et cependant, dans ce moment où Votre Majesté semble les méconnaître, elle exige de nous ou la plus aveugle soumission ou le plus profond silence.

Ainsi nos droits seraient détruits, nos libertés pourraient être anéanties avant qu'il nous fût possible de les défendre, Votre Majesté n'entendrait de réclamations que celles de sujets courbés sous le joug

d'une déclaration destructive de leurs propriétés ! Non, Sire, ce sentiment n'entra jamais dans votre âme magnanime et bienfaisante. Vous daignerez considérer qu'il nous était impossible de nous soumettre à l'arrêt de votre Conseil du 4 novembre 1780 sans en approuver les motifs représentés aux yeux des Nations comme capables de nous porter dans nos élections à des excès dont il n'exista jamais d'exemple ; obéir à cet arrêt, nous taire sur la perte de notre liberté, admettre les humiliantes précautions qu'il prescrivait, ç'eût été de notre part consacrer ce reproche et souscrire à notre déshonneur.

• Ah ! Sire, loin de Votre Majesté ces idées outrageantes ; elles affligent vos fidèles Bretons aussi jaloux de vous témoigner leur amour que de mériter votre confiance.

Père de vos peuples, vous n'exercez sur eux d'autre empire que celui des Loix ; elles règnent par vous et vous réglez par elles. Les conditions qui vous assurent notre obéissance font partie des lois constitutives de votre Royaume. Votre Majesté respectera le droit inviolable des conventions, elle ne fermera pas l'oreille à nos respectueuses réclamations. Elle nous rendra, Sire, nos libertés, elle protégera toujours des droits dont l'exercice est aussi nécessaire au bien de son service qu'au bonheur de ses sujets. La confiance que nous inspire votre personne sacrée conserve en nous cet espoir ; seul il peut calmer dans nos cœurs les sentiments dont ils sont affectés (1). »

La lettre fut approuvée par l'assemblée qui nomma une députation pour la faire parvenir au marquis d'Aubeterre. Après un échange de vues, celui-ci promit de la transmettre à M. Amelot, avec prière de la placer sous les yeux de Louis XVI.

Les Etats reprirent alors leur travail. On était au 10 décembre ; M^{sr} de La Marche lut le projet par estime de l'état de fonds. Le Tiers et l'Église consentirent toutes les demandes relatives à la capitation, aux vingtièmes, au secours extraordinaire, au casernement et aux milices, mais « dans la confiance que Sa Majesté voudra bien rendre aux Etats la liberté de l'élection de leurs députés ». La Noblesse se montra irréductible. M. d'Aubeterre s'en plaignait au Ministre dans le compte-rendu qu'il lui adressa des premières séances : « Je suis maintenant assuré, écrivait-il le 17 décembre, que la Noblesse portera les

(1) « Lettre exprimant la sensibilité et les représentations des Etats sur la réponse du Roi, qui qualifie de privilèges les droits des Etats » rédigée par M. l'évêque de Léon et les commissaires nommés par les Ordres. Arch. Nat., H 407, pièces 217, 236. etc.

choses aussi loin qu'il sera possible sur tous les points. » En effet, le second Ordre refusa d'examiner même les demandes du Roi ; les sommations des Commissaires n'amenèrent aucun résultat ; et comme le Tiers et l'Eglise ne réclamaient pas l'application des anciens règlements aux termes desquels la pluralité des ordres devait emporter un consentement suffisant, pas une seule demande n'était encore accordée à la date du 4 janvier.

Le 8, M. de Fleury envoyait au Commandant des instructions portant qu'il devait séparer l'assemblée, si satisfaction n'était pas donnée aux demandes pour la fin de la séance du 11. Devant l'effervescence de la Noblesse, les Commissaires prolongèrent le délai de deux jours et le 13, après une dernière sommation, ils entrèrent aux Etats pour prononcer la séparation. Des clameurs s'élevèrent sur les bancs de la Noblesse, mais petit à petit le nombre des opposants diminua. Les chefs de la résistance MM. de Trémargat, de Coniac, Hector de Bouteville, voyant que la plupart de leurs collègues étaient disposés à céder, prirent le parti de se retirer. Toutes les demandes furent consenties à la presque unanimité des présents. Le Roi, pour manifester sa satisfaction, donna l'assurance que les privilèges de la Bretagne seraient maintenus. Cette promesse causa une excellente impression et, le 31 janvier, toutes les affaires étant terminées, la clôture se fit dans le plus grand calme.

VII

Les Etats de 1784 s'ouvrirent le lundi 8 novembre « dans la grande salle des Cordeliers à la manière accoutumée (1) ». Cette fois le premier commissaire départi pour l'exécution des ordres de Sa Majesté était le comte de Montmorin, maréchal des camps et d'armée qui, depuis le 26 mars précédent, avait remplacé le marquis d'Aubeterre au commandement de la Province. Les autres

(1) Pour les procès-verbaux de cette tenue, voir Arch. Nat., H. 413-414.

commissaires étaient le nouvel intendant, le marquis Bertrand de Molleville, et M. de Catuélan. Le Tiers désigna comme président Borie, sénéchal et maire de Rennes ; les voix de la Noblesse se portèrent sur le chevalier de Trémargat du camp des intransigeants ; quelques membres de l'Ordre retardèrent le scrutin en faisant des représentations sur l'absence de l'évêque de Rennes qui aurait dû présider l'Ordre de l'Eglise et que le Roi avait prié de rester à Paris pendant toute la durée de la tenue. M^{gr} de Girac s'était rendu très sympathique aux nobles par son opposition aux empiétements du pouvoir royal sur les privilèges de la Bretagne et c'est ce qui l'avait rendu suspect à la Cour. L'Ordre de l'Eglise chargea M^{gr} de Léon de faire connaître à l'assemblée son avis qui tendait à charger le Procureur général syndic d'écrire à l'évêque de Rennes pour lui demander la cause de son absence. Les deux autres Ordres ayant accédé à cet avis, on écrivit à M^{gr} de Girac. De sa réponse on jugea que sa liberté était gênée, et une réclamation fut adressée à Louis XVI. Le ministre, M. de Breteuil, répondit que le Roi, en retenant le prélat près de lui, ne voulait en aucune manière porter atteinte à la liberté dont jouissaient les membres des Etats d'aller voter dans les assemblées. Mais cette réponse à côté de la question prouvait suffisamment qu'en haut lieu on avait fait comprendre à l'évêque de Rennes qu'on le verrait d'un mauvais œil présider la session. L'évêque de Saint-Malo étant également absent, M^{gr} de Dol exposa qu'il était le plus ancien des évêques et, suivant le règlement, la présidence lui fut dévolue.

Le don gratuit de deux millions pour 1785 et 1786 fut accordé à l'unanimité ; la députation nommée pour faire connaître la nouvelle aux Commissaires fut chargée de demander si les Etats pouvaient espérer le succès de leurs démarches au sujet des octrois et de la députation à la Cour. Le 17 novembre, M. de Montmorin prit la parole en ces termes : « D'après le compte que j'ai eu l'honneur de rendre à Sa Majesté de la manière unanime et pleine d'affection dont les Etats se sont portés à accorder le don gratuit, elle m'ordonne de leur en témoigner

toute sa satisfaction. Elle m'autorise également à leur dire qu'ils peuvent envoyer de Rennes des députés chargés de leurs représentations relatives à la libre élection de leurs députés et aux octrois des villes ; Sa Majesté les écouterait avec bonté. »

L'assemblée accueillit cette réponse avec des démonstrations de joie ; elle n'interrompit les cris de : « Vive le Roi » que pour décider qu'une députation générale, ayant à sa tête les présidents des Ordres, irait remercier les Commissaires. Puis le héraut fut envoyé vers ces derniers pour leur demander à quel moment ils recevraient la députation à la Cour. Il revint avec la réponse qu'ils désiraient la recevoir à la levée de la séance. Les Ordres se retirèrent alors aux Chambres pour procéder à la nomination des députés. Le choix tomba sur M^{re} de La Marche, M. Coaslin du Cambout et le premier député de Nantes, M. Béroutte. Ils reçurent l'ordre de partir sur-le-champ et furent chargés de « solliciter avec les plus respectueuses instances de la justice et de la bonté du Roi le succès des réclamations des Etats pour être maintenus dans leur droit de nommer librement leurs députés à la Cour et à la Chambre des Comptes et dans celui qu'ils ont de consentir ou de refuser la levée des octrois des villes, les Etats déclarant au surplus s'en rapporter aux lumières et au zèle de ces députés pour les intérêts de la Province. » L'évêque de Dol écrivait quelques jours plus tard à M. de Calonne que le choix des députés fut généralement applaudi et motivé par la confiance qu'ils inspiraient. C'est ce qui déterminait l'assemblée à ne leur donner aucune instruction particulière.

Ils quittèrent Rennes le 18 novembre et arrivèrent à Versailles le dimanche suivant 21. Le 10 décembre à midi, ils reparurent dans la salle des séances où leur présence provoqua des applaudissements des plus nourris. Monseigneur de Léon rendit compte des démarches qu'ils avaient faites pour le succès de leurs réclamations ; il instruisit l'assemblée de l'accueil favorable qu'ils avaient reçu de la part des ministres, en particulier du baron de Breteuil et

de M. de Calonne ; puis il lut la réponse suivante écrite de la main du Roi :

« Les témoignages que les Etats de ma Province de Bretagne m'ont donnés depuis qu'ils sont assemblés, de leur respect, de leur soumission et de leur zèle, m'ont déterminé à leur laisser l'entière liberté du choix de leurs députés, tant auprès de moi qu'à la Chambre des Comptes de Nantes, en y procédant dans les quinze premiers jours de leur assemblée. J'ai donné des ordres pour autoriser mes commissaires à retirer à cet effet les arrêts de mon Conseil du 1^{er} mars 1777 et du 4 octobre 1780.

Je veux bien aussi que les villes continuent de se pourvoir aux Etats pour l'obtention de leurs octrois suivant l'ancien usage et qu'elles leur rendent compte de l'emploi desdits octrois à leurs destinations. J'expliquerai mes intentions à cet égard par une déclaration adressée à mon Parlement de Bretagne. »

Une explosion de joie salua cette lecture : « La journée du 10, — écrivaient les Commissaires dans leur rapport à Louis XVI, — est la plus magnifique et la plus intéressante qu'il y ait jamais eu depuis que les Etats de Bretagne existent. A peine les députés eurent-ils rendu compte de la réponse du Roi et de l'accueil qu'ils avaient reçu, que toute l'assemblée, attendrie jusqu'aux larmes, a manifesté sa joie et sa reconnaissance par le cri général et redoublé de « Vive le Roi ». Les Etats n'étaient embarrassés que de la manière dont ils témoigneraient à Sa Majesté leur sensibilité et leur reconnaissance. Il s'est élevé dans l'Ordre de la Noblesse des voix pour que la Province levât et entretînt à ses frais un régiment de dragons, composé uniquement de Bretons. L'Ordre du Tiers a proposé l'érection d'une statue du Roi, comme un monument destiné à consacrer d'une manière durable la reconnaissance des Etats, et cet avis a été adopté unanimement comme présentant un hommage plus direct à Sa Majesté. L'Ordre de l'Eglise a proposé la célébration d'une grand'messe pour obtenir les heureuses couches de la Reine et la conservation de la santé du Roi. Ainsi chaque Ordre a voulu témoigner sa reconnaissance à sa manière. Les Etats ont

été en corps prier M. le comte de Montmorin de mettre aux pieds du Roi la respectueuse reconnaissance dont les bontés de Sa Majesté les ont pénétrés. La joie et la satisfaction étaient peintes sur tous les visages, et cette journée a été une journée de bonheur dans toute la ville. »

Le lendemain, les présidents des Ordres furent chargés de remercier l'Intendant de l'intérêt qu'il avait porté aux demandes de l'assemblée. Des remerciements furent également adressés aux députés en Cour pour avoir justifié la confiance qu'on avait mise en eux, et il fut fait fonds de 6000 livres pour M^{re} de La Marche, de pareille somme pour M. de Cambout et de 4000 livres pour M. Bérouette.

Les demandes financières du Roi ne furent pas contestées. Sur le rapport de la commission des Finances les Etats, malgré l'épuisement de la province et le poids de la guerre, consentirent la capitation sur le pied de 1.800 mille livres pour chacune des années 1785 et 1786, la levée des vingtièmes, les dépôts de mendicité, les milices, les fourrages, les étapes et les casernements, les grands chemins, les haras, les fouages, l'emprunt de 6 millions proposé par le Roi, le secours extraordinaire. Ils appelèrent cependant l'attention des Commissaires sur la progression constante de cette dernière imposition : 32.500 livres en 1760, 700.000 livres en 1764, 1.540.000 livres en 1772, 1.925.000 livres en 1782 et 1784, et voulaient bien croire qu'une pareille augmentation ne pouvait « de la part d'un Roi juste, avoir pour cause que des besoins réels et impérieux occasionnés par les dépenses de la dernière guerre ». M^{re} de Léon proposa ensuite différents objets de recettes et de dépenses qui furent approuvés par les trois Ordres et signés par les Commissaires. Avant la clôture de la session, il fut nommé membre de la Commission Intermédiaire jusqu'à l'assemblée suivante.

Le 21 janvier 1785, en l'église paroissiale de Saint-Germain de Rennes, eut lieu une cérémonie des plus solennelles : le baptême d'un filleul des Etats. Il était d'usage que les Etats de Bretagne tinssent sur les fonts-baptismaux les fils aînés des ducs de Rohan et de la

Trémoille, présidents-nés de l'Ordre de la Noblesse ; l'enfant recevait de ses parrains, entre autres prénoms, celui de « Bretagne ». M^{gr} de La Marche fut prié de présider au baptême du fils de M. Trémergat, président élu de la Noblesse. Mais il se trouva indisposé, et ce fut l'évêque de Quimper, M^{gr} Conen de Saint-Luc, qui fit la cérémonie à sa place. Les présidents des Ordres, M^{gr} de Hercé, le vicomte de Champsavoy, président temporaire de l'Ordre de la Noblesse, et Nicolas-Yves Borie, sénéchal de Rennes et président du Tiers, tinrent sur les fonts l'enfant qui eut pour marraine la femme même du Commandant, Madame la comtesse de Montmorin.

VIII

L'assemblée se sépara le 8 février. L'ouverture de la tenue suivante eut lieu à Rennes le 24 octobre 1786 (1). Les commissaires étaient encore MM. de Montmorin, de Molleville et de Catuélan ; les présidents des Ordres, M^{gr} de Girac, le comte de Boisgelin et M. Borie. Le don gratuit de deux millions fut consenti le premier jour à l'unanimité. Mais les dissentiments ne tardèrent pas à éclater entre le Tiers et les deux Ordres privilégiés.

Depuis plusieurs années, le troisième Ordre manifestait des signes de mécontentement. Il acceptait difficilement sa situation inférieure et un état de choses qui lui interdisait l'accès du Parlement, des abbayes, des évêchés et de brillants postes dans l'armée. A part une minorité de modérés, les gentilshommes des Etats, fermés à l'esprit nouveau, cantonnés dans leur intransigeance et leurs préjugés de caste, ne faisaient rien pour éviter les froissements. Déjà durant la lutte engagée contre le duc d'Aiguillon, le Tiers avait gardé une attitude de réserve ; à l'époque du coup d'état de Maupeou, il avait vu avec satisfaction la suppression des « épices » ; l'avènement de Turgot, puis celui de Necker, lui avaient inspiré con-

(1) Voir Procès-Verbaux, Arch. Nat. H 417-418.

fiance. Dans le plan de réformes du banquier genevois, il en était une à laquelle il tenait tout particulièrement, celle de l'égalité de l'impôt.

Aux Etats de 1776, plusieurs séances s'étaient passées en longues discussions entre le second Ordre et le troisième au sujet de la répartition de la capitation. Le Tiers soutenait que, sur les 1.800.000 livres auxquelles la province était abonnée, il en supportait 1.700.000; les possessions de la Noblesse, étant évaluées à plus d'un dixième des biens-fonds, sa contribution devait être d'au moins 180.000 livres. Or un bourgeois payait 16 livres par 1000 livres de revenus, tandis qu'un gentilhomme n'en payait que 10. L'Ordre de l'Eglise, pris comme arbitre, porta son jugement le 22 décembre 1778 : il fut décidé que l'Ordre de la Noblesse supporterait 25.000 livres de plus dans l'abonnement de la capitation. Mais lorsqu'il fut question d'inscrire la destination de cette somme sur le registre, le Tiers voulut qu'il y fût dit « conformément à l'offre qui en avait été faite par l'Ordre du Tiers ». Les deux autres Ordres y firent opposition et M. d'Aubeterre dut envoyer, par le Procureur général syndic, sommation de signer au président du Tiers.

L'affaire des octrois et celle des municipalités avaient pris aussi la tournure d'un procès entre l'Eglise et la Noblesse et le troisième Ordre : celui-ci, redoutant la main-mise des nobles sur l'administration des villes, refusa son adhésion au mémoire contenant les représentations et, à la séance du 9 novembre 1782, demanda que sa protestation fût déposée au greffe des Etats.

La tenue de 1784 avait été marquée par un nouvel incident. Un membre de l'assemblée étant mort au cours de la session, les trois Ordres envoyèrent une délégation aux obsèques. Le président du Tiers fut prévenu par le président de la Noblesse qu'il devait prendre rang après le dernier membre de la Noblesse, et on refusa de lui présenter le goupillon immédiatement après les présidents des deux autres Ordres. M. Borie se montra très froissé de ce procédé et s'abstint d'assister à la messe avec les Etats.

En 1786, le conflit s'accrut. Les premiers troubles éclatèrent à propos de l'affaire des trois gentilshommes dits « à épée de fer ». L'Intendant avait éconduit trois Messieurs de la Noblesse qui s'étaient présentés chez lui au moment du souper et qu'il n'avait pas reconnus, parce qu'ils étaient mal vêtus. L'un d'entre eux, le chevalier Poënce, demanda réparation, et l'Ordre se jugeant offensé, voulut exiger des excuses de M. de Molleville. Le chevalier de Guer excita contre l'Intendant les 300 gentilshommes « à épée de fer (1) » de l'assemblée. A la majorité de 287 voix contre 55, la Noblesse vota la « scission » avec l'Intendant ; mais le Tiers émit l'avis que la plainte du chevalier Poënce était étrangère aux Etats, car il était de notoriété publique que ce gentilhomme, employé dans les fermes du Roi, n'avait pas droit de séance aux Etats. Néanmoins, pour mettre fin à un incident qui menaçait de durer, M. de Molleville se présenta chez le comte de Boisgelin et lui exprima tous ses regrets. Il ne prononça pas le mot « excuses » ; mais M. de Boisgelin suppléa à cette omission en lisant à la séance, de la part de l'Intendant, un billet qui le contenait. La Noblesse consentit alors à faire cesser « la scission ».

La nomination des commissions souleva des polémiques entre les députés des Chapitres et les évêques. Le député du chapitre de Tréguier, le chanoine de la Motte-Rouge, voulant tenir ses confrères au courant de ce qui se passait dans les réunions, a laissé un « Journal » (2) où nous lisons ces lignes à la date du 15 novembre : « Nous restâmes hier soir jusqu'à 2 heures aux Chambres pour nommer les commissions. Il y eut encore une très forte dispute entre les abbés et les évêques. Quelques-uns des abbés se sont plaints et ont dit qu'on nommait les évêques à toutes les commissions et qu'on ne laissait que le rebut au second Ordre. Monsieur l'évêque de Léon s'est fâché et

(1) On donnait ce nom aux gentilshommes campagnards.

(2) Baudry en donne de larges extraits dans son *Etude historique et biographique sur la Bretagne à la veille de la Révolution*.

a dit qu'il allait se coucher, que les mécontents pouvaient prendre la Commission dont il était, que sa santé était mauvaise et qu'il n'était point jaloux d'aucune espèce de travail. La cause des abbés a été mal défendue et la chose s'est arrangée. » (1) Il juge sévèrement les gentils-hommes : « On peut comparer l'Ordre de la Noblesse à une troupe mal disciplinée. Je suis étonné, et je le serai toujours, de voir des membres de cet Ordre, recommandables par l'âge et le mérite, faire sur des riens des difficultés que ne voudraient pas reconnaître de petits écoliers. » Il est scandalisé du luxe qui s'étale chez le Commandant : « J'ai été voir ce soir (dimanche 19 novembre) le bal chez M. le Commandant. Les décorations, la musique, les parures mondaines prouvaient bien que la misère était hors de ce lieu. Combien d'innocents, de malheureux dans les fers, tandis que des hommes comme eux, quoique plus coupables, sont dans les festins et la joie ! »

Quand il fut question de la levée des fouages extraordinaires, le Tiers refusa son consentement, parce que les deux ordres privilégiés ne voulaient pas en demander une répartition plus juste ; il ne céda que le dernier jour de la session.

Mésintelligence au sein des Ordres de l'Eglise et de la Noblesse ; résistance énergique du Tiers contre l'inégalité de l'impôt et contre les prétentions des deux autres Ordres : tels sont les traits qui caractérisent la tenue de 1786-1787. Il faut y ajouter le déficit creusé dans les finances de la province comme dans celles du royaume. Du rapport de M^{sr} de La Marche sur l'état de fonds pour les années 1785 et 1786, il résultera que le *débet* réel de la vérification dudit état s'élevait à la somme de 331,106 livres, 9 sols, 9 deniers. L'assemblée demanda en vain la réduction des vingtièmes ; elle dut les accepter sur le pied de 1.395.000 livres par an chacun, sans compter les 4 sols pour livre du premier vingtième sur le pied de 279.000 livres par an. Elle dut également « malgré la position affligeante de la Province » consentir l'abonnement de la capi-

(1) Baudry, *Op. cit.*, t. II, p. 120.

tation sur le pied de 1.800.000 livres ; elle ne réussit pas davantage à réduire à 1.300.000 livres les 1.800.000 livres demandées pour le secours extraordinaire. Les fouages extraordinaires soulevèrent des discussions qui durèrent jusqu'à la clôture ; ils furent consentis sur le pied de 856.000 livres ; déjà les fouages ordinaires montaient à 458.545 livres et les droits attribués aux offices créés sur les fouages à 632.000 livres ; les fourrages et casernements furent accordés sur le pied de 550.000 livres, mais avec cette réserve que le bénéfice serait transformé en moins imposé ; les grands chemins ne furent votés que deux jours avant la séparation, sur le pied de 600.000 livres. Les autres demandes furent consenties plus facilement, savoir : 200.000 livres pour les milices, 100.000 livres pour les étapes, 100.000 livres pour les mendiants, 200.000 livres pour les haras, 61.933 livres pour la maréchaussée, 45.956 livres pour les maîtres de poste, 30.000 livres pour les fourrages du Commandant, 15.000 livres pour l'Amirauté, 17.650 livres pour les gratifications de la Cour.

Sur un point les Etats obtinrent satisfaction. Ils envoyèrent une députation aux Commissaires pour obtenir leur réintégration dans les Domaines et Contrôles. M. de Molleville appuya leur demande auprès de M. de Calonne. Il écrivit au Ministre le 22 novembre 1786 : « Je désire d'autant plus que cet arrangement puisse avoir lieu que je suis très positivement instruit que les plaintes des Etats ne sont point exagérées et que, dans les campagnes surtout, où le peuple ignorant et grossier n'ose rien refuser à un contrôleur et frémit à la seule menace d'une contrainte, les employés subalternes se permettent des exactions de toutes espèces dont l'administration n'a aucune connaissance, parce que les malheureux contribuables qui en sont les victimes n'osent pas s'en plaindre et ignorent même qu'ils en ont le droit. Cette considération dont j'ai toujours été vivement affecté me fait un devoir de joindre mes sollicitations particulières à celles des Etats. » Le Ministre répondit qu'il ne voyait pas d'inconvénient à accorder aux Etats l'abonnement des droits

domaniaux pour une durée de six ans, en prenant toutes les précautions nécessaires pour que les intérêts du Roi n'en pussent souffrir.

Le 2 janvier, le bruit d'une prochaine convocation des Notables se répandit aux Etats. Les députés des trois Ordres qui devaient aller en Cour et le député de la ville de Nantes reçurent une lettre de cachet les invitant à se rendre à Versailles le mois suivant. On connut bientôt ce qui devait faire l'objet de la réunion. Une copie circula et on parlait des réformes envisagées : suppression de l'enregistrement des édits bursaux, aliénation des domaines de la Couronne, des biens d'Eglise, aliénation du cens et assignation de pensions au clergé sur le Trésor Royal, suppression des douanes dans l'intérieur du royaume, rappel des protestants, livraison du sel et du tabac au commerce, réunion des justices seigneuriales aux justices royales avec attribution de plus grands pouvoirs à ces dernières pour juger souverainement les assemblées provinciales. Cela intrigua beaucoup de monde (1).

Le 25 mai, les Notables se séparaient sans avoir contenté personne : ils n'avaient su ni proposer d'utiles réformes ni seconder le Roi. Ces privilégiés si attachés à leurs privilèges avaient fait inconsciemment la première étape de la Révolution et, par leur insuffisance, rendu nécessaires les Etats généraux.

Calonne, devenu impopulaire, avait dû quitter le ministère, et Brienne, installé à sa place, fut contraint d'entrer en lutte contre le Parlement de Paris. Ce dernier refusait d'enregistrer les édits relatifs aux impôts nouveaux : la subvention territoriale et le timbre. Il contestait la légalité des lits de justice tenus par le Roi ; il érigeait son pouvoir en face du pouvoir royal et réclamait les Etats généraux. L'exil du Parlement à Troyes, les lits de justice du 6 août et du 19 novembre, le refus de la Cour des aides et de la Cour des Comptes d'inscrire les édits sur leurs registres, l'emprisonnement des conseillers Sabatier et Fréteau, la protestation du duc d'Orléans et son exil à

(1) Journal de l'abbé de la Motte-Rouge. Baudry, *Op. cit.*, t. II, p. 124.

Villers-Cotterets, l'arrestation théâtrale de d'Eprémessnil et de Monsabert, tels furent les principaux épisodes de la lutte.

Après la séance royale du 19 novembre, le Parlement de Bretagne se fit remarquer par la vivacité de ses attaques. Le nouveau commandant, le comte de Thiard, reçut l'ordre de se rendre à Rennes pour y faire prévaloir à tout prix la volonté du Roi (1). Il était chargé d'installer un grand bailliage à la place du Parlement ; cette mission lui fit courir les plus grands dangers et il dut faire appel à la force armée. Le 2 juin 1788, cédant aux quarante-huit lettres de cachet qui leur avaient été notifiées, les magistrats quittèrent Rennes après avoir chargé une députation de douze membres d'aller porter au Roi la protestation de la Cour et l'expression de sa profonde douleur. Vers le même temps, douze cents gentilshommes, assemblés à Saint-Brieuc, suppliaient Louis XVI de retirer les édits « que tout le royaume s'accorde à nommer désastreux et inconstitutionnels ». Leurs députés, chargés de remettre leurs doléances au Roi lui-même, furent enfermés à la Bastille.

Cette nouvelle mit la Bretagne en feu. Les neuf bureaux diocésains décidèrent d'envoyer des délégués à Paris. Le 8 août, le corps municipal de Saint-Pol nommait M. Hervé Chef du Bois, maire, « pour se joindre aux députés des différents Ordres, à l'effet de supplier Sa Majesté d'ordonner l'élargissement des illustres Bretons détenus à la Bastille et de suspendre le cours des nouveaux édits jusqu'à la prochaine assemblée des Etats de Bretagne et des Etats généraux du royaume. » Quelques jours après, Brienne, à bout de ressources, donnait sa démission, et Necker, dont le retour au pouvoir souleva l'enthousiasme général, s'empressait de réintégrer les parlements et de mettre en liberté les gentilshommes bretons.

Les délégués revinrent aux acclamations de la province. A Saint-Pol, le 30 septembre, les officiers municipaux

(1) Les péripéties de la lutte sont racontées en détail dans l'ouvrage du comte de Carné, *Les Etats de Bretagne* t. II, p. 236 sqq et dans les *Origines de la Révolution en Bretagne* de Pocquet, t. I, p. 7 sqq.

décidèrent de faire prendre les armes à la milice bourgeoise pour recevoir à l'entrée de la ville les députés de l'évêché de Léon. Il fut en outre arrêté qu'à leur arrivée on tirerait tous les canons de la ville et on allumerait un immense feu de joie (1). Les mêmes manifestations se produisirent partout. « On pourrait dater de la rentrée des 54 délégués en Bretagne, dit M. de Carné, la révolution morale qui imprima en quelques semaines aux idées et aux passions politiques de cette contrée un cours tout différent de celui qu'elles avaient eu si longtemps. Partout accueillis avec empressement, ils avaient respiré à pleins poumons l'atmosphère enflammée de la capitale, où leurs yeux furent comme éblouis par des clartés nouvelles. En comparant le vaste champ ouvert devant la bourgeoisie française, par la convocation des Etats généraux, à celui que réservait au Tiers-Etat cette vieille constitution bretonne pour l'intégrité de laquelle on venait de livrer ensemble un rude combat, les classes séparées de l'ordre privilégié par une barrière qu'il fallait plusieurs générations pour franchir, en vinrent à penser qu'elles avaient fait jusque là un métier de dupes, et une jalousie d'autant plus implacable qu'elle avait été tardive, sembla tout à coup les mordre au cœur. A l'énergie de sa haine, on aurait dit que la bourgeoisie voulait faire payer à la noblesse les longs arrérages de sa patience (2). »

Le Tiers avait conscience de sa force. Dans la séance municipale du 16 novembre 1788 à Saint-Pol, le procureur du Roi syndic, Conversy, invitait ses collègues à se joindre aux autres communautés et villes pour demander que le nombre des représentants du Tiers fût augmenté aux Etats de Bretagne et qu'on donnât à cet Ordre, aux assises provinciales et aux Etats généraux du royaume « l'influence qu'il méritait pour son zèle, par ses lumières, par les services nombreux et continuels qu'il rendait à la Patrie, et surtout par son attachement inviolable à la personne du Monarque ». M. Conversy fit en outre obser-

(1) Arch. Mun., Reg. 17, f^{os} 73, 74.

(2) De Carné., *Op. cit.*, t. II, p. 246.

ver que si le Tiers supportait en majeure partie le poids des impôts levés en Bretagne, la raison en était qu'il n'avait pas une représentation suffisante aux Etats. Quelques jours après, parvenaient à Saint-Pol les copies des délibérations des communautés de Nantes, Rennes, Saint-Malo, Vitré, Ploërmel, Guingamp et Lesneven. Toutes concluaient à l'urgence de sérieuses réformes. Dans la séance du 22 novembre, M. Hervé Chef du Bois, élu pour représenter Saint-Pol aux Etats de Bretagne, fut prié de se rendre à Rennes huit jours avant l'ouverture afin de se concerter avec les autres députés au sujet des réclamations relatives à la représentation du Tiers et au dégrèvement de ses charges. Le procureur du Roi syndic adressa une expédition de la délibération à MM. de Villedeuil, Necker, de Castillon, de Malesherbes et aux différents corps municipaux de la province (1).

Les députés des communautés des villes étaient tous rendus à Rennes le 25 décembre, accompagnés d'un grand nombre de délégués de diverses paroisses et de diverses corporations. Ils s'assemblèrent à l'Hôtel de Ville où ils eurent plusieurs réunions et où ils arrêtaient les termes de leurs réclamations : répartition égale de tous les impôts sans exemptions ni distinctions quelconques, nombre égal de députés du Tiers à ceux de la Noblesse et de l'Eglise réunis, vote par tête au lieu du vote par ordre, réduction du nombre des députés de la Noblesse et du Clergé à celui du Tiers qui sera fixé à 200, à raison d'un par 10.000 habitants, contribution du Clergé à l'imposition représentative de la corvée et aux dépenses du casernement et des milices.

IX

Les dernières assises de la province furent présidées au nom du Roi par le commandant de Thiard, l'intendant Dufaure de Rochefort et M. de Catuélan. Les gentilshommes étaient accourus de tous les points de Bretagne « nom-

(1) Registre 17 des Délibérations municipales, f^o. 79.

breux et armés comme pour une bataille décisive (1). » Ils étaient treize cents ; jamais ils ne s'étaient rencontrés en si grand nombre sous les arceaux du cloître gothique des Cordeliers. Le don gratuit de 2 millions fut accordé à l'unanimité. Néanmoins le lendemain de l'ouverture, le 30 décembre, le comte de Thiard faisait part de ses appréhensions à Necker : « Je crains que ce calme ne soit qu'une conséquence des délibérations du Tiers qui avait annoncé son consentement au don gratuit et à l'adjudication des fermes. Plus il a montré de modération dans ce premier moment, plus je crains qu'il ne se conduise avec méthode et fermeté et qu'il n'établisse dès demain des prétentions exagérées. Les autres Ordres sont décidés à n'y point consentir. Ce schisme va mettre le trouble dans les Etats et peut-être en suspendre la tenue. Le Tiers a fait venir du secours de toutes les parties de la province ; la fermentation est extrême. »

Ces craintes étaient bien justifiées. Le Tiers décida qu'il ne délibérerait sur aucun objet, si on ne donnait satisfaction à ses demandes. Le 7 janvier, le comte de Thiard fit venir chez lui les deux procureurs syndics pour leur remettre l'arrêt du Conseil du Roi qui suspendait les Etats jusqu'au 3 février. Ils répondirent qu'étant par leurs charges les défenseurs nés des privilèges de la province, ils ne pouvaient promulguer un ordre qui leur était contradictoire. A la suite de ce refus, les Commissaires entrèrent dans la salle des séances et ordonnèrent au greffier de faire la lecture de l'arrêt du Conseil. L'ordre du Roi suspendait les opérations de l'assemblée pour permettre à MM. du Tiers de se mettre en rapport avec leurs commettants, afin de modifier leurs réclamations, si ces derniers le jugeaient à propos. Quand la lecture fut finie, M. de Botherel fit un violent discours dans lequel il s'éleva contre l'autorité du Roi. Le majorité du Tiers fut d'avis d'obtempérer à l'arrêt du Conseil. Les gentilshommes se levèrent alors et tous, étendant la main, firent le serment de ne point souffrir qu'on attaquât la constitu-

(1) De Carné, *Op. cit.*, t. II, p. 255.

tion bretonne ; tous jurèrent qu'aucun ne prendrait séance à des Etats formés sur de nouveaux principes ; le Clergé adhéra à cette délibération.

Les Ordres de l'Eglise et de la Noblesse, après en avoir délibéré en Chambres, nommèrent pour rédiger leur protestation contre l'injonction du Roi : de l'Eglise, Monsieur l'évêque de Léon, M. l'abbé de Saint Maurice de Carnouët et M. le député du chapitre de Rennes, et de la Noblesse M.M. de La Motte de Montmiran, de La Fruglaye et Tranchart de Tullaye. La Commission se retira dans une chambre particulière et quand elle revint sur le théâtre, M^{sr} de La Marche lut les projets de protestation et de délibération qui furent approuvés et adoptés dans la forme suivante :

« Les Ordres de l'Eglise et de la Noblesse séant aux Etats de Bretagne convoqués par le Roi en la ville de Rennes, après avoir entendu M.M. leurs procureurs généraux syndics dont les réquisitoires ont été déposés à leur greffe, ont protesté et protestent contre l'ordre du Roi ci-dessus comme contraire aux droits et libertés de la Province ; considérant néanmoins la fermentation des esprits, l'influence étrangère qui la fait naître et qui la perpétue, les malheurs qui en ont été la suite et ceux qu'elle peut produire encore, la sûreté des citoyens tellement compromise que l'autorité a été forcée de rassembler dans la ville de Rennes toutes les forces militaires qui en étaient à portée, l'Eglise et la Noblesse se déterminent à obtempérer aux ordres de Sa Majesté, sans que la présente détermination ne puisse en aucun temps induire contre la constitution des Etats que les deux Ordres sont résolus de maintenir pour le bonheur des peuples par tous efforts possibles. Les Ordres de l'Eglise et de la Noblesse avant de se séparer, regrettant de ne pouvoir concourir avec l'Ordre du Tiers absent de l'Assemblée aux délibérations nécessaires pour les affaires du Roi et de la Province et voulant néanmoins donner à Sa Majesté, autant que le malheur de leur position peut le permettre, des preuves de leur zèle pour le bien de son service, pour la prospérité du Royaume et pourvoir à la sûreté des créanciers de la Province et de l'Etat, ont consenti et consentent, pour l'année 1789 seulement, la levée et l'abonnement des impositions, tant pour les comptes du Roi que pour celui de la Province, telles et aux mêmes conditions qu'elles furent consenties en la dernière assemblée des Etats pour chacune des années 1787 et 1788... Déclarent les dits Ordres que la présente délibération n'aura d'exécution qu'aux conditions : 1^o que l'Ordre du Tiers donnera son libre consentement à la présente délibération ; 2^o que la

Commission Intermédiaire se conformera dans son administration aux règlements des Etats ; 3^o que Sa Majesté accordera les mêmes remises et les mêmes fonds pour la caisse d'amortissement des dettes de la Province qu'elle a accordés pour chacune des années 1787 et 1788 (1). »

Le Tiers assemblé à l'Hôtel de ville s'obstinait dans son projet de réformer la constitution bretonne et maintenait les trois objets principaux de ses demandes : la représentation aux Etats égale à celle des deux autres Ordres, la même représentation dans les Commissions intermédiaires et diocésaines, l'égalité dans la répartition des impôts. Le comte de Thiard reconnaissait le bien-fondé de ces réclamations, mais il désirait un arrangement à l'amiable entre les trois Ordres. Il conseillait à Necker d'ordonner aux députés du Tiers, lorsqu'ils se présenteraient à la Cour, d'exposer leurs réclamations aux Etats provinciaux et, sous peine de désobéissance, de continuer à travailler en séance, quitte à recourir ensuite, si satisfaction ne leur était pas donnée, aux Etats généraux et à la justice du Roi. « Cette volonté clairement exprimée aura, ajoutait-il, deux avantages : celui de prouver au Parlement et aux Etats que ce n'est point le Gouvernement qui excite l'insurrection du Tiers, et celui de se décider sur la continuation ou la cessation de cette tenue qui serait longue et sans effet si, par l'opposition constante des Ordres, on restait dans l'état de stagnation où l'on est demeuré jusqu'à ce moment. »

Cette lettre est du 21 janvier 1789. Cinq jours après, Rennes voyait les horreurs de la guerre civile. Pendant trois jours, les rues furent le théâtre de luttes sanglantes entre les gentilshommes, les bourgeois et les étudiants. Les enfants furent égorgés sous les yeux de leurs parents ; la fureur et le fanatisme animaient toutes les têtes, et les coups mal dirigés atteignaient amis et ennemis. Le Commandant fit venir les dragons d'Orléans, 400 grenadiers ou chasseurs et 500 hommes du régiment de Penthievre ; grâce à ces renforts il parvint, non sans peine, à calmer

(1) Arch. Nat. H 419, pièce 35.

l'effervescence. Il réussit à faire accepter par les deux partis un terrain d'entente : il fut décidé que les armes à feu des bourgeois et des étudiants seraient placées dans un dépôt public et que les gentilshommes laisseraient les leurs dans la salle des Cordeliers.

Le comte de Thiard n'était pas pour cela plus rassuré. Le 3 février approchait : c'était le jour qui devait ramener dans la ville tous les gentilshommes que la suspension des Etats en avait éloignés et qui devait rassembler les membres du Tiers à l'Hôtel de Ville. Pour prévenir les malheurs qu'il redoutait, il fit publier à son de trompe et afficher un ordre du Roi et demanda 200 hommes de troupe et 6 canons à la garnison de Saint-Malo.

Les troupes n'eurent pas à intervenir. Bientôt les députés du Tiers revinrent de Versailles et racontèrent leur conversation avec Necker et l'accueil chaleureux que leur avait réservé le Ministre. Les délégués des communes se réunirent aux Cordeliers et travaillèrent pendant quatre jours à la rédaction d'un énorme mémoire adressé à la Cour et dans lequel étaient détaillés tous les griefs du troisième Ordre. Le mémoire fut terminé le 22 février. Le 16 mars, parut un règlement royal qui convoquait dans les bailliages tous les citoyens appelés à rédiger les cahiers pour les trois Ordres et à choisir leurs représentants aux Etats généraux dont l'ouverture était fixée au 5 mai.

Le diocèse de Léon fut le seul des neuf diocèses bretons qui s'abstint de nommer des députés pour le clergé du second Ordre. L'Intendant en attribuait la cause à un écrit qui fut répandu à profusion. L'auteur, qui signait « Un recteur du diocèse de Léon », soutenait que le nombre des membres des Ordres ne pouvait être augmenté que du consentement des Etats provinciaux ; il ajoutait que le cahier des doléances devait être confié à l'évêque qui se chargerait de le faire valoir à la séance du 16 avril (1).

Un ordre royal venait en effet de convoquer pour cette date à Saint-Brieuc les Ordres du Clergé et de la Noblesse,

(1) Arch. Nat., H 419, pièce 358.

afin qu'ils prissent les mesures nécessaires pour procéder à la nomination des députés, conformément au mode déterminé pour la généralité du pays. Les trois quarts de la Noblesse suivirent l'avis de M. de Guer et de M. de Trémargat qui demandaient que les députés fussent nommés par les Etats, et maintinrent leur opposition malgré les efforts de l'évêque de Rennes et de M. de Boisgelin, président de l'Ordre. La discussion dura près de cinq heures ; la majorité de l'Ordre de l'Eglise fut d'avis de ne point nommer de députés en raison des inconvénients qui résulteraient de la rupture avec l'Ordre de la Noblesse. En conséquence de ce refus, M. de Thiard, au nom du Roi, fit dissoudre l'assemblée.

Les électeurs du bas clergé de Léon, instruits de ce qui venait de se passer à Saint-Brieuc, refusèrent, à la majorité de quatre voix, de nommer leurs députés ; le 10 mai, une nouvelle injonction leur fut faite, mais ne s'étant rassemblés qu'au nombre de six, ils ne purent prendre aucune délibération (1). Les recteurs des autres diocèses bretons, députés aux Etats généraux, adressèrent à leurs confrères du Léon un pressant appel ; ils exprimaient l'ardent désir de les voir désigner leurs deux représentants, ajoutant que ceux-ci, à leur arrivée à Versailles, n'y rencontreraient aucune difficulté, s'ils suivaient les formes prescrites. Dès qu'il fut informé que l'Assemblée Nationale recevrait volontiers les députés ecclésiastiques de son diocèse, M^{re} de La Marche fit écrire à tous les électeurs et leur assigna la journée du 3 août pour s'assembler. Quinze recteurs se réunirent dans la ville de Léon et élurent pour les représenter : Dom Verguet, prieur de l'abbaye royale du Relecq et vicaire général de l'Ordre de Cîteaux pour la Province de Bretagne, et Messire Louis-Alexandre Expilly, recteur de Saint-Martin de Morlaix, auxquels ils donnèrent tous pouvoirs « pour proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qu'ils croiront utile tant au bien de l'Etat qu'à l'intérêt de leur Ordre ». Puis

(1) Correspondance de la Municipalité de Brest avec les députés de la sénéchaussée de Brest aux Etats généraux. Arch. mun. de Brest LL 48. Lettres du 20 mai et du 10 juillet 1789.

on leur remit les minutes du Cahier commun des doléances pour être par eux présenté à l'Assemblée Nationale où ils furent admis le 25 août (1).

Les Etats de Bretagne avaient vécu. Restait le Parlement, dernier boulevard de l'autonomie de la province et de ses libertés. Le 23 novembre 1789, la Constituante décréta la suspension indéfinie de tous les parlements du royaume et cette mesure, sanctionnée par le Roi, fut notifiée à celui de Rennes. Douze magistrats, mandés à l'Assemblée pour expliquer leur refus d'enregistrer le décret, se présentèrent à la barre de la Constituante et, dans la séance du 9 janvier 1790, le président de la Housaye prit la parole en leurs noms pour affirmer l'inviolabilité des droits de la province. Un avocat breton, Le Chapelier, député de la sénéchaussée de Rennes, accusa avec violence le Parlement qu'il avait jadis défendu. Le Parlement et les Etats rencontrèrent un adversaire résolu et éloquent dans Mirabeau qui interpella « les pygmées qui, désavoués par tous les députés bretons présents dans l'Assemblée, osaient opposer des privilèges unanimement répudiés au cours victorieux des siècles comme s'ils étaient de taille à faire reculer une œuvre appelée à changer la face du genre humain ».

« Quelques semaines plus tard (dans la séance du 3 février), le faible Louis XVI entra dans l'enceinte législative pour revêtir de sa sanction une mesure que n'auraient osé rêver ni Richelieu ni Pierre le Grand.... Sur l'échiquier départemental, la Bretagne occupa cinq cases, et le décret qui fit disparaître un nom plus vieux que celui de la France, n'attira pas autrement l'attention que le fait aujourd'hui la discussion d'un projet de loi d'intérêt local (2). »

(1) A. Brette dans son *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats généraux*, t. II, p. 134, signale l'admission tardive d'Expilly.

(2) De Carné, *Op. cit.*, t. II, p. 272.

CHAPITRE SIXIÈME

L'HOMME D'ÉGLISE HORS DE SON DIOCÈSE

ACCÈS DIFFICILE A LA MÉTROPOLE. L'ÉVÊQUE DE LÉON A L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE DE TOURS (1788) : IL EST DÉPUTÉ PAR LE PREMIER ORDRE POUR ASSISTER A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE PARIS. SES ATTRIBUTIONS DANS CETTE DERNIÈRE : IL EST NOMMÉ MEMBRE DU BUREAU POUR LE TEMPOREL. GRAVITÉ DE LA SITUATION DE L'ÉGLISE DE FRANCE EXPOSÉE DANS LE DISCOURS DE DILLON, ARCHEVÊQUE DE NARBONNE. INTERVENTION DE M^{sr} DE LA MARCHE DANS L'AFFAIRE DU CARDINAL DE ROHAN ET DANS L'AFFAIRE DE M^{sr} DE HERCÉ, ÉVÊQUE DE DOL. LA QUESTION DE LA PRÉSÉANCE DU CLERGÉ.

Tours était la métropole de la Bretagne. Mais à cause de la distance, les évêques bretons se rendaient rarement aux assemblées provinciales qui se tenaient en cette ville. C'est ce qu'écrivait en 1772 l'évêque de Dol à M. Dulau, agent général du Clergé à Paris: « Comme on parle, Monsieur, d'une assemblée extraordinaire du Clergé et que l'éloignement où je suis de la métropole me rend très dispendieux le voyage, je vous serais bien obligé si vous vouliez bien me marquer premièrement si la Chambre ecclésiastique de chaque diocèse n'est pas tenue d'adjuger une taxe à l'Évêque chaque fois qu'il va aux assemblées provinciales, et en second lieu sur quel pied cette taxe doit être fixée. Mes prédécesseurs allaient si rarement aux assemblées que nous ne trouvons rien d'établi à cet égard et que nous nous sommes proposés de nous en rapporter à votre décision. » L'abbé Dulau répondit qu'aux termes des règlements de 1715 faits par l'Assemblée générale du Clergé, l'assistance aux assemblées provinciales donnait ouverture au paiement d'une taxe en faveur des évêques suffragants, mais que, la quotité de

cette taxe n'étant point fixée, on pourrait suivre la même proportion qu'à l'Assemblée générale, savoir : 24 livres par jour pour les évêques et 15 livres pour les députés du second Ordre (1).

Le diocèse de Léon était le plus éloigné de la ville métropolitaine. M^{sr} de La Marche ne parut qu'une seule fois à Tours, en 1788. A l'assemblée de 1780, il fut représenté par son syndic du clergé, qui fit lecture d'un mémoire ayant pour objet de demander qu'en exécution de l'édit de 1695, les décimateurs ne fussent obligés que subsidiairement aux fabriques aux réparations des églises et des chapelles.

Un vœu fut également émis pour que les recteurs de la province de Bretagne fussent déchargés des frais de construction et de réparations des presbytères. Ces deux questions intéressaient tout particulièrement le clergé du Léon. Pour obtenir que les fabriques eussent la charge des réparations, les recteurs déclaraient consentir en échange à renoncer pour eux-mêmes au tiers des offrandes des chapelles de dévotion.

Le mémoire du syndic fut pris en considération : il fut arrêté qu'il serait présenté à l'Assemblée générale du Clergé à Paris par les députés de la Province.

Le procès-verbal de l'assemblée de 1788 relate, à la date du 21 avril, la présence de M^{sr} Jean-François de La Marche en la salle synodale du palais archiépiscopal de Tours. Après le cérémonial d'usage et la messe du Saint-Esprit, Messieurs et Messieurs les députés entendirent lecture de l'ordre du Roi convoquant l'Assemblée générale du Clergé de France à Paris pour le 1^{er} mai suivant. Les membres présents procédèrent ensuite à la nomination de deux députés, l'un du premier Ordre, l'autre du second Ordre, pour assister au nom de la Province à l'Assemblée de Paris, en plus des deux députés déjà nommés, l'évêque de Saint-Malo et M. de Boissieux. Après délibération, Messieurs et Messieurs nommèrent à l'unanimité, pour députés du premier Ordre, M^{sr} Jean-

(1) Arch. Nat., G 8*, 2607, pièce 101.

François de La Marche, évêque-comte de Léon, et pour député du second Ordre, Messire Jean-Marie Dominique de Poulpiquet, son vicaire général, et arrêtèrent qu'il leur serait donné tous les pouvoirs nécessaires pour représenter la Province à l'Assemblée générale, y faire, dire, gérer et administrer conjointement avec M^{gr} l'évêque de Saint-Malo et M. de Boissieux tout ce qu'ils jugeraient utile tant pour le bien spirituel que temporel du clergé en général et pour celui de la Province en particulier. Ils les chargèrent de renouveler à l'Assemblée de Paris les observations sur la nécessité de prendre des mesures pour empêcher la diffusion des livres impies et licencieux, pour interdire les mariages et sépultures des non-catholiques dans les églises et cimetières catholiques, pour combattre le projet d'aliénation d'une partie des biens ecclésiastiques en vue de liquider les dettes du clergé. Ils leur demandèrent de s'efforcer de faire prévaloir les prérogatives du clergé sur les autres Ordres et les prièrent de solliciter des subsides et des autorisations royales pour la dotation des grands et petits séminaires, de chercher à obtenir la simplification de la procédure dans l'union des bénéfices, de réclamer contre les charges au compte des recteurs des réparations des presbytères, des églises et chapelles (1).

Le 22 avril, les procurations furent passées devant Petit le jeune, notaire à Tours ; par les dites procurations Monseigneur l'Illustrissime et Révérendissime Jean-François de La Marche, évêque-comte de Léon, conseiller du Roi en tous ses conseils, et Monseigneur l'Illustrissime et Révérendissime Gabriel de Pressigny, évêque de Saint-Malo, conseiller du Roi en tous ses conseils, étaient députés pour le premier Ordre, et pour le second, Messire Antoine-Joseph de Salving de Boissieux, doyen de l'Eglise-Cathédrale et vicaire général du diocèse de Nantes, et Messire Jean-Marie Dominique de Poulpiquet, chanoine de l'Eglise de Léon et vicaire général de ce diocèse.

(1) D'après le procès-verbal de l'Assemblée, collationné à l'original déposé à l'archevêché de Tours.

Quelques jours après s'ouvraient à Paris, au couvent des Grands Augustins, les dernières assises de l'Eglise gallicane. A la troisième séance qui eut lieu le 14 mai, l'évêque de Léon fut nommé membre du Bureau pour le Temporel, et son vicaire général membre du Bureau pour la Juridiction.

La situation était grave pour l'Eglise de France. Dillon, archevêque de Narbonne, qui présidait, ne dissimula pas ses craintes dans la harangue d'usage qu'il fit au Roi : « Pourquoi faut-il que nous soyons forcés de mêler des souvenirs affligeants aux transports d'allégresse qui ont toujours accompagné les acclamations et les vœux que Votre Majesté nous permet de porter aux pieds de son trône ? Nos prérogatives, nos franchises qui tiennent de si près à la constitution de la Monarchie, qui reposent d'une manière spéciale sous la garde de votre protection royale, ont été dénoncées comme abusives ; on a voulu persuader à la Nation qu'il était de son intérêt de nous en voir dépouillés. »

Et voici que les plaintes se précisent. Le 7 juin, les archevêques, évêques et autres ecclésiastiques composant l'Assemblée, adressent leurs remontrances au souverain sur les immunités des biens du Domaine du Clergé et des Hôpitaux menacés d'une imposition aux vingtièmes par une lettre récente du Contrôleur général. Le 11, ils protestent avec énergie contre l'édit de justice qui avait frappé les Parlements, et leurs députés font entendre au Roi ce fier langage : « Lorsque le premier Ordre de l'Etat se trouve le seul qui puisse élever la voix, que le cri public le sollicite de porter le vœu de tous les autres aux pieds du Trône, que l'intérêt national et son zèle pour votre service le commandent, il n'est plus glorieux de parler, il est honteux de se taire : notre silence serait un de ces crimes dont la nation et la postérité ne voudraient jamais nous absoudre. » Les Etats généraux furent réclamés à grands cris, et le Bureau du Temporel fut chargé de faire un rapport sur les formes de la convocation et sur la modalité des élections.

Les procès-verbaux des séances nous permettent de suivre le rôle de M^{gr} de La Marche dans l'Assemblée.

Le 21 mai, il demanda, au nom de différentes provinces, d'insister auprès du Roi pour qu'il levât les obstacles qui empêchaient le cardinal de Rohan de se rendre dans son diocèse de Strasbourg. L'Assemblée, prenant une délibération conforme, chargea son Président d'intervenir à cet effet auprès de Sa Majesté. Après la fameuse affaire du collier, le Cardinal avait encouru la disgrâce du Roi. La précédente Assemblée avait en vain demandé à Louis XVI que le grand aumônier de France qui avait été arrêté à Versailles, puis incarcéré à la Bastille et déféré au Parlement, ne fût pas jugé par une cour séculière, mais comparût devant un tribunal composé d'évêques. A la suite d'un long procès, le Parlement l'avait acquitté, mais le Roi l'avait exilé dans son abbaye de la Chaise-Dieu et lui avait enlevé le cordon bleu ainsi que la grande aumônerie. Le prélat eût désiré rentrer dans son diocèse. C'est ce qui motiva la réclamation dont l'évêque de Léon se fit le porte-parole. Nous ne trouvons pas dans les comptes-rendus des séances de renseignements sur l'accueil que Louis XVI fit à cette demande, mais nous savons que Louis de Rohan retourna à Strasbourg où, lors de l'élection aux Etats généraux, il fut choisi comme député par le clergé des bailliages de Haguenau et de Wissembourg.

M^{gr} de La Marche plaida également la cause de l'évêque de Dol. En 1787, les Etats de Bretagne avaient nommé M^{gr} de Hercé président de la députation chargée d'aller porter à la Cour les remontrances de la Province. Dans une entrevue qu'il eut avec Malesherbes, l'Evêque se plaignit vivement du grand nombre de mauvais livres qui circulaient dans le royaume. Le Ministre écouta, puis se contenta de répondre par cette boutade : « Quand on peut armer 150 mille hommes, on n'a rien à craindre des écrivains. » — « Mais quand les 150 mille hommes armés, répliqua le prélat, sont environnés de ces livres, quand ils sont imbus des maximes perverses de ces écrits,

ils se tournent contre l'autorité même au lieu de la défendre (1). »

Le Cahier des Remontrances de Bretagne fut présenté au Roi le 3 janvier 1788. M^{gr} de Hercé, accompagné du chevalier de la Voltais, député de la Noblesse, de M. de la Motte-Fablet, député du Tiers, de M. du Boberil de Cherville, procureur général syndic des Etats, et d'une foule de gentilshommes bretons, fut introduit dans la chambre de Louis XVI. Les ministres étaient là, Loménie de Brienne à leur tête. L'Évêque, après s'être incliné profondément devant le souverain, lui adressa les doléances de la Bretagne. Il s'éleva contre l'édit en faveur des protestants que, d'accord avec Malesherbes, Loménie avait fait signer par le Roi au mois de novembre précédent ; cet édit qui avait soulevé une grande émotion dans l'épiscopat français permettait aux non-catholiques de faire constater par un magistrat leurs naissances, mariages et décès et en conséquence de jouir des effets civils qui en résultaient. M^{gr} de Hercé exprima au souverain le désir que dans ces circonstances un concile national eût été convoqué. « C'est non seulement le vœu de tous les évêques de votre royaume, c'est en même temps celui de tous les vrais fidèles qui ont conservé dans le cœur l'amour de la religion ; c'était surtout le vœu de l'auguste princesse (2) qu'une mort prématurée vint de nous enlever..... »

Pendant ce discours, le ministre-archevêque dissimulait mal son dépit ; le Roi fut particulièrement froissé du rappel du décès de sa tante, Madame Louise de France, prieure des Carmélites de Saint-Denis, que l'annonce de l'édit avait douloureusement affectée.

L'évêque de Dol ne se fit pas illusion sur l'impression que son discours avait produite ; il attendit la sanction ; elle ne tarda pas ; le jour même, à 10 heures du soir, il recevait ce billet de M. de Breteuil, secrétaire d'Etat :

(1) L'authenticité de cette conversation est attestée par l'abbé de Sinéty, alors aumônier du comte d'Artois. Guillon, *Les Martyrs de la Foi pendant la Révolution*, t. II, p. 601. Les autres détails sont relatés dans l'ouvrage de l'abbé Robert sur M^{gr} de Hercé.

(2) Louise de France, fille de Louis XV, morte le 23 décembre 1787.

« Le Roi m'ordonne, Monsieur, de vous marquer que son intention est que vous retourniez sur-le-champ dans votre diocèse et que vous n'en sortiez pas jusqu'à nouvel ordre de sa part. Cependant si votre présence est nécessaire aux prochains Etats de Bretagne, Sa Majesté trouvera bon que vous vous y rendiez pendant le temps de leur tenue, mais à condition que dès qu'ils seront finis, vous retournerez dans votre diocèse dont vous ne pourriez vous éloigner que pour cette unique raison (1). »

Le retour de M^{gr} de Hercé dans sa ville épiscopale fut salué par les démonstrations d'allégresse des habitants ; les autorités civiles, le Chapitre, le clergé séculier et régulier le félicitèrent. Il ne protesta pas contre son exil politique ; mais les commissaires des Etats de Bretagne ne gardèrent pas le même calme ; ils voyaient en lui moins l'évêque que le député aux Etats et, se jugeant offensés, ils réclamèrent au baron de Breteuil, à Loménie de Brienne, au duc de Penthièvre, au comte de Thiard. La Cour s'entêtait, mais elle avait affaire à un entêtement plus tenace, l'entêtement breton.

L'Assemblée générale du Clergé de 1788 fut la circonstance attendue ; l'évêque de Léon fut l'agent sollicité. Messieurs de la Voltais et de la Motte-Fablet le prièrent de joindre ses instances aux leurs « pour rendre l'évêque de Dol à ses fonctions ». M^{gr} de La Marche prit à cœur l'affaire de son confrère et chercha aussitôt à en hâter la solution. Le procès-verbal de la séance du 2 mai relate que Monseigneur l'évêque de Léon « demanda les bons offices de l'Assemblée pour faire rendre Monseigneur de Dol aux fonctions qui lui ont été confiées par les Etats de la Province de Bretagne ; sur quoi l'Assemblée a prié Monseigneur l'archevêque de Narbonne de faire instance auprès de Sa Majesté, pour qu'elle voulût bien lever les obstacles qui empêchent Monseigneur l'évêque de Dol de remplir les fonctions dont il a été honoré en qualité de prélat député par la Province de Bretagne ». Louis XVI se laissa enfin fléchir, car voici ce que nous lisons au procès-verbal

(1) Arch. Nat., O¹, 484, dépêche 1788, n^o 3.

de la séance du 7 juillet : « Le Roi, sur les instances de l'Assemblée, a bien voulu rendre Monseigneur l'évêque de Dol à l'intégrité de ses fonctions comme député des Etats de Bretagne. »

Une indisposition de quinze jours empêcha M^{sr} de La Marche d'assister aux séances des 3, 4, 10 et 15 juin. Pendant sa maladie, les chanoines et dignités des chapitres des Eglises de Vannes et de Rennes lui adressèrent des mémoires contenant leurs doléances et réclamations contre les atteintes portées aux franchises, privilèges et libertés de la Bretagne par l'enregistrement des édits qui avaient eu pour conséquence la dispersion des magistrats du Parlement de Rennes. Le 15 juin, l'Évêque fit parvenir les deux mémoires à l'archevêque de Narbonne en les faisant suivre de la note suivante écrite de sa main :

« Monseigneur, ma santé toujours mauvaise ne me permettant pas d'aller à l'Assemblée et de vous remettre moi-même les lettres que les Chapitres de Rennes et de Vannes ont adressées sous mon couvert à l'Assemblée du Clergé, M. l'abbé de Poulpiquet aura l'honneur de vous les remettre. Ces sentiments des Chapitres ne paraissent pas étrangers au corps du Clergé rassemblé. »

Ainsi la plupart des desiderata exprimés à Tours avaient été soumis à l'Assemblée générale. Restait encore la question de la préséance du Clergé sur les deux autres Ordres. L'Assemblée s'en occupa le 5 août dans sa quatre-vingt-et-unième et dernière séance. L'archevêque d'Auch prit la parole et dit que tous avaient connaissance des règlements faits par le Roi sur la formation et la composition des différentes assemblées provinciales du royaume, que leurs dispositions relativement à la préséance et aux prérogatives de l'Ordre ecclésiastique paraissaient mériter l'attention particulière du Clergé et qu'il était de la prudence et de la sagesse de l'Assemblée de prendre, avant de se séparer, des mesures pour le maintien de ces mêmes prérogatives. Sur quoi l'Assemblée ayant considéré que dans toutes les assemblées nationales la préséance avait toujours été donnée au Clergé comme au premier Ordre du Royaume, a cru devoir protester contre

les règlements qui établissent la présidence alternative dans l'Ordre du Clergé et celui de la Noblesse. En conséquence, elle a chargé Messieurs les Agents généraux du Clergé de communiquer sa présente délibération à la Chambre ecclésiastique dans les prochains Etats généraux, afin qu'elle puisse prendre les moyens qu'elle jugera les plus convenables pour maintenir les droits et prérogatives du Clergé comme le premier des Ordres du royaume.

En mettant sa signature au bas de ce document, M^{gr} de La Marche se rendait-il compte qu'il faisait un geste purement platonique ? Dix-neuf ans plus tard, sur une terre étrangère, un de ses compagnons d'exil évoquant son souvenir prendra à témoin « ces augustes assemblées du Clergé de France où l'évêque de Léon a paru avec cet esprit de fermeté, tempéré par une sage modération, qui résista dès lors aux innovations qui commençaient à menacer l'héritage du Seigneur ». (1)

Le danger était proche en effet. « Dans le cataclysme qui se prépare, vont sombrer avec la royauté séculaire, pays d'Etats, assemblées provinciales, assemblées du Clergé, seigneuries temporelles, richesses territoriales, toutes ces choses qui ont donné à l'ancien épiscopat tant d'éclat séculier et tant de prestige. » (2)

(1) *Or. Fun.*, p. 14.

(2) Sicard, *Les Evêques avant la Révolution*, p. 270.

CHAPITRE SEPTIÈME

L'ÉVÊQUE DANS SA VIE PRIVÉE

SA PIÉTÉ ET SA DISTINCTION. — CARACTÈRE DE SES RELATIONS AVEC LES PUISSANTS : SON LOYALISME ÉCLAIRÉ ; SON GALLICANISME INDÉPENDANT. — SON ATTACHEMENT A SA PROVINCE ET A SON SIÈGE. — SES RAPPORTS AVEC SON CLERGÉ ET SON PEUPLE : SOLLICITUDE PASTORALE ET GÉNÉROSITÉ. — L'HOMME DE PRINCIPES : FERMETÉ ET BONTÉ. — DÉLICATESSE DE SA CONSCIENCE. — SA VALEUR INTELLECTUELLE ET SES QUALITÉS LITTÉRAIRES. — SON PORTRAIT PHYSIQUE. — SA POPULARITÉ.

M^{sr} de La Marche ne fut un pasteur dévoué que parce qu'il était pieux et régulier. L'abbé du Châtellier nous raconte que dès l'aube, il donnait à ses fidèles l'exemple de l'assiduité la plus édifiante aux offices et que le soir, il aimait à rassembler ses domestiques pour la prière en commun. Ce gentilhomme passé par tant d'écoles : l'armée, Saint-Sulpice, Navarre, les Etats, les assemblées du Clergé, cet ancien officier devenu successivement ministre et dignitaire de l'Eglise, était un prélat vraiment apostolique. Il fut toujours évêque même dans les affaires purement temporelles et « s'il obtint l'estime et cette confiance qui assurait le succès de ses vues, c'est qu'elles allaient s'épurer à la source des vraies lumières et qu'elles respiraient ce désintéressement, cet oubli de soi-même, cette intention toujours droite qui les rapporte à Dieu et sanctifie tout ce qu'elle entreprend (1). »

Mais sa piété n'avait rien d'austère. Elle savait être aimable, car il l'ornait des plus beaux talents de société : elle était rehaussée par cette distinction qu'il tenait de naissance, sur laquelle la formation sulpicienne avait

(1) *Or Fun.*, p. 12.

imprimé son cachet et que le contact avec de brillants prélats, avec la fleur de la noblesse et tout ce que les villes avaient de plus éclairé n'avait pas peu contribué à accentuer.

Il était de fort belle taille et se tenait avec cette modestie qu'est la compagne ordinaire des hommes intéressés ; il parlait avec une admirable facilité et avait dans la prononciation un léger grasseyement qui répandait de l'agrément sur tout ce qu'il disait (1).

Le souvenir s'est maintenu jusqu'à nos jours de l'impression de dignité que son grand air produisait sur les fidèles qui se pressaient dans son église cathédrale. Que dire de ceux qui avaient le bonheur de l'approcher et de jouir de sa compagnie ? : « Heureux, poursuit son compagnon d'exil, ceux qui dans l'intérieur de sa famille et dans l'intimité de sa confiance ont joui de ces qualités aimables qui répandent tant de charmes dans le commerce du monde et qui, lui étant familières, succédaient sans effort à l'austère gravité de l'homme public. La société fut pour lui un délassement utile à de grandes et à de sérieuses occupations, et son esprit orné de connaissances variées et même de talents agréables, se trouvait à l'aise avec celui des autres, parce qu'il n'était point entravé par ces petites passions qui préoccupent l'amour-propre et le rendent inégal dans la vie sociale, comme dans la conduite des affaires il était libre par l'absence de tout intérêt personnel... D'où venait encore cette heureuse facilité qu'il avait de traiter avec des personnes de tous les rangs, et qu'en paraissant devant les grands du monde, il se trouvait tout à coup introduit dans leur confiance ? Comment cette impression que produit la grandeur sur le commun des hommes, n'affaiblissait-elle jamais chez lui la force des raisons qu'il avait à faire valoir auprès d'eux ? C'est qu'il était tout entier à la chose qu'il avait à traiter, et que s'oubliant lui-même, il n'était point maîtrisé par ces mouvements inaperçus de l'amour-propre qui, trop occupé du rapport de la per-

(1) D'après des notes manuscrites de M. de Kerdanet.

sonne à la personne, ôte à l'esprit sa liberté et au cœur son indépendance ; c'est que cet oubli de lui-même n'était point une affaire de calcul et lui était si naturel qu'il éloignait jusqu'au soupçon qu'il voulût sortir de sa place et se mettre au niveau des personnes qui lui étaient supérieures en dignité (1). »

Ses relations avec les grands se limitaient aux actes que nécessitaient les obligations de sa charge. Les rapports qu'il entretenait avec les représentants du roi, gouverneur, commandants de la province, intendants, s'ils étaient empreints de cordialité, ne l'entraînaient à aucune de ces compromissions auxquelles se livrent volontiers les courtisans. Le loyalisme du gentilhomme n'enlevait rien à l'indépendance du Breton ; il sut le montrer plus d'une fois aux Etats. Il ne fréquenta pas davantage le milieu de la Cour si peu favorable à l'épanouissement des vertus ecclésiastiques. A une époque où les événements publics et privés étaient l'occasion d'une correspondance incessante entre la royauté et les évêques et où les évêques étaient les intermédiaires indiqués entre le souverain et son peuple, il se montra dans ce rôle d'agent un auxiliaire éclairé et un sujet dévoué, mais d'un dévouement qui excluait tout servilisme. S'il alla à Versailles, ce ne fut pas pour promener sa dignité épiscopale dans les antichambres du roi, mais ce fut pour parler haut et ferme au nom de la Bretagne menacée dans ses libertés et ses droits constitutionnels. Il aimait sa province, et s'il y conserva toujours la même considération de la part des membres des Etats, s'il exerça toujours sur eux une grande influence, si, à travers les différentes fluctuations de l'autorité, il jouit d'un crédit toujours égal auprès des commissaires qui se succédèrent dans des temps difficiles et des circonstances délicates, il le dut à sa droiture de cœur et d'esprit et à l'intérêt qu'il prit à la chose publique.

Il y avait, a-t-on dit, dans l'Eglise gallicane deux classes d'évêques : les évêques administrateurs et les pontifes spirituels. L'évêque de Léon fut les deux ; s'il eut les capa-

(1) *Cr. Fun.*, p. 14, 22.

cités administratives, il n'en eut pas moins les vertus épiscopales.

La clôture des Etats était à peine prononcée qu'il était de retour dans sa ville de Léon, car sa famille diocésaine tenait la première place dans ses préoccupations. Il poussa l'attachement à son troupeau jusqu'à refuser de le quitter pour des évêchés mieux rentés : « Je vous ai trop longtemps arrêtés, dit l'abbé du Châtellier, sur les soins d'une administration qu'il ne plaçait qu'au second rang dans l'ordre de ses devoirs. Hâtons-nous de vous le montrer dans l'exercice de ses fonctions saintes avec l'empressement qu'il avait de les reprendre. Chaque année le voit parcourir son diocèse en entier ; ses visites sont des courses apostoliques : tantôt à pied, tantôt porté dans une simple litière, il n'est accompagné que du petit nombre d'ecclésiastiques et de serviteurs dont il ne peut se passer. Il voit tout, examine tout ; aucun bien à faire, aucun abus à réformer n'échappe à sa pénétration ; la sollicitude pastorale du vertueux prélat s'étendait à tous les détails ; elle observait tous les besoins, pour y porter un prompt remède, réveillait, encourageait la vigilance des pasteurs du second ordre, pour la partie du troupeau qu'ils avaient à conduire (1). »

Voilà pour « la sollicitude pastorale » ; voici maintenant le chapitre de la générosité qui montre le prélat au cœur évangélique : « Les fruits abondants qu'il recueillait dans une terre cultivée par des soins si laborieux ne suffisaient point à son zèle. Ses vues s'étendent sur l'avenir, afin que ses travaux profitent à d'autres générations. Ils s'élèvent à frais immenses ces édifices qui manquaient aux besoins de son diocèse ; les fonds sont assurés pour la dotation des instituteurs et l'entretien des élèves que leur indigence ne privait point du bienfait de ces heureux établissements. Aucune dépense ne paraît excessive au charitable prélat quand elle a pour objet le bien public. Mais où va-t-il puiser les fonds qu'il y consacre ? C'est à vous à répondre, vous qui fûtes les témoins et les instruments

(1) *Or. Fun.*, p. 15.

des œuvres de sa charité. Ajoutez encore ces aumônes abondantes qu'il versait dans le sein des pauvres, ces dons multipliés qui, dans le cours de ses visites, encourageaient l'émulation des ouvriers de la vigne, ces fondations qui faisaient craindre à l'innocence le moindre souffle des passions, ces bienfaits sans nombre qui allaient consoler l'infortune jusqu'au sein de ces familles qu'une naissance distinguée ne mettait point à l'abri du besoin..... Effrayés de la multitude de ses dons, si ses serviteurs veulent en arrêter le cours, s'ils lui représentent que les fonds sont épuisés, il connaît la ruse pour tromper leur vigilance et le débiteur qu'ils poursuivront en son nom reçoit de ses mains à leur insu la somme qui doit l'acquitter..... Nous ne dirons point qu'il consacrait en bonnes œuvres son superflu. C'était en quelque sorte le superflu de ses bonnes œuvres qui réglait la dépense particulière de sa maison ; elle était honorable et ne dérogeait point aux bienséances de sa dignité. Mais quelle modestie ! Quelle décente frugalité dans sa table ! Quelle simplicité dans sa personne ! Le faste a perdu près de lui ses prétextes et le luxe ses excuses. Voilà le fonds qui grossissait le trésor des pauvres et que multipliait une sage économie (1). »

Autre trait saillant de sa physionomie morale : une volonté ferme au service de principes arrêtés. Dans l'arène des Etats, dans les assemblées du Clergé où il prit en main des causes si délicates, à la Cour dans des circonstances pénibles pour son amour-propre de gallican indépendant et de *régionaliste* convaincu, dans son diocèse au milieu des soucis de l'administration, partout il se fit respecter et écouter. Ennemi des demi-mesures, il ne prenait aucune décision qui ne fût pesée, mûrie et réfléchie. L'abbé du Châtellier nous parle de sa pénétration pour saisir le point juste et décisif des affaires, de son esprit d'application qui « en dévorait les difficultés et les ennuis », de son esprit d'ordre que leur complication n'embarrassait point, qui les classait à leur place, était tout entier à chacune, en partageant son attention

(1) *Or. Fun.*, p. 20-21.

sur toutes. « Dites-nous, s'écrie-t'il en s'adressant à des témoins de sa vie, si l'étendue de ses vues se bornait à concevoir ces projets, utiles en spéculations, qui échouent ou que l'on refuse d'adopter comme impraticables dans l'exécution ? L'avez-vous vu proposer aucun plan qu'il n'eût prévu d'avance et levé tous les obstacles, qu'il n'eût rassemblé sous vos yeux tous les moyens de succès ? (1) »

Qu'il y ait dans ces éloges autre chose qu'un tribut de commande à la mémoire du prélat disparu, il nous est permis de le croire, car la postérité les a ratifiés ; elle a même complété la physionomie de l'Évêque en soulignant certains angles du profil. Les anecdotes circulent toujours dans le pays, les générations nous les ont fidèlement transmises et nous devons en faire état, car elles sont comme autant de miroirs réflecteurs qui reproduisent la personne de notre héros dans des attitudes multiples.

M^{gr} de La Marche avait été surnommé en Angleterre *the good Bishop*, le bon Évêque ; le peuple de son diocèse l'avait appelé : *Eskop ar Patates* (l'Évêque des pommes de terre), car son souvenir reste associé à l'introduction de la précieuse plante dans le pays. Les cultivateurs de Saint-Pol et de Roscoff le vénèrent toujours à ce titre comme un insigne bienfaiteur ; aujourd'hui le seul port de Roscoff expédie chaque année en Angleterre pour des millions de pommes de terre et l'Ile-de-Batz conservait encore naguère l'espèce primitive connue sous le nom de « patates an Eskob » (les pommes de terre de l'Évêque). Quand il se rendait de son palais à sa maison de campagne de Château-Gaillardin où il avait fait planter les premières semences, les enfants, pour qui il était d'une fonté charmante, le suivaient en criant : « Patates, Autrou n'Escop. — Des pommes de terre, Monsieur l'évêque ». — « Oui, mes bons amis, répondait-il (2), vous aurez des pommes de terre, mais à une

(1) *Or. Fun.*, p. 11-12.

(2) Ceci semble indiquer que M^{gr} de La Marche ne connaissait pas le breton. Il faisait traduire ses mandements en breton (il y en avait un récemment au presbytère de Ploudaniel).

condition, c'est que vous ne les mangerez pas cette année ; vous les planterez dans vos champs et l'année prochaine vous pourrez vous en régaler à l'aise. »

Très dévoué à son peuple qui bénit encore sa mémoire, il fut bon aussi pour ses prêtres. Nous avons vu les efforts qu'il fit pour améliorer leur sort ; il n'avait pas moins le souci de leur honorabilité. C'est ce qu'il manifesta dans une circonstance dont le souvenir s'est conservé. Il avait une nièce, M^{lle} de Keranével, qu'il avait adoptée et qui l'accompagnait parfois dans ses visites pastorales ; cette nièce devint plus tard M^{me} de Trogoff, et son petit-neveu, M. de Kerdrel de Keruzoret, de qui nous tenons nous-même l'anecdote, l'entendit souvent donner d'intéressants détails sur les réceptions faites au prélat dans les grandes demeures d'alors, Brésal, Kerjean, etc... M^{me} de Trogoff avait surtout conservé un vif souvenir de la marquise de Coatanscours (1), qui jouait à la souveraine dans son château de Kerjean armé comme au temps de la féodalité de créneaux, de herses et de couleuvrines ; tous les soirs, elle se faisait apporter les clefs du château qu'elle plaçait soigneusement au chevet de son lit. Un jour, M^{gr} de La Marche se présenta chez elle accompagné de cinq ou six curés de campagne. La châtelaine invita l'Évêque à dîner avec elle et donna des ordres pour faire conduire les curés à l'office, mais le prélat prit son couvert pour aller les rejoindre. La Marquise en fut mortifiée et l'on dit même qu'elle se corrigea (2).

L'Évêque, qui avait son franc parler, manifesta son sentiment dans une autre circonstance au risque d'indisposer la Marquise : ceci est attesté par une correspondance très intéressante et révélatrice du caractère du prélat. Le château de Kerjean avait jadis appartenu aux Barbier de

(1) Suzanne, marquise de Coatanscours, née au château de Kerjean en 1724, emprisonnée à Brest et guillotinée le 9 messidor an II (27 juin 1794).

(2) Cette anecdote est également racontée dans une petite brochure : *Le Château de Kerjean* que nous avons vue au château de Kerdanet à Lesneven. Le récit de M. de Kerdrel (1838-1921) qui, par sa grand'tante, rejoint l'Évêque lui-même, nous a paru digne d'être rapporté.

Lescoët qui l'avaient fait construire vers 1560 ; après une série de transformations, ils en avaient fait une magnifique œuvre d'art, moitié forteresse, moitié palais d'agrément et qui, aux jours de sa splendeur, avait mérité d'être appelé le « Versailles breton ». En 1787, le marquis de Lescoët pensa que le moment était venu de rentrer en possession du puissant château. Comme la Marquise, sa tante, était âgée et n'avait pas d'enfants, il voulut lui offrir, en échange de Kerjean, sa terre de Lesquiffiou près de Morlaix, et pria M^{gr} de La Marche de lui faire connaître son dessein. Les lettres (1) que l'Évêque lui écrivit à ce sujet ont aussi un grand accent de franchise, et laissent percer un ton enjoué et badin. Le 26 octobre 1787, racontant son entretien avec M^{me} de Coatanscours, il rapportait qu'elle se plaignait qu'on s'occupât à l'avance de ses dépouilles. « Ensuite nous avons raisonné sur les arrangements possibles et je dis que je prendrais plus de plaisir à habiter une terre et à la soigner, quand je serais plus assuré d'y être remplacé par quelqu'un que j'affectionne que par des hiboux. Puis on avertit que les chevaux étaient mis ; il a bien fallu lâcher prise avant d'avoir tout dit ce qu'on aurait voulu dire. » La Marquise avait été piquée au jeu ; le 29 octobre, elle écrivait à M. de Lescoët pour lui reprocher de ne lui avoir pas parlé naturellement des vues qui l'occupaient : « M. l'Évêque m'en parla, tout cela me surprit. Je laissai M. l'Évêque mécontent et je l'étais aussi ; une heure après nous nous sommes raccommodés. »

Sur la délicatesse de la conscience du prélat, citons ce trait édifiant. M^{gr} de Neufville, évêque de Léon en 1595, avait créé une prébende canoniale qu'il avait annexée à l'Évêché. M^{gr} de La Marche voulant bien remplir la charge épiscopale et estimant que son titre de prébendé l'assujettissait à toutes les obligations des simples chanoines, telles que la récitation quotidienne de l'office divin, l'assistance au chœur, forma le projet de demander la désunion de la

(1) Huit lettres autographes de M^{gr} de La Marche (Arch. dép. du Fin. Fonds Barbier de Lescoët. Correspondance, liasse « Projet d'échange des terres de Kerjean et de Lesquiffiou ».)

prébende, ce qui lui enlevait une source de revenus. Pour dégager sa conscience, il consulta un avocat du Clergé, M. Rigault, qui soumit le cas à l'examen des docteurs de Sorbonne. Il lui fut répondu que l'obligation d'assister au chœur est en soi très compatible avec l'épiscopat, que pour juger de la validité des raisons dispensant dans certaines circonstances l'évêque de l'assistance au chœur, il s'en tienne à sa conscience timorée, que certains devoirs de l'épiscopat, tels que les visites pastorales sont un motif suffisant de dispense (1).

Le fait suivant montrera l'intérêt qu'il portait à ses fermiers.

Les habitants de la terre du Botmeur dont il était le seigneur éprouvaient de grosses difficultés à satisfaire au précepte dominical à cause de leur trop grand éloignement de l'église paroissiale la plus proche, qui était celle de Berrien dans le diocèse de Cornouaille. En son nom personnel, au nom de son frère François-Louis et des habitants de l'endroit, il écrivit à son confrère Conen de Saint-Luc pour lui exposer le très grand inconvénient qui résultait de cette situation, car, disait-il « s'il est dans l'ordre de la religion que les dimanches et fêtes soient sanctifiés par un repos religieux, il est également dans l'ordre de la Providence que les solennités offrent un repos salubre après de pénibles travaux. Quel repos ou plutôt quel excès de fatigue non seulement pour les femmes et les enfants, mais même pour les hommes les plus robustes d'avoir six lieues à faire avant leur repas... (car) les habitants du Botmeur sont tous de la paroisse de Berrien et ils sont tous éloignés de trois lieues de l'église paroissiale (2). »

En conséquence, il faisait savoir à Monseigneur de Quimper qu'il mettait à la disposition des fidèles la chapelle du château familial et demandait à Sa Grandeur de vouloir bien pourvoir Botmeur d'un prêtre faisant les

(1) Réponse des docteurs de Sorbonne, 24 août 1774 (Arch. de l'Ev. « Léon », 1774.)

(2) Cette requête est écrite de la main de M^{sr} de La Marche et se trouve aux Archives de l'évêché de Quimper, carton Botmeur.

fonctions curiales. M^{gr} de Saint-Luc se rendit à ces instances et, par une ordonnance du 22 juin 1779, il autorisa la célébration du culte dans la chapelle du château les dimanches et fêtes principales de l'année et nomma un desservant auquel il donna tous pouvoirs pour y remplir les fonctions ecclésiastiques.

Menus faits que tout cela, mais ils nous donnent l'homme. Que dire de sa valeur intellectuelle ? Les talents de société, la largeur de vues, l'esprit de suite, l'aspiration aux vastes desseins dénotent l'homme cultivé. Ses lettres sont d'une belle tenue littéraire ; dans la collection de ses écrits, il en est que nous pouvons retenir ; ce sont surtout ceux où un point de doctrine est mis en lumière : mandements, lettres pastorales, catéchismes, mémoires, dissertations ; ces œuvres révèlent le savoir historique, une connaissance réfléchie de l'Écriture, des Pères et des théologiens, et la discipline d'une méditation très intense sur les grands problèmes religieux. L'Évêque ne se grise pas de mots ; l'idée jaillit lumineuse et trouve sa formule expressive. Il a horreur de l'abondance diffuse, de l'emphase et de la volubilité ; il rejette le travail d'un de ses vicaires généraux, parce qu'il y trouve trop de prolixité.

Si nous cherchons sous le document la pensée qui le dicte, l'ordre des idées et l'objet de l'argumentation, nous sommes ravis par la démonstration qui se suit serrée, persuasive, pleine d'aperçus, par l'implacable logique qui tient le lecteur sous la force du raisonnement. Qualité précieuse entre toutes qui lui servit maintes fois au cours de son administration, mais dont il tirera surtout parti lorsque les événements le mettront aux prises avec les ennemis de son siège.

Quant à sa physionomie extérieure, elle est bien connue ; le pinceau a conservé ses traits. Le peintre Valentin (1) a

(1) François Valentin, né à Guingamp en 1738, mort à Quimper en 1805, fut élève de Vien. Il est l'auteur du *Martyre de Saint-Etienne* qui se trouve en l'église Saint-Etienne-du-Mont. C'est son beau-frère, Olivier Perrin (1761-1832), qui est l'auteur de la copie dont nous donnons une reproduction au frontispice de notre ouvrage. Cet artiste est surtout connu par sa *Galerie Bretonne*, contenant 120 dessins d'un travail très minutieux.

laissé de lui un portrait où il est représenté en son costume d'Évêque. Ce qui frappe, c'est une distinction austère ; sous le prêtre on devine le gentilhomme et le soldat. C'est une figure aux traits vigoureux que celle de ce prélat qui, au crépuscule de l'ancien régime, administra si vaillamment son diocèse et qui, dans la tourmente toute proche, va s'accuser au milieu des évêques de son temps. Le masque de l'homme répète ce que l'Évêque n'a cessé de pratiquer : la force de volonté. L'épreuve mettra en pleine valeur l'énergie de son caractère. Comme il s'était dressé contre l'autorité royale quand elle avait méconnu les droits de la Bretagne, avec la même fermeté il se dressera contre les entreprises de la Révolution. Son ascendant incontesté sur son clergé lui facilitera la tâche. Sentant derrière lui les rangs serrés de ses prêtres, il marchera résolument à la tête de la colonne et demeurera ferme dans l'effondrement de l'édifice social.

CHAPITRE HUITIEME

LA RÉVOLUTION

- I. — LES ÉTATS GÉNÉRAUX. CAHIERS DES DOLÉANCES DU TIERS. LES RÉUNIONS AUX SÉNÉCHAUSSEES DE BREST ET DE LESNEVEN. *Te Deum* ET RÉJOUISSANCE A SAINT-POL A L'OCCASION DES ÉTATS GÉNÉRAUX. FORMATION D'UN COMITÉ PERMANENT DE LA COMMUNE. L'ÉVÊQUE DONNE SA DÉMISSION DU COMITÉ. PREMIERS SYMPTÔMES RÉVOLUTIONNAIRES. MANDÈMENT ÉPISCOPAL. UNE LETTRE DE L'ÉVÊQUE DE QUIMPER A L'ÉVÊQUE DE LÉON. RÉPONSE DE M^{SE} DE LA MARCHÉ A L'ADRESSE DES DÉPUTÉS DU TIERS-ÉTAT DE BRETAGNE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE. SON REFUS DE PARTICIPER A LA FÊTE DE LA FÉDÉRATION. SA CIRCULAIRE AU CLERGÉ. DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE FIXANT LE CHEF-LIEU DU FINISTÈRE A QUIMPER. LES MUNICIPAUX DE BREST DÉNONCENT L'ÉVÊQUE A L'ASSEMBLÉE.
- II. — LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ. L'ÉVÊQUE EN SIGNALE LE CARACTÈRE HÉRÉTIQUE ET SCHISMATIQUE DANS UNE CIRCULAIRE A SES PRÊTRES. PROTESTATION COLLECTIVE DU CLERGÉ DE LÉON CONTRE LES DÉCRETS DE L'ASSEMBLÉE. LETTRE DE M^{SE} DE LA MARCHÉ AU PAPE (28 JUIN 1790). RÉPONSE DE PIE VI.
- III. — FERME ATTITUDE DE M^{SE} DE LA MARCHÉ APRÈS LE VOTE DE LA CONSTITUTION. REFUS DU PROCUREUR DE LA COMMUNE DE SAINT-POL DE NOTIFIER LES DÉCRETS DE LA CONSTITUTION. NOTIFICATION DU DISTRICT DE MORLAIX. ÉLECTION DE L'ÉVÊQUE CONSTITUTIONNEL EXPILLY.
- IV. — M^{SE} DE LA MARCHÉ CONTINUE A ADMINISTRER LE DIOCÈSE. ARRIVÉE DES COMMISSAIRES DE BREST A SAINT-POL. SUPPRESSION DU CHAPITRE DE LÉON. UN SERMON ANTICONSTITUTIONNEL. DÉPART DES COMMISSAIRES BRESTOIS. LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-POL SE MET EN RELATIONS AVEC LE CLUB DES JACOBINS DE PARIS.
- V. — LA PRESQUE UNANIMITÉ DU CLERGÉ DU LÉON REFUSE DE PRÊTER LE SERMENT. UN PRÊTRE ASSERMENTÉ : L'ABBÉ LALIGNÉ. SA RÉPONSE A M^{SE} DE LA MARCHÉ.
- VI. — LES MESURES DU DIRECTOIRE DÉPARTEMENTAL CONTRE L'ÉVÊQUE. ARRÊTÉ D'EXPULSION DU 8 JANVIER ; PROTESTATION DU PRÉLAT. TROUBLES A SAINT-POL. LENTEURS DU DISTRICT DE MORLAIX.
- VII. — UN DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU 16 FÉVRIER 1791 MANDE M^{SE} DE LA MARCHÉ A SA BARRE. UN ARRÊTÉ DU DÉPARTEMENT ORDONNE DE LE CONDUIRE SOUS ESCORTE A PARIS. POURSUIVI PAR LA MARÉCHAUSSÉE, IL SE CACHE ET S'EMBARQUE POUR L'ANGLETERRE.

I

Le règlement du 24 janvier 1789 qui déterminait le mode de nomination des députés aux Etats généraux n'avait pas été appliqué en Bretagne. La Noblesse, dans une protestation solennelle, avait déclaré qu'elle ne reconnaîtrait que les élections qui seraient faites « dans l'assemblée nationale de la Province » ; seul le Tiers réclamait les élections comme dans les autres parties du royaume. Devant ces exigences contradictoires, le Roi fit pour la Bretagne un règlement spécial portant la date du 16 mars. Il fut arrêté que l'Ordre de la Noblesse auquel s'adjoindraient les évêques, abbés et chanoines membres des Etats, se réunirait à Saint-Brieuc le 16 avril pour rédiger son cahier et élire 22 députés aux Etats généraux. Les recteurs des villes et des campagnes étaient convoqués pour les 2 et 20 avril au siège épiscopal de chacun des 9 diocèses bretons et devaient également choisir 22 députés. Enfin le Tiers aurait ses réunions dans chaque paroisse, à des dates rapprochées du 1^{er} avril, pour rédiger aussi ses cahiers et envoyer des délégués aux chefs-lieux des sénéchaussées : il avait droit à 44 représentants.

Nous avons vu ce qui se passa à Saint-Brieuc : après de longues discussions, l'assemblée fut dissoute sur les ordres du Roi sans avoir voulu procéder aux élections. De leur côté, les curés et les recteurs se rendirent dans les villes épiscopales aux dates fixées ; sur les 9 diocèses bretons, 8 désignèrent leurs députés ; à Saint-Pol, l'assemblée, instruite des événements de Saint-Brieuc et guidée par « l'amour de l'ordre et de l'union qui doit toujours régner dans le clergé », refusa de voter ; plus tard, ses membres reviendront sur leur décision.

Dans le Léon, le troisième Ordre fut le seul à se conformer immédiatement au nouveau mode d'élection. Le 28 mars, dans la réunion du corps municipal de Saint-Pol, le maire, Hervé Chef du Bois, fit part au Conseil de la lettre qu'il venait de recevoir du sénéchal du siège royal de Lesneven ; à cette lettre étaient

annexés les règlements des 24 janvier et 16 mars et une expédition de l'ordonnance du sénéchal fixant au 4 avril l'assemblée du Tiers-Etat de l'arrondissement en la ville de Lesneven pour rédiger le cahier de ses charges, plaintes et doléances et élire les députés aux Etats généraux. La Communauté pria le maire de faire avertir les différents corps et corporations de s'assembler le lendemain 29 pour nommer leurs représentants au siège royal. Les élections eurent lieu par quartiers et le 30, le maire, les échevins, les représentants des différents corps, corporations et communautés se réunirent à l'assemblée du corps municipal pour « vaquer à la rédaction du cahier des doléances, plaintes et remontrances » ; puis ils désignèrent les sieurs Lateste, Guillaume, Raoul, Le Hir, Lucas, Conversy, Prud'homme de Keraugon et Le Floch pour les représenter à Lesneven (1).

Convoqués « tant au son de la cloche que par des avertissements particuliers, » les membres des corps de ville et les délibérants des paroisses et trêves de la sénéchaussée de Lesneven se réunirent les 29, 30 et 31 mars ; ceux de la sénéchaussée de Brest les 1^{er}, 2, 3 et 5 avril. Les réunions se firent dans les sacristies, les auditoires ou les salles, aux lieux ordinaires des délibérations des corps politiques et des corps de ville.

Chaque paroisse, après avoir arrêté les termes de ses doléances, désigna ceux de ses électeurs qui devaient la représenter au siège de la juridiction royale. Les délégués des paroisses de la sénéchaussée de Lesneven se rendirent dans l'auditoire de cette ville le samedi 4 avril et, ce même jour, rédigèrent le cahier commun des doléances ; après quoi, ils nommèrent comme députés aux Etats généraux MM. Prud'homme de Keraugon, de Saint-Pol de Léon, et Le Guen de Kerangal, de Landivisiau. Les délégués des paroisses de la sénéchaussée de Brest tinrent dans cette ville une assemblée générale le mardi 7 avril et procédèrent à la rédaction du cahier « qui fut approuvé et signé de tous les électeurs » ; ensuite ils donnèrent tous

(1) Arch. mun. Saint-Pol, cahier n° 18, f°s 4, 5.

pouvoirs à MM. Legendre, avocat, et Moyot, négociant, pour les représenter à Versailles.

Les Archives du Finistère possèdent, outre les cahiers communs des doléances, 80 cahiers paroissiaux, 54 de la juridiction de Lesneven et 26 de celle de Brest.

Le cahier commun de la sénéchaussée de Lesneven fut rédigé en termes modérés. Voici, sommairement indiquées, les principales réformes qui y sont inscrites : les droits, privilèges et immunités de la Province seront maintenus ; les francs-fiefs, fouages, 8 sols pour livre de la capitation, casernements, logements de troupes à la campagne, corvée, banalité de four, suite de moulin, seront abolis ; l'impôt connu en Bretagne sous le nom de devoirs établi sur le débit des boissons, sera supprimé et remplacé par un droit d'octroi qui appartiendra à la Province ; les roturiers auront accès à toutes les charges civiles, militaires et ecclésiastiques ; les recteurs des villes et des campagnes seront admis aux Etats provinciaux en nombre égal à celui du Chapitre ; il sera fait une organisation nouvelle des cures et une répartition plus équitable des revenus du clergé.

Les électeurs de la juridiction de Brest se lancent plus hardiment dans la voie des réformes. Passant sous silence la question du maintien des institutions provinciales, ils élaborent tout un plan d'organisation des Etats généraux : Dans cette nouvelle assemblée, ils ne reconnaissent plus que deux Ordres : les privilégiés, c'est-à-dire les personnes d'extraction noble, et les non-priviliégiés, qui comprendront le Tiers et le Clergé, ce dernier ne formant plus un Ordre à part. La Noblesse conservera le premier rang, mais à titre purement honorifique, car elle ne disposera que d'une seule voix dans les affaires communes exigeant le concours du Tiers. Le clergé séculier et les religieux seront déchus du rang de privilégiés ; ils garderont sur leurs membres la discipline correctionnelle pour ce qui concerne les fonctions du ministère et la morale chrétienne ; mais pour le reste, ils seront justiciables des tribunaux ordinaires ; tous les biens ecclésiastiques seront aliénés et on fixera aux ministres des cultes des appointements selon la place

qu'ils occuperont dans la hiérarchie ; les ecclésiastiques seront exempts des charges et corvées publiques ; ils seront promus au mérite, au concours ou suivant une forme déterminée par la loi ; l'Église sera entretenue aux frais de la Nation.

Par ailleurs, ce sont les doléances ordinaires contre l'inégale répartition des impôts et contre les juridictions seigneuriales, les fiefs, droits des seigneurs et « toutes traces du régime féodal ». Notons cependant la protestation contre le règlement royal qui donne, pour la nomination des électeurs, une prépondérance marquée à la classe des fermiers et des laboureurs sur les autres classes du Tiers.

Les doléances visent donc avant tout les réformes à introduire dans le domaine économique et social ; la question politique et constitutionnelle n'est pas soulevée dans les cahiers communs ; elle n'est touchée explicitement que par les électeurs de Saint-Pol qui demandent « que les ministres soient responsables de leur conduite devant les Etats généraux et comptables de l'emploi des fonds... que nul impôt, subside ou emprunt ne sera légal qu'autant qu'il aura été consenti par les Etats généraux pour l'ensemble de la Nation et par ceux de Bretagne pour leur Province ».

Il est curieux de parcourir les cahiers paroissiaux pour savoir le nombre de ceux qui contiennent des observations originales et se rendre compte de la nature de ces observations.

Le cahier de Landéda ne renferme aucun grief ; les électeurs déclarent s'être réunis le 29 mars dans la sacristie et « n'avoir aucune plainte, doléance ni remontrance à faire ; nous ne trouvons parmi nous aucun député acceptant, et notre ignorance et notre pauvreté nous rendent incapables de prendre part à la députation aux Etats généraux ». Mais c'est là une exception : toutes les autres paroisses font entendre leur voix, même l'île d'Ouessant qui était à dix lieues du continent. Son cahier laisse percer le ton de gens qui implorent des grâces plus qu'ils ne récriminent contre des abus. Sans faire injure à aucune

paroisse du royaume, ils croient pouvoir dire que leur paroisse est « celle qui a versé le plus de sang et perdu le plus de monde dans les dernières guerres ; au moins le tiers des hommes ont payé de leur vie leur dévouement au pays, ce qui a laissé une infinité de veuves, d'orphelins, de père et mère caducs et sans fortune ». Le pain noir qu'ils mangent est mêlé aux cendres des moltes, et pour faire du feu, ils n'ont que du goémon. Ils sollicitent très humblement l'abolition de leurs impôts : 580 livres pour les fouages, 298 livres pour les vingtièmes, 140 livres pour la capitation, 62 livres pour les garnisons. Que « Messieurs des Etats généraux » veuillent bien jeter les yeux sur leur détresse. Qu'ils continuent l'œuvre commencée par les Etats de Bretagne qui « ont déjà eu la bonté de nous accorder une exemption de tous droits, en faveur de notre pauvreté, sur 40 barriques de vin et 3 pièces d'eau-de-vie ». Et là-dessus se clôt le chapitre de leurs doléances.

A part une vingtaine de cahiers dans lesquels transparaissent des préoccupations locales, les autres ne donnent qu'une énumération sans commentaire des griefs que l'on retrouve partout. Plusieurs se contentent de suivre un plan tout tracé ; car « il y eut des brochures répandues dans le public pour diriger les réclamations du Tiers-Etat », le cahier de Plouescat le dit expressément. Une de ces brochures est souvent citée : c'est celle qui contenait la délibération prise par les dix paroisses de Rennes le 19 janvier précédent ; aussi les mêmes formules reviennent-elles souvent sous la plume des divers rédacteurs. Certains délibérants, après avoir exprimé les doléances communes, déclarent se rallier à l'avance aux conclusions des électeurs des grandes villes. Les habitants de Lamber, Landunvez, Saint-Mathieu, adoptent « tous articles de demandes qui seront contenues dans le cahier de la ville de Brest » ; ceux de Lesneven « laissent le surplus des demandes non prévues ci-dessous à l'intelligence et sagesse des autres Corps ou Communautés et en général à tous les députés aux Etats généraux qui se conformeront aux circonstances ».

De nombreux cahiers, surtout parmi ceux de la sénéchaussée de Brest, débutent par une adresse au Roi. Ils vantent « la sagesse de ses vues et sa bonté paternelle » ; ils saluent « ce nouvel astre qui paraît et qui déclare la guerre à l'abus » ; ils proclament que « l'abolition de la servitude sera à jamais la gloire et l'éloge de son règne ». L'esprit du siècle a gagné certaines paroisses même reculées : « Sire, disent les habitants de Ploumoguier, quand on considère en philosophe l'état actuel des sujets de Votre Majesté, on est frappé de la distance qu'on a mise entre des hommes qui ont une même source, un même Dieu, une même loi. » Les électeurs de Saint-Renan ne restent pas cantonnés dans ces considérations philosophiques et morales ; s'ils n'osent toucher la personne du Monarque, ils font suivre son éloge d'une philippique contre « les ministres prévaricateurs qui dilapident les fonds de l'Etat ».

Contre les richesses et les privilèges des nobles, les récriminations prennent parfois un ton passionné. La plupart des cahiers réclament la suppression des fiefs et des juridictions seigneuriales. Cependant la propriété foncière ne paraît pas à tous plus odieuse que les autres propriétés. Les délibérants de Plouescat sont opposés à l'impôt territorial qui, s'il était exclusif, serait injuste, parce que « seuls, les propriétaires des biens fonds y seraient astreints et les marchands, négociants et capitalistes dont les richesses sont mouvantes et n'ont pas moins de réalité, y seraient soustraits ». La justice seigneuriale n'a pas non plus laissé dans tous les esprits, des souvenirs fâcheux. A Ploudalmézeau, les électeurs demandent que l'on autorise les juges des seigneurs qui n'avaient plus à trancher que des affaires de minime importance, à prononcer en dernier ressort jusqu'à 50 livres. Les paysans de Taulé, de Tréménech et du Tréhou protestent bien contre la servitude du moulin, mais pensent qu'il serait juste de donner un dédommagement au propriétaire quand il sera privé de ce droit : « On convient, disent les fermiers de Taulé, que le droit de suite au moulin est une propriété et que toute propriété doit être respectée ;

la nation assemblée trouvera plus d'un moyen d'indemniser le seigneur, tout en rendant la liberté au vassal. »

Plusieurs paroisses font clairement entendre la note religieuse. Les électeurs de Guipavas espèrent qu'il ne sera porté aucune atteinte à la religion catholique ; ceux de Plouénan qui, par ailleurs, se font remarquer par l'acrimonie de leurs plaintes contre les privilégiés, comptent sur le Monarque et l'Assemblée pour faire respecter la religion ; ceux de Saint-Thonan semblent craindre pour l'avenir ; ils n'envoient leurs députés qu'avec circonspection : « Si par le malheur le plus déplorable, déclarent-ils, on voulait porter atteinte à notre Religion catholique, apostolique et romaine, nos représentants la défendront avec tout le courage dont les enfants de la vraie Eglise doivent être animés. » Dans aucun cahier nous n'avons relevé de plainte contre l'Evêque ; mais un grand nombre réclament l'admission des prêtres des paroisses par moitié dans le second Ordre. La distinction est d'ailleurs bien établie entre le clergé paroissial et les religieux des riches monastères ou les laïques qui avaient des prébendes en commende. Les électeurs de Guiler, après avoir demandé la suppression de l'abbaye de Saint-Mathieu « riche de près de 20 mille livres de rente » et ne comptant que « 3 religieux », plaident la cause des ecclésiastiques du Léon « qui remplissent les fonctions pénibles du ministère et sont en grande partie sans fortune ». Tous désirent qu'il soit fait un sort convenable à leurs prêtres ; il n'y a de variantes que sur la manière dont ils conçoivent l'entretien du clergé. La plupart s'en remettent aux Etats généraux du soin de fixer un traitement aux prêtres. Plounévez demande une somme annuelle convenable, « vu que le peuple doit aux ecclésiastiques un juste témoignage de reconnaissance pour leurs services » ; Lambézellec ajoute que « les prêtres, en raison de la dignité de leur caractère, ne doivent pas recourir à la ressource humiliante des quêtes » ; Landerneau désire une nouvelle formation des cures, « à l'effet que toutes aient une étendue et un revenu proportionnés » ; Porspoder et Lochrist formulent le vœu que la déclaration royale

du 2 septembre 1786 qui fixait à 700 livres le traitement des curés et à 350 celui des vicaires, soit enregistrée au Parlement de Bretagne comme dans les autres parlements. Plusieurs paroisses trouvent même la portion congrue insuffisante : Guipronvel voudrait 1200 livres pour le recteur et 800 pour le vicaire, Plouzané 1200 livres pour chacun, Tréouergat 2400 livres pour le recteur, Lannivoaré 2400 livres pour le recteur et au moins 1200 pour le vicaire. Les rédacteurs des cahiers communs se contenteront de réclamer pour les ministres du culte « un revenu et des appointements proportionnés ».

Les huit délégués de Saint-Pol qui avaient assisté à la séance du 4 avril à Lesneven avaient eu la satisfaction de voir leurs doléances inscrites au plan de réformes rédigé dans le Cahier commun. Ils rentrèrent à Saint-Pol, heureux de l'honneur qui leur avait été fait en la personne de M. Prud'homme de Keraugon sur lequel s'était porté le choix de l'assemblée dans le vote pour les deux représentants aux Etats généraux.

Bientôt les premiers symptômes révolutionnaires se manifestèrent dans la ville épiscopale. Le 24 avril, M. Monnier de Villeneuve, secrétaire de l'Evêché, écrivit à Monseigneur qui venait de quitter Saint-Brieuc, de vouloir bien rentrer immédiatement à Saint-Pol à cause de l'effervescence qui y régnait. L'Evêque ne tarda pas à lui donner satisfaction, puisque le 3 mai, il présida dans son palais la réunion des Dames de la Charité. Puis ce fut la succession rapide des événements : on apprit la séance du 20 juin, le sac de Saint-Lazare, la prise de la Bastille. Le 25 juillet, M. Hervé Chef du Bois se rendit au palais épiscopal et, au nom de la Municipalité, pria l'Evêque de faire chanter un *Te Deum* solennel à la cathédrale à l'occasion de l'heureuse réunion des Etats généraux du Royaume. Le prélat répondit que le vœu de ses diocésains et le sien était tellement un qu'il avait déjà donné son approbation à la même demande des habitants de Landerneau et applaudi à la même cérémonie de la part des habitants des villes de Brest et de Lesneven. Il fut donc

convenu qu'un *Te Deum* serait chanté aussi à Saint-Pol et, qu'à l'issue de la cérémonie, un feu de joie serait allumé sur la grande place en présence de tous les corps séculiers et réguliers préalablement invités, de Messieurs de la Noblesse et de toute la milice bourgeoise sous les armes, que le soir il y aurait illumination générale et qu'enfin une distribution de secours serait faite aux habitants pauvres.

Ce même jour l'assemblée du corps municipal « pénétrée du désir d'assurer la tranquillité publique et de resserrer le nouveau lien d'union formé entre les différents Ordres », nomma, à l'exemple des autres villes de la province, un Conseil permanent composé de Monseigneur l'Évêque-comte de Léon, de M. de Troërin, vicaire général, de M. Corre, recteur du Minihy, de M. Chef du Bois, sénéchal et maire, de M. le comte de Keranveyer, de M. le marquis du Dresnay, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, de M. Kernoter, procureur fiscal et subdélégué de l'Intendance, de M. le comte de Trédern, de M. de la Tête, avocat, de M. Le Joyeux, doyen des procureurs, de M. Guillaume, notaire royal et du sieur Yves Le Bihan, marchand « lesquels seront spécialement chargés de veiller au maintien de la sûreté publique et de former à cet effet une milice nationale qui sera commandée et dirigée par ledit Conseil suivant l'exigence des cas ».

Le 16 août, à l'assemblée extraordinaire tenue à l'Hôtel de Ville, le Maire fit lecture d'une lettre des membres du Conseil permanent donnant leur démission. Le motif allégué était la constitution d'un tribunal indépendant chargé aussi de maintenir le bon ordre et la sûreté publique. La Communauté avait admis les électeurs de la ville à prendre séance et même à délibérer dans toutes les assemblées de la Municipalité qui auraient pour objet les affaires générales. A la suite de cette mesure, divers électeurs étaient, dès la première séance qui suivit, devenus membres délibérants du Conseil.

Dans la séance du 13 août, il avait été arrêté que les jeunes citoyens de la ville fourniraient la garde à tour de

rôle avec la milice bourgeoise et qu'on leur donnerait un drapeau « monté en taffetas des trois couleurs blanc, bleu et rose avec la devise en banderole *Fervet amor Patriæ* ». Les membres du Conseil permanent crurent alors que leur nomination n'était pas conforme au vœu de tous les citoyens et que, de la diversité des pouvoirs, il pouvait naître des obstacles, au bon ordre. Telles furent les raisons qu'ils donnèrent de leur démission.

Le lendemain, 17, le Conseil fut renouvelé et, au lieu de 12 membres, en comprit 28, presque tous nouveaux et appartenant aux différentes catégories de la bourgeoisie ou des corporations de métiers. Sur la liste ne figurent ni l'Évêque, ni son vicaire général, ni le recteur du Minihy ; en revanche on y relève les noms de MM. Le Hir, Conversy, procureur syndic, Guillaume, notaire, Laugée et Le Bihan, marchands, Derrien, menuisier ; de l'ancien Conseil, MM. Kernoter, Guillaume et Le Bihan sont seuls restés ; il n'est plus question de MM. de Keranveyer, du Dresnay et de Trédern. M. Chef du Bois déclara que sa santé l'empêchait, au moins provisoirement, de s'acquitter de ses fonctions de membre du Conseil permanent ; il fut remplacé par M. Miorcec. Le choix du président fut significatif : il tomba sur M. Le Hir qui restera jusqu'au bout fidèle à la Révolution. C'était la partie de la bourgeoisie « avancée » pour l'époque qui supplantait les membres à esprit « ancien régime ». Aussitôt installé, le nouveau Conseil s'arrogea « le pouvoir d'ordonner seul et de régler, au nom de la généralité des habitants, toutes matières qui intéresseraient le salut public et l'administration publique jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale eût statué sur un nouvel état de choses et prescrit de nouveaux règlements ».

Les esprits s'échauffaient ; dans la séance du 11 septembre, le Conseil permanent dut faire un règlement dont voici la teneur : « Devant les abus qui se multiplient, les discours envenimés qui se répandent, les séditions qui s'élèvent, le Conseil déclare qu'il abandonnera le système de la douceur pour déployer désormais toute la rigueur des lois contre ceux qui troubleraient l'ordre public ;

ordonne de se conformer aux lois actuelles, en attendant que l'Assemblée Nationale en ait promulgué d'autres ; ordonne de respecter les ministres de la religion et l'autorité des magistrats ; défend d'attenter soit à la personne, soit à la propriété de qui que ce soit ; défend toutes démarches irrégulières, tous écrits clandestins, tous discours séditieux, tous attroupements et toute assemblée illicite tant de jour que de nuit. Le présent règlement sera imprimé, affiché, publié et envoyé dans toutes les villes du ressort. »

De son côté l'Évêque, sur les instructions du Roi, publiait un mandement prescrivant des prières publiques et invitant la population au calme. Il en profita pour faire un tableau des maux qui désolaient le pays : « L'esprit d'insubordination et de révolte viole les droits les plus sacrés de la religion et de la société, brise les liens de l'obéissance, se livre à des excès aussi criminels dans leurs motifs que funestes dans leurs suites..... Des essaims de brigands proscrivent et dépouillent des citoyens qui ne sont coupables que parce qu'ils ont des noms consignés dans les fastes de la Patrie, des châteaux, des propriétés ressources des indigents... Ces déprédateurs osent contre-faire les ordres de Sa Majesté, supposer des arrêts de son Conseil et présenter à une multitude ignorante et confuse les titres imposteurs que leurs mains ont fabriqués. Sa Majesté me charge de mettre sous vos yeux ces objets affligeants pour vous préserver des dangers de la séduction. » Et il en vient à l'énumération des causes de ces malheurs : « Quelle peut être la source des maux qui accablent ce royaume ? Ne la cherchons que dans nous-mêmes, dans les égarements de notre goût, dans la corruption de nos cœurs. Quel châtiment ne doivent pas attirer sur nous nos injustices, nos débauches, notre avide fureur pour les tableaux voluptueux et les gravures obscènes que partout on étale, pour ces livres impies qui, comme un torrent nous inondent, nos mépris pour les commandements de Dieu et de son Eglise, nos sarcasmes contre ses dogmes et ses ministres ! » Il indique enfin les remèdes : « Si vous voulez être de vrais citoyens, commencez par être de vrais

chrétiens. En cette qualité, prenez pour règle de vos pensées, de vos projets, de vos mœurs, de vos croyances les maximes immuables de l'Évangile (1). »

Vers ce temps, son ami Conen de Saint-Luc eut l'occasion de lui écrire. L'état de faiblesse dans lequel il se trouvait ne lui permettant pas de conférer les Ordres, il annonçait la prochaine arrivée à Saint-Pol des ordinands de Quimper et priait son confrère de vouloir bien leur imposer les mains à l'ordination des Quatre-Temps de septembre. Il lui faisait en outre savoir qu'il avait publié sa lettre pastorale avec la lettre du Roi et que l'impression produite avait été bonne sur le grand nombre.

Les événements du jour font ensuite l'objet de ses commentaires. Il se plaint du décret destructeur des dîmes, mais il espère que le Roi ne le sanctionnera pas ; il raconte que le petit imprimé où l'abbé Siéyès a exposé ses arguments lui est enfin parvenu, malgré tous les efforts qui ont été faits pour en supprimer le plus grand nombre d'exemplaires ; les troubles de Paris et de Versailles l'inquiètent ; le cas de l'évêque de Langres qui a été insulté en pleine assemblée par des membres des Communes et qui a dû rentrer dans son diocèse, donne à réfléchir ; il y a également des signes d'effervescence en Bretagne : « On dit que votre ville de Brest ne traite pas très bien M. de Thiard ; il a voulu dire dans une circonstance intéressante qu'il possédait les ordres du Roi, on lui a répondu qu'on ne connaissait que la nation. Comment trouvez-vous cela ? » L'Assemblée Nationale ne lui inspire guère confiance : « Dieu seul sait ce que deviendra, ce que produira cette incomparable Assemblée ; pour moi je tremble (2). »

L'évêque de Léon partageait les mêmes sentiments. S'il

(1) Mandement de Monseigneur l'évêque-comte de Léon qui ordonne des prières publiques pour le rétablissement de l'ordre et de la paix dans l'intérieur du royaume. Daté du 19 septembre 1789 (d'après une copie manuscrite Archives de Keruzoret).

(2) D'après la copie d'une lettre de M^{gr} de Saint-Luc à M^{gr} de La Marche, datée de Quimper 16 septembre 1789 (Communiquée par le chanoine Peyron).

eut quelque espoir dans le nouveau régime, ce fut peut-être à l'époque où il invitait le clergé et les fidèles de son diocèse à joindre leur signature à la sienne pour faire triompher au sein de l'Assemblée Nationale une déclaration reconnaissant que « la Religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat et la seule à laquelle appartient le culte public dans le Royaume (1) ». Mais à mesure que la Révolution marchait, les ménagements diminuaient : « depuis le 27 juin, l'Eglise n'existait plus comme ordre politique ; dans la nuit du 4 août, elle avait renoncé aux droits seigneuriaux attachés à beaucoup d'évêchés, d'abbayes, de canonicats ; elle avait en outre abdiqué toutes ses exemptions pécuniaires, toutes ses franchises en matière d'impôt ; les dîmes venaient de lui être ravies. Le 23 août, l'Assemblée en discutant la « Déclaration des Droits de l'homme » y insérait cette formule : « Nul ne peut être inquiété pour ses opinions, même religieuses » ; donc plus de patronage de la puissance civile, plus de recours au bras séculier. Le 28 août, elle repoussait une motion déclarant que « la religion catholique était la religion de l'Etat (2) ». A défaut de la réponse de M^{gr} de La Marche à l'évêque de Quimper, nous avons sa réponse, ce même mois de septembre, à une adresse qu'avaient fait circuler des députés du Tiers-Etat de Bretagne à l'Assemblée Nationale : « Vous avez eu, Messeigneurs de Bretagne, députés de notre part à l'Assemblée Nationale, la très grande bonté de nous faire rendre une adresse pour apprendre à nos peuples des villes et des campagnes qu'on cherche à exciter parmi nous une dangereuse fermentation ; nous avouons de bonne foi que nous ne nous doutions pas des dangers que nous courons. Vous avez le plus grand désir que votre adresse circule partout et qu'elle produise tout son effet ; c'est pour cette raison que nous la faisons imprimer avec nos réflexions. » Après avoir protesté contre la suppression des dîmes et contre le projet de

(1) D'après une copie de mandement (Archives de l'évêché de Quimper, Papiers de M^{gr} de Saint-Luc).

(2) P. de La Gorce, *Op. cit.*, t. 1, p. 128.

stipendier les ministres du culte, il aborde la question de l'abolition des Etats provinciaux : « Vous nous dites maintenant tout le contraire de ce que vous nous disiez il y a peu de mois ; vous surtout, Messieurs les avocats de Rennes qui signez cette adresse, ne faisiez-vous pas alors des mémoires au nom de la Commission Intermédiaire pour prouver que nous jouissions de notre liberté, que cette liberté était garantie par nos contrats et que nous devions défendre, et maintenant vous nous dites que nous étions esclaves. Nous nous plaignions sans doute des frais énormes de la justice, mais n'était-il pas facile de la rendre moins ruineuse, d'en diminuer le nombre des degrés de juridiction et de supprimer celles des seigneurs qui ne ressortissaient pas immédiatement des cours souveraines. Cette réduction pouvait se faire de concert avec eux. Vous convenez que les Etats et le Parlement étaient le grand obstacle à notre oppression et pourquoi voulez-vous que nous concourions maintenant à les détruire ? » Puis cette profession de foi régionaliste : « Vous nous exhortez à abjurer notre Patrie et à renoncer à notre qualité de Bretons. Là-dessus nous avons beaucoup de choses à vous dire qui vous instruiront de ce qui a été dit parmi nous (1). »

Voici maintenant son sentiment sur la sécularisation des Ordres religieux. Une sœur converse des Ursulines de Lesneven avait profité de la loi du 13 février 1790 pour sortir de son couvent. L'Evêque lui fit savoir que l'Assemblée Nationale n'avait que le droit de la soustraire aux lois civiles prononcées contre ceux ou celles qui enfreignaient le vœu de clôture, mais que les lois ecclésiastiques existaient dans toute leur force et qu'aucune autorité ne pouvait les soustraire à l'excommunication même à l'article de la mort, à moins d'un repentir et d'une résolution formelle de retourner dans leur couvent en cas de guérison. La municipalité de Brest ayant eu connaissance de la chose envoya une copie de la

(1) Réponse de Monseigneur de Léon à l'adresse du Tiers-Etat, septembre 1789 (Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1789).

lettre du prélat à ses députés aux Etats généraux afin de dénoncer l'Évêque à l'Assemblée Constituante (1).

Désormais les événements ne feront qu'accentuer son attitude de résistance. Le 14 juillet 1790, on devait célébrer dans toute la France la fête de la Fédération. La municipalité de Brest voulut faire dire la messe sur l'autel de la Patrie et faire chanter un *Te Deum*. L'Évêque lui écrivit qu'il s'opposait à cette cérémonie, parce que la Constitution civile dont le vote définitif n'était pas encore acquis, mais dont les principaux articles venaient de passer, renfermaient des dispositions essentiellement contraires à la religion.

En même temps il envoyait des instructions à ses prêtres et leur faisait savoir que ceux d'entre eux qui adhéreraient par un acte religieux au serment fédératif seraient tenus pour hérétiques. Aussi ce fut en vain que les municipaux de Brest cherchèrent dans les deux paroisses de la ville un ecclésiastique qui osât braver les foudres épiscopales. Ils durent se rabattre sur un prêtre octogénaire, l'abbé La Motte, qui consentit à célébrer la messe, malgré les injures du temps et les fatigues d'une longue cérémonie, et ils manifestèrent leurs sentiments en faisant brûler le prélat en effigie au milieu du Champ-de-Bataille (2).

A Saint-Pol, le conseil général sans en prévenir l'Évêque avait, dans la séance du 5 juillet, ordonné de dresser sur la grande Place un autel à la Patrie et d'y faire célébrer le 14 une messe par le P. Turquet, Supérieur des Minimes et aumônier de la garde nationale. Quelques jours après, il fit demander au prélat de faire lui-même la cérémonie. M^{sr} de La Marche répondit encore à cette requête par une fin de non-recevoir, rappela ce qu'il y avait d'illicite dans le serment de maintenir une constitution qui allait à l'encontre de la doctrine de l'Église et déclara qu'il défendait au P. Turquet et à tout autre

(1) Correspondance de la Municipalité de Brest avec ses députés aux Etats généraux. Archives municipales de Brest, LL 48, lettre du 30 avril 1790.

(2) *Ibid.* Lettres des 16 et 21 juillet 1790.

prêtre de célébrer la messe sur l'autel de la Patrie (1). Il écrivit lui-même au Minime pour le prévenir qu'il ne pouvait se rendre à l'invitation de la Municipalité sans encourir la suspension portée par les statuts diocésains. Les Municipaux, pour ne pas compromettre le P. Turquet avec son évêque, s'adressèrent au P. Paulier, prieur des Minimes de Saint-Fiacre, dans le diocèse de Tréguier. Le P. Paulier accepta. Il ne se contenta pas d'officier, il prononça un discours dans lequel il vanta la nouvelle constitution et dit « le plaisir que l'on devait avoir à s'y soumettre, à la soutenir avec zèle et courage, en s'unissant par le serment fédératif qui tendait à consacrer la concorde, l'union et la bonne intelligence qui doit régner à jamais entre les bons Français ». Le maire fit ensuite un discours et prêta aussi le serment. Puis le célébrant, les religieux qui l'assistaient à l'autel, les officiers municipaux, le procureur de la Commune et les notables jurèrent dans la forme prescrite par les décrets de l'Assemblée Nationale après avoir mis la main sur l'autel. Cela fait, M. de Mézangeau, commandant de la garde nationale et M. Dure, commandant des détachements de Normandie et de Beauce, s'avancèrent auprès de l'autel. Le maire leur donna lecture du serment qu'ils prononcèrent aussitôt et firent prêter en termes exprès à leurs officiers et à leurs soldats. Enfin des élèves du collège se présentèrent ; l'un d'eux vanta dans un discours flatteur la cérémonie et la constitution et tous prêtèrent le serment (2).

Les rapports municipaux ne contiennent aucune plainte contre l'Évêque. C'est que la ville de Saint-Pol était alors menacée de perdre son Évêché, son Chapitre et son Séminaire. Un décret du 22 janvier avait fixé à Quimper le chef-lieu du département. Cette mesure allait priver la ville de la source la plus considérable de ses

(1) D'après une copie de la lettre de l'Évêque (Arch. mun. de Saint-Pol, Reg. 22, f° 2).

(2) Plusieurs le désavouèrent par la suite. Les renseignements ci-dessous sont fournis par le registre 22 des Archives municipales de Saint-Pol, f° 2, 3, 4, 5.

revenus. La Municipalité, tout en protestant de son attachement à la Constitution, n'était pas sans inquiétude et déjà ses préoccupations s'étaient fait jour dans nombre de ses délibérations et de ses démarches. Dès le mois de janvier, elle adressait à l'Assemblée une requête aux fins d'obtenir la réintégration de son ancien tribunal supprimé par le décret du 4 août et le maintien de son Évêché et de ses maisons religieuses : « Ce siège épiscopal, érigé depuis environ 512, existe depuis autant de générations et de siècles que la réputation de l'Assemblée se propagera dans l'histoire de l'Empire français. Ce sera constamment le vœu de sa principale cité qu'il soit ainsi décrété (du maintien) de la cathédrale de Léon, de son chapitre, de ses établissements religieux, de son séminaire, de son collège, édifice magnifique, fruit de plus de 300.000 livres de dépenses dans ces dernières années de sa restauration et devenu, on peut le dire hautement, par la bonté de son administration intérieure et extérieure, le Lycée des talents de la jeunesse des deux évêchés voisins (1). »

Ces considérations n'ayant pas touché l'Assemblée, le 10 juillet, quatre jours avant la fête de la Fédération, les officiers municipaux lui envoyaient une nouvelle « adresse ». Ils insistaient encore sur les raisons exposées dans la précédente requête : La suppression de l'évêché, du chapitre, du séminaire et des communautés serait un désastre irréparable. L'Évêque, en particulier, consacrait la « presque totalité de ses revenus » à des établissements de bienfaisance ou à des édifices qui embellissaient la ville. De plus, l'exode des nobles, nombreux à Saint-Pol et qui, soit par attachement à l'ancien régime de Bretagne, soit par crainte des désordres, se retiraient dans les campagnes, avait pour conséquence d'enlever aux artisans le travail et le profit auxquels ils étaient accoutumés. Sans compter les édifices publics, il y avait dans la ville douze ou treize maisons prébendales et un très grand nombre de maisons et de jardins qui étaient des biens ecclésiastiques et allaient

(1) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.

passer à la Nation. Comment tous ces biens seraient-ils mis en valeur dans une ville proscrite et dépouillée ? A quels usages seraient-ils consacrés ? Qui entreprendrait de les acquérir ? Qui voudrait les prendre en ferme ? Comment la Nation pourrait-elle pourvoir, sans grands frais, à leur entretien ? La requête se terminait par cette adjuration aux membres de l'Assemblée : « Vous pouvez, Messieurs, écarter d'un mot toutes ces calamités ; vous pouvez calmer les inquiétudes d'une ville justement alarmée et assurer son existence qu'elle craint de perdre pour toujours ; elle ne demande pas que vous enleviez quelques avantages à d'autres villes, mais conservez-lui ceux dont elle a joui jusqu'à présent. Elle a des besoins et non pas de l'ambition : elle ne sollicite ni éclat ni agrandissement, elle ne demande qu'à exister ; accordez-lui une Cour royale avec attribution des affaires maritimes, attribution d'autant plus utile qu'elle est environnée de côtes et située entre deux ports de mer. Réunissez dans l'arrondissement de sa juridiction les paroisses et les municipalités qui composent le canton dont elle est le chef-lieu ainsi que les autres paroisses circonvoisines, savoir celles de Sibiril, Cléder, Plouescat, Tréflaouéan et Plouvorn qui l'ont demandé par les délibérations que nous avons jointes à nos précédentes adresses. Mettez le comble à ce bienfait en conservant à Saint-Pol-de-Léon le siège de l'évêque. C'est à cela que se bornent les vœux et les prières de cette ville qu'elle a déjà exprimés par ses adresses des 30 décembre 1789 et 19 janvier 1790 que vous avez sous les yeux (1). »

Cette objurgation fut sans effet. Quelques jours après, l'Assemblée Nationale décrétait que Quimper devenait le chef-lieu du département. La plainte des habitants de Saint-Pol eut d'ailleurs son écho. Le 14 novembre 1790, le conseil municipal de Plougoulm demandait à l'Assemblée « qu'il plaise aux généreux et bienfaisants législateurs de conserver aux Léonards leur digne prélat, leur droit

(1) Arch. Nat., D XIX, 26, n° 399 et Arch. mun. de Saint-Pol, reg. 20, f°s 53, 54, 55.

d'avoir toujours à l'avenir comme au passé leur Évêque et leur Évêché (1). » La ville de Brest fit aussi entendre sa protestation par la voix de ses représentants : « Tous nos citoyens, écrivaient-ils à leurs députés, sont indignés d'une décision qui blesse le bon sens. Si l'on devait fixer le chef-lieu dans une des extrémités du département, c'était sur Saint-Pol-de-Léon qu'il fallait s'arrêter. Cette ville est anéantie en perdant son Évêché et, si on ne lui donne pas une juridiction de district, tous ses habitants peuvent plier bagage. »

Mais s'ils étaient intéressés à la conservation de l'évêché de Léon, les municipaux brestois ne faisaient point de vœux pour le maintien de l'Évêque. Le 21 juillet, ils le signalaient à l'Assemblée : « Nous pensons devoir vous dénoncer l'évêque de Léon dont vous connaîtrez les véritables sentiments en jetant les yeux sur les cinq lettres ci-jointes. Vous verrez que, non content de se refuser aux désirs des villes qui avaient sollicité son agrément pour la Fédération générale du 14 juillet, il a par sa lettre circulaire, manifesté l'intention directe d'intimider ou de séduire les curés de son diocèse, d'alarmer les consciences timorées des habitants des campagnes et d'exciter lui-même à ce schisme déplorable dont il menace la France. Nous vous supplions de prendre les mesures que votre sagesse vous suggérera pour empêcher que cet évêque n'ait d'imitateurs et qu'il ne parvienne à faire des prosélytes. »

M^{sr} de La Marche fut donc classé de bonne heure parmi les ennemis irréductibles du régime nouveau. Son refus de prendre part à la fête de la Fédération et sa circulaire à son clergé étaient les premiers actes publics dans lesquels il manifestait ses sentiments. Mais depuis longtemps il se méfiait de l'Assemblée Nationale. Nous en avons la preuve dans la lettre qu'un de ses confrères, député à cette Assemblée, lui écrivait au mois de février pour essayer de calmer ses craintes : « Je ne crois pas, mon cher Seigneur, qu'il soit encore question d'ordonner la prestation individuelle du serment qui vous effraie,

(1) Registres municipaux de Plougoulm.

mais il paraît certain que les évêques comme les autres seront interpellés de le prêter tôt ou tard. Je respecte infiniment votre délicatesse à ce sujet et je voudrais pouvoir calmer vos inquiétudes. Je ne vous citerai pas mon exemple ; il serait trop présomptueux de me proposer pour modèle à suivre, mais tous nos confrères de l'Assemblée et les ecclésiastiques même les plus vertueux et éclairés, parmi lesquels je distingue le général de Saint-Lazare, ont cru pouvoir se conformer au décret qui nous assujettissait à cette démarche (1). »

II

C'est que la Constitution civile du Clergé se préparait. En mars, on connut le projet de remaniement des circonscriptions ecclésiastiques ; en avril, on apprenait que les pouvoirs publics, sans reconnaître que le patrimoine de l'Église était régi par des lois canoniques, devaient pourvoir à la subsistance du clergé par voie de salaire. La question des nominations était encore plus grave : le corps électoral, qui ne comprenait pas nécessairement des ecclésiastiques ni même des catholiques, était investi du pouvoir d'élection aux bénéfices ecclésiastiques. La Constitution ignorait la primauté pontificale, puisqu'un article stipulait que l'évêque nommé ne ferait aucune démarche auprès du Pape avant le sacre, mais qu'après le sacre il se contenterait de lui adresser une lettre de communion. De même il était défendu aux évêques de communiquer à leurs fidèles toute publication venant du Pape, parce qu'émanant d'une autorité étrangère. L'institution canonique serait donnée par le métropolitain et au bas de la hiérarchie ce serait au curé de choisir ses vicaires.

« La Constitution civile fut l'erreur capitale de la Révolution (2). » Sur la constitution de l'Église, la suprématie du Saint-Siège et la hiérarchie ecclésiastique, elle était en contradiction formelle avec la doctrine catho-

(1) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.

(2) Debidour, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat*, p. 68.

lique : elle consacrait la prépondérance de l'Etat et l'invasion de l'esprit laïque dans le domaine temporel et spirituel de l'Eglise en faisant de la religion catholique un rouage dépendant de l'Etat et de la loi, en donnant à l'élément laïque un droit sur l'organisation du culte, en substituant la conception démocratique qui reconnaît l'égalité des droits entre associés à la conception de l'Eglise qui réclame de droit divin le pouvoir exclusif de gouverner l'exercice du culte. L'Eglise de France ne pouvait se plier au cadre légal qu'on voulait lui imposer, sans péril pour sa constitution et sa structure hiérarchique.

C'est ce que fit ressortir l'évêque de Léon dans sa circulaire incriminée. Une première partie était consacrée à rappeler les *principes* : tout catholique doit reconnaître que l'Eglise est infaillible sur le dogme, les mœurs et la discipline générale ; que le Pape et les évêques en sont les juges ; que la juridiction de ceux qui sont légitimement revêtus de l'institution canonique ayant été limitée à un territoire déterminé ne peut pas, sans l'intervention du pouvoir ecclésiastique, recevoir de modification ; que le Pontife romain, en sa qualité de successeur de Pierre, a sur toute l'Eglise une primauté d'honneur et de juridiction. La seconde partie contenait un exposé de *faits* : l'Assemblée Nationale, sans le concours de l'autorité ecclésiastique, a décrété la suppression d'un certain nombre d'évêchés et de paroisses ; elle a arrêté que tout nouvel évêque élu, au lieu de s'adresser au Pape, s'adressera au métropolitain pour en recevoir l'institution canonique et que, pendant la vacance du siège épiscopal, la juridiction sera dévolue au premier ou, à son défaut, au second vicaire de l'église cathédrale, autant de décisions qui sont contraires à la discipline de l'Eglise et qui, portées par une puissance purement civile, ont toutes le vice radical d'incompétence. Dans la troisième partie de sa lettre, l'Évêque tirait les *conséquences* : jusqu'à ce que l'Eglise ait ratifié d'une manière légale et canonique ces dispositions de la puissance civile, parmi lesquelles il y en a qui ne peuvent être validées que par l'Eglise universelle, ou par le concours du Souverain Pontife et de l'Eglise de

France, les archevêques, les évêques et les curés supprimés conserveront seuls la juridiction sur leurs suffragants, leurs diocésains et leurs paroissiens, et ceux qui leur seraient substitués n'en auraient aucune sur les nouveaux suffragants, diocésains et paroissiens qui leur seraient assignés. Un nouvel évêque élu, qui ne recevrait l'institution canonique que du métropolitain ou de l'ancien évêque auquel l'Eglise n'a pas donné ses pouvoirs, ne recevrait aucune juridiction, et ne pourrait la communiquer aux nouveaux curés. En conséquence, toutes les absolutions que ceux-ci donneraient en vertu de leur titre, à l'exception de l'article de la mort, et tous les actes de juridiction qu'ils feraient, seraient frappés de nullité. Lors de la démission ou à la mort de l'évêque, les chapitres auxquels l'Eglise avait attribué les pouvoirs du siège vacant, ne subsistant plus, toute juridiction serait suspendue ; enfin le lien qui forme l'ordre hiérarchique resterait brisé.

La lettre se terminait par un appel pressant au clergé pour qu'il demeurât inviolablement attaché à l'Eglise, à sa discipline et à la parfaite dépendance de son chef : « Il ne me reste, Messieurs, qu'à vous dire avec Saint Jean : « *Esto fidelis usque ad mortem* » ; à vous engager à gémir et à redoubler de zèle pour le salut de vos paroissiens ; et que votre zèle soit réglé par la prudence ; évitez avec le plus grand soin tout ce qui pourrait porter le trouble parmi les habitants des campagnes ; exhortez-les et travaillez de concert avec eux à maintenir l'ordre, la justice et la paix. Les mouvements extraordinaires, les grandes agitations éloignent les hommes de Dieu ; les maux, les afflictions les en rapprochent. Servez-vous de ces motifs pour leur rappeler que leur Père, le Père des miséricordes est aux cieux ; que c'est lui qu'ils doivent conjurer de venir à leur secours et de les délivrer de leurs maux ; ils fléchiront sa colère par la prière et par la pénitence ; dans le même esprit, joignez-vous à eux et à nous, messieurs, pour demander à Dieu qu'il jette un regard de miséricorde sur ce royaume, sur l'Assemblée Nationale, sur le Roi et sur l'Eglise (1). »

(1) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.

Trois cents prêtres, soit l'universalité morale du clergé du diocèse, présentèrent à leur évêque une protestation signée contre la Constitution civile, contre la réunion des évêchés de Quimper et de Léon et contre la convocation adressée aux électeurs du Département en vue de procéder le 31 octobre à l'élection d'un évêque du Finistère. Le prélat les remercia dans une lettre publique :

« Messieurs, le témoignage que donne le clergé de mon diocèse de son attachement inviolable aux principes de la doctrine et de la discipline de l'Eglise, en même temps de sa fidélité à son pasteur légitime, devient dans les circonstances présentes plus précieux en lui-même et plus satisfaisant pour moi. Je ne dois point vous dissimuler ma joie et je puis vous dire comme l'Apôtre : « *Gaudio in omni tribulatione nostra superabundo* (1). »

Que pensait-on à Rome de la situation qui allait être faite à l'Eglise de France ? Pie VI, avant de se prononcer, suivait la marche des événements. Voulant éviter les éclats, il était résolu à se montrer patient. Partisan des méthodes de prudence et de condescendance, déterminé pour éviter le schisme à faire tout ce que sa conscience et l'honneur lui permettraient, il ne voulut prendre une décision dont les motifs ne fussent sérieusement pesés et mûrement réfléchis. Lors de la suppression par l'Assemblée Nationale des annates et des droits perçus par le Saint-Siège pour l'expédition des actes pontificaux, il avait éprouvé un profond déplaisir, mais, craignant de perdre l'appui de la France, il avait imposé silence au Sacré-Collège. Il se contenta de manifester son sentiment dans une lettre très confidentielle qu'il écrivit à Louis XVI, le 14 septembre 1789, pour l'exhorter à ne pas permettre que l'erreur s'emparât du sanctuaire. La sécularisation des biens ecclésiastiques l'inquiéta davantage, mais il ne crut pas encore devoir élever la voix. En mars 1790, il apprit le vote de la loi sur les vœux monastiques et sur la suppression des Ordres religieux. Cette fois l'Eglise de

(1) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.

France n'était plus seulement atteinte dans ses biens, mais dans ses institutions. Pie VI demeurait hésitant entre un silence qui paraîtrait inertie et une protestation qui exaspérerait. L'ambassadeur de France près du Saint-Siège, le cardinal de Bernis, penchait pour la temporisation ; des cardinaux du Sacré-Collège conseillaient un acte public. Le 29 mars, le Pontife dénonçait dans un consistoire secret les nouveautés dangereuses, mais les journaux recevaient l'ordre de ne rien publier. Le mois de mai arriva ; la nouvelle du projet de la Constitution civile du Clergé parvint à Rome à la fin de juin ; il n'y avait plus de doute sur les intentions de l'Assemblée.

C'est alors que l'évêque de Léon prévoyant les difficultés que la loi allait faire naître dans le pays, crut bon d'en aviser le Saint-Père. Le 28 juin, il lui écrivit une longue lettre qu'en raison de son importance nous reproduisons in-extenso :

TRÈS SAINT PÈRE,

Votre Sainteté n'ignore pas les maux qui accablent l'Eglise de France. Elle connaît pareillement qu'ils prennent source dans les systèmes philosophiques qui, depuis tant d'années, travaillent à saper les fondements de la Religion, dans l'appui que trouve une secte, ennemie par principe de toute autorité, des hommes qui, joignant l'audace à l'impiété, après avoir renversé le trône, attaquent l'autel et semblent déterminés à l'agiter jusqu'à ce qu'ils soient parvenus à la détruire.

Au milieu de cette funeste tempête, après avoir levé les yeux au ciel, nous les tournons avec confiance vers cette cité sainte où réside le Père commun des fidèles. C'est de là que Saint Pierre confirma toujours ses frères et c'est à un de ses plus dignes successeurs que nous avons recours dans l'état de tribulation où nous réduit une persécution d'autant plus dangereuse qu'elle est menée avec ménagement et sous une apparence de réforme.

Quelque grands que soient les maux qu'ont déjà éprouvés en France l'Eglise et ses ministres par l'envahissement de ses biens et leur vente décrétée, par la suppression des vœux solennels, la destruction des Chapitres et l'inexécution prochaine des pieuses fondations, nous ne pouvons nous dissimuler qu'ils doivent s'attendre à des maux plus grands encore. Votre Sainteté les aura prévus en apprenant qu'une assemblée purement civile, après avoir ajouté aux pouvoirs limités qu'elle avait reçus, des pouvoirs sans bornes qu'elle a usurpés, se transforme en Concile, s'en attribue l'autorité, entreprend d'en exercer les fonctions et en contrefait le langage. Elle va

plus loin, elle tente d'interrompre les rapports de communion et de juridiction entre l'Eglise gallicane et le Saint-Siège, centre de l'unité catholique : elle s'arroge le pouvoir de le déposséder du droit d'accorder aux évêques l'institution canonique pour en revêtir le métropolitain, d'intervertir l'ordre de la hiérarchie, de réformer et contredire les décisions d'un Concile général et de changer des points de discipline établis par la tradition constante de l'Eglise.

Sous le nom de Constitution ecclésiastique, faisant partie de la Constitution de l'Etat, l'Assemblée Nationale porte des décrets qui suppriment des évêchés, qui proposent d'ériger de nouvelles églises métropolitaines, de leur désigner des suffragants qu'ils ôtent aux anciennes et à celles-ci de leur en attribuer de nouveaux.

Ces mêmes décrets suppriment la juridiction des évêques dans leur diocèse et la transportent à des évêques voisins. Ainsi l'Assemblée Nationale fait plier tous les droits actuels de juridiction territoriale des évêques et des curés aux nouvelles circonscriptions géographiques qu'elle se propose de donner aux diocèses et aux paroisses.

La doctrine du concile de Trente est celle de toute l'Eglise sur la nécessité de l'approbation des évêques pour exercer fidèlement la fonction de juge dans le tribunal de la Pénitence, mais elle n'est pas celle des décrets de l'Assemblée nationale. Un de ces décrets porte que les curés pourront choisir leur vicaires parmi les prêtres ordonnés pour le diocèse ou qui y seraient incorporés : quoique le décret soit rédigé de manière à ne pas énoncer formellement que les vicaires pourront être choisis parmi les prêtres non approuvés, l'Assemblée a clairement manifesté sa pensée en rejetant l'expression « de prêtres approuvés » que le projet de décret avait proposée.

Je passe sous silence les autres réflexions que peut faire naître l'ensemble des décrets, pour exposer à Sa Sainteté où va se trouver mon Eglise en particulier, lui faire connaître mes dispositions et soumettre ma conduite à la sagesse des avis que j'attends de sa bonté paternelle.

Le diocèse de Léon est borné au couchant et au Nord par la mer, au levant par le diocèse de Tréguier et au midi par celui de Quimper. D'après la formation des départements qui ne doivent renfermer qu'un seul diocèse de ces trois, il y en aura deux de supprimés. On n'a pas encore désigné ceux qui le seront, mais l'Assemblée Nationale entend que, par la suppression des diocèses, leurs évêques perdent leur juridiction territoriale et que celle de l'évêque conservé s'étendra sur tous les diocèses qui se trouveront renfermés dans l'étendue du département, parce que, dit-elle, la puissance civile de laquelle seule dépend la circonscription des territoires, borne ou étend la juridiction spirituelle en lui ôtant ou en lui donnant des sujets par une opération dont le droit ne peut lui être contesté.

Ce que l'Assemblée Nationale entend, je ne puis ni ne dois l'entendre : soit qu'elle prononce la suppression ou la conservation de mon siège, je ne croirai ni perdre ma juridiction sur mes diocésains

actuels ni pouvoir l'étendre sur les sujets des autres diocèses, et je suis absolument certain que les respectables évêques qui me confinent pensent à cet égard de la même manière.

Dans le cas où mon siège serait supprimé, je suis résolu, quels que soient les dangers de la résistance, à ne point abdiquer ; dans le cas où il serait conservé et que quelqu'un de mes voisins vint à donner sa démission, je ne croirai pas pouvoir étendre ma juridiction sur des sujets sans y être autorisé par la puissance ecclésiastique à laquelle il appartient de la conférer. Je reconnais que cette puissance réside maintenant dans la seule personne du Souverain Pontife qui seul peut la communiquer au métropolitain, s'il juge que le bien de l'Église le demande.

Intimement persuadé qu'aucun évêque ne peut se soumettre à la nouvelle Constitution ecclésiastique décrétée par l'Assemblée, sans trahir sa conscience, sans adopter des sentiments erronés sur la hiérarchie ecclésiastique, sans s'écarter de la doctrine du très saint concile de Trente, fondée sur la tradition constante de l'Église concernant sa juridiction et sa discipline générale, non seulement je ne concourrai point à l'ordination d'un nouvel élu qui adopterait cette nouvelle Constitution, mais je croirais devoir me séparer de la communion de tous les évêques qui s'y soumettraient, ne croyant pas pouvoir l'allier avec la communion que je veux garder jusqu'à mon dernier soupir avec le Saint Siège, point central de cette unité dans laquelle tous les fidèles ne forment qu'un seul troupeau et tous les ministres un seul pasteur.

Après avoir exposé à Votre Sainteté avec simplicité mes pensées et mes dispositions, je les sou mets à la supériorité de ses lumières, je la supplie de venir au secours de l'Église de France et de prévenir le schisme qui la menace, par tous les moyens que lui donne la puissance qu'elle a reçue de Jésus-Christ.

Ses droits sur le cœur affligé d'un prince très chrétien, le respect que doit au chef visible de l'Église une assemblée catholique pourraient faciliter à Sa Sainteté la convocation d'un concile national, si toutefois ce moyen de conciliation était aussi conforme aux vues de sa prudence qu'au vœu général des évêques de ce royaume.

Si enfin Votre Sainteté ne voyait pas de moyens de conjurer l'orage qui gronde depuis longtemps sur nos têtes et qui commence à éclater, je la supplie de daigner me tracer des règles de conduite et diriger mes pas dans une route pleine d'écueils et de dangers. Elle trouvera en moi un sujet docile à la voix du Premier Pasteur et un cœur sensible à ses bontés : toujours je serai fidèle à reconnaître la primauté d'honneur et de juridiction du successeur du prince des Apôtres.

Je suis, avec un profond respect, de Votre Sainteté le très humble et très soumis serviteur.

† J.-F. ÉV. DE LÉON (1)

(1) D'après la copie qui se trouve dans les « Papiers de Mgr de Saint-Luc » à l'évêché de Quimper.

Pie VI répondit le 4 août 1790 par une lettre dont voici la traduction :

A notre Vénérable frère Jean-François, évêque de Léon,

PIE VI.

VÉNÉRABLE FRÈRE, SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

Votre lettre du 18 juin nous a informé des maux qui troublent l'Église de France, et dont chaque jour vous voyez les progrès avec effroi. Les nombreux complots formés pour abolir dans ce royaume puissant la religion catholique qui en faisait la base et le triomphe, étaient parvenus à notre connaissance ; et le sentiment de tristesse dont ils nous ont pénétré est si vif, que de toutes les calamités réservées à cet âge, calamités dont nous sommes investi de toutes parts et presque accablé, il n'en est point pour nous de plus pénible et de plus pénétrante. Mais convaincu qu'il n'est possible d'arrêter aucune mesure qui ne soit pleine de dangers, nous sollicitons depuis longtemps le secours du Père des lumières ; nous avons ordonné même des prières publiques pour en obtenir qu'il soutienne et dirige notre faiblesse, pour le bien de son Église, dans des circonstances aussi délicates, et qu'il se ressouvienne de ses divines miséricordes. Nous n'avons pas non plus manqué d'exciter la piété et la foi de Sa Majesté très chrétienne pour empêcher qu'il ne concoure par son silence et surtout par son consentement, aux scandales que s'est permis l'Assemblée Nationale, et qui ouvrent la plus large carrière au schisme et à l'erreur. Nous avons de plus fait intervenir ceux de nos frères qui jouissent de la faveur d'approcher et d'entretenir Sa Majesté ; nous leur avons écrit pour les exhorter vivement dans le Seigneur, et nous leur avons demandé, par toute l'autorité de notre ministère, de venir au secours de l'Église, de la religion, de la patrie et du prince lui-même, à qui le titre de roi très chrétien est aussi cher qu'il est glorieux. Que le Dieu des miséricordes soutienne de sa grâce nos démarches, et daignant agréer nos vœux, qu'il confonde et dissipe par sa vertu les conseils des impies. Nous avons été ravi d'admiration en voyant et l'inaltérable fermeté de vos principes et le caractère sacerdotal avec lequel vous êtes résolu de maintenir et de justifier votre ministère contre les innovations établies par l'Assemblée Nationale. Vous avez, en effet, raison d'observer que personne n'a le droit, sans l'approbation du Siège Apostolique, ni d'étendre les fonctions du ministère épiscopal sur un territoire étranger à sa juridiction ni de les resserrer dans un espace plus borné (1).

(1) Voici l'original de ce passage important « *Merito enim consideras nulli esse datum, Sede Apostolica non approbato, episcopale ministerium vel ad alios fines traducere vel ad augustiores limites redigere.* » Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.

Quant au plan de conduite à tenir dans le cas où quelque violence étrangère voudrait vous arracher à votre troupeau, il nous paraît bien difficile de le tracer d'une manière précise, car vous remarquerez que les obligations du pasteur se modifient souvent selon le temps et les circonstances. Vous n'ignorez pas que nos ancêtres ont quelquefois donné pour les temps de tribulation des avis différents. On les a vus les uns courir d'eux-mêmes au devant des dangers, les autres s'y soustraire momentanément, sans craindre le reproche de prévarication ; aussi Notre Seigneur, après avoir recommandé à ses Apôtres de « joindre à la simplicité de la colombe la prudence du serpent » n'a pas voulu qu'ils se missent en peine de ce qu'ils auraient à dire devant les puissances. Mais tel est le système du jour, et l'esprit de révolte s'agite dans l'intérieur de la France avec tant de violence contre les puissances légitimes, que nous ne croyons pas pouvoir exciter par de nouveaux motifs le zèle du corps épiscopal, sans exposer à plus de dangers la dignité sacerdotale. Telle est la réponse que nous avons cru devoir faire à votre lettre, Vénérable Frère, vous dont les vertus excitent et notre tendre attachement et notre profonde admiration. Nous vous donnons affectueusement, et du fond du cœur ainsi qu'au troupeau confié à vos soins, notre bénédiction apostolique, en témoignage de notre bienveillance pontificale.

Donné à Rome à Sainte-Marie Majeure le 4 août 1799, la seizième année de notre Pontificat.

CALLISTE MARINI,

Secrétaire de Sa Sainteté pour les lettres latines.

Cette réponse dénote de la part du Pontife une profonde sagesse et une grande modération : s'il rappelle avec fermeté les droits du Saint-Siège, il évite de se prononcer ouvertement sur la Constitution civile. Malgré la réserve du ton, il est visiblement impressionné par les arguments qui lui ont été présentés. Peut-être se souvenait-il de la lettre de l'évêque de Léon quand il s'entretenait le 13 août avec l'ambassadeur de France : « Les décrets, lui disait-il, blessent autant les maximes gallicanes que les règles de l'Église universelle. Je pourrais occasionner de grandes scissions dans l'épiscopat français, soulever même une partie du clergé contre Rome si par quelque arrangement même provisoire, je n'avais aucun égard aux sentiments d'une Église qui jusqu'ici a fait tant d'honneur à la religion (1). » D'ailleurs il avait déjà con-

(1) De La Gorce, *Op. cit.*, t. II, p. 294.

fidèlement exprimé son sentiment au Roi dans une lettre attristée, mais fort nette : « Si vous approuvez les décrets relatifs au clergé, vous entraînerez votre nation entière dans le schisme. »

Nous connaissons le reste : Le 28 juillet, Louis XVI laissait arracher son consentement à la sanction de la loi ; le 17 août, Pie VI lui adressait de nouvelles instances pour le refus ; la lettre du Pape arriva à Paris le 26 ; deux jours auparavant, sur les conseils de l'archevêque de Vienne et de l'archevêque de Bordeaux, le Roi, la mort dans l'âme, avait signé les décrets qui ne pouvaient être approuvés à Rome.

III

Dès qu'il eut connaissance de la publication de ces décrets, M^{gr} de La Marche se décida à les tenir pour non avenus : « Je suppose, écrivait-il, que le District vienne me notifier les décrets de spoliation du clergé et me déclarer que j'ai à évacuer l'Évêché et à remettre les titres. Ma réponse sera que je proteste contre le décret injuste et sacrilège qui détruit les fondements de la société en violant la première de ses conventions, l'inviolabilité du droit de propriété usufruitière pour les particuliers, foncière et absolue pour l'Église qui en est vêtue ; en tant que cette propriété appartient à l'Église, elle est consacrée à Dieu, et c'est sous ce rapport que les décrets qui la violent sont sacrilèges. Si l'on me signifie le décret sur la Constitution prétendue ecclésiastique, je protesterai contre tous les décrets qui la composent comme rendus par une autorité incompétente. Je déclare de plus qu'elle est hérétique en ce qu'elle renverse l'ordre hiérarchique ; qu'elle est schismatique en ce qu'elle méconnaît la primauté de juridiction du Pape sur les évêques ; que dans son ensemble elle est impie et contraire à la religion catholique en ce qu'elle tend à diminuer le nombre des ministres nécessaires et par ce moyen à l'éteindre ; en ce qu'elle tend à relâcher les nœuds de la discipline en relâchant celui de la subordination ; en ce qu'elle tend

à introduire dans son gouvernement des sujets incapables ou indignes (1). »

Le 22 octobre, sur l'ordre du département du Finistère, le Directoire du district de Morlaix adressait au Conseil municipal de Saint-Pol une lettre invitant le procureur de la commune à notifier avec prudence et circonspection les décrets concernant la Constitution du Clergé à M^{gr} de La Marche et à Messieurs les chanoines de Léon. Le Conseil de Saint-Pol répondit qu'une pareille mesure ne manquerait pas de soulever dans la ville des troubles et des désordres que la garde nationale serait dans l'impossibilité de réprimer ; en conséquence, il pria Messieurs du district de Morlaix, « dont l'autorité est plus importante » de notifier eux-mêmes les décrets à l'Evêque et au Chapitre (2). Ces Messieurs se contentèrent d'écrire aux intéressés. La lettre qu'ils adressèrent à M^{gr} de La Marche portait cette suscription : « A M. l'ancien évêque de Léon ». Le prélat se cabra sous l'offense ; il renvoya le paquet sans le déca-cheter avec une lettre exprimant sa façon de penser : « Messieurs, il m'est parvenu un paquet par la poste adressé à l'ancien évêque de Léon. Je ne suis point ancien, mais actuel évêque de Léon : ce paquet n'est donc point à mon adresse, et je ne le reçois point. Ayant reconnu le cachet du district de Morlaix, j'ai cru que vous jugeriez convenable que je vous le fisse passer, afin que vous puissiez rectifier l'adresse, s'il est dans votre intention que je le reçoive. » Puis il continuait d'un air détaché : « Au reste, Messieurs, si comme le bruit s'en répand, la lettre que vous m'adresseriez contenait une notification de la Constitution civile du Clergé, j'ai l'honneur de vous prévenir franchement que je n'en accuserais pas la réception. » Et de nouveau, après avoir une fois de plus fait justice des décrets, il faisait appel aux sentiments religieux des administrateurs : « La clarté des principes que j'ai établis et des conséquences que j'en ai déduites,

(1) Autographe. Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.

(2) Arch. mun. Saint-Pol, reg. 20, f° 85.

vous aura intimement convaincus qu'il ne vous est pas permis d'exécuter de pareils ordres, et je me tiens assuré que vous ne préférerez pas l'amitié des Césars à celle de Dieu, la fausse prudence des enfants du siècle à la docilité des vrais enfants de l'Eglise (1). »

Les administrateurs du district de Morlaix s'en tinrent là, car ils décidèrent à l'unanimité qu'ils sursejoiraient à l'exécution des décrets relatifs à la suppression du siège épiscopal de Léon ; de plus, ils déclarèrent que leur conscience leur défendait de s'associer à une pareille mesure et ils refusèrent d'y prêter leur concours. Leur résistance valut à l'Évêque et à son Chapitre quelques semaines de répit.

La mort de M^{gr} Conen de Saint-Luc, survenue le 30 septembre, avait rendu vacant le siège épiscopal de Quimper. D'après les règles canoniques l'exercice de la juridiction était dévolu au Chapitre de l'église cathédrale. Or deux jours auparavant, le Chapitre avait reçu de la part du District notification de sa suppression. Les vicaires épiscopaux prévus par la Constitution n'étaient pas encore nommés ; légalement c'était l'anarchie. L'Assemblée Nationale envoya au District les ordres les plus formels pour dissoudre le Chapitre, casser les vicaires capitulaires et les remplacer par d'autres nommés par l'autorité civile. Malgré l'injonction qui leur fut faite de ne plus se trouver en corps pour quelque motif que ce fût, les chanoines s'assemblèrent extraordinairement le mardi 19 octobre à l'issue de Matines au lieu et à la manière accoutumés et rédigèrent une protestation contre les droits de l'Assemblée Nationale. Le Directoire départemental passa outre à cette protestation et convoqua les électeurs conformément à la loi. Le 21 octobre, les vicaires capitulaires firent paraître une lettre qu'ils adressèrent aux électeurs, leur rappelant les principes de l'Eglise sur les nominations épiscopales et les conjurant de ne pas permettre la nomination d'un évêque schismatique.

Le District se hâta de dissoudre le Chapitre et d'en séparer les membres et, sans avoir nommé de vicaires

(1) Arch. Ev. Quimper, « Léon », 1790.

épiscopaux, fixa l'élection au 1^{er} novembre. L'assemblée se réunit dans l'église cathédrale au jour indiqué. Plusieurs électeurs se rappelant la lettre des vicaires capitulaires se retirèrent sans vouloir voter ; d'autres montèrent dans la chaire qui servait de tribune et essayèrent en vain d'élever la voix pour empêcher le vote. Pendant la séance, un des assistants remit au président de l'assemblée une lettre cachetée écrite par M^r de La Marche qui demandait que le vote fût différé jusqu'à ce que le Pape eût donné sa décision. Quelques personnes réclamèrent la lecture immédiate de cette lettre, mais on ne les écouta pas ; le paquet ne fut ouvert que lorsque les opérations du scrutin furent closes. L'abbé Expilly, recteur de Saint-Martin de Morlaix et député à l'Assemblée Nationale fut élu évêque du Finistère par 238 voix contre 125 à M^{gr} de La Marche qui n'était pas candidat.

Cette élection marquait l'établissement du schisme en France : Expilly est le premier en date des évêques constitutionnels. Ses partisans exultaient, témoin ce membre de la municipalité de Brest qui écrivait le 3 novembre (1) : « L'assemblée de notre Département vient de signaler son patriotisme et de donner une preuve de l'esprit dont elle est animée dans le choix qu'elle vient de faire de l'évêque du Finistère ; ce ne sera donc plus à la naissance, à la protection, à l'intrigue, à tous les vices réunis qu'on confiera le choix des prélats ; le mérite, les talents, les vertus auront donc enfin des droits à l'épiscopat. M. l'abbé Expilly vient de recevoir la récompense flatteuse de tout ce qu'il a fait. Nous sommes tous ici particulièrement enchantés de cette nomination ; son portrait est déjà placé à l'Hôtel commun, en attendant le plaisir de lui témoigner toute notre satisfaction lorsque nous aurons celle de le voir dans son diocèse. » Pourtant il y eut des ombres au tableau, car dans les lettres qu'il écrivait quelques jours après, le même correspondant se plaignait de la protestation de nombreux ecclésiastiques du Département contre l'élection du nouvel évêque ; le clergé de Brest est lui-

(1) Arch. mun. de Brest, L1 48.

même décidé à ne pas le reconnaître ; il a fallu supplier le curé d'assister au *Te Deum* que les « amis de la Constitution » ont fait chanter à Saint-Louis. Mais ce qui est plus grave, c'est que des émissaires circulent dans toutes les paroisses pour mendier des signatures contre la nomination d'Expilly, et ils ne réussissent que trop dans leur mission ; à Brest, trois prêtres seulement, MM. Béchenec, La Motte et Laligne ont refusé de signer. Dans les campagnes, le mouvement d'opposition est encore plus accentué ; certains recteurs ont cherché en chaire à alarmer les consciences ; tous disent hautement que le nouvel évêque est schismatique ; qu'il n'aura aucune juridiction spirituelle, qu'il ne pourra conférer la prêtrise, qu'il sera « inhabile » à remplir les fonctions épiscopales. Tout paraît confirmer qu'il y a une coalition complète entre tous les ecclésiastiques du Département et qu'ils font l'impossible pour exciter une révolte parmi le peuple. Il n'y a qu'un moyen de venir à bout de ces prêtres exaltés : les réduire par la famine en les privant de leur traitement. Il faut que l'Assemblée Nationale ait connaissance de ces faits et prenne au plus tôt les mesures nécessaires.

M^{re} de La Marche était spécialement visé. Le député de la sénéchaussée de Brest à la Constituante qui recevait ces doléances s'empressa de rassurer son correspondant : « Les menées de M. de La Marche, écrivait-il le 10 novembre, nous sont connues et sont déposées au Comité des recherches. »

IV

Cependant il continuait à gouverner son diocèse et à exercer ses fonctions épiscopales. Devant le refus du district de Morlaix de notifier au prélat et au Chapitre les décrets de l'Assemblée, l'administration départementale avait dû se rabattre sur le district de Brest. Les patriotes de cette ville ne se laissèrent pas arrêter par des scrupules de conscience ; ils acceptèrent cette mission avec joie. Le 30 novembre, trois commissaires, les sieurs Brichet, Laligne et Hanot, accompagnés du sieur Paurain,

secrétaire, arrivaient à Saint-Pol. La Municipalité, craignant qu'on cessât la célébration du culte à la cathédrale dès que cette nouvelle serait connue, ce qui eût pu soulever le peuple, pria ces Messieurs de se rendre auprès de M. Corre, recteur du Minihy, pour lui demander de célébrer comme d'ordinaire le service divin à la cathédrale. M. Corre en conféra avec l'Évêque qui lui accorda l'autorisation. Les commissaires s'en montrèrent satisfaits et écrivirent à la municipalité de Brest que leur première réception à Saint-Pol avait été bonne et que tout paraissait tranquille dans la ville. Mais les municipaux brestois n'étaient pas aussi rassurés, car des lettres particulières leur faisaient craindre que ce calme ne fût pas de longue durée « attendu les menées sourdes du prélat et de son Chapitre ».

Le 2 décembre, les chanoines et dignitaires de Léon s'assemblèrent sur la requête des commissaires. Ceux-ci se présentèrent, firent lecture de leurs pouvoirs, notifièrent au Chapitre le décret de la Constitution civile du Clergé et lui demandèrent de s'y conformer en se séparant : sur quoi le Chapitre répondit par une protestation qui fut lue et remise entre les mains d'un des commissaires. Il s'élevait avec force contre sa suppression, déniait à l'autorité laïque toute qualité pour chasser du temple des ministres inviolablement attachés à leurs fonctions, déclarait que c'était une injustice d'interrompre les sacrifices et les prières stipulés dans les actes de donation des biens dont on le dépouillait, et chargeait devant Dieu et devant le peuple catholique la conscience de ceux qui le forçaient à renoncer à l'obligation sacrée de respecter et d'exécuter les volontés expresses des fidèles. « Ce qui met le comble à notre douleur, ajoutait-il, c'est que la main qui nous dépouille entreprend aussi de renverser de sa chaire pontificale et d'arracher à son troupeau un pasteur qui aurait honoré les plus beaux siècles de l'Église. Peuple de Léon, nous vous appelons à témoin ; rendez hommage à son zèle et à sa bienfaisance. Votre ville ne présente-t-elle pas de toutes parts des monuments qui réclament votre admiration et votre reconnaissance ? Citoyens de toutes classes n'avez-vous pas,

toujours trouvé des ressources dans les trésors inépuisables de sa charité ? Si, cédant à la force, il s'éloignait de vous, portez-le toujours dans votre cœur et apprenez qu'il conservera toujours le droit exclusif de vous instruire, de vous diriger et de vous gouverner. Pour nous, nous ne reconnaissons et ne reconnaitrons pour notre évêque que ce prélat que Dieu nous a donné dans sa miséricorde. Toujours nous nous regarderons comme composant son Chapitre ; toujours nous lui demeurerons unis par un lien indissoluble. »

Les commissaires déclarèrent ne pas s'arrêter à cette protestation et sommèrent les membres du Chapitre de leur présenter tous les titres et papiers concernant le temporel des canonicats et fondations, avec les rentiers, ainsi que les ornements, vases sacrés, argenterie et effets mobiliers dépendant de la cathédrale et du Chapitre. La compagnie persista dans sa protestation et, après avoir déclaré ne céder qu'à la force, fut d'avis de suspendre ses offices (1).

Le dimanche suivant, la municipalité et les commissaires partirent en cortège de la maison commune à la cathédrale pour assister à la grand'messe. L'office commença à l'heure ordinaire, mais, au lieu d'être célébré au chœur, il se fit à un autel latéral. Trois mille personnes environ y assistaient. Après le chant du *Credo*, M. Moal, un des curés du Minihy, monta en chaire et fit en breton un violent discours contre Expilly, la Constitution civile et la Révolution. Les municipaux et les commissaires en furent atterrés. Au cours du sermon, il se produisit un grand mouvement dans l'auditoire et ces Messieurs craignirent d'être écharpés.

Dans l'après-midi, M. M. Corre et Moal furent mandés à la barre du Conseil municipal, le premier pour dire « les motifs qui l'avaient porté à chanter la messe à un autel latéral et non au maître-autel, » le second pour « déduire les raisons qui l'avaient porté à prononcer fanatiquement

(1) Téphany, *Histoire de la Persécution Religieuse dans les diocèses de Quimper et de Léon*, p. 446-454.

un discours très incendiaire ». M. Corre répondit que « c'était par les ordres de M. l'Évêque qu'il n'avait pas dit la messe au chœur et qu'il chanterait les vêpres à l'autel où il avait chanté la grand'messe. » Il ajouta : « Je suis toujours résolu à suivre les ordres de M. l'Évêque, tandis qu'il se déclarera évêque de Léon. » Quant à M. Moal, il dit « qu'il avait prêché suivant la lettre de M^{re} de La Marche, sur l'ordre de M. Corre de prêcher ce jour ; et que son sermon avait été communiqué à l'Évêque dont il suivrait toujours la doctrine ».

La Municipalité exigea de M. Moal son manuscrit qui comprenait cinq feuilles. On en fit une traduction française, et des copies en furent délivrées aux commissaires du district de Brest, aux administrateurs du district de Morlaix, à l'administration départementale, à M. Expilly et au président de l'Assemblée Nationale (1). Quelques jours après, la municipalité de Brest fit également parvenir un exemplaire à ses représentants à la Constituante avec cette réflexion : « Vous jugerez par les expressions et la tournure de cette exhortation patriotique de l'esprit de nos calotins. »

Les commissaires rentrèrent à Brest le 10 décembre fort déconvenus, et M^{gr} de La Marche continua à exercer ses fonctions comme par le passé. Le dimanche 19 décembre, il tint chapelle à la cathédrale, dans l'endroit ordinaire, entre les deux grilles du chœur ; il assista au sermon français et donna sa bénédiction au prédicateur comme il en avait l'habitude. Tous les dimanches et fêtes, à la paroisse, au Creisker, aux Ursulines, à l'Hôpital, des prédicateurs jetaient l'anathème contre le nouveau régime ; au Collège, le scholastique et les professeurs enseignaient aux élèves les principes contraires à la Constitution ; tous les jours il se tenait à l'Évêché de nombreuses assemblées composées du prélat, des chanoines, des nobles et même de plusieurs officiers de la garnison. Sentant son impuissance, la Municipalité chercha ailleurs appui et conseils : elle se mit en relations avec le club des Jacobins de Paris.

(1) Arch. mun. de Saint-Pol-de-Léon, reg. 20, fo 30 sqq.

V

Vers le même temps, les prêtres du diocèse de Léon qui étaient mis en demeure de prêter le serment prescrit par le décret du 27 novembre, le refusaient pour la plupart. L'état nominatif des ecclésiastiques fonctionnaires publics qui ont prêté le serment et de ceux qui l'ont refusé accuse 27 assermentés pour l'ancien diocèse de Léon contre 282 non assermentés (1). Encore faut-il retrancher des 27 soumissionnaires ceux qui, avant la formation du département du Finistère n'étaient pas sous la juridiction de l'évêque de Léon, comme le curé et le vicaire de Plourin, les deux vicaires de Saint-Melaine et le vicaire de Plouégat-Moysan qui appartenaient au diocèse de Tréguier, le curé de Loperhet, les deux vicaires de Faou; le vicaire de l'Hôpital-Camfrout qui appartenaient au diocèse de Quimper, ce qui réduit à 18 le total des assermentés pour le diocèse de Léon. Il est à remarquer que sur ce nombre, il y avait quatorze de l'ancien archidiaconé d'Ack qui comprenait Brest et les environs, soit les paroisses les plus éloignées de l'Évêché, quatre de l'ancien archidiaconé d'Illy qui comprenait les autres paroisses du Bas-Léon, et pas un seul de l'archidiaconé de Léon.

Le premier prêtre fonctionnaire public qui manifesta l'intention de prêter serment fut l'abbé Laligne. Membre du Directoire du district de Brest, il avait été l'un des commissaires qui, sur le refus du district de Morlaix, était allé à Saint-Pol signifier à M^{sr} de La Marche la suppression de son siège et l'ordre de le quitter. Le 1^{er} janvier 1791, à 9 heures du matin, il se présenta au Bureau municipal de Brest et déclara qu'il était disposé, aussitôt qu'il en serait requis, à prêter purement et simplement et sans aucune restriction ni modification, le serment décrété par l'Assemblée Nationale. M^{sr} de La Marche lui écrivit une lettre pressante, le conjurant de renoncer à son pro-

(1) Arch. Nat., Comité Ecclésiastique D XIX, 21, n° 332.

jet : « On m'a dit, Monsieur, que vous avez déclaré être disposé à faire le serment sans restriction. Si cela est aussi vrai qu'incroyable de la part d'un ecclésiastique instruit et qui veut faire son salut et procurer celui des autres, y avez-vous assez réfléchi ? Cette Constitution du Clergé que vous vous disposez à jurer, dit entre autres choses qu'un évêque n'a pas besoin de l'institution du Pape, quoique l'Eglise n'ait donné à aucun autre le pouvoir d'instituer. Vous jureriez donc une doctrine schismatique. Cette Constitution rend la juridiction des évêques dépendante de son presbytère ; vous jureriez donc une doctrine hérétique... Le serment public par lequel vous déclarerez professer ces erreurs, vous fera connaître comme notoirement schismatique. Dès ce moment, l'Eglise ne vous reconnaît plus de pouvoirs que vous puissiez exercer valablement. Je vous supplie de peser devant Dieu ce que mon devoir me prescrit de vous écrire. »

Il est probable qu'il adressa les mêmes défenses à tous ceux qui manifestèrent l'intention d'obéir à la loi. Le correspondant des députés de la sénéchaussée de Brest le laisse supposer dans sa lettre du 7 janvier : « Nous avons toujours dans notre ancien évêque de Léon un fanatique dont il sera impossible de tirer jamais aucun parti par les voies de la raison ; il faudra nécessairement prendre des mesures violentes contre cet enragé ; vous verrez, par la copie de la lettre qu'il a écrite aux ecclésiastiques qui se sont empressés de déclarer qu'ils prêteraient le serment, combien il est éloigné lui-même d'y souscrire. Il est temps de sévir contre ceux qui s'opposent à l'exécution des lois de la Nation ; celui que nous dénonçons est un de ses plus dangereux ennemis. » Il se plaint que la loi ne soit pas appliquée contre l'« ex-prélat », il demande qu'on l'expulse au plus tôt de son siège et qu'on lui supprime ses honoraires. Le 12, il fait savoir qu'il a été sur le point de communiquer la lettre incriminée au président de l'Assemblée Nationale, mais qu'ayant appris que le Département s'en était chargé, il s'était abstenu de cette démarche. Le 21, il annonce la réfutation de M. Laligne : « L'abbé Laligne, que l'on regarde avec raison comme un

modèle de toutes les vertus chrétiennes, vient de faire imprimer sa réponse à la lettre anticonstitutionnelle qu'il a reçue du ci-devant évêque de Léon ; vous y verrez des sentiments bien différents de ceux de nos évêques protestants dont les efforts seront confondus. »

Il est certain que le ton et le fonds de la réponse contrastent singulièrement avec ceux de la lettre. L'auteur fait ressortir malicieusement qu'il répond à M. de La Marche, son *ancien* évêque. Les opinions du prélat n'ont pour lui d'autre cause qu'un zèle inconsidéré ou l'ignorance volontaire. Le ton de persiflage se fait sentir dès le début : « Vous n'avez point, sans doute, le dessein de tendre un piège à mon amour-propre. Sensible autant qu'on peut l'être au compliment gracieux que vous me faites, je préfère cependant la vérité à l'appât dangereux d'une telle louange... Il est étonnant, Monsieur, qu'avec autant d'esprit et de talents, avec autant de connaissances et de vertus, vous jouiez un rôle aussi petit dans une révolution aussi grande. Dites-moi donc ce qui peut vous échauffer à ce point dans cette régénération du royaume ? Qu'est-ce qui vous y déplaît ? Qu'est-ce qui vous gêne ? Qu'est-ce qui vous inquiète ? Allons-y plus rondement, croyez-moi, et nous nous en porterons beaucoup mieux. » Puis il exécute le régime monarchique et salue l'aurore des temps nouveaux : « L'ancien régime avait ses douceurs : elles étaient pour le petit nombre ; la partie la moins utile et la plus oisive reposait sur le duvet et se couronnait de roses, la partie la plus laborieuse et la plus souffrante ne s'abreuvait que de fiel, n'était ensanglantée que d'épines. Battus longtemps de la tempête, presque brisés contre les écueils, du sein des flots agités nous gagnons enfin le rivage, nous respirons. Respirez, consolez-vous, livrez-vous à la joie avec nous, possédez en paix votre âme, mais de grâce, Monsieur, laissez-y aussi la mienne. » La part faite à l'ironie, voici la partie sérieuse, celle où il s'efforce de s'appuyer sur des raisons. « J'entends par juridiction une autorité qu'a une personne sur les autres pour les gouverner. J'en distingue de deux sortes : l'une ordinaire et l'autre déléguée. La pre-

mière est celle que l'on possède en vertu d'un titre dont on est revêtu ou que l'on tient du droit commun. Tenons-nous à celle-ci sans aller plus loin, elle suffit à notre objet. Ainsi le Souverain Pontife a une juridiction ordinaire dans toute l'Eglise, un métropolitain dans toute l'étendue de sa métropole, un évêque dans son diocèse, un curé dans sa paroisse, et chacun d'eux l'a pour gouverner le troupeau qui lui est confié et pas plus. » Nous nous attendons à ce que le Pape qui a une juridiction ordinaire dans toute l'Eglise ait à intervenir dans le choix des évêques. Pas du tout, car voici l'étrange conclusion des prémisses posées : « Ainsi, Monsieur, vous êtes forcé d'avouer que si M. Expilly était consacré évêque par le métropolitain, il jouirait dès ce moment de cette juridiction ordinaire pour la conduite de tout son diocèse. Qu'est-il donc nécessaire de recourir à Rome ? »

Plus loin, il enveloppe sa pensée dans une abondance d'images et dans l'étalage de ses connaissances classiques : « Comme Fabius, vous poursuivez Annibal, et il est presque évident que comme Darius vous succomberez sous les armes d'Alexandre ». Il se donne en exemple de civisme et s'écrie dans une envolée : « O France, ô ma chère Patrie, puisses-tu ne renfermer dans ton sein que des citoyens aussi jaloux de ton bonheur ! Tous les nuages affreux qui t'entourent encore se dissiperont bientôt, et à la suite de la nuit la plus longue, tu sortiras du sommeil des abus avec l'éclat du soleil qui vient d'éclairer le plus auguste des jours. » Enfin il en arrive à ce fameux serment qui est l'objet principal de son argumentation : « Oui, je l'ai déjà signé ce serment que vous me reprochez avec tant d'aigreur et d'injustice ; je l'ai signé, je m'en fais gloire ; je le signerais mille fois encore, s'il le fallait. C'est peu ; je le prêterai solennellement et sans restriction aux pieds des autels, je le prêterai avec tranquillité à la face de toute la France (1). »

Il le prêta, en effet, solennellement, le dimanche 30 jan-

(1) Cette réponse avec la lettre de Mgr de La Marche se trouvent à la Bibliothèque Nationale. Ld 4, 3178, Dép. des Imprimés.

vier; mais il eut très peu d'imitateurs. Ce même jour, la municipalité de Brest écrivait au Directoire du Département: « Nous regrettons de ne pas pouvoir vous annoncer un grand nombre de déclarations de la part des prêtres affectés au service de ces paroisses. »

Le lendemain, le correspondant des députés à la Constituante donnait une note identique: « Nous avons reçu hier le serment des ecclésiastiques; le Conseil général de la commune s'est, à cette fin, divisé en deux pour que la cérémonie puisse avoir lieu au même instant dans les deux paroisses. Nous avons eu la douleur de voir le plus grand nombre rebelle à la loi. » Il ajoute que les partisans de la Constitution firent cependant quelques recrues: il y en eut parmi les prêtres habitués des paroisses, comme ce vieil abbé La Motte qui avait déjà célébré la messe sur l'autel de la Patrie le jour de la fête de la Fédération; il y en eut surtout parmi les aumôniers et prêtres non domiciliés à Brest. Le clergé de Brest ne compta que quatre prêtres assermentés; encore fallait-il y comprendre l'abbé Linois qui venait d'arriver et qui avait déjà prêté le serment ailleurs. Si les assermentés furent si clairsemés, la faute en était à la coalition des recteurs « mis en mouvement par les conseils perfides de notre ancien évêque, parfaitement secondé par le sieur Floch, notre pasteur ».

VI

M^{gr} de La Marche était l'âme de la résistance. Le Directoire départemental voulut enfin avoir raison de lui. Le 8 janvier, il fit paraître un arrêté l'obligeant à quitter l'Évêché(1); le 14, le procureur du district de Morlaix n'espérant pas trouver d'huissier à Saint-Pol pour la notification, y avait envoyé un huissier de Morlaix. Le prélat adressa aussitôt à « Messieurs du District une requête dans laquelle il exposait qu'il venait de recevoir l'ordre d'évacuer son palais épiscopal de sa personne et de ses effets. En

(1) Arch. dép. Fin., L 69.

ce qui concernait sa personne, « la chose était très facile » et il ne demandait à cet égard aucun répit ; il savait bien que son clergé et son peuple n'en demeureraient pas moins convaincus qu'il était l'évêque de Léon en quelque endroit qu'il habitât. Quant à ses effets, « la chose était impossible » premièrement, parce qu'il n'avait pas encore mis de l'ordre dans la prodigieuse quantité d'affaires dont il était chargé — deuxièmement, parce qu'il n'y avait dans la ville aucune maison ni magasin à louer qui pût contenir les effets de sa maison (entre autres une grande quantité de bois nécessaire pour la construction d'un pensionnat et de casernes) ; — troisièmement, parce qu'au moment où il avait achevé un bâtiment public qui lui avait coûté environ 200.000 francs et où il avait créé 10.000 livres de rente à la décharge des peuples de son diocèse, il s'était trouvé redevable de 28.444 livres pour déshérence échue depuis près de trente ans (n'ayant pas ce fonds, il avait contracté pour 21.000 livres de dettes) ; qu'il n'avait donc pas les moyens d'effectuer un déménagement dont les frais dépasseraient 2.000 francs ; — quatrièmement, qu'il ne pourrait sans inconvénient faire sortir de chez lui une vieille tante de 87 ans. En conséquence, il pria Messieurs du district de Morlaix de consentir que Mademoiselle de La Marche presque nonagénaire, continuât d'occuper le très petit appartement qu'elle habitait, et de lui accorder à lui-même un délai d'au moins six semaines pour qu'il pût trouver un local d'habitation et vendre autant d'effets qu'il serait nécessaire pour faire face aux frais du transport (1).

La requête transmise au Directoire départemental ne fut pas prise en considération. Les jours suivants, des mouvements populaires se produisirent à Saint-Pol, qui jetèrent les patriotes dans les plus vives alarmes. Le 24 janvier, le maire Raoul exposait à la municipalité de Brest à laquelle il demandait des renforts, l'état d'insécurité où se trouvait la ville : « Les discours, les sermons, les instructions incendiaires contraires aux décrets de l'Assemblée

(1) D'après une note conservée à l'évêché de Quimper, « Léon », 1790.

Nationale et surtout ceux concernant le clergé gagnent beaucoup dans le peuple... L'instant est venu, nous voilà au milieu des dangers, je n'en frémis pas, mais je songe à notre sûreté ; nous avons des armes, nous ne pouvons guère nous en servir ; au contraire, on les prendrait plutôt par force pour s'armer contre nous. Vous savez que sur la garde nationale il n'y a point grand chose à faire ; il nous faut donc main forte, il nous faut de la troupe de ligne ; la minute l'exige. La notification faite depuis dix jours à M. de La Marche, ci-devant évêque, de déguerpir dans quinzaine du palais épiscopal, celle faite aux Messieurs du séminaire de renvoyer incessamment les sujets qu'ils avait reçus au quartier pour les Ordres, l'arrivée du décret concernant le serment des ecclésiastiques qui fut reçu et affiché hier, augmente la fermentation dans les esprits, échauffe les têtes et nous expose à la cruauté de ceux qui se révolteront. Oui, Messieurs, il nous faut absolument main forte, il faut de la troupe de ligne à résidence pour contenir le peuple et empêcher les émeutes (1). »

Le Bureau municipal de Brest répondit qu'il s'empresserait de satisfaire à la demande de la Municipalité, dès que celle-ci lui adresserait une réquisition en règle. Un courrier fut dépêché à Saint-Pol et revint avec cette réponse que les renforts n'étaient plus nécessaires, car le maintien dans cette ville de la portion du régiment de Forez qui y tenait garnison suffirait pour la police (2).

M^{gr} de La Marche ne tenait donc aucun compte des ordres qui lui avaient été donnés de quitter son palais épiscopal. Les « Patriotes » attendaient avec impatience l'arrivée de M. Expilly qui cherchait toujours un métropolitain pour le sacrer. Certains se plaignaient qu'il ne fût pas plus actif dans ses démarches et doutaient qu'il fût bien guéri de la peur. D'autres se demandaient s'il n'attendait pas la pacification des esprits avant de se

(1) Registre municipal de Saint-Pol-de-Léon, n° 21, fo 32, et Lettres missives, 1790, f°s 82, 84. (Arch. mun. de Saint-Pol).

(2) Correspondance de la Municipalité de Brest avec ses députés à la Constituante. Lettres des 24 et 26 janvier 1791.

montrer ; pourtant plusieurs pensaient que son apparition dans le département mettrait fin à la cabale théocratique et enlèverait aux réfractaires jusqu'au prétexte de leur refus. On disait que certains prêtres, incapables de voir par eux-mêmes, subissaient l'influence de M^{sr} de La Marche, uniquement parce qu'il était toujours en fonctions et que la hiérarchie de l'Église leur prescrivait une entière soumission envers lui. Il était même difficile d'invoquer la loi contre une pareille situation, puisqu'un décret de l'Assemblée Nationale permettait aux ecclésiastiques fonctionnaires publics de continuer l'exercice de leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils fussent légalement remplacés. Le département du Finistère n'ayant ni évêque ni grand vicaire, l'ancien évêque de Léon était le maître de la situation. Il en résultait que les municipalités étaient impuissantes à arrêter le cours des sermons séditionnaires, surtout dans les campagnes. Aussi le correspondant brestois jette-t-il les hauts cris : « Nous sommes persuadés que les prêtres qui ont allumé les torches du fanatisme ont soif du sang des peuples ; la religion et l'humanité n'ont plus aucun empire sur leur cœur féroce ; ils ne songent plus qu'à assouvir leur rage (1). »

Il fallait à tout prix poursuivre et atteindre l'auteur de ces méfaits. Le 28 janvier, le procureur général du Département écrivait au procureur du district de Morlaix : « Nous ne désirons aucun mal à l'évêque de Léon, mais nous voudrions l'empêcher d'en faire ; il serait donc à souhaiter que sur les pièces déjà produites au tribunal du district contre lui, on pût conclure en peu de temps à un jugement qui le bannît du ressort de Léon ; voici le délai de la quinzaine qui expire, il faudra qu'on s'expédie, ou bien il faudra agir. »

Le procureur de Morlaix répondait le 4 février : « L'accusation contre le ci-devant évêque de Léon va très lentement. Quand il est question des ci-devant nobles et haut clergé, on ne peut guère compter sur les juges de

(1) Ces impressions diverses se font jour dans la correspondance de la Municipalité de Brest.

ce tribunal. » Pourtant il voulut en finir, et, s'appuyant sur l'arrêt départemental du 29 janvier, il partit pour Saint-Pol le 9 février. Après avoir rempli sa mission, il en rendit compte au Département :

« M'étant transporté en la maison ci-devant épiscopale, et y ayant appris que la tante du ci-devant Évêque venait de mourir, j'ai cru par honnêteté devoir suspendre ma commission jusqu'après l'enterrement, après lequel, de retour dans la dite maison, j'ai trouvé le sieur Monnier de Villeneuve, secrétaire, que j'ai sommé de se dessaisir des papiers de l'Évêché ; lequel a répondu en ce qui concerne les papiers du temporel, qu'ils sont sous les scellés du district de Brest qui a pris les clefs des armoires, que pour les papiers du spirituel ou du secrétariat, il doit s'en référer à M. l'Évêque. Sur quoi, je me suis présenté avec le sieur secrétaire chez M. du Laz où réside actuellement M. La Marche, lequel a chargé M. Monnier de déclarer que le spirituel résidait dans sa personne et ne pouvait appartenir qu'à lui seul, que par conséquent il ne pouvait délivrer à aucun autre les papiers du dit spirituel. »

En adressant au Directoire départemental le précédent compte-rendu, le procureur syndic écrivait le 12 février :

« En ce qui regarde le temporel, j'aurais bien eu le droit de répondre à la chicane de M. La Marche par un enfoncement des armoires des archives, mais lorsque je considérai que je ne pourrais trouver aucun ouvrier pour aller exercer cet acte dans une maison où l'on aurait trouvé une résistance que le ci-devant Évêque et ses partisans n'auraient pas manqué de transformer aussitôt en acte de violence, que d'ailleurs le transport forcé de titres, à la vue du public, aurait causé beaucoup de rumeur et peut-être quelque chose de plus, je me suis déterminé à laisser les choses en état. J'aurais voulu établir un gardien des archives, mais les officiers municipaux m'ont dit qu'il serait impossible de trouver un homme qui voulût, dans le moment, prendre cette charge. M. La Marche est allé loger chez M. du Laz son voisin où il a fait transporter quelques meubles pour son usage ; le reste est encore à la maison ci-devant épiscopale où logent tous ses gens ; il m'a dit que dans cette maison on ne trouve pas à louer d'appartements, que si ces raisons ne paraissaient suffisantes, il n'y avait qu'à jeter ses meubles sur la rue. Je sais de bonne part que cet ex-évêque serait fort aise d'attirer vers lui des actes de grande rigueur, afin de pouvoir mieux déclamer et intéresser plus de personnes à sa cause, ce qu'il serait peut-être bon d'éviter. Je crois, en outre, qu'il importe de s'occuper de sa personne plus que de ses meubles (1). »

(1) Arch. dép. Fin., L 209, « District de Morlaix ».

VII

Le Directoire départemental se conforma à cet avis et dénonça M^{gr} de La Marche à l'Assemblée Nationale comme étant un sujet de trouble, parce qu'il continuait à exercer les fonctions épiscopales. Par un décret du 16 février 1791, l'Assemblée mandait à sa barre l'évêque de Léon, en même temps que les évêques de Vannes et de Tréguier. Le 23, le Département prit un arrêté qui fut notifié au prélat et qui lui ordonnait de partir pour Paris dans les 24 heures. M^{gr} de La Marche adressa aussitôt la lettre suivante au district de Morlaix :

« Messieurs, il vient de m'être notifié par un cavalier de la maréchaussée à la diligence du Département, des ordres de me rendre à la suite de l'Assemblée Nationale ; ce que vous avez bien voulu me faire toucher sur le traitement de 1790, a trouvé de l'emploi dans mes dettes exigibles qu'il m'a paru juste et instant d'acquitter ; je n'ai aucun doute que dans les circonstances présentes vous ne trouviez également juste et instant de me payer ce qui m'est dû pour 1790. Je crois même, ce me semble, être dans le cas de réclamer le premier quartier de 1791 (1). »

Le trésorier de Morlaix, pour enlever tout prétexte au départ de l'Évêque, adressa immédiatement la somme demandée qui s'élevait à 11.000 livres et qui fut, paraît-il, payée en écus (2).

Le District, qui avait déjà reçu un blâme du Département pour « l'acte d'insubordination » auquel il s'était livré « et l'exemple de faiblesse » qu'il avait montré en refusant au mois de novembre de signifier la Constitution civile à l'Évêque et au Chapitre et d'apposer les scellés sur les papiers, fut encore une fois accusé de lâcheté : « Nous attendons, écrivait le correspondant de Legendre

(1) Arch. dép. Fin., L 379.

(2) Correspondance de la Municipalité de Brest. Lettre du 28 mai 1791.

et Moyot, que le Département sévisse ou dénonce à l'Assemblée Nationale cette conduite détestable de l'administration d'un District. »

Après la notification qu'il avait faite à l'Évêque, le cavalier de la brigade de Quimper s'était rendu à Morlaix ; il devait se présenter au procureur-syndic pour recevoir ses instructions. Ce délai donna à M^{gr} de La Marche le temps d'être prévenu. Un gentilhomme de ses amis, M. de La Fruglaye, le mit au courant de ce qui se préparait. C'est ainsi qu'il apprit que la maréchaussée avait été commandée et il pensa que c'était pour s'emparer de sa personne (1). Dès lors, sachant qu'on allait lui interdire immédiatement toute correspondance avec son diocèse, il pensa à se ménager une retraite (2). L'information était exacte : On venait de recevoir à Morlaix l'arrêté du Département ordonnant de conduire sous escorte l'Évêque à Paris ; la maréchaussée de Morlaix, accompagnée du brigadier de Quimper, partit immédiatement pour Saint-Pol avec mission de l'arrêter et d'observer « l'honnêteté et la décence ». Le 25 février, vers 10 heures du soir, « pour ne point causer d'esclandre », le brigadier Le Guern de la maréchaussée de Quimper, suivi du brigadier Le Page et des cavaliers Le Page et Chevrel de la maréchaussée de Morlaix se présentèrent chez M. du Laz et demandèrent à parler au maître de la maison. Madame du Laz les reçut en l'absence de son mari. Le brigadier de Quimper lui ayant fait part de son désir de voir l'Évêque, elle répondit qu'il venait de prendre un remède, puis elle se retira et ferma la porte. Après avoir attendu quelques minutes dans le corridor, Le Guern frappa de nouveau à la porte de la salle, et étant entré avec les agents, il expliqua encore qu'il avait quelque chose d'intéressant à communiquer à l'Évêque. M^{me} du Laz sortit en disant qu'elle allait voir si le prélat était visible et rapporta cette réponse : « Messieurs, Monsieur n'y est plus ».

(1) D'après M. de Kermenguy, témoin oculaire (rapporté par Tresvaux, *Histoire de la persécution religieuse en Bretagne*, t. 1, p. 236).

(2) D'après une lettre datée de Londres, du 8 avril 1791 (Arch. de la famille de Kerdanet).

Le Guern fit alors observer que son intention était de prier l'Évêque de l'accompagner, puis déclara qu'il allait se retirer dans une auberge voisine ; il somma M^{me} du Laz de signer ses réponses, ce qu'elle refusa formellement. Une fois sortis, le brigadier et les cavaliers se rendirent chez le maire pour lui communiquer l'objet de leur mission ; mais le maire était absent ; ils se firent alors conduire à la demeure d'un officier municipal où ils trouvèrent plusieurs autres membres de la Municipalité. Ils leur firent part de la mission dont ils étaient chargés, ainsi que des démarches qu'ils venaient de faire. Ces Messieurs leur répondirent : « Prenez tous les tempéraments convenables à votre mission ; nous sommes toujours dévoués à vous donner toute main forte que vous *requerrerez*. » Le lendemain matin vers 7 heures, Le Guern se rendit seul à l'hôtel de M. du Laz ; on lui avait fait savoir que l'Évêque avait l'intention de s'enfuir et qu'une voiture l'attendait devant l'hôtel ; quand il se fut assuré que la voiture était toujours là, il revint à l'auberge où il avait laissé ses trois compagnons, et tous les quatre se transportèrent à la maison du Laz. Deux femmes de chambre vinrent ouvrir et l'une leur dit : « M. l'Évêque n'y est point ; si vous voulez, on va vous faire voir tous les appartements. » Les deux brigadiers firent la visite de l'appartement de l'Évêque pendant que les cavaliers restaient en bas. M^{me} du Laz se présenta alors et déclara qu'elle n'avait rien à répondre. M. Monnier de Villeneuve, secrétaire de Monseigneur, se trouvait également là ; il refusa de répondre aux questions qui lui furent posées et il se contenta de dire en pleurant que le prélat s'était couché la veille à 11 heures du soir et qu'il avait fui de grand matin, de crainte d'être conduit à Paris. Mais l'abbé refusa de signer ses réponses. Les gendarmes se retirèrent alors dans leur auberge où ils rédigèrent le procès-verbal auquel nous avons emprunté tous ces détails (1).

La nouvelle de cet événement causa dans le camp

(1) L'authentique de ce procès-verbal se trouve aux Archives du Département, L 379.

adverse un désappointement facile à comprendre. Le correspondant brestois s'en fait l'écho dans une de ses lettres : « Le ci-devant évêque du Léon, écrivait-il, a été manqué par la gaucherie de deux cavaliers qui avaient été chargés de le prendre et de le conduire à Paris, il a su les amuser et a profité de leur crédulité pour s'évader. Il était à Léon chez M^{me} du Laz ; cette dame n'aura sans doute pas peu contribué à lui faciliter les moyens de fuir. » Le brigadier Le Guern fut appelé à s'expliquer devant le Département. Pour sa défense, il se contenta d'invoquer les instructions qui lui avaient été données d'accomplir sa mission avec tous les égards possibles. C'est donc dans la matinée du 26 février que M^{gr} de La Marche avait quitté la maison du Laz. Mais où était-il passé ?

Les uns le croyaient caché à Paris ; c'était l'avis des députés Legendre et Moyot, mais leur correspondant leur écrivait à la date du 11 mars : « On nous assure qu'il est passé à Jersey ou Guernesey ; le vrai est qu'on ignore le lieu de sa retraite. » Le 12, la municipalité de Saint-Pol écrivait au Département : « Le premier bruit a été que M. de La Marche était au château de Villeneuve, près cette ville ; le second, qu'il s'est embarqué près de Sainte-Barbe dans une chaloupe anglaise pour joindre le bateau au large. Le vendredi précédent, il avait couché en ville chez M. de Kertanguy, d'où il était parti le samedi matin pour Kerlaudy. Le dimanche, il vint dîner à la Villeneuve en chasseur et embarqua vers midi ; voilà le bruit public ». Le procureur du district de Morlaix écrivait de son côté au Département : « On m'assure de Saint-Pol que l'Evêque a réellement quitté la ville, quelques-uns disent qu'il a passé la mer, j'ai peine à le croire. On m'a dit qu'il était aux Récollets de Lesneven, peut-être au château de Kerjean où est Mademoiselle de Coatanscours, ou à celui de Penmarch près Lesneven ». Le 25 mars, la municipalité de Brest écrivait à ses députés à Paris : « La retraite de l'ancien évêque de Léon est toujours un mystère pour nous. Sur quelques avis qu'il était au château de Kerjean, quelques citoyens de bonne volonté, joints à des cavaliers de maréchaussée,

sont allés inutilement en faire la perquisition. On le guette à la piste ; si on peut le découvrir, il sera bientôt pris et mis en lieu de sûreté ou conduit directement à Paris. En attendant, il mène une vie bien désagréable, mais elle a sans doute encore quelques attrait pour lui par l'espoir qui lui reste de propager le désordre par ses écrits incendiaires. » Des perquisitions eurent lieu également dans les forêts du Huelgoat chez le sieur Nouvel à la Coudraye, chez le sieur de Lesquelen, beau-frère du prélat, en la terre de Goasvenou, aux châteaux de Lannuzouarn et de Kerlandy, en Plouénan. Le 30 mars, le Département ignorait encore le départ de l'Evêque pour l'Angleterre, car le procureur général de Quimper écrivait aux districts de Brest et de Morlaix de mettre fin à toutes recherches », parce qu'il est certain qu'il s'est rendu à la suite de l'Assemblée Nationale. « Pourtant trois mois plus tard, le 29 juin, le maire de Saint-Pol écrivait au district de Morlaix : « Dans la nuit de lundi à mardi dernier, on a cherché M. de La Marche à l'Evêché, à la Retraite chez M. du Laz et M. Kerimel ; on ne l'a point trouvé, et partout cependant on disait être sûr qu'il était dans l'un ou l'autre de ces endroits ; à présent on pourra croire le contraire. »

M^{gr} de La Marche avait réellement quitté le pays. En s'échappant de la maison de M. du Laz, il s'était rendu chez M. de Poulpiquet Coëtlez au château de la Ville-neuve (Kernevez). Un gentilhomme de la ville de Saint-Pol, M. François de Kermenguy, prévint son fils Nicolas âgé de 20 ans, qu'il eût à se tenir prêt à aller prendre l'Evêque au château et à l'escorter jusqu'à Roscoff où un bateau de fraudeurs devait le transporter en Angleterre. Le port de Roscoff était à cette époque un centre important de contrebandiers qui exportaient de l'autre côté de la Manche du thé et de l'eau-de-vie. Le jeune homme partit accompagné d'un ami, M. Salaün de Kertanguy, et d'un domestique, Jean Postec, originaire de Plougasnou. A huit heures du soir, les trois jeunes gens arrivèrent à Kernevez où ils trouvèrent un marin envoyé par le capitaine du bateau pour leur montrer le chemin tout le long de la grève. M^{gr} de La Marche les suivit ; ils sortirent par

l'une des portes du parc, gagnèrent Pempoul et atteignirent une petite anse, Pors-ar-Baskourn, tout près de la chapelle de Sainte-Barbe en Roscoff, à une lieue de Saint-Pol. Là, le bateau attendait, caché par des rochers. La séparation fut déchirante ; l'Évêque remercia les jeunes gens et leur donna sa bénédiction qu'ils reçurent agenouillés sur le sable (1). Dans le bateau il n'y avait ni lit, ni siège, mais seulement quelques barils d'eau-de-vie. La traversée n'était que de trente-six lieues, mais elle dura quatre jours par un fort mauvais temps (2). M^{gr} de La Marche n'avait pu emporter ses bagages, car la municipalité de Roscoff les avait confisqués (3) ; le patron du bateau dut lui prêter des souliers et des bas ; enfin, le quatrième jour, il aborda à Mount-Bay, dans la Cornouaille anglaise, et de là se rendit à Londres où il allait préparer les voies à l'arrivée et à la réception des prêtres français que les décrets de déportation devaient chasser sur les côtes britanniques, et devenir ainsi le précurseur et la providence de ces infortunés en exil.

Un de ses prêtres trouva des termes heureux et délicats pour rappeler cet événement et ses suites dans une élégie latine qu'il composa en son honneur...

*Jussa Dei peragis ; ventis das vela ; britannæ
Ad littus gentis te scapha parva vehit
Ecce novus sub sole novo labor.....
Diceris et merito Joseph novus, inclyte Præsul (4).*

(1) D'après l'abbé Tresvaux qui tenait ces détails de M. Nicolas de Kermenguy lui-même, *Op. cit.*, t. 1, p. 237. Ce récit nous a été confirmé par M^{lle} de Coatgoureden d'après les mémoires de M. de Kermenguy.

(2) D'après un journal anglais le *Gentleman's Magazine* qui rapporte un entretien avec l'Évêque. Cité plus loin.

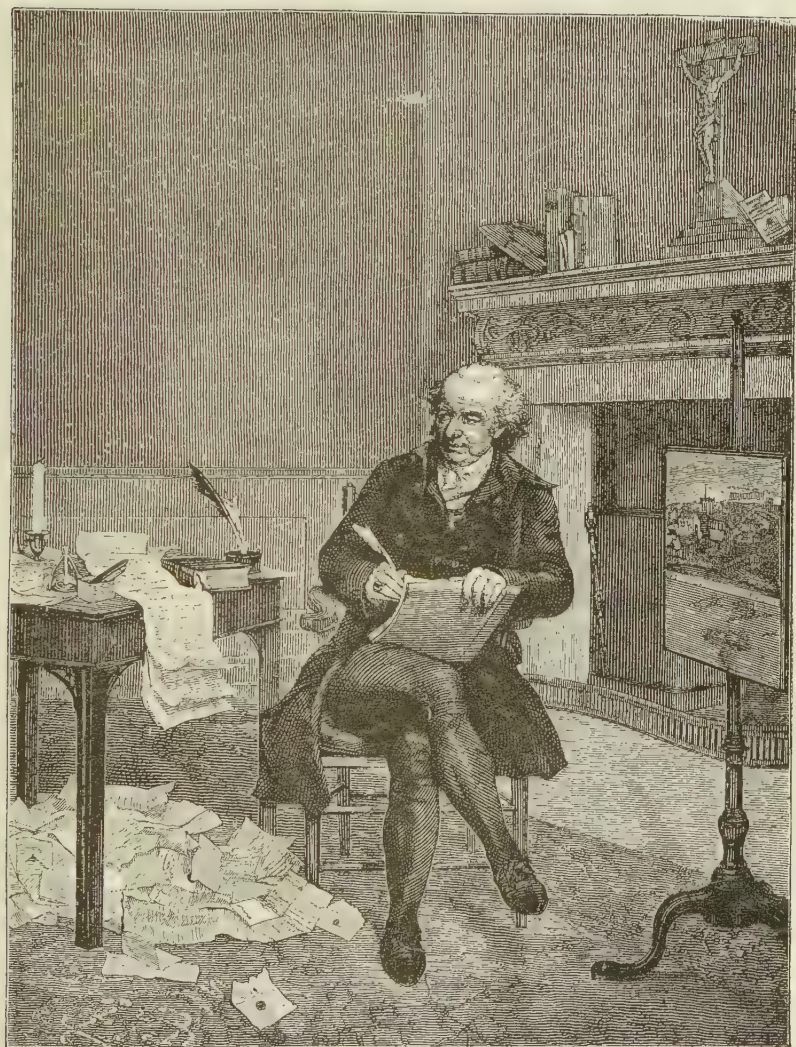
(3) Le 1^{er} avril 1791, la municipalité de Roscoff écrivait au district de Morlaix qu'elle venait de confisquer et tenait à sa disposition « deux malles et un porte-manteau appartenant au ci-devant évêque de Léon et destiné pour l'Angleterre, contenant des effets à son usage, un calice, trois gobelets et une bourse-jetons, le tout d'argent. » (Arch. mun. de Roscoff, registre des copies de lettres 1790-1793, f^o 43). Le District répondit le 4 par la défense de laisser partir lesdits bagages. (Arch. Dép., L43).

(4) *De Galliæ calamitatibus ab anno 1790 usque ad annum 1815, auctore L. Saillour, curato ex Guisseny*, p. 65. Brest, Michel, 1818.

Mais Saint-Pol perdait son Évêque, son Chapitre, son Séminaire, toute sa floraison d'institutions religieuses et par suite une partie de son ancienne splendeur, et c'est ce que déplore le poète Brizeux.

Et Pol n'a plus de fils siégeant sur son fauteuil.
O ville de Léon, ton langage sonore,
Ton langage de miel seul te console encore,
Ou bien tu vas prier sous ton clocher à jour
Orgueil de tes enfants et du Breton l'amour (1).

(1) *Les Bretons*, chant onzième.



MGR DE LA MARCHE
dans sa chambre de Little Queen Street à Londres
Gravure de Skelton, d'après la toile de Danloux (Louvre, salle XVI).

TROISIÈME PARTIE

L'ÉMIGRATION 
(1791—1806)

CHAPITRE PREMIER

LE PRÉCURSEUR DU MOUVEMENT D'ÉMIGRATION ECCLÉSIASTIQUE EN ANGLETERRE

- I. — MOUNT-BAY. — SÉJOUR DE M^{sr} DE LA MARCHE DANS DIFFÉRENTES LOCALITÉS. — EXPLICATION DU CHOIX DE L'ANGLETERRE : VOISINAGE DES CÔTES BRETONNES, TOLÉRANCE RELIGIEUSE, LOIS NOUVELLES FAVORABLES AUX CATHOLIQUES.
- III. — ARRIVÉE DE L'ÉVÊQUE A LONDRES. RELATIONS AVEC DES PERSONNALITÉS BRITANNIQUES. — M^{me} SILBURNE.

I

M^{sr} de La Marche débarqua à Mount-Bay le 3 mars 1791. Il rendit compte lui-même des circonstances de son voyage dans une *interview* qu'il eut avec un journaliste anglais et qui fut reproduite dans le *Gentleman's Magazine* de février 1807. « J'avais d'autant plus besoin de repos, disait-il, que j'avais passé trois nuits sur un bateau qui faisait eau, par un très mauvais temps, sans autre lit que des planches et des barils d'eau-de-vie et sans autres couvertures qu'une voile et des habits de marin. Mais par une attention spéciale de la Providence, je n'eus pas le mal de mer ; si je l'avais eu, je n'aurais pu supporter le voyage, car j'avais froid et mes pieds étaient mal à l'aise. » Trait bien singulier, raconte le chanoine Baston dans ses *Mémoires*, à Mount-Bay, il fut reconnu par un homme qui était venu différentes fois à Saint-Pol et qui le combla de soins.

Après s'être remis de son voyage, il resta quelque temps dans l'est de l'Angleterre, à Wardour et à Lulwork, où il trouva la paix et la solitude et une atmosphère aussi reli-

gieuse que celle de la région bretonne qu'il venait de quitter, puis il se rendit à Londres (1).

Dans son *Journal historique et religieux de l'émigration et de la déportation du clergé de France*, l'abbé de Lubersac, en signalant l'arrivée de M^{sr} de La Marche dans la capitale au début de 1791, fait remarquer que le second prélat français qui séjourna à Londres, l'archevêque de Narbonne, Dillon, n'y vint qu'à la fin de l'année suivante.

Pourquoi ce choix de l'Angleterre ? Notons immédiatement une coïncidence digne de remarque : l'Église de Léon tenait à la Grande-Bretagne par des liens antiques et par les souvenirs de la reconnaissance, puisqu'elle lui devait le premier de ses évêques, Pol Aurélien, qui vint évangéliser au VI^e siècle les rivages encore païens de l'Armorique. Echappé aux poursuites des adversaires, trop compromis pour demeurer dans le pays, M^{sr} de La Marche tenait, comme il l'a dit lui-même, à se ménager une retraite le plus rapidement qu'il put. L'impossibilité de se cacher en Bretagne, l'éloignement de toute nation continentale et le voisinage des côtes britanniques, furent des motifs qui agirent puissamment dans sa détermination. L'Angleterre passait aussi pour une nation hospitalière. C'était peut-être la première fois qu'un ecclésiastique français traversait la Manche pour se soustraire à des poursuites, mais souvent, au cours de l'histoire, il y avait eu des échanges de bons procédés entre les deux pays. La France était une terre d'asile pour les Anglais qui étaient obligés de s'expatrier pour cause de religion, et la Grande-Bretagne ouvrait largement ses portes aux Français persécutés. Sous Edouard VI et sous Elisabeth, et au siècle suivant, sous Charles II et Guillaume III, des prêtres catholiques et des fidèles s'établirent à Douai, à Saint-Omer, à Nantes où ils laissèrent des traces de leur passage en fondant des collèges anglais, irlandais et écossais. Sous Guillaume III, tandis que les catholiques anglais se réfugiaient en France, les protestants français

(1) Bernard Ward, *The Dawn of the Catholic Revival in England*, t. II, p. 5.

chassés par la révocation de l'Edit de Nantes cherchaient un asile en Angleterre (1). Trente chapelles françaises protestantes avaient été fondées à Londres ; des souscriptions publiques étaient venues au secours des émigrés et le roi composait sa garde de gentilshommes français protestants.

Avec le temps, la situation des catholiques anglais à l'intérieur du pays s'était améliorée. Dans les sphères officielles l'hostilité contre le papisme diminuait chaque jour.

En 1772, George III avait reçu avec obligeance l'envoyé de Clément XIV, M^{sr} Caprara qui, dans le rapport qu'il fit au Pape sur sa mission, déclara que des personnalités très importantes du Parlement étaient disposées à adoucir la législation en faveur des catholiques. De 1775 à 1778, des bills furent votés qui firent tomber certaines rigueurs portées jusque là contre les catholiques romains. La conquête du Canada en 1763 avait obligé les vainqueurs à des égards envers leurs nouveaux sujets ; l'Ecosse et l'Irlande elle-même, si longtemps réfractaires, avaient abdiqué leurs sentiments jacobites après la disparition des Stuarts et reconnu George III. A l'époque de la guerre d'Amérique, les catholiques anglais manifestèrent leur loyalisme en contribuant aux frais de la campagne. Profitant des circonstances, ils rédigèrent une adresse au roi signée par 200 d'entre eux dont 10 étaient pairs. Ils protestaient de leur attachement à la maison régnante et demandaient que les adoucissements déjà obtenus fussent confirmés par des actes authentiques ; en même temps, ils faisaient parvenir une pétition au Parlement. Sir George Saville présenta une motion à la Chambre des Communes pour abroger les peines portées sous Guillaume III. Le bill ne souleva aucune opposition et fut sanctionné par le souverain le 25 mai 1778. Aux

(1) « Quand Louis XIV condamnait à vivre hors de France, principalement dans les pays de langue germanique, quatre cent mille Français d'esprit actif et curieux, il ne se doutait pas qu'il travaillait à une profonde transformation de l'esprit national. » Texte, J.-J. Rousseau et les *Origines du Cosmopolitisme littéraire*, p. 2.

termes de ce bill, les évêques et les prêtres étaient relevés des poursuites édictées contre eux par le statut de Guillaume III ; désormais les catholiques pouvaient avoir des écoles, hériter, acheter des terres à la condition de prêter serment de fidélité au Roi.

Quand éclata la Révolution française, les Anglais ne restèrent pas indifférents à cet événement. Les uns y voyaient une atteinte portée à l'ordre social et à la religion. D'autres, à la suite de Fox, applaudissaient avec enthousiasme au nouvel état de choses et considéraient comme un bienfait la chute d'un gouvernement tyrannique. On avait tant discoursu en France du système gouvernemental des Anglais, on l'avait si souvent proposé comme modèle depuis Montesquieu, que les sujets du roi George ne voyaient pas sans une certaine satisfaction d'amour-propre ce qu'ils pensaient être un effort pour les imiter. Le grand orateur des Communes, William Pitt, chancelier de l'Echiquier, vit d'abord sans défaveur « *with characteristic coolness but with no distrust* (1) » le mouvement qui aboutissait en France aux libertés constitutionnelles ; il déclara que son pays observerait une stricte neutralité et n'interviendrait pas dans les dissensions intérieures des Français, à moins qu'elles ne missent l'Angleterre en danger (2). Mais son adversaire au Parlement, Edmund Burke s'était, dès le début, prononcé avec force contre un gouvernement qui avait commencé par l'insurrection où il voyait la négation du principe d'autorité et par la confiscation des biens du clergé, qu'il considérait comme un attentat à la propriété. Il ne dissimulait pas d'ailleurs ses sympathies pour les catholiques : « Fils, frère, oncle de femmes catholiques, leurs vertus, leur esprit, leur tendresse avaient ouvert son âme à l'intelligence et à l'amour d'une religion qui n'était pas la sienne. Venu en France avant 1789, il avait noué des relations intimes avec le haut clergé et conçu pour lui cette admiration dont il a laissé l'écho dans ses ouvrages (3). » En no-

(1) Green, *History of the English People*, p. 774.

(2) *Ibid.*, p. 779.

(3) Sicard, *Le Clergé de France pendant la Révolution*, t. III, p. 22.

vembre 1790, il avait publié sa fameuse brochure *Reflections on the French Revolution* dont l'immense retentissement devait profiter beaucoup à notre clergé. En Angleterre, ce livre fut diversement jugé. George III le loua ; il en fit relier élégamment plusieurs exemplaires qu'il distribua autour de lui en disant : « C'est un ouvrage qu'il est du devoir de tout *gentleman* de lire. » Les Universités de Dublin et d'Oxford adressèrent des félicitations à l'auteur. En France, il fut aussitôt traduit et vivement discuté. Le clergé de ce pays, dont Burke avait fait l'éloge, le fit remercier de son éloquente protestation. Le retentissement de l'ouvrage, ainsi que du discours que Burke prononça aux Communes en mai 1791 aux applaudissements de la Chambre, doit être compté au nombre des causes qui portèrent les regards des ecclésiastiques français vers l'Angleterre et les déterminèrent à chercher un refuge dans ce pays (1).

L'élément populaire mettait plus de temps à revenir aux sentiments de tolérance. L'Acte de 1778 en faveur des catholiques avait excité de grands troubles d'abord en Ecosse, particulièrement à Edimbourg et à Glasgow où plusieurs chapelles et maisons catholiques furent détruites, puis à Londres. Une association protestante s'était formée pour conjurer les dangers dont la Réforme était menacée. En peu de temps, le nombre des associés devint considérable ; le président était un exalté, George Gordon, troisième fils de Lord Gordon. Ils tenaient de fréquentes assemblées dans lesquelles se faisaient les sorties les plus violentes contre les catholiques. Ils se réunissaient dans des tavernes, dans des marchés ; bientôt le nombre des associés devint si grand qu'ils durent se réunir en plein air. Le 2 juin 1780, Gordon, à la tête de plusieurs milliers d'hommes armés, se présenta au Parlement au cri de « *No Popery* » (Point de Papisme.) Plusieurs représentants furent menacés et même frappés. Pendant six jours, l'émeute fut maîtresse de la ville. Enfin on sentit la nécessité de réprimer le désordre : Gordon fut enfermé à la

(1) Ward, *Op. cit.*, t. II, p. 2.

Tour de Londres et plusieurs de ses complices furent exécutés.

Ces vives attaques remuèrent les catholiques, qui se mirent à fonder des comités de défense religieuse. Le résultat de cette organisation fut le bill du 10 juin 1791 qui marquait un sérieux progrès dans la voie de la pacification : sous la réserve du serment de fidélité au Roi, le bill donnait aux catholiques le droit d'ouvrir des chapelles après déclaration au magistrat et à la condition de les garder ouvertes pendant les offices ; la liberté de la prédication était également reconnue et il était permis de tenir des écoles. Enfin, les serments prescrits antérieurement et les peines prononcées contre les catholiques étaient abolis. Les vicaires apostoliques firent connaître ces dispositions nouvelles à leurs diocésains et les engagèrent à prêter le serment et à être fidèles au Roi.

II.

M^{sr} de La Marche abordait donc en Angleterre au bon moment. Et puis, comme il arrivait seul, il n'éveilla pas les susceptibilités des protestants fanatiques. Bientôt même ses vertus, sa distinction, les circonstances dramatiques de son départ appelèrent sur lui la bienveillante attention de plusieurs personnalités du pays. Burke lui voua de bonne heure une grande amitié et une véritable admiration. Écrivant à M^{sr} de Boisgelin, il portait à son sujet, dès le mois de juillet 1791, cette appréciation très flatteuse : « C'est un homme des plus aimables et des plus estimables. Il a été reçu ici par notre haut clergé et par beaucoup d'autres, non seulement selon son rang et son mérite, mais avec beaucoup d'attention pour l'un et pour l'autre. » Et l'Archevêque répondait : « Je ne puis vous dire assez combien nous avons été sensibles aux témoignages d'intérêt que le clergé d'Angleterre a marqués pour un de nos plus vertueux et plus respectables prélats. Vous avez aussi bien connu son caractère dans la société que ses principes et son courage ; et tels sont les regrets de son dio-

cèse, qu'on regarde son éloignement comme une calamité publique (1). » Lord Arundel, le marquis et la marquise de Buckingham et d'autres personnes très distinguées s'intéressèrent aussi à son sort : « On lui accorde dans ce pays, écrivait un Anglais dans un article paru dans le *Morning Chronicle* en 1792, l'estime et la considération que lui ont acquises dans son diocèse une résidence presque continue et le sacrifice de plus des deux tiers de son revenu au soulagement des pauvres ou à divers établissements publics, tous consacrés à l'avantage du peuple et à l'utilité des classes indigentes. Tout le monde rend hommage à la douceur, à la prudence et à l'activité de son gouvernement. »

Peu après son arrivée à Londres, il avait été recommandé à M^{me} Silburne. Cette bonne dame était originaire de Durham ; son nom de famille était Dorothee Robinson ; le nom de son mari, Sir Thomas Silburne. Devenue veuve, sans enfants, elle consacra sa vie aux œuvres catholiques. Elle avait une maison dans le grand quartier d'Holborn. Dans la partie est-centrale de Londres, au numéro 10 de Little Queen Street Bloomsbury, à l'extrémité d'Oxford Street, on aperçoit encore une grande et belle construction à trois étages avec cinq fenêtres rectangulaires. C'est là que l'évêque de Saint-Pol reçut l'hospitalité ; c'est cette maison qui deviendra pour les émigrés le centre des distributions d'argent, de provisions, de vêtements, de remèdes, de secours et d'objets de toutes espèces (2).

(1) Ces deux lettres sont reproduites par Theiner, *Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de France, 1790-1800*, t. 1, p. 331-336.

(2) *The Bishop of Saint-Pol took his abode in Mrs Silburne's house and it soon became the central point to which every Frenchman in distress found his way, where food, raiment, medicine were procured.* Charles Butler, *Historical Memoirs 1819-1822*, volume 3, p. 325.

CHAPITRE DEUXIEME

LA DIRECTION DU DIOCÈSE DE LÉON

- I. — DE LONDRES M^{sr} DE LA MARCHE DIRIGE SON DIOCÈSE. — INSUCCÈS D'EXPILLY DANS LE LÉON. — PEU D'EMPRESSEMENT DU CLERGÉ A ADHÉRER A LA CONSTITUTION. — ACTION DES VICAIRES GÉNÉRAUX HENRY ET PÉRON. — UNE CIRCULAIRE DE M^{sr} DE LA MARCHE TRADUITE EN VERS BRETONS ET RÉPANDUE DANS LE PAYS. — DES CLERCS VONT SE FAIRE ORDONNER EN ANGLETERRE.
- II. — SUR L'INSTIGATION D'EXPILLY, LE DIRECTOIRE DÉPARTEMENTAL PREND DES MESURES CONTRE LES INSERMENTÉS : L'ARRÊTÉ DU 2 JUILLET 1791. — NOUVELLE LETTRE PASTORALE DE M^{sr} DE LA MARCHE, SUIVIE D'UN NOUVEL ARRÊTÉ DU DÉPARTEMENT. — LE RÉGIME DES PRISONNIERS AU CHATEAU DE BREST. M^{sr} DE LA MARCHE ADRESSE EN LEUR FAVEUR UNE TOUCHANTE REQUÊTE AUX ADMINISTRATEURS DU FINISTÈRE ET PROPOSE DE SUBIR LA DÉTENTION A LEUR PLACE. — ARRÊTÉS DÉPARTEMENTAUX DU 1^{er} JUILLET ET DU 18 AOÛT 1792. — LES QUATRE CATÉGORIES DE PRÊTRES INSERMENTÉS. — LES ÉTABLISSEMENTS ECCLÉSIASTIQUES ET LES ORDRES RELIGIEUX. — PREMIERS SYMPTÔMES D'APAISEMENT. LOI DU 7 FÉVRIER 1795. LES PRESTATIONS DE SERMENT ET LE RETOUR DES ÉMIGRÉS.

I

Avant son départ de Saint-Pol, M^{sr} de La Marche avait publié une lettre pastorale contenant ses instructions. Dans plusieurs paroisses les recteurs l'avaient lue en chaire et avaient refusé de communiquer aux fidèles le mandement d'Expilly qui leur avait été adressé vers le même temps. Sur divers points du diocèse l'opposition se fit sentir aussitôt. Le 7 mars 1791, les municipaux de Roscoff informaient le district de Morlaix qu'ils étaient étonnés que le sieur Boutin fût « nanti d'un mandement de l'ancien évêque de Saint-Paul » et en eût fait la lecture « au lieu de lire la lettre pastorale de l'évêque du Finis-

rière ». Interrogé, il avait répondu « qu'il croirait engager sa conscience en obtempérant aux ordres d'un évêque qu'il ne pouvait reconnaître (1). » A l'Ile-de-Batz, le recteur Inizan déclarait le 13 mars du haut de la chaire que les évêques nouvellement consacrés, comme celui de Quimper, n'étaient que des intrus et que leurs pouvoirs ainsi que ceux de leurs prêtres étaient sans valeur. A Lambézellec, le recteur Mocaer n'avait pas hésité, en face d'une municipalité hostile, à lire dans l'église le mandement de M^{gr} de La Marche ordonnant une bénédiction tous les dimanches après vêpres pendant le temps du Carême : « Surpris, écrivent les Municipaux au District, par cette bénédiction extraordinaire et ordonnée par un homme qui n'est plus reconnu pour évêque, nous avons député trois membres pour réprimander le sieur Mocaer de son audace. Ils l'ont trouvé à la sacristie, lequel leur a dit qu'il ne connaissait et reconnaîtrait jamais d'autre évêque que M. de La Marche et qu'il suivrait ses ordres (2). »

Expilly, en effet, n'avait pas bonne presse. En réponse à la notification qu'il avait faite au Saint-Siège de son élection, Pie VI lui avait signifié formellement qu'il s'opposait à ce qu'il reçût la consécration épiscopale. Sur le refus de M^{gr} de Girac, évêque de Rennes, il s'était fait sacrer le 24 février 1791 dans la chapelle de l'Oratoire du Louvre par Talleyrand, assisté des évêques de Babylone et de Lydda. Le lendemain, et la coïncidence est digne de remarque, car c'était le jour décidé pour l'arrestation de M^{gr} de La Marche, il avait adressé de Paris au clergé et aux fidèles du Finistère une lettre pastorale rédigée en la forme ordinaire des mandements ; le 8 mars, il avait quitté Paris pour venir prendre possession de son siège. Le 12, il fit son entrée solennelle à Quimper, acclamé par les patriotes de la ville qui lui offrirent un splendide festin, puis il visita les principales villes du Département. Le 31, il quitta Landerneau au milieu d'un cortège mili-

(1) Arch. mun. de Roscoff. Reg. des copies de lettres 1790-93, n° 36.

(2) Arch. dép. Fin., L 111.

taire, musique en tête, tambours battants et enseignes déployées. Il se rendit à Brest où « les membres de la Municipalité, les administrateurs du District, des délégations des Amis de la Constitution, des membres du Tribunal, des conseils municipaux de Lambézellec et de Saint-Marc et du clergé assermenté des paroisses de Saint-Louis, Lambézellec et Saint-Marc, allèrent en corps à sa rencontre. Il répondit aux discours de bienvenue qui lui furent adressés par le maire de Brest, le procureur de la Commune et l'abbé Laligne (1). » A son retour, il passa encore par Landerneau, distribuant ses bénédictions sous laquelle « les patriotes seuls ployaient le genou (2). » Le 7 avril, il faisait son entrée à Morlaix « devancé, entouré et suivi de la garde nationale de la ville, tant à cheval qu'à pied ». Il essaya d'entraîner dans le schisme ses anciens confrères, mais il s'attira de la part de son ex-vicaire, M. Guerlesquin, une verte réponse. Après avoir tenté en vain de le gagner par le mirage des honneurs ecclésiastiques, il crut l'ébranler en lui faisant entrevoir l'indigence à laquelle il se condamnait. « Et comment, mon ami, ferez-vous donc pour vivre ? » — « Et vous, Monsieur le Recteur, répliqua le digne prêtre, comment ferez-vous pour mourir ? (3) » — Avant de quitter Morlaix, il reçut une lettre de la municipalité de Léon qui le priait de visiter Saint-Pol. Bien que la ville fût « pleine de mauvais citoyens », on espérait y trouver un nombre suffisant de patriotes « honnêtes » décidés à lui manifester leur attachement (4). Mais Expilly ne crut pas devoir comprendre Saint-Pol dans son itinéraire, et la Municipalité se contenta d'envoyer une délégation à Morlaix pour le saluer au passage.

Il y avait donc des ombres au tableau. Le clergé du Léon montrait beaucoup moins d'empressement que le clergé de Cornouaille à adhérer à la Constitution. L'état

(1) Correspondance de la Municipalité de Brest. Lettre du 1^{er} avril 1791.

(2) Arch. mun. de Landerneau, Reg. des Délib. 1791.

(3) Le Guennec, *Le clergé morlaisien pendant la Terreur*.

(4) Arch. mun. de Saint-Pol, Lettres missives 1791-93, f^o 16.

nominatif des ecclésiastiques fonctionnaires publics assermentés au serment accuse pour les districts de l'ancien diocèse de Quimper 113 assermentés contre 171 non assermentés, tandis qu'il ne signale pour les districts de l'ancien diocèse de Léon que 27 prêtres jureurs contre 282 réfractaires (1); encore faut-il comprendre dans ces 27 assermentés 8 prêtres appartenant aux anciens diocèses de Quimper et de Tréguier. Dans le Léon, les élections des curés constitutionnels furent très laborieuses. Le correspondant brestois des députés à l'Assemblée Nationale ne cache pas son dépit : « Notre district est peut-être celui de tout le royaume qui a eu le plus de curés rebelles. Nous n'en connaissons que trois qui, depuis le commencement de la séance électorale, aient prêté le serment : ce sont ceux de Guipavas, la Forêt et Lanildut. L'élection de nos curés est à peu près finie (2). »

Pour encourager l'opposition, M^{gr} de La Marche avait laissé après lui à Saint-Pol deux de ses vicaires généraux, MM. Henry et Péron, auxquels il avait confié l'administration du diocèse et qu'il avait munis des pouvoirs les plus étendus. C'est d'eux qu'il recevait les renseignements dont il était avide ; c'est par eux qu'il était informé de la résistance de la masse et de la défection de quelques-uns. Ayant ainsi appris que le recteur de Saint-Thonan se disposait à prêter le serment, il lui écrivit immédiatement pour le conjurer de se ressaisir, car, disait-il, « la très grande majorité de vos confrères dont le refus a été pur et simple sont autant de témoins qui attestent votre erreur (3) ». Lorsqu'il connut les menées d'Expilly, il jugea opportun de publier des instructions générales. Le 8 avril, il adressait de Londres à son clergé une lettre pastorale qui parvint à destination à la fin du mois suivant. Le procureur syndic de Morlaix s'en émut et en avisa le Département dans un rapport dont nous détachons ces lignes : « Samedi 21 mai, le Directeur des Postes a reçu

(1) Arch. Nat., « Comité ecclésiastique », DXIX, 21, n° 332.

(2) Lettre du 18 mars 1791.

(3) D'après l'autographe écrit de Salisbury, près de Londres, et conservé à l'évêché de Quimper.

pour Saint-Pol des paquets dont un sans enveloppe. L'intitulé annonce que c'est une lettre circulaire de Monseigneur l'évêque de Léon aux curés de son diocèse. Cette lettre, qui circule déjà avec profusion à Saint-Pol, n'est autre chose, au rapport de ceux qui l'ont vue, qu'un écrit séditieux (1). »

Dans ce document l'Evêque revient sur les principes qu'il a déjà exposés et sur les condamnations qu'il a prononcées. Il rappelle à ses prêtres que la Constitution civile ne respecte pas le dogme, car « elle transporte la juridiction spirituelle à ceux qui ne l'ont point reçue de l'Eglise et l'ôtent à ceux que l'Eglise en a investis. Elle concentre l'autorité épiscopale et l'enseignement même dans une assemblée presbytérienne; elle rend le chef de l'Eglise étranger à son gouvernement en réduisant la subordination des nouveaux élus à une simple lettre de communion qui peut lui être adressée par un évêque schismatique, comme le serment vague sur la foi catholique peut être prononcé par un évêque hérétique; elle déplace les anciennes métropoles et elle en crée de nouvelles, elle supprime des sièges et elle en érige qui n'existaient pas; elle bouleverse donc l'ordre des juridictions... S'il y avait Monsieur, quelque ecclésiastique dans votre paroisse qui eût le malheur de prêter le serment et de reconnaître l'évêque schismatique qui prétend s'emparer de ma juridiction, je dois croire que, désormais docile à la voix de l'Eglise qui ne peut plus être méconnue, il s'empressera de réparer le scandale qu'il a donné, en se rétractant de la manière la plus formelle et la plus publique (2). »

Cette lettre fut jetée dans la circulation et traduite en vers bretons sur un ton de plainte en cinquante-sept couplets et sous la forme d'un entretien supposé entre un prêtre resté dans le diocèse et l'Evêque réfugié. Le prêtre énumère à celui qu'il continue à reconnaître comme son seul pasteur légitime les troubles dont le diocèse a été le théâtre depuis son départ et lui demande des conseils et

(1) Arch. Dép., L 69.

(2) D'après un imprimé, Arch. de Kerdanet.

des instructions. L'Evêque répond par une exhortation à la résistance. Voici comment Expilly est jugé : « Les prêtres qu'il a ordonnés ne peuvent en aucune manière ni célébrer la messe ni donner l'absolution. S'ils font la sourde oreille, ils seront excommuniés... Eloignez-vous avec horreur des prêtres qu'il a approuvés et des pasteurs qu'il a nommés (1). »

Les recteurs de Léon prêchaient partout qu'Expilly était inhabile à remplir les fonctions épiscopales, et pendant qu'il visitait les principales villes du Département, des clercs partaient pour l'Angleterre pour recevoir les Ordres des mains de M^{gr} de La Marche. Le 28 octobre 1791, d'après le rapport du citoyen Aubert de Roscoff, neuf séminaristes montaient à bord de la *Providence* « pour rejoindre le ci-devant évêque qui a mandé ces candidats pour les admettre à la prêtrise. Ainsi se perpétuera cette engeance inconstitutionnelle. Ainsi donc un évêque fugitif, expatrié et contre-révolutionnaire a le droit d'apposer ses mains profanes sur des têtes trop crédules, sans doute, mais qui n'en seront pas moins des instigateurs de troubles (2). »

II

Pendant ce temps, l'évêque du Finistère s'épuisait en efforts impuissants pour imposer au Léon la Constitution civile. C'est sur son instigation, comme il l'écrivait lui-même à Lanjuinais, que le directoire du Département, prenant de l'avance sur Paris, arrêta le 21 avril 1791 que les curés et les vicaires non assermentés devaient, dans les huit jours, quitter leurs paroisses et s'en éloigner à la distance d'au moins quatre lieues, sous peine d'être poursuivis comme perturbateurs de l'ordre public. Les deux clergés n'en étaient pas moins restés en présence et continuaient à se servir de l'église paroissiale pour la célébra-

(1) D'après une copie signée « Anti-Expilly », et extraite d'un carnet de l'époque, communiqué par l'abbé Perrot, vicaire à Plouguerneau.

(2) Arch. dép. Fin., L 207.

tion du culte ; Expilly détermina alors le Directoire à prendre l'arrêté du 2 juillet. Cette date ouvrit pour le clergé finistérien l'ère officielle de la persécution. Le nouvel arrêté prescrivait que tout ecclésiastique devait être mis en état d'arrestation, s'il était suspect d'incivisme, et serait enfermé au Château de Brest. Cinq recteurs du Léon furent aussitôt incarcérés sur une simple dénonciation et sans autre forme de procès ; mais M. de Kerdanet présenta si habilement leur défense devant le tribunal de Lesneven, puis devant le directoire du Département, qu'il obtint leur élargissement le 9 août ; M^{re} de La Marche adressa au courageux avocat une lettre dans laquelle il le félicitait par ces mots : « *Vocavit te Dominus in solatium multorum.* » (1) Le 22 septembre, le Directoire, tout en invitant les honnêtes gens à veiller sur les prêtres non conformistes, décrétait la mise en liberté de tous les ecclésiastiques incarcérés à Brest. Mais cette détente fut de courte durée ; dans sa séance du 29 novembre, le Conseil du Département adopta à une forte majorité la proposition de remettre en vigueur l'arrêté du 2 juillet et de faire saisir et constituer en état d'arrestation à Brest tous les ecclésiastiques suspects d'incivisme. Cette nouvelle mesure fut déterminée par une lettre du directoire du district de Brest, contenant l'exposé de ses inquiétudes sur les troubles religieux de cette partie du Département à la suite du mandement « souscrit à Londres le 20 août par le ci-devant évêque de Léon ». Nous en reproduisons de larges extraits, parce qu'il dépeint la situation religieuse dans le diocèse au début de la Révolution :

« Lorsque les circonstances qui vous sont connues, Nos très Chers Frères, nous forcèrent de nous éloigner de vous, l'espoir de communiquer avec notre clergé, et par lui avec le peuple de notre diocèse, détermina notre retraite, et fut le seul adoucissement à nos peines. Cette consolation nous a été bientôt enviée. Les communications sont devenues plus difficiles. Les visites, les recherches, les inquisitions ont été multipliées pour intercepter les correspondances, et la confiance publique a été ouvertement trahie. Ce n'est qu'avec des précautions extraordinaires qu'une partie des exemplaires de notre

(1) Archives de la famille de Kerdanet.

lettre du 8 avril vous est parvenue, et nous ignorons si celle que nous vous adressons aujourd'hui pourra tromper cette inquiète et jalouse vigilance qui observe et contrarie toutes nos démarches.

Nous avons su que la persécution régnait d'une extrémité du royaume à l'autre, que des évêques elle s'étendait à tous les pasteurs, et qu'elle s'animait de jour en jour dans notre diocèse. Votre attachement à la foi catholique nous était connu depuis trop longtemps pour que nous eussions à craindre que les promesses ou les menaces changeassent vos sentiments. Mais nous souhaitions d'apprendre vos combats et vos triomphes, la situation de chacun de vous, l'état de chaque église particulière, les dispositions des fidèles de notre diocèse. Nous désirions des informations détaillées sur des objets si dignes de notre sollicitude pastorale, lorsque nous avons appris que plusieurs de nos chers coopérateurs venaient de se réfugier sur une île étrangère.

Nous nous sommes senti aussitôt pressé du désir d'aller jusqu'à eux. Après avoir été menacé par des vents contraires d'aborder un rivage qu'autrefois nous n'aurions revu qu'avec une douce émotion, après une navigation longue et difficile, nous avons débarqué sur une terre hospitalière qui avait ouvert un asile à nos frères. Nous avons eu la satisfaction de les embrasser. C'est la plus sensible que nous ayons goûtée depuis notre éloignement; elle a duré bien peu. Nous avons entendu le récit des dangers auxquels ils venaient d'échapper, et de la violence qui les avait réduits à s'y exposer. Nous avons su de quelle main portaient les coups redoublés qui accablaient les ministres fidèles; que l'évêque, dit du Finistère, — hélas! il y a si peu de temps nous le comptions au nombre de nos coopérateurs, — cherchant à propager le schisme, usurpant sur notre territoire une juridiction qui n'appartient qu'à nous seul, élevant autel contre autel, instituait de faux pasteurs, prétendait donner des ordonnances et faire des règlements; que déjà plusieurs intrus avaient été installés à force ouverte, que les pasteurs légitimes étaient poursuivis par des outrages et des calomnies; que, sans respect pour l'âge et les infirmités, plusieurs avaient été arrachés, de nuit, à main armée, du milieu de leurs troupeaux et trainés indignement dans les prisons; (1) que d'autres, pour se soustraire à de pareilles violences, avaient été contraints de prendre la fuite, sans ressources, sans asiles, n'osant même pas séjourner chez les gens charitables qui les recueillaient, par crainte d'attirer sur eux quelque malheur pour prix de leur hospitalité, que quelques-uns restaient encore à portée de leurs troupeaux, mais à la faveur d'un déguisement, au péril d'être découverts, que néanmoins, dans les villes, la plus grande partie des peuples et presque la totalité dans les campagnes gémissent

(1) Par exemple M. Breton, recteur de Sibiril, qui, dans la nuit du 11 au 12 juillet, avait été enlevé de son lit par des gens armés et conduit à Brest (Registre municipal de Sibiril pour 1791).

saient de ces excès, qu'ils s'attachaient de plus en plus à leur pasteurs légitimes, qu'ils ne marquaient que de l'éloignement pour les intrus et refusaient constamment de communiquer avec eux.

Tel est le récit qui, tour à tour, a pénétré notre âme de douleur et d'admiration.

En voyant ce qu'est aujourd'hui notre diocèse, nous nous sommes rappelé ce qu'il fut, et les larmes ont coulé de nos yeux.

Qu'est devenu ce temple majestueux, cette mère Eglise ? Hélas ! Ses voûtes sacrées ne retentissent plus du chant journalier des cantiques du Seigneur ; on n'y voit plus ces saintes solennités que nous célébrions assisté d'un clergé vénérable, aussi distingué par ses talents qu'édifiant par sa ferveur, ces fêtes religieuses que la pompe des cérémonies et le concours d'un peuple nombreux rendaient également augustes et touchantes. Que sont devenus ces précieux établissements où l'enfance des deux sexes recevait une instruction solide et pure, une éducation civile et chrétienne, où de jeunes ecclésiastiques formés aux sciences et à la piété s'élevaient à l'ombre des autels et faisaient notre joie et notre espérance ?

Que sont devenues ces maisons de recueillement et de silence où, à la voix de Dieu, par l'organe de ses ministres, les inimitiés étaient éteintes, les vengeances étouffées, les injustices réparées, les péchés avoués, détestés, pardonnés ?

Dans quel état de destruction et de désolation sont ces antiques monastères, monuments de la piété de nos aïeux, ces asiles de la pauvreté, de l'innocence, de la vertu, ces pieuses solitudes où la pratique assidue de la perfection évangélique retraçait encore à nos yeux la ferveur des premiers chrétiens. Qui pourrait reconnaître notre Eglise sous les traits qui la défigurent aujourd'hui ?

Nos temples abandonnés ou mis à l'encan, nos autels en proie à des ravisseurs, les vrais ministres dispersés, poursuivis comme des criminels, jetés dans les prisons, les peuples exposés à la séduction et aux dangers du schisme, l'impiété marchant le front levé, semant avec audace les calomnies, le blasphème et l'erreur, le glaive de la persécution suspendu sur la tête de tous les fidèles disciples de Jésus-Christ.

Voilà donc où devait nous conduire ce chef-d'œuvre de réforme qui prétendait ramener parmi nous la beauté primitive des siècles apostoliques !

..... Nous voudrions rassembler sur notre tête, déjà fatiguée par les années, tout le poids de vos afflictions, tous les traits de la haine qui vous poursuit ; avec quelle joie nous nous verrions chargé de vos chaînes, pourvu qu'à ce prix elle tombassent de vos mains ! Si du moins nous pouvions, comme nous l'avions espéré, communiquer librement avec vous, si cette lettre toute trempée de nos larmes pouvait parvenir dans vos retraites, dans vos prisons, vous connaissiez à quel point vous êtes chers à notre cœur, combien vos

souffrances ont d'amertume pour nous, et tout ce que nous serions disposé à faire et à souffrir pour les épargner... »

Ensuite l'Évêque rappelle les vices de la Constitution civile, de cette loi qui, « au jugement du Souverain Pontife, est contraire aux dogmes de l'Eglise et à ses droits les plus sacrés, et est un amas d'erreurs et d'hérésies ». Mais il fonde sur l'Evangile et sur l'histoire des siècles passés son espérance inébranlable dans un avenir meilleur pour l'Eglise. Il est heureux déjà à la pensée que le diocèse de Léon est un de ceux où le schisme a fait le moins de ravages. S'il a appris avec douleur que quelques membres de son clergé, entraînés par la séduction ou intimidés par la menace, ont eu la faiblesse de céder, il a du moins la consolation de savoir que le très grand nombre est resté ferme dans la foi. Il termine en reproduisant le Bref pontifical du 13 avril et en défendant au clergé et aux fidèles de reconnaître le Sieur Expilly, se disant évêque du Finistère, pour évêque de Léon, de sorte que les ecclésiastiques qui seraient institués, approuvés ou ordonnés par lui, doivent être regardés comme des intrus et des schismatiques, avec lesquels on ne peut, sans se rendre coupable de leur usurpation, communiquer dans l'exercice de leurs fonctions (1).

Les administrateurs du Finistère envoyèrent le mandement à Paris, en même temps que le texte de l'arrêté du 29 novembre. Plusieurs membres de l'Assemblée ayant demandé à connaître la lettre, Guadet en commença la lecture. Le passage où M^{sr} de La Marche, songeant aux atteintes portées à son Eglise, dit « les larmes ont coulé de nos yeux », fut accueilli par des rires prolongés. — Un membre de l'Assemblée : « Oui, des larmes hypocrites. » — Plusieurs membres : « Assez ! Assez ! le renvoi au comité de Surveillance ! » — ce qui fut immédiatement ordonné (2).

En vertu de l'arrêté départemental : 1^o Tous les ecclésiastiques qui, par leurs manœuvres, leurs discours, leurs

(1) D'après un exemplaire. (Papiers du chanoine de Kermenguy.)

(2) *Archives Parlementaires*, t. xxxv, p. 586.

suggestions et leur conduite, se sont rendus suspects d'incivisme et se sont montrés fauteurs de troubles et de désordres, soit en affaiblissant le respect dû aux lois, soit en dépréciant les fonctions des ecclésiastiques assermentés, soit en détournant les fidèles de l'observance du culte entretenu aux frais de l'Etat, soit enfin en excitant des émeutes populaires, et pour quelque cause que ce puisse être, seront sur-le-champ saisis par la force publique et conduits dans la ville de Brest pour y être mis en état d'arrestation jusqu'à nouvel ordre. 2^o Les ecclésiastiques qui ont déjà été détenus dans cette ville ou qui ont été désignés pour l'être et ne s'y sont pas rendus, seront par le seul fait de cette détention et de cette désignation, regardés comme suspects de favoriser les troubles et suivis partout où ils se trouveront, pour être conduits à Brest et y demeurer en arrestation provisoire.

A l'aide de ces articles, il n'était pas difficile aux prêtres assermentés de se débarrasser de leurs adversaires. Le Directoire départemental chargea les procureurs syndics et les directoires des districts de dresser, dès la réception de l'arrêté, une liste des ecclésiastiques susceptibles d'être détenus, et de faire toutes réquisitions convenables pour leur prompt arrestation. Aussitôt, les gardes nationaux se répandent dans les campagnes, enlèvent les prêtres assermentés qu'ils rencontrent et les conduisent au Château de Brest. Une cinquantaine d'ecclésiastiques s'y trouvent bientôt réunis ; quarante autres viendront ensuite les rejoindre. Les prisonniers, d'après un rapport qui parut sur leur situation, furent d'abord renfermés dans une même chambre ; leurs lits étroits et courts étaient entassés les uns sur les autres et, bien que l'on fût au fort de l'hiver, on était obligé de laisser les fenêtres ouvertes la nuit pour chasser le mauvais air. Point de messe même les dimanches et les fêtes pendant plus de quatre mois ; aucune communication avec l'extérieur. La nourriture était mauvaise et insuffisante ; pendant longtemps, on leur refusa le maigre les jours où l'Eglise le prescrit. Quand le nombre des prisonniers augmenta, on leur assigna une seconde chambre aussi incommode que la première ; la

quantité des prêtres malades était toujours considérable ; ils avaient beaucoup de peine à obtenir une place à l'hôpital (1). Au nombre des détenus, se trouvait l'abbé de Légerville, directeur du Séminaire. Son père, qui était premier juge au tribunal du district de Landerneau, adressa une réclamation au Roi et au ministre Cahier : « Ils sont, dit-il, traités pire que des forçats. Ils y sont dans le même appartement quarante ou cinquante détenus. L'air y est le plus malsain ; jamais il n'est renouvelé ; à peine peuvent-ils respirer. Ils n'ont que deux attitudes, couchés ou debout, n'ayant ni chaises, ni bancs, ni escabeaux pour s'asseoir. On leur sert la nourriture la plus grossière et on ne leur permet pas d'en faire venir du dehors. Le projet paraît formé : on n'ose pas les faire égórger, mais on veut les faire mourir à petit feu. »

Cette lettre fut transmise par le Ministre au Département avec ordre de traiter les prisonniers avec humanité. La municipalité de Brest, sur les instructions du District, fit une enquête au sujet des faits qui lui étaient imputés. D'après le rapport qui s'ensuivit, il n'y avait rien de fondé dans les accusations du juge de Landerneau. Les prêtres détenus, y était-il dit en substance, sont bien nourris, bien logés et ne se plaignent pas du régime de la prison. Ils sont placés au premier étage dans une salle d'environ cinquante pieds de long et trente de large : cette salle a six grandes fenêtres vitrées, dont trois au Midi, donnant sur la rade, et trois au Nord, donnant sur la place d'Armes du Château. Au point de vue de la nourriture, les prisonniers auraient tort de se plaindre : les jours gras, ils ont à dîner la soupe et le bouilli et à souper un plat de rãgout et un rôti ; les jours maigres, le menu consiste dans une soupe de purée aux herbes, deux plats de poisson et un plat de légumes. Le pain et le vin sont également en quantité suffisante ; la ration journalière est de 24 onces de pain blanc de froment avec toute sa fleur et une chopine

(1) Rapport de M. Cossoul, vicaire général de Quimper, paru en mai 1793.

de vin rouge ordinaire de Bordeaux de très bonne qualité (1).

Les détenus n'en continuaient pas moins à se plaindre. Le 29 février 1792, quarante-huit d'entre eux adressaient une pétition au Département pour que « leurs délits soient connus juridiquement ou que leurs chaînes, qu'on resserre journellement, soient brisées.(2). » Le 5 mars, le Roi intimait au Département l'ordre de les mettre en liberté ; mais les administrateurs jugèrent que la mesure était inopportune, car ils pensaient qu'il était dangereux de laisser ces prêtres fanatiques retourner dans leurs paroisses à l'époque du temps pascal. Le culte officiel serait déserté, et ce serait de nouveau, à brève échéance, la guerre civile allumée dans toutes les communes du Département.

De Londres, Mgr de La Marche s'intéressait au sort de ses prêtres prisonniers. En rapport avec quelques-uns d'entre eux, il savait toutes leurs souffrances. Le 20 avril, il adressa aux administrateurs du Finistère une lettre qui est un admirable monument de sa grandeur d'âme : Il dépeint en termes saisissants la triste situation des captifs ; il fait appel à l'humanité, aux lois, à la conscience en leur faveur ; puis si cet appel ne suffit pas, il propose, pour racheter leur liberté, de venir prendre leurs fers ; car, dit-il, « il est simple que je vous paraisse plus coupable que mes fidèles coopérateurs. S'il faut une victime, voici la compensation que je vous prie d'agréer. Dans la dernière lettre pastorale que j'ai adressée, le 20 août, au clergé et au peuple de mon diocèse, je disais à mes prêtres que je me verrais volontiers chargé de leurs fers, pourvu qu'à ce prix ils tombassent de leurs mains. Ce désir que je leur témoignais, je le change aujourd'hui en prière. Rendez à tous une liberté inviolable et entière, et je m'engage à traverser ensuite les mers pour aller me remettre volontairement à votre discrétion. J'ose croire que vous m'estimez du moins assez pour vous assurer que

(1) Arch. dép. Fin., Série L 59.

(2) *Ibid.*, L 112.

si vous acceptez ma proposition et en remplissez les conditions, je serai fidèle à mon engagement (1). »

Cette lettre demeura sans réponse, et la noble et généreuse démarche du prélat n'eut aucun résultat. Mais les prêtres et les fidèles du Léon s'en souviendront plus tard lorsqu'ils élèveront à leur Evêque une statue dans sa cathédrale. Entre les mains, il tient la supplique qu'il adressa aux administrateurs du Département et sur laquelle se lisent ces paroles : « Rendez à mes prêtres une liberté entière et inviolable, et je m'engage à traverser ensuite les mers pour aller me remettre volontairement à votre discrétion. »

Les troubles religieux continuant d'agiter le Finistère, le Conseil général du Département fut convoqué par le Directoire et, dans l'après-midi du 29 juin, adopta, à une forte majorité, les trois propositions suivantes : Tous les ecclésiastiques insermentés devront, sous huitaine, prêter le serment civique décrété par l'Acte constitutionnel — ceux qui refuseront le serment seront saisis par la force publique et conduits au Château de Brest — ceux qui seront amenés dans ce local et ceux qui y sont actuellement détenus auront le choix d'y rester ou de sortir du royaume et d'être déportés en Espagne, en Portugal ou en Italie. Après avoir arrêté les termes des différents articles, l'Assemblée se sépara et le Président invita tous les membres à passer à la Maison Commune du Département pour signer le procès-verbal. Quinze signatures y furent apposées parmi lesquelles, tout au bas, dans un coin : Expilly, évêque du Finistère.

En exécution de cet arrêté qui porte la date du 1^{er} juillet, la municipalité de Brest se présenta au Château le 24 pour s'informer de la détermination des détenus. En des pages émouvantes, l'abbé Boissière (2) a décrit les souff-

(1) Cette lettre est intégralement reproduite dans Tresvaux du Fraval, *Histoire de la Persécution révolutionnaire en Bretagne*, tome 1^{er}, p. 346. L'auteur la cite d'après Duchatellier qui l'a copiée aux Archives départementales du Finistère.

(2) L'abbé Boissière fut, de 1773 à 1790, secrétaire de Mgr de Saint-Luc évêque de Quimper. Au début de la Révolution, il se cacha

frances de ces malheureux et les procédés d'intimidation auxquels on eut recours pour les amener à reconnaître la Constitution. Sur 84 prisonniers, 37 optèrent pour la détention permanente, 42 pour la déportation en Espagne, 1 pour le Portugal et 4 refusèrent d'opter entre ces deux peines en déclarant qu'ils n'en méritaient aucune.

Ce résultat fut transmis au Département et, dans sa séance du 1^{er} août, considérant que l'humanité lui prescrivait de faire un dernier effort, le Conseil général chargea deux commissaires, MM. Daniel et Prédour, de se transporter à Brest, pour exhorter les prisonniers à écouter la voix de la religion qui souffre de la cessation des secours spirituels, et de la patrie qui porte tous ses enfants dans son sein. Lorsqu'ils rendirent compte de leur mission au Département, le 6, les commissaires déclarèrent que leurs démarches n'avaient eu d'autre résultat que d'augmenter le nombre des demandes de déportation qui s'élevait maintenant à 57. Le 9, ils écrivaient : « Il nous aurait paru plus convenable de faire passer ces Messieurs en Italie et de les adresser au très saint chef de leur milice dont nous craignons beaucoup moins les armes que celles de l'Espagne. » Mais le Département ne tint aucun compte du choix fait par les prisonniers. Après de longs débats, le Président mit aux voix la liberté d'option qui fut rejetée ; et la déportation générale fut décidée sous réserve que les sexagénaires et les infirmes seraient transférés aux Capucins d'Audierne. On notifia cette mesure aux prisonniers, et la liste de ceux qui étaient condamnés à la déportation fut dressée par les commissaires et arrêtée au chiffre de 72. Ils furent embarqués le dimanche 12 août à bord du *Jean-Jacques* et atterrirent le 18 dans le port de Ribadeo. Ce même jour, leurs confrères partis la veille arrivaient à Audierne.

En même temps, le Directoire départemental prenait des mesures énergiques contre les réfractaires qui restaient

dans le pays jusqu'à son incarcération au Château de Brest le 4 juin 1792. Il fut ensuite déporté en Espagne où il resta jusqu'au retour des émigrés. Il mourut à Quimper en 1805. Le manuscrit où il raconte ses souvenirs se trouve à l'évêché de Quimper.

cachés dans le pays. Par l'arrêté du 18 août, il promettait trois louis à toute personne qui ferait arrêter un prêtre insermenté. A la suite de cette mesure, plusieurs ecclésiastiques furent découverts, saisis et conduits au Château du Taureau près Morlaix. En parlant de cette prison, l'abbé Cossoul (1) dit qu'il n'est pas possible d'en trouver de plus dure et de plus incommode. Un autre témoin (2) raconte que les prêtres qui y étaient enfermés étaient couverts de salpêtre et rongés par le scorbut. Quelques-uns furent expédiés dans le Hanovre. Guillaume Le Jeune, recteur de Plougoulm, écrivit à M^{sr} de La Marche pour lui raconter les détails du voyage et ses impressions sur le pays : Après quatre mois de détention au Taureau, il fut embarqué, avec vingt-sept de ses confrères, à bord d'un navire brémois qui les déposa à l'embouchure de la rivière de Brème le 1^{er} mai 1793. Lorsqu'ils arrivèrent dans la ville, les habitants les accueillirent à bras ouverts. Le représentant de l'Empereur, le baron de Vrintz, les y retint huit jours, puis les sépara en trois groupes : douze furent conduits à Munster, huit à Paderborn, huit à Hildesheim, et ils reçurent dans ces villes l'hospitalité la plus cordiale. Le recteur de Plougoulm, qui fait partie de ce dernier groupe, demande à M^{sr} de La Marche de vouloir bien le recommander, lui et ses compagnons, aux évêques qui ont juridiction sur eux. Il le prie également de correspondre avec M. de Vrintz qui, dit-il, « serait flatté que vous lui écriviez. » Il termine sa lettre en suppliant l'Evêque de ne pas rentrer en France car, ajoute-t-il, « vous vous y sacrifieriez inutilement en ce moment (3). »

Les prêtres insermentés formaient l'immense majorité dans le Léon. D'après le témoignage de l'abbé Henry auquel M^{sr} de Crouzeilhes, évêque de Quimper, demanda

(1) D'après une relation adressée par cet abbé à M. Barruel pour servir à son *Histoire du Clergé pendant la Révolution française* (Papiers Barruel communiqués par M. l'abbé Vivier à M. l'abbé Uzuzeau et utilisés par ce dernier dans sa plaquette *Les Prêtres insermentés du Finistère*.)

(2) Lettre de M^{me} Febvrier (1793). Même référence.

(3) Papiers Barruel.

en 1817 un rapport sur la situation religieuse du Léon pendant la Révolution, sur les 400 prêtres séculiers du diocèse, il n'y eut que 5 recteurs et 26 autres ecclésiastiques à prêter le serment prescrit et encore « trois des premiers et quatre des seconds se rétractèrent dans la forme voulue, le firent devant l'assemblée de leurs adhérents, remplirent ce devoir avant la fin des dangers et assez à temps pour partager avec leurs confrères les maux de la persécution. »

Il y eut quatre catégories d'insermentés : ceux qui émigrèrent volontairement, ceux qui furent conduits dans des maisons d'arrêt, ceux qui subirent la déportation et ceux qui prirent le parti de se cacher dans le pays. M. Henry évalue à 118 le nombre des prêtres qui, au péril de leur vie, demeurèrent dans le diocèse pour soutenir les fidèles soit par leurs exhortations, soit par le secours des sacrements :

« En vertu d'une combinaison proposée par MM. les grands vicaires et adoptée sans délai par leurs confrères, on se distribua sur la surface du diocèse de façon à être, avec le moins de danger possible, le plus à portée cependant de porter au peuple fidèle les secours du ministère, de harceler le schisme naissant, de lui enlever ses quelques conquêtes et d'empêcher de les étendre. On remporta de grands succès : ici, ne trouvant personne pour ouvrir les églises, l'intrus arrivant ne pouvait prendre possession ; là, il fallait la présence de la force armée pour l'introniser ; ailleurs, il fallait prendre les passants par les bras, arracher les gens de la maison, les trainer pour avoir des assistants au nouveau culte. Dans la grande majorité des paroisses, l'aversion la mieux prononcée et le mépris le plus capable d'humilier une âme, poursuivaient les nouveaux venus. En aucun endroit bon visage, mais rebut, reproches et gourmandes. Cela n'empêchait que les prêtres cachés ne fussent dans des positions critiques. Les insuccès des schismatiques augmentaient la fureur, l'acharnement avec lequel on en faisait rechercher et la haine qu'on leur portait... La partie du diocèse où s'obtinrent des succès contre le schisme avec plus d'éclat s'appelle la « montagne ». Aucun prêtre n'avait pu y rester. Le schisme y levait audacieusement la tête. Mais ce triomphe fut éphémère. Une mission, courageusement sollicitée et prudemment accomplie par quatre confrères, aussi distingués par leur zèle que par leurs lumières, fit à la catholicité reprendre vie et le dessus.

De la part des cachés se donnaient les plus beaux et les plus fréquents exemples de constance, de sainte intrépidité, de zèle, de péni-

tence, de concorde, d'amour pour l'unité des principes, d'exactitude à se plier aux agenda qu'ils recevaient.

Cependant la mort naturelle nous enleva plusieurs de nos confrères (36 prêtres). Huit subirent une mort violente ; on se souvient de leurs noms et il ne faut pas les taire : MM. Chapalain, vicaire de Sizun ; Jacob, vicaire de Saint-Pabu ; Drévès, vicaire de Recouvrance ; Branellec, vicaire de Saint-Paul ; Habasque, vicaire de Kerlouan ; Péton, vicaire de Kerlouan ; Le Gall, recteur de Plouénan ; Corrigou, directeur des Dames Ursulines de Saint-Paul, périrent sur l'échafaud, les quatre premiers à Brest, les deux suivants à Lesneven et les deux derniers à Quimper.

..... Ceci est une fleur qu'avec joie et attendrissement j'ajoute à la couronne de catholicisme que mérite si bien le peuple de Léon. Peut-être n'y eut-il pas de diocèse où l'amour de cette vérité ait été plus fertile en bonnes œuvres (1). »

Les archives des paroisses nous montrent les prêtres réfractaires exerçant leur ministère, parfois au grand jour, souvent au prix d'une infinité de précautions pour dissimuler leur présence. A Plougoulm, les fidèles recourent à MM. Le Lann et Le Lez cachés dans les environs. Les habitants de Plouzévédé, privés de grand-messe et de prône dans leur paroisse, assistent en grand nombre au service divin à Tréflaouénan ; ils font également publier leurs bans et contractent mariage dans cette paroisse ; Didier Galés, leur recteur, les encourage et réussit à se cacher dans les campagnes pendant 22 mois. A Cléder, des habitants courageux cachent chez eux deux de leurs vicaires. A Lampaul-Guimiliau, les prêtres inconstitutionnels restent dans la paroisse jusqu'à la fin de 1792, grâce à l'appui de la Municipalité, et après leur départ, le curé constitutionnel rencontre tant d'opposition, que le district de Landerneau est d'avis de faire fermer provisoirement l'église ; à Landivisiau, le curé constitutionnel Le Gall se plaint de ne pouvoir constater l'état des naissances, parce que plusieurs personnes font ondoyer leurs enfants à domicile ; à Kerlouan, les vicaires exercent clandestinement leur ministère jusqu'au 28 mars 1794, jour où ils sont saisis pour être conduits à Brest.

(1) Ce rapport de M. Henry se trouve aux Archives de l'évêché de Quimper.

devant le Tribunal révolutionnaire qui les condamne à mort et les fait exécuter à Lesneven. A Guicourvest, d'après le rapport officiel du « commissaire près l'administration municipale du canton de Landivisiau », le culte constitutionnel n'est suivi de personne ; à Guipavas, le curé assermenté se plaint au District que le vide se fasse complètement autour de lui, et les membres du Corps politique sont dénoncés à Brest pour avoir « manifesté de tout temps et dans toutes les occurrences une haine implacable à leur curé constitutionnel et un dévouement sans borne aux prêtres réfractaires. » A Landunvez, le nouveau curé, M. Thomas, est obligé de conserver un vicaire insermenté : « c'est, dit-il, une tolérance » qu'il a « cru devoir concéder au bien public ». A Ploumoguier, le curé, après trois ans d'efforts pour rallier les habitants au culte officiel, se voit dans la nécessité de quitter la paroisse. Dans le district de Lesneven, ainsi que l'atteste une lettre adressée le 2 octobre 1795 par le procureur-syndic du canton de Lannilis au procureur-syndic de Brest, les représentants de l'autorité, craignant des soulèvements populaires, se montrent très larges dans l'application de la loi.

Certaines paroisses gardent même leurs prêtres insermentés pendant toute la période révolutionnaire, et ce n'est pas seulement le cas de lieux très retirés et à peu près inaccessibles comme les îles d'Ouessant et de Molène. A Lampaul-Plouarzel, Yves Pronost ne quitte jamais la paroisse ; à Lampaul-Ploudalmézeau, le vicaire Calvarin y demeure également en qualité de « curé d'office ». Lannilis conserve les abbés Le Drast et Manach même à l'époque de la Terreur ; à Sibiril, on trouve aux archives municipales, sur les cahiers des baptêmes et mariages, la signature de Quiviger, prêtre réfractaire qui n'a jamais quitté le pays ; à Saint-Pierre-Quilbignon, les abbés Péron, Scouarnec et Lareur ne semblent pas non plus avoir quitté le territoire de la paroisse : le cahier des baptêmes et mariages pour 1795 est signé Scouarnec, recteur, et le registre de 1797 mentionne que des suppléments des cérémonies du baptême ont été accordés à des

enfants endoyés à domicile en 1793. A Saint-Thégonnec, le régime de la Terreur ne refroidit pas le zèle des insermentés ; c'est du moins l'impression qui se dégage de la lecture des registres paroissiaux. De 1793 à 1800, les prêtres réfractaires réussirent à administrer 476 baptêmes, savoir : 43 en 1793, 31 en 1794, 51 en 1795, 76 en 1796, 100 en 1797, (à cause des suppléments de cérémonies) 49 en 1798, 72 en 1799, 54 en 1800. Leur ministère ne se bornait pas à baptiser les enfants à domicile ; on avait encore recours à eux pour la bénédiction nuptiale et pour l'administration des mourants ; ils revalidèrent même plusieurs mariages contractés devant des ministres sans juridiction. Des personnes de Plounéour-Ménez et de Commana qui s'étaient d'abord adressées à des prêtres intrus pour bénir leur union, venaient ensuite, prises de remords, demander aux prêtres fidèles une nouvelle bénédiction. L'activité de ces derniers s'étendait, en effet, sur un rayon assez vaste. Luguern exerce son ministère à Saint-Thégonnec, Guiclan, Guimiliau, Pleyber-Christ, Morlaix ; Moal et Costiou à Saint-Thégonnec et Pleyber-Christ. Quand ils se sentent menacés, ils ont soin, en partant, de laisser leur adresse pour que les fidèles puissent les rejoindre facilement. Alain Le Roux a sa résidence à la campagne, au village de Kernisan ; François Abgrall s'est réservé les environs du bourg. Ces deux prêtres sont restés sur le territoire de Saint-Thégonnec pendant toute la durée de la Révolution (1). A Guissény, le prêtre réfractaire ne cesse de garder son influence. A partir de 1792, il y a deux registres d'état-civil : l'un tenu par M. Jacq, curé assermenté, l'autre qui porte la signature de M. Prémel, curé inconstitutionnel. L'état comparatif des deux registres est très instructif : en 1793, M. Jacq procède à la célébration de 3 mariages, tandis que M. Prémel en bénit 16 ; de 1794 à 1796, il est fait mention de 7 mariages célébrés en présence de M. Jacq et de 20 en présence de M. Prémel. Dans l'espace de cinq jours, du 7 au

(1) Abbé Quiniou, *Saint-Thégonnec et ses environs pendant la période révolutionnaire. Bulletin de la Commission diocésaine d'Histoire et d'Archéologie*, 1916, p. 238 sqq.

12 mai 1795, M. Prémel baptise 68 enfants nés en 1793, 1794 et dans les premiers mois de 1795. A Taulé, malgré la présence du curé constitutionnel, le P. Hippolyte, Récollet défroqué, un prêtre fidèle, M. Kerrien, remplit les fonctions ecclésiastiques d'une manière assez régulière du 18 janvier 1792 au 23 octobre 1798. Il consigna l'état-civil sur des feuilles volantes qui furent collationnées par le recteur Laot après le Concordat. En 1793, il donna 18 bénédictions nuptiales ; cette même année, il fit 55 baptêmes et 69 l'année suivante. A Saint-Pol, le curé assermenté Dumay avait été installé avec le concours de beaucoup de troupes et d'un « bien petit nombre de patriotes ». Malgré les instructions données aux sages-femmes par le maire Raoul, les baptêmes se faisaient souvent à domicile. M. Branellec « ex-curé » du Minihy, put se cacher jusqu'au 31 décembre 1793, jour de son arrestation. Il fut exécuté sur la place des « Triomphes du Peuple » à Brest le 17 avril suivant. D'autres, comme l'archidiacre Roussel purent, à raison de leur grand âge ou de leurs infirmités, résider dans la paroisse ; on se contenta de les garder à vue. Quant à l'abbé Péron, vicaire général et principal du Collège, il passait pour avoir quitté le pays et ne fut pas inquiété.

Les paroisses que nous avons citées appartenaient à différents districts et étaient situées sur les points les plus variés de l'ancien diocèse de Léon. La résistance ne fut donc pas circonscrite aux districts plus modérés, comme celui de Lesneven appelé « le repaire des réfractaires », ou comme celui de Morlaix qui se permit parfois de discuter les ordres. Il est certain toutefois que le mouvement d'hostilité contre le culte officiel trouva des encouragements dans la passivité des autorités locales. Mais c'est plus encore M^{gr} de La Marche et ses agents dévoués MM. Henry et Péron qui, par leurs directions, maintinrent dans les limites du devoir le clergé et les fidèles du Léon. M. Henry expose ainsi dans son rapport les raisons de cette persévérance : « J'en trouve la cause dans la correspondance presque suivie qui put s'entretenir entre le grand et vertueux évêque de Saint-Pol de Léon réfugié en Angleterre

et ses deux agents principaux dans le diocèse, et dans l'exactitude de ceux-ci à la communiquer à leurs frères. De la part des grands vicaires, elle consistait en demandes en forme de consultation et en exacte reddition de compte de tout ce qui se passait, et de la part de Monseigneur, en envoi de documents, de décisions doctrinales, de touchants témoignages de compassion, d'avis de prudence, de remontrances paternelles, d'encourageantes exhortations. On conçoit l'effet que devaient produire pareils bienfaits sur des prêtres entièrement dévoués au prélat de qui ils les recevaient et dont ils étaient tous chéris. »

Qu'étaient devenus les établissements ecclésiastiques et les Ordres religieux du diocèse ? Le Séminaire, dont la suppression avait suivi celle de l'Evêché, avait été laissé à la disposition du district de Morlaix à partir du 1^{er} janvier 1791 et avait été fermé au mois de mai suivant en exécution des décrets. Les Lazaristes avaient protesté et, invoquant l'article 13 de la loi du 5 novembre 1790, soutenaient qu'ils conservaient l'administration de leurs biens. Capitaine-de-Boisdaniel, procureur-syndic de Quimper exposa l'affaire à Expilly qui répondit, au nom du Comité ecclésiastique, que les biens dépendant du Séminaire supprimé entraient dans la catégorie des biens nationaux et seraient vendus comme tels (1).

La question du Collège soulevait des difficultés plus grandes, car M^{sr} de La Marche en restait le légitime propriétaire et la municipalité de Saint-Pol tenait à sa conservation : « Nous désirons toujours conserver notre Collège, écrivait-elle, pour le bien-être de beaucoup d'habitants qui vivent à l'appui des pensionnaires. D'ailleurs, c'est un édifice si beau qui a coûté tant d'argent, qu'il serait malheureux qu'il devint le nid aux chat-

(1) Les lettres de Boisdaniel et d'Expilly se trouvent aux Archives Nationales D XIX, 83, n° 653, pièce 7.

Dans sa séance du 28 juillet 1791, le Département constatait la suppression définitive du Séminaire et son union à celui de Quimper. Arch. Dép., L 84.

huants (1). » Ces considérations utilitaires le sauvèrent momentanément de la ruine, mais des mesures furent prises pour en déposséder le propriétaire. Un arrêté départemental du 30 avril faisait défense à « M. de La Marche et à ses agents de s'immiscer dans l'administration dudit Collège directement et indirectement ». Quant à l'ameublement, il fut confisqué ainsi que les papiers et autres effets ; pourtant le principal et les professeurs qui avaient refusé le serment furent maintenus à la tête de l'établissement, faute de personnel pour les remplacer. Mais l'année suivante, le curé Dumay, qui n'entrait pas dans les vues intéressées de la Municipalité, vit un défi à la Constitution dans le maintien d'un établissement qui recelait « un germe inconstitutionnel, germe d'autant plus pernicieux qu'il empoisonne les jeunes espérances de notre Révolution. Les professeurs du collège de Saint-Pol n'ont pas prêté le serment civique, par conséquent sont plus que suspects de tramer contre la Constitution. Doit-on mitonner des ennemis dans son giron ? » Cette harangue enflammée eut son effet : un mois après (février 1792), le Collège était laïcisé (2).

La municipalité de Brest avait traité avec moins de ménagements les Frères des Ecoles Chrétiennes ; elle leur reprochait de ne pas vouloir conduire à la messe du prêtre assermenté les enfants confiés à leurs soins. Dans sa séance du 26 mars 1791, « considérant qu'il serait dangereux de confier plus longtemps l'éducation des enfants à des hommes dont le fanatisme se manifeste aussi publiquement ; considérant d'ailleurs qu'ils ne sont pas en état d'enseigner les premiers principes qui doivent servir de base à l'éducation d'un peuple libre, le Conseil a arrêté et arrête, sur les conclusions du procureur de la Commune, qu'à compter de ce jour, lesdits Frères cesseront d'enseigner les enfants et de recevoir le traitement accordé par la ville. » Le 14 mai suivant, le Conseil général de la

(1) Rapport de la Municipalité à Expilly et aux Administrateurs du département, 18 avril 1791 (Arch. dép. Fin., L).

(2) Détails dans Picard, *Le Collège de Léon*, p. 135-148. Il sera réorganisé en 1806.

Commune adressa au Comité ecclésiastique de l'Assemblée Nationale une lettre dans laquelle étaient développées les raisons qui l'avaient amené à signifier leur congé aux Frères : « Le public éclairé ne pouvait concevoir que dans un siècle où la philosophie avait fait tant de progrès, l'éducation première, la plus essentielle de toutes les instructions, puisqu'elle en est la base, restât encore enseveli à la fois dans la fange de la plus grossière ignorance et dans les ténèbres les plus épaisses de la superstition. On sent facilement que l'on veut parler ici de ces livres gothiques et barbares que les Frères mettaient entre les mains de leurs disciples, livres dont l'ineptie des faits, des discours et des maximes ne le cède qu'à la platitude du style ; qu'on joigne à ces préceptes une morale rustique, l'insociabilité, suite nécessaire de ses principes, la rudesse du caractère et une sorte de progression à employer la voie des corrections corporelles dont les atteintes ont indispensablement eu quelquefois des effets funestes sur les membres délicats qui les ont éprouvées (1). »

Les exécutions des communautés religieuses s'étaient suivies à intervalles assez irréguliers et peu de défections avaient été signalées. Les Récollets de Landéda furent expulsés le 24 juillet 1791 ; puis ce fut le tour de ceux de Lesneven qui reçurent l'ordre d'évacuer leur couvent ; d'après les procès-verbaux des délibérations de cette ville, trois religieux seulement sortirent volontairement avant la date de l'expulsion qui devait avoir lieu antérieurement au 18 avril 1792. A Roscoff, les Capucins qui avaient refusé le serment durent, pour ne pas tomber aux mains des gardes nationaux, s'embarquer si précipitamment pour l'Angleterre, qu'ils arrivèrent à Jersey revêtus de leur habit religieux. A Saint-Pol, les Carmes furent chassés de leur couvent et leurs biens furent vendus le 4 juillet 1791 ; les Ursulines attendirent jusqu'au 9 mars de l'année suivante : elles étaient au nombre de 37 religieuses de chœur, de 12 sœurs converses, de 2 novices et d'une postulante converse. On leur demanda à chacune séparé-

(1) Extrait du registre des Délibérations du Conseil général de la commune de Brest. Arch. Nat., D XIX, 83, n° 653, pièces 1 et 4.

ment si elles voulaient profiter des dispositions de l'article 5 du décret sanctionné par Louis XVI ; elles répondirent toutes qu'elles désiraient vivre et mourir dans leur communauté. Après leur sortie forcée, réduites pour la plupart à la misère, elles adressèrent au pouvoir une touchante supplique, demandant à rentrer dans leur couvent, mais elles ne reçurent aucune réponse (1). A Landerneau et à Lesneven, les Ursulines opposèrent le même refus aux exigences anticanoniques de la loi et se laissèrent toutes expulser (2). Les religieuses de la Retraite de Saint-Pol restèrent les dernières, parce qu'elles s'occupaient d'œuvres hospitalières ; elles furent chassées à leur tour en janvier 1793.

A Brest, les Dames de l'Union Chrétienne avaient obtenu le 29 octobre 1790 du Conseil général de la Commune l'autorisation de rester dans leur couvent, en considération de l'instruction gratuite qu'elles donnaient aux filles pauvres de la ville. Mais le 7 janvier 1792, le Conseil décida que la Municipalité se transporterait dans leur communauté pour requérir de chacune d'elles le serment exigé de toutes les personnes chargées de l'éducation publique, en conformité de la loi du 17 avril 1791. Le 9 janvier, les officiers municipaux se rendirent à la maison conventuelle où les religieuses ayant été rassemblées, on les somma de se soumettre à la loi. La Supérieure, M^{me} Colas de Kerannou, refusa ; la première assistante, M^{me} de la Boissière, refusa aussi ; M^{me} Charlotte de Lesguern, âgée de 86 ans, « ne put énoncer son opinion ni signer, attendu son état de faiblesse ». Une seule sœur, Marie-Jeanne Marguerite Renaud, maîtresse des novices, promit et jura fidélité à la Nation, à la Loi et au Roi. Toutes les autres sœurs au nombre de seize refu-

(1) Sur les expulsions des communautés de Saint-Pol et de Roscoff, voir détails dans Abbé Tanguy, *Une ville bretonne sous la Révolution, passim*.

(2) Celles de Landerneau, au nombre de 39, durent quitter leur couvent le 1^{er} mars 1792 et celles de Lesneven, au nombre de 37, après avoir été chassées le 9 mai, furent réintégrées provisoirement puis définitivement expulsées en septembre. (Arch. mun. de Landerneau, Reg. des Délib., 1^{er} mars 1792 et Arch. dép. Fin., L 65 et 118.)

sèrent le serment : En conséquence la maison fut fermée (1).

Les événements s'étaient précipités. Le 24 mai 1794, Expilly était monté sur l'échafaud avec vingt-cinq administrateurs du Finistère coupables de s'être déclarés pour les Girondins contre les Montagnards et d'avoir fait appel à plusieurs départements pour sauvegarder l'indépendance de la Convention. A mesure que la Révolution marchait, les ménagements diminuaient ; successivement Hébert, Danton, Chaumette furent sacrifiés comme l'avaient été les Girondins et passèrent à la guillotine. Enfin, après le règne sanglant de Robespierre, les premiers symptômes d'apaisement apparurent. Aux assemblées révolutionnaires violentes et réformatrices succéda un gouvernement d'organisation. Le 20 septembre 1794, la Convention décréta qu'à l'avenir la République ne reconnaîtrait ni ne rétribuerait aucun culte ; l'Etat se déclarait neutre en matière religieuse ; par le fait, toutes les proscriptions devaient disparaître. Le 7 février 1795, sur la proposition de Boissy d'Anglas, le principe de la liberté religieuse était proclamé, avec cette restriction que tout ministre des cultes était astreint à un serment spécial d'adhésion à la Constitution républicaine.

L'abbé Péron s'empessa de faire sa déclaration. Sa situation de Principal lui avait permis de vivre au grand jour à Saint-Pol jusqu'à la laïcisation du Collège en février 1792 ; puis il s'était caché dans les environs et avait réussi à traverser l'époque de la Terreur sans quitter le pays. Le 9 messidor de l'an III (27 juin 1795), il se présenta devant le Conseil municipal et déclara fixer sa résidence à Saint-Pol ; la Municipalité qui appréciait sa haute intelligence, sa grande modération et ses compétences pédagogiques et qui comptait sur lui pour la réorganisation du Collège, lui décerna acte de sa déclaration après lui avoir fait souscrire la formule d'adhésion à la Constitution qui se terminait par ces mots : « Dire que le culte catholique romain ne peut s'exercer dans la Répu-

(1) Ed. Fleury, *Bulletin de la Société académique de Brest* 1861-1862.

plique comme dans la Monarchie, c'est calomnier ce culte et ses ministres. Tels sont, tels ont été toujours nos sentiments. » Désormais il vécut tranquille, et profitant de la latitude qui lui était laissée, il exerça les fonctions de vicaire général auxquelles il n'avait jamais renoncé (1).

Son collègue, l'abbé Henry, apposa sa signature à côté de la sienne en la faisant également suivre de la mention « prêtre catholique romain », mais il ne séjourna pas longtemps à Saint-Pol ; il se retira à Guipavas, sa paroisse natale, où il cacha le lieu de son domicile jusqu'au 25 mai 1800, pour administrer clandestinement la portion du diocèse de Léon qui avoisine la ville de Brest (2).

Sous le couvert de la nouvelle loi et à l'exemple de leurs grands vicaires, de nombreux ecclésiastiques quittèrent leurs retraites et déclarèrent dans les mairies le lieu où ils désiraient fixer leur résidence. A Saint-Pol, MM. Corre, Mathézou, Gougouil, Grall, Moal, Kerébel ; à Guis-sény MM. Riou et Prémel ; à Saint-Pierre-Quilbignon MM. Péron, Scouarnec et Lareur, se présentèrent devant les Municipalités pour faire leur déclaration. Pendant quelque temps encore les deux clergés coexistèrent, mais le clergé constitutionnel s'effrita bien vite. Peu à peu les curés qui s'étaient fourvoyés dans l'aventure constitutionnelle perdirent du terrain et virent bon nombre de leurs partisans se rallier à la cause des prêtres réfractaires. Dès que la position de l'Eglise devint plus franche, dès que la loi autorisa les prêtres insermentés à exercer librement les fonctions de leur ministère, quand les émigrés commencèrent à rentrer, les prêtres constitutionnels ne furent plus capables de soutenir la concurrence contre leurs anciens confrères fidèles à leurs serments. Ils n'eurent à compter que sur la bienveillance de certaines municipa-

(1) Jusqu'au Concordat, il fera accompagner son nom de sa qualité de « vicaire général de Léon ». C'est ainsi qu'il signe des autorisations d'ondolement (Registres paroissiaux de Carantec pour l'année 1800), qu'il apostille les registres de baptêmes, mariages et sépultures (Tréflaouénan.....)

(2) Par la suite il continua aussi ses fonctions de grand vicaire. Nous le voyons accorder en cette qualité des dispenses de publication de bans. (Registre du presbytère du Drennec 1802.)

lités pour obtenir gratuitement les églises. Leurs amis ne furent pas assez désintéressés pour payer la location d'un édifice religieux et ne tardèrent pas à désertir un culte qui leur demandait de trop lourds sacrifices. Leurs adversaires au contraire, arrivant dans les paroisses avec l'auréole que la persécution mit au front de ses victimes, virent les fidèles accourir à leurs offices. Ils connurent encore de mauvais jours sous le Directoire : plusieurs même durent prendre la direction de Rochefort ou de la Rochelle pour rejoindre les marais de la Guyane, mais lorsque Bonaparte, par son coup d'Etat du 18 Brumaire, mit un terme au règne du Directoire, les prêtres émigrés rentrèrent pour la plupart et les prêtres cachés purent désormais se montrer sans être inquiétés. 4

La période révolutionnaire était terminée, la paix religieuse était officiellement proclamée et le diocèse de Léon, privé de son siège et de son Évêque, avait continué à être administré comme par le passé. (1) M^{gr} de La Marche n'avait cessé d'exercer son action sur ses prêtres et sur ses fidèles qui gardaient de lui le souvenir d'un prélat bon et généreux, grandi par l'exil, puissant par le crédit immense dont il jouissait auprès des plus hautes personnalités de la société anglaise et par ses relations avec les Bourbons dont plusieurs escomptaient le retour.

(1) C'est ce qui donna de la consistance aux bruits qui circulèrent à son sujet, longtemps même après le Concordat. Le 18 thermidor an XII (6 août 1804), le préfet du Finistère écrivait à Fouché qu'il avait la certitude que M. de La Marche continuait à donner ses ordres par l'intermédiaire de ses grands vicaires. D'autres parlaient des agents du prélat. Certains même croyaient à la présence de ce dernier dans son diocèse. Cf. d'Hauterive, *La Police secrète du premier empire, Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur*, 3 vol. Paris, Perrin, 1908-1922, en particulier t. I, p. 32, 201, t. II, p. 226, t. III, p. 70. — Sur l'attitude du prélat à cette époque, voir *infra* 515-516.

CHAPITRE TROISIÈME

LE VINCENT DE PAUL DE L'ÉMIGRATION

- I. — LES LOIS DE PROSCRIPTION AMÈNENT DE NOMBREUX RÉFUGIÉS FRANÇAIS EN ANGLETERRE. — M^{re} DE LA MARCHÉ DANS SON APPARTEMENT DE LITTLE QUEEN STREET. — IL PROVOQUE UNE SOUSCRIPTION PUBLIQUE ET ORGANISE UNE CAISSE DE SECOURS POUR LES ÉMIGRÉS.
- II. — LE PREMIER COURANT D'ÉMIGRATION APRÈS LE DÉCRET DU 26 AOUT 1792. IMPRESSIONS DIVERSES DANS LA PRESSE ET LE PUBLIC ANGLAIS. LA RÉUNION DU STAR AND GARTER HOTEL. L'ADRESSE DE BURKE. — PREMIÈRE SÉANCE DU COMITÉ DE SECOURS (20 SEPT.) À FREE MASON'S TAVERN. SA COMPOSITION : ATTRIBUTIONS DE L'ÉVÊQUE DE SAINT-POL : SON ACTIVITÉ ; LES REGISTRES, LES RAPPORTS. LA CAISSE DU COMITÉ. GÉNÉROSITÉ PRIVÉE, SOUSCRIPTIONS PUBLIQUES, APPUI DU ROI. LE CLERGÉ ANGLICAN ET LES ÉMIGRÉS ; INITIATIVES PARTICULIÈRES, VOTE DE SUBSIDES OFFICIELS. — COMITÉ DE SECOURS POUR LES LAÏQUES. RÔLE DE M^{re} DE LA MARCHÉ DANS CE COMITÉ. MODE DE DISTRIBUTION DES SECOURS. — COMITÉS ANNEXES. IDÉE DE GROUPEMENTS COLLECTIFS SUGGÉRÉE PAR L'ÉVÊQUE. LES MAISONS DE THAME, FORTON, WINCHESTER. — L'ÉVÊQUE, AU NOM DES ÉMIGRÉS, REMERCIE LA NATION BRITANNIQUE. — IL REÇOIT LES FÉLICITATIONS DU COMTE DE PROVENCE ET DU PAPE.
- III. — LE SECOND COURANT D'ÉMIGRATION AU DÉBUT DE 1794. CIRCONSTANCES CRITIQUES. EMBARRAS FINANCIERS DU COMITÉ. PÉRIODE DE RESTRICTIONS. EXEMPLE DONNÉ PAR M^{re} DE LA MARCHÉ. L'ÉVACUATION DE WINCHESTER. GÉNÉROSITÉ DU MARQUIS ET DE LA MARQUISE DE BUCKINGHAM. — LES COMMUNAUTÉS DISPERSÉES À READING, THAME, PADDINGTON GREEN. INGÉNUISTÉ DES ECCLÉSIASTIQUES POUR GAGNER LEUR VIE. — PREMIERS DÉPARTS POUR LA FRANCE.
- IV. — LE TROISIÈME COURANT D'ÉMIGRATION APRÈS LE 18 FRUCTIDOR. DISSOLUTION DU COMITÉ DIRECTEUR ; FONDATION D'UN NOUVEAU COMITÉ (5 FÉVRIER 1798). M^{re} DE LA MARCHÉ CONFIRMÉ DANS SES FONCTIONS. IL EST L'AGENT PRINCIPAL DU GOUVERNEMENT ET DES COMITÉS DE SECOURS AU CLERGÉ ET AUX LAÏQUES. — IL INTERVIENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT EN FAVEUR DES PRÊTRES DE LA *Vaillante*, DE LA *Décade*, DE LA *Dédaigneuse* ET DES DÉPORTÉS DE LA GUYANE. — SON ATTITUDE DANS LE MOUVEMENT DE RETOUR DES DÉPORTÉS EN FRANCE. MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE POUR HATER LES DÉPARTS.
- V. — M^{re} DE LA MARCHÉ ET LE COMITÉ DE SECOURS APRÈS LE CONCORDAT. DISPARITION SUCCESSIVE DES MEMBRES DU COMITÉ. — CONCLUSION : RÔLE CHARITABLE DE L'ÉVÊQUE DE SAINT-POL. DIGNITÉ DU CLERGÉ RÉFUGIÉ. LIBÉRALITÉ DE LA NATION BRITANNIQUE.

I

Quand il fut bien installé à Londres, M^{sr} de La Marche vit tout le parti qu'il allait tirer de ses précieuses relations. Il ne s'était pas trompé dans ses prévisions. La nature des réformes qui se faisaient en France montraient que la Révolution était autre chose qu'une crise momentanée. Le bref du Pape annulant la Constitution civile parut le 10 mars 1791 et fut suivi, un mois après, de la condamnation solennelle de la loi ; puis ce fut l'application de la Constitution et, après le 10 août 1792, quand fut votée la loi de déportation des prêtres, la situation était devenue plus grave encore : les lois de proscription, arrêtées jusqu'alors par le veto, devinrent exécutoires à partir du moment où fut supprimée la sanction royale, et la police se mit à la recherche des réfractaires qui devaient être expulsés de France. Pour se soustraire à une arrestation immédiate avec la mort en perspective, il ne leur restait que deux solutions : se cacher ou émigrer. Bien inspirés furent ceux qui dirigèrent leurs pas vers l'Angleterre : un nouveau Joseph avait été envoyé devant eux pour leur préparer les voies et les nourrir des bienfaits d'un peuple généreux (1).

Depuis bientôt dix-huit mois, M^{sr} de La Marche était logé dans le modeste appartement que lui avait offert la générosité de M^{me} Silburne : un grabat, une table, une chaise et un crucifix en formaient l'ameublement (2). Le souvenir de cette chambre a été conservé par le peintre Danloux dans une de ses toiles préférées, de grandeur nature. Au centre du tableau est le portrait en pied de l'Évêque. Le prélat est représenté dans son cabinet de Little Queen Street ; il porte le costume de *clergyman* sur lequel brille la croix pectorale ; à gauche, devant la cheminée, on aperçoit un écran où sont dessinés

(1) *Or. Fun.*, p. 26.

(2) D'après *Les souvenirs d'Anne de Noailles, marquise de Montagu*, p. 62.

le bras de mer qui sépare la côte de Roscoff de la côte anglaise de Cornouaille et la ville de Winchester, avec sa cathédrale et le château que le roi d'Angleterre mit gracieusement à la disposition des ecclésiastiques déportés ; sur la cheminée, un crucifix, quelques livres et des suppliques parmi lesquelles se détache la lettre que le généreux pasteur écrivit aux administrateurs du Finistère pour s'offrir en otage à la place de ses prêtres incarcérés dans la prison de Brest ; à droite, un bureau sous lequel sont éparpillées des lettres de prêtres émigrés ; sur le bureau, des listes d'inscription avec la réclame : *Case of suffering clergy* ; à côté, des états de souscriptions, la lettre de George III, celle de l'archevêque de Cantorbery. Un bréviaire rappelle l'homme de la prière ; un flambeau et un encrier garni de deux plumes d'oie indiquent le travailleur infatigable de jour et de nuit. L'Évêque est assis sur une chaise en paille ; la tête est nue, le front haut ; sur son visage plein de finesse se concentre la lumière ; il tient sur ses genoux un registre sur lequel il écrit. Au bas du tableau se lit cette double inscription : la première « Voilà des bienfaiteurs qui ne m'ont pas fait défaut » à l'adresse des membres du Comité de secours — la seconde à l'adresse des émigrés ; « C'est pour votre salut que Dieu m'a fait venir ici. »

Ce portrait a toute une histoire. Le peintre Danloux, qui lui aussi avait émigré, était un fin dessinateur et un maître crayonneur. Né à Paris en 1753, élève de Lépicié et de Vien, il fit les portraits des princes, de la famille royale et d'une quantité de membres de la noblesse ; interprète attentif de la physionomie humaine, il excelle à donner l'illusion de la vie. C'est pendant ses dix années d'exil (1792-1802) où la grâce française s'unit en lui à l'énergie britannique qu'il produisit ses meilleurs toiles. Il nous a laissé ses souvenirs dans un « Journal » commencé à Londres en 1792, recueilli par le baron Portalis et actuellement conservé à la Bibliothèque Nationale ; c'est un document intéressant pour l'histoire de l'émigration française et pour l'art. Nous y lisons que le portrait de l'évêque de Saint-Pol était considéré par l'artiste comme

un de ses meilleurs travaux. Il fut fait en 1797 à la suite d'une souscription ouverte parmi les émigrés. Danloux comptait sur la grande notoriété du prélat pour en assurer le succès. Il y eut aussi des souscripteurs parmi les membres de la haute société d'Angleterre. On relève dans le « Journal » les plus grands noms de l'aristocratie du pays : le duc de Portland, le duc de Gloucester, la marquise de Buckingham, Lord Hardley. L'austère peinture attira du monde à l'atelier : nobles, officiers, chevaliers de Saint-Louis, lords anglais, dames émigrées, tous s'accordent à louer la noble simplicité de l'attitude et la ressemblance. En 1800, le portrait fut exposé à la Royal Academy de Londres. A sa rentrée en France en 1802, Danloux l'exposa au salon du Louvre. On lui répondit qu'on ne pouvait admettre un tableau peint en Angleterre et par un émigré. Le portrait fut expulsé du Louvre après être demeuré un jour sous la galerie extérieure exposé à l'air. Une épigramme anonyme souligna malicieusement cette mesure :

Près d'une table assis, l'évêque de Léon
Brochait sur ses genoux un projet d'armistice,
Mais comme il fut fidèle à son Napoléon,
On le fit enlever par ordre de police (1).

Le premier décret de déportation avait paru le 27 mai 1792 ; les directoires départementaux étaient autorisés à chasser du territoire français les prêtres insermentés de leur ressort. Trois mois après, le décret du 26 août prescrivait le bannissement dans quinzaine de tous les

(1) Aujourd'hui le portrait se trouve au Louvre (salle XVI) ; il a été donné à l'Etat après la guerre par son propriétaire, M. May, riche amateur d'art. Il a fait l'objet d'un article dans la *Revue de l'art ancien et moderne*, n° de décembre 1920. L'auteur, M. Jamot, conservateur-adjoint au Louvre le juge « peint d'un pinceau fluide, établi sur une harmonie très raffinée de gris et de noirs ». Le costume foncé très sobre semble se noyer dans l'ensemble du tableau ; toute l'attention est attirée par la tête du prélat, très lumineuse et qui est à elle seule un superbe morceau de peinture. On sent l'atmosphère très douce qui enveloppe la pièce, une atmosphère apaisante de fin de journée. Danloux aurait voulu mettre au bas du portrait les armes de l'Evêque, mais celui-ci refusa.

ecclésiastiques qui, étant assujettis au serment, ne l'avaient pas prêté ou qui, après l'avoir prêté, l'avaient rétracté, à l'exception des infirmes et des sexagénaires. Ils n'attendirent pas tous l'expulsion de force pour quitter la France, car dès le mois de juillet, plusieurs noms apparaissent sur la liste des prêtres secourus à Londres.

C'est en effet en juillet 1792 que fut dressée par les soins de Mgr de La Marche la première liste de souscription publique et que fut organisée la caisse de secours en faveur des ecclésiastiques émigrés. Un prêtre de Londres, le Reverend Thomas Meynel, ancien Jésuite, prêta immédiatement son concours à l'Évêque. Avec M^{me} Silburne, il fit appel à la charité de ses compatriotes. Les premiers fonds furent fournis par quelques amis et s'élevèrent à la somme de quatre cents louis (1). Catholiques et protestants donnèrent abondamment, et en quelques semaines, plus de 30.000 francs furent distribués, sans compter les secours en vivres et en nature. Monseigneur de Saint-Pol était le grand distributeur ; le nom de chaque prêtre était inscrit sur un registre. Ceux qui étaient absolument sans ressources recevaient de 10 à 12 francs par semaine. Vers le mois d'août, les registres accusaient un chiffre supérieur à 1200 ecclésiastiques inscrits, dont plus de 400 étaient assistés.

II

À la fin d'août, les prêtres astreints au serment qui étaient restés en France virent s'effondrer leurs derniers espoirs et, après les décrets du 26, l'émigration forcée commença. Le contingent qui afflua vers les côtes d'Angleterre fut considérable. Il forma ce qu'on a depuis appelé le premier courant d'émigration « *the first stream of emigration* », qui se composa d'abord d'ecclésiastiques des diocèses baignés par la Manche auxquels la Grande-Bretagne offrait le refuge le plus proche, puis de plusieurs prêtres de toutes les provinces de France attirés par la

(1) Barruel, *Histoire du Clergé pendant la Révolution*, p. 571.

nouvelle de la réception faite aux premiers. L'abbé Baston, qui faisait partie de ce contingent, raconte dans ses *Mémoires* que des débarquements s'effectuaient chaque jour dans les ports britanniques. Il expose, avec de nombreux détails, les incidents qui marquèrent le départ et la traversée de plusieurs de ses confrères. Comme la loi défendait l'exportation du numéraire, un grand nombre n'avaient que des assignats dont ils ne pouvaient se servir à l'étranger. Quand, après des difficultés de toutes sortes, interrogatoires, perquisitions, visas de passeports etc..., ils réussissaient à atteindre la côte, ils ne trouvaient souvent que de mauvais bateaux de pêche et passaient un temps infini à discuter avec les patrons le prix de la traversée ; ensuite il leur fallait voyager sans abri, presque sans nourriture, jusqu'au jour où épuisés de fatigue, ils étaient débarqués sur un point du rivage.

De la côte à Londres il y avait encore loin. Les fugitifs sillonnaient les routes comme des oiseaux battus par la tempête ; ils cheminaient par groupes, portant leur mince bagage sur le dos, s'arrêtant dans les auberges les plus pauvres, mettant en commun leurs dernières ressources, implorant le plus souvent la charité de leurs hôtes. Cette foule venait échouer sur les bords de la Tamise : il y avait là, mêlés aux prêtres, des émigrés laïques, des gentilshommes qui s'étaient insurgés contre la nouvelle loi d'égalité ou que les violences populaires avaient chassés de leurs foyers, des conseillers de parlements dissous, des artistes, des dames du grand monde, Mesdames de Bouillé et de Noailles par exemple, affublées d'habits d'hommes, Madame de Lauzun « déguisée en poissarde sans un sol et qui a fait la traversée sur un bateau plat (1) ». L'*Annual Register* raconte ainsi leur arrivée dans son numéro de septembre : « Une quantité de prêtres et d'autres émigrés ont débarqué sur nos côtes il y a une quinzaine ; on les a vus sur les routes de Douvres, d'Hastings, d'Eastbourne, se dirigeant vers Londres dans des voitures, des camions, des charrettes à poissons ; un

(1) *Journal* de Danloux, p. 155, 156.

grand nombre marchaient à pied, suivis d'une charrette dans laquelle ils montaient à tour de rôle lorsqu'ils étaient à bout de forces. Les rues de Londres en regorgent actuellement. » Ils stationnaient dans les rues, ne sachant où aller dans cette ville immense dont ils ne connaissaient même pas la langue. C'est alors qu'apparaissaient l'évêque de Saint-Pol ou ses collaborateurs, et ces malheureux venaient frapper à la porte de M^{me} Silburne, chez laquelle ils recevaient un premier secours et les indications nécessaires pour leur installation. Aussitôt ils étaient mis en rapport avec de généreux Anglais ou avec des Français établis à Londres comme ce M. Brice, ancien lieutenant-criminel de Château-Thierry, qui tenait table d'hôte dans le quartier français à Leicester Square. Danloux le signale dès le mois de septembre 1792 : « M. Brice arrive de chez l'évêque de Saint-Pol-de-Léon à qui il a été offrir en son nom une place à table pour un des prêtres qui ont émigré pour éviter la mort. Il revient fort ému de l'air vénérable de ce prélat à cheveux plats sur les épaules, qui se consacre entièrement à son clergé. Il est à la tête de la souscription ouverte en leur faveur et les soutient avec le peu qui lui reste jusqu'à ce qu'il trouve à leur faire gagner leur vie. Un jour, dans un beau mouvement, Brice offrit d'héberger dix ecclésiastiques. Danloux qui logeait là, les aperçoit dans l'escalier : « Je vois monter les dix prêtres qui vont se coucher. Ils sont si heureux qu'ils répètent sans cesse : Enfin, nous sommes ici en sûreté (1). »

Quand arriva la nouvelle des premiers débarquements, l'évêque de Saint-Pol était absent de Londres : « Le jour auquel M. de La Marche apprit le décret, dit l'abbé Barriel, il était au château de Wardour ; la famille royale arrivait à celui de Lulwork et M. de Léon devait lui être présenté. Ce prélat oubliant les honneurs de la Cour, ne pense plus qu'à ceux de ses frères que la persécution va jeter en Angleterre. Il se hâte de revenir à Londres pour les y recevoir et pour leur procurer des ressources. Ces

(1) *Journal*, p. 155.

prêtres en effet arrivent bientôt en foule : sur leur route et déjà en France, ils ont appris ce qu'est en Angleterre le nom de M. l'évêque de Léon, l'accueil que les Anglais ont fait à ses vertus, combien ils lui ont témoigné d'intérêt, de considération et tout ce que chacun peut espérer de ses soins auprès d'eux. Sa maison, c'est-à-dire celle de sa respectable hôtesse, la pieuse Sunamite d'Angleterre, devient le rendez-vous général (1). »

En reprenant le chemin de Londres, M^{gr} de La Marche agissait en homme avisé. Il ne lui suffisait pas, en effet, de faire face aux besoins matériels pressants de ses compatriotes ; il lui fallait encore orienter l'opinion publique en leur faveur. L'arrivée d'un si grand nombre d'émigrés ne produisit pas sur tous les Londoniens une bonne impression : il y avait à craindre les manifestations du sentiment national et les préventions antipapistes.

Les diverses opinions qui se partageaient les esprits trouvèrent leur expression dans un journal le *Public Advertiser*. Le numéro du 5 septembre contenait un article sympathique aux proscrits, et cinq jours après, paraissait dans ses colonnes un chaleureux appel en vue de leur venir en aide : « Le Samaritain, avant de panser les blessures du voyageur, ne lui demande pas quel est son pays, quelle est sa religion ; il ne considère que les plaies béantes de l'étranger, et le Sauveur a loué sa conduite. » Mais le ton est tout autre dans les numéros suivants ; cette fois le journal accorde l'hospitalité de ses colonnes au parti adverse. L'auteur de l'article écrivait que de toutes les importations françaises, il n'y en avait pas que l'on dût recevoir avec plus de méfiance que l'importation des prêtres. « Ce sont, disait-il, des hôtes dangereux, remuants, se mêlant à tout : s'ils ne sont pas contents, qu'ils se réfugient à Rome... Treize grands chariots pleins de réfugiés français viennent de traverser le faubourg de Southwark, puis toutes espèces de voitures : des chariots, des charrettes, des chaises-postes chargés de ces émigrés se sont succédé sans interruption

(1) Barruel, *Op. cit.*, p. 571-572.

dans la ville par tous les ponts de Londres : Westminster, Blackfriars, London-Bridge ; et l'on parle d'une souscription pour venir en aide à tous ces gens. Y a-t-on bien réfléchi ? Que les Français qui résident à Londres souscrivent en faveur de leurs compatriotes, passe, mais faire souscrire des Anglais pour ces étrangers, c'est bien la mesure la plus imprudente du monde. Elle sera suivie immédiatement de l'augmentation du prix des vivres, de la détresse de nos pauvres, et l'on s'en amusera beaucoup en France. Que l'on apprenne de l'autre côté de la Manche l'exécution de ce projet, et l'on ne manquera pas de rire de la stupidité de *John Bull*. »

Ces récriminations se traduisirent plus d'une fois par des actes d'hostilité. On vit dans les rues de Londres ces malheureux fugitifs poursuivis à coups de pierre par la populace. Sans la gendarmerie à cheval plusieurs auraient été massacrés (1). « Souvent, dit le chanoine Baston, on était poussé, frappé, accablé d'injures. Un des réfugiés eut la tête trouée par un plateau jeté par méchanceté. »

Mais ces incidents furent de courte durée ; les inimités confessionnelles s'apaisèrent bientôt pour laisser place à la sympathie et à la pitié. On ne vit plus dans les prêtres proscrits que des hommes qui avaient quitté leur pays pour obéir à leur conscience et qui imposaient le respect et l'admiration par leurs vertus et la dignité de leur vie.

Dans le *Gentleman's Magazine* de septembre parut un article signé *A detester of Anarchy and Injustice* et dont nous détachons l'extrait suivant : « Une persécution égale en violence à celle que les Papistes ont déchaînée contre les Protestants, et les Chrétiens contre les Juifs et les Mores sévit à notre époque, alors que nous pensions que de telles horreurs avaient cessé à jamais. C'est un acte national, et la réforme de l'Etat est donnée comme prétexte de ces énormités. Les prêtres sont poursuivis comme les sauvages du fond des Indes. N'hésitons pas un seul instant

(1) *Journal* de Danloux, p. 155.

à embrasser leur cause, et ouvrons bien grands les bras de la charité chrétienne pour recevoir ceux qui sont ainsi chassés avec tant de barbarie. » Un particulier écrivait à l'évêque Walmesley : « Je suis protestant et j'aime la cause de la vraie liberté ; ces infortunés sont des étrangers qui n'ont commis aucun crime et qu'un accident inévitable a jetés sur notre rivage ; aussi j'estime qu'ils ont droit à tous les égards que l'on doit avoir pour le malheur innocent (1). » Le 30 septembre, le Reverend Sturges, curé anglican de Gosport, s'écriait dans un sermon : « Nous voyons, mes frères, le nombre de ces malheureux exilés qui se sont sauvés ici pour éviter la corde, les piques, les sabres de leurs concitoyens. Il nous convient de les recevoir avec commisération et bonté, d'alléger leurs maux, en leur montrant que nous oublions toute rivalité nationale, que nous laissons de côté toute divergence religieuse et que nous regardons les malheureux, surtout ceux qui sont innocents, comme des frères et des chrétiens et qui ont droit, à ce titre, aux plus grands égards de bienveillance et d'humanité (2). » Au cours d'un sermon prononcé devant le Parlement, un prédicateur en renom, le Reverend Horsley, faisait d'eux ce bel éloge : « Personne en ce moment ne saurait avoir plus de titres à notre affectueux appui que ces vénérables exilés qui, tout en étant grandement séparés de nous au point de vue de la doctrine, de la discipline et des rites extérieurs, nous donnent l'exemple le plus édifiant par la patience avec laquelle ils souffrent pour leur foi (3). »

Déjà la voix de Burke s'était élevée en faveur des pros crits. Le 13 septembre, une réunion composée d'une quinzaine de personnes dont quelques Français avait eu lieu au Star and Garter Hotel dans le grand quartier de Pall Mall, dans le but de venir en aide à tous les réfugiés indistinctement, ecclésiastiques ou laïques. Sur la proposition

(1) John Pugh's letter to Bishop Walmesley. Clifton Archives, vol. 5, cité par Ward, *Op. cit.*, t. II, p. 9.

(2) Reproduit par l'abbé Baston dans ses *Mémoires*, t. II, p. 32.

(3) Donnée avec le texte anglais dans l'*Héroïsme breton pendant la période révolutionnaire* d'Aurélien de Courson, p. 86.

du président, Sir George Thomas, il fut décidé que l'on ferait appel à la générosité du public par l'organe de la presse et qu'on réglerait les modalités de la distribution après avoir consulté l'archevêque de Reims et l'évêque de Saint-Pol, Burke rédigea une « adresse » qui parut dans tous les journaux (1). Il adjurait ses compatriotes d'oublier leurs dissidences religieuses, rappelait l'insuffisance de la première souscription, faisait ressortir les besoins nouveaux et montrait la nécessité de recourir à des mesures plus générales (2). A la fin de cette « adresse » qui portait en titre « *Case of the suffering Clergy of France, refugees in the British Dominions* », on annonçait en *post-scriptum* qu'un comité serait formé et que « l'évêque de Saint-Pol-de-Léon serait chargé de la distribution des secours, ayant déjà rempli cette fonction pour les secours antérieurs et étant meilleur juge que les Anglais tant des besoins des personnes que de la proportion que l'on devait mettre dans les subventions (3). »

Le Comité dont la formation avait été annoncée tint sa première séance le 20 septembre dans une salle de Freemasons' Tavern, Great Queen Street, près de la résidence de M^{gr} de La Marche. La société anglaise tout entière y était représentée : nobles lords, membres du Parlement, riches commerçants avaient répondu avec empressement à cet appel de charité. Voici d'après les « Minutes of Committee of subscribers for the relief of the French Clergy » quelle fut dès l'origine la composition du bureau : Président, John Wilmot, membre du Parlement pour la cité de Coventry ; secrétaire : Théodore John Hester. Parmi les membres nous relevons les noms d'Edmund Burke, du marquis de Buckingham, du comte de Fitz-William, de plusieurs députés aux Com-

4 (1) « An address to the public was framed by Mr Burke and inserted in all the newspapers. » (Butler, *Historical memoirs*, t. III, p. 325). Butler vivait à cette époque dans le centre de Londres et fut plus tard en rapport avec un grand nombre d'émigrés.

(2) Le texte de cette adresse se trouve dans les *Mémoires* de Baston, t. II, p. 399-404.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 17.

munes : William Moreton Pitt, Philipp Metcalf, William Wilberforce, H. Thorton, William Baker, Isaac Brown. Trente et un membres composaient ce Comité qui en comptera plus tard soixante-cinq. Pour faciliter la répartition des secours, on pensa qu'il serait bon de consulter les vicaires généraux et de classer les prêtres par diocèses. Le nombre des ecclésiastiques présents en Angleterre était évalué à 2500 dont 1000 à Jersey ; c'est d'ailleurs un mémoire de M^{sr} de La Marche (1) qui servit de base à ces calculs : 907 prêtres étaient inscrits sur ses listes ; il fallait y ajouter les 1000 de Jersey et près de 600 qui étaient répandus dans l'intérieur du pays ou sur les côtes ; mais d'après les nouvelles qui venaient de France, on devait s'attendre à voir doubler et même tripler ce nombre. L'Evêque faisait savoir qu'il avait déjà expédié 150 livres de secours à Jersey, 150 à Bruxelles et 400 guinées aux ecclésiastiques répandus en Angleterre. Sur les 907 inscrits, 200 seulement avaient demandé des secours et reçu 2 guinées chacun, mais il était à prévoir que les demandes ne tarderaient pas à se multiplier. Le Comité, après avoir pris connaissance du mémoire de l'Evêque, décida la nomination immédiate d'une commission qui serait chargée de faire des instances près du Gouvernement pour obtenir des locaux pour les ecclésiastiques.

La seconde séance eut lieu le 24 septembre. M^{sr} de La Marche y assista et exposa en détail la méthode qu'il avait adoptée pour distribuer les secours. On le pria de continuer de la même manière, de les distribuer à sa résidence, au nom du Comité, et de rendre compte chaque semaine des recettes et des dépenses. Tous les secours recueillis pour les ecclésiastiques français devaient passer par ses mains et c'est lui qui avait la haute surintendance des distributions. Sous sa direction, l'abbé Meslé de Grandclos, grand vicaire de Saint-Malo, tenait un registre qui contenait la liste de tous les prêtres secourus suivant l'ordre dans

(1) Précis de l'évêque de Léon concernant les ecclésiastiques français réfugiés en Angleterre (Records Office : Papers relating to the French Clergy Refugees, Bundle 18.) Plasse, *Le Clergé français réfugié en Angleterre*, t. 1, p. 187.

lequel ils s'étaient présentés. Lorsqu'un ecclésiastique demandait un secours, il avait à répondre à un questionnaire. Il devait indiquer son diocèse d'origine, les noms de ses grands vicaires ou d'autres prêtres connus, puis on l'inscrivait sur le registre avec un numéro d'ordre. Le Comité régla dans cette même séance les heures de ses occupations et décida qu'il y aurait trois séances par semaine, les lundi, mercredi et vendredi à midi.

Une affaire très importante avait été traitée dans cette réunion. En réponse au désir exprimé par la Commission, le Gouvernement avait fait savoir qu'il consentait à mettre à la disposition des prêtres français le château royal de Winchester. Cette proposition fut acceptée avec reconnaissance et il fut décidé que l'on prendrait des renseignements sur l'état de l'édifice et sur les moyens d'y recevoir et d'y entretenir les ecclésiastiques (1).

Chaque jour de nouveaux contingents d'émigrés affluaient. Le 27 septembre, John Wilmot demanda à l'évêque de Saint-Pol de lui indiquer le nombre aussi exact que possible des prêtres français résidant en Grande-Bretagne. Voici les chiffres que l'Evêque donna dans sa réponse : 1200 prêtres à Londres dont 400 secourus ; 500 à 600 à Portsmouth ; 100 à Douvres ; 50 à Cantorbéry ; 2500 à Jersey (2). A la séance du 28 septembre, le Comité décida de faire publier dans les journaux la communication suivante qui résumait la note de M^{re} de La Marche : « Sur 1200 réfugiés ecclésiastiques à Londres ou dans les environs, 400 ont reçu un secours de 999 livres sterling à raison d'une demi-guinée par personne et par semaine ; 200 livres ont été accordées aux autres réfugiés à Portsmouth, Gosport. etc... Il y a dans l'île de Jersey 2.500 réfugiés et l'évêque de Tréguier a été autorisé à tirer 450 livres pour les secourir. » Dans cette même séance, le Comité régla que Monseigneur de Léon aurait qualité pour distribuer des secours non seulement aux prêtres réfugiés à Londres, mais à ceux qui étaient disséminés sur toute

(1) Minutes of Committee... sept. 24, 1792. Plasse, t. I, p. 191.

(2) « Etat du clergé français réfugié en Angleterre au 26 septembre 1792 ». Rapport de l'Ev. de Léon. Records Office. Plasse, t. I, p. 228.

l'étendue du territoire de la Grande-Bretagne. Bientôt des comités locaux furent constitués un peu partout et se mirent en rapport avec le Comité central de Londres auquel ils demandaient des instructions, et avec l'évêque de Saint-Pol auquel ils adressaient la liste des prêtres à secourir et rendaient compte des secours qu'ils distribuaient. Avant la fin de décembre, des comités furent ainsi organisés à Jersey, Aurigny, Cantorbery, Winchester, Portsmouth, Bristol, Lewes (1).

M^{gr} de La Marche avait vu ses attributions s'étendre et revêtir un caractère officiel. Le 3 octobre, il avait été élu à l'unanimité membre du grand Comité central de Londres, et à la séance du 17 octobre, il fut entendu que c'était à lui directement que devait s'adresser tout ecclésiastique dans le besoin.

En même temps, les ressources pécuniaires du Comité augmentaient. L'appel de Burke avait fait sensation et provoqué un grand nombre de souscriptions. Les prélats anglicans s'inscrivirent en tête de la liste : l'archevêque-primat de Cantorbery pour 105 livres sterling, l'évêque de Durham pour 100 livres, celui de Lincoln pour 20 livres ; un grand nombre de pasteurs protestants suivirent ces exemples (2). Le 20 octobre, le Comité fut en mesure de déposer 5000 livres dans les banques. A la fin de novembre, le montant des souscriptions s'élevait, d'après l'abbé Baston, à la somme de 440.000 livres, argent de France ; l'Université d'Oxford donna 12.000 livres, la ville de Bristol souscrivit pour pareille somme ; il y avait deux souscriptions de 4800 livres ; celles de M. de La Touche et du comte de Fitz-William ; vingt-deux souscriptions de 2400 livres, cinquante-quatre de 1200 livres, plus de cent-cinquante supérieures à 480 livres ; le nombre total des souscripteurs dépassait 1200 (3).

Pourtant, en raison de l'arrivée croissante d'émigrés,

(1) Les procès-verbaux et les rapports de ces comités sont conservés au Records Office.

(2) D'après un journal de Londres le *Saint-James Chronicle* des 27 et 29 septembre 1792.

(3) *Mémoires de Baston*, t. II, p. 17-19.

le Comité vit que le moment viendrait où il ne pourrait plus faire face à des besoins si nombreux et si pressants. Dans la séance du 3 décembre, il fut décidé que l'on exposerait au Gouvernement l'état des finances dont on disposait et qu'on lui ferait connaître les besoins nouveaux. Le Gouvernement prit en considération le rapport qu'on lui fit à ce sujet, et le 10, le Comité publia que le nombre des émigrés étant devenu trop considérable, le Canada était recommandé comme un asile très sûr et qu'avec la permission du Gouvernement, il avait envoyé des commissaires dans ce pays afin de prendre des renseignements et faire des préparatifs pour recevoir des émigrés. Disons dès maintenant que ce projet ne sera pas réalisé ; le Gouvernement le différa indéfiniment, « soit, dit l'abbé Baston, qu'il ne crut pas que les circonstances fussent favorables pour l'exécution d'un pareil dessein, soit qu'y réfléchissant plus sérieusement, il eût jugé impolitique d'établir si loin des milliers de Français dans un pays assez récemment arraché à la France. »

En attendant, il fallait continuer l'œuvre. Le 30 décembre, dans une lettre-circulaire, M^{re} de La Marche faisait un nouvel appel à la générosité publique. L'opinion s'émut. Le *Gentleman's Magazine* entreprit une campagne en faveur des émigrés. Une dame, Maria-Julia Young, publia une poésie intitulée *Adelaide and Antonine or the Emigrants* (1) dans le but d'apitoyer le public sur le sort des malheureux Français ; au mois d'août suivant, le Dr Burncy soumettait à l'examen du Comité central un plan de souscriptions à recueillir par les soins de cent dames qui s'offraient bénévolement à les recueillir sur différents points du royaume. Des ministres protestants se mirent à la disposition du Comité pour faire un sermon de charité et des quêtes à domicile après les sermons. L'archevêque de Cantorbéry entra dans ces vues. Il venait, ainsi que son confrère d'York, de recevoir une lettre du Roi (2) dont nous extrayons le passage suivant :

(1) Imprimée à Londres en 1793.

(2) Datée du 17 avril 1793, 33^e année du règne de George III.

« Les ressources commencent à manquer et la détresse de ces vénérables ecclésiastiques continue de se faire sentir. Dans ces circonstances, le Comité nous demande humblement qu'il nous plaise de trouver bon que dans chaque paroisse du royaume, on enjoigne aux ministres d'exhorter leurs paroissiens à contribuer par leurs libéralités à cette œuvre de bienfaisance. Nous condescendons à leur requête et vous chargeons de communiquer notre présente lettre à tous les évêques suffragants de votre province, d'exiger d'eux expressément qu'ils la publient tel dimanche et exhortent efficacement les fidèles à contribuer à l'œuvre charitable. »

L'un des sermons qui firent le plus sensation fut celui qui fut prêché le dimanche 16 juin 1793 par le Reverend George Glasse, recteur anglican de la paroisse d'Hanwell. C'était un élève distingué de l'Université d'Oxford. Après avoir lu à ses fidèles « la très gracieuse lettre de Sa Majesté en faveur du clergé français », il développa le texte du Lévitique : « Et si votre frère devient pauvre et tombe dans la détresse au milieu de vous, alors vous le soulagez, oui, fût-il un étranger ou un inconnu. » Ce discours fut un éloge magnifique des prêtres français en qui l'auteur montra des hommes qui avaient quitté leur patrie pour obéir à leur conscience et qui devaient être secourus par tous ceux qui avaient le culte de l'honneur. Il trouva des termes émus pour vanter leur courage et leur désintéressement et fit ressortir en traits touchants la physionomie de l'évêque de Léon : « Il en est un en particulier que le soin immédiat et presque miraculeux de la Providence a dérobé à la mort qui le cherchait, un homme qui a des droits à l'affectueuse vénération non seulement de ses infortunés compatriotes dont il est l'ami et le père, mais encore de ceux pour qui est cher et sacré tout ce qui est pur, aimable, digne de louange ; pour l'honneur de l'Angleterre qui lui a accordé un asile, ses vertus sublimes y ont trouvé le tribut d'admiration qu'elles méritaient. Nous avons accueilli cet illustre étranger, et tandis que nous ne pouvons que gémir sur les hommes aveugles qui ont privé leur pays de ses plus beaux ornements, c'est

avec transport que nous considérons d'avance le jour où ce juste paraîtra avec fermeté devant ceux qui l'ont persécuté et n'ont payé ses travaux que d'ingratitude (1). »

Tandis que les prédicateurs s'efforçaient d'intéresser les fidèles en faveur des réfugiés, des particuliers tendaient au même but par d'autres moyens. L'abbé Baston signale entre autres une dame anglaise qui plaida leur cause d'une manière originale. Cette personne, M^{me} Hannah Moore, qui avait un certain talent d'écrivain, composa quelques pages à l'adresse des dames de Grande-Bretagne. Elle se fit persuasive pour décider ses compatriotes à contribuer à la souscription : « Que celles qui s'abandonnent à des habitudes de luxe veuillent bien réfléchir qu'en retranchant un seul plat de leur table abondante, un peu des superfluités d'un dessert coûteux, un amusement du soir, elles peuvent fournir à la subsistance de plus d'une semaine pour des personnes aussi bien nées qu'elles peut-être et qui, dans leur patrie, expérimentèrent plus d'une fois combien le plaisir de donner l'emporte sur celui de recevoir. » Aux jeunes filles elle ne demande que de se priver d'une plume, d'un nœud de rubans, d'un ajustement un peu cher. Elle fait savoir que le prix de son ouvrage est de deux shellings six pence au profit de la caisse de souscription.

C'est par centaines qu'on citerait de pareils traits de délicate bienfaisance à l'égard des réfugiés. De petits enfants offrent spontanément l'argent de leurs menus plaisirs pour participer à l'œuvre de charité. Une autre fois, ce sont des prêtres français qui, après avoir acheté des provisions à une pauvre marchande de légumes, ne peuvent décider cette dernière à accepter de l'argent ; pour ne pas abuser de sa libéralité, ils s'adressent ailleurs ; la marchande ayant appris la chose se désole et se plaint. M^{gr} de La Marche raconte lui-même ces traits ainsi que le suivant. Un jour il passait dans la rue accompagné de son grand vicaire. « Tout à coup celui-ci sent quelqu'un qui

(1) Ce sermon fut imprimé. Baston le cite tout entier, *Mémoires*, t. II, p. 406-417.

le presse ; il se retourne : c'était un porteur de pain qui lui avait glissé une pièce de monnaie dans la main et continuait son chemin sans vouloir être reconnu (1). »

La campagne entreprise portait ses fruits. Le vicaire apostolique de Londres, Bishop Douglas, écrit dans son « Diary » que les quêtes faites dans le royaume à la suite de la lettre du Roi « *amount of the collection throughout the kingdom in consequence of the King's brief* » produisirent 35.000 livres qui, ajoutées aux 32.000 livres des souscriptions antérieures, faisaient un total de 67.000 livres accordées par la générosité des Anglais à la cause des émigrés (2). Mais dans les premiers chiffres qu'il donne, le Vicaire apostolique ne parle que des quêtes faites dans les églises, il ne comprend pas les quêtes particulières, telles que celles des dames anglaises qui, à la date du 19 décembre, avaient recueilli une somme de 600 livres. Butler donne des chiffres plus complets et évalue à 41.304 livres, 12 shillings 6 pence le total des souscriptions faites à la suite de lettre du Roi (3).

Ces sommes étaient encore insuffisantes. Au 1^{er} août 1793, il y avait, d'après M^{gr} Douglas, 4808 ecclésiastiques français en Grande-Bretagne savoir : 1500 à Londres, 2200 à Jersey, 608 au château de Winchester, 500 dispersés (4) ; à la fin de ce même mois, le Comité ne disposait plus que de 21.000 livres. Que faire ? N'avait-on pas fait suffisamment appel à la générosité des particuliers ? C'est alors que le Comité tourna ses regards vers le Gouvernement et eut l'idée de solliciter des secours officiels. Lorsque Pitt se leva à la Chambre des Communes pour proposer que les réfugiés fussent assistés par la nation, il ne s'éleva pas une seule voix discordante parmi ses collègues. La pro-

(1) Extraits de la lettre de M. l'évêque de Léon aux ecclésiastiques français réfugiés en Angleterre. Londres, impr. Coghlan 1793. British Museum, Press Mark : 8052 d. 43.

(2) D'après un tableau rétrospectif paru dans le registre-journal du vicaire apostolique. Bishop Douglas' Diary, 1799 January (Arch. de l'archevêché catholique de Westminster). L'abbé Barruel donne les mêmes chiffres, *Histoire du Clergé*, p. 377.

(3) Butler, T III, p. 325.

(4) Diary, 1797, March.

position fut votée au mois de décembre. Le Parlement confiait au Comité central de Londres le soin d'administrer les fonds et de faire la distribution des secours aux deux ordres de réfugiés : on accordait 7830 livres par mois au clergé et 1000 aux laïques, et l'on faisait dater les arrérages du 1^{er} août.

Un fait digne de remarque, c'est l'admission des émigrés laïques au bénéfice des subventions officielles : jusqu'alors, en effet, ils n'avaient pas eu bonne presse auprès des Anglais. Leur cause paraissait équivoque. Les prêtres insermentés avaient été contraints de s'exiler par le seul fait qu'ils encourageaient au moins la déportation en restant en France ; leur émigration était forcée, commandée par la conscience, tandis que l'émigration des nobles passait pour avoir été motivée par des considérations politiques. Les journaux anglais n'approuvaient pas les gentilshommes qui, au lendemain de la prise de la Bastille, avaient quitté leur pays sans nécessité, par amour-propre et par intérêt. Aussi refusaient-ils de plaider la cause de ceux qui étaient partis de France avant 1791. Mais la confiscation des biens des émigrés à la date du 2 septembre 1792 avait porté à plusieurs un coup terrible en les réduisant, sinon à la misère, du moins à une situation très précaire. Un grand nombre durent travailler pour vivre : les hommes donnaient des leçons, les femmes vendaient des ouvrages de leurs mains : la vicomtesse de Gontaut peignait des écrans, la princesse de Craon brodait des turbans, la marquise de Chabannes tenait une école de petites filles, la comtesse de Boisgelin donnait des leçons de piano ; d'autres s'embauchèrent dans les ateliers de la marquise de Buckingham qui avait ouvert un magasin de modes et de fleurs. Mais tous ne trouvaient pas une occupation qui leur permit de vivre et plusieurs étaient chargés de famille. Il fallait soulager leurs misères.

Nous avons vu que dès le 13 septembre 1792 un Comité s'était formé au Star and Garter Hotel pour secourir les laïques ; à la fin du même mois, une autre association avait été constituée à Marine Society Rooms Bishops'gate Street à Londres, pour venir en aide aux laïques aussi

bien qu'aux ecclésiastiques. Mais ces deux Comités ne disposèrent jamais de fonds suffisants et durent restreindre le nombre de leurs assistés. Le 4 janvier 1793, l'association de Biphops'gate Street faisait savoir que « dans la crainte que les souscriptions n'eussent attiré en Angleterre des gens indignes ou sans besoin véritable, elle s'était entendue avec l'évêque de Léon pour s'informer de la réputation, de la situation et des motifs des personnes susceptibles d'avoir recours à ses bienfaits (1). » Au mois de septembre suivant, ne pouvant plus se suffire, elle demanda au Comité central de l'aider. Le vote du Parlement intervenait à temps pour la tirer d'embarras, car aussitôt le Comité central chargea deux de ses membres de s'occuper des intérêts des laïques.

Un Comité spécial composé de quinze gentilshommes fut formé sous la présidence du baron de Renac ; le comte de Botherel fut désigné comme trésorier. Il fut décidé que M^{sr} de La Marche servirait d'intermédiaire entre les deux Comités, et que ceux-ci tiendraient tous deux leurs réunions dans la maison de Madame Silburne. Dans la répartition des subsides, il devait être tenu compte de la dignité, du rang et de la profession des assistés. Les évêques feraient partie de la classe supérieure et recevraient dix livres par mois, à l'exception de ceux qui avaient des moyens personnels de vivre convenablement. Puis viendrait le clergé du second ordre qui serait divisé lui-même en huit catégories : 1^o les abbés réguliers et les commendataires ; 2^o les vicaires généraux ; 3^o les prieurs titulaires royaux, les dignitaires et chanoines des métropoles et cathédrales ; 4^o les grands pénitenciers, officiaux, archidiares ; 5^o les membres des Chapitres des collégiales ; 6^o les curés et vicaires ; 7^o les Ordres de Saint-Benoit, Cluny, Saint-Bernard ; 8^o les religieux mendiants (2). Enfin les laïques recevaient des allocations selon l'emploi qu'ils avaient occupé.

(1) Communication publiée dans le *Morning Chronicle* du 4 janvier 1793.

(2) De Lubersac, *Journal historique et religieux*, p. 16.

L'échelle des subventions fut enfin fixée de la manière suivante :

Evêques	10 livres sterling par mois.
Vicaires généraux	1 livre, 15 shillings et un supplément de 10 sh. 6.
Clergé inférieur	1 livre, 15 sh.
Officiers généraux et magistrats civils.	3, 4, 7 ou 8 livres selon leur rang.
Autres laïques	1 livre, 11 sh. 6 (1).

M^{gr} de La Marche jugeant que des ecclésiastiques vénérables, infirmes, ne pouvaient vivre avec la somme qui leur était allouée, sollicita et obtint des secours particuliers de généreux Anglais. Il demanda la même faveur pour les laïques en détresse. Il décida le Comité à accorder 24 lits à l'hôpital de Middlesex pour les ecclésiastiques et officiers laïques malades hors d'état d'être secourus et soignés dans leurs chambres, sous cette condition que le montant des secours serait versé à la caisse de l'hôpital ; enfin il obtint que des remèdes seraient délivrés gratuitement par les pharmaciens sur les ordonnances des médecins du Comité (2).

A Londres, les secours étaient accordés régulièrement ; il était plus difficile de les faire parvenir jusqu'aux localités éloignées. Les bureaux de correspondance établis à Douvres, à Jersey, à Gosport signalaient de nombreux prêtres auxquels on ne pouvait venir en aide. A la demande de l'évêque de Saint-Pol, le Comité décida l'établissement de groupes importants d'ecclésiastiques en des lieux déterminés ; outre une économie appréciable, ce système de groupements aurait l'avantage de soustraire ces prêtres aux ennuis de l'isolement. Le prélat fut encore chargé de veiller à tous les détails de ces installations. Trois maisons furent successivement ouvertes vers la fin de 1792 : la première à Thame, près d'Oxford, la seconde à Forton, près de Portsmouth ; il y eut dans cette dernière jusqu'à 263 prêtres sous la direction de M. de Malherbe, vicaire général de Séez ; enfin le château royal de Winchester.

(1) Bishop Douglas' Diary, 1793 September.

(2) De Lubersac, *Op. cit.*, p. 23-24,

Dans sa première réunion, le comité de Freemasons' Tavern avait demandé quelques édifices publics pour offrir un refuge aux ecclésiastiques proscrits, et le Gouvernement avait mis à sa disposition le château de Charles II à Winchester. Le Comité avait aussitôt envoyé des commissaires sur les lieux et le lendemain leur rapport avait été lu et adopté. En quelques semaines, le château qui était inachevé fut réparé aux frais de la nation. Des chambres spacieuses et propres y furent aménagées avec le mobilier nécessaire ; un personnel fut organisé, qui comprit un intendant, un cuisinier, un aide-cuisinier, un portier et plusieurs domestiques ; un médecin et un chirurgien devaient donner gratuitement leurs soins aux malades. Lorsque tout fut prêt, le Comité demanda à M^{gr} de La Marche de désigner les prêtres qui feraient partie de la première colonie. Le 4 novembre, l'Évêque y fit conduire 16 ecclésiastiques sous la direction d'un Eudiste du diocèse de Bayeux, l'abbé Martin, auquel il confia les fonctions de supérieur. D'autres prêtres arrivèrent ensuite, à raison d'une vingtaine chaque semaine ; au 12 janvier, il y en avait 183 ; au 18 février, il y en avait 221 ; on en comptait 595 le 21 avril, 680 le 14 novembre, et bientôt le chiffre dépassa 700. Les prêtres y étaient très heureux de leur sort et dirent toute leur satisfaction au commissaire Bowdler qui vint un jour les visiter au nom du Comité de Londres pour faire un rapport sur l'état matériel et moral de l'établissement (1). L'organisation y était si parfaite que le prix de revient pour l'entretien de chaque pensionnaire ne dépassa pas 1 livre 2 shellings par mois (2). Le château fut ainsi occupé jusqu'à la fin de 1796 : à cette époque, la crainte d'une descente des Français sur les côtes britanniques fit remplacer les prêtres par une garnison de soldats.

Lorsque les premiers émigrés arrivèrent au château, la place de Winchester était commandée par le marquis de Buckingham. Dès le premier jour, il témoigna la plus

(1) L'abbé Plasse a inséré ce rapport très détaillé dans son ouvrage, t. 1, p. 370 sqq.

(2) Bishop Douglas' Diary, 1793.

grande bienveillance à l'égard des prêtres français. La Marquise qui s'était convertie à la religion catholique depuis une vingtaine d'années prodigua aux arrivants des soins de toute nature ; elle donna de l'argent à ceux qui étaient dans le besoin, apporta aux malades du vin et des aliments, fit disposer des bancs dans le jardin, des fauteuils à roulettes pour les infirmes. Elle entretenait dans le château une manufacture de tapisseries qui occupait chaque jour 200 ecclésiastiques, et elle se chargeait elle-même de vendre ensuite les objets. Elle laissa, ainsi que le Marquis, un souvenir ineffaçable dans la mémoire des prêtres français qui firent placer une inscription en marbre dans la chapelle du château pour témoigner leurs sentiments de reconnaissance.

Devant tant de largesses, M^{gr} de La Marche avait déjà exprimé publiquement sa gratitude dans une lettre-circulaire (1) adressée aux prêtres français, mais destinée à être lue surtout par les Anglais : « Dépositaire de tous les sentiments qu'a excités en vous la générosité de la nation anglaise, je n'ai pas attendu jusqu'à ce jour pour remplir l'honorable mission dont vous m'avez chargé. Chaque fois que j'ai pu voir ces hommes précieux par lesquels cette nation, si magnifique à votre égard, dispense ses bienfaits, j'ai essayé de rendre l'admiration et les transports que la reconnaissance vous inspire et dont vos instances me faisaient un devoir d'être l'interprète. Je n'ai pu rendre que faiblement ce que mon cœur sentait comme les vôtres, et vos nouvelles instances m'avertissent qu'il faut à notre gratitude un témoignage plus étendu et plus éclatant. Que ne m'est-il donné de satisfaire plus dignement un si juste désir ? » Il parle ensuite de la délicatesse avec laquelle les Anglais ont exercé leur générosité : « S'il nous était donné de retracer ici tous les traits de bienfaisance dont chacun a été l'objet, quel tableau consolant j'aurais à vous offrir ? Partout, dans les ports, dans les villes, dans les campagnes, dans les îles et dans la capitale, tous les citoyens

(1) Publiée chez Coghlan à Londres en 1793. Reproduite par du Châtellier (*Or. Fun.*, p. 28-30).

se disputent d'ardeur pour soulager des colonies d'exilés. Et cet empressement, ces attentions dans toute une nation, dans toutes les classes qui la composent, dans ses corporations, dans ses maisons de ville, dans ses universités et ses collèges, dans les palais des riches, dans les maisons des citoyens aisés, jusque dans l'humble habitation du pauvre ! »

Cette lettre, véritable monument du bienfait et de la reconnaissance, est bien digne de son auteur. Ce que l'Evêque ne dit pas, c'est qu'il fut lui-même l'instrument et le dispensateur des largesses dont il fait un tableau si éloquent ; ce qu'il garde sous silence, c'est le zèle ardent et infatigable (1) dont il fit preuve, c'est la part qu'il eut dans ce prodige de la générosité britannique par la confiance qu'il inspirait et qui multipliait les trésors entre ses mains. Pour ses frères en détresse, il frappa à toutes les portes et tendit la main à toutes les bourses. Et de quelle discrétion ne dut-il pas user au milieu de ce bouleversement des rangs et des fortunes, en présence d'une classe d'indigents difficile à secourir, pour concilier les exigences de besoins réels avec de légitimes froissements d'amour-propre chez des hommes qui avaient vécu dans les richesses et dans les honneurs ! Il se rendait accessible à toutes sortes de personnes, ouvrant l'oreille aux plaintes des malheureux, aux demandes parfois indiscreètes, aux murmures des mécontents. On imagine sans peine tout ce que ce rôle de distributeur tant de la manne gouvernementale que des produits de la générosité privée, réclama d'activité et de savoir-faire. Puisqu'il s'oublie lui-même, c'est aux autres à suppléer à son silence. Ses compatriotes lui témoignèrent leur reconnaissance en apportant leur obole pour l'exécution de la toile de Danloux. « Sans votre présence sur cette terre étrangère, lui écrivait un jour un de ses assistés, nous étions, Monseigneur, comme des brebis sans pasteur. Dieu soit loué de la grâce qu'il nous a faite à tous de nous donner en votre personne un guide et un

(1) L'expression est du comte de Puisaye (*Mémoires*, vol. III, p. 403).

appui. » A côté de ce témoignage du plus humble de ses prêtres, voici la lettre que le comte de Provence lui adressait d'Ham le 10 février 1793 : « J'ai appris, Monsieur, avec une reconnaissance bien réelle, les soins que vous vous êtes donnés pour obtenir de la généreuse nation chez laquelle vous vous êtes retiré, des secours pour les malheureux émigrés tant de votre ordre que de tous ceux de l'Etat. Je vous aurais témoigné plus tôt toute l'admiration que votre respectable conduite m'a donnée, si je n'avais été entraîné par les affaires (1). »

A cette voix autorisée nous devons joindre, pour être complet, celle du Chef de l'Eglise. Le Pape ne pouvait rester indifférent à tant de dévouement et de persévérance. Le 2 septembre 1793, il adressait un bref à M^{gr} de La Marche pour le féliciter de son zèle. Après avoir vanté la démarche généreuse du roi George et les libéralités de son peuple, il ajoute : « Mais pour sauvegarder l'objet de ces largesses privées et publiques, il était nécessaire de répartir les fonds avec discrétion et de les distribuer en proportion des besoins. Les suffrages du public qui connaissait depuis longtemps vos vertus et qui avait été témoin de vos efforts pour la cause du clergé français vous désignèrent pour cette œuvre importante. Il entra dans vos attributions de faire partie du Comité de bienfaisance et de fournir des renseignements sur la situation des exilés. Vous vous êtes acquitté de votre charge à la satisfaction de tous (2). »

III

Il était important pour la cause des émigrés que M^{gr} de La Marche entretint de bons rapports avec les Anglais, car il allait se trouver en présence de nouveaux besoins et de nouvelles difficultés. Le commencement de l'année 1794 amena sur les côtes de Grande-Bretagne un cou-

(1) Lettre reproduite par du Châtellier, *Or. Fun.*, p. 54.

(2) Reproduit dans l'*Ordo* du clergé catholique de Londres pour 1798 (Archives de l'archevêché de Westminster).

rant d'émigration presque aussi fort que celui de 1792. Il y eut cette fois autant de proscrits du Sud et de l'Est que de l'Ouest et du Centre. Ce second courant comprenait un grand nombre de prêtres qui avaient pu jusqu'alors rester dans leurs diocèses, cachés sous un déguisement, et qui, depuis les lois nouvelles, ne se trouvaient plus en sécurité en France, d'autres, réfugiés d'abord dans le Brabant, en Espagne, en Hollande ou dans les pays rhénans et qui avaient dû fuir devant l'invasion des armées républicaines victorieuses. La plupart de ces prêtres vinrent aborder en Angleterre, attirés par la perspective d'y trouver la sécurité et des secours. Les registres de l'évêque de Saint-Pol accusèrent bientôt la présence de près 8.000 ecclésiastiques.

Aux prêtres s'ajouta un contingent très nombreux de laïques dont la plupart étaient également sans ressources. C'est l'époque où Chateaubriand logeait dans un grenier, à Marylebone Street, sans feu, sans draps, avec une seule couverture. Les représentants des plus grands noms de France, foulant aux pieds les préjugés d'antan, durent se livrer aux travaux les plus divers pour ne pas mourir de faim.

M^{gr} de La Marche se multipliait pour venir en aide à ces misères. Ses registres portent que les malades seuls absorbaient plus de 40.000 francs par mois. Le nombre des laïques qui réclamaient des secours augmentait sans cesse : au mois de novembre 1793, ils n'étaient que 366 ; au mois de février 1794, leur nombre s'était élevé à 451 ; le 21 juillet, ils étaient 810 et le Gouvernement avait déclaré que la somme de 1.000 livres par mois qui leur était allouée depuis mars ne serait pas dépassée. Mais l'Evêque exposa leur détresse avec tant d'éloquence qu'il fit revenir le Gouvernement sur sa décision et obtint successivement pour eux 2.000 et 3.000 livres.

Chez les ecclésiastiques, les besoins se faisaient également sentir nombreux et pressants. M^{gr} de La Marche fit un rapport qu'il adressa au Comité central le 20 novembre et dont il fit parvenir un exemplaire à M. Pitt :

« Lorsqu'il y a quelques mois, je sollicitai les bontés de M. Pitt en faveur des laïques émigrés, je ne demandai rien pour les évêques, en lui faisant remarquer que les fonds destinés à la subsistance du clergé me paraissaient suffisants pour fournir aux besoins de quelques-uns d'entre eux dont les moyens étaient épuisés et auxquels j'avais fourni jusqu'alors le nécessaire. Depuis cette époque, les fonds sont épuisés et il arrive beaucoup d'ecclésiastiques du Brabant, de l'Allemagne, de la Hollande, de la Suisse et de l'Espagne. Le nombre de ceux qui réclament des secours s'est augmenté dans l'espace de deux mois de plus de quatre cents. Vous le savez, Messieurs, le mois d'octobre dernier, la dépense a excédé la recette de 700 livres. Le nombre de ces infortunés augmentant journellement, l'excédent de la dépense deviendra plus considérable de mois en mois. Jusque-là, je n'avais à pourvoir qu'à la subsistance de quatre évêques ; aujourd'hui il va s'en trouver neuf ou dix forcés d'avoir recours aux bienfaits du Gouvernement. Je me vois donc obligé de vous exposer et de vous prier d'exposer au Gouvernement que les 7.830 livres qu'il vous accorde pour le clergé ne peuvent plus suffire. Vous jugerez comme moi qu'en y ajoutant une somme de 870 livres, vous pourriez strictement suffire aux besoins du moment ; mais chaque paquebot nous amenant de nouvelles charges, je pense que votre demande pourrait aller à 300 livres de plus, ce qui ferait en tout 9000 livres. Les évêques qui manquent aujourd'hui de moyens personnels de subsistance sont MM. de Cheylus, de Hercé, d'Albignac, Le Mintier, de Barral, de Grimaldi, de La Marche. Il y a de plus en Angleterre trois archevêques et cinq évêques qui ne sont pas à l'abri d'éprouver bientôt des besoins, et l'on annonce l'arrivée de quelques autres prélats, venant de la Haye, dont les ressources personnelles sont presque épuisées (1). »

En attendant la réponse, il fallait venir en aide aux besoins les plus urgents ; le 24 novembre, M^s de La Marche envoyait 20 livres à Jersey pour M^s de Cheylus, évêque de Bayeux et 10 livres pour M^{sr} Le Mintier, évêque de Tréguier (2). Sur la demande pressante du Comité, le secrétaire du Trésor fit parvenir successivement des allocations aux archevêques d'Aix et de Bordeaux et aux évêques de Coutances, d'Uzès et de Pamiers ; mais l'augmentation demandée jusqu'à concurrence de 9000 livres n'arrivait pas.

A la fin de 1795, de grosses difficultés surgirent. La

(1) Minutes. Committee of subscribers. Br. Mus.-Plasse, t. 1, p. 271-274.

(2) D'après un autographe de l'évêque de Saint-Pol (Arch. du château de Keruzoret.)

guerre avec la France avait eu pour les finances de l'Angleterre des conséquences désastreuses ; l'édifice de prospérité sagement échafaudé pendant les années précédentes menaçait de s'écrouler ; les récoltes avaient été mauvaises et l'hiver de 1795-96 fut particulièrement pénible. Les denrées renchérirent, les choses nécessaires à la vie doublèrent de prix, la misère s'accrut (1) ; dans les rues, on réclamait à grands cris la paix et du pain ; le 29 octobre, sur le passage du Roi qui allait ouvrir la session du Parlement, une foule hostile demanda le renvoi de Pitt ; des pierres furent lancées contre la voiture ; un projectile brisa la vitre du carrosse royal. En Irlande, les idées révolutionnaires se propageaient ; au lendemain de Quiberon, des clubs s'étaient formés et les Irlandais menaçaient de se soulever, s'ils recevaient l'aide des Français.

M^{re} de La Marche voulut profiter d'un moment de détente pour formuler une nouvelle demande de secours : « Si votre première demande, écrivait-il au mois de décembre au Comité, n'a pas été accueillie sur-le-champ c'est que, parvenue à M. Pitt dans des moments où il était occupé des affaires les plus pressantes de l'Etat et peut-être de l'Europe entière, il ne lui aura pas été possible d'examiner et de peser les motifs sur lesquels elle était fondée. Ayez donc, Messieurs, la bonté de saisir, pour lui remettre votre demande sous les yeux, un de ces moments où il pourra lui donner quelque attention et ne doutez pas qu'elle n'y ait tout l'égard qu'elle mérite. » Puis il entra dans des détails sur la situation des réfugiés des deux ordres : 223 prêtres et 680 laïques se trouvaient sans aucun moyen de subsistance, si le Gouvernement ne venait à leur secours. En outre, il ne lui restait plus rien pour payer les frais d'hôpitaux ; il ne pouvait enfin songer à fournir des vêtements et l'on était à l'entrée d'un hiver rigoureux.

Le Comité prit cette lettre en considération dans sa séance du 17 décembre et M. Metcalfe la présenta lui-

(1) D'après une lettre de M^{re} de La Marche du 4 février 1796. Br. Museum.

même à M. Pitt. La réponse du Ministre fut que personne ne pouvait être ajouté à la liste des secours déjà accordés aux émigrés. Le Comité dut se résoudre à restreindre le nombre des assistés. M^{sr} Douglas relate cette décision dans son « Diary » le 1^{er} janvier 1796 : « Le Comité chargé de secourir les émigrés français a résolu de cesser la distribution faite jusqu'ici à tous ceux qui sont arrivés en Angleterre depuis le mois de novembre 1794. » Dans cette extrémité, M^{sr} de La Marche se résigna à proposer le moyen héroïque de réduire la somme allouée à chaque réfugié, afin de pouvoir venir en aide à un plus grand nombre. Le 4 février, il écrivait au Comité : « L'évêque de Léon, au nom des évêques ses confrères et de tous les ecclésiastiques, vous prie de faire, sur tous les secours qu'ils reçoivent, le retranchement que vous jugerez nécessaire pour qu'ils puissent s'étendre à tous les nécessiteux sans exception. Les ecclésiastiques résidant dans la maison royale de Winchester animés des mêmes sentiments, se sont imposé différentes privations pour la même fin, trop heureux à la suite de tous leurs sacrifices de faire celui de leur vie même, s'il le fallait, à la charité fraternelle ; c'est la leçon qu'ils ont reçue de leur divin Maître. » Il fut en effet décidé que les évêques ne recevraient plus que huit guinées au lieu de dix par mois, soit une centaine de livres par an. Ceci est encore attesté par M^{sr} Douglas : « *The French Bishops at this day (Octobre 17 1796) in England are allowed 100 pounds per annum* » et il ajoute que les généraux et les amiraux reçoivent la même somme : « *The French Generals and Admirals have the same allowance.* » Les ecclésiastiques du second ordre devaient recevoir deux guinées pour trente-huit jours au lieu de trente-cinq jours, et l'établissement de Winchester devait subir aussi une réduction. Mais, à partir de ce moment, le Gouvernement remplit avec plus d'exactitude ses engagements et fit parvenir au Comité, au mois de février, 5000 livres pour les arrérages de décembre, et en mars, 12950 livres pour le mois de janvier.

Les émigrés allaient pouvoir vivre pendant quelque temps. Indépendamment de ces subsides officiels, une

souscription privée qui fut lancée au mois de mars produisit près de 4000 livres. Mais la crainte d'une famine s'était à peine dissipée, que d'autres embarras surgirent, occasionnés par un événement auquel on pouvait s'attendre en raison de l'état de guerre qui persistait entre la France et la Grande-Bretagne. Au mois d'août, Hoche qui disposait de ses troupes depuis sa victoire de Quiberon, établit à Saint-Malo un camp de 15.000 hommes, menaçant d'exécuter une descente armée en Angleterre. Les îles anglo-normandes étaient plus exposées à une attaque subite. Dans ces circonstances, le château de Winchester fut mis à la disposition du ministre de la Guerre. Dès lors des instructions furent données pour l'évacuation immédiate des émigrés : « Les prêtres français qui ont été hospitalisés au château royal de Winchester, écrivait M^{re} Douglas, commencent à le quitter aujourd'hui (30 août), parce que le Gouvernement a besoin de cet établissement pour en faire une caserne. » Cette mesure causa un grand émoi parmi les émigrés. Le Reverend John Milner, qui était à la tête de la paroisse catholique de Winchester, se fit l'écho de leur détresse tout en admettant que la mesure s'imposait. D'ailleurs des dispositions furent prises pour loger les prêtres dans d'autres locaux : « Les Français, écrivait-il, sont dans la plus grande désolation ; demain ils doivent commencer l'évacuation du château ; mais qu'ils sachent bien qu'il n'y a ni négligence ni mauvaise volonté de la part du Gouvernement (*not any neglect or ill-will*). En attendant mieux, on prépare une maison à Reading pour recevoir cent ou deux cents prêtres, une autre à Thame, dans le comté d'Oxford, pour en recevoir une centaine, et la marquise de Buckingham a fait savoir l'autre jour que son mari donnerait sa propriété d'Eastbury pour qu'on y installe deux cents. C'est l'évêque de Léon qui a appris cette mauvaise nouvelle à ces derniers ; aussitôt le Marquis lui a donné cent livres pour les frais de déménagement ; il a écrit au duc de Portsman pour lui demander de vouloir bien suspendre la décision ou, si cela n'est pas possible, de

donner aux réfugiés des secours en argent (1)..... »

Il fut impossible de trouver un établissement qui pût les loger tous. On en fit donc trois groupes en tenant compte des diocèses d'origine : un premier groupe, composé surtout de Normands, fut installé à Reading, sous la direction de l'abbé Martin, dans un hôtel de premier ordre qui portait le nom de King's Arms ; un second groupe, dirigé par l'abbé Despons, chanoine de Saint-Brieuc, et composé en majeure partie d'ecclésiastiques bretons, fut hospitalisé dans une maison commune à Thame près d'Oxford ; enfin le troisième groupe, au nombre d'une soixantaine, fut confié à la garde de l'abbé Romain, du diocèse de Rouen, et fut hébergé dans un grand établissement à Paddington Green près de Londres.

Cette solution faisait honneur à l'initiative et à la générosité du Gouvernement britannique, mais il eut sa répercussion sur le budget du Comité de secours dont elle augmentait les embarras financiers. A Winchester, le coût de l'entretien de chaque pensionnaire ne dépassait guère une livre par mois ; des communautés dispersées exigeaient nécessairement des frais plus considérables : ainsi le 1^{er} mai 1797, M^{me} Silburne faisait parvenir 57 livres à Paddington pour l'entretien de 33 ecclésiastiques. D'autre part, la caisse de secours était maigrement alimentée et le Gouvernement tardait à verser les sommes que le Parlement avait votées.

Dans ces conditions, le Comité se vit obligé d'user de plus de parcimonie dans les distributions. Un abbé Duchatel supposait que la réduction était due à l'évêque de Saint-Pol et s'oublia jusqu'à dire que le prélat agissait en despote. Il reçut une verte réponse du secrétaire, George Hugues, qui fit justice de ses accusations : « Monsieur, ce n'est pas M. l'Évêque de Saint-Pol, le plus respectable de vos évêques qui a causé la réduction des secours. Ce prélat n'a fait qu'anticiper par une offre volontaire, au nom du clergé français, la réduction à laquelle le

(1) Cette lettre se trouve aux archives de l'archevêché de Westminster.

Comité lui-même était déjà déterminé par la force des choses. Les délais des paiements ne peuvent pas être imputés au Comité anglais, bien moins encore à M. l'Évêque de Léon, mais aux circonstances qui ne permettent pas toujours au Gouvernement d'avancer à point nommé des sommes considérables. Le Comité désirerait beaucoup que les paiements fussent plus ponctuels, mais je dois vous informer qu'il distribue l'argent dès qu'il l'a reçu et que, sur les instances de M^{sr} de Léon, il a souvent contracté des emprunts pour faire des avances aux réfugiés. »

Mais il faut rendre cette justice aux prêtres émigrés que la plupart se résignaient à leur sort et que ceux d'entre eux qui le pouvaient s'employaient de leur mieux pour gagner leur vie. Plusieurs avaient appris la langue du pays et enseignaient dans les établissements anglais ; quelques-uns écrivaient dans les journaux ; d'autres avaient pris des métiers plus humbles, étaient devenus tailleurs, horlogers, brodeurs, commis de magasins (1). Nous avons vu que la marquise de Buckingham en occupait 200 dans une fabrique de tapisseries. Les recettes supplémentaires allaient grossir la caisse de secours, car tous vivaient avec la plus stricte économie (2). L'abbé de Lubersac rapporte que M^{sr} de La Marche lui certifia qu'un certain nombre de prêtres s'étaient procuré par une heureuse et honnête industrie des occupations très avantageuses et déposaient entre ses mains des sommes d'argent au profit de leurs frères indigents (3). D'autres, qui recevaient de France des fonds suffisants, rendaient en partie et parfois même en totalité ceux qu'ils avaient précédemment reçus du Comité et les faisaient rentrer dans la masse générale. M^{sr} Douglas, qui donne les listes des émigrés d'après les chiffres fournis par le Ministère de l'Intérieur, écrit dans son « Diary » le 11 mars 1797 que, sur les 12.150 Français réfugiés en Angleterre, le nombre de ceux qui ne sollicitaient pas de secours était de 500 prêtres et de 3000 laïques.

(1) De Lubersac, *Op. cit.*, *passim*.

(2) Henley Jervis, *The Gallican Church and the Revolution*.

(3) De Lubersac, *Op. cit.*, p. 99.

Il s'était produit aussi quelques départs, ce qui allégeait d'autant les charges du Comité. Déjà, dans les six premiers mois de 1793, près de 600 prêtres avaient quitté l'Angleterre pour les raisons les plus diverses : les uns étaient fatigués de l'oisiveté de l'exil ; d'autres s'étaient alarmés trop vite des brutalités de la populace ; d'autres redoutaient qu'on les expédiât au Canada ; d'autres encore craignaient pour leur santé les brouillards de la Tamise, comme l'abbé de Saint-Gervais qui entraîna à sa suite l'abbé Baston en Hollande. Le vicaire apostolique de Londres ajoute une autre cause : les premières victoires des Alliés et des Royalistes au mois d'août 1793 qui avaient décidé plusieurs à se réfugier en Autriche dans l'intention de se rendre de là en France. Après le 9 thermidor, alors qu'on croyait que le régime sanglant de la Terreur était passé, de nouveaux départs se produisirent. Sous le Directoire, le mouvement de retour s'accrut, surtout vers les provinces de l'Ouest : « *Many French Priests go over to Normandy and Brittany* (1). » Du mois de mai au mois d'août 1797, 316 ecclésiastiques quittèrent la Grande-Bretagne. C'est le chiffre que M^{sr} de La Marche donne au comte de Provence et il ajoute : « Un plus grand nombre se dispose à passer, mais on attend que le décret qui doit intervenir pour les cultes soit rendu. Nous continuons dans ces premiers moments à ne laisser partir que ceux qui joignent à la capacité un zèle réglé par la prudence (2). »

Cette lettre est du 1^{er} août. Le 24, le rappel des déportés était voté par le Conseil des Anciens. Les conséquences de cette loi se firent bientôt sentir, car, à la date du 29, M^{sr} Douglas faisait cette observation : « Une lettre d'un membre de la municipalité de Calais, parvenue ce matin à M. Cochlan, nous a appris le retrait des décrets contre les insermentés. Un grand nombre de prêtres retournent en France. » Mais l'exode fut vite arrêté : en effet, nous lisons à la page suivante du « *Diary* » que le Secrétaire

(1) *Diary*, 1796 December.

(2) Lettre au comte de Provence. Archives du Ministère des Affaires Etrangères, vol. 591, p. 405.

à la guerre, M. Windham, donna des instructions pour qu'il ne fût pas délivré de passeports aux prêtres français de peur qu'à leur arrivée en France ils ne fussent impliqués dans des désordres : « *M^r Wind'ham, Secretary at War, has sent orders for no more passports to be given to the French Priests to go over to France lest they should be involved in troubles on their arriving* (1) ».

IV

La réflexion de M^{gr} Douglas est du 5 septembre. C'était le jour où, au lendemain du coup d'Etat du 18 fructidor, les lois persécutrices étaient rétablies. Le Directoire portait contre les suspects la peine de la déportation ; ce mot ne signifiait plus une sentence judiciaire après débats et audition de témoins, mais une mesure administrative sans appel. En 1792, les suspects étaient invités à se déporter munis de passeports en règle : en 1797, ils devaient être conduits sous escorte dans une de nos colonies. Ce fut l'époque de la guillotine sèche. Dans le cours de la Révolution on avait imposé aux prêtres un grand nombre de serments : le serment prescrit par la Constitution civile de 1791, le serment dit « de liberté et d'égalité » du 14 août 1792, la déclaration de soumission aux décrets du 11 prairial an III et du 7 vendémiaire an IV. La loi du 19 fructidor imposait en outre le serment de haine à la royauté et à l'anarchie. Était passible de la déportation quiconque exerçait le culte, publiquement ou non, sans avoir justifié de la prestation de tous ces serments, sans commentaire, sans restriction, sans explication.

La déportation s'exerça par deux voies parallèles : le Directoire et les administrations centrales. Le Directoire signa 769 arrêtés qui furent appliqués contre 476 prêtres. Les administrations centrales frappèrent 912 ecclésiastiques dont un grand nombre de Belges. Les arrêtés qu'elles prirent furent non seulement plus nombreux, mais

(1) Diary, 1797 September 5.

mieux exécutés que ceux du Directoire ; comme les victimes étaient à leur porte, elles frappaient à coup sûr (1).

Cette nouvelle persécution mit un arrêt dans le mouvement de retour vers la France et détermina un troisième courant d'émigration en Angleterre. Tous les prêtres qui le purent s'empressèrent de fuir. « C'est l'époque où le Comité de Londres reçoit souvent des demandes d'admission ou de réadmission aux secours ; ces demandes, les procès-verbaux des séances en font foi, se multiplièrent pendant les premiers mois de l'année 1798 et se produisirent jusqu'au milieu de l'année suivante (2). »

Mais depuis longtemps, nous l'avons vu, le Comité directeur était aux prises avec de grosses difficultés. Si pour les raisons déjà énumérées, il avait vu diminuer le nombre des assistés, il y a lieu de remarquer qu'il ne s'occupait pas seulement des allocations individuelles. Il fallait subventionner les œuvres les plus diverses, pourvoir à la construction de chapelles, à l'entretien de séminaires, à la fondation d'écoles, d'hôpitaux et de maisons pour les prêtres âgés et infirmes. C'est ce qui motiva la dissolution du Comité. Il rendit ses comptes pour toute la période qui s'étendait de décembre 1793 à février 1798, et le nouveau Comité fut officiellement constitué avec J. Wilmot comme président, Hughes comme secrétaire et Th. Glynn comme membre ; il continuait à avoir son siège dans la maison de M^{me} Silburne.

La première séance eut lieu le 5 février 1798. L'évêque de Saint-Pol fut confirmé dans ses fonctions de distributeur de secours aux ecclésiastiques. John Wilmot et Glynn s'engagèrent à envoyer chaque mois aux Lords de la Trésorerie le compte des sommes reçues et des sommes distribuées ; toute nouvelle demande de secours serait soumise à leur examen. Quant aux requêtes émanant de laïques, elles ne seraient admises qu'après enquête et sur

(1) Ces chiffres et ces renseignements sont fournis dans des documents recueillis et publiés par Victor Pierre sous le titre *La déportation ecclésiastique sous le Directoire* d'après les cartons F 4371-4374, etc. des Archives Nationales.

(2) Plasse, *Op. cit.*, t. II, p. 217.

recommandation du Comité français, puis elles seraient adressées au Trésor qui se chargeait de faire parvenir la somme nécessaire. En fait les membres du Comité n'étaient plus que « les commis des Lords de la Trésorerie qui leur défendaient de rien proposer qui ne fût conforme aux règlements (1). »

Le Comité était à peine reconstitué qu'il eut à recevoir le troisième courant d'émigrés. Au moment de la réaction contre les Jacobins en mai 1798, quand l'Assemblée des Cinq-Cents vota le rappel des déportés, il s'occupa de promouvoir et de favoriser l'exode vers la France, mais il ne semble pas que les départs aient été nombreux. Le « Journal » de M^{gr} Douglas, qui d'ordinaire mentionne les départs collectifs, n'en cite pas un seul pour cette époque. Plusieurs se méfiaient à cause de l'instabilité de la situation en France ; en outre, la mesure de clémence qui venait d'être prise, s'appliquait seulement aux déportés qui avaient quitté leur pays avec un passeport en règle en conformité de la loi du 26 août 1792. Quant aux émigrés partis sans ce passeport, ils n'étaient pas admis à bénéficier de l'amnistie ; leur absence était considérée comme une trahison et leurs noms figuraient toujours sur la liste des proscrits. Cette distinction retint en Angleterre un très grand nombre de prêtres.

M^{gr} de La Marche était toujours la Providence des proscrits. Bien qu'il fût plus spécialement chargé des ecclésiastiques, il s'intéressait aussi au sort de ses compatriotes laïques, soit en passant leurs lettres à M. Hughes, soit en les recommandant auprès du Comité. Un jour, il annonçait un envoi de fonds de 8040 livres aux émigrés de Jersey avec des lettres d'avis aux particuliers entre lesquels cette somme devait être distribuée (2) ; une autre fois, il appelait l'attention de M. Hughes sur le cas d'une dame du Fou et du comte du Plessis (3). C'est ce qui faisait dire à M^{gr} Dou-

(1) D'après une lettre de M^{gr} de La Marche au comte du Plessis-Parscau, 18 août 1803 (Archives de la famille de Parscau, Donjes, Loire-Inférieure.)

(2) Lettre au comte du Plessis-Parscau, 5 décembre 1800.

(3) Lettre au même, 9 février 1803.

glas qu'il était le principal agent de Gouvernement et des comités chargés des secours au clergé et aux laïques (1). D'autres exemples de ses interventions méritent d'être enregistrés dans les annales de la charité.

La corvette *la Vaillante*, commandée par le lieutenant de vaisseau Laporte, était sortie le 1^{er} août 1798 du port de Rochefort pour transporter à Cayenne 26 forçats et 25 prêtres français déportés. Elle fut capturée par les Anglais dans le golfe de Gascogne et amenée à Plymouth. Aussitôt qu'il apprit la nouvelle, M^{gr} de La Marche écrivit lettre sur lettre à Lord Spencer, ministre de la Marine, à Charles Lang, secrétaire de la Trésorerie, et au Comité : « Ce ne sont pas des prisonniers de guerre ces vingt-cinq prêtres, disait-il ; si on leur donne la liberté, ils resteront en Angleterre, mais il faut les faire vivre. » Il obtint satisfaction ; quelques jours après, il recevait chez lui ces prêtres qui avaient été mis en liberté et dirigés sur Londres avec une lettre pour les inscrire sur le registre des assistés (2).

Au mois de novembre de la même année, sept prêtres évadés de la Guyane arrivaient à Liverpool. C'étaient les survivants de 82 proscrits qui avaient été embarqués à bord de la *Décade*, à destination de cette colonie lointaine. L'Évêque réussit à les faire admettre eux aussi, par le secrétaire de la Trésorerie, au bénéfice des allocations accordées aux réfugiés.

En 1799, il se fit le promoteur d'une souscription en faveur des malheureux Français déportés en Guyane. Les émigrés de Londres se cotisèrent entre eux et donnèrent 800 livres environ (3) ; l'Évêque, de son côté, réussit à recueillir 1200 livres pour eux, et M. de la Grandière, ex-officier de la Marine royale de France, fut chargé de leur faire parvenir ces secours. En 1801, apprenant qu'un bâtiment français se rendait en Guyane pour ramener les déportés, M^{gr} de Léon confia 300 livres au commandant à l'adresse de ces derniers (4).

(1) Diary, 1800 February.

(2) *Ibid.*, 1798 August, 28.

(3) *Ibid.*, 1798 December 31.

(4) D'après une lettre de M^{gr} de La Marche reproduite dans le *Bulletin diocésain de Quimper*, 1922, p. 223.

Ce furent ensuite les 18 prêtres de la *Dédaigneuse* qui, à leur retour d'exil, furent capturés par les Anglais sur la côte d'Espagne. Encore une fois, M^{gr} de La Marche les signala à la bienveillante attention du Comité et de ces Messieurs de la Trésorerie et leur fit procurer des secours pendant leur séjour en Angleterre.

Ainsi l'évêque de Saint-Pol et le Comité de Londres, malgré des ressources de plus en plus limitées, ne se contentaient pas de secourir les réfugiés de longue date, mais réussissaient encore à faire face à des besoins nouveaux. Cependant la situation s'améliorait en France et les méfiances qui avaient longtemps retardé les départs commençaient à se dissiper. Quelques chiffres empruntés à des documents de sources diverses nous montrent la décroissance rapide du nombre des assistés à partir de la fin du Directoire (1). En mars 1799, il y avait, d'après le « Diary », sur tout le territoire du royaume britannique 6000 ecclésiastiques dont la moitié environ en Angleterre et l'autre moitié dans les îles anglo-normandes, soit à peu près les mêmes chiffres que deux ans auparavant (2) ; en février 1800, il restait encore 5621 prêtres et 4153 laïques ; ce même mois, le Parlement, sur la proposition du Gouvernement votait une somme de 110.000 livres pour les réfugiés (3). Le barème diffère peu de celui de 1793 :

Les évêques français reçoivent	10 livres
Le clergé inférieur	1 livre 15 sh.
Les officiers généraux et les magistrats civils.	3 livres
Certains « <i>according to their rank and loyalty</i> »	4 à 8 livres
Les vicaires généraux reçoivent « <i>a douceur</i> ».	10 sh.

Le 28 juillet, le « Diary » signale de nombreux départs d'émigrés tant laïques qu'ecclésiastiques ; le 22 octobre, a lieu un autre départ collectif. Le 29 novembre, le Comité

(1) A noter que, de 1792 à 1802, plus de 1250 prêtres étaient morts en Angleterre et dans les îles anglo-normandes, d'après de Lubersac, *Op. cit.*, p. 14.

(2) Plus de 5000 en août 1797, d'après la lettre de M^{gr} de La Marche au comte de Provence. Document cité.

(3) *Diary*, 1800 February.

de secours, en envoyant à la Trésorerie son compte de dépenses présumées pour le mois de décembre, fait observer que la somme demandée cette fois est inférieure de 600 livres à celle du compte précédent et que cette différence est due au départ de 560 réfugiés, la plupart ecclésiastiques. Le 18 mai, M^{gr} Douglas constate que des divergences d'opinions se font jour parmi les prêtres au sujet de la légitimité du serment de fidélité aux lois de la République et que plusieurs rentrent en France. A la fin de 1801, les registres n'accusent plus qu'un total de 3.060 prêtres secourus.

Depuis que le général Bonaparte s'était installé avec les consuls dans le palais des rois de France, l'ordre était rétabli, les églises se rouvraient et le Gouvernement se montrait plus stable. C'est alors que l'Angleterre, sentant un intense besoin de repos, se résolut à entrer en pourparlers avec le Cabinet des Tuileries ; ces négociations aboutirent, le 25 mars 1802, au traité d'Amiens. Cet événement si désiré détermina un grand mouvement de retour parmi les émigrés. Mais ce fut surtout après l'amnistie du 16 avril 1802 que se produisirent les départs en masse. A la suite d'un échange de vues entre l'évêque de Saint-Pol, les membres du Comité et les Lords de la Trésorerie, il fut convenu qu'à partir du mois de mai la Trésorerie donnerait au « Transport Office » l'ordre d'adresser des instructions à ses agents dans les ports de Plymouth, Portsmouth, Cowes et Douvres. Ces fonctionnaires étaient autorisés à recevoir les réfugiés en partance qui seraient porteurs des passeports du Comité, et devaient leur assurer toute assistance pour le passage du Déroit, à raison d'une guinée par personne. De son côté, le commissaire du gouvernement français à Londres, le comte Otto, ne devait, conformément aux directions qui lui avaient été envoyées par Fouché, accorder de passeports qu'à ceux qui feraient entre ses mains la promesse de soumission exigée. Le mouvement de retour fut alors si considérable qu'en quelques mois plus de 2000 ecclésiastiques quittèrent la Grande-Bretagne.

Les nouvelles qui arrivaient de France firent tomber les

scrupules de plusieurs : « On vient d'apprendre à Londres, dit M^{gr} Douglas le 28 juillet, que désormais rien de plus n'est exigé des ecclésiastiques que de souscrire au Concordat et de se soumettre aux évêques institués par le Saint-Siège » ; et il constate que cette nouvelle produisit son effet immédiatement, puisque, le surlendemain, 90 prêtres rentraient en France. Désormais il n'y avait à rester en Angleterre que ceux qui, ayant quelque pressentiment des sacrifices qu'on voulait leur imposer, se méfiaient de la promesse de soumission et ceux qui, regrettant l'ancienne alliance de l'Eglise avec la Monarchie, boudaient obstinément le régime établi. A la fin de juillet, 900 ecclésiastiques à peine demeuraient encore en Angleterre (1) et au début de 1803, le total des émigrés tant laïques que prêtres résidant sur le territoire de Grande-Bretagne ne dépassait pas quinze cents (2).

M^{gr} de La Marche désapprouvait le Concordat, mais s'opposait-il au retour des émigrés ? Otto le prétend dans une lettre qu'il adressait à Fouché. Il se plaint que « le ci-devant évêque de Saint-Pol-de-Léon, prélat estimable sous d'autres rapports, pousse l'intolérance politique et religieuse au point de refuser des certificats même aux prêtres malades qui se présentent chez lui et qui ne peuvent sortir du royaume sans son approbation (3). » Otto qui doutait d'ailleurs que les prêtres fussent admis en France sur une simple promesse de soumission (4), ne signale qu'un cas précis, et encore il constate que la conscience du prélat était engagée, le prêtre en question étant « sexagénaire et très malade ». Si l'opposition de l'Evêque

(1) De Lubersac, *Op. cit.*, p. 14.

(2) Lettre de M^{gr} de La Marche au comte de Plessis-Parscau, 3 février 1803.

(3) Cette lettre d'Otto se trouve dans une réponse du ministre de la Police à Talleyrand, ministre des Affaires Extérieures, qui l'avait interrogé au sujet des demandes faites par le citoyen Otto chargé à Londres de délivrer les passeports (Arch. Nat., F 7, 7931, n° 7947.)

(4) « Les prêtres pensent qu'il leur suffira de faire la soumission pour être admis en France. Je ne sais si cette opinion est fondée. » (Même document). — Fouché répondit qu'il ne fallait accorder de passeports qu'à ceux qui feraient la promesse voulue par la loi

aux demandes qui lui étaient adressées fut réellement systématique, comment expliquer que ses fidèles collaborateurs, l'abbé de Keroulas, son vicaire général, l'abbé Floch, ancien recteur de Brest et l'abbé Chantrel, ancien supérieur du Séminaire de Léon, furent les premiers à regagner la France après le Concordat (1), comment expliquer surtout qu'il intervint lui-même auprès des Lords de la Trésorerie pour faciliter le retour des ecclésiastiques ? Ce qui est certain (et nous lisons ceci dans une lettre de John Wilmot au Secrétaire du Trésor), c'est qu'à l'époque du rappel des prêtres déportés voté en 1797 par les Cinq-Cents et par les Anciens, le Comité de Londres seconda de tout son pouvoir le désir des émigrés qui manifestaient le désir de rentrer en France ; pour favoriser les départs, il proposait même de leur accorder un secours d'un ou deux mois d'avance selon leurs besoins. Ce qui est encore certain, c'est qu'au mois de janvier 1801, M^{sr} de La Marche demanda au Comité que l'on généralisât la mesure proposée quatre ans auparavant, afin d'alléger le budget et, par ce moyen, d'augmenter les secours accordés aux réfugiés qui resteraient en exil (2).

On ne saurait enfin contester — les chiffres précédemment donnés le prouvent — que la masse des prêtres quitta l'Angleterre après la promulgation du Concordat. De son côté, le Gouvernement anglais prit diverses mesures pour hâter et multiplier les départs. Les grandes maisons de refuge de Thame, de Reading et de Paddington, ouvertes depuis 1796, étaient évacuées à la date du 2 août 1802. Les formalités à remplir de la part de ceux qui sollicitaient des secours devinrent beaucoup plus strictes. Jusqu'alors il suffisait de s'adresser au bureau de l'évêque de Saint-Pol et de déclarer qu'on était dans le besoin ; désormais il faudra prouver que l'on est réelle-

(1) Un abbé Pelleteur écrivait à l'évêque de Quimper en 1806 qu'il n'avait quitté son exil de Tolède pour rentrer en France que sur « l'invitation réitérée de M^{sr} de La Marche. » Peyron, *Bulletin diocésain*, mai-juin 1918, p. 90.

(2) Plasse, *Op. cit.*, t. II, p. 228.

ment dans le besoin, car le Gouvernement, déclarait M. Hughes, croit devoir prendre des mesures pour distinguer les vrais nécessiteux de ceux qui continuent à être à charge à la nation ; à partir de juillet 1803, toute demande d'allocation devait être suivie d'une déclaration claire et précise des moyens de subsistance que le postulant pouvait avoir, indépendamment des secours officiels. D'autre part, tout prêtre français séjournant à Londres était tenu de se présenter chaque mois devant les autorités de la police pour obtenir une prolongation de son permis de séjour (1).

Ces mesures s'expliquent. L'opinion anglaise qui, après les fluctuations du début, avait fini par se rallier presque unanimement à la cause des émigrés au temps où la persécution religieuse sévissait en France, était de nouveau partagée. La discussion à la Chambre des Communes, aux mois de mai et juin 1800, du bill de Sir Henry Midmay, relatif aux mesures de restriction à prendre contre les prêtres et religieux catholiques en Angleterre, avaient fait renaître les arguments qui s'étaient donné libre cours dans la presse à l'époque de l'arrivée des premiers émigrés. Ces raisons prenaient une force et une autorité nouvelles qui empruntaient tout leur poids aux circonstances. Les événements n'avaient-ils pas justifié les appréhensions des antipapistes ? Des chapelles avaient été construites aux quatre coins de Londres, ouvertes d'abord bien discrètement dans les ruelles non fréquentées, puis elles s'étaient établies au grand jour ; des écoles et des collèges avaient été fondés et comptaient des effectifs scolaires considérables ; les œuvres d'hospitalisation se multipliaient ; des couvents abritaient des religieux et des religieuses d'ordres divers : les Bénédictines de Bruxelles s'étaient établies à Winchester, celles de Montargis s'étaient fixées à Londres sous la protection de M^{gr} Douglas ; et avec l'autorisation du Home Département (Ministère de l'Intérieur), il en était venu de Gand, de Dunkerque ; ces religieuses d'origine anglaise étaient rentrées dans leur pays,

(1) Diary, 1803 Oct. 1st.

alors que depuis deux cents ans il n'y avait plus de couvents catholiques en Angleterre, et celles qui passaient pour les fanatiques les plus extrémistes du papisme avaient acquis droit de cité sous le couvert des lois de tolérance ; bien plus, elles avaient obtenu des subsides du Gouvernement (1). Il était temps d'abroger ces lois qui constituaient un danger pour la religion nationale. Le bill ne passa pas, mais les susceptibilités des protestants s'étaient réveillées et, dès le premier jour, Pitt s'était rallié au projet.

La cause des émigrés souffrait de ces discussions. A cette raison d'ordre confessionnel s'ajoutait contre eux une raison d'ordre patriotique : l'état de guerre qui subsistait entre les deux pays. Les Anglais trouvaient étrange que leur Gouvernement, malgré les difficultés financières au milieu desquelles il se débattait, continuât à hospitaliser des ressortissants d'une nation ennemie qui n'avaient plus l'excuse de la persécution pour rester sur leur territoire.

V

Pourtant, bien après le Concordat, le Comité de secours continuait son office. Son action ne s'étendait plus que sur un petit nombre, mais c'était toujours la même organisation : il était composé de trois membres et il recevait ses fonds du Trésor. Le rôle de l'évêque de Saint-Pol se bornait à faire passer au secrétaire les lettres qu'il recevait (2). Les quelques fonds dont il disposait, toutes les sommes que lui remettaient de généreux souscripteurs, il les envoyait soit à M. Hughes, soit au secrétaire du Comité français (3). Mais parfois sa bourse était à sec et bientôt, selon sa propre expression, il se vit en banqueroute à l'égard des malheureux : « Il faut espérer, ajoutait-il, que la Providence viendra à leur secours (4). » Désormais le ton de ses lettres accusera la même détresse : « Je

(1) 10 livres par an et par personne à partir de 1796 (Diary).

(2) Lettre au comte du Plessis-Parscau, 18 mars 1803.

(3) Lettres au même, 3 février 1803 et 10 août 1804.

(4) Lettre au même, 8 juin 1804.

suis sans moyens disponibles pour le moment » écrivait-il le 10 août 1804 (1). Quelques mois après, il n'a même plus de fonds chez le banquier pour ses messes (2). Le 15 février 1805 il écrit : « M. Rocher (secrétaire du Comité français) sort de chez moi pour me dire qu'il a attendu quatre heures chez M. Green pour apprendre qu'il n'y avait pas d'argent. On lui a dit de retourner lundi, que peut-être il y en aurait : aussi ne tirez pas encore sur lui. » (3) Il attend des fonds du Canada, mais il n'en reçoit point de nouvelles (4). Il répond le 6 août à son correspondant qui lui demande de l'argent qu'il ne pourra en recevoir avant octobre (5), car le Gouvernement, qui a d'autres préoccupations, ne paie plus régulièrement. Même ton dans sa lettre du 28 février 1806 : « Tout est encore ici en plan : les secours de janvier ne se paient pas et on craint qu'ils ne se paient point avant avril. »

Jusqu'à la fin, M^{re} de La Marche eut donc la préoccupation de venir en aide à ses compatriotes malheureux, et comme s'il ne suffisait pas à sa vieillesse d'être attristée par le manque de ressources, il eut encore la douleur de voir disparaître plusieurs de ses collaborateurs dévoués. Le 10 décembre 1800, mourait M^{me} Elizabeth Windsor Hannet, bienfaitrice des émigrés ; puis ce fut le tour de l'abbé Meslé de Grandclos qui avait été le bras droit de l'Évêque dans l'œuvre de la distribution des secours. Au mois de juin 1804, sa fidèle coopératrice, M^{me} Silburne, se sentant épuisée et à bout de ressources, demanda à être soulagée de la lourde charge qu'elle avait entreprise. Ce fut lui-même qui annonça la nouvelle aux membres du Comité : « Aujourd'hui, leur écrivait-il, la situation de cette respectable dame ne lui permet plus de faire cette distribution moins étendue, il est vrai, depuis quelque temps, mais encore très onéreuse

(1) Lettre au Comte du Plessis-Parscau.

(2) Lettre au même, 18 janvier 1805.

(3) Lettre au même.

(4) Lettre au même, 9 mai 1805.

(5) Lettre au même.

pour elle. Je vous prie donc, Messieurs, de la décharger de ce soin, d'avoir égard à son travail long et pénible, et de remarquer qu'elle n'a jamais reçu d'indemnité pour les pertes inévitables qu'elle a dû faire dans l'exercice de son emploi charitable. » Le Comité voulut témoigner sa reconnaissance à la pieuse dame ; ses ressources ne lui permirent de lui accorder que 70 livres sterling, mais elle fut accueillie par le marquis et la marquise de Buckingham qui lui donnèrent dans leurs terres de Gosfield une jolie habitation voisine du château. Le comte de Provence qui habita Gosfield en attendant qu'Hartwell fût disposé pour le recevoir, la vit différentes fois et lui donna des marques d'intérêt et d'estime. Après la mort de la marquise de Buckingham, elle partit pour la Bretagne où elle reçut l'hospitalité qu'elle méritait à tant de titres (1).

(1) « Elle vint à Morlaix rejoindre M. Floch, curé de cette ville, qui avait logé chez elle en Angleterre et pour lequel elle avait conçu une juste estime. M. Floch lui rendit tous les soins qu'il avait reçus d'elle précédemment, et celle qui s'était montrée si généreuse envers des proscrits, trouva dans une terre étrangère les douceurs de l'hospitalité. Elle s'y livra aux mêmes bonnes œuvres pour lesquelles elle avait un penchant décidé. Son logement était toujours rempli de vêtements faits ou à faire pour les pauvres. Des embarras survenus dans sa fortune n'empêchèrent même pas le cours de ses aumônes, et lorsque notre Roi (Louis XVIII) lui eut accordé une pension de 1800 francs sur sa liste civile, on aurait pu dire que c'était plutôt aux pauvres que ce don était fait. L'air de Morlaix ne lui étant pas favorable, elle allait depuis trois ans passer tous les étés à Roscoff. C'est là qu'elle a terminé saintement une vie toute consacrée au service du prochain (le 2 octobre 1820).

On lui a fait une épitaphe qui rappelle son dévouement aux œuvres de miséricorde. M. l'évêque de Quimper a annoncé qu'il voulait faire tout seul les frais du monument simple et modeste qu'on se propose d'ériger à cette nouvelle Tabitha ». (*L'Ami de la Religion* du samedi 28 octobre 1820).

Le monument dont il vient d'être question est contigu au mur de clôture de l'ancien cimetière, tout près de l'église de Roscoff ; les pierres ont été fournies par M. de La Fruglaye. C'est une sorte de stèle carrée portant apposées sur trois des faces des plaques de marbre blanc avec des inscriptions : 1^{re} face sud : Ci-git Dorothée Silburne, morte à Roscoff le 2 octobre 1820, à l'âge de 67 ans. 2^o face est : Dorothée Silburne, Mère du Clergé français réfugié en Angleterre 1792-93, 3^o face nord : Dorothée Silburne, Mère des pauvres de Roscoff. Sa mémoire est en bénédiction. — Sur trois côtés sont creusées deux baies rectangulaires qui étaient destinées à recevoir des

Deux ans après la retraite de M^{me} Silburne, en 1806, le président Wilmot, le colonel Glyn et le secrétaire George Hughes donnaient leur démission et le 25 novembre de cette année, M^{sr} de La Marche mourait à la peine et sans ressources. Et cependant plus de 40 millions étaient passés par ses mains (1) !

Quarante millions : ce sont les chiffres officiels (2). Mais ce qui n'est pas indiqué dans les registres et les rapports des Comités, ce sont les dons secrets, les secours spéciaux en nature qui se distribuaient par ses soins et sous la direction de M^{me} Silburne dont la maison fut si longtemps un véritable magasin, un dispensaire à l'usage des malheureux proscrits. Ils ne signalent pas davantage la série des libéralités particulières du prélat dont la main droite qui tenait la plume et obéissait aux calculs de la raison ignorait souvent ce que faisait la main gauche qui, elle, cédait aux inspirations du cœur.

Voici maintenant ce que nous savons. Avant la constitution du Comité anglais, M^{sr} de La Marche fut le promoteur et le distributeur des secours ; depuis la formation du Comité anglais en septembre 1792, il recevait toutes les sommes pour les ecclésiastiques, et depuis la formation du Comité français en décembre 1793, l'argent pour les laïques, et quelle que fût la confiance qu'il inspirât, il rendait un compte exact des fonds qu'il avait reçus et de ceux qu'il distribuait soit en secours ordinaires, soit en secours extraordinaires, tant dans la capitale que dans les comtés.

C'est déjà un grand mérite de consacrer son temps et

tables de marbre gravées d'inscriptions et d'ornements ; ces baies sont encore vides. Le Gouvernement de la Restauration comptait achever le monument lorsque sa chute arrêta les travaux, et rien n'a été entrepris depuis.

(1) Après la mort de M^{sr} de La Marche, il y eut encore un Comité de secours qui se réunissait à Berners Street N^o 48 et dont les surintendants furent successivement les évêques de Montpellier, d'Uzès et d'Angoulême. Le nombre des assistés était très clairsemé, et il n'y en eut plus à partir de 1814, la Restauration n'ayant laissé en Angleterre que quelques intransigeants.

(2) L'historien Butler dit qu'il tient de M. Wilmot que de décembre 1793 à juin 1806, les seuls secours officiels atteignirent la somme de 1.864.825 livres sterling. *Historical Memoirs*, vol. III, p. 325.

son activité aux œuvres d'assistance ; c'en est un autre de triompher des obstacles : il faut pour cela des qualités particulières de savoir-faire et de patience. L'Évêque ne se laissa rebuter ni par les difficultés de l'organisation administrative des secours, ni par les fluctuations de l'opinion, ni par les délais du Gouvernement anglais gênés dans ses finances.

Ce n'est pas impunément, dit à son sujet, le comte de Puisaye (1), qu'on se dévoue au service de ses semblables, et personne n'a encore trouvé le moyen de faire le bien général sans faire de mécontents. La constance du prélat fut en effet parfois aux prises avec les récriminations et les murmures. Nous avons cité l'exemple de cet abbé qui s'oublia jusqu'à le traiter de despote. C'est peut-être au même personnage que fait allusion du Châtelier quand il parle du délire de cet homme qui s'était plaint de l'Évêque en termes très vifs : « Oui, vous êtes malheureux, répliqua celui-ci, et votre misère est extrême, puisqu'elle vous fait oublier ce que vous devez à mon caractère. Prenez : ce que je vous offre est à moi ; les fonds de la bienfaisance publique sont épuisés (2). »

Mais une ou deux voix discordantes, à supposer même qu'il n'y faille pas faire la part d'un emportement momentané, ne troublent pas la note générale. Ne suffit-il pas d'enregistrer le concert d'éloges qui, à des époques diverses, accueillit les actes de bienfaisance de M^{gr} de La Marche ? Le comte de Provence se fit plusieurs fois l'interprète des émigrés. Il lui écrivait encore en 1797 : « L'admiration générale et la reconnaissance de tous les bons Français vous sont justement acquises (3). » Le clergé réfugié, de son côté, manifesta sa gratitude à différentes reprises. Les lettres particulières constitueraient à elles seules un magnifique tribut d'hommages à la libéralité de l'Évêque. Nous nous contenterons des démonstrations publiques ou collectives ; à celles que nous avons déjà citées, nous en ajouterons une qui nous a semblé particu-

(1) *Mémoires*, vol. III, p. 402.

(2) *Oraison Funèbre*, p. 34-35.

(3) *Ibid.*, p. 55.

lièrement éloquente : « Dans la vie des camps, écrivait un jour l'un des bénéficiaires de la générosité du prélat, il y a le *metator*, le fourrier, qui est chargé spécialement de la préparation des étapes. Les confesseurs de l'Eglise gallicane qui ont abordé sur les côtes de la Grande-Bretagne ont eu eux aussi leur fourrier. Il était envoyé de Dieu cet Evêque qui a préparé à ses frères les voies de l'hospitalité sur une terre étrangère ; illustre déjà par son courage à confesser la foi du Christ, il a acquis encore la gloire dans l'exil. Sa modestie souffrirait qu'on parlât de lui, mais il est écrit : *Opera Dei revelare et confiteri honorificum est*. C'est par les soins de ce précurseur que de la munificence des Anglais a jailli cette source, qui est devenue un grand fleuve où des milliers de confesseurs de la foi ont puisé et puisent encore la vie. Ce que le diacre Pontien disait de Saint Cyprien exilé, il faut le dire du très illustre évêque de Léon réfugié en Angleterre : *Per hæc quæ videntur postmodum subsecuta, vere divinus fuit* (1). »

Voilà des termes heureux pour exprimer dans un même hommage de gratitude et la libéralité de la nation britannique et la charité de celui qui en fut l'instrument. Il faut ajouter à l'honneur des Anglais que leur générosité ne fut pas un accès subit de bienfaisance ni un élan passager ; chez ce peuple de réalisations pratiques, elle fut une œuvre froidement calculée, systématique et organisée, qui dura aussi longtemps que la raison religieuse justifia la présence du clergé proscrit sur son sol.

Le clergé français se montra digne de ces libéralités. Sa conduite sage et régulière, son attachement à la religion, son zèle pour se rendre utile, son calme, sa patience honorèrent sa cause. En 1798, Pitt lui rendait devant le Parlement le plus éclatant hommage. Il faisait d'abord ressortir la générosité du Gouvernement qui, malgré les dépenses de la guerre, n'avait pas hésité à offrir chaque

(1) Traduction extraite de l'introduction d'un ouvrage latin publié à Londres en 1794 et intitulé : *Sanctus Cyprianus ad Martyres et Confessores, ad usum Confessorum Ecclesiæ gallicanæ*.

année une somme de 110.000 livres, puis il rappelait le geste de l'Université d'Oxford qui avait fait imprimer à ses frais des milliers d'exemplaires du Nouveau-Testament (1) selon la leçon romaine avec ces mots : *A l'usage du clergé catholique exilé pour sa foi* : « Les annales de l'univers, disait-il en terminant, ne fournissent pas un autre exemple d'une munificence aussi éclatante et d'une libéralité aussi suivie. Peu de personnes oublieront la piété, la conduite irréprochable, la longue et douloureuse patience de ces hommes respectables, jetés tout à coup au milieu d'une nation étrangère, différente par sa religion, sa langue, ses mœurs, ses usages. Ils se sont concilié le respect et la bienveillance de tout le monde par l'uniformité d'une vie remplie de piété et de décence. »

Et voici maintenant la réponse ; à l'avance elle exprime les sentiments de gratitude qu'éprouvaient tous les prêtres réfugiés, et c'est encore l'évêque de Saint-Pol qui la donne : « Nos malheurs, écrivait-il à ses confrères, n'avaient point eu d'exemples dans les siècles passés. La générosité anglaise a surpassé pour nous tous les modèles de bienfaisance que toutes les nations ensemble auraient pu lui offrir. Qu'il soit béni ce peuple ! Le ciel l'avait choisi pour réparer les droits de la nature et de l'humanité outragées. Ses ports vous sont ouverts. Vous n'avez point à craindre de vous dire étrangers. Vous êtes malheureux : à ce titre, il n'est plus d'étranger pour l'Anglais ; il sera votre frère. Votre multitude vous effraie vous-mêmes. L'Anglais la voit sans s'étonner. Si jamais il s'est applaudi de l'immensité de ses ressources, c'est en voyant le grand nombre de malheureux qu'il peut soulager (2). »

(1) *Mille et mille Novi Testamenti latina exemplaria*, épître latine de Mgr de La Marche en réponse à l'Université d'Oxford, reproduite in-extenso dans Lubersac, *Journal Historique et Religieux de l'émigration*, p. 70-73.

(2) Lettre de l'évêque de Léon au clergé français réfugié en Angleterre, 30 décembre 1792. Extraits dans l'*Oraison Funèbre*, p. 28-29.

CHAPITRE QUATRIÈME

L'ÉVÊQUE DES ÉMIGRÉS ET LE VICAIRE GÉNÉRAL DE LONDRES

- I. — M^{SR} DE LA MARCHE REÇOIT DE BISHOP DOUGLAS, VICAIRE APOSTOLIQUE DE LONDRES, DES POUVOIRS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES SUR LES ÉMIGRÉS FRANÇAIS. NATURE DE CETTE JURIDICTION SUR LES LAÏQUES, LES PRÊTRES, LES ÉVÊQUES.
- II. — ŒUVRES CULTUELLES : IL ORGANISE LE CULTE POUR LES ÉMIGRÉS. LES CHAPELLES FRANÇAISES. COLLABORATION DE L'ABBÉ CARRON.
- III. — ŒUVRES SCOLAIRES : IL CHARGE L'ABBÉ CARRON DES ŒUVRES D'ENSEIGNEMENT ET D'ÉDUCATION. LA MAISON DE PENN. FONDATION D'ÉCOLES A TOTTENHAM ET A SOMERSTOWN.
- IV. — ŒUVRES SACERDOTALES : LA COMMUNAUTÉ DE WINCHESTER. RÈGLEMENT DE VIE : TRAVAIL, ÉTUDES, RETRAITES. LE SÉMINAIRE DE SOMERSTOWN. L'UNIVERSITÉ D'OXFORD FAIT IMPRIMER 2000 EXEMPLAIRES DU NOUVEAU TESTAMENT A L'USAGE DES PRÊTRES FRANÇAIS. LETTRE DE REMERCIEMENTS DE M^{SR} DE LA MARCHE. ŒUVRES D'HOSPITALISATION ET D'ASSISTANCE POUR LES PRÊTRES AGÉS ET INFIRMES.
- V. — ŒUVRES CHÂRITABLES : HÔPITAUX POUR LES ÉMIGRÉS LAÏQUES. MESURES PRISES POUR LE SOULAGEMENT DES PRISONNIERS RÉPUBLICAINS INTERNÉS EN ANGLETERRE.
- VI. — NOTORIÉTÉ DE M^{SR} DE LA MARCHE. ÉPREUVES ET DIFFICULTÉS : L'AFFAIRE DE DOM DE LESTRANGE. LES PÈRES DE LA SOCIÉTÉ DE LA FOI. LE BILL MIDMAY. LA CONTROVERSE MILNER-STURGES. LE CAS DE L'ABBÉ FLEURY ; L'AFFAIRE DES SŒURS FRANÇAISES DE WINCHESTER. — LE BEAU CÔTÉ DE LA MÉDAILLE : CONDUITE IRRÉPROCHABLE DU CLERGÉ ÉMIGRÉ ; USAGES NOUVEAUX INTRODUITS PAR LUI ; PROGRÈS DU CATHOLICISME EN ANGLETERRE.

I

Au point de vue catholique, l'Angleterre était encore traitée à la fin du XVIII^e siècle comme un pays de mission (1) : elle n'avait pas d'évêques titulaires proprement

(1) La dénomination *missionary priests* pour désigner les prêtres catholiques en Angleterre existe encore de nos jours.

aits, mais des vicaires apostoliques délégués du Pape, agissant en son nom auprès des catholiques qui étaient disséminés au milieu des protestants. Les circonscriptions religieuses étaient au nombre de quatre : le Southern, le Northern, le Midland et le Western District. L'exercice de la juridiction des quatre vicaires apostoliques avait été réglementé par une décision du Pape Benoît XIV du 5 mai 1753 : aucun missionnaire séculier ou régulier ne pouvait administrer les sacrements ou remplir une charge paroissiale sans l'autorisation du vicaire apostolique du district (1).

A l'époque de l'émigration, le Southern District, qui comprenait la ville de Londres dans son ressort, avait à sa tête le Dr Douglas ; il habitait dans le quartier d'Holborn à Castle Street, à peu de distance de la résidence de M^{gr} de La Marche ; il était évêque « in partibus » de Centurie depuis 1790 et jouissait en conséquence de tous les pouvoirs d'ordre et juridiction : « Tous les membres ecclésiastiques catholiques romains, écrit l'abbé de Lubersac (2), dans tout ce qui regarde le spirituel et le soin de la conduite des âmes des fidèles sont, de droit, sous la juridiction de l'évêque canonique et apostolique du lieu. M^{gr} Jean Douglas, évêque de Centurie, vicaire apostolique de Sa Sainteté au district de Londres, et autres résidents soit à Bath, soit à York, ont sur tous les ecclésiastiques résidant dans leurs diocèses catholiques toute juridiction spirituelle. A cet effet, toutes permissions de célébrer la messe, d'administrer les sacrements, d'avoir des chapelles dans des maisons privées, d'en élever de publiques, tous les pouvoirs spirituels émanent directement et sortent des secrétariats desdits évêques catholiques. »

Le premier soin du vicaire apostolique de Londres dont l'esprit d'initiative, la piété et la charité ont été loués à l'envi par tous les écrivains qui ont parlé de l'émigration, fut de faciliter aux Français l'exercice de leur culte ;

(1) Butler, *Op. cit.*, t. III, p. 100.

(2) *Journal Historique et Religieux de l'émigration*, p. 29.

mais comme le nombre des chapelles catholiques était très minime, il accorda aux prêtres la permission de dire la messe dans leurs maisons et leur fit distribuer plusieurs centaines de pierres bénites, de sorte, dit l'abbé Baston, que « la ville de Londres qui avait été jusqu'alors l'ennemie si déclarée du papisme et de toutes ses cérémonies, se trouva avoir journellement plus de messes que les plus grandes villes de l'univers où la religion romaine est dominante. »

Pour que l'exercice du culte ne subît ni gêne ni retard, il s'empressa — et ce fut même sa première démarche — de déléguer ses pouvoirs ordinaires non seulement aux évêques français qui étaient dans son district, mais aux vicaires généraux des différents diocèses de France. A ses attributions ordinaires, l'évêque de Léon joignait celles de vicaire général pour le diocèse de Londres avec juridiction sur tous les émigrés ecclésiastiques ou laïques.

Cette autorité de confiance, il eut à l'exercer dans diverses circonstances :

D'abord sur les prêtres. L'archevêque de Narbonne qui était le plus haut dignitaire ecclésiastique résidant à Londres « n'avait, dit un Anglais, bien informé, qu'une autorité purement nominale. C'était le type du courtisan ecclésiastique, homme du monde, causeur brillant et spirituel ; la liberté de ses manières avait mal impressionné ses hôtes qui l'appelaient le pauvre archevêque « *the poor Archbishop* » ; aussi il n'était nullement qualifié pour être le *leader* du clergé français émigré. Ce rôle échut à l'évêque de Saint-Pol, homme très pieux et même saint « *A most holy and even saintly man* » qui tint ses pouvoirs du Vicaire apostolique et les conserva jusqu'à sa mort : « *He acted in that capacity till his death, Dr Douglas dispensing the various faculties required by the French Clergy through him (1).* »

Lorsque le premier courant d'émigration eut amené un grand nombre de prêtres en Angleterre, il traça à leur

(1) Ward, *The Eve of Catholic Emancipation*, t. 1, p. 84.

usage, sous la forme d'un règlement, un véritable résumé de statuts diocésains « Règles de conduite à observer par les prêtres français réfugiés en Angleterre (1). » Il rappelle à tous la nécessité de demeurer fidèles aux exercices spirituels pour ne pas tomber dans l'oisiveté, il leur conseille une grande circonspection dans leurs paroles à propos des habitudes anglaises et une grande vigilance dans leur conduite, afin de ne pas donner prise aux calomnies tant des protestants avancés que des révolutionnaires français présents à Londres. Dans leurs rapports avec l'autorité ecclésiastique, qu'ils évitent tout froissement et ne se livrent pas à des récriminations contre leurs hôtes; qu'ils se résignent par exemple, puisque les autels font défaut, à ne pouvoir dire la messe chaque jour; qu'ils se conforment autant que possible aux habitudes du pays en adoptant le costume de *clergyman*, en portant la chevelure courte. Défense de fréquenter les théâtres, de se promener à la tombée de la nuit, de se rassembler à plus de deux ou trois, de prolonger leur séjour dans les « tavernes » où ils prennent leurs repas.

Ce règlement produisit de bons résultats. M^{gr} de La Marche avait recommandé les exercices spirituels. Des retraites furent organisées à Londres : « Ce fut un spectacle nouveau pour l'Angleterre, dit l'abbé Barruel, que de voir ces nombreuses légions de prêtres accourir le soir et le matin pendant huit jours à ces exercices de piété, à ces méditations saintes, à ces discours que M. de Beauregard, un de leurs principaux prédicateurs, était chargé de prononcer..... Chaque retraite se termina à Londres par un spectacle d'édification qu'il serait difficile de retrouver dans les annales de la religion..... 1200 prêtres, tous ceux qui avaient pu se réunir en ce jour à l'église, s'approchèrent de la table sainte et, sans interruption, reçurent la communion de la main du Vicaire apostolique. »

Les prêtres, même hors de Londres, relevaient de la

(1) L'original se trouve aux Archives de l'archevêché catholique de Westminster et porte la date du 30 décembre 1792.

juridiction de M^{gr} de Saint-Pol. Les populations catholiques de Guernesey n'avaient pas de pasteur ; elles s'adressèrent à lui pour en obtenir un (1). Parmi les pensionnaires de Winchester, il y avait un abbé Couvet qui se livrait à un tel prosélytisme qu'il fut l'objet de plaintes de la part des protestants ; l'Evêque lui donna l'ordre de quitter Winchester et lui assigna un endroit où il devait se retirer. Les actes des vicaires généraux n'échappaient même pas à son contrôle. Les règles canoniques exigent que tout prêtre, pour être approuvé, subisse un examen de théologie morale attestant qu'il a la science suffisante. Or parmi les vicaires généraux auxquels le vicaire apostolique de Londres avait délégué ses pouvoirs, quelques-uns donnaient trop facilement l'approbation pour les confessions. M^{gr} de La Marche s'en étant plaint un jour à M^{gr} Douglas, celui-ci lui laissa toute liberté pour corriger les abus (2).

Ses confrères d'ailleurs le consultaient. L'archevêque d'Aix et l'évêque d'Avranches s'en remettaient à lui de l'attitude à prendre à l'égard de l'archevêque de Bordeaux qui ne partageait pas, sur certains points de discipline, l'opinion de la majorité des prélats présents en Angleterre (3). Le « Diary » relate un fait plus significatif encore et qui montre quelle était l'étendue des pouvoirs de l'évêque de Saint-Pol. L'archevêque de Narbonne avait béni à Londres le mariage de sa parente, M^{lle} Dillon, avec Sir Thomas Webb, sans l'autorisation de M^{gr} Douglas. Le mariage était valide, puisque les pays de mission n'étaient pas alors soumis en matière matrimoniale à la discipline du concile de Trente qui requiert pour les pays catholiques le consentement du pasteur du lieu ; mais l'acte du prélat était gravement illicite, car il portait

(1) Lettre au comte du Plessis-Parscau, 15 février 1805.

(2) Diary, 1796, October 17.

(3) La lettre de M^{gr} de Belbeuf ainsi que celle de M^{gr} de La Marche se trouvent reproduites dans l'ouvrage de M. Sévestre, *Les Idées gallicanes et royalistes du haut Clergé à la fin de l'ancien régime*, p. 201-202. — Sur le sentiment de l'archevêque d'Aix, voir la thèse de l'abbé Lavaqueric, *Le Cardinal de Boisgelin*, t. II, p. 216-217.

atteinte à l'autorité du Vicaire apostolique. Pour cette raison, Dillon encourut l'excommunication. M^{gr} de La Marche le releva de la peine canonique au nom de M^{gr} Douglas qui s'exprime ainsi à ce sujet : « *I gave power to the Bishop of Saint-Pol to absolve His Grace in my name from the excommunication incurred by him* (1). » Il intervint encore dans une affaire présentant un caractère politique et à laquelle des ecclésiastiques étaient mêlés. Lorsqu'il essayait de soulever les départements de l'Ouest en septembre 1794, le comte de Puisaye avait décidé l'établissement d'une manufacture d'assignats pour l'émission d'un papier-monnaie destiné à pourvoir aux besoins de l'armée catholique et royale. Des dissentiments s'élevèrent dans le camp des royalistes sur la nature de cette opération. L'évêque de Dol, M^{gr} de Hercé, approuva la mesure ; M^{gr} de La Marche qui la regardait comme « immorale et subversive de toute loi sociale », était impatient de voir cesser un scandale qui, écrivait-il dans une lettre du 12 janvier 1792, « afflige tout notre clergé et produit les plus fâcheux effets parmi les laïcs anglais et français. » Comme sa conscience lui eût reproché de tarder davantage à remplir un devoir pressant, il fit part de ses scrupules à Windham, secrétaire d'Etat de la guerre, et il en obtint cette réponse : « Si les ecclésiastiques sont engagés dans une pratique opposée à leur caractère et à leur vocation comme vous le pensez, vous ferez bien de les avertir de leur erreur et d'exercer cette autorité spirituelle que vous devez avoir sur leur esprit, afin de les rappeler à une meilleure façon de penser et d'agir (2). » Il ordonna donc de cesser la fabrication des assignats, sous la menace des censures ecclésiastiques. La plupart de ceux qui s'étaient livrés à ce genre de travail prirent le parti de se retirer ; quelques-uns plus obstinés et qui prétendaient que leur conscience ne leur reprochait rien, voulaient continuer la fabrication ; mais l'évêque de

(1) Diary, 1799 March.

(2) D'après des lettres extraites de Windham Papers, Additionnal Manuscripts 37.858, fol. 17, 22. British Muséum. Cité par Bull. de la Société Arch. d'Ille-et-Vilaine, 1914, p. 275.

Dol, bien qu'il ne partageât pas l'opinion de son confrère, les engagea à céder (1).

Ainsi, au milieu des 32 archevêques et évêques qui séjournèrent en Angleterre au cours de l'émigration, M^{gr} de La Marche a joué un rôle de tout premier plan et a fait figure de chef ; il a exercé une autorité supérieure à celle de ses confrères plus anciens comme l'évêque de Dol ou plus élevés dans la hiérarchie comme l'archevêque de Narbonne. Ses contemporains reconnaissaient déjà ses éminentes qualités lorsqu'ils lui décernaient le titre « d'Evêque de la Déportation (2) ». Sous sa juridiction il avait presque autant de prêtres que de laïques et plus de prêtres que ne comprenait n'importe quelle province ecclésiastique de France. Sur la scène nouvelle où l'appelait la Providence, il continuera avec une inlassable activité les œuvres auxquelles il avait consacré son temps et ses labeurs dans son diocèse de Léon : édifices du culte, écoles, maisons de prêtres âgés et infirmes, séminaires, communautés religieuses, missions, soins spirituels de toutes sortes.

II

Au début de l'émigration, M^{sr} Douglas avait jugé prudent de ne pas mettre à la disposition du clergé français les édifices que fréquentaient les catholiques anglais. Ceux-ci pratiquaient très discrètement leur religion dans les chapelles des ambassades catholiques, dans les oratoires des familles riches et même, depuis le vote des lois libérales, dans quelques chapelles publiques disséminées aux quatre coins de la métropole ; il ne fallait donc pas que des étrangers vinssent, par manque de précaution, raviver les vieilles querelles qui étaient sur le point de s'éteindre. Il y avait une autre raison que nous donne l'abbé Baston : « Les missionnaires sont immédiatement soumis à l'autorité du Pape ; leurs évêques ne sont

(1) *Mémoires du comte de Puisaye*, vol. III, p. 402 sqq.

(2) Barruel, *Op. cit.*, p. 571.

pour l'Angleterre que les vicaires de ce premier Évêque ; ils n'y exercent qu'une juridiction déléguée ; ils n'y composent qu'un clergé romain ; la plupart ont été élevés dans des écoles où les maximes ultramontaines étaient la théologie dominante. Il n'en faut pas tant pour voir de mauvais œil les articles du clergé de France, surtout quand on les entend mal ou qu'on leur donne une extension nullement conforme à nos principes (1). » Aussi M^{gr} Douglas, voulant prévenir les inconvénients que l'inexpérience pouvait occasionner, ne crut pas devoir permettre aux ecclésiastiques français l'accès des chapelles anglaises.

Pendant les trois premières années de leur séjour à Londres, les émigrés assistaient à la messe dans des chambres et des oratoires privés. Comme le nombre de ces oratoires était insuffisant, le Vicaire apostolique loua quelques chambres en ville et il raconte lui-même qu'il fournissait parfois la cire et le vin d'autel (2). Mais à la fin de 1793, plus de 12.000 réfugiés résidaient dans la capitale ; sur ce nombre, il y avait plus de 10.000 laïques, qui ne pouvaient évidemment satisfaire tous au précepte dominical. Il fallait organiser une vie paroissiale, trouver des édifices où pussent se dérouler les actes importants de la vie chrétienne, les baptêmes, les premières communions, les mariages et les sépultures. Dès que M^{gr} de Saint-Pol conçut le projet d'une chapelle publique, il fut appuyé par la pieuse dame Silburne et par le Vicaire apostolique qui obtint du Gouvernement l'autorisation d'ouverture, mais à condition que cet édifice serait éloigné des rues fréquentées. Se conformant à ces instructions, M^{gr} de La Marche choisit une ruelle dans un des plus pauvres quartiers de Londres à Dudley Court, Soho Square, tout à côté du bureau central de distribution des secours. La chapelle fut érigée sous le vocable de Sainte-Croix, et l'abbé Floch, ancien recteur de Brest, en fut le premier desservant. C'est dans ce petit sanctuaire dont

(1) Baston, *Op. cit.*, t. II, p. 64.

(2) Diary, 1792.

les vestiges subsistent toujours qu'à partir de 1794 les émigrés purent s'assembler pour la pratique de leurs devoirs religieux (1).

La seconde chapelle dont il est fait mention dans le « Diary » est celle qui fut ouverte le 4 décembre 1796 à Conway Street, Fitzroy Square, par l'abbé Carron. Il faut croire que celle qui fut érigée au mois de juin précédent, sur les conseils de M^{gr} de La Marche, par l'abbé Fillonneau, vicaire général de la Rochelle, dans le quartier de Southwark et qui était dédiée à Notre-Dame, ne servait pas exclusivement aux émigrés. M^{gr} Douglas fait cette réflexion, en effet à propos de la chapelle de Conway-Street : « *This with the Chapel in Dudley Court is solely for the French* (2). » Elle fut placée sous l'invocation des Saints-Anges et fut bientôt très fréquentée. Des évêques y officiaient souvent et de bons prédicateurs s'y faisaient entendre.

Vers le même temps, l'abbé Carron qui, depuis le mois d'août 1796, avait quitté Jersey où il avait laissé des œuvres en pleine prospérité pour venir s'établir à Londres où il sera désormais le collaborateur précieux de M^{gr} de La Marche, disposa dans sa maison de Tottenham Court Road un local pour une chapelle de catéchisme et, quelques mois plus tard, il ouvrit sur Tottenham Place un asile pour les prêtres vieux et infirmes et une chapelle pour leur usage.

Le « Diary » mentionne l'inauguration d'une sixième chapelle à Somerstown le 12 août 1798. Le sermon fut prêché par le fondateur, M. Chantrel, supérieur du Séminaire de Saint-Pol-de-Léon.

En tournant les pages du « Diary », nous lisons que le 10 février 1799, Bishop Douglas chanta la messe à la bénédiction d'une chapelle française à Prospect-Place, Saint-George's Field, dans le quartier de Southwark. Cette chapelle, ajouta-t-il, a été érigée au moyen de souscriptions que les Français ont faites parmi eux « *supported by subscriptions among themselves* ».

(1) D'après le *Laity's Directory* de 1795 (Archev. de Westminster).

(2) Diary, 1796 December.

Enfin, après le troisième courant d'émigration, M^{gr} de La Marche fut autorisé par le Gouvernement à construire une chapelle à King-Street. C'était le quartier aristocratique de la capitale, le faubourg Saint-Germain de Londres. La noblesse française émigrée et la société créole qui s'était réfugiée en Angleterre pour fuir la révolte des nègres s'étaient rassemblées dans ce quartier. En 1797, l'Évêque confia l'exécution du projet à un sulpicien, l'abbé Bourret, qui se mit aussitôt à l'œuvre. La chapelle fut consacrée le 15 mars 1799 par M^{gr} de Boisgelin, archevêque d'Aix; l'abbé Bourret en fut nommé desservant; M^{mes} de Seisseval, de Certaines, de Grandval et de Sommery se chargèrent du décor (1). L'église devint bientôt l'un des centres principaux de réunion pour les prêtres français et l'on disait que les messes se succédaient chaque jour aux quatre autels depuis six heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi; c'est là qu'avaient lieu pour les enfants des émigrés les solennités de la première Communion et de la Confirmation. Il y eut parfois 15 évêques à la grand'messe du dimanche; en face d'eux, dans le sanctuaire, on avait réservé un banc pour les membres de la famille royale; le comte de Provence, le comte d'Artois, le duc d'Orléans, la Princesse royale fille de Louis XVI, le prince de Condé et le duc de Berry, y assistèrent plusieurs fois à des offices.

Ainsi beaucoup de chemin avait été parcouru en quelques années. Au début, de modestes locaux sont ouverts timidement dans des endroits très retirés, loin du bruit des passants; puis des chapelles sont construites dans des rues fréquentées, dans des squares avoisinant les grands centres, et enfin le quartier aristocratique de la métropole voit s'élever une église catholique aux portes mêmes de Hyde Park.

Cette transformation ne fut pas l'œuvre d'un jour, et le vicaire apostolique de Londres y eut sa grande part. Les prêtres français lui en témoignèrent leur gratitude dans

(1) D'après le vicomte Walsh dans ses *Souvenirs de l'émigration*.

une adresse collective. Ils reconnaissaient que s'ils avaient pu célébrer leur culte sans difficulté, ils le devaient à ses talents, à son esprit conciliateur et à son zèle éclairé qui avaient ramené ses compatriotes à des dispositions moins rigoureuses et avaient dissipé les préventions conçues contre le catholicisme (1). Partout aussi dans l'organisation du culte nous voyons la main de M^{gr} de La Marche : c'est lui qui intervient auprès de M^{gr} Douglas, c'est à lui que sont transmises les autorisations du Gouvernement ; enfin il s'entoure de collaborateurs actifs et dévoués.

Un de ces précieux auxiliaires fut l'abbé Carron, le futur directeur de conscience de Félicité de La Mennais. Guy-Toussaint-Jules Carron, que M^{gr} Douglas appelle M. Carron Junior, pour le distinguer de son frère Bonaventure plus âgé et qui partagea avec lui l'épreuve de l'exil, naquit à Rennes le 23 février 1760. Il était le fils d'un avocat au Parlement. Il se fit remarquer de bonne heure par sa piété et par son esprit de charité. Dans son enfance, lorsqu'il rencontrait un pauvre, il suppliait sa mère de lui donner l'aumône. Plus tard, au collège de Rennes, il fit partie d'un groupe de jeunes catéchistes. Devenu vicaire de Saint-Germain, il fonda en 1785, aux portes de la ville, une manufacture de toile où il occupa deux mille pauvres. Il refusa de prêter le serment à la Constitution civile, partit pour l'Angleterre et débarqua à Jersey le 16 septembre 1792. Dès son arrivée, M^{gr} Le Mintier qui résidait dans cette île, l'envoya à Londres pour demander des instructions à M^{gr} de La Marche ; à son retour, il exerça son apostolat à Jersey : il y ouvrit des chapelles, créa des écoles, une maison d'études pour les jeunes gens qui se destinaient à l'état ecclésiastique, se livra aux diverses œuvres de zèle jusqu'au jour où les circonstances politiques le forcèrent à se réfugier à Londres. Tel était le prêtre zélé qui, après avoir été à distance le collaborateur de l'évêque de Léon, allait devenir son bras droit dans la capitale.

(1) Cette adresse porte la date du 1^{er} août 1800 et est reproduite dans l'Épître dédicatoire de l'ouvrage de l'abbé Gofvry intitulé *Doctrine du concile de Trente sur le dogme et la discipline*.

III

Après les édifices du culte, l'œuvre principale de Carron à Jersey avait été la fondation de deux écoles pour les enfants des émigrés, l'une pour les jeunes gens, l'autre pour les jeunes filles ; il avait établi deux divisions dans celle des jeunes gens et s'était fait maître de la première ; il avait confié la seconde, où l'on admettait les enfants qui ne savaient ni lire ni écrire, à un ecclésiastique dévoué. Des dames françaises émigrées voulurent bien se charger de l'école des demoiselles (1).

Lorsqu'il arriva à Londres, la maison d'éducation de Penn était en plein fonctionnement. Ce magnifique établissement, situé dans la campagne de Beaconsfield, était placé sous le patronage d'Anglais illustres tels que Burke qui avait eu l'initiative du projet, le marquis de Buckingham, le duc de Portland, le chancelier Windham ; le Gouvernement accordait une subvention annuelle de 600 livres sterling pour l'entretien de la maison et Burke y laissa des sommes considérables. Des maîtres français y donnaient l'instruction à 60 enfants de 8 à 12 ans, dont les pères avaient péri à Quiberon ou sur l'échafaud ; la direction était entre les mains de l'abbé Maraine, du diocèse de Rouen, qui avait été expressément recommandé par M^{gr} de La Marche. Cette même année 1796, une Miss Daughy donna une maison à Brook Green pour servir d'école aux filles des émigrés ; 25 demoiselles y recevaient l'éducation (2) ; c'était pour les filles le pendant de l'école de Penn.

Comme ces établissements ne suffisaient pas, l'Évêque se déchargea sur M. Carron du soin d'en créer de nouveaux. Il présenta l'abbé à M^{gr} Douglas et le recommanda aux membres du Comité de secours qui ne se contentèrent pas de lui allouer des fonds, mais l'appelèrent à leurs

(1) Notes de M^{lle} de Lucinière, *Vie de l'abbé Carron*, t. II, p. 8-12.

(2) Le *Diary* mentionne la présence de M^{gr} de La Marche à la bénédiction de cette maison et de sa chapelle le 19 juillet 1796.

séances pour conférer avec lui des intérêts de ses œuvres. Aussitôt il loua deux maisons dans le quartier de Tottenham et, dès le mois de septembre, il ouvrit deux écoles où en même temps que les enfants des émigrés, il admit ceux des catholiques Anglais pauvres ; se réservant les subsides du Comité pour ses autres œuvres, il recourut à des dons particuliers pour ses écoles. Tout était fourni gratuitement aux élèves : livres, encre et papier. M^{lle} de Lucinière raconte que M^{gr} Douglas étant venu visiter ces premiers établissements, ne put s'empêcher de témoigner ses craintes. « Quoi, » dit-il à l'évêque de Léon qui l'accompagnait, « sans autre fonds que sa confiance en Dieu, se charger de deux loyers de deux maisons considérables, entreprendre de soutenir deux écoles et supporter les frais de deux chapelles » Rassurez-vous, Monseigneur, » lui dit l'Evêque, « je connais l'abbé Carron depuis longtemps et je suis accoutumé à le voir opérer des miracles. »

Ces deux écoles, qui avaient vu augmenter leur population scolaire, furent transférées en 1799 au Polygone à Somerstown. Le prix de la pension était alors de 30 guinées par an pour les *gentlemen* et pour les *young ladies* (1). Le personnel de l'école des garçons comprenait trois préfets : MM. Bosquet, Lesné, de La Touche et six professeurs : MM. Le Bon, du Houx, de Guéry, de Rumédon, de Laucesseur, de Godefrey. Sept institutrices, M^{me} du Quengo, nièce de M^{gr} de La Marche, M^{lles} de France, du Landal, de Trémereux, de Kersalio, Treffin de Villier, de Lucinière, de Couessin de Boisriou, donnaient l'instruction aux jeunes filles. M^{lle} de Trémereux, dans une lettre qu'elle écrivit le 10 mars 1800 à son frère à Plymouth, nous a laissé ses impressions sur la visite que leur fit le comte d'Artois lors de son passage à Londres : « J'ai, mon cher Théodore, à te communiquer des choses bien intéressantes pour un cœur français. Son Altesse Royale est à Londres, tu le sais. Nous avons été avertis, mardi dernier, 4 de ce mois, que le projet de Monsieur était de nous honorer de sa présence le lendemain. Nous nous

(1) Diary, 1800 March 8.

disposâmes à le recevoir sans publier sa venue, car il l'avait défendu. Notre maison est assez belle, nous choisîmes un des appartements les plus vastes et le plus agréable pour recevoir ce Prince. D'un côté furent rangés les jeunes gens élevés ici et au nombre de plus de cinquante; de l'autre, les jeunes demoiselles vêtues en blanc et mises avec une noble simplicité; au fond de l'appartement, près des petits émigrés, étaient quelques ecclésiastiques et plusieurs gentilshommes, dévoués ensemble à l'éducation de cette jeunesse.

Mes compagnes et moi nous nous plaçâmes au milieu de nos élèves. On aperçut la voiture du Prince. M. Carron sortit pour aller le recevoir. Il arriva avec M. le duc de Maillé, nos seigneurs les évêques de Léon et d'Arras et le chevalier de Puységur (1)..... »

Les écoles prospéraient et se multipliaient. Dans l'œuvre de l'éducation de la jeunesse comme dans celle de l'organisation du culte, M^{re} de La Marche tirait le meilleur parti possible des dispositions des lois nouvelles. Sur ce terrain il fut encore sur la brèche, recherchant les maîtres les plus aptes à donner aux jeunes Français l'instruction qui convenait à leur naissance, appuyant de ses encouragements les travaux de l'abbé Carron et les fécondant par son utile influence.

IV

Mais une autre œuvre lui tenait plus particulièrement à cœur : c'était celle de la formation et de la persévérance du clergé. Nous savons qu'il appelait près de lui les clercs de son diocèse pour leur conférer les ordres sacrés. Il crut bon de soumettre les prêtres eux-mêmes à un règlement de vie. Après les avoir soustraits aux atteintes de la misère et du besoin, il voulut les prémunir contre l'oisiveté. Ces hommes qui avaient été

(1) Cette lettre se trouve dans le *Journal Historique...* de l'abbé de Lubersac, p. 115.

accoutumés aux labeurs absorbants du ministère paroissial, s'étaient trouvés brusquement séparés de tous les objets de leur sollicitude. Comment remédier aux dangers de l'inaction ? L'Évêque n'avait plus de fidèles à leur confier, et cependant il fallait éviter que leur zèle se refroidît dans le repos et l'isolement.

« Que vois-je ? » s'écrie l'abbé du Châtellier. « L'antique palais des rois d'Angleterre devient pour eux une vaste communauté où, soumis à la règle qui prévient le relâchement, ces vénérables pasteurs s'édifieront les uns les autres ; où l'expérience et la gravité des vieillards hâtera la maturité des jeunes gens ; où les soins charitables de ceux-ci adouciront les ennuis, soulageront les infirmités de ceux-là, où tous s'éclaireront et se réchaufferont comme dans un foyer commun de vertus et de lumières (1) »...

C'est le château de Winchester que l'orateur évoque là. L'Évêque y avait amené la première colonie de prêtres français en novembre 1792. A partir de cette époque, de nouvelles colonies y arrivèrent chaque semaine : l'abbé Baston déclare que lorsqu'il quitta l'Angleterre vers la mi-octobre 1793, 675 ecclésiastiques y recevaient l'hospitalité. M^{gr} de La Marche leur avait donné pour supérieur un Eudiste, M. Martin. Ce religieux, qui était originaire du diocèse de Bayeux, était supérieur du grand séminaire de Lisieux quand la Révolution éclata. Par son instruction, sa piété et ses bonnes manières, il était l'un des membres les plus distingués de sa Congrégation. Il remplit sa charge de supérieur à la satisfaction de tous. Il veillait à l'installation des prêtres à mesure qu'ils se présentaient, leur prodiguait ses soins les plus affectueux et devint bien vite leur directeur spirituel. La vie qu'on y menait — et nous empruntons la plupart de ces détails à l'abbé Baston — ressemblait beaucoup à celle des séminaires de France. Presque toutes les heures avaient une occupation déterminée par un règlement. La méditation avait lieu à 7 heures du matin en été et à 7 heures et demie en hiver. Elle était suivie de la messe de commu-

(1) *Craison Funèbre*, p. 36.

nauté. Au début, il n'y avait qu'une chapelle où trois autels étaient disposés. L'année suivante, lorsque le nombre des prêtres fut devenu considérable, on prit un appartement voisin pour servir de chapelle de supplément et on y mit trois nouveaux autels. La récitation du bréviaire en commun se faisait trois fois par jour : les petites heures le matin, vêpres et complies après diner, matines et laudes vers la fin du jour. Une bibliothèque avait été mise à la disposition des hôtes du château par le marquis de Buckingham qui avait fait un abonnement avec un libraire de la ville pour fournir les livres utiles. Le travail manuel était également de règle : les uns se livraient au jardinage, d'autres à la peinture, à des travaux d'horlogerie, de broderie, de tapisserie, de filet, de tricot. A sept heures, on se rassemblait dans les chapelles pour la prière publique qui se terminait par un salut. Les prêtres logaient dans des chambrées qui avaient chacune un supérieur ; il n'y avait pas de réfectoire commun ; ceux qui habitaient la même chambre mangeaient ensemble et se servaient eux-mêmes ; ils allaient à tour de rôle chercher les portions à la cuisine.

Depuis cinq heures et demie du matin jusqu'à huit heures du soir, deux ecclésiastiques étaient en adoration perpétuelle devant le Saint-Sacrement ; on les relevait d'heure en heure et la piété de beaucoup d'autres prêtres se joignait à la leur. Ainsi du milieu d'un pays protestant des supplications montaient sans cesse vers le ciel pour la France catholique (1). Les dimanches et fêtes, on chantait la messe et les vêpres et il y avait un sermon. Grâce à l'initiative de la marquise de Buckingham, des concerts spirituels s'y donnaient de temps en temps au profit de la maison. On faisait régulièrement deux conférences tous les jours, l'une sur le dogme, l'autre sur la morale ; deux Eudistes, MM. Bosvy et Le Quétier en étaient chargés ; le cours d'Écriture Sainte avait lieu trois fois par semaine, l'abbé de Malherbe, grand vicaire de Séez expliquait les Psaumes. On y donnait des retraites, on y faisait des

(1) Ward, *The Dawn of the Catholic Revival*, t. II, p. 28.

ordinations ; les évêques de Saint-Pol, de Rodez et de Comminges y vinrent plusieurs fois pour y conférer les Ordres (1).

Lorsque des considérations d'ordre militaire firent évacuer le château au mois d'août 1796, nous avons vu que des asiles furent ouverts ailleurs pour recevoir les pros crits. De même l'œuvre des Séminaires continua. M^{gr} Douglas signale l'existence d'une maison à Somerstown dans la page de son « Journal » qui porte la date du 8 novembre 1797 : « *At Polygon is also a house for young French Clergy in which will be given lessons in Divinity, Conferences, etc...* » Dans un autre quartier de Londres, à Conway Street, il y avait aussi un établissement où quinze séminaristes, sous la direction d'un supérieur et d'un professeur, poursuivaient leur formation théologique. Enfin l'abbé Gofvry, docteur en théologie et professeur, fonda l'œuvre des conférences qui produisit d'excellents résultats (2).

Ainsi la générosité britannique, loin de se contenter de garantir aux prêtres français la sécurité matérielle, leur assura encore le libre exercice de leur culte. Elle apporta même un aliment à leur piété par un bienfait inespéré, on peut même dire inouï, dans un pays protestant. Il n'y avait pas alors en Angleterre d'édition catholique des Evangiles. L'Université d'Oxford, par un décret solennel, ordonna en 1795 l'impression de deux mille exemplaires du Nouveau-Testament et fit présent au clergé français d'une édition qui fut modelée sur les plus exactes que l'on connût en France. Le marquis de Buckingham s'associa à ce beau geste et fit tirer à ses frais deux mille autres exemplaires de la même édition, afin que tous les prêtres français pussent participer à ce don. M^{gr} de La Marche se fit l'interprète de la vive reconnaissance de ses compatriotes dans une lettre latine qu'il adressa au vice-chancelier et aux membres de l'Université. Il le fit en termes

(1) Le Dr John Sturges, chancelier du diocèse protestant de Winchester, signale 33 ordinations de réfugiés (dans un rapport publié en 1796) Cf. Plasse., *Op. cit.*, t. 1, p. 385.

(2) De Lubersac, *Op. cit.*, p. 211.

si touchants et si éloquents que les doctes personnages en furent charmés et voulurent que sa lettre fût lue publiquement dans une de leurs assemblées (1).

Mais plusieurs voyaient la vieillesse s'avancer et leurs forces diminuer; les peines qu'ils avaient éprouvées en émigrant, les regrets de la patrie absente contribuèrent à multiplier les maladies et les infirmités. Dès le début, il avait été réglé qu'un secours extraordinaire serait accordé aux malades et aux vieillards, mais cela ne suffisait pas. Le 22 avril 1793, le Comité décida de demander aux administrateurs de l'hôpital de Middlesex qu'une dépendance de cet établissement qui était inoccupée, fût affectée aux ecclésiastiques malades; le 6 mai, le Comité fut informé que deux salles lui seraient accordées à la condition qu'il donnerait 8 shellings par personne et par semaine, qu'il paierait les gardes-malades et les frais de sépultures. La proposition fut acceptée. Deux médecins anglais, Messieurs Vaughan et Oliphant offrirent leurs services; de vénérables dames anglaises, parmi lesquelles la marquise de Buckingham, prodiguèrent des secours de toute espèce et, pour comble d'attention, on mit à la tête du service une religieuse française, une sœur de la charité qui parlait l'anglais couramment; des prêtres français étaient chargés de l'administration spirituelle.

Plus tard, l'Hôpital ne pouvant suffire à tous les besoins, le Comité décida que l'on dresserait une liste des malades qui devaient recevoir les secours nécessaires dans des dépôts de médecine, des dispensaires et des pharmacies désignés d'avance; des personnes charitables et des médecins les visiteraient et les soigneraient à domicile. Des secours semblables furent organisés dans les autres centres où résidaient des groupes considérables d'ecclésiastiques. Des évêques, des membres du haut clergé et même des Anglais se dévouèrent à cette œuvre de bienfaisance. C'étaient, dans les îles anglo-normandes, M^{gr} Le Mintier et M^{gr} de Cheylus avec des prêtres en sous-ordre; dans les

(1) Lubersac, *Op. cit.*, p. 70-73, donne le texte de cette lettre.

ports de la Grande-Bretagne l'abbé Lambert à Douvres, l'abbé de Conceyl à Portsmouth, l'abbé de Tromelin à Southampton et, en se rapprochant de la capitale, Elloy de Mélancourt à Cantorbery, le Reverend Sneyd à Lewes, Messieurs Martin et de Bonnière à Winchester, Regnault et Gaillard à Farnham, Simon à Lenham, de la Fosse à Guildford (1). Tous ces Messieurs étaient en correspondance avec M^{gr} de La Marche qui exposait au Comité de Londres les besoins qui lui étaient signalés.

Nous devons ajouter à cette énumération les œuvres d'hospitalisation de l'abbé Carron. A Jersey, il avait établi une association dont le but était de visiter les malades, de les veiller et de les soigner. Il continua à Londres sa mission charitable. Il fonda un établissement à Somers-town pour les prêtres vieux et infirmes ; il y en avait déjà un à Pentonville (2).

V

Les laïques n'étaient pas oubliés. En 1798, M. Carron ouvrit un hospice pour les femmes malades ; le Comité lui allouait 100 livres par mois pour les médicaments. L'année suivante, ses œuvres prirent une plus grande extension lorsqu'il alla se fixer à Somerstown : il ajouta à son asile pour les vieux prêtres et à son hôpital pour les dames émigrées, un dispensaire qu'il appelait la Chambre de la Providence, où l'on recevait du linge et des vêtements pour les distribuer à ceux qui en manquaient (3). L'abbé de Lubersac raconte que de pieux ecclésiastiques se vouaient au service de gardes-malades auprès de ceux de leurs compatriotes qui les appelaient et que des dames charitables, au nombre desquelles on comptait des religieuses émigrées, remplissaient le même office auprès des malades de leur sexe. Sous l'inspiration de M^{gr} de Boisgelin, un Comité français fut formé pour rechercher les

(1) Plasse, *Op. cit.*, t. I, p. 215 sqq.

(2) Diary, 1797 November 8.

(3) Plasse, *Op. cit.*, t. II, p. 138.

misères inconnues, ouvrir des listes de souscription et administrer des secours. Les exilés qui étaient dans l'aisance donnèrent largement, et les recherches portèrent sur les malades des deux sexes qui étaient dans le besoin. A l'hôpital de Middlesex, on avait aménagé une salle spéciale pour les laïques ; au témoignage de l'abbé Baston, elle avait été ouverte avant son départ d'Angleterre qui eut lieu au mois d'octobre 1793 ; elle existait encore en 1800 : M^{gr} Douglas dit qu'à cette époque on procurait dans l'hôpital les soins spirituels et corporels aux prêtres et aux laïques (1), et le 16 mai de la même année, l'évêque de Saint-Pol proposait au Comité l'ouverture d'une nouvelle salle pour y établir quinze lits de plus.

L'activité de M^{gr} de La Marche ne se borna pas aux seules œuvres qui intéressaient les émigrés. La guerre se prolongeait entre la France et l'Angleterre ; un grand nombre de soldats et de marins français qui étaient à bord des vaisseaux avaient été pris par les Anglais ; à un moment donné, près de 30.000 de ces malheureux gémissaient sur les prisons flottantes des pontons à Porchester, Portsmouth, Plymouth, Bristol, Norman-Cross, Chatham, etc. La plupart étaient plongés dans la misère la plus profonde, souffrant de la faim et du froid autant que du manque de liberté ; leurs nécessités corporelles étaient déplorables et leurs besoins spirituels plus pressants encore. Emu à la pensée de ces misères, l'Évêque obtint du Gouvernement de Grande-Bretagne les permissions nécessaires pour que des prêtres français pussent pénétrer dans les prisons qui renfermaient ces malheureux. L'appel qu'il fit au zèle du clergé déporté fut entendu et des prêtres, se dévouant au ministère le plus ingrat, entreprirent de donner une mission aux prisonniers républicains : l'un d'entre eux, l'abbé Ruelle, curé de Loudéac, s'en allait souvent à travers les rues, un gros sac sur l'épaule, pour faire les commissions de ses malheureux compatriotes. A force de patience et de bonnes paroles,

(1) Diary, 1800 February.

ils réussirent à en rendre un certain nombre dociles à la voix de la religion et ils opérèrent plusieurs conversions. M^{gr} de La Marche pensa alors à l'utilité qu'il y aurait à leur procurer des chapelles ; il en fit établir une à Chatam, mais il dut se contenter du strict nécessaire pour les besoins du culte, car il ne trouva, dit-il, qu'une partie de ce qu'il fallait pour la compléter (1) ; il fit lui-même les frais de celle de Saint-Marcuff, en fournissant les objets indispensables qu'il put obtenir à un prix modéré (2).

Les prêtres qui exerçaient leur ministère auprès des prisonniers ne se contentèrent pas de leur apporter les secours de la religion ; ils voulaient aussi soulager leurs souffrances corporelles. Ils s'adressèrent au prélat, toujours disposé à prendre part aux œuvres de miséricorde. Dès qu'il reçut leurs requêtes, il provoqua dans le clergé une contribution volontaire, et chacun donna le linge et les vieux vêtements dont il n'avait pas un besoin absolu. Tous répondirent avec empressement à l'invitation et de nombreux ballots de ces objets indispensables purent être distribués aux malheureux prisonniers (3). Le Gouvernement français fut très touché de cet acte de générosité et chargea M. Otto, son représentant à Londres d'adresser à M^{sr} de La Marche une lettre de remerciements (4).

VI

La notoriété de l'Évêque s'étendait à l'étranger ; on savait le crédit dont il jouissait tant auprès du vicaire apostolique que des pouvoirs publics, et des pays les plus éloignés on recourait à son intervention. Le 14 août 1800, l'abbé de la Trappe, Dom Augustin de Lestrangé, lui écrivait qu'il se disposait à quitter la Russie avec trois communautés et le priait d'user de son influence sur le Cabinet de Saint-James pour les faire passer en Angle-

(1) Lettre au comte du Plessis-Parscau, 5 décembre 1800.

(2) *Ibid.*

(3) Tresvaux, *Histoire de la persécution en Bretagne*, t. II, p. 301-304.

(4) Du Châtelier, *Or. Fun.* En note, p. 53.

terre et les admettre ensuite à s'établir au Canada. M^{gr} de La Marche intervint auprès du duc de Portland, secrétaire du Home Department ; mais celui-ci, pour des raisons politiques, s'opposa à l'établissement des communautés dans la colonie anglaise. L'Évêque sollicita ensuite pour ces religieux l'autorisation de se fixer en Irlande ; il essuya un nouveau refus ; mais il put obtenir pour eux la permission de résider en Angleterre et l'inscription sur le registre des assistés (1).

Il fut moins heureux encore dans l'affaire des prêtres de la Société de la Foi (2). Cette Congrégation, qui venait d'être fondée en Italie par un certain Panquanari, originaire de Trente, comprenait environ 150 membres ; elle s'occupait de l'éducation de la jeunesse et adoptait la règle de Saint-Ignace. Deux de ses membres, les abbés de Broglie et de Rozaven, vinrent d'Allemagne en Angleterre pour y chercher des sujets. Le 5 juin 1800, trois jours après leur arrivée à Londres, M^{gr} de La Marche présenta l'abbé de Rozaven à M^{gr} Douglas ; mais il ne dut pas l'appuyer longtemps, car au début de l'année suivante il faisait savoir au vicaire apostolique que le Pape refusait d'approuver cette Société (3). Le cardinal Borgia écrivit dans le même sens à M^{gr} Douglas, déclarant catégoriquement que ces religieux n'étaient pas autorisés à s'établir en Angleterre.

Ces mesures de prudence étaient sans doute déterminées par le désir du Saint-Siège de ne pas mettre obstacle à la pacification religieuse que la polémique engagée lors de la discussion du bill Midmay avait failli compromettre. Pour bien comprendre les circonstances qui déterminèrent Sir Henry Midmay à présenter son projet, il est nécessaire de dire quelques mots de la controverse qui s'engagea entre le Dr Milner, prêtre catholique de Winchester, et le Dr Sturges, chancelier et prébendé de l'Eglise anglicane de la même ville. Milner avait publié en 1798 le premier de ses quatre volumes de

(1) Diary, 1800 August, December.

(2) Diary, 1800 June.

(3) Diary, 1801 January.

l'Histoire de Winchester. Dans cet ouvrage, il attaquait violement le Dr Hoodley qui avait occupé le siège anglican de Winchester de 1734 à 1761 ; il lui reprochait entre autres choses d'avoir sapé par la base l'Église dont il avait été le ministre et le dignitaire. Le Dr Sturges lui répliqua avec vivacité dans un ouvrage intitulé *Réflexions sur les principes et les institutions du Papisme*. Milner ne se tint pas pour battu et lui riposta avec non moins d'humeur dans ses *Lettres à un Prébendé* qui parurent au début de l'année 1800.

L'opinion s'émut ; Sir Henry Midmay en profita pour présenter à la Chambre des Communes un bill tendant à donner au Gouvernement les moyens de réagir contre l'action des prêtres et des religieux catholiques dans le pays. L'imprudence d'un prêtre français vint encore envenimer le débat. Un abbé Fleury qui résidait à Wickham dans le Hampshire, avait profité de la permission qui lui était accordée de dire la messe dans sa maison, pour y admettre les catholiques des environs, sans faire la déclaration d'ouverture de chapelle prescrite par la loi de 1791. Le Dr North qui occupait alors le siège anglican de Winchester écrivit au duc de Portland pour lui signaler le délit, et M^{gr} de La Marche, sur les instructions du Ministre, ordonna à l'abbé de quitter le diocèse de Winchester et de se rendre à Londres. M. Fleury s'exécuta.

Cet incident était à peine clos qu'une autre affaire survint qui eut des suites plus fâcheuses : Deux couvents de Sœurs françaises avaient été fondés à Winchester au mépris de la loi. Le fait était bien connu, mais on le tolérait en considération des malheurs que les religieuses avaient éprouvés sur le continent. Bientôt le bruit se répandit que ces couvents admettaient des novices. Or la loi le défendait formellement. Le Dr Milner, craignant que cette nouvelle infraction ne fournît un puissant argument aux adversaires des catholiques, pria M^{gr} de La Marche d'user de ménagements. Mais ce dernier avait ses idées bien arrêtées sur la liberté des vœux, et aux réclamations du Dr North, il se contenta de répondre que toute femme avait bien le droit de choisir le genre de vie qu'il

lui plaisait. Cette réponse imprudente encouragea Sir Henry Midmay à poursuivre sa proposition.

L'objet du bill, tel que le résume M^{re} Douglas, était : 1^o de soumettre tous les couvents à l'*Aliens' Act*, c'est-à-dire aux dispositions législatives concernant les étrangers ; 2^o d'empêcher les établissements monastiques de se perpétuer en recevant de nouveaux membres ; 3^o de les obliger de présenter à la Justice des états indiquant le nombre de leurs sujets, leurs noms et ceux de leurs élèves ; 4^o de soumettre toutes les écoles catholiques à l'inspection des représentants de la Justice.

Le « Diary » nous fait assister jour par jour aux débats. Le 22 mai, le bill fut adopté par la Commission et le lendemain, malgré l'opposition de Windham, l'auteur fut autorisé à le présenter au Parlement. A la Chambre des Communes, il fut appuyé par Sir John Mitford, attorney-général qui alla jusqu'à proposer que l'évêque de Saint-Pol fût chassé du royaume pour avoir osé écrire au D^r North une lettre si impertinente. M. Windham, Sir W. Scot et le D^r Laurence plaidèrent la cause des Ordres religieux en disant que l'Église établie n'avait rien à craindre, parce que les couvents n'élevaient que des enfants catholiques ; mais ils ne purent rallier les suffrages de la majorité. Le bill passa en première lecture, le 5 juin, et en seconde lecture, le 11, par 55 voix contre 24. Les défenseurs des catholiques n'abandonnèrent pas la partie. Trois pairs anglais, le comte de Shrewsbury, Lord Stourton, Lord Petre rédigèrent, en faveur des religieux un mémoire qu'ils adressèrent à M. Pitt, et lorsque le projet fut introduit à la Chambre des Communes, il rencontra une opposition énergique de la part de Lord Grenville, ministre des Affaires Étrangères et du D^r Horsley, évêque anglican de Rochester. Lord Granville le combattit au nom de la tolérance. Le D^r Horsley développa ses arguments à la séance du 8 juillet dans un discours où il exposa que le bill était inutile, dangereux et contraire à la Constitution : inutile, parce que les couvents étaient en fort petit nombre et que la religion nationale n'avait rien à craindre des catholiques ; dangereux et inconstitution-

nel, parce que le projet investissait le roi du pouvoir d'accorder à certaines personnes le droit de faire partie d'Ordres religieux. Ces arguments prévalurent. Le bill fut enterré et les couvents ne furent pas soumis à l'inspection (1).

Mais l'alarme avait été donnée. Si le bill ne visait directement que les couvents et les écoles, il n'en constituait pas moins une menace non seulement pour le clergé français, mais pour les catholiques anglais qui craignaient le retour des lois pénales dont ils venaient de voir l'abrogation (2). Nous avons tenu à citer ces faits pour montrer que dans le poste délicat qu'il occupait, M^{re} de La Marche n'évita pas toujours de faire des mécontents et rencontra des contradictions et des ennuis. S'il lui arriva de sortir des bornes de la prudence, s'il oublia parfois que la franchise du langage et la ténacité dans les idées ne sont pas du goût de tout le monde, le labeur écrasant qui affaiblit sa santé (3), les soucis que lui causaient ses multiples attributions, l'excusent dans une large mesure. Il reste que dans l'œuvre de l'organisation et de la distribution des secours, il a été l'intermédiaire officiel entre ses compatriotes émigrés et la nation et le Gouvernement britanniques. Dans le domaine spirituel, il s'est montré administrateur actif et entreprenant, fondant des chapelles, des écoles et des pensionnats, accordant aux prêtres les pouvoirs dont ils avaient besoin pour remplir leur ministère, élaborant des règlements, corrigeant les abus, exerçant même la juridiction sur ses confrères dans l'épiscopat, et méritant pour toutes ces causes le titre d'« Évêque de la Déportation ».

Avec un tel protecteur et un tel guide, les prêtres français virent bien vite tomber les préventions dont ils avaient d'abord eu à souffrir. Au début, ils avaient été reçus avec réserve et même avec une certaine froideur par leurs

(1) Diary, 1800 March, April, May, June, July, *passim*.

(2) Diary.

(3) Baston, *Op. cit.*, t. II, p. 16.

• confrères anglais. Ils furent de plus desservis par la méfiance qui s'attachait à la dénomination de Gallican. L'ignorance où ils étaient des habitudes du pays leur nuisit aussi beaucoup : ainsi ils produisirent sur leurs hôtes une impression défavorable en se présentant en masse aux portes des chapelles et en revendiquant bien haut le droit de dire la messe. Mais les Anglais ne tardèrent pas à s'apercevoir que ces manières de faire, si intempestives qu'elles fussent, n'avaient au fond pour mobile qu'une piété impatiente de se traduire. Lorsqu'ils les virent mener une vie irréprochable, chercher un préservatif dans le travail quotidien et les exercices de piété, ils conçurent pour eux de l'estime et de l'admiration. « Sur huit à dix mille ecclésiastiques proscrits, dit l'abbé Plasse, nous avons eu de la peine à en trouver cinq ou six dont la conduite ait été bien reprehensible ; jamais en Angleterre on n'attribuera au corps entier du clergé proscrit les torts de quelques-uns de ses membres et l'on dit toujours dans ce pays que la conduite de ce clergé fut exemplaire au plus haut degré (1). »

Ils firent mieux pour leurs frères de Grande-Bretagne : ils introduisirent chez eux des habitudes qui étaient disparues depuis la Réforme. Avec eux certains usages reparurent : la messe quotidienne, les processions, la bénédiction du Saint-Sacrement aux vêpres du dimanche ; les églises furent plus somptueusement décorées, les statues de la Vierge se multiplièrent, les vêtements sacerdotaux prirent une forme plus élégante.

Mais le séjour des réfugiés français eut un résultat plus heureux, celui de faire sortir les catholiques anglais de leur isolement. A l'arrivée des premiers émigrés, il ne restait en Angleterre qu'un petit nombre de catholiques, 160.000 à peine ; Londres en comprenait une dizaine de mille sur une population d'un million. « Pas d'évêques, dit un historien qui a particulièrement étudié la situation des catholiques anglais à cette époque, mais quatre

(1) Plasse, *Op. cit.*, t. I, p. 343, qui cite à ce sujet le rapport du Dr Sturges, chancelier de l'Eglise anglicane de Winchester.

vicaires apostoliques comme en pays de mission ; à peine quatre cents prêtres vivant presque cachés et n'osant porter un costume qui révélat leur caractère ; de rares chapelles qui, sans signes extérieurs, se dissimulaient dans les coins obscurs des villes. Le culte s'y célébrait sans éclat et pour ainsi dire à voix basse ; rarement une grand-messe ou un salut du Saint-Sacrement, on n'osait dire « aller à la messe », on disait « aller aux prières ». De la longue persécution, les fidèles avaient gardé je ne sais quoi de déprimé et de craintif ; ils s'enfermaient chez eux, sans aucune pensée de rentrer en grâce auprès de la société qui les avait exclus, plus préparés à souffrir qu'à prendre l'offensive (1). »

Mais que se passa-t-il après l'arrivée du clergé émigré ? Ces masses de proscrits affluant au milieu d'eux leur firent prendre conscience de leur force. Pour faire valoir leurs revendications, ils se placèrent sur le terrain légal et, oubliant leurs divisions intestines dont la querelle des *Blue-Books* (2) n'avait été qu'un épisode, ils s'organisèrent pour créer, à la faveur du bill de tolérance de 1791, des œuvres qui devaient durer et prospérer. Le *Laity's Directory* pour 1793 mentionne quatre nouvelles chapelles à Londres, neuf dans les environs et quelques autres ailleurs, dix établissements catholiques pour les jeunes gens et six pour les jeunes filles. Plus tard, lorsque la pacification religieuse ramènera les émigrés dans leur patrie, plusieurs des sanctuaires édifiés par les Français deviendront des chapelles catholiques anglaises.

Les anglicans ne frayaient guère avec les catholiques de leur pays ; il fallut le concours des circonstances qui amenèrent des étrangers sur leur sol pour provoquer un rapprochement, et quand on se connut, on s'estima. Les Français se mêlaient à la société protestante. M^{me} de Boigne

(1) Thureau-Dangin, *Le Catholicisme en Angleterre au XXI^e siècle*, conférences faites à l'Institut Catholique de Paris en 1908.

(2) Collection de livres peu orthodoxes. L'auteur était le Dr Bevington qui fut vicaire apostolique dans le Midland District. Le Dr Milner lui reprochait ses opinions très hardies : il contestait en particulier l'autorité pontificale. La discussion dura plusieurs années (Diary, 1792-1796, *passim*).

raconte dans ses *Mémoires* (1) que plusieurs prêtres avaient leurs entrées dans les maisons anglaises et qu'un grand nombre de familles bourgeoises avaient leur abbé de prédilection qui apprenait sa langue aux enfants et les assistait dans leurs travaux. L'abbé de Cheverus, le futur cardinal-archevêque de Bordeaux, était professeur de français dans une école protestante. D'autres s'employèrent dans le commerce ou l'industrie, et une fois les premières relations établies, les protestants prirent plaisir à assister aux cérémonies, qu'ils avaient oubliées, du culte de leurs ancêtres.

La religion officielle était froide et austère, le culte se bornait à peu près à la prédication et à la récitation des psaumes ; les temples, fermés pendant la semaine, ne s'ouvraient que pendant quelques heures le dimanche. Leurs parois nues et blanchies, sans aucun ornement, la disposition des bancs, la place de l'autel révélaient non une église consacrée pour le sacrifice, mais une salle de prêche. Tout, fond et forme, était beaucoup plus proche du pur calvinisme que du catholicisme (1). Les chapelles des émigrés offraient un tout autre spectacle : les cérémonies s'y déroulaient avec toute la splendeur de la liturgie romaine. Les protestants qui y assistaient se rappelaient alors les institutions de leurs pères ; ils étaient particulièrement frappés de la pompe extérieure du culte catholique et se préparaient ainsi sans le savoir à l'introduire dans leur propre culte. On ne saurait nier que l'émigration du clergé français ait contribué pour une large part au mouvement d'opinion qui orienta vers le ritualisme, et du ritualisme vers le catholicisme, plusieurs esprits éminents de l'Eglise anglicane. Les uns s'arrêtèrent à mi-chemin de Rome ; d'autres, avant Spencer et Newman, passèrent directement à la foi romaine : « Bien des conversions, dit un écrivain catholique anglais, se sont opérées par la prudence et par les lumières des prêtres français, bien des chapelles et des missions se sont fondées

(1) T. I, p. 138 sqq. M^{me} de Boigne séjourna en Angleterre de 1792 à 1804.

(2) Thureau-Dangin, *Op. cit.*

par leurs soins persévérants, bien des congrégations maintenant florissantes doivent leur commencement aux humbles mais infatigables labeurs de quelque pauvre prêtre français dépensant son temps, sa vie, ses épargnes acquises péniblement, à cette grande œuvre du salut des âmes sur la terre étrangère (1). » Il y eut des prêtres d'ailleurs qui refusèrent de rentrer en France, parce qu'ils préféreraient exercer le ministère au milieu des Anglais. Pour ne citer que Londres et la banlieue, l'abbé Carron resta dans le quartier de Somerstown jusqu'à l'époque de la Restauration et ne partit qu'après s'être assuré que ses œuvres allaient continuer en d'autres mains ; l'abbé Le Tellier desservit la paroisse de Tottenham jusqu'en 1814 ; l'abbé Chevrollais celle de Stratford jusqu'en 1823, l'abbé Morel évangélisa Hampstead jusqu'en 1852. L'abbé de Franous dirigea la mission de Chelsea jusqu'à sa mort survenue en 1840. Le nombre des catholiques s'accrut tellement pendant son ministère que la chapelle qu'il avait construite devint bientôt trop petite pour les contenir. Lorsque le cardinal Manning inaugura l'église nouvelle, il fit ressortir cet effet inattendu de la Révolution française qui, en dispersant en Angleterre les pasteurs et les prêtres de l'Eglise de France, y avaient jeté partout une semence féconde : « C'est à cette semence précieuse, s'écriait-il, que nous devons cette paroisse florissante et ce temple magnifique où nous sommes réunis pour offrir au Souverain Maître nos humbles hommages. » Après le Cardinal, un religieux qui avait été le collaborateur de l'abbé de Franous, unit dans un même témoignage d'admiration ce zélé ecclésiastique et ses autres confrères restés en Angleterre : « D'autres prêtres de la même nation travaillèrent comme lui pour la cause de l'Eglise dans notre pays ; par leur foi, leur piété et leur dévouement à la religion, ils ont contribué puissamment au rétablissement du catholicisme chez nous (2). » Deux actes pontificaux marquent ce renouveau au XIX^e siècle : Grégoire XVI porta le

(1) Husenbeth, *Life of Reverend John Milner*, p. 95.

(2) *The Universe*, 1879 May 10.

nombre des districts de quatre à huit et Pie IX restaura la hiérarchie catholique.

On a beaucoup parlé du mouvement d'Oxford qui, à partir de 1833, détermina le retour au catholicisme d'une élite de protestants; mais on n'a pas assez insisté sur l'importance du courant catholique issu de l'activité du clergé émigré. Dans son ouvrage *l'Aurore de la Renaissance catholique en Angleterre*, M^{gr} Ward, fils lui-même d'un anglican converti, consacre tout un chapitre à montrer que le passage de ce clergé a marqué une étape dans le relèvement du catholicisme romain chez ses compatriotes, et il attribue une grande part de ce renouveau à l'évêque de Saint-Pol. Privés de leurs diocèses et arrachés à leurs paroisses où la vie religieuse ne se ralentit que momentanément, les prêtres de France ont continué leur ministère sur une terre étrangère; ils ont payé leur dette de reconnaissance à la nation britannique en faisant tomber les préjugés et en montrant ce qu'était la foi des Français; l'impression qui resta de leur séjour en Angleterre fut trop profonde pour n'être pas durable; le ferment religieux qu'ils y ont jeté leva, et nous pouvons conclure que ce fut un des effets bienfaisants de la Révolution, de mettre ainsi en pleine lumière la vitalité féconde du catholicisme.

CHAPITRE CINQUIÈME

IDÉES POLITIQUES ET INTRIGUES ROYALISTES

- I. — LETTRE DU COMTE DE PROVENCE A M^{SE} DE LA MARCHE APRÈS LA MORT DE LOUIS XVI. — INFLUENCE DE L'ÉVÊQUE A LONDRES. CRAINTES QU'IL INSPIRE AUX PATRIOTES DU LÉON. — SES IDÉES SUR LE PROJET DE RESTAURATION MONARCHIQUE. SON MÉMOIRE SUR LE PLAN D'INSURRECTION DE LA BRETAGNE. — COMMENT LES VENDÉENS APRÈS AVOIR SONGÉ A ENVAHIR LA BRETAGNE SE RENDIRENT A GRANVILLE OU ILS FURENT BATTUS (14-15 NOVEMBRE 1793). LE DÉSASTRE DE SAVENAY (23 DÉC.). — PUISAYE ET SON PLAN ; SES ENTREVUES AVEC PITT (OCT. 1794). SES SENTIMENTS A L'ÉGARD DE M^{SE} DE LA MARCHE. LETTRE DU PRÉLAT AU COMTE DE PROVENCE POUR LE METTRE EN GARDE CONTRE LE PLAN PROPOSÉ (19 OCT. 1794). SES PRÉFÉRENCES POUR CHARETTE ET POUR LES CHOUANS. — LE DÉSASTRE DES ÉMIGRÉS A QUIBERON. L'ÉCHEC DE L'ÎLE D'YEU. — OPINION DE M^{SE} DE LA MARCHE SUR LES ANGLAIS.
- II. — LETTRE DU COMTE DE PROVENCE SUR LE PROJET D'UN COMITÉ POLITIQUE D'ÉVÊQUES ET SUR LE PLAN D'UNE MISSION POLITIQUE ET RELIGIEUSE EN FRANCE (31 OCT. 1797). RÉPONSE DE M^{SE} DE LA MARCHE. CE QU'IL PENSE DU SERMENT DE HAINE A LA ROYAULTÉ. — POURQUOI SES SYMPATHIES VONT AU COMTE D'ARTOIS. CORDIALITÉ DE LEURS RELATIONS.
- III. — VŒUX DE M^{SE} DE LA MARCHE POUR UNE COALITION DES PUISSANCES CONTRE LE GOUVERNEMENT ÉTABLI EN FRANCE, MAIS MÉFIANCE DE L'ANGLETERRE. — LES VICTOIRES FRANÇAISES SOUS BONAPARTE. — MOTIFS POLITIQUES ET RELIGIEUX DE L'OPPOSITION DE L'ÉVÊQUE.

I

Le comte de Provence venait de prendre le titre de Régent de France lorsqu'il écrivit à M^{SE} de La Marche pour le féliciter de son dévouement dans l'œuvre des secours aux émigrés : « Malgré la douleur qui est venue m'accabler, disait-il, et les occupations qui sont une suite du malheur cruel que j'éprouve, je ne saurais tarder davantage à vous marquer, Monsieur, toute l'amitié et

toute l'estime que vous m'avez inspirées (1). » Peut-être, pensait-il déjà en faire un de ses confidents ou même un de ses agents politiques ; du moins il était utile qu'il entretenait des relations avec un prélat dont l'action s'exerçait encore sur son diocèse et dont la popularité était grande auprès de ses compagnons d'exil et des notabilités anglaises.

A cette époque, en effet, le prélat avait très bonne presse à Londres et l'influence dont il y jouissait inspirait des inquiétudes aux patriotes du Léon. La lettre du Régent est du 10 février 1793 ; le 24 du même mois, les municipaux de Saint-Pol adressaient un mémoire aux commissaires de la Convention à Brest pour demander l'armement des côtes. Ils y exposaient que depuis dix mois « l'ancien diocèse de Léon » appelait les Anglais et les émigrés au secours de la contre-révolution. Ce qui donnait un fondement à leurs craintes, c'était le prestige qui s'attachait à la personne de « l'ex-évêque La Marche » car, disaient-ils : « la Cour de Londres a fait cas de lui, à raison sans doute du crédit immense qu'il a sur une étendue de côtes de plus de vingt lieues, et lui accorde une faveur qui le met à même d'espérer sa réintégration à Saint-Pol... Vous savez comme nous que le Cabinet de Saint-James lui a reconnu ou plutôt donné un caractère public dont on ne manquera pas de tirer parti. Citoyens législateurs, faites-y attention ; nos nombreux ennemis intérieurs dans ce pays n'ont besoin que d'un chef pour faire beaucoup de mal. Ils le proclament hautement dans leur ex-pasteur qui n'est à la vérité ni sans audace ni sans talents ; il ne faut même à bien dire que l'intromission appuyée de quelques prêtres qui oseraient se proclamer ses agents pour soulever toutes nos paroisses. Consultez l'opinion publique et elle vous confirmera ces détails malheureusement trop vrais (2). »

Les Municipaux ajoutaient que, depuis la dernière guerre, les Anglais savaient parfaitement que les côtes du

(1) Lettre citée par du Châtellier, *Oraison Funèbre*, p. 55.

(2) Archives municipales de Saint-Pol-de-Léon, Reg. 24, fol. 61-67.

Léon offraient des mouillages en plusieurs points et en particulier dans les environs de Plouescat, entre Brest et Saint-Pol. Leurs craintes semblaient bien justifiées : le 28 février, vers 11 heures et demie du matin, des vaisseaux ennemis furent aperçus à hauteur de l'Ile-de-Batz. Des frégates anglaises y donnaient la chasse à un corsaire français ; aussitôt on prévenait de Roscoff que les côtes étaient menacées. Des secours furent promptement amenés, et, sous le feu du corsaire et des batteries de la côte, les navires anglais durent virer de bord.

Peu de temps après, se produisit un autre événement qui montra combien il était facile de soulever des troubles à l'intérieur. Du 14 au 23 mars, lorsque les Vendéens s'insurgeaient contre la conscription, la ville de Saint-Pol vit des combats meurtriers se dérouler dans ses rues entre les paysans qui refusaient de tirer au sort et les troupes républicaines chargées de faire respecter la loi. L'insurrection gagna plusieurs paroisses voisines. A Sibiril, pas un seul volontaire ne se présenta (1) pour l'enrôlement prescrit par le décret de la Convention. Il fallut faire venir de nombreux renforts de Brest pour empêcher que la révolte ne gagnât du terrain.

Les patriotes avaient donc raison de s'alarmer, mais ils ignoraient les intentions de M^{er} de La Marche. Depuis son départ, il gardait l'œil constamment fixé sur la patrie absente et était impatient de voir un revirement des esprits ; toutefois, sur la manière dont devait se faire la contre-révolution et s'accomplir la restauration monarchique, il avait ses idées bien arrêtées. Il désirait ardemment le rétablissement des Bourbons, mais il voulait qu'il se fit avec le seul concours des forces françaises. Sur ce point il n'adoptait pas la politique des Anglais desquels il avait tant à se louer par ailleurs. Il ne se ralliait pas sans réserve au projet, dont on parlait alors, d'une descente de troupes britanniques sur les côtes de l'Ouest ; il suivait, au contraire, avec sympathie le mouvement insurrection-

(1) Registre municipal de Sibiril, procès-verbal de la séance du 14 mars 1793.

nel parti de la Vendée et qu'il eût voulu voir se propager en Normandie et en Bretagne. Les premières victoires des Vendéens et surtout leur entrée à Ancenis lui firent entrevoir des espérances. Il rêva d'une jonction des Vendéens et des royalistes de Normandie et de Bretagne qui mettrait en échec le gouvernement révolutionnaire : « On ne peut et on ne doit attendre un effet aussi prompt et aussi certain d'un débarquement, fût-il de cent mille hommes, que d'une insurrection spontanée de trois grandes provinces. » L'objet à atteindre étant l'organisation de la résistance sur le territoire de trois provinces, le moyen serait de préparer l'opinion des habitants à un soulèvement général qui se produirait en faisant coïncider des soulèvements partiels sur différents points. Avec une précision de détails qui rappelle l'ancien officier et qui prouve avec quel soin il était renseigné sur les hommes et sur les lieux, il trace un plan de campagne :

« Les royalistes de Vendée ayant pu s'emparer d'Ancenis ont dès lors donné l'idée et la preuve de la possibilité d'établir une chaîne de l'Océan à la Manche en formant un cordon qui, coupant la Bretagne à l'approche de ses limites, avec le reste de la France, l'en sépare tout à fait et l'isole aussi de la Convention en s'opposant à l'entrée des bandes que les tyrans de la France voudraient y porter..... C'est du point d'Ancenis dont il faut partir pour examiner la possibilité d'attacher les *Vendistes* aux Chouans, opération préliminaire et indispensable..... Les forces des Chouans paraissent divisées en deux rassemblements principaux, l'un dans les bois et les forêts que l'on trouve entre Mayenne, Laval, Fougères, Vitré, et l'autre plus rapproché de Rennes, s'étend depuis la forêt de Rennes jusqu'à la paroisse de Gévesé. On fait monter le premier de ces rassemblements de 15 à 18 mille hommes, on estime le second de 7 à 8 mille hommes. Cette réunion, d'après les rapports les moins favorables fait un total de 20 à 22 mille hommes dont, assure-t-on, 4000 seulement se trouvent armés ; mais ce noyau n'est peut-être pas ce qu'il faut considérer comme la chose la plus précieuse, c'est l'opinion déterminée et toute prête à se prononcer de toutes les paroisses et même d'une grande partie des officiers municipaux des campagnes qui se trouvent englobées dans le cercle dont nous venons de parler qui assure la possibilité de faire lever en masse tout ce canton, lorsqu'il en sera temps.

D'après ces détails sur les hommes, les positions et les opinions, il faut chercher les moyens de se prolonger d'Ancenis jusqu'à Rennes

..... Le premier point où les forces commandées par Charette pourraient se porter en sortant d'Ancenis est le bourg de la Chapelle à quatre lieues de Chateaubriant. Le corps de Charette étant arrivé au petit bourg de la Chapelle (où l'opinion n'est pas bonne) le verrait ainsi que les environs se décider pour l'armée royaliste... Charette n'aurait qu'à parcourir le pays qui sépare Ancenis de Chateaubriant pour s'en assurer la conquête... Chateaubriant est cerné sur tous les points depuis ses faubourgs jusqu'à plus de quatre lieues... par des fourrés..... par des forêts immenses. Il résulte de cette description topographique que l'on peut se livrer sur un espace de dix lieues d'étendue sans courir aucun risque réel. Ayant pris position de Chateaubriant, il reste dix autres lieues à parcourir pour percer jusqu'à Rennes. On trouve sur cette route les paroisses de Rougé, Thouris, La Fougère, Corps-Nud et Vern ; ces cinq paroisses sont tellement disposées pour la contre-révolution qu'on peut espérer qu'elles grossiraient l'armée royaliste, loin de lui résister.

M. de Charette arrivé à Vern n'aurait à s'assurer tout au plus que de trois à quatre lieues pour opérer sa jonction avec le rassemblement des Chouans.....

La ville de Rennes cernée au Sud, à l'Est et au Nord par les forces combinées de Charette et des Chouans, ne pourrait plus tirer de secours que du côté de l'Ouest, c'est-à-dire de l'intérieur de la Bretagne... »

L'Évêque envisage ensuite la possibilité d'étendre le mouvement d'insurrection jusqu'aux rives et à l'embouchure de la Seine dont les campagnes environnantes sont, dit-il, dans les meilleures dispositions, ainsi que le Havre, à ce qu'on assure. Alors, maîtres des embouchures de la Loire et de la Seine, les généraux auraient une grande latitude pour fixer des plans d'opération. Mais le but qui a déterminé la rédaction de son mémoire sera rempli « s'il indique et développe seulement les moyens de mettre en rapport un tiers de la France, d'arracher au même jour et à la même heure trois grandes provinces à la Convention et celui de faire partir pour ainsi dire une étincelle électrique qui se communique du Poitou à la Normandie par la Bretagne..... »

« C'est du choix des agents qu'on emploiera que dépendra le succès de l'entreprise. Avec de l'habileté, de la prudence, il paraît assuré ; avec de l'imprudence et de la maladresse il n'en résultera pas seulement une tentative infructueuse, mais même dangereuse, parce qu'en donnant un éveil, il conduirait à se prémunir contre toute descente.

On a démontré que le premier objet devait être de joindre les Vendistes aux Chouans et de leur frayer ensuite un chemin sur la côte. Cette opération demande deux agents : un pour lier la partie entre les Chouans et la Vendée et préparer le terrain qui les sépare, et un autre pour disposer les esprits et le terrain depuis les Chouans jusqu'à la mer. La Bretagne et la partie du Bocage dans la Normandie demandent aussi chacune un agent, ce qui porte à quatre le nombre nécessaire de ceux-ci. »

Puis M^{gr} de La Marche entre dans les détails de la mission qui serait confiée à chaque agent. Le premier s'occuperait du secteur qui comprend la côte de Saint-Malo jusqu'à Rennes. Il aurait pour instruction de préparer l'insurrection de Gevesé à la côte, de se ménager des intelligences dans Rennes, de gagner et de décider Saint-Malo et de tenter, s'il est possible, d'acheter le fort de Châteauneuf. Le second ferait la liaison entre Rennes et la Vendée : il devrait connaître le terrain depuis Rennes jusqu'à Ancenis. Son rôle consisterait à établir des rapports intimes entre les Chouans et MM. de Charette et la Rochejacquelein, en leur faisant connaître aux uns et aux autres leurs projets réciproques. Le troisième agent se porterait en Bretagne : il serait chargé de faire insurger cette province, en mettant les différents points en relations entre eux et tous avec les Chouans. Enfin le quatrième agent aurait pour mission de provoquer la révolte du Bocage et de la Basse-Normandie et si possible, de prolonger le mouvement jusqu'à Caen. Mais avant d'entreprendre leur mission, il serait bon qu'ils se rendissent tous les quatre au chef-lieu des Chouans, pour y conférer avec les chefs, y trouver des guides et prendre des renseignements au sujet de l'itinéraire qu'ils auraient à suivre.

L'Evêque pense que si ces instructions sont bien exécutées, on obtiendra « un résultat beaucoup plus avantageux que celui qu'on pourrait se promettre d'une descente qui ne serait pas combinée avec l'intérieur (1).

(1) Ce document intitulé « Mémoire de Monseigneur l'Evêque de Saint-Paul-de-Léon sur les moyens préparatoires à la descente projetée par le Gouvernement britannique en Bretagne » se trouve aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères. Vol. 623, pp. 323-335.

Le plan qui fut primitivement examiné par les chefs vendéens réunis à Varades le 14 octobre ne différait guère dans ses lignes essentielles de celui de M^{re} de La Marche. La Rochejacquelein était là ainsi que Talmont. On étudia le projet de l'avance sur Rennes et on pensa que la conquête de cette ville, outre qu'elle procurerait aux Vendéens, de grandes ressources, permettrait de propager l'insurrection dans les départements bretons. Les chefs républicains redoutaient la jonction des deux armées d'insurgés : « Si les brigands se portent en Bretagne, écrivait l'un des agents de la République, ils y trouveront cent mille hommes réunis (1). » Mais les Vendéens ignoraient sans doute les craintes de leurs adversaires ainsi que les dispositions exactes des esprits en Bretagne, car Talmont proposa de diriger d'abord l'expédition vers le Bas-Maine où il possédait d'immenses propriétés et de ne gagner Rennes qu'ensuite. Ce fut son conseil qui prévalut pour le malheur des insurgés. La marche sur Laval fut donc décidée. Ceci se passait quelques jours après que Barère avait lu son rapport à la Convention et avait décidé le Comité de Salut Public à prendre des mesures énergiques contre les révoltés de l'Ouest en donnant à Leschelle le commandement en chef des troupes républicaines. Les désastres s'étaient alors succédé pour les Vendéens : (2) deux de leurs meilleurs chefs, Bonchamps et Lescure avaient été blessés à mort. La marche sur Laval n'avait pas été plus heureuse : ils durent se replier sur Fougères et là, les chefs étaient encore divisés sur le plan à suivre, lorsqu'ils virent arriver deux émigrés sous des déguisements de paysans.

Au mois d'août précédent, M. de Tinténiac, ancien aide-de-camp de la Rouerie, était venu de Jersey de la part du ministre anglais Dundas pour questionner les chefs de l'insurrection sur la situation militaire. Ceux-ci,

(1) Archives Nationales, AF II, 276. Cité par Pierre de la Gorce, *Histoire Religieuse de la Révolution*, tome III, p. 209.

(2) Aussi les lettres des représentants en mission deviennent-elles optimistes. Aulard, *Recueil des Actes du Comité du Salut Public*, t. VII, p. 545 sqq.

en même temps que leurs réponses aux propositions britanniques, lui avaient confié des lettres à l'adresse du comte d'Artois ; ils priaient le Cabinet de Saint-James de leur venir en aide et de favoriser aux émigrés le passage en Vendée, et adjuraient le prince français de se mettre à leur tête. Depuis, on n'avait pas reçu de nouvelles de M. de Tinténiac. Pourtant il avait réussi à gagner l'Angleterre et il y avait rendu compte de sa mission. Les deux émigrés qui se présentèrent à Fougères étaient porteurs des réponses demandées. Ils avaient une lettre du roi George qui semblait offrir le concours de son pays aux armées royales, une autre du ministre Dundas qui faisait espérer en la prochaine arrivée de troupes de débarquement à Granville, et une troisième d'un émigré, M. du Dresnay qui, lui, était beaucoup moins rassurant : il mandait que les Anglais préparaient un débarquement, mais avec une extrême lenteur, et ajoutait que les émigrés de Jersey n'obtenaient pas la permission de passer en Vendée (1). Néanmoins on écouta les suggestions britanniques. On sait ce qui arriva : les Anglais ne parurent pas, et ce fut, après le désastre de Granville, la série des insuccès et enfin l'anéantissement de l'armée catholique et royale à Savenay le 23 décembre 1793.

Lorsque Charette et Stofflet eurent réussi, après plusieurs mois d'efforts, à organiser de nouveaux rassemblements dans l'intérieur de la Vendée, l'idée du concours actif de l'Angleterre fut reprise par un personnage décidé à exercer un rôle important dans le mouvement qui, croyait-il, aboutirait au rétablissement de la dynastie des Bourbons. Le comte de Puisaye pensait que la Bretagne était le berceau tout désigné pour une restauration monarchique et qu'il fallait y intéresser l'étranger. Son choix, explique-t-il dans ses *Mémoires* (2), se porta sur l'Angleterre, parce que ce pays, placé par la nature comme une sentinelle attentive à tous les mouvements des puissances

(1) De La Gorce, *Op. cit.*, t. III, p. 135, 209.

(2) *Mémoires* (édition de Londres 1803-08), vol. 2, livre cinquième, p. 48 sqq.

de l'Europe, fort d'une Constitution qui assure sa tranquillité au dedans, intéressé pour son existence même au maintien de l'équilibre des nations continentales était, de toutes les puissances, celle qui embrasserait la cause royaliste avec le plus de chaleur. Il attribuait l'échec du plan de la Rouerie au Conseil des Princes dont les directions ne cadraient pas avec les desseins des puissances étrangères (1). Son plan à lui envisageait un rapprochement entre les royalistes de l'intérieur et les émigrés de l'extérieur avec l'appui de l'Angleterre qui préparerait l'expédition par des envois d'argent, d'armes et de munitions et, au moment opportun, ferait partir des troupes sur les côtes de Bretagne. Pour gagner Pitt à son projet, Puisaye se rendit à Londres à la fin de septembre 1794. A cette époque, les princes étaient sur le continent à une distance considérable l'un de l'autre : le comte de Provence résidait à Vérone, et le comte d'Artois qui ne parlait que de batailles et multipliait les promesses de restauration, venait de quitter Ham pour le quartier général de l'armée anglaise à Arnheim.

Arrivé à Londres, le premier soin de Puisaye fut de solliciter une entrevue avec Pitt. Il raconte que la première conversation roula sur la situation des armées royalistes. Le Ministre lui demanda de rédiger un mémoire sur les préparatifs d'une expédition. Puisaye s'exécuta et lui remit son travail le 3 octobre : il y exposait que les endroits les plus propices à une descente seraient ou bien un des points des côtes de la Manche, au choix du général anglais, depuis la baie de Cancale jusqu'à Paimpol, ou la baie de Saint-Brieuc ou enfin celle de Saint-Cast. La Loire serait surveillée à gauche par les insurgés vendéens, ce qui mettrait les troupes contre-révolutionnaires à l'abri du côté du Sud. Dans ces conditions, il n'y aurait à garder que l'intervalle entre Ancenis et Pontorson, soit 28 lieues, dont le cordon présenterait des positions très avantageuses. En même temps il faudrait menacer le Morbihan du côté de Port-Louis, Lorient et Quiberon, de

(1) *Ibid.*, vol. 2, livre septième, p. 239.

manière à tromper les troupes républicaines sur l'objet de l'expédition. Ensuite venait un aperçu des secours nécessaires : de l'argent, des armes, des habillements complets pour plus de trente mille hommes d'infanterie. L'expédition était urgente : pas d'autres délais que ceux qui seraient nécessités par les préparatifs. Mais, pour calmer les appréhensions de certains, il proposait que la campagne se fit en deux expéditions : la première serait confiée aux troupes anglaises. Les émigrés en corps seraient réservés pour la seconde qui aurait lieu au moment où les dissentiments et les craintes s'étaient évanouis, tous uniraient leurs efforts vers le but commun (1).

Le ministre anglais approuva la proposition. Mais de qui Puisaye tenait-il son mandat ? Au nom de qui parlait-il ? Peut-être au nom des princes, mais certainement pas au nom de tous les émigrés.

Dès que ses projets furent connus, il se forma contre lui une vive opposition à laquelle le nom de M^{sr} de La Marche contribua à donner du crédit. Du moins c'est le Comte qui l'affirme en s'en plaignant avec humeur : « La cause en était que le bon évêque de Léon, à qui le Gouvernement avait confié la répartition des secours, trompé comme on le sait (2) et emporté par son zèle peut-être au-delà des bornes de son ministère, n'avait pas cru devoir dissimuler son opinion aux personnes sur lesquelles il avait une juste influence. N'ayant d'autres données pour juger des desseins du Gouvernement britannique et de mes plans que les suggestions d'hommes qui ne les connaissaient pas plus que lui, il n'approuvait pas l'expédition projetée et il parlait comme il pensait (3). »

Il était exact que M^{sr} de La Marche se méfiait de Pitt : celui-ci n'avait-il pas témoigné jadis ses sympathies à la Révolution ? Quant à Puisaye, il connaissait trop son passé constitutionnel pour qu'il fit fond sur lui : d'ailleurs,

(1) Puisaye, *Op. cit.*, vol. 3, p. 64-78, *passim*.

(2) Il attribue l'attitude du prélat à l'influence exercée sur lui par un sieur de Nantiat qui, depuis la fin de 1793, l'aurait indisposé contre le gouvernement de Pitt.

(3) *Mémoires*, vol. 5, p. 143.

les agents qu'il employait ne lui inspiraient aucune confiance. Aussi écrivait-il au comte de Provence : « Je puis certifier qu'avant l'affaire de Quiberon, m'étant trouvé obligé de contrarier ses opérations, il m'a toujours mis au nombre des personnes qu'il lui croyait opposées et il n'a eu aucun rapport avec moi (1). » S'il n'avait tenu qu'à l'évêque de Saint-Pol, l'histoire n'aurait pas eu à enregistrer la triste affaire de Quiberon. Le 15 octobre 1794, Puisaye communiquait à Pitt un second mémoire où il exposait le même plan que dans le premier. Quatre jours après, M^{gr} de La Marche écrivait au Régent et, avec une clairvoyance que les événements ont rendue prophétique, il lui faisait part de ses appréhensions :

« Votre Altesse Royale sait sans doute déjà que le comte de Puisaye investi de vos pleins pouvoirs et de ceux de Monsieur, est à Londres. Il a vu plusieurs fois M. Pitt ; il l'a entretenu de ses vues sur les provinces de l'Ouest et, si j'en crois M. de Puisaye lui-même, il n'est pas sans espérance. Je sais, Monseigneur, que, dans de pareilles circonstances, la circonspection est un devoir ; mais, puisque Votre Altesse m'a autorisé à lui exprimer ma façon de penser, je ne pense pas y faillir en vous révélant ce qui se passe à Londres. M. de Puisaye a, je le crois, des intentions bonnes et assez de talent pour les mettre à exécution. J'ai lu le mémoire qu'il a adressé à M. Pitt et dont Votre Altesse Royale, ainsi que Monsieur, a dû recevoir un exemplaire. M. de Puisaye nous semble trop s'appuyer sur les Anglais. Les Anglais, par le voisinage de nos côtes, par nos dernières guerres maritimes et surtout par nos anciens souvenirs de guerres bretonnes contre eux, sont en exécution à tous les gentils-hommes et à tous les paysans bretons ; il y a entre eux et nous des haines de famille que la Révolution n'a pas encore eu le temps de prendre à sa charge. S'ils mettent le pied sur le littoral, je crains qu'ils ne rencontrent que des visages ennemis et qu'alors, au lieu de servir la cause de Dieu et du Roi, ils ne la compromettent encore davantage en réunissant dans le même vœu pour leur expulsion les Royalistes et les Révolutionnaires. M. le comte de Puisaye est un homme habile, j'en conviens ; mais il ne connaît ni l'esprit ambitieux des Anglais ni celui des Bretons mes compatriotes. Il ignore ce que c'est que de voir un drapeau étranger flotter sur ces rivages et, tout entier à son enthousiasme anglican, il se laisse dominer par une fausse idée. Votre Altesse Royale sait par M. le duc d'Harcourt que M. Pitt travaille plutôt dans les intérêts de son pays que dans

(1) Lettre du 3 janvier 1798, Arch. des Aff. Etr., vol. 594, Doc. 4.

ceux de l'Europe menacée d'une conflagration révolutionnaire. Les hommes les plus clairvoyants de l'émigration partagent complètement cette idée, et Votre Altesse Royale a trop de perspicacité dans l'esprit pour ne pas se l'être déjà plus d'une fois avoué. Les Anglais ne serviront la France qu'à leur point de vue. C'est leur intérêt de commerce et de nation. Je crois qu'ils y seront fidèles. Ils ont pour nous des égards, mais ils ne chercheront pas à aller au-delà ou alors ce sera au préjudice de la France, et par conséquent à celui du Roi votre neveu et des Royalistes.

Si les Anglais sont sincèrement les amis de votre régence, qu'ils fassent passer des armes et de l'argent à M. M. de Charette et Stofflet qui commandent en Vendée ; que les mêmes envois soient adressés en plus grand nombre à M. de Puisaye en Bretagne et aux autres corps qui ne dépendent pas de son commandement ; mais il ne faut pas qu'ils se montrent dans l'intérieur des terres : leur aspect changerait la reconnaissance en hostilité. Le bon M. Windham comprend toutes ces choses ; mais M. de Puisaye est dans les eaux de M. Pitt, et je redoute avec beaucoup de bons esprits qu'il n'y ait dans toutes ces manœuvres quelque chose comme une perfidie (1). »

Le comte de Provence n'ignorait pas que les Anglais étaient des associés peu désintéressés ; de plus, il les savait prévenus contre lui depuis l'affaire de Toulon (2). Aussi n'était-il pas difficile de le convaincre et il est probable qu'il partageait les vues de M^{gr} de La Marche. Quant au comte d'Artois, il aurait autorisé Puisaye à tout entreprendre et à tout faire. Le général royaliste s'abandonna complètement à Pitt et on a prétendu que le Ministre vit en lui un ambitieux qui pouvait inconsciemment servir les intérêts britanniques. Il fut décidé qu'une flotte déposerait sur la côte les émigrés en armes et appuierait le pays soulevé. Le Cabinet de Saint-James chargea Puisaye du commandement en chef du corps des émigrés ; mais des instructions que les uns ont attribuées au comte d'Artois, les autres aux lords de l'Amirauté — Forneron parle même d'une influence occulte — donnèrent pleins pouvoirs à d'Hervilly. La division était inévitable. L'expédition put bien débarquer sous la protection de canonnières anglaises, mais des tergiversations donnèrent le

(1) Lettre de M^{gr} de La Marche au Régent de France à Vérone, 19 octobre 1794. Crétineau-Joly, *Histoire de la Vendée militaire*, t. III, p. 187.

(2) Forneron, *Histoire générale des Emigrés*, pp. 38, 105, t. II.

temps à Hoche de concentrer ses troupes. Un second détachement qui s'était formé à Hanovre et qui comprenait quinze cents Français sous le commandement de Sombreuil ne fit qu'embrouiller la situation ; enfin, pour des raisons encore mal expliquées, Charette et ses Vendéens n'arrivèrent pas à temps (1) et ne purent par suite opérer leur jonction avec les émigrés qui furent cernés dans la presqu'île de Quiberon et anéantis le 15 juillet 1795.

Sur qui doit-on rejeter le désastre ? Si le calcul et la préméditation ne sont pas prouvés du côté des Anglais, toutes les apparences font croire qu'ils ne mirent ni empressement ni élan à activer l'expédition ; leur intervention semble n'avoir été ni nette ni franche. Certains veulent que la défaite ait été déterminée par la trahison d'une partie du régiment d'Hervilly. D'autres attribuent à Puisaye la plus grande partie des responsabilités. Mais celui-ci se défend à son tour en disant qu'il fut victime de la jalousie des membres de l'Agence royaliste de Paris qui jeta des soupçons sur sa fidélité dans l'esprit de d'Hervilly.

Pourtant tout n'était pas perdu. La Vendée s'agitait encore et on prépara une nouvelle tentative royaliste à laquelle prirent part des émigrés qui n'avaient pas été de la première expédition. Il s'agissait cette fois de rejoindre Charette. Le *Journal* de Danloux nous fait assister aux préparatifs de cette nouvelle campagne, mais M^{gr} de La Marche fondait peu d'espoir sur elle parce que, disait-il, « elle se faisait par parcelles (2) ».

Dans les premiers jours d'octobre, la présence du comte d'Artois était signalée du côté de Belle-Ile ; le 12, on annonçait faussement sa jonction avec Charette ; le 16, l'Evêque déclarait qu'il doutait fort qu'il débarquât (3). Ces délais ne se comprenaient pas et faisaient dire que cette fameuse descente dont on parlait tant, était sans cesse

(1) L'abbé Robert dans son ouvrage sur *Quiberon*, p. 227, parle d'une lettre écrite le 17 juillet par Charette à d'Artois pour lui dire de se méfier de Puisaye et des Anglais.

(2) *Journal* de Danloux, p. 283.

(3) *Ibid.*, p. 290.

annoncée, toujours retardée et jamais effectuée. Après une série de contre-temps, des ordres venus de Londres enjoignirent au commandant anglais de regagner la côte. Le Prince arriva dans les eaux d'Ecosse à bord du *Jason* le 6 janvier 1796 (1) ; il se retira à Edimbourg dans le vieux palais d'Holyrood que l'Angleterre mit à sa disposition. Peu après, la Vendée succombait définitivement avec son chef Charette.

Granville, Quiberon et l'île d'Yeu ! Trois désastres retentissants pour la cause royaliste, trois étapes malheureuses qui eurent leur douloureuse répercussion sur le cœur de M^{gr} de La Marche. La défaite de Granville avait déjà fortement ébranlé sa confiance dans les Anglais ; celle de Quiberon la lui enleva tout à fait (2). Dans cette dernière affaire, il avait perdu le mari de sa nièce du Quengo et il lui fallait consoler la jeune veuve, demeurée seule avec une petite fille de deux ans et un enfant de trois mois (3).

Désormais le ton de ses lettres montre que son opinion sur la politique de ses hôtes ne se modifia pas jusqu'à la fin. Il n'entretint pas plus d'illusions sous les ministères d'Addington et de Grenville que sous le gouvernement de Pitt. En 1803, il annonçait à du Plessis que son parent de Trogoff avait voulu prendre du service en Angleterre, mais qu'en venant sur les lieux, il avait compris combien ce pays était peu favorable aux étrangers (4). L'année suivante, il écrivait au sujet du projet d'alliance offensive et défensive entre la Grande-Bretagne et les puissances du Nord : « Je ne vois rien à faire dans ce pays pour les hommes de bonne volonté (5). » Puis, lorsque le comte d'Artois partit pour l'entrevue de Calmar : « Je ne sais pas, dit-il, ce qui arrivera : en tous cas, je tiens pour

(1) La date du 6 janvier est donnée par le *Gentleman's Magazine*, 1796 January.

(2) D'après une lettre de M. de Troërin, ancien vicaire de M^{gr} de La Marche et émigré, à M^{gr} de Dombideau, 13 janv. 1806. (Arch. Ev. Quimper).

(3) *Journal de Danloux*, p.p. 283 sqq

(4) Lettre au comte du Plessis-Parscau, 1803, sans mention de mois.

(5) *Ibid.*, 10 août 1804.

certain que ce que nous désirons ne peut pas arriver ici (1). » Sa dernière lettre, qui est du 4 septembre 1806, le montre dans les mêmes sentiments : il doute fort que l'Angleterre se décide à faire des sacrifices pour la cause des agents royalistes.

Cette manière de voir montre bien l'indépendance d'esprit de celui qui l'exprimait ; elle s'accordait d'ailleurs avec ses actes. Elle ne rend que plus sincères les éloges sans restriction qu'il faisait des Anglais lorsque, dans des écrits publics, il signalait à l'admiration universelle leurs œuvres de secours. Mais son tempérament de gentilhomme breton se révoltait devant leur politique toute de calcul poursuivie avec une continuité de vues qui le déconcertait. Aussi sa patience ne savait pas toujours se contenir en face des difficultés qu'il voyait se dresser contre la réalisation de son rêve : le rétablissement des Bourbons sur le trône de leurs pères.

II

Le 31 octobre 1797, le comte de Provence écrivait de Blackenberg la fameuse lettre où il exposait tout un plan de mission politique et religieuse. Il y faisait part de son intention de diviser le royaume en cinq grandes zones dont il désirait confier la direction à cinq prélats de son choix. Cette mission devait, dans ses intentions, être plus politique que religieuse et étrangère à la juridiction de chaque évêque dans son diocèse. Les cinq dignitaires ecclésiastiques qu'il voulut honorer de sa confiance étaient : les archevêques de Reims et de Toulouse, les évêques de Saint-Pol-de-Léon de Clermont et de Boulogne :

« Il sera nécessaire, leur écrivait-il confidentiellement, que les ecclésiastiques qui obtiendront votre confiance pour la mission purement politique, soient en même temps revêtus de celle qui est purement religieuse, afin que celle-ci serve de voile à l'autre... »

(1) *Ibid.*, 1804, sans mention de mois.

Dans une note annexée, il donnait l'aperçu de ses intentions et priait ses destinataires de lui envoyer leurs réflexions sur le plan soumis à leur examen : « Je désire, disait-il dans ce plan, que les ecclésiastiques soutiennent parmi mes sujets l'esprit monarchique en même temps que l'esprit religieux ; qu'ils les pénètrent de la connexion intime qui existe entre l'autel et le trône et de la nécessité qu'ils ont l'un et l'autre de leur appui mutuel ; qu'ils leur disent bien que l'Eglise catholique, sa discipline, sa hiérarchie, cet ordre merveilleux qui, pendant tant de siècles, l'ont conservée pure de toutes erreurs, ne se lie bien qu'à la monarchie et ne peut exister longtemps sans elle ; enfin qu'ils leur démontrent que, comme sans la religion ils ne peuvent compter sur le bonheur dans l'autre vie, de même sans la monarchie, ils n'en peuvent espérer aucun dans celle-ci. » Il abordait ensuite la question du serment de haine à la royauté : « Je ne parle pas des assemblées primaires et de la nécessité d'engager les gens de bien à y assister en foule ; afin que de bons choix aient lieu partout, je paraîtrais exiger des prêtres fidèles qu'ils conseillent ce serment qui peut seul en ouvrir l'entrée, et je ne blesserai point ainsi la pureté du caractère ecclésiastique. Mais je ne dissimule pas que je chargerai mes agents civils de répandre parmi le peuple que j'autorise mes sujets à le prêter, si la tyrannie conserve la force de l'exiger, soit pour assister aux assemblées primaires, soit pour remplir des fonctions publiques. Comme c'est moi surtout qu'il intéresse, il me paraît que cette précaution suffira pour lever tous les scrupules de la délicatesse et même de la conscience... »

Après avoir protesté de ses sentiments de loyalisme, M^{gr} de La Marché exposa dans ses « Observations » les difficultés qu'offrait le plan proposé : elles résultaient, d'après lui, des délais que son exécution entraînerait, des obstacles qu'il rencontrerait et des inconvénients qu'il produirait.

Il faudrait un temps très considérable pour organiser la mission religieuse dans tous les diocèses du royaume ; il en faudrait infiniment davantage pour choisir parmi

les missionnaires de l'Évangile des apôtres de la royauté : le fruit que l'on espère recueillir de cet établissement serait détruit d'avance par le temps qui s'écoulerait avant qu'il fût formé.

La persécution ouverte contre les ecclésiastiques fidèles, la surveillance sévère qui les entoure, les ténèbres dont ils sont obligés de s'envelopper, les difficultés insurmontables qu'ils éprouvent pour communiquer entre eux et plus encore avec leurs évêques, tout s'oppose à ce qu'ils puissent former des associations régulières et travailler de concert en faveur des missions sous la direction de leurs évêques. Fût-il possible de surmonter tant d'obstacles, les inconvénients qui résulteraient du projet, comparés surtout avec les avantages que l'on peut s'en promettre, devraient le faire abandonner :

On se flatterait vainement de dérober à l'évêque diocésain la connaissance de la mission politique établie dans son diocèse et dirigée par un évêque étranger. De là une source de mécontentements, de plaintes, de divisions, d'autant plus féconde que l'évêque diocésain ne verrait dans la conduite de son confrère qu'une usurpation de ses droits.

L'évêque chargé de la mission politique dans un diocèse étranger pourrait se trouver en contradiction avec l'évêque diocésain, sinon sur les principes, du moins dans la manière de les appliquer, et sûrement sa doctrine serait souvent contraire à celle des agents civils qui travailleraient en même temps au même objet, mais dans d'autres vues. Il serait impossible qu'un secret confié à tant de personnes fût inviolablement gardé par toutes ; il percerait bientôt et le Directoire, instruit de l'établissement de cette mission royale, n'éteindrait sa rage que dans le sang du dernier des ministres de la religion chrétienne. Serait-il sage l'évêque qui oserait exposer le clergé à la plus affreuse persécution ?

Enfin il n'y aurait que peu de bien à espérer de la mission politique. Les Français se divisent en quatre classes : jacobins, républicains, indifférents, royalistes. Il n'y a rien à faire dans la première, tout est fait dans la quatrième,

les meilleurs missionnaires pour la seconde, ce sont les tyrans de la première ; ce n'est donc que dans la troisième que des missionnaires politiques trouveraient une ample moisson à faire. Mais avant de tirer les indifférents de leur apathie sur l'article de la royauté, il faudrait ranimer dans leur cœur le zèle de la religion. C'est donc de missionnaires apostoliques qu'ils ont besoin en premier ordre, et ceux-ci ne laisseraient rien à faire aux autres : car on ne peut prêcher la religion, sans prêcher en même temps la fidélité envers le souverain légitime.

Aux observations sur le plan en lui-même, M. l'évêque de Saint-Pol en ajoute sur le point de savoir si le Roi peut autoriser ses sujets fidèles à prêter le serment de haine à la Royauté. Il décide que le serment, même autorisé par le Roi, serait néanmoins et un blasphème, puisqu'il aurait un objet mauvais en soi, et un parjure, puisque le cœur ne serait pas d'accord avec la bouche. Or, l'autorisation donnée par le Roi pour commettre un tel acte, produirait un scandale, deviendrait d'un pernicieux exemple, donnerait une opinion fâcheuse de sa bonne foi et des principes religieux ; d'où il résulte qu'elle serait également immorale et impolitique (1).

Ce serment comportait l'obligation de ne rien faire ni dire, ni écrire qui pût mener ou tendre à l'extinction de la République. Une grande partie du clergé demeuré en France se rangeait à l'avis de l'abbé Emery : le Supérieur des Sulpiciens déclarait qu'il était licite de faire cette concession au gouvernement établi, en considération des avantages qui en résulteraient pour l'exercice du culte. Mais les évêques émigrés ne partageaient pas cette opinion. Le serment de haine était une aggravation de la promesse de soumission aux lois de la République qu'on avait exigée des prêtres en 1795 et, à cette époque, il y avait eu unanimité parmi les évêques résidant à Londres sur le caractère illicite de ce serment : « *The Bishops in London*

(1) Analyse des « Observations de M. l'évêque de Saint-Pol sur le plan d'une mission religieuse et civile », 1798. Arch. Aff. Etr., vol. 594, Doc. 29. La lettre du comte de Provence est conservée dans le volume 592, Doc. 116, mêmes Arch.

declare it unlawful (1). » Toutefois, comme plusieurs prêtres restés en France avaient promis soumission et obéissance aux lois, ces prélats pensaient que, pour éviter un schisme, il n'y avait pas lieu de les inquiéter (2). Mais ils jugèrent qu'aucune concession n'était possible en ce qui concernait le serment de haine à la Royauté. En s'élevant avec force comme il le fit contre ce serment. M^{sr} de La Marche était pleinement d'accord avec tous ceux de ses confrères qui étaient réfugiés en Angleterre et en Allemagne (3). Son opinion ne varia jamais par la suite : en 1801, il déclarait faire sienne la profession de foi de son ami et ancien condisciple, M^{sr} de Barral, évêque de Clermont qui, à propos de la même question, disait que la vue des plus grands maux à éviter ne saurait jamais excuser une promesse de fidélité à des lois injustes (4).

Sur l'attitude à tenir en face des événements qui avaient changé le système politique de la France, les Princes étaient souvent divisés, et chacun avait ses partisans et ses détracteurs. Des favoris s'agitaient autour d'eux, créaient des dissentiments et des rivalités. A l'époque où nous sommes, le Prétendant n'avait pas la faveur des intransigeants qui ne lui pardonnaient pas son émigration tardive et lui reprochaient ses tendances libérales ; ils le desservaient en disant qu'il était sympathique aux constitutionnels et plus partisan d'une république puissante que d'une monarchie mutilée. Ils craignaient qu'il ne consentît à rentrer aux prix de concessions au régime nouveau. Le Prince était fatigué de sa vie errante. Son long exil avait été marqué par de douloureuses étapes. Nulle part il n'avait trouvé d'asile assuré ; il avait dû fuir de Vérone à Blankenberg, de Blankenberg à Mittau, de Mittau à Varsovie, subissant tour à tour une hospitalité

(1) Bishop Douglas' Diary, 1796 December.

(2) *Ibid.*, 1796 December.

(3) *Ibid.*, 1799 January 21.

(4) D'après la copie d'une lettre de M^{sr} de La Marche conservée dans les papiers de M. l'abbé de Poulpiquet (Presbytère de Plouguerneau).

onéreuse à ses hôtes, quittant les unes après les autres des cours où sa présence causait des difficultés. Sans cesse les puissances opposaient des obstacles à son désir d'activité, et bien qu'elles semblassent indifférentes au rétablissement des Bourbons, la cause de ces derniers n'en passait pas moins pour liée à celle de l'étranger. Un grand nombre d'émigrés étaient las de l'exil : c'étaient tous ceux qui, après tant de misères, de déceptions et d'humiliations, avaient vu les illusions tomber avec le temps ; c'étaient encore ceux qui espéraient rentrer en France à la faveur des lois plus adoucies et récupérer les biens qu'ils avaient laissés après eux.

Les ultra-royalistes au contraire se groupaient autour de la personne du frère puiné. D'Artois était le plus compromis des émigrés : il avait fui le premier ; il avait organisé le camp de Coblenz. Il faisait rêver à de glorieux combats, promettait toujours la victoire et parlait sans cesse de se mettre à la tête de la noblesse. Ses bouillantes déclarations contrastaient avec la prudente circonspection de son frère. Ses idées très absolutistes plaisaient aux évêques qui voyaient dans la révolution des principes destructeurs de l'ordre social et religieux et qui pensaient que ce serait un crime de composer avec le gouvernement établi.

D'Edimbourg, le Prince entretenait une « correspondance suivie » avec M^{sr} de La Marche : C'est l'Évêque lui-même qui le déclare au comte de Provence (1). Leurs relations étaient des plus cordiales. Un jour, c'est le fils du comte d'Artois, le duc d'Angoulême, qui descend chez lui à Londres (2). Une autre fois, c'est le Prince lui-même qui se fait accompagner du prélat pour visiter les écoles françaises de la capitale (3). Les sujets politiques étaient surtout l'objet de leurs préoccupations. Les Archives du Ministère des Affaires Etrangères contiennent une lettre dans laquelle Monsieur demande à l'Évêque d'être

(1) Lettre du 3 janvier 1798. Arch. Aff. Etr., vol. 594, Doc. 4.

(2) *Journal* de Danloux à la date du 29 avril 1796.

(3) Lubersac, *Op. cit.*, p. 115 et B. Douglas' Diary, 1800 March 8.

l'intermédiaire de la correspondance secrète d'un de ses agents (1). Quand ils se rencontraient à Londres, ils échangeaient des vues sur la situation politique et religieuse. Ecrivant à du Plessis le 28 décembre 1804, M^{sr} de La Marche lui annonce qu'il relève de maladie et qu'il vient de faire sa première sortie pour aller voir Monsieur : « Nous avons, dit-il, causé en tête-à-tête pendant longtemps sur différents objets politiques et pieux, car rien de plus édifiant que sa conduite et ses principes religieux. Il est parti ce matin pour la campagne avec le duc de Berry, le duc de Sérent, le duc d'Harcourt, le baron de Roll et le chevalier de Puységur, son capitaine de gardes. Il m'a beaucoup parlé du Roi et de ses excellents principes sous tous les rapports (2). » Ceci se passait deux mois après l'entrevue de Calmar où les Princes avaient concerté le plan d'une protestation contre la proclamation de l'Empire. Le comte de Provence était parti de Grodno pour les ports de Suède où s'était également rendu le comte d'Artois, et l'Évêque avait attaché beaucoup de prix à ce rendez-vous qui, pensait-il, donnerait aux deux frères l'occasion de se rapprocher davantage : « Il ne peut, avait-il déjà écrit à son correspondant résulter qu'un bon effet de cette entrevue. Elle sera satisfaisante pour Monsieur qui, depuis sept ans, n'a pas vu son frère et sera bien aise de revoir son fils et de faire connaissance avec sa bru qu'on dit qu'il ne connaît pas. Quant aux objets politiques, il est bon de se voir pour s'entendre, et il peut être avantageux que Monsieur se fasse connaître où il a paru dans diverses circonstances qu'on ne le connaissait pas (3).... »

Ces lettres sont bien révélatrices des préférences de M^{sr} de La Marche. Il est facile après cela d'expliquer le geste du comte d'Artois courbant la tête sous la bénédiction de l'Évêque mourant : « Touchante et dernière entre-

(1) Lettre du comte d'Artois à l'évêque de Saint-Pol, 14 octobre 1798. Arch. Aff. Etr., vol. 594, p. 458.

(2) Il parle encore d'entretiens avec le comte d'Artois dans les lettres du 2 décembre 1803 et du 15 janvier 1804 à du Plessis.

(3) Lettre à du Plessis, sans mention de date.

vue, fait remarquer du Châtelier qui raconte ce trait, et qui nous montre dans le prince un humble sujet de Jésus-Christ, et dans le pontife, un sujet soumis et fidèle à son prince jusqu'au dernier soupir (1). »

Pendant longtemps, des dissentiments avaient existé dans le camp royaliste. Il y avait la fraction de ceux qui croyaient que la manière forte réussirait seule à relever le trône, et il y avait la fraction de ceux qui comptaient sur un revirement de l'opinion en France. Le Prétendant voulait mettre en œuvre des moyens qui répugnaient à son frère. Le baron Dandré, qui était à la tête de son agence royaliste de Paris, cherchait à gagner d'anciens membres de la Constituante et plusieurs députés du Conseil. L'agence avait en Allemagne une ramification que le Comte d'Artois essaya de briser. Un Conseil royal fut aussi institué : il était composé de douze personnes dont les pouvoirs s'étendaient à tout le pays et qui avaient pour mission de préparer une restauration en promettant que l'on ferait peu de changements dans l'administration. Le Prétendant avait confié la présidence de ce Conseil au prince de la Trémoille et l'organisation à l'abbé de la Marre (2). L'évêque de Saint-Pol portait sur ce dernier un jugement sévère quand il écrivait à du Plessis, quelques années après, qu'il serait à souhaiter qu'il ne fût plus question de lui (3).

D'autres, pendant ce temps, travaillaient pour le comte d'Artois. En Angleterre, Pichegru intriguait et, sur les instructions de Cadoudal, se préparait à tenter un soulèvement dans la Vendée, pendant que le général Willot était chargé, avec l'appui de l'armée autrichienne, de soulever les provinces du Midi (4). On sait le sort qui fut destiné à ces tentatives.

(1) *Oraison Funèbre*, p. 46-47.

(2) D'après Caudrillier, *La trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'Est avant fructidor*, Thèse de Doctorat 1908, p. 324, et *Thèse Compl.*, p. 38.

(3) *Lettre du 28 février 1806.*

(4) Caudrillier, *Op. cit.*

III

Les Bourbons pouvaient-ils compter sur le concours des puissances ? En 1798, M^{sr} de La Marche donnait son avis à ce sujet au comte de Provence. Il pensait qu'il était probable que la guerre se rallumerait et que les puissances se réuniraient « pour arrêter les progrès alarmants de la liberté française et les invasions de la prétendue République ». Il n'y aurait pas d'espoir de gagner à la cause royaliste les troupes françaises si celles-ci étaient victorieuses, mais il y en aurait beaucoup si elles étaient battues. La Grande-Bretagne avait des flottes nombreuses, 45.000 hommes de troupes de lignes et plus de 250.000 hommes de milice tant à pied qu'à cheval. Elle pourrait porter 20.000 hommes aux endroits voulus, mais il était douteux qu'elle se décidât à les envoyer en France, à moins qu'il ne s'agît de seconder une armée gagnée au parti du Roi. Quant à l'empereur de Russie, il n'interviendrait que s'il était assuré de la coopération active et loyale du roi de Prusse. « Au surplus, ajoutait l'Évêque, un pouvoir qu'on a laissé s'accroître au point où est parvenu celui qui domine en France, ne laisse que des conjectures très incertaines à la sagacité des plus habiles politiques ; sa marche imprévue peut déranger les calculs et les marchés de toutes les autres puissances (1). »

Rien ne semblait donc annoncer qu'une restauration fût prochaine. Pourtant cette année 1798 fut marquée par des succès anglais : l'amiral Jervis vainquit au cap Saint-Vincent les Espagnols alliés de la France, et Nelson remporta sur l'escadre française la victoire d'Aboukir. On prêtait alors à Bonaparte, qui faisait sa campagne d'Égypte, l'intention de se rendre aux Indes pour soutenir Tippoo-Saëb en révolte contre les Anglais. Une nouvelle coalition se forma dans laquelle entraient l'Autriche, l'Angleterre, la Russie, le royaume de Naples et la Turquie.

(1) Lettre au comte de Provence, 29 janvier 1798. Aff. Etr., vol. 595, pièce 26.

Après la conquête de l'Égypte et l'expédition de Syrie, Bonaparte était rentré en France et s'était emparé du gouvernement. A peine en possession du pouvoir, il fit part au roi d'Angleterre de ses intentions pacifiques. Pitt répondit que la première condition de la paix serait la restauration des Bourbons : c'était la continuation de la guerre.

La reprise des hostilités fut d'abord favorable à l'Angleterre qui occupa Malte de nouveau et bloqua l'Égypte le 25 septembre 1800. Mais le génie militaire du Premier Consul détruisit bien vite les espérances des alliés et amena la rupture de la coalition. Pitt, qui était en même temps aux prises avec les difficultés soulevées par la question d'Irlande, donna brusquement sa démission. Addington qui lui succéda engagea avec la France les préliminaires d'une entente : cinq mois de pourparlers aboutirent au traité d'Amiens le 21 mars 1802.

La cessation des hostilités fut accueillie dans les deux pays avec le soulagement que l'on ressent après un terrible cauchemar de huit années. Mais si tout le monde en Angleterre « était content du traité, personne n'en était fier (1) ». La Grande-Bretagne restituait à la France toutes ses récentes conquêtes, sauf Ceylan et la Trinité, rendait l'Égypte à la Turquie et l'île de Malte aux Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. George III renonçait aux fleurs de lis et au titre de roi de France que ses prédécesseurs avaient porté depuis la guerre de Cent-Ans. Bonaparte sortait de la lutte plus fort que jamais et l'ère des Bourbons paraissait irrévocablement close. Avec la paix extérieure coïncidaient le retour de l'ordre, l'adoucissement des lois de prescription et le rétablissement officiel du culte catholique en France.

Le traité d'Amiens ne fut qu'un rayon de soleil entre deux tourmentes. Bonaparte était pour les Anglais un voisin trop inquiétant. La Révolution française n'avait pas eu d'intentions de conquêtes, dit l'historien Green, elle voulait simplement soustraire les peuples au joug des

(1) Green, *History of England*, p. 795.

rois, tandis que le Premier Consul avait le dessein de dominer tout l'Occident. C'est pourquoi, si pendant les guerres de la Révolution, les Whigs et les Tories ne furent pas toujours d'accord pour engager la lutte contre le peuple français, ils s'unirent comme un seul homme contre Bonaparte. Mais il faut ajouter à l'observation de l'historien que si l'ambition de Bonaparte constituait un danger pour ses compatriotes, la négligence de ces derniers à exécuter les clauses du traité rendait la paix impossible (1).

Au début de 1803, on parlait de la reprise des hostilités, mais M^{gr} de La Marche n'y croyait pas : « Je ne pense pas, écrivait-il à du Plessis le 25 février, qu'on ait encore la guerre. Bonaparte n'est pas en état de la faire en ce moment... Il pouvait espérer qu'il y aurait de la division dans le Parlement, mais voyant tous les partis unis, il s'adoucirait. » Cependant, le 28 mars, le Parlement accordait à George III les subsides nécessaires pour soutenir la guerre et, le 16 mai, un message royal annonça que la paix était ouvertement rompue.

Les préparatifs du camp de Boulogne réveillèrent les craintes des émigrés : Cent cinquante mille hommes devaient passer la Manche et envahir la Grande-Bretagne avant que Pitt eût soulevé contre la France la moitié de l'Europe. M^{gr} de La Marche, en annonçant à son corres-

(1) Au nombre des causes de la rupture du traité d'Amiens, Pol de Courcy indique le refus qu'opposa le Cabinet de Saint-James à la demande qui lui fut faite par le Gouvernement français de chasser l'évêque de Léon du territoire britannique. M. Sageret, dans son ouvrage très documenté *Le Morbihan sous le Consulat* (5 vol., Paris, Picard, 1917), dit qu'en mai 1802, le bruit se répandit dans le Morbihan que M^{gr} de la Marche, de concert avec Georges Cadoudal, faisait circuler dans ce département des papiers contre le Concordat. Il s'ensuivit une correspondance entre Talleyrand et son chargé d'affaires à Londres, Otto. Le ministre français réclama l'expulsion des Iles-Britanniques des anciens évêques de Saint-Pol-de Léon et d'Arras et de « tous ceux qui, comme eux, sous prétexte de religion, cherchent à jeter du trouble dans l'intérieur de la France ». Mais comme les papiers incriminés n'étaient vraisemblablement autre chose que le *Mémoire* justificatif des évêques non démissionnaires, le Cabinet britannique ne voulut pas admettre que les griefs du Gouvernement français fussent fondés.

pendant que l'expédition devait avoir lieu le 6 décembre, rapportait une conversation d'un ministre anglais avec un général : « Ce dernier, disait-il, a traité de folie l'expédition, assurant qu'elle aurait lieu, puisque Bonaparte se l'était mis en tête. C'est l'opinion de tous les Français qui raisonnent. Il n'y a que le soldat qui est exalté par l'espoir du butin. On presse les impôts avec rigueur ; tout le monde est mécontent ; personne n'est payé excepté tout ce qui a rapport à l'expédition qui doit être prête pour le 6 de ce mois (1). » Le 6 arriva et l'Angleterre ne fut pas envahie. Quelques jours plus tard, l'Évêque écrivait : « Je ne doute pas que Bonaparte ne sente l'extravagance de son projet et c'est pour tâcher de s'en tirer sans se discréditer que l'on dit qu'il fait faire à l'Angleterre par les deux empereurs les offres les plus avantageuses pour faire la paix. Si cela est vrai, il resterait à craindre que les ministres actuels ne se laissassent séduire et ne donnassent dans le panneau une seconde fois (2). »

Ici nous surprenons sous la plume de l'évêque une réflexion que ne saurait excuser sa haine contre la Révolution et Bonaparte, car il les confondait tous les deux et les unissait dans un même anathème. Il ne voyait pas de crime à ce qu'on se servît des armes pour les combattre et les détruire. C'est ce qu'il écrivait un jour au comte de Provence : « La Révolution ayant employé deux moyens pour s'implanter et se maintenir dans le pays : les armes et l'argent, il ne suffira pas de la force de l'opinion ni des efforts combinés des royalistes pour opérer le changement que nous désirons avec tant d'ardeur. La contre-révolution ne peut se faire que par les mêmes moyens (3). »

Ces paroles ne s'expliquent que par son indéfectible passion pour la cause du Roi. Les Bourbons représentent la France, et la patrie est là où ils sont. Telle était sa maxime. « La Révolution n'avait pas encore dégagé avec une singulière puissance l'image d'une France, d'une

(1) Lettre à du Plessis, 2 décembre 1803.

(2) *Ibid.*, 10 décembre 1803.

(3) Lettre citée du 29 janvier 1798 au comte de Provence.

existence nationale indépendante de la destinée des Bourbons. Le pays s'était à ce point incarné, absorbé dans la royauté, que le patriotisme semblait être attaché moins au sol qu'à la famille royale (1) ».

La paix ne vint pas. Pitt qui avait repris le pouvoir depuis la déclaration de guerre, se tourna vers l'Autriche et organisa la troisième coalition. Après Trafalgar, Napoléon abandonna le projet de la descente en Angleterre et se jeta sur le Rhin. Alors ce fut l'étonnante succession de ses victoires. Depuis longtemps la fortune lui souriait. L'Empire avait été proclamé le 18 mai 1804 : « Je ne sais, écrivait l'Évêque, ce que la Providence destine à notre malheureuse patrie. Je suis honteux pour elle de la voir se laisser bernier par tout ce qu'on lui promet et avilir par tout ce qu'elle souffre qu'on fasse, et qu'elle voit en silence le groupe de flatteurs entourant l'idole proclamer celle-ci comme le résultat de son vœu général et de son amour enthousiaste pour le tyran qui l'opprime (2). »

Entre Napoléon et lui le fossé s'était élargi depuis deux ans, car l'Empereur n'était pas seulement à ses yeux un usurpateur, il était aussi l'auteur du Concordat.

(1) Sicard, *Le Clergé de France pendant la Révolution*, t. III, p. 185.

(2) Lettre à du Plessis, 8 juin 1804.

CHAPITRE SIXIÈME

AUTOUR DU CONCORDAT

- I. — LA NOUVELLE DU CONCORDAT A LONDRES. — LA QUESTION DES DÉMISSIONS. LE BREF *Tam multa* (15 AOÛT 1801) ET LA LETTRE D'ENVOI DE MST ERSKINE. — AVANT LA PUBLICATION DU BREF : L'IDÉE DE MST DE LA MARCHE : PAS D'ACTION ISOLÉE, MAIS ENTENTE DES ÉVÊQUES EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE RÉPONSE COLLECTIVE. — APRÈS LE BREF : LES RÉUNIONS CHEZ L'ARCHEVÊQUE DE NARBONNE. LES DEUX THÈSES EN PRÉSENCE : LE PARTI DE LA SOUMISSION (BOISGELIN.....) ; LE PARTI DE LA RÉSISTANCE (DILLON.....). LES HÉSITATIONS DE MST DE LA MARCHE. IL SE RANGE DU CÔTÉ DES OPPOSANTS. LA RÉPONSE DES 14 ÉVÊQUES NON DÉMISSIONNAIRES (27 SEPTEMBRE 1801).
- II. — NOUVELLES INSTANCES DU PAPE : SA LETTRE DU 11 NOVEMBRE 1801. MISSION DE MST DOUGLAS AUPRÈS DES OPPOSANTS. RÉDACTION PAR CES DERNIERS D'UN MÉMOIRE (23 DÉCEMBRE) AUQUEL ADHÈRENT LES ÉVÊQUES D'ALLEMAGNE.
- III. — LETTRE DE MST DE LA MARCHE A PIE VII (15 MARS 1803). SA *Dissertation sur l'article XIII du Concordat*. RÈGLES PRATIQUES A L'ADRESSE DES DÉTENTEURS DES BIENS D'ÉGLISE.
- IV. — LES MANIFESTES COLLECTIFS DE L'OPPOSITION : LES *Réclamations Canoniques* (6 AVRIL 1803) ; LA *Déclaration sur les Droits du Roi* (8 AVRIL 1804) ; LA *Suite des Réclamations...* (15 AVRIL 1804). — LES ÉVÊQUES ET LE BLANCHARDISME. — LETTRE DE MST DE LA MARCHE A SON CLERGÉ ET A SES FIDÈLES (4 SEPTEMBRE 1802) POUR LEUR TRACER LA LIGNE DE CONDUITE A SUIVRE EN FACE DU NOUVEAU STATUT DE L'ÉGLISE DE FRANCE. CONCLUSION : EXPlication DE SON ATTITUDE.
- V. — SES DERNIÈRES ANNÉES. SA MORT. LE TRANSFERT DE SES RESTES A SAINT-POL.

I

Le 5 avril 1800, on apprit à Londres l'élection de Pie VII (1) et au mois d'août, on fut informé que Bonaparte avait entamé des pourparlers avec le Saint-Siège pour rétablir le culte catholique (2). Le Bref du Pape qui

(1) Bishop Douglas' Diary.

(2) *Ibid.*

annonçait aux évêques l'ouverture des négociations porte la date du 13 septembre, mais il ne fut communiqué que le 20 novembre aux 17 prélats résidant alors à Londres (1). Pendant tout le cours des négociations Rome garda le silence. Les pourparlers furent très laborieux, menaçant à différentes reprises de se rompre ; il fallut l'activité extraordinaire et l'habile diplomatie de Consalvi pour aboutir à un accord. Le Concordat fut signé le 15 juillet 1801. La nouvelle convention présentait des avantages incontestables. Les décrets révolutionnaires étaient rapportés, le schisme constitutionnel éteint, la liberté du culte proclamée ; la religion catholique recevait la protection de l'Etat, le clergé jouissait d'une existence légale et était assuré des moyens de subsistance. Mais le Saint-Siège de son côté s'engageait par l'article 13 à ne pas inquiéter les détenteurs des biens ecclésiastiques aliénés ; par les articles 2 et 3, il acceptait une nouvelle circonscription des diocèses. Comme certains de ceux-ci étaient supprimés, il serait nécessaire d'obtenir la démission ou le consentement de ceux qui les occupaient. L'entreprise était lourde ; il y aurait des résistances à vaincre ; il faudrait amener les constitutionnels à se soumettre et les anciens titulaires à démissionner.

On vint à bout des constitutionnels. Le Pape les fit inviter par son légat Caprara à rentrer dans le sein de l'Eglise, à quitter des sièges qu'ils détenaient sans l'institution canonique et à souscrire une formule de soumission aux jugements portés par le Saint-Siège. Les cinquante-neuf évêques constitutionnels démissionnèrent entre les mains du Premier Consul.

Restaient les anciens titulaires d'avant la Révolution, qui avaient reçu l'institution canonique et ne pouvaient être déposés qu'à la suite d'un jugement et d'une sentence. Le plus grand nombre de ces prélats étaient en exil, attendant avec impatience le moment de rentrer en France pour se consacrer de nouveau à leurs diocèses, et voici qu'on allait leur demander de rompre un lien qu'ils

(1) *Ibid.*

avaient maintenu au prix de tant de difficultés. Le premier mouvement de la nature serait un refus ; de plus, ces prélats avaient derrière eux un passé de loyalisme monarchique et leur gallicanisme diminuait à leurs yeux le pouvoir du Pape. Aussi dans les pourparlers qui précédèrent la signature du Concordat, Pie VII fit-il tout son possible pour éviter le chapitre des démissions. Les négociateurs français demeurèrent inflexibles. M^{sr} Spina proposa alors une combinaison permettant de laisser leurs titres à tous les évêques : à ceux dont le Gouvernement refuserait absolument le retour, on pourrait interdire l'administration de leurs diocèses qui seraient confiés à des vicaires apostoliques. Pie VII écrivit lui-même dans ce sens à Bonaparte le 12 mai 1801 (1). Il fallut céder devant l'intransigeance du Premier Consul pour qui les évêques de l'ancien régime étaient un obstacle « à la paix intérieure ».

Pie VII avait donc le sentiment du lourd sacrifice qu'il allait imposer aux évêques lorsque, le 15 août 1801, il se résigna à publier son Bref *Tam Multa*. Les prélats de Londres n'en eurent connaissance qu'exactement un mois plus tard, le 15 septembre (2). Le Pape leur demandait de résigner leurs sièges entre les mains de M^{sr} Erskine, son chargé d'affaires près du roi d'Angleterre. Il se voyait obligé, disait-il, de prendre cette mesure, pour « la conservation de l'unité de l'Eglise et la restauration de l'Eglise catholique en France ». Un délai de dix jours était imparti aux destinataires pour répondre, et il leur était spécifié qu'une réponse dilatoire serait considérée comme un refus de démissionner. Le texte du Bref pontifical fut communiqué à chacun des évêques et était accompagné d'une lettre d'envoi de M^{sr} Erskine datée de Londres et ainsi conçue :

MONSEIGNEUR,

En exécution d'un ordre exprès de Sa Sainteté Pie VII, je transmets à Votre Seigneurie Illustrissime et Révérendissime le Bref qu'elle

(1) Sévestre, *Histoire du Concordat*, p. 18 en note.

(2) Diary.

trouvera inclus, dont je la prie de m'accuser la réception sans le moindre délai, comme aussi de me faire tenir le plus tôt possible la réponse qu'elle jugera à propos d'y faire.

Sa Sainteté n'a pas manqué de faire tous ses efforts, Monseigneur, pour vous conserver votre siège, mais elle a dû éprouver le plus grand chagrin en voyant que, dans ces circonstances urgentes, la démission des évêques était indispensable pour le bien de l'unité, de la paix et le rétablissement de la religion catholique en France. Sa Sainteté toutefois me charge d'assurer Votre Seigneurie Illustrissime qu'elle l'a recommandée au Premier Consul, le mieux qu'elle l'a pu, soit pour vous avoir en vue, Monseigneur, dans les nouvelles nominations, soit pour pourvoir au moins à votre subsistance. L'empressement du Saint-Père pour concourir à vous soulager autant qu'il est possible est tel qu'il ne négligera aucune occasion favorable pour alléger le poids de votre situation. Après avoir ainsi exécuté les ordres du Souverain Pontife, je vous offre mes services particuliers et vous prie de me croire de Votre Seigneurie Illustrissime et Révérendissime

Le très humble et très obéissant serviteur

C. ERSKINE.

Londres, 42, Great Marylebone St., 15 septembre 1801 (1).

M^{gr} de La Marche avait prévu la mesure et envisagé l'attitude à prendre. Dès le mois d'août, il faisait connaître son sentiment : il était d'avis, au cas où des démissions générales seraient proposées, que les évêques concertassent une réponse commune (2). Il exposait le même point de vue dans sa lettre du 1^{er} septembre à Gain-Montagnac, évêque de Tarbes : « Ignorant les articles du Concordat, nous n'avons pas cru devoir nous occuper d'une foule de clauses qu'on a jetées dans le public sans pouvoir être certain d'aucune. Mais nous avons cru que la mesure de précaution que la prudence nous permettait et nous conseillait, était de convenir entre nous de ne faire aucune réponse individuelle et isolée et de ne prendre aucun engagement avant de nous être entendus et concertés dans un lieu donné, s'il est possible ; s'il ne l'était pas... par la voie de la correspondance (3). » La lettre se ter-

(1) Bibl. Nat. Impr. Ld⁴ 4126.

(2) D'après une lettre de M^{gr} de Béthisy, évêque d'Uzès, adressée à Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, le 18 août 1801. Citée par Dudon.

(3) Dudon, *Autour des démissions épiscopales de l'an X, Etudes*, juillet 1907.

minait par une pressante invitation à sonder les évêques réfugiés en Espagne comme on l'avait déjà fait pour les évêques réfugiés en Allemagne afin d'amener un plan commun. Gain-Montagnac communiqua la lettre à Royère, évêque de Castres, à Coucy, évêque de la Rochelle et à La Tour-du-Pin Montauban, archevêque d'Auch. L'évêque de la Rochelle fut vite acquis à l'idée, mais l'archevêque d'Auch qui, par l'intermédiaire de son ami de Fontanges, archevêque de Toulouse, connaissait les arguments de Boisgelin en faveur de la démission, prit le parti d'obéir au Pape sans restriction.

Ainsi, avant la communication du Bref *Tam Multa*, deux courants se dessinent dans l'épiscopat émigré. Lorsque le Bref fut connu à Londres, les 17 évêques qui s'y trouvaient se réunirent chez l'archevêque Dillon le 19 septembre pour délibérer (1). M^{sr} Douglas ne donne aucun renseignement sur ce qui se passa ce jour-là ; mais à la date du 21 septembre, il signale une seconde réunion à la suite de laquelle deux archevêques, de Boisgelin d'Aix et de Cicé de Bordeaux, et deux évêques, de Noë de Lescar et d'Osmond de Comminges, décidèrent de résigner leurs sièges ; les autres refusèrent. Il relate également que le comte d'Artois et le prince de Condé s'élévèrent ouvertement et catégoriquement « *openly and decidedly* » contre le Pape : « On assure, écrit-il, que l'attitude de Monsieur influença les évêques ; on dit aussi que le Gouvernement anglais est opposé à la soumission. » Ce même jour, deux évêques arrivèrent à Londres : Colbert-Seignelay de Rodez, qui se joignit au parti de la résistance, et de Barral de Troyes, venu de Hollande, qui augmenta le nombre des soumissionnaires (2). Les quatorze autres, sans se laisser impressionner par la nouvelle qu'ils venaient de recevoir de la démission des évêques restés en France, arrêtèrent les termes d'une lettre collective écrite en latin et qu'ils adressèrent à Pie VII le 27 septembre pour lui faire connaître leur refus de déférer à ses injonctions.

(1) Diary.

(2) *Ibid.*

C'était par un excès d'autorité, disaient-ils, que le Souverain Pontife prétendait leur imposer une démarche qu'il n'était pas en droit d'exiger d'eux. Ils ne voyaient pas comment le veuvage de tous les diocèses de France pourrait rétablir la religion et conserver l'unité. De plus, les libertés gallicanes répugnaient à un pareil acte d'arbitraire pontifical. Avant de prendre une décision, ils voulaient peser leurs raisons. Seule une réunion de l'épiscopat français pourrait se prononcer en connaissance de cause. En conséquence, ils priaient le Pape de leur permettre qu'ils lui donnassent des explications détaillées sur les motifs de leur résolution (1).

Les signataires étaient : Dillon, archevêque de Narbonne, et treize évêques dans l'ordre suivant : de Conzié d'Arras, de Malide de Montpellier, de Grimaldi de Noyon, de La Marche de Saint-Pol, de Flammarens de Périgueux, Godard de Belbœuf d'Avranches, Amelot de Vannes, de Béthisy d'Uzès, de Seignelay de Rodez, de La Laurancie de Nantes, d'Albignac de Castelnau d'Angoulême, de Chauvigny de Blot de Lombez, Galois de La Tour, évêque nommé de Moulins.

Mais avant d'en arriver au vote, il y eut beaucoup de paroles vives échangées : « *There was much heat and dispute among them* (2). » Cette expression de M^{re} Douglas rappelle le *facta seditione non minima* des Actes des Apôtres à propos d'une question d'ordre disciplinaire qui fut également agitée par les chefs de la primitive Eglise au premier concile de Jérusalem. Des arguments furent fournis à l'appui des deux thèses : La pacification religieuse, pensaient les partisans de la thèse de la soumission, valait bien quelques sacrifices ; qu'était la renonciation à un siège comparée au bien général qui en résulterait pour l'Eglise ? Le refus réjouirait les impies en créant des fissures dans le bloc de l'épiscopat ; la résistance serait inutile, puisque la résignation des sièges était exigée à

(1) Réponse des évêques de France exilés pour la foi réfugiés en Angleterre à la lettre du Pape Pie VII du 15 août 1801, Ldⁱ 4151, B. Nat.

(2) Diary, 1801 September 21.

Paris et consentie à Rome. Mais, objectaient les autres, la demande du Saint Père se présentait dans des conditions inouïes : ce n'était pas un seul siège qui était en cause, c'était l'épiscopat gallican tout entier ; les évêques n'étaient même pas juges des raisons qui nécessitaient leur démission. La bulle de déposition répugnait aux formes canoniques ; son ton comminatoire et le délai de dix jours imparti montraient que le Pape « était sous le couteau » de Napoléon.

Boisgelin soutint la thèse de la démission et Dillon fut le porte-parole de l'opposition. La lettre de l'archevêque d'Aix à Fontanges nous renseigne sur l'attitude des prélats : « L'évêque d'Arras, écrit-il, a dit que le Roi serait rétabli dans un an, et qu'il balayerait et déposerait les nouveaux évêques, et les enverrait mendier leur pain chez le Pape qui doit les nourrir. Ce furent ses propres termes dans notre première conférence... L'évêque d'Uzès a fait pour la soumission comme pour la promesse ; il préside à la distribution des mémoires anonymes et des calomnies. L'archevêque de Narbonne est ce qu'il a toujours été, un loyal courtisan. L'évêque de Léon balança jusqu'au dernier moment : les évêques de Montpellier, Vannes et Nantes demandèrent du temps. Le malheur est qu'une politique mal entendue contredit sans cesse tous nos intérêts. La maxime est : Point de religion sans monarchie. La conséquence est : Point de démission, point d'acceptation (1). »

Cette lettre est du mois de novembre. Le comte de Provence avait déjà, à différentes reprises, fait connaître son avis. Le 28 août, il avait écrit au comte d'Artois pour l'informer que, dans les tractations qui s'étaient poursuivies entre les négociateurs du Concordat, il était à peu près certain que, tout en ayant l'air d'avoir beaucoup fait pour la religion, on avait sacrifié la monarchie et le clergé de France. Mais continuait-il, « mes droits ne seront pas plus altérés par la faiblesse de Pie VII que ceux de Philippe le Bel ne le furent par la violence de Boniface VIII..... Je

(1) Dudon, *Article cité*.

protesterai comme roi, comme protecteur né de l'Eglise gallicane et ma protestation soutenue de celle des évêques, produira, j'en suis sur, un bon effet. Mais si un nombre considérable d'évêques cédaient, mes démarches n'auraient d'autre effet que d'exciter un schisme, et je ne veux pas avoir ce reproche à me faire..... » (1) Ceci ne l'empêchait pas d'écrire vers le même temps à l'évêque de Nancy qu'il considérerait comme nuls devant Dieu et devant les hommes les actes que la violence pourrait arracher au Saint-Père, et il déclarait qu'il se reposait avec confiance sur l'héroïque fermeté des prélats de son royaume (2). Enfin, le 6 octobre, il avait adressé au cardinal Maury, son agent à Rome une protestation en règle dans laquelle il s'élevait contre le Concordat qui avait été arraché au Pape par la violence (3).

Il est incontestable que la raison politique ne fut pas étrangère dans l'attitude des évêques qui refusèrent leur soumission. Placés dans l'obligation d'obéir sans réserve au Souverain Pontife et de reconnaître un état de choses qu'ils n'avaient cessé de combattre, ils étaient en proie à un douloureux conflit de conscience. M^{sr} de La Marche fut de ceux qui hésitèrent jusqu'au dernier moment. A l'attestation formelle de Boisgelin, s'ajoute le témoignage non moins explicite de l'abbé du Châtellier : « L'évêque de Léon fut douloureusement suspendu entre la soumission et le respect qu'il eut toujours au plus haut degré pour le chef de l'Eglise, et les devoirs qui l'attachaient au troupeau que lui avait confié l'Esprit-Saint, les liens qui l'unissaient à cette Eglise gallicane toujours fidèle à conserver dans son intégrité le précieux dépôt des règles antiques de la tradition (4). »

C'était la première étape dans la voie du refus. Un oui sans restriction lui eût ouvert les portes de la patrie avec l'espoir d'une vie plus commode, mais c'eût été au prix de

(1) E. Dandet, *Histoire de l'Emigration pendant la Révolution Française*, t. III, p. 258.

(2) *Ibid.*, p. 256.

(3) Ricard, *Correspondance de Maury*, t. II, p. 117, 170.

(4) *Oraison Funèbre*, p. 40-41.

dures conditions : il lui eût fallu pactiser avec le régime nouveau et trahir un souverain détrôné. C'est pourquoi il pensa avec la majorité de ses confrères de Londres que c'était sagesse de demeurer dans une attitude de réserve.

II

M^{gr} Douglas rapporte que le 4 janvier 1802, le représentant du Gouvernement français à Londres, Otto, lui fit remettre six lettres qu'il le pria de vouloir bien distribuer à leurs destinataires : les cinq premières étaient adressées aux prélats démissionnaires ; elles contenaient les félicitations du Pape et étaient écrites par le cardinal Caprara ; la sixième, qui portait l'adresse de Dillon, était rédigée en italien par le Souverain Pontife lui-même et devait être communiquée à tous les « refusants ». Pie VII y disait la profonde douleur qu'il avait ressentie de la résistance qui lui avait été opposée dans la réponse du 27 septembre : « Nous avons voulu écrire cette lettre de notre propre main, afin de vous faire connaître notre sentiment et de rappeler votre vertu à une nouvelle considération des motifs puissants que nous avons exposés dans notre Bref. Nous ne pouvons douter que, après la nouvelle preuve que nous vous donnons de notre estime et de notre affection, vous et vos collègues, ne vous empressiez d'y correspondre en accédant, sans aucun retard, à nos nouvelles instances, à l'exemple de tant de vos confrères qui jouissent de votre estime, plutôt que de nous faire éprouver la très amère douleur de nous voir contraint par les circonstances inévitables à ne pas marcher avec votre coopération vers l'accomplissement du but très saint que les devoirs de notre ministère nous imposent (1)... »

Le Vicaire apostolique s'acquitta de sa mission le 9 janvier. Les jours suivants, les évêques non démissionnaires eurent de nombreuses réunions dans lesquelles ils s'enga-

(1) Lettre du 11 novembre 1801.

gèrent à conserver la même attitude. Le 21 janvier, ils décidèrent de consigner par écrit les motifs de leur réponse dilatoire et, le 5 février, ils expédièrent au Pape une lettre « en réponse à celle de Sa Sainteté adressée à Monseigneur l'archevêque de Narbonne ». Ils se plaignaient que la lettre de Pie VII continuât à garder le silence sur les arrangements du Concordat ; dans ces conditions, ils ne croyaient pas à l'opportunité d'une démission. Dieu les ayant posés pour régir et gouverner leur église, l'acte qu'on leur demandait d'accomplir devait être libre et volontaire, entraîné par la conviction et non pas inspiré par une obéissance aveugle. En conséquence ils demandaient à être éclairés sur la nécessité qu'il y aurait pour eux à renoncer aux diocèses dont la Providence leur avait confié le gouvernement ; ils voulaient être mis en mesure de juger cette nécessité par eux-mêmes, car Dieu leur en demanderait compte un jour. Leurs seuls mobiles étaient le salut de leur âme et celui des peuples confiés à leurs soins. C'est dans ces dispositions qu'ils avaient répondu au Bref *Tam Multa* ; c'est dans ces dispositions qu'ils se trouvaient encore. Ils suppliaient Sa Sainteté de vouloir bien suspendre toute démarche ultérieure dans une affaire d'une si haute importance et d'attendre avec une patience paternelle le mémoire qui contiendrait tout le développement de leurs motifs. Ce mémoire, ils l'eussent déjà communiqué au Saint-Siège, s'ils n'avaient eu à ce moment à attendre l'adhésion de leurs confrères réfugiés dans les autres pays.

Les évêques émigrés en Allemagne envoyèrent leur réponse à Londres dans le courant du mois de mars. Ils appuyaient leur thèse sur des arguments empruntés à l'Écriture, à la tradition et à la raison. Ils se couvraient derrière l'autorité de Benoît XIV rappelant aux évêques l'obligation rigoureuse de faire, dans certaines circonstances, des représentations respectueuses au Pape et ils invoquaient le précédent de saint Bernard parlant haut et ferme à Eugène III. Ils ne pensaient pas qu'il leur fût permis d'abandonner leurs diocèses sans être sûrs qu'ils fussent remis entre les mains de dispensateurs

fidèles. C'était à eux en effet que s'adressait le précepte de l'Apôtre : « Prenez garde à vous et à tout le troupeau sur lequel l'Esprit-Saint vous a établis évêques ». Ils ne dissimulent pas à Sa Sainteté que son Bref apostolique et les lettres d'envoi qui l'accompagnaient les ont étonnés et consternés. « Quelle serait la stabilité des églises si, à l'occasion des changements politiques survenus dans les Etats, il faut que tous les évêques s'y démettent de leurs sièges et que les circonscriptions des diocèses y soient interverties ?..... N'est-ce pas former des vœux pour le Saint-Siège lui-même, pour son repos, pour sa gloire, pour sa sûreté, que de désirer qu'on se tienne invariablement attaché à ce qu'enseigne sur un article si important le Saint Pape Innocent I, que la mobilité des intérêts du monde ne doit faire subir aucun changement à l'Eglise de Dieu ?... Comment assurer l'inamovibilité de l'épiscopat ?... La puissance du successeur de saint Pierre est suprême dans l'Eglise, mais elle n'est pas unique. Le successeur de saint Pierre est à la tête de la hiérarchie, mais aussi le concile de Trente nous enseigne que les évêques, qui sont successeurs des Apôtres, appartiennent principalement à cet ordre hiérarchique, qu'ils sont au premier rang de cette hiérarchie instituée par l'ordonnance divine et qu'ils ont été établis par l'Esprit-Saint pour régir l'Eglise de Dieu (1). »

Les évêques réfugiés en Angleterre déclarèrent que cette lettre contenait l'exposé fidèle des motifs qui les avaient déterminés à faire une réponse dilatoire au Bref du 15 août 1801, et ils y ajoutèrent leurs signatures à celle de leurs confrères d'Allemagne.

III

Avec la lettre des évêques d'Allemagne un nouveau pas était fait dans la voie de l'opposition. Les événements qui survinrent peu après semblèrent fortifier la thèse des

(1) Bibl. Nat. Ld⁴ 4154.

non-démissionnaires : le 5 juillet 1802, on apprenait à Londres que les constitutionnels avaient été admis dans la communion de l'Eglise sans rétractation : « Cette nouvelle arrêta de nombreux prêtres qui se disposaient à rentrer en France (1). » Puis on connut une lettre du légat qui déclarait que les détenteurs et les acquéreurs des biens nationaux ne devaient pas être inquiétés. Enfin les articles organiques qui venaient de paraître, violaient les principes les plus élémentaires du droit canonique. Cédant à la sollicitation de ses confrères, M^{gr} de La Marche prit la plume et rédigea une lettre qu'il adressa au Pape le 15 mars 1803.

Il déclarait qu'il avait souscrit avec tous ses collègues les lettres où étaient exposés les motifs de leur délai à acquiescer à la demande de démission et les mémoires justificatifs où leurs raisons étaient développées : « La solidité de ces raisons, disait-il, dépouillées de tout intérêt personnel, de toute affection humaine, puisées dans l'attachement à nos devoirs, dans notre zèle pour le salut des âmes, dans notre amour pour l'Eglise, dans notre dévouement pour Votre Sainteté et dans notre inviolable fidélité au Saint-Siège, eût sans doute arrêté la marche de Votre Sainteté, s'il en eût été encore temps. » Il annonçait les respectueuses *Réclamations* qui découvriraient à Sa Sainteté « la profondeur des plaies faites à l'épiscopat dénaturé, à la constitution de l'Eglise ébranlée, au Saint-Siège même et à l'Eglise entière, livrée aux entreprises de l'esprit d'invasion qui anime et agite les puissances temporelles. »

S'il prenait la liberté de parler ainsi au Souverain Pontife, c'est qu'il sentait derrière lui la masse imposante de ses confrères exilés : « C'est à un corps de près de quarante évêques, défenseurs de la foi et de l'unité, qui n'attendent dans l'exil et les souffrances que la mort qui doit les réunir à ceux de leurs collègues qui les ont devancés par un plus prompt et plus sanglant martyre, qu'il appartient de prémunir les fidèles et de parler à Votre Sainteté

(1) B. Douglas' Diary, 1802 July 5.

le langage qu'ils ont emprunté des Pères de l'Eglise, des conciles et de vos plus illustres prédécesseurs. »

Le Pape désirait l'extinction du schisme et le rétablissement du culte public en France, mais les négociateurs français ont trompé sa bonne foi et aucun de ces objets n'a été atteint. Les lois organiques ont paru : elles sont attentatoires aux principes de la discipline et de la hiérarchie, puisque les constitutionnels et ceux qui ne le sont pas sont mêlés ensemble et confondus dans le service des paroisses. Le Pape n'a plus à s'immiscer dans les affaires de l'Eglise de France que sous le bon plaisir du Gouvernement. Ainsi, plus d'Eglise indépendante qui prétende avoir reçu de son Auteur le droit de se gouverner elle-même, mais une Eglise soumise à tout ce que les pouvoirs publics prescriront. Ce qu'avait fait Pie VI est détruit : les constitutionnels sont absous des censures ecclésiastiques, et les schismatiques dispensés de la rétractation et maintenus dans les paroisses qu'ils avaient usurpées. Telles sont les suites déplorables d'une Convention qui, selon les pieuses intentions de Sa Sainteté, devait produire les plus heureux effets. Tels sont les maux qui ont déjà été produits.

Mais il en est d'autres qui se préparent. Les négociateurs du Pape « ont souscrit, conformément aux volontés du Gouvernement, à l'immense et funeste réduction des sièges ; les nouveaux évêques vont souscrire à une plus immense et plus funeste réduction du nombre des paroisses. Il est ordonné par le pouvoir civil que le nombre des paroisses sera réduit en proportion des justices de paix. Cette réduction déjà faite dans quelques diocèses, de vingt paroisses, on laisse à peine subsister une ; et il s'en faut de beaucoup que le nombre des succursales remplace celui des paroisses supprimées. Voilà les fonctions du ministère portées à une étendue qui surpasse les talents et les facultés du commun des hommes ; voilà les peuples éloignés et souvent hors de portée des instructions ou des secours de la religion. »

Et qui nommera les pasteurs ? C'est encore le pouvoir civil qui s'arroge la suprématie spirituelle et qui s'en ser-

vira en faveur des constitutionnels, ses candidats préférés. On a déjà vu le Ministre des Cultes adresser aux évêques une circulaire où il donne ses instructions dans le style et avec le ton d'une lettre pastorale. On a vu un conseiller d'Etat indiquer aux premiers pasteurs la route à suivre, leur prescrire les règles à observer pour réconcilier les schismatiques avec l'Eglise. Et le choix des vicaires généraux qui, d'après le droit canonique ne font qu'un avec la personne de l'évêque ? Ils devront être pris parmi les ecclésiastiques du second ordre qui ont appartenu au clergé constitutionnel. C'est dans cette même classe que l'évêque devra choisir les chanoines, les curés et les desservants dans une proportion du tiers au quart. Donc le salut du tiers au quart des fidèles, à quelques exceptions près, sera confié à des prêtres qui ont pactisé avec la Révolution. Mais voici qui est plus grave : « Le Ministre instruit les archevêques de la manière dont ils doivent se comporter à l'égard des prêtres qui ont contracté des mariages, qu'il ne reconnaît pas n'être que de vrais concubinages. »

C'est donc, avec ses conséquences les plus désastreuses, l'ingérence du pouvoir civil dans le domaine ecclésiastique : « Peut-on, sans le plus grand étonnement, entendre celui qui doit humblement écouter dans le parvis du temple élever la voix dans le sanctuaire, parler en maître aux docteurs de la loi et leur dire : — Il ne vous sera pas libre de ne choisir que le plus digne et vous vous conformerez aux intentions du Premier Consul et aux règlements de ses ministres dans le choix de ceux qui seront chargés du soin des âmes. Vous saurez que c'est au Gouvernement seul qu'il appartient de permettre de dire à ceux qui ont suivi les schismatiques que les absolutions et les dispenses qu'ils avaient reçues sont nulles. Ce serait revenir sur le passé, réveiller le souvenir des sources de division, et troubler les consciences..... — Quel est le vrai fidèle qui ne frémit pas en entendant publier cette nouvelle morale ? »

Puis l'Evêque abordait la question des biens de l'Eglise de France. Ils ont été livrés, sans exception et sans

réserve, à la Nation et aux acquéreurs sur la promesse du Gouvernement de pourvoir aux frais du culte et à la subsistance convenable de ses ministres : « Sans entrer dans la discussion des raisons qui combattent cette disposition, je demande seulement à ces négociateurs comment ils ont pu compter sur cette promesse et laisser ignorer à Votre Sainteté le peu de confiance que méritait celle d'un Gouvernement dont les revenus et toutes les ressources suffisent à peine aux dépenses qu'il juge nécessaires à son existence. »

Et comment se fera le recrutement ecclésiastique ? Les études qui se font dans les écoles nationales ne conviennent pas aux jeunes gens qui se destinent au sanctuaire ; « elles y sont même contraires, les élèves n'y recevant aucune notion de la doctrine chrétienne ». Et quand bien même ces écoles présenteraient quelque avantage, les frais de l'éducation seraient trop considérables pour les familles. Les petits séminaires étaient accessibles à tous, nombreux, et spécialement organisés pour les études ecclésiastiques, mais « ces établissements que le zèle et la charité des évêques avaient fondés et où les pauvres clercs trouvaient une éducation gratuite et religieuse, n'existent plus. Les revenus sont envahis, les édifices sont vendus, employés à d'autres usages ou détruits ou tombés en ruines. Le gouvernement a déclaré ne vouloir y appliquer aucune dépense, et la condition qu'il a mise aux dotations auxquelles la charité pourrait porter les fidèles, ne peut manquer de les en détourner. Avec quelle confiance pourraient-ils mettre des fonds à la discrétion d'un Gouvernement qui n'a respecté aucun genre de propriété ? Ainsi le zèle sans moyens n'a aucun espoir de voir renaître ces institutions si nécessaires pour former des jeunes gens au ministère évangélique. »

Autre principe de destruction : « Depuis longtemps, c'était la classe la moins aisée et même la plus pauvre, qui donnait à l'Eglise le plus grand nombre de ses ministres ; et c'est précisément à ceux de cette classe que le Gouvernement ferme la porte du ministère. On peut dire que l'article 26 de la section 3 du titre 2 des Lois organiques

est un glaive à deux tranchants, qui coupe le fil de la régénération ecclésiastique. Il faut, avant de recevoir les ordres sacrés, présenter un revenu de trois cents livres tournois. Que l'on parcoure tous les diocèses de France, que l'on compte le nombre des ecclésiastiques qui avaient ou auraient pu avoir ce revenu patrimonial : si dans les cantons les plus opulents on en trouve un quart, dans la plus grande partie des diocèses, on n'en trouvera pas un vingtième. Il s'en trouvera encore moins maintenant chez un peuple ruiné et écrasé d'impôts. Il faut de plus avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans avant de prendre des engagements irrévocables. Quel est le père de famille qui voudra entretenir jusqu'à cet âge un enfant qui dépense beaucoup et ne gagne rien, incertain d'ailleurs s'il persévérera dans ses premières vues ; et, en supposant qu'il y persévère, sera-t-il libre de les suivre ? Soumis à la loi de la conscription, pourra-t-il jusqu'à vingt-cinq ans, échapper à ces levées multipliées qui, dès l'âge de dix-huit ans, enlèvent des milliers de jeunes gens à leur éducation, à leurs penchants et à leur destination ? » C'est donc l'avenir religieux de la France qui est gravement compromis.

« Qu'elles seront amères, Très Saint-Père, les larmes que versera Votre Sainteté à la vue du tableau fidèle des maux de notre Eglise, mais malgré que Votre Sainteté doive tout savoir parce qu'elle doit tout surveiller, ne sera-t-il pas dérobé à ses regards par ceux que l'abus de sa confiance a rendus responsables de tous ces maux ? Ne chercheront-ils pas à éviter les justes reproches de Votre Sainteté, ayant tout lieu de craindre qu'Elle ne leur dise : « Je vous avais donné des pouvoirs sans bornes, quel abus n'en avez-vous pas fait ? Vous connaissiez mes pieux desseins et mes véritables principes : ils sont consignés dans ma lettre encyclique ; comment avez-vous pu me mettre en pleine contradiction avec moi-même ? Je voulais abolir le schisme et vous l'avez fait triompher. Pie VI avait noté et flétri les schismatiques de ses censures ; ils étaient connus des fidèles et fuis comme séparés de la véritable Eglise ; aujourd'hui vous les faites rentrer dans son sein, et c'est par vous et en mon nom qu'ils le corrompent et le déchirent. Je voulais que le culte catholique fût rétabli sous le régime que son divin Auteur lui a donné, et vous avez remis le régime de ce culte entre des mains profanes ; vous l'avez soumis aux lois de la philosophie et de l'impiété... Ce que les sophismes des philosophes, les efforts des impies, la rage des persécuteurs n'avaient pu faire, une tolérance politique et une protection apparente l'ont

opéré ; mais, pour consommer l'œuvre, il leur fallait mon nom, il a été employé ; il fallait mon attache, elle a été donnée. De nouveaux sièges, de nouveaux pasteurs, un nouveau régime, une nouvelle morale : quelle révolution plus complète, plus inouïe et plus fatale. Dans quel abîme m'a-t-on précipité ! »

Le Pape élèvera-t-il la voix ? Il parlerait sans doute, s'il était pleinement instruit de tout ce qui a été fait en vertu de ses pouvoirs et en son nom, mais tous les moyens seront employés pour que sa voix ne soit point entendue.

« Ah ! Très Saint-Père, dans cette cruelle extrémité nos cœurs aiment à aller au-devant du vôtre. Que le poids d'amertume qui les accable serait allégé, si Votre Sainteté daignait jeter un regard de confiance sur ce corps de réserve, l'espoir de notre Eglise que, par une admirable disposition de la Providence, sa prévoyance et sa fermeté lui ont conservé. J'ose en supplier Votre Sainteté : du haut de votre chaire pontificale parlez, sans intermédiaire, aux évêques de l'Eglise gallicane qui, tout dispersés qu'ils sont, la représentent tout entière. La persécution qu'ils ont éprouvée et qui les poursuit encore, a pu en réduire le nombre, mais elle n'a pu lasser leur constance, ni vaincre leur fermeté. Toujours fidèles à la chaire de Pierre, les rigueurs qu'on leur a fait éprouver au nom de Votre Sainteté contre le vœu de son cœur, n'ont point ralenti leur ardeur à voler à son secours. Que votre voix soit entendue de tous les évêques de la chrétienté ; elle calmera leurs alarmes, elle raffermira leurs sièges ébranlés, parce que Votre Sainteté leur parlera le langage de la vénérable antiquité, celui de la Tradition, des Saints Pères des Conciles, de la discipline de tous les temps, de ses plus saints et plus illustres prédécesseurs..... Il est temps, Très Saint Père, il est pressant que votre voix se fasse entendre. Votre silence sur les atteintes multipliées portées aux droits de l'Eglise afflige et consterne les vrais fidèles, et fait le triomphe des impies. Lorsque la Chaire de Pierre parlera, cette Chaire indéfectible, lorsque nous pourrons joindre notre voix à la sienne, le scandale cessera, les doutes se dissiperont, la confiance dans les vrais pasteurs se rétablira, les nuages qui obscurcissent la vérité disparaîtront, la foi s'affermira : triomphante du schisme, l'unité reparaitra : la fausse paix que le monde donne et que Dieu réprouve pourra bien être troublée, mais cette paix que l'Esprit-Saint répand dans les cœurs renaîtra. Cette Eglise nouvelle, dépendante et gouvernée en esclave par une puissance temporelle, ne sera plus confondue avec cette Eglise qui a reçu le droit et l'ordre de se gouverner elle-même, par celui à qui « toute puissance a été donnée dans le ciel et sur la terre ».

Puisse, Très Saint Père, cette lettre qui ne contient que des faits notoires, parvenir à Votre Sainteté. Il me suffit qu'elle connaisse les

maux qui font couler mes larmes et celles de tous les vrais fidèles. Quelque grands qu'ils soient, ils ne sont pas sans ressource. Je ne puis dissimuler que des palliatifs ne feraient que les aggraver, mais je dois me reposer sur la piété et le zèle de Votre Sainteté pour en chercher le remède, sur ses lumières pour le connaître et sur sa sagesse pour l'appliquer (1). »

Cette lettre véhémement donne la pensée des opposants de Londres qui l'approuvèrent après un sévère examen (2). Elle fait entendre un incontestable accent de vérité et révèle le caractère du lutteur infatigable qui fut toujours sur la brèche pour la défense des principes auxquels il resta inflexiblement attaché.

Il nous est facile, maintenant que la question du Concordat est passée du domaine brûlant de la politique dans celui plus calme de l'histoire rétrospective, de faire dans la lettre de l'Évêque la part de l'exagération. M^{gr} de La Marche était aigri par les épreuves de longues années d'exil ; la suppression de son siège l'avait touché au vif ; dans la personne de Bonaparte il voyait l'organisateur de la Révolution, et dans la Révolution, il ne voyait pas seulement un sens constitutionnel, mais un sens philosophique inquiétant et dangereux pour l'avenir de la religion. Il ne concevait pas qu'un seul avantage pût sortir de la nouvelle convention. L'expérience a montré que sur bien des points ses craintes n'étaient pas fondées. Les lois concordataires n'étaient pas sans défaut et le Saint-Siège protesta contre celles d'entre elles, les Articles organiques, que le pouvoir civil avait élaborées tout seul. Mais elles étaient faites pour soutenir le sentiment religieux, non pour le détruire, et elles ont procuré à la France un siècle de paix religieuse.

Dans sa lettre au Pape, M^{gr} de La Marche touchait la question des biens de l'Eglise de France. L'article XIII du Concordat fit plus tard de sa part l'objet d'une dissertation spéciale : par cet article, le Pape s'engageait et enga-

(1) D'après un exemplaire imprimé à Londres en 1804, British Museum, 4630 dd. 10.

(2) Note de l'éditeur, *Ibid.*

geait ses successeurs à ne troubler en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés. Ainsi des apaisements étaient apportés aux possesseurs des biens nationaux et l'article suivant, par la stipulation des biens ecclésiastiques, assurait l'avenir matériel du clergé. Ces deux dispositions constituaient au point de vue politique la clause essentielle du Concordat. Mais les adversaires de la convention soutenaient que l'article XIII consacrait une injustice et niaient qu'il fût au pouvoir du Pape de libérer la conscience des détenteurs des biens de l'Eglise, même au prix des garanties offertes au clergé par l'article XIV.

C'est le fond de la thèse de l'évêque de Saint-Pol dans sa Dissertation. Il y examine les trois opinions qui ont cours sur la question. Selon une première interprétation, le Pape déclarerait tout simplement qu'il ne porterait aucune censure contre les acquéreurs de ces biens. D'après d'autres, Pie VII considérerait cette possession comme légitime, en vertu du don qu'il en faisait pour le bien de la paix et le rétablissement de la religion. Enfin une troisième classe de commentateurs soutenait que le Souverain Pontife avait reconnu ces personnes comme légitimes possesseurs, en sanctionnant le droit de la nation de disposer à son gré de ces biens entrés dans le temporel de l'Etat.

L'Evêque fait d'abord observer que la multiplicité de ces interprétations est la meilleure preuve du caractère équivoque de l'article et de la mauvaise foi avec lequel il fut rédigé, car « la rédaction d'un article destiné à fixer les idées sur la justice et à diriger les ministres dans la conduite des âmes devait être tellement claire et précise qu'elle ne laissât aucun doute sur son vrai sens et sur l'intention de celui dont on suppose que la décision doit servir de règle ».

Malgré les apparences contraires, ce n'est pas le Pape qui est l'auteur de cette rédaction ; il n'a même eu aucune liberté sur le choix des termes employés ; ceux-ci lui ont été dictés par une volonté absolue ; s'il avait été libre de s'exprimer comme il l'entendait, il aurait dit clairement aux acquéreurs qu'en les exemptant des censures, il ne

les exemptait pas de la restitution. Mais il ne pouvait dire, sans contrevenir formellement aux décrets du Gouvernement, qu'il imposait l'obligation de restituer. Il ne pouvait davantage déclarer qu'il faisait condonation des biens ecclésiastiques : le Gouvernement, en effet, ne lui reconnaissait aucun droit sur le temporel de l'Etat et par ailleurs, on ne saurait supposer que le Pape, au mépris de tous les principes du droit public, du droit ecclésiastique, du droit divin, et contre ses propres déclarations, eût voulu consacrer la monstrueuse doctrine qui donne à la nation la propriété et la disposition arbitraire de ces biens. Pie VII a donc eu la main forcée et, bien qu'il ait reconnu le fait de l'incommutabilité des biens d'Eglise entre les mains des acquéreurs, on ne saurait conclure qu'il ait admis la légitimité de leur possession. Pourtant, dira-t-on, il promet de ne point troubler par des censures la jouissance de ces biens. Par là, explique M^{sr} de La Marche, il faut entendre que les acquéreurs sont propriétaires au for externe, mais l'obligation de restituer reste la même au for de la conscience, et de ce que la loi ecclésiastique s'abstient de signaler l'injustice, il ne s'ensuit pas qu'elle ne subsiste plus.

Aucun fait dans l'histoire de l'Eglise ne justifierait une attitude du Pape qui ne fût conforme à ce qui vient d'être dit. Alors même que l'intention du Pape serait celle que suppose la seconde interprétation, l'obligation de restituer ne s'imposerait pas moins : « Croire que le Pape, dès qu'une puissance temporelle parle, et qu'elle fait retentir les mots de paix publique, du bien de l'unité, du rétablissement de la Religion, peut sacrifier à sa cupidité tous les biens d'une Eglise, sans consulter le corps épiscopal, sans appeler ni entendre les titulaires des bénéfices, les donateurs, les fondateurs ni aucune des parties intéressées, serait croire que le Pape peut disposer seul de tout, qu'il est le seul maître, et que dans certaines circonstances, les évêques de cette Eglise ne sont plus posés par le Saint-Esprit pour la régir..... Tout se réunit donc à prouver que l'on doit s'en tenir à la première interprétation qui se borne à promettre qu'il ne sera lancé aucune

censure contre les injustes détenteurs des biens du Clergé, et tout concourt à dissiper des illusions qui ne naissent que de l'esprit d'intérêt et de cupidité qui seul combat la conviction de l'obligation de restituer ; obligation qui n'est pas moins certaine que la vérité de cette maxime aussi fortement prononcée par la loi naturelle que par la loi évangélique : *Non dimittitur peccatum, nisi restitatur ablatum.* »

Mais comment faire cette restitution ? l'Évêque trace des règles pratiques de conduite à l'adresse des détenteurs des biens ecclésiastiques.

« Les biens de l'Eglise étaient destinés à l'entretien du service divin, à la subsistance de ses ministres et au soulagement des pauvres. Or, n'y a-t-il pas de pauvres, soit assemblés dans les hôpitaux, soit dispersés dans les villes et les campagnes ? N'y a-t-il pas des familles autrefois riches et aujourd'hui tombées dans l'indigence, victimes de l'injustice et de leurs principes de fidélité ? N'y a-t-il pas dans le besoin des vierges consacrées à Dieu qui dans le temps d'une persécution ouverte ont donné des exemples héroïques de constance et de fermeté, et qui, pendant une persécution moins éclatante, persévèrent dans les mêmes sentiments et font tous leurs efforts pour remplir auprès de la jeunesse ou après des malades les devoirs de leur première institution ? N'y a-t-il pas partout des ecclésiastiques qui ont préféré un état de misère à des places lucratives qu'ils ne pouvaient occuper sans renoncer à la doctrine qui leur a toujours été enseignée, et sans prêter un serment qui répugnait à leur conscience ? Il ne manque donc point de mains dans lesquelles on peut verser le produit des biens mal acquis d'une manière conforme à leur véritable destination. Nous ne balançons point à indiquer aux acquéreurs cette voie de restitution, et à conseiller de la suivre. En même temps nous les exhortons à fermer leur conscience à toutes les suggestions de la cupidité qui ne manqueront pas de s'offrir, et à satisfaire sans délai à tout ce qu'exige d'eux le Dieu de toute justice. Nous ne les exhortons pas avec moins d'instance à prendre les plus grandes précautions, pour que les restitutions qu'ils feront ne contribuent en rien « directement » au maintien de l'ordre actuel, que l'on ne peut considérer sous les rapports civils et religieux que comme un vrai désordre.

Nous avons montré les voies de la justice ; nous en avons dit assez pour convaincre les esprits ; c'est à Dieu qu'il appartient de toucher les cœurs. Nous espérons de sa bonté qu'on ne pourra pas dire d'un peuple chrétien, quelque effort qu'on ait fait pour le corrompre, ce que le Prophète a dit du peuple juif livré à ses égarements : *Non est qui faciat bonum, non est usque ad unum.*

Barbare et impie philosophe, c'est là ton ouvrage. Faudra-t-il donc,

avant que tu périsses, voir périr éternellement toute la race incrédule que tu as pervertie !

Dieu puissant et miséricordieux, votre miséricorde infinie surpasse toutes les œuvres de votre toute-puissance, détournez de dessus les coupables un si terrible châtement. Parmi les fidèles ministres qui répandent des larmes sur votre peuple entre le vestibule et l'autel, suscitez un nouveau Daniel qui obtienne que les jours de votre vengeance s'abrègent, et que votre clémence éclate en rendant au fils aîné de l'Eglise son royaume redevenu très chrétien (1). »

IV

Le manifeste collectif que M^{gr} de la Marche avait annoncé au Pape dans sa lettre du 15 mars 1803 parut sous le titre de *Canonicæ et reverentissimæ expostulationes apud SS. DD. Pium VII.* Cet acte qui portait la date du 6 avril 1803, fut ensuite traduit en français et intitulé *Réclamations canoniques et très respectueuses adressées à N. T. S. P. Pie VII, par la Providence divine Souverain Pontife, contre différents actes relatifs à l'Eglise gallicane.* Les prélats protestaient contre leur destitution imposée, contre l'extinction de leurs titres et la privation de toute juridiction dont, disaient-ils, on ne trouvait pas d'exemple dans l'histoire. Ils se plaignaient des mesures qui avaient été prises avant que plusieurs d'entre eux eussent pu répondre au Bref ou l'eussent même reçu. Ils déploraient surtout la facilité avec laquelle les constitutionnels avaient été admis dans la communion de l'Eglise sans rétractation préalable. Ce document fut envoyé aux non-démissionnaires dispersés sur le continent et en Angleterre et fut signé par trente-huit évêques. Il fut suivi d'une *Déclaration sur les droits du Roi* du 8 avril 1804 et d'une *Suite des réclamations* du 15 avril de la même année. Ces deux pièces n'étaient signées que des prélats qui résidaient alors en Angleterre : Dillon, de Conzié, de Malide, de Grimaldi, de La Marche, de Belbeuf, Amelot, de Béthisy, Colbert, de La Laurencie, d'Albignac, de Chauvigny et de La Tour.

(1) *Dissertation sur l'article XIII du Concordat par J.-F. de La Marche, évêque de Saint-Pol de Léon.* B. N., 4213, Ld. 4.

A côté de ces ouvrages mémorables où sont consignés les motifs qui déterminèrent la conduite de l'épiscopat non démissionnaire, des particuliers publièrent des écrits qui ouvrirent le champ à de violentes polémiques. En décembre 1801, parut un de ces écrits intitulé *Eclaircissements demandés à M. l'archevêque d'Aix en réponse à la lettre de soumission de celui-ci*. Le vicaire apostolique de Londres l'attribue à l'abbé de Châteaugiron et le qualifie d' « *infamous pamphlet* ». (1) L'auteur n'y garde aucune mesure : il ne se contente pas de reprocher aux évêques démissionnaires la démarche qu'ils ont faite ; il leur inflige une note théologique en les appelant hérétiques ou fauteurs d'hérésie ; puis il prononce que leurs pouvoirs sont nuls. Les discussions furent encore envenimées par les ouvrages de l'abbé Blanchard. Sa *Controverse pacifique* publiée en 1802 était une longue thèse indigeste sur les droits et les devoirs des évêques en face du pouvoir pontifical. En 1805, il fit paraître sa nouvelle brochure, *Continuatio Controversiæ pacificæ*, dans laquelle il s'élevait contre Pie VII avec une violence inouïe, puisqu'il allait jusqu'à taxer de schisme et d'hérésie sa conduite dans le Concordat. M^{gr} de La Marche venait alors de faire imprimer chez Cox sa lettre du 15 mars 1803 et répondait à du Plessis qui l'avait questionné sur ses travaux et lui avait demandé ce qu'il pensait de M. Blanchard : « Je ne suis nullement affecté de tout ce qu'on peut dire de mon dernier ouvrage : il a été lu et relu, avant d'être imprimé, par mes confrères rassemblés ; il a eu leurs suffrages et a été imprimé à frais communs... Quand on imprime, on se livre à la critique des lecteurs, et chacun a le droit de dire ce qu'il pense de l'ouvrage, et on ne doit pas se flatter d'obtenir le suffrage universel. On a jugé que ma brochure pouvait être utile en France. C'est ce qui m'a déterminé à la faire imprimer et me fait regretter qu'elle n'ait pas pu y circuler : il y aura peut-être des circonstances plus favorables. Vous devez en avoir plusieurs exemplaires, et je ne doute pas que vous

(1) Diary, January 1861

ne profitez des voies qui pourraient s'ouvrir pour en faire passer. Quand je suis à la campagne, j'emploie mes loisirs à essayer de me rendre utile, et dans ce moment-ci je suis occupé à un petit écrit qui tend à faire ouvrir sur l'injustice les yeux fermés par l'intérêt et la cupidité... J'ignore quelle peut être l'opinion particulière de mes confrères relativement à l'ouvrage de M. Blanchard ; tout ce que je sais, c'est qu'il a été imprimé sans nous avoir été communiqué et que, comme assemblée, nous avons déclaré que nous n'avions aucune opinion à en donner, et c'est moi-même qui ai été chargé de le déclarer à M. Blanchard (1)..... » Dans une autre lettre au même correspondant, il se prononce non moins catégoriquement : « Quant à l'ouvrage de M. Blanchard, vous pouvez assurer et m'en donner pour garant que nous ne l'avons ni approuvé ni désapprouvé (2). »

Dès 1802, les évêques non-démissionnaires étaient convenus entre eux de prévenir le schisme en n'exerçant pas de juridiction et d'envoyer à ce sujet des instructions dans leurs diocèses. Le 4 septembre, M^{sr} de La Marche adressait au clergé et aux fidèles du Léon les règles suivantes de conduite : « Aussitôt que nous avons été instruit que les changements extraordinaires qui ont été faits dans l'Eglise de France faisaient naître dans vos esprits des doutes sur la légitimité et la validité de la juridiction qu'un nouvel évêque exercerait dans notre diocèse, nous vous avons autorisés à user des pouvoirs qu'avait reçus du Pape et que conférerait cet évêque, attendu que nous les légitimions et les validions par notre consentement ». Il leur indique ensuite la manière dont ils doivent se comporter à l'égard des prêtres constitutionnels : « Le respectable Pie VII a consenti qu'ils fussent absous des censures, exigeant qu'ils reconnussent leurs erreurs, qu'ils les rétractassent et réparassent leur scandale. Mais quel a été notre étonnement en voyant le légat de Sa Sainteté se joindre au Ministre du Culte pour défendre aux évêques

(1) Lettre du 6 août 1805.

(2) Lettre du 2 octobre 1805.

nouvellement institués de demander aux constitutionnels autre chose que d'adhérer au Concordat et de reconnaître les évêques nommés par le Premier Consul! » Voici donc les règles pratiques à suivre : Recevoir à bras ouverts ceux qui reconnaissent leurs erreurs, les confessent, les abjurent et donnent des marques de repentir, mais se comporter envers les autres comme envers des pécheurs notoirement publics : « Nous vous défendons, de vous adresser à eux au tribunal de la Pénitence et de leur demander aucun autre sacrement, hors le cas d'un vrai et pressant besoin. Mais il ne faut rien outrer. Lorsque vous saurez qu'ils seront absous de la peine extérieure que le pape Pie VI avait portée contre eux par ses censures, la défense qu'il avait faite de communiquer avec eux ne subsiste plus, et nous ne défendons cette communication que dans les cas que nous venons d'exprimer et dans ceux où il y aurait quelque danger de corruption..... (1) »

Ainsi, pour ne pas troubler les consciences, M^{gr} de La Marche consent à s'abstenir de tout exercice de juridiction sur son diocèse et, sauf dans des cas très particuliers, à ne point se mettre en opposition avec les nouveaux pasteurs institués par le Concordat (2).

Voilà qui prouve la bonne foi. Peut-on dire qu'il sombra dans le schisme ? Il y a trop de témoignages de fidélité et d'attachement au Saint-Siège dans sa vie pour que l'on doute de ses sentiments. Lorsqu'il s'agit de

(1) D'après une circulaire portant la signature de l'Evêque et conservée dans les archives de Kerdanet.

(2) Le diocèse de Léon avait été uni à celui de Quimper par le décret du 10 avril 1802 qui delimita le nouveau diocèse tel qu'il existe aujourd'hui : il comprenait avec la plus grande partie de la Cornouaille, tout l'ancien diocèse de Léon et une partie notable du diocèse de Tréguier. Le premier évêque concordataire de Quimper et de Léon fut Claude André, chanoine de l'église de Troyes ; il n'avait pas prêté le serment pendant la Révolution. Sacré le 9 mai 1802, il prit possession de son siège le 19 août. Il favorisa les anciens réfractaires, mais devant les difficultés qu'il éprouva de la part des ex-constitutionnels et des autorités locales, il démissionna dès 1804, fut nommé chanoine de Saint-Denis. C'est lui qui ordonna Félicité de La Menais au sous-diaconat le 23 décembre 1815. Il fut remplacé par M^{gr} Dombideau de Crouzeilles qui, pendant ses 18 années d'épiscopat, (1805-1823) réussit à restaurer le culte et à pacifier les esprits.

l'esprit d'innovation liturgique qui, à l'époque où il était sur le siège de Léon, menaça de se propager de Paris dans les différentes provinces du royaume, il s'y opposa avec fermeté : « Je ne souffrirai pas, écrivait-il, que dans mon diocèse on rompe ces précieux liens qui nous attachent au centre de l'unité catholique (1). » Plus tard, lorsqu'il fut question des doctrines mises en œuvre dans la Constitution civile du Clergé, son départ précipité pour l'exil et ses instructions pastorales adressées de Londres à ses prêtres et à ses fidèles, sont la profession de sa vénération pour la Chaire apostolique. Il crut sans doute, dans la circonstance du Concordat, céder aux sentiments qui l'attachaient à l'Eglise de Léon par une union qu'il voulait garder indissoluble, mais, en retenant l'exercice de sa juridiction, en permettant à ses prêtres exilés de rentrer en France et en déclarant publiquement dans les *Réclamations Canoniques* son intention de ne pas porter d'entraves au ministère des pasteurs nouvellement institués, il montrait qu'il voulait le bien spirituel des fidèles et que, pour obtenir ce résultat, il tenait à ne pas compromettre l'unité (2). C'est seulement en 1810, donc quatre ans après sa mort, que la Petite Eglise issue des erreurs de Blanchard, attira l'attention des vicaires apostoliques d'Angleterre, qui se réunirent à Londres pour aviser aux moyens de l'étouffer, et c'est en 1812 que M^{sr} Poynter, successeur de M^{sr} Douglas, imposa au nom du Pape aux ecclésiastiques français résidant en Angleterre l'obligation, sous peine de privation de tout pouvoir spirituel, de signer une formule de communion avec le Saint-Siège.

Il n'a pas erré non plus dans la foi. Soixante-neuf ans séparèrent le Concordat du concile de Vatican qui devait

(1) Rapporté par M^{gr} Sergent, évêque de Quimper dans son discours à l'occasion du transfert des restes de M^{gr} de La Marche à Saint-Pol. Ceci concorde d'ailleurs avec ce que nous avons vu des Statuts du diocèse de Léon.

(2) En 1806, M^{gr} de Crouzeilles écrivait au Ministre des Cultes que M^{gr} de La Marche n'avait pas accordé les pouvoirs à un abbé Héliez de l'ancien diocèse de Léon, qui se faisait remarquer par ses manœuvres contre le Concordat. Peyron, *Bulletin diocésain*, mai-juin 1918, p. 90.

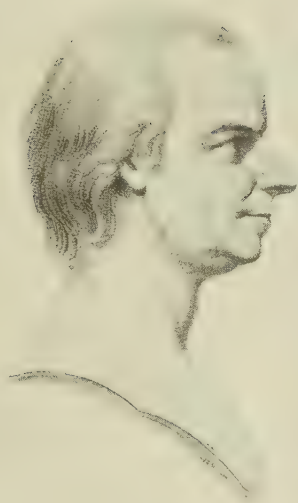
condamner définitivement les théories gallicanes. C'est le gallicanisme, en effet, qui explique toute l'attitude de l'Évêque et qui inspira toutes ses démarches ; il était une forme de son tempérament intellectuel, un résultat de son éducation et de sa formation ecclésiastique. Les évêques sont d'origine divine, ils ont la juridiction immédiate et ordinaire dans leurs diocèses respectifs, et le Pape « *primus inter pares* » n'a sur eux qu'une primauté d'honneur et de juridiction. Toutes ces idées, qui reviennent si souvent sous sa plume, étaient dans l'atmosphère du temps. Depuis, Rome a parlé impérativement en déclarant que le pouvoir de juridiction du Pape s'exerce d'une manière directe, immédiate sur chacune des Eglises particulières, sur chacun des pasteurs, sur chacun des fidèles de la catholicité. En définissant comme un dogme de foi qu'il n'y a qu'une seule souveraine puissance dans l'Eglise et que cette souveraineté réside toute entière dans la personne du Pontife de Rome, chef de l'épiscopat, le concile du Vatican a entendu donner le caractère d'une définition conciliaire à ce qui, jusque là, était matière d'opinion théologique.

Nous regrettons toutefois que M^{gr} de La Marche n'ait pas cru devoir faire le geste demandé par Pie VII, car la perfection ecclésiastique ne consiste pas seulement à accepter les décisions doctrinales et les ordres formels du Pontife romain, mais à aller au devant de ses désirs avec un esprit de soumission filiale et entière. « *Ubi Petrus, ibi Ecclesia. Ubi Ecclesia, ibi Christus* (1). »

V

L'Évêque était entré dans sa soixante-dix-huitième année. La vigueur de son esprit qui ne se refusait à aucun travail, qui n'avait rien perdu de sa justesse dans la dis-

(1) M. de Kerdrel de Keruzoret nous a affirmé, d'après le témoignage de M^{me} de Trogoff, que le Pape aurait écrit à M^{gr} de La Marche une lettre privée pour lui faire savoir qu'il comprenait ses sentiments, mais ne pouvait, à cause des circonstances, les approuver par un acte public.



THE BISHOP OF S^t POL DE LÉON

Nat. Jul. 1729 — Ob. Nov. 1806

Published April 1st 1807 by Nichols et Son.

Fac-simile du frontispice
de l'Oraison funèbre de Mgr de La Marche

cussion des affaires, de sa pénétration dans l'examen des questions les plus difficiles, tout, raconte l'abbé du Châtelier, donnait l'espoir à ses amis de jouir encore longtemps de ses vertus et de ses bienfaits. « Le premier il aperçoit les approches de sa dernière heure... Sa mort est calme comme sa vie... Sa voix est ferme, son esprit est libre, sa mémoire est présente... Il est encore assis à cette place où les malheureux venaient exposer leurs besoins, et l'on dirait qu'il les attend l'un après l'autre... Il reçoit l'onction sainte... Il s'accuse et demande grâce et se plaint de trop peu souffrir... Il dit adieu au monde à sa famille désolée (1), à ses vénérables collègues qu'une si douce conformité de sentiments et de vertus unissait à lui... « Le comte d'Artois alla le voir dans ses derniers moments et lui demanda sa bénédiction. La veille de sa mort, il eut une faiblesse, et l'on crut qu'il allait rendre le dernier soupir. Il revint à lui avec toute sa présence d'esprit, tendit les mains au prêtre qui avait récité les dernières prières en lui disant qu'il avait tout entendu, se plaignit d'avoir oublié une lettre qu'il dicta et eut la force de signer. Deux heures avant sa mort, il appela ce même prêtre qui veillait à ses côtés, lui dit qu'il se rappelait avoir parlé avec trop peu de ménagements à un ecclésiastique, le pria d'aller le trouver pour lui faire ses excuses et se recommander à ses prières. Avant de mourir, il prononça ces paroles : « Je demande des prières et ne veux point d'éloges. »

Pour toute fortune, il laissait deux couverts d'argent, quelques livres, un piano et de mauvais habits (2).

Suivant son désir, ses obsèques se firent très simplement ; il y eut un grand concours de peuple. On donna satisfaction au vœu qu'il avait exprimé dans son testament d'être enterré auprès de son ami Le Mintier, évêque de Tréguier, dont la tombe se trouvait au cimetière de Saint-Pancrace.

L'oraison funèbre fut prononcée le 29 janvier 1807 dans

(1) Sa nièce, M^{me} du Quengo, assistait à ses derniers moments.

(2) P. de Courcy, *Notice de M^{gr} de La Marche*. Il aimait beaucoup la musique qui fut sa principale distraction pendant son séjour en Angleterre ; il composa même des œuvres de musique d'église (d'après une liste de ses ouvrages. Arch. de Kerdanet).

la chapelle française de Conway-Street, Fitzroy Square, par M. du Châtellier, vicaire général du Mans, qui prit pour thème le texte de la Sagesse : « Ce juste que la fureur de ses frères a banni de sa patrie, la sagesse l'a conduit par des voies droites et a perfectionné sa vertu dans les travaux et les a consommés. » (*Sag.*, X, 9). Le marquis de Buckingham pourvut aux frais de son tombeau. Il fit élever au cimetière à la mémoire du pieux et charitable évêque qui avait été son ami, un mausolée, entretenu dans la suite par la piété filiale de M^{me} de Keruzoret, l'une des nièces du prélat. Ce n'était pas sans attendrissement que l'étranger lisait sur ce monument l'inscription suivante, composée par le Marquis lui-même.

†

HIC JACET

Joannes-Franciscus de La Marche episcopus et comes Leonensis
Stirpe antiqua et progenie clara nobilis
Virtute, pietate et laboribus longe nobilior,
Senatui et provinciæ Galli-Britonum carus
Quibus denique eversis
Militiæ, clero, cæterisque Gallorum in Anglia exulantium
Subsidia sibi a rege et senatu Britannico commissa
Sollicitudine et charitate amicus, pastor et pater ministravit,
Officiorum quæ religio, quæ Ecclesia Gallicana,
quæ jura regni imposuissent
Propugnator strenuus et recte tenax
Non opprobriis, nec illecebris prava jubentium movendus
Splendidam paupertatem adscivit sibi,
His tantisque laboribus indefessus
Suis carissimis,
Nulli flebilior quam amico
Qui hoc qualecunque monumentum desiderii posuit
In misericordia divina confidens
Et meliora sperans,
Obiit die 25a novembris anno 1806
Ætatis 77a.

En 1866, le Midland Railway de Londres allait couper le cimetière de Saint-Pancrace et détruire le tombeau de l'Évêque. L'abbé Mahé, chapelain des troupes catholiques de l'armée britannique, fut chargé par M^{gr} Sergent, évêque de Quimper et de Léon, et par la famille du véné-

nable défunt, de réclamer, au nom de la Bretagne et de la France les restes du prélat. Les autorités anglaises, sur la recommandation du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Londres, et M^{gr} Manning, archevêque de Westminster, prêtèrent avec empressement un concours efficace à l'abbé Mahé. L'autorisation de l'exhumation, demandée par M^{me} de Keruzoret, fut accordée le 26 juin 1866, et le 8 août, les restes mortels de M^{gr} de La Marche furent exhumés en présence du chanoine Moriss, délégué par M^{gr} Manning. Le cercueil scellé aux armes de l'archevêché de Westminster, fut transporté solennellement à la cathédrale de Saint-George de Londres, en attendant son départ pour la France. La translation de ces précieux restes, depuis la capitale jusqu'à Folkestone, impressionna vivement la population anglaise. L'évêque anglican de Londres renonça aux droits considérables qu'il eût pu percevoir en cette circonstance. La foule s'inclinait respectueusement sur le passage du cortège. Les catholiques s'approchaient du cercueil, le baisaient respectueusement et lui faisaient toucher des objets de piété (1). Le maire de Folkestone envoya une voiture pour le recevoir et le fit garder pendant la nuit. A Boulogne, les autorités françaises ne furent pas moins empressées. Le prince de la Tour d'Auvergne avait donné des instructions au directeur de la Douane de cette ville pour que l'abbé Mahé pût accomplir sa mission sans entrave (2). A Paris, les restes de M^{gr} de La Marche furent reçus à la gare par l'abbé Darras, vicaire général d'Ajaccio et chanoine de Quimper, puis déposés à Saint-Sulpice. Une scène émouvante eut lieu au moment où le cercueil franchissait les marches de l'église. Une vénérable octogénaire, fondant en larmes, se tenait sous le péristyle. C'était la nièce de l'Evêque, la comtesse du Quengo, qui avait partagé avec lui les épreuves de l'exil.

Le convoi quitta Paris le lundi soir 20 août et arriva à

(1) *Le Monde* du 16 août 1866.

(2) D'après une lettre conservée par la famille de Kerdrel de Keruzoret.

Morlaix le lendemain matin. Un service funèbre fut célébré dans l'église de Saint-Martin des Champs, puis le cercueil fut accompagné jusqu'à Saint-Pol par le curé de cette paroisse et par l'abbé de Kermenguy (1). Arrivés à Saint-Pol, les restes du prélat furent déposés dans la chapelle de Saint-Pierre, en attendant que l'évêque de Quimper réglât les détails de la translation officielle à la cathédrale qui eut lieu le 18 septembre. Ce jour là, l'archiprêtre de la paroisse, à la tête d'une centaine de prêtres en surplis et d'une foule immense, alla chercher le cercueil à la chapelle et le remit à l'évêque des diocèses réunis de Quimper et de Léon, qui l'attendait à l'entrée de la cathédrale (2). En répondant à l'allocution de l'archiprêtre, M^{gr} Sergent dit combien il était heureux de voir le clergé, les autorités de la ville, les notabilités du pays et la population s'associer à l'hommage solennel rendu à la mémoire de son éminent prédécesseur. Après le chant de l'office, il monta en chaire. Parcourant la carrière de M^{gr} de La Marche, il suivit le dernier évêque de Léon dans les soins du ministère sacré et du gouvernement de son troupeau. Il montra les préjugés de nationalité et de religion s'effaçant en Angleterre devant sa voix conciliante ; il évoqua les prodiges de charité qui ont fait inscrire son nom en lettres d'or dans les annales de l'émigration. « Et qu'on ne croie pas que ces beaux exemples fournis à l'Angleterre par le sacerdoce catholique aient été perdus pour la cause de la vérité. C'est des jours auxquels nous nous reportons que date l'impulsion qui tend à ramener dans le giron de l'Eglise un peuple depuis si longtemps abandonné aux erreurs de l'hérésie. Le successeur de Saint Pol Aurélien et de Saint Tugdual a eu une large part à cet apostolat, fondé sur les seuls exemples de la vertu et qui rappelle les noms d'autres ecclésiastiques de la Bretagne, tels que ceux de M^{gr} Le Mintier et du vertueux abbé Carron... » Parlant ensuite de la réponse que M^{gr} de La Marche crut pouvoir faire au

(1) *Le Journal de Morlaix* du 25 août 1866.

(2) *L'Océan de Brest*, septembre 1668.

Pape à l'occasion de la suppression de son siège, Monseigneur de Quimper dit que sa vie offrit par ailleurs trop de témoignages de fidélité et d'attachement à l'Eglise pour que l'on pût mettre des doutes sur les sentiments qui l'animèrent jusqu'à son dernier soupir.

Puis M^{gr} Sergent donna l'absoute, après laquelle la dépouille mortelle du dernier évêque et comte de Léon fut déposée sous une travée du chœur à côté des plus illustres de ses prédécesseurs.

Parmi les personnes présentes à la cérémonie, on remarquait les membres de beaucoup d'anciennes familles du Léon dont M^{gr} de La Marche avait cultivé l'amitié. La famille de l'éminent prélat y était aussi représentée. Les héritiers de son nom étaient établis à la Guadeloupe et n'avaient pu effectuer le voyage, mais on remarquait la comtesse de Keruzoret et la comtesse de Kerdrel sa fille. Le Père de Saint-Alouarn, de la Compagnie de Jésus, M. de Blois, de Quimper, ancien membre de l'Assemblée Législative, et M. Félix de Poulpiquet y assistaient aussi en qualité de petits-neveux de l'évêque, le premier comme descendant du chevalier de La Marche, les deux autres comme issus de Marie-Thérèse de La Marche qui fut mariée à M. Le Borgne de Kermorvan (1).

(1) La plupart de ces détails sont extraits des journaux anglais et français de l'époque et des correspondances de la famille de Kerdrel de Keruzoret.

CONCLUSION

M^{re} de La Marche ne fut pas seulement une des belles figures de l'épiscopat breton, il fut une des personnalités marquantes de l'épiscopat gallican, un homme d'action doué d'une volonté énergique.

C'est cette volonté qui lui permit à lui de santé débile et sujet à des crises, de se livrer à un labeur écrasant.

Dans son diocèse où il garda la résidence en dehors des cas extraordinaires de la Commission Intermédiaire et de la délégation à la Cour, il fut moins le grand seigneur que le pasteur dévoué. Son épiscopat se résume en dix-neuf années d'activité féconde. Statuts, mandements, instructions doctrinales, tout paraît à l'heure marquée. Par les retraites pastorales, les concours pour les cures, les faveurs qu'il accorde aux études supérieures, il imprime un admirable élan intellectuel à son clergé dont il assure le recrutement par sa belle fondation du Petit Séminaire et la formation par un cycle complet d'études. Par ses visites dans les paroisses, par l'impulsion donnée aux prédications et aux missions, il éclaire et développe la piété du peuple. Homme d'œuvres infatigable, il donne

sa mesure dans des libéralités de toutes sortes. Les États provinciaux utilisent ses compétences administratives : Finances, agriculture, confection des routes, industrie, travaux publics, casernes, institutions de bienfaisance, tout se développe sous son esprit d'initiative, et lorsque les circonstances le mettent en conflit avec les représentants du roi, le vieil atavisme breton concourt avec le sentiment de la justice pour lui inspirer une hardiesse de langage qu'on n'eût pas trouvée chez un adulateur du pouvoir.

Ce qui donne à sa vie un caractère de vif intérêt, c'est qu'il vécut sous deux régimes : l'un à son déclin lui imposa des devoirs dont l'accomplissement était souvent pénible, l'autre à son aurore le soumit à de rudes épreuves par le renversement de l'ordre politique et religieux.

La Révolution le trouve fidèle à l'orthodoxie. Sa doctrine ne subit pas l'atteinte des événements qui ébranlèrent le sol de la France. Le premier, et avec une clairvoyance que les faits ont justifiée, il avertit le Saint-Siège des mesures qui se préparent contre l'Eglise. L'Émigration l'appelle son Vincent de Paul. Dans l'œuvre du Comité de secours, il demeure bien Français par sa distinction qui lui ménage de précieuses amitiés, par son esprit d'initiative et d'invention qui lui permet de faire face aux besoins nouveaux, par son désintéressement qui lui fait oublier toute préoccupation d'arrondir son budget personnel pour ne songer qu'à ses frères en détresse. L'Angleterre catholique lui doit, au début du siècle dernier, un regain de vitalité religieuse, et l'historien de cette renaissance s'est fait l'interprète de la gratitude de ses coreligionnaires en lui consacrant de nombreuses pages de son ouvrage. Il est un des militants de l'Émigration. Les Bourbons recherchent ses conseils. Mais pourquoi a-t-il poussé pour eux la dévotion jusqu'au culte, au point de ne voir le salut de la Monarchie que dans une intervention étrangère ? C'est que la Révolution l'impressionnait tellement qu'il n'admettait pas qu'il en pût sortir des bienfaits. Aussi ne considérait-il pas comme une trahison de souhaiter le rétablissement du roi même au prix de com-

promissions avec l'étranger. Aujourd'hui de pareils sentiments seraient inconcevables. Pas un prêtre dans la dernière guerre n'eût osé faire des vœux contre sa patrie. Il n'en était pas de même à une époque où le patriotisme se confondait avec le culte du monarque.

M^{sr} de La Marche était tellement pétri de cette idée qu'il ne voulut même pas accepter que sous un régime différent de la dynastie traditionnelle, le Pape modifiât le Statut de l'Eglise de France. S'il fût descendu au tombeau avant le Concordat, cette ombre ne se serait pas glissée sur sa mémoire. Il eût pu paraître céder extérieurement tout en conservant ses attachements au fond de son cœur. Mais c'était là une attitude qui lui répugnait, et il faut dire à sa décharge que les préventions gallicanes étaient très tenaces, que Rome n'avait pas encore parlé impérativement et n'avait pas défini comme un point de doctrine la juridiction directe et immédiate du Pape sur toute l'Eglise.

Ce qui ne saurait être contesté, c'est l'unité de l'inspiration qui a animé sa vie entière. Il a vécu de sa foi religieuse et de sa fidélité monarchique et il a toujours mis ses actes en accord avec ses principes. Gallican et royaliste, tout ce qui a passé à travers son intelligence ou dans son cœur s'est teint de ces deux couleurs qui, en réalité, n'en faisaient qu'une, tant chez lui leur harmonie était complète.

Tel aussi a été notre fil conducteur à travers notre étude. Repoussant le rôle d'apologiste, ne laissant parler que les documents, nous avons suivi pas à pas le cours de cette belle vie. Sur les restes de M^{sr} de La Marche, dans la cathédrale de Saint-Pol, se dresse son monument dû au ciseau du sculpteur Cugnot qui utilisa pour la statue une gravure représentant l'Evêque encore jeune et un masque moulé sur nature. Le prélat a la main gauche sur le cœur ; dans la main droite, il tient sa fameuse supplique aux administrateurs du Finistère. Nous aussi, nous avons voulu apporter notre contribution à son souvenir. Nous avons présenté notre illustre compatriote tenant en main la liste très nombreuse de ses écrits et de ses actes épiscopaux et disant à la postérité : « Voilà quels furent mes

sentiments et mes pensées, voilà les principes qui m'ont dirigé, le but que j'ai voulu atteindre, les moyens que j'ai employés. Me voilà tout moi-même. Lisez et prononcez. »

Lui verrons-nous un successeur sur son siège restauré ? Nous sera-t-il donné d'assister à la reprise d'une tradition treize fois séculaire ? C'est un vœu que nous nous permettons d'exprimer à la fin de cet ouvrage consacré à la mémoire du glorieux prélat qui, nous l'espérons, ne sera pas toujours appelé le dernier Evêque de Léon.

Vu : le 11 mai 1923.

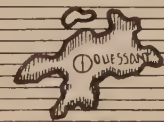
*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*
FERD. BRUNOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*
P. APPELL.

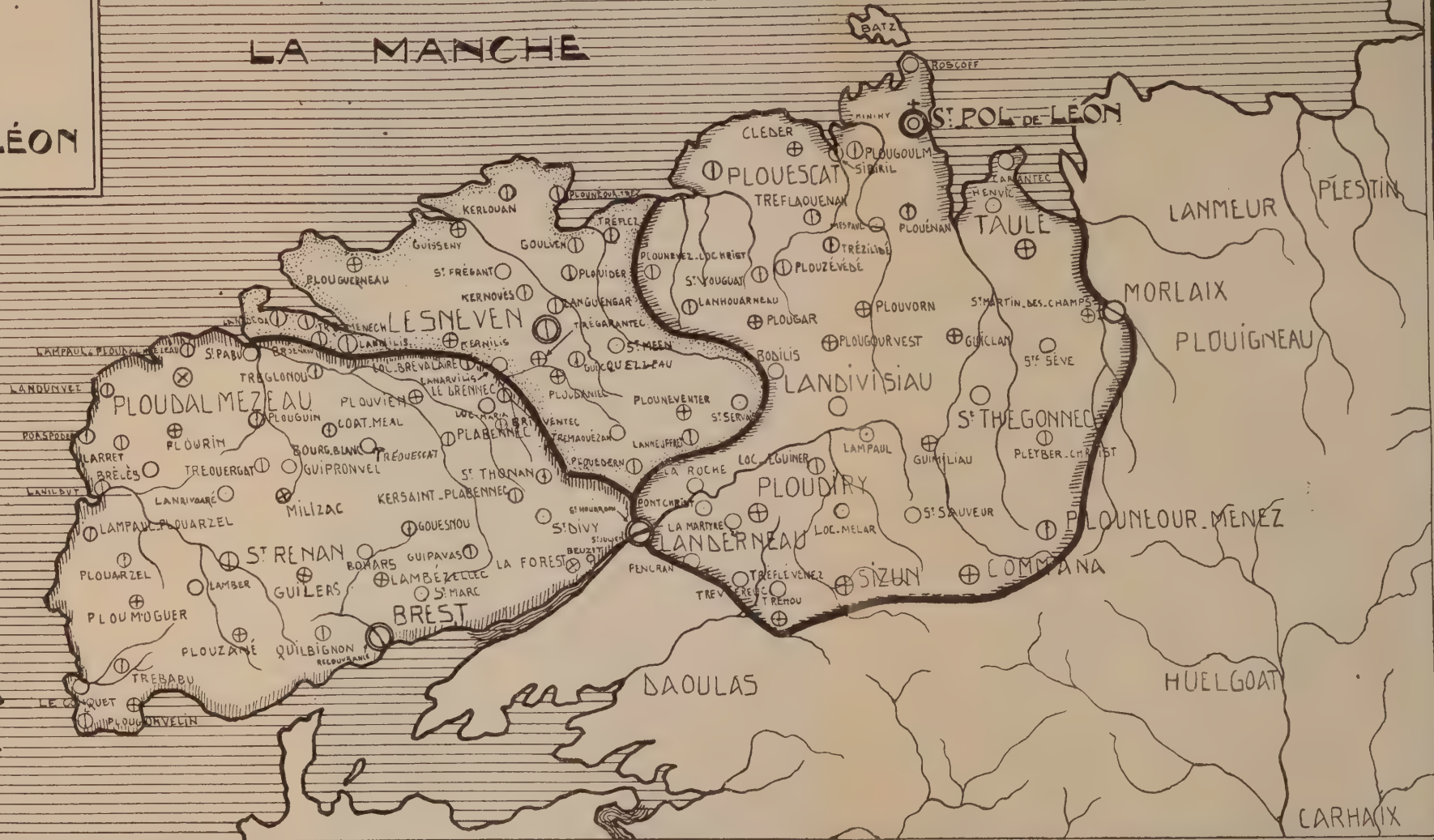
CARTE DU DiOCÈSE de LÉON

LA MANCHE



MOÛNE

ATLANTIQUE



Siège Episcopal.



Limites de l'Archidiaconé de Léon.



Limites de l'Archidiaconé d'A'ack.



Limites de l'Archidiaconé d'Illy.



Paroisse avec Trêves.

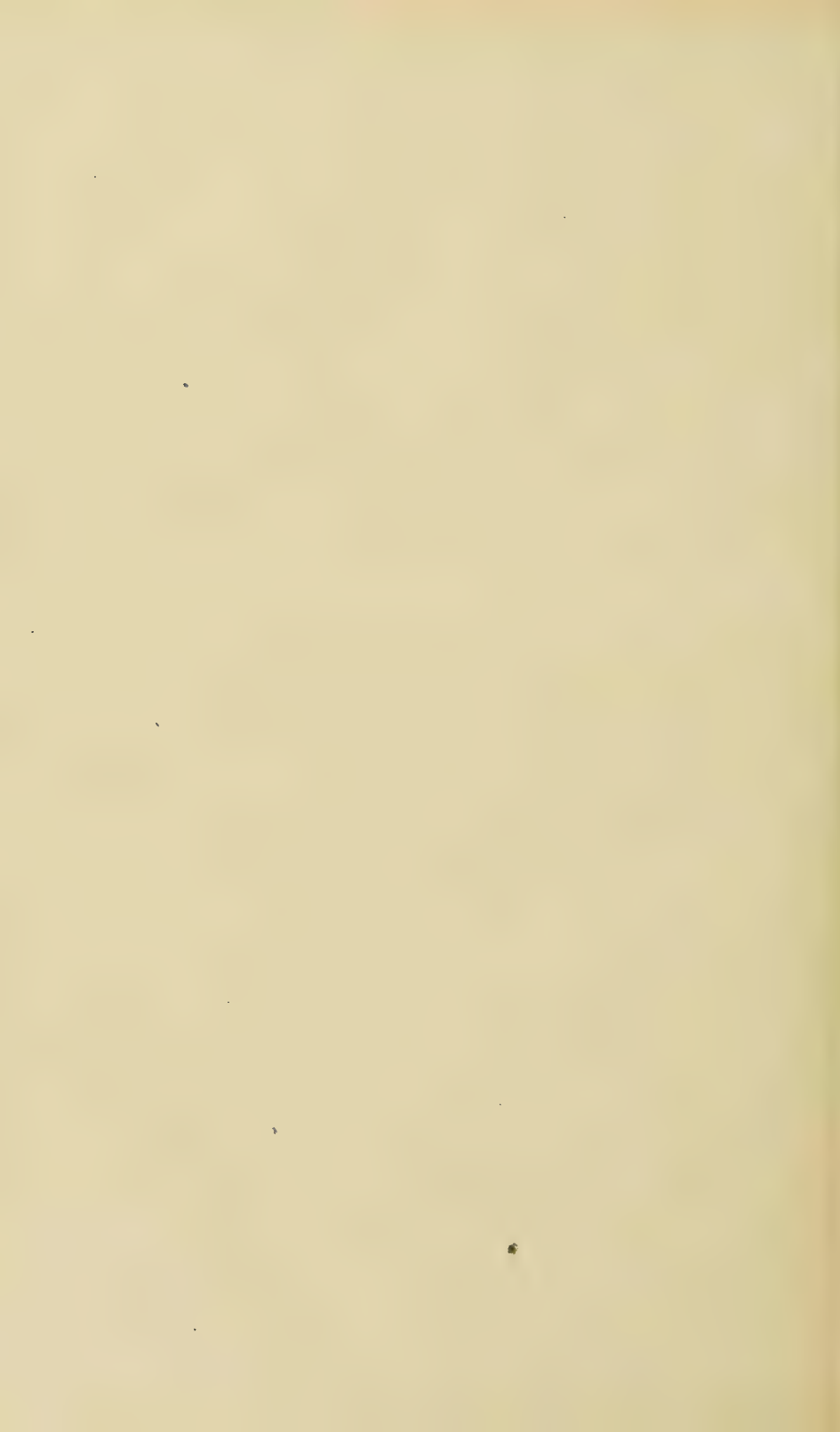


sans



Trêve.

APPENDICE



I.
TABLEAU DES REVENUS ET DES CHARGES DU DIOCÈSE DE LÉON
Clergé séculier.

ETABLISSEMENTS	REVENUS DIVERS	CHARGES	SOURCES D'INFORMATION
<i>Evêché.</i>	Temporel (fiefs, droits seigneuriaux) Recettes diocésaines (contrôle, insinuations) Valeur locative de l'Evêché.	Décimes, rentes foncières, réparations, etc. 8,460 l.	Déclaration de Mgr. de la Marche, Arch. Ev. Quimper et Arch. dép. Fin. 5 G. 499 X, 545, Q 399.
<i>Séminaire.</i>	12,269,10	Décimes, impositions pour les terres affermées.	Déclaration du Supérieur Chantrel, 1790, Arch. dép. Fin. 8 G. 2.
<i>Chapitre</i> (16 prébendes et 5 dignités)	88,060	Décimes, grosses réparations des presbytères, églises, entretien du culte.	Tableau des bénéfices ecclésiastiques au XVIII ^e siècle, Arch. de Kerdanet.
<i>Cures</i> Biens des fabriques.	80,000 100,000 50,000 31,250 30,000	Décimes, réparations locales des presbytères, frais de réfection, frais de monture, œuvres d'assistance, droits cathédraux.	Tableau des bénéfices, 1783, Arch. mun. Saint-Pol.
<i>Cures</i> Emoluments du clergé.	8,062,5	Traitements des professeurs, bourses d'élèves, frais d'entretien et de réparations.	Rapport du bureau diocésain et mémoire autographe de Mgr de la Marche à l'Assemblée du Clergé, 1786. Arch. Ev. Quimper.
<i>Petit Séminaire et Collège.</i>			Mémoire de M. Péron, principal, Arch. Ev. Quimper.
Hôpitaux Saint-Pol Koscoff Landerneau. Lesneven. Morlaix Landéda. Brest-Saint-Louis Brest-Reouvrance	4,500 2,000 1,800 600 1,200 1,000 3,000 300	Entretien de 100 pauvres. 50 — 60 — 23 —	Rapports des recteurs à l'Evêque, 1786. Arch. Ev. Quimper.

II.
TABLEAU DES REVENUS ET CHARGES DU DIOCÈSE DE LÉON
Clergé Régulier et Communautés.

ÉTABLISSEMENTS	REVENUS	CHARGES	SOURCES D'INFORMATION	ESTIMATION DES DISTRICTS 1791 EN CAPITAL
<i>Abbayes :</i>				
Le Relecq.	20.704 l. 12 s. 5 d.	5.004 l.	Décl. rec. écon. 1790. Arch. Fin. Q. 98.	
Saint-Mathieu	18.000	2.450 (portions congrues à payer) décimes.	Rapport du Bureau de Léon, 1786. Arch. Ev. Quimper.	
<i>Prieures en commende :</i>				
Beuzit	1.050	1.050 (portions congrues).	Rapport du Bureau de Léon, 1786.	9.730 l.
Lothunon.	640	Acquit des fondations.	—	
Saint-Renan	213	—	—	
Molène.	90	—	—	
Camfrout	300	—	—	
<i>Communautés d'Hommes :</i>				
Carmes de Saint-Pol	1.400	Décimes	« Tableau des biens ecclésiastiques » XVIII ^e siècle. Arch. de Kerlanet.	11.620
Minimes —	1.000	—	—	8.000
Capucins de Roscoff.	Vivent de leurs quête.	Non imposables aux décimes.	—	16.346
— de Morlaix	—	—	—	19.720
Minimes —	—	—	—	23.126
Dominicains —	—	—	—	18.400
Récollets de Cuburien	—	—	—	26.000
Capucins de Landerneau.	—	—	—	14.460
Récollets —	—	—	—	
Capucins de Recouvrance	—	—	—	
Récollets de Lesneven	—	—	—	
Récollets de Landéda	—	—	—	
<i>Communautés de Femmes :</i>				
Ursulines de Saint-Pol.	10.406	14.936	Etat de 1729. Arch. Nat. S. 7545.	17.400
Dames de la Retraite de St-Pol.				8.300
Bénédictines de Morlaix				25.093
Carmélites —	8.076	8.207		10.344
Union chrétienne de Brest	14.130	15.488	—	98.629
Ursulines de Landerneau.	11.161	14.200	—	190.000
Ursulines de Lesneven			—	

III.

TABLEAU DE LA VALEUR EN REVENUS ET DE LA SUPERFICIE APPROXIMATIVE EN HECTARES
DES BIENS FONCIERS ECCLÉSIASTIQUES DU DIOCÈSE DE LÉON.*Clergé Séculier.*

UNITÉS ECCLÉSIASTIQUES	TERRES SEULES	Conte- nance approx.	PROPRIÉTÉ BÂTIE ET TERRES	Conte- nance approx.	Total en hectares	Propriété bâtie sans terre	Revenus fonciers dont la nature n'est pas indiquée	RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR
Evêché	11 551 l.	557 h.	5 777 l. dont 1 080 environ pour 18 maisons. Restent 4 700 l. en terres + 5 h. pour les lo- caux de l'Evêché	235 h.	797	258 l.		" Déclaration " de Mgr de la Marche, pos- térieur à 1781. Arch. de Quimper et In- ventaire de 1782. Arch. Fin. 5 G. 499 x.
Chapitre	environ 300 champs			5	220	1 145 l.		" Aveu " de 1684, Arch. Fin. 6 G. 10 x. et Procès-verbaux d'expertise 1791. Arch. Fin. Or. passim. Donnant les superficies. Déclaration du Supérieur Chantrel, 1790, Arch. Fin. 8 G. 2.
Séminaire	647 l.	32	4 043 l. dont 12 mai- sons, le reste en terres.	166	198			
Cures et fabriques	19 943	1 000	56 133 l. dont 300 mai- sons environ, le reste en terres.	1 907	2 947	3 809 l.	8 175 l.	" Tableau " de 1786, Arch. Mun. St-Pol.
Petit-Séminaire et Collège Hôpitaux	Revenus en contrats		n'avaient que leurs édifices.		30			" Aveu " des Communautés en 1786. Arch. Mun. St-Pol et cadastres des Mairies. Donnant les superficies.

IV

TABLEAU DE LA VALEUR EN REVENUS ET DE LA SUPERFICIE APPROXIMATIVE EN HECTARES
DES BIENS FONCIERS ECCLÉSIASTIQUES DU DIOCÈSE DE LÉON.
Clergé, Régulier et Communautés.

UNITÉS ECCLÉSIASTIQUES	TERRES SEULES	PROPRIÉTÉ BÂTIE AVEC TERRES	TOTAL EN HECTARES	PROPRIÉTÉ bâtie sans terre	REVENUS FONCIERS sans autre indication	RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR
<i>Abbayes et Prieurés :</i>						
Le Relecq	2 000 l.	1 moulin avec dépendances.	100			Arch. Dép. Fin. Q 95,98.
St-Mathieu	29 parcelles, champs, etc.		0	1 moulin 1 maison	2 293 l.	Arch. Dép. Fin. Q passim. Rapport du Bureau de Léon, 1786.
<i>Prieurés en comende</i>						
<i>Communautés d'Hommes :</i>						
Carmes de St-Pol			30	2 maisons		"Aveux" des Communautés en 1786, Arch. mun. St-Pol pour Carmes, Minimes, Ursulines de St-Pol et Benedictines de Morlaix. — Procès-verbaux d'expertise 1790 et 1791 pour les autres communautés. Arch. Fin. Q 368,399. — Ces divers documents donnent les superficies.
Minimes —			4			
Capucins de Roscoff			2			
Capucins de Morlaix			2,50			
Minimes —			2	1 maison		
Dominicains —			2,25	1 maison		
Récollets de Cuburien			2			
Capucins de Landerneau			1,60			
Récollets —			2			
Capucins de Recouvrance			1,50			
Récollets de Lesneven			2			
Récollets de Landéda			2			
<i>Communautés de Femmes :</i>						
Ursulines de St-Pol			11,50			61 l. 12 (en 1784)
Dames de la Retraite de St-Pol			1,50			
Bénédictines de Morlaix			5			
Carmelites —			1,55			
Union chrétienne de Brest			1,06			
Ursulines de Landerneau			9			
Ursulines de Lesneven			4			

INDEX

DES NOMS DE PERSONNES ET DE LOCALITÉS (1)

A

Abgrall (François), pr. inserm. 377.
 Ack, archidiaconé, 66, 88, 122, 333.
 Ackau, rect. *Ploumoguier*, 173.
 Agay (d'), intendant, 34, 39.
 Aiguillon (duc d'), 22-41, 251, 261.
 Albignac (d') de Castelnau, év. d'*Angoulême*, 412, 431, 497, 513.
 Allain (Messire François), 205.
 Amelot, év. de *Vannes*, 342, 497, 513.
 Amelot, min. 211, 243 n., 244, 253, 255.
 Anceau, sieur de La Marche, 6.
 Andigné (d') de la Chasse, év. de *Léon*, et de *Chalon*, 42 n., 105, 119, 125, 133, 207.
 André (Claude), év. de *Quimper*, 516 n.
 Angoulême (duc d'), 484.
 Arnaud du Thoyx, 169.
 Artois (C^{te} d'), 444, 447, 472, 478, 484, 486, 496, 498, 519.
 Arundel (Lord), 357.
 Asseline, év. de *Boulogne*, 479.
 Aubert, *Roscoff*, 363.
 Aubert (P.), Jésuite, 228 n.
 Aubeterre (d'), ct de la Province, 164 n., 184, 187, 238-262.
 Authueil, rect. *Guiclan*, syndic du Clergé, 135, 155.

B

Bacquencourt (de), V. Dupleix.
 Bacré, maître d'école, 229.
 Baker (William), 397.

Barbier de Lescoët (famille), 89, 104, n., 169, 192, 291.
 Bareau de Girac, év. de *St-Brieuc* et de *Rennes*, 18, 34, 36, 37, 81, 82 n. 185, 248, 257, 261, 274, 359.
 Barjou, *Lesneven*, 178 n.
 Barral (de), év. de *Clermont*, 483.
 Barral (de), év. de *Troyes*, 89, 496.
 Bastiou (abbé), 21.
 Beaumont (de), arch. de *Paris*, 18, 45.
 Beauregard (abbé de), émigré, 438.
 Béchenec (abbé), 329.
 Bégasson (de), 253.
 Bégoc, rect. *Molène*, 151.
 Belbeuf (de), V. Godard.
 Bergot, rect. *Kernouës*, 154.
 Berington (Dr), vic. ap., 461.
 Béroutte, 258.
 Berry (duc de), 444, 485.
 Béthisy (de), év. d'*Uzès*, 412, 431, 495 n., 497, 498, 513.
 Benzit, prieuré, 53, 126.
 Benzit, 123 n., 136.
 Billart, écolier, 219.
 Billoart (dame), 5.
 Blanchard, maître d'école, 230.
 Blanchard (abbé), 514, 515.
 Bleas (M^{elles}), maîtresse d'école, 230.
 Blois (de), 523.
 Boberil de Cherville (du), 281.
 Boigne (M^{me} de), émigrée, 461.
 Boisdaniel (de), V. Capitaine.
 Boisselin (de), arch. d'*Aix*, 43 n., 89, 356, 412, 439, 444, 453, 496, 498, 499.
 Boisselin (c^{te} de), 243, 245, 246, 261, 263, 274.

(1) Les noms des localités sont indiqués en italique.

- Boisgelin (c^{tesse} de), émigrée, 404.
 Boisriou (de), V. de Couessin.
 Boissière (abbé), 371.
 Boissieux (abbé de), 277, 278.
 Bonnière (abbé de), émigré, 453.
 Borie, 257, 261, 262.
 Bosquet, émigré, 447.
 Bosvy, Eudiste, émigré, 450.
 Botherel (c^{te} de), 270.
 Botherel (de), émigré, 405.
 Botmeur, 293.
 Botmeur (M^{ie}-Anne de), 3, 7, 9.
 Bouillé (M^{me} de), émigrée, 391.
 Boulvern (seign. de), 5.
 Bourdonnec, rect. *Lesneven*, 76 n. 140.
 Bourigan du Pé d'Orvault (Félicité de), 7.
 Bourret (abbé), émigré, 444.
 Bourson, maître d'école, 229.
 Bouteville (Hector de), 256.
 Boutin, rect. *Roscoff*, 358.
 Bowdler, 407.
 Boylesve, avocat, 107.
 Branellec, rect. *Landunvez*, 154, 166.
 Branellec, vic. *St-Pol*, 375, 378.
 Brest, 53, 62, 86, 100-104, 123-125, 136, 138, 151, 155, 161, 164, 169, 170, 188, 201, 223, 228-231, 298 suiv. 360 suiv. 380 suiv.
 Breteuil (baron de), min. 213, 257, 258, 281, 282.
 Breton, rect. *Sibiril*, 365 n.
 Breventec, prieuré, 136.
 Breventec, 123 n. 136.
 Briant, notaire, 227.
 Brice, l^r-criminel, 392.
 Brichet, 329.
 Brilhac (abbé de), 37.
 Brizeux, 348.
 Broglie (abbé de), 456.
 Broudin, vic. *Guisseny*, 138.
 Brouennou, 123 n.
 Brown (Isaac), 397.
 Buckingham (m^{is} de), 357, 396, 407, 415, 446, 450, 451, 520.
 Buckingham (m^{is} de), 357, 389, 404, 408, 415, 417, 450, 452.
 Burke (Edmund), 354, 355, 356, 395, 396, 446.
 Burncy (D^r), 400.
 Butler (Charles), 396 n, 431 n.
- C
- Cadoudal, 486, 489 n.
 Cahier, min. 369.
 Calonne (de) min. 43 n., 186, 192, 207 n., 258, 259, 265, 266,
 Calvarin, vic. *Lampaul-Ploudal-mézeau*, 376.
 Cambout, V. Coaslin.
 Camfrout, prieuré, 53, 126.
 Capitaine-de-Boisdaniel, 379.
 Caradeuc (de), V. La Chalotais.
 Carantec, 54, 196, 384 n.
 Carn, 181.
 Carron (abbé Guy), émigré, 443, 445. 523.
 Cassini (de), 246.
 Castelnau (de), V. d'Albignac.
 Catuélan (de), 250, 257, 261, 269.
 Caze de la Bove, intendant, 99, 100, 104, 189, 211, 213, 241, 246, 250, 251.
 Cazuc, 37.
 Certaines (M^{me} de), émigrée, 444.
 Chabannes (M^{me} de) émigrée, 404,
 Champion (abbé), 99 n.
 Champion de Cicé, arch. de *Bordeaux*, 89, 144, 412, 496.
 Champsavoy (v^{te} de), 261.
 Chantrel (abbé), émigré, 426, 443.
 Chapalain, vic. *Sizun*, 375.
 Charette, 468 suiv.
 Charmoy (de), 5.
 Chateaubriand, 411.
 Château-Gaillardin, 195.
 Châteaugiron (abbé de), émigré,
 Châteaugiron (de), archiviste, 124.
 Chaulnes (duc de), c^t de la Province, 26.
 Chauvigny (de), év. de *Lombes*, 497, 513.
 Chef du Bois (Hervé de), 213, 215, 267, 269, 297, 304, 305, 306.
 Cherville (de), V. Bobénil.
 Cheverus (abbé de), émigré, 462.
 Chevrel, 343.
 Chevrollais (abbé), émigré, 463.
 Cheylus (de), év. de *Bayeux*, 412, 452.
 Choiseul (de), min., 38.
 Chrétien de la Masse, vic.-gén. *Léon*, 66, 88.
 Cicé (de), V. Champion.
 Claude (P.), récollet, 201.

Cléder, 61, 65, 123 n., 130, 162, 174, 196, 314.
 Clermont-Tonnerrè (de), év. de *Châlons*, 89.
 Coaslin de Cambout, 258.
 Coatanscours (mise de), 291, 292, 345.
 Coataudon (de), écolier, 217.
 Coatméal, 123 n.
 Cochlan, 418.
 Cogenval (M^{lle}), 171.
 Colas de Kerannou (M^{me}), 382.
 Colbert-Seignelay (de), év. de *Rodez*, 451, 496, 513.
 Combrit, 26 n.
 Commana, 60, 61, 98, 101, 123 n., 161, 162, 227, 377.
 Condé (p^{ce} de), 444, 496.
 Conen de St-Luc, abbé de *Lan-gonnet*, év. de *Quimper*, 37, 43, 44 n., 75, 226, 242, 261, 293, 308, 327.
 Coniac (de), 33 n., 256.
 Conversy, 268, 269, 298, 306.
 Conzié (de), év. d'*Arras*, 448, 489 n., 497, 513.
 Corentin (P.), récollet, 201.
 Cornulier (prés. de), 237.
 Corre, rect. *Gouesnou*, 153.
 Corre, rect. *Minihy de Léon*, 305, 330, 331, 332, 384.
 Corrigou, 375.
 Cosquer (du), V. Testard.
 Cossoul, vic.-gén. *Quimper*, 369 n., 373.
 Costiou, pr. inserm., 377.
 Coucy (de), év. de *La Rochelle*, 496.
 Couessin de Boisriou (M^{lle}), émigrée, 447.
 Couvet (abbé), émigré, 439.
 Craon (p^{cesse} de), émigrée, 404.
 Crémeur, 73.
 Cressac (de), 119.
 Crouzeilhes (de), V. Dombideau.
 Cugnot, 527.
 Cuillé (de), V. Farcy.

D

Dacosta, 244.
 Dandré (baron), 486.
 Daniel, 372.

Danloux, 388, 409 suiv.
 Darras (abbé), 521.
 Daughy (Miss.), 446.
 Daviel, maître d'école, 229.
 Dereppe, maître d'école, 229.
 Derrien, libraire, 104.
 Derrien, *St-Pol*, 306.
 Des Cartes, intendant, 6.
 Des Cognets, vic-gén., *Quimper*, 10.
 Desgrées du Lou, 31, 39, 242.
 Des Hayeux de Keranével, 7.
 Despons (chanoine), émigré, 416.
 Devaux (P.), minime, 201.
 Dillon, arch. de *Narbonne*, 279, 352, 437, 439, 440, 496, 498, 513.
 Dillon (M^{lle}), 439.
 Dombideau de Crouzeilhes, év. de *Quimper*, 89 n., 373, 478, 516 n.
 Douglas (Bishop), 403 suiv.
 Drennec, (Le), 123 n., 177 n., 384 n.
 Drévès, vic. *Recouvrance*, 375.
 Du Beaudiez, 227.
 Dubois, 192.
 Du Chastel, 6.
 Duchatel (abbé), émigré, 416.
 Duchatellier, 117.
 Du Couëdic, 9.
 Du Dresnay (m^{is}). 305, 306,
 Du Dresnay, émigré, 372.
 Dufaure de Rochefort, intendant, 269.
 Du Fou (M^{me}), émigrée, 447.
 Du Fresnay, 6.
 Du Houx, émigré, 447.
 Dulau (abbé), 45, 276.
 Du Laz (famille), 69, 341, 343, 346.
 Dumay, curé asserm., 378, 380.
 Dupleix de Bacquencourt, intendant, 39, 104.
 Du Quengo (famille), 7, 217, 447, 519, 521.
 Duras (duc de) com^t de la Province, 33, 35, 39.
 Duras (duchesse de), 35.
 Dure, 312.
 Durfort (de), archev. de *Besançon*, 89.
 Du Rusquec (m^{is}), 175.

E

Edy, rect. *Ergué-Gabéric*, 3.
 Elestrec, 123 n.

Elliant, 9, 10.
Elloy de Mélancourt, émigré, 453.
Ergué-Armel, 3, 5, 5 n.
Ergué-Gabéric, 3, 6, 7, 8 n.
Erskine (M^{re}) 494.
Expilly, év. du *Fin.*, 274, 328, 331,
 339, 358 suiv., 379, 383.

F

Farcy de Cuillé (de), év. de *Quimper*, 43 n.
Faucheur, écolier, 219 n.
Fillonneau (abbé), émigré, 443.
Fitz-James (duc de), com^t de la
 Province, 39-42, 184, 234-236.
Fitz-William (c^{te} de), 396, 399.
Flammarens (de), év. de *Quimper*
 et de *Périgueux*, 44, 497.
Fleury (de), V. Joly.
Fleury (abbé), émigré, 457.
Floch, rect. *Brest*, émigré, 337,
 426, 442.
Folgoat (Le), 53, 65, 139, 188 n.
Fontanges (de), arch. de *Toulouse*,
 479, 488.
Forton, 406.
Fouché, min., 385 n., 424-425.
France (M^{lle} de), émigrée, 447.
Franous (abbé de), émigré, 463.
Fréron, 9, 153 n.

G

Gaillard, maître d'école, 230.
Gaillard (abbé) émigré, 453.
Gain-Montagnac (de), év. de
Tarbes, 495, 496.
Galès, rect. *Plouzévéde*, 375.
Galois de la Tour, év. de *Moulins*,
 497, 513.
Gaulard, maître d'école, 229.
George III, roi d'*Angleterre*, 352,
 355, 388.
Gillot, 238.
Girac (de), V. *Bareau*.
Glasse (Rev. *George*), 401.
Gloucester (duc de), 889.
Glynn (Th.), 420, 431.
Godard de Belbeuf, év. d'*A-*
vanches, 439.
Gofvry (abbé), 445 n. 451.
Gontaut (M^{me} de), émigrée, 404.

Gordon (*George*), 355.
Gosport, 398, 406.
Gouesnou, 61, 123 n., 149, 153, 155,
 164, 165, 168.
Gougouil (abbé), 384.
Goulven, 61, 98, 123 n., 151, 152.
Gouyon (de), arch. vic.-gén. *Léon*,
 65, 89.
Goyon (de), év. de *Léon*, 119.
Grall (abbé), *St-Pol*, 384.
Grall, rect. *Pleyber-Christ*, 113.
Grandclos (de), V. *Meslé*.
Grandval (M^{me} de), émigrée, 444.
Granville (Lord), 458.
Green, 429.
Grimaldi (de), év. de *Noyon*, 412,
 497, 513.
Guadet, 367.
Guer (de), M^{is} de *Pontcallec*, 27 n.
Guer (chev. de), 254, 263, 274.
Guerlesquin, vic. *Morlaix*, 360.
Guerrand (m^{is} de), 175.
Guerry (de), 31.
Guéry (de), émigré, 447.
Guiavarch (Claude), 204.
Guiclan, 123 n. 154, 155, 161, 162,
 165, 168, 171, 172, 174, 196, 377.
Guicourvest, 123 n., 376.
Guicquelleau, 60, 61, 63, 64, 83, 139,
 151, 152, 180.
Guiler, 65, 123 n., 155, 303.
Guillaume, notaire, 298, 305, 306.
Guillerm, maître d'école, 227.
Guimiliau, 65, 123 n., 149, 152, 154,
 163, 167, 171, 174, 377.
Guinevez, 65, 23 n., 303.
Guipavas, 60, 90, 101, 123 n., 150,
 152, 154, 155, 161, 162, 163, 171,
 172 n., 173, 303, 361, 376.
Guipronvel, 304.
Guissény, 60, 61, 66, 84, 98, 107,
 108, 109, 110 n., 190, 377.

H

Habasque, vic. *Kerlouan*, 375.
Habasque (Jacques), 110.
Hanot, 329.
Harcourt (duc d'), 475, 485.
Hardley (Lord), 389.
Hélez (Tanguy), 139.
Héliéz (abbé), 517 n.
Hennot (de), 228.

Henry, vic. gén. *Léon*, 69, 90, 361, 373, 378, 384.
 Hercé (de), év. de *Dol*, 37, 75, 251, 257, 261, 280, 281, 412, 440.
 Hervilly (d'), 476, 477.
 Hester (Th), 396.
 Hippolyte (P.), récollet, 378.
 Hoodley, év. angl., 457.
 Horsley (Rev.), 395.
 Horsley (D^r), év. angl. 458.
 Hughes (George), 416, 420, 421, 428.

I

Ile-de-Batz, 61, 62, 64, 123 n., 136, 173 n., 196, 359.
Illy, V. *Quéménédilly*.
Inizan, rect. *Ile-de-Batz*, 359.

J

Jacob, vic. *St-Pabu*, 375.
 Jacq, pr. asserm. 377.
 Jarente (de), év. d'*Orléans*, min., 22.
 Jausions, 211.
Jersey, 398, 399, 406, 443, 445.
 Joly, rect. *Guissény*, 138, 139.
 Joly de Fleury, min. 246, 253, 256.
 Juliet, 242.

K

Keranével (de), V. Des Hayeux.
 Kerangal (de), V. Le Guen.
 Kerannou (de), V. Colas.
 Keranveyer (c^{te} de), 305, 306.
 Keraugon (de), V. Prud'homme.
 Kerboul, rect. *Landeda*, 84, 193.
 Kerdanet (de), 8 n., 10 n., 110 n., 192, 195 n., 286 n., 364.
 Kerdrel (de), 195.
 Kerdrel de Keruzoret (de), 7 n., 291, 513, 518 n., 521.
 Kerébel (abbé), 384.
 Kerenflech (abbé de), 203.
 Kergadiou (dame de), 204.
 Kergournadech (de), 121.
 Kerguélien (dame de), 89.
 Kerlech (dame de), 169.
Kerlouan, 61, 65, 107, 110, 123 n., 155, 171, 173 n., 174, 375.

Kermenguy (Franç. de), 346.
 Kermenguy (Nicolas de), 343 n., 346, 347 n.
 Kermenguy (chanoine de), XI, 522.
 Kerminihy (de), 7.
 Kermorvan (de), V. Le Borgne.
 Kernéizon (de), V. Le Guen.
Kernilis, 61, 83, 107, 123 n., 139, 150, 151, 152, 163, 168.
 Kernoter, 213, 305.
Kernouès, 61, 123 n., 149, 152, 154, 155, 163.
 Keroulas (de), vic.-gén. *Léon*, 63, 66, 68, 88, 89, 426.
 Kerrien, pr. inserm. 378.
Kersaint-Plabennec, 85, 123 n., 151, 154, 165, 166, 171.
Kersaint-Trémorvan, 53.
 Kersalio (M^{lle} de), émigrée, 447.
 Kersauson (de), 175, 195.
 Kerstrat (de), V. de Tréouret.
 Kertanguy (de), V. Salain.
 Keruzoret (de), V. de Kerdrel.
 Kervastoué (de), V. Le Page.
 Kervélégan (de), 238.
 Kervilio (abbé de), 121.

L

La Biochaye (abbé de), 37.
 La Boissière (dame de), 382.
 La Bourdonnaye (de), év. de *Léon*, 223.
 La Bourdonnaye (de), pr. gén. syndic. des États, 241.
 La Brosse (de), V. Le Neboux.
 La Bove (de), V. Caze.
 La Chalotais (L^s Rné et J^{es} Raoul, de Caradeuc de), 30, 38, 237.
 La Chasse (de), V. d'Assigné.
La Forêt, 82, 123 n., 151, 361.
 La Fosse (abbé de), émigré, 453.
 La Freslonnière (abbé de), 22 n.
 La Fruglaye (famille de), 271.
 Laget, 125.
 La Houssaye (prés. de), 275.
 La Laurencie (de), év. de *Nantes*, 497, 498, 513.
 Laligne, pr. asserm. 329, 333 suiv., 360.
 La Marche (famille de), 3, 4, 7, 8, 9, 9 n., 338.
 La Marre (abbé de), 486.

- La Masse (de), V. Chrétien.
 Lamber, 301.
 Lambert (abbé), émigré, 453.
 Lambézellec, 100, 101, 123 n., 303, 359.
 La Mennais (Félicité de), 445, 516 n.,
 La Motte (abbé), 311, 329, 337.
 La Motte-Fablet (de), 251, 281.
 La Motte de Montmiron (de), 271.
 La Motte-Rouge (chan. de), 263, 266 n., 282.
 La Moussaye (de), 33, 238.
 Lampaul, trêve de Guimiliau, 172, 375.
 Lampaul-Plouarzel, 61, 123 n., 136, 155, 157, 161, 166, 177 n., 376.
 Lampaul-Ploudalmézeau, 61, 123 n. 376.
 Lampol, prieuré, 53, 136.
 Lanarvily, 65, 107, 108, 109.
 Landal (M^{lle} de), émigrée, 447.
 Landéda, 53, 65, 84, 102, 123 n., 125, 131, 152, 155, 156, 157, 160, 169, 170, 173 n., 190, 193, 203, 227, 230, 300, 381.
 Landerneau, 53, 123 n., 125, 127, 136, 138, 155, 169, 170, 201, 231, 303, 304, 359, 382.
 Landivisiau, 65, 375, 376.
 Landouzun, 177 n.
 Landunvez, 123 n., 154, 157, 166, 172, 301, 376.
 Lang (Ch.), min. angl., 422.
 Languengar, 123 n., 152.
 Lanhouarneau, 60, 61, 65, 123 n., 155, 161, 173 n.
 Lanildut, 123 n., 151, 152, 160, 173 n., 177 n., 361.
 Lanneuffret, 123 n., 124.
 Lannilis, 61, 66, 123 n. 154, 155, 168, 171, 227.
 Lanrivoaré, 123 n., 304.
 Laot, rect. Taulé, 124, 378.
 Laporte, com^e de vaisseau, 422.
 Lapous, rect. La Forêt, 82.
 Lareur, pr. inserm., 376, 384.
 La Roche (de), 5.
 La Rouerie (de), 471 suiv.
 Larret, 123 n.
 Lateste, 298.
 La Tête (de), 305.
 La Touche (de), 399, 447.
 La Tour (de) V. Galois.
 La Tour d'Auvergne, 9.
 La Tour d'Auvergne (prince de), 521.
 La Tour du Pin, arch. d'Auch, 496.
 La Trémoille (duc de), 32, 261.
 Laucesseur (de), émigré, 447.
 Laurence (Dr), 458.
 Laurent (de), év. de St-Malo, 37.
 Lauzun (M^{me}), émigrée, 391.
 La Villemarqué (de), 10.
 La Voltais (chev. de), 281, 282.
 Le Bihan (Yves), St-Pol, 305, 306,
 Le Bon, émigré, 447.
 Le Borgne, maître d'école, 227.
 Le Borgne de Kermorvan, év. de Tréguier, 7, 18.
 Le Boulter (abbé), 68 n., 99 n.
 Le Calvez, Lannilis, 227.
 Le Chapelier, 275.
 Le Drast (abbé), 376.
 Le Duc, rect. Lannilis, 154.
 Le Floch, notaire, 97.
 Le Floch, Lesneven, 178 n.
 Le Floch, St-Pol, 298.
 Le Gall (abbé Fr.), 86.
 Le Gall, rect. Guipavas, 171.
 Le Gall, curé const. Landivisiau, 375.
 Le Gall (Jacques), écolier, 219 n.
 Le Gallois (abbé), 84.
 Legendre, 299, 344.
 Légerville (abbé de), 369.
 Le Guen (abbé), 84.
 Le Guen de Kerangal, 298.
 Le Guen de Kernéizon (chan.), XI.
 Le Guern, 343, 344, 345.
 Le Hir, 197, 298, 306.
 Le Jeune, rect. Landéda, 102, 152, 155, 203.
 Le Jeune, rect. Plougoulm, 373.
 Le Joyeux, 305.
 Le Lann, pr. inserm., 375.
 Le Lez, pr. inserm. 375.
 Le Melloc, rect. Guicquelleau, 61, 180.
 Le Millour, rect. Kerlouan, 110.
 Le Mintier, abbé de Bosquen, év. de Tréguier, 37, 342, 412, 445, 452, 521, 523.
 Le Neboux de La Brosse, év. de Léon, 56, 71, 100, 205.
 Le Nobletz (Michel), 202.
 Léon (Goulven), 109.

Léon, archidiaconé, 65, 122, 88, 333.
 Lëostic (abbé), 99.
 Le Page, 343.
 Le Page de Kervastoué, 243, 245, 246.
 Le Quétier, Eudiste, émigré, 450.
 Le Roux (Alain) pr. inserm., 377.
 Le Roux (Séb.) écolier, 219 n.
 Lesguern (Charlotte de), 382.
 Lesmel (de), rect. *Plouguerneau*, 140, 170.
 Lesné, émigré, 447.
 Lesneven, 53, 60, 61, 63, 65, 84, 101, 104, 107, 108, 109, 110, 123 n., 125, 127, 128, 136, 140, 152, 161, 169, 170, 175, 190, 192, 201, 223, 230, 269, 297 suiv., 310, 375 suiv.
 Lesquelen (Fr. L. de), 7.
 Lestrangle (dom de), 455.
 Le Tellier (abbé), émigré, 463.
 Le Vicomte (Chevalier), 238.
 Lharidon, écolier, 219.
 Lhostis, *Lesneven*, 178 n.
 Lhuissier, 140.
 Limoges (abbé de), 97.
 Linguet, 36, 37, 38.
 Linois (abbé), 337.
 Liscoat (abbé de), 75.
 Liscoët (C^{te} de), 175.
 Loc-Brévalaire, 84, 122.
 Lochrist, 126, 303.
 Loménie de Brienne, 208, 266, 281, 282.
 Londres, 352 suiv.
 Lothunon, prieuré, 53, 126.
 Lucas, St-Pol, 298.
 Lucinière (M^{lle} de), 446 n., 447.
 Luguern, pr. inserm. 377.
 Lulwork, 351, 392.

M

Madec (abbé Alain), 205.
 Madec, rect. *St-Pierre-Quilbignon*, 228.
 Mahé (abbé), 520.
 Maillé (seign. de), 121.
 Maillé (duc de), émigré, 448.
 Malassis, 104.
 Malesherbes (de), 269, 280, 281.
 Malherbe (abbé de), émigré, 406, 450.
 Man (dame du), 5.

Manach, pr. inserm. 376.
 Manning (card.), 463, 521.
 Maraine (abbé), émigré, 446.
 Marbœuf (de), év. d'*Autun*, 89.
 Martin, Eudiste, émigré, 407, 416, 449, 453.
 Martin, rect. *St-Thonan*, 361.
 Masson, 219.
 Maupeou (de), chancelier, 39, 104, 261.
 Maurepas (de), min. 67, 245, 246.
 Maury (card.), 499.
 Mélancourt, V. Elloy.
 Ménard, trésorier royal, 99.
 Menou (P.), Carme, 201.
 Meslé de Grandclos (abbé), émigré, 397, 429.
 Mesnaot (seign. de), 175.
 Metcalf (Philipp.), 397, 413.
 Meynel (Rev.), 390.
 Mézangeau (de), 312.
 Midmay (Sir Henry), 427, 456 suiv.
 Millour, rect. *Guimiliau*, 154.
 Milner (Rev. John), 415, 456, 457.
Minihy de Léon, 53, 123 n., 136, 149, 155, 156, 157, 165, 172, 196, 232, 378.
Minihy de Tréguier, 19.
 Miorcec, *St-Pol*, 306.
 Mitford (Sir John), 458.
 Moal, vic. *Minihy de Léon*, 331, 332, 384.
 Mocaër, rect. *Lambézellec*, 359.
 Molène, (île), 76, 151, 158, 173 n., 180, 247.
 Molène, prieuré, 126.
 Molleville (de), intendant, 104, 186, 257, 261, 263, 265.
 Mondeux (de), rect. *Lambézellec*, 100.
 Monnier de Villeneuve (abbé), 120, 304, 341, 344.
 Montesquiou (de), ct de la Province, 27.
 Montmiran (de), V. La Motte.
 Montmorin (c^{te} de), ct de la Province, 256, 257, 260.
 Montmorin (c^{tesse} de), 261.
 Montmurat (abbé de), 86.
 Moore (Hannah), 402.
 Morel (abbé), *Guiler*, 65.
 Morel (abbé), émigré, 463.
 Moriss (Canon), 521.

Morlaix, 20, 39, 53, 54, 123 n., 125, 128, 136, 138, 150, 155, 156, 161, 163, 165, 169, 170, 190, 201, 231, 358 suiv. 377, 430.

Mount-Bay, 351.

Moyot, 299, 344.

N

Nantiat (de), émigré, 474 n.

Necker, 192, 218, 262, 267, 269, 270, 273.

Neufville (de), év. de *Léon*, 56, 204, 292.

Nevet (M^{is} de), 175.

Noailles (M^{me} de), émigrée, 391.

Noë (de), év. de *Lescar*, 496.

North (Dr.) év. anglican, 457.

O

Ogier, 33, 34, 35 n.

Olipphant (Dr), 452.

Orléans (duc d'), 267, 444.

Osmond (d') év. de *Comminges*, 451, 497.

Otto (Comte), 424, 425, 455, 489 n., 500.

Ouessant (île d'), 62, 123 n., 136, 151, 158, 166, 171, 180, 188, 247, 300.

P

Pacifique (P.), capucin, 201.

Parcevaux (de), vic. gén. *Léon*, 69, 72, 85 n., 89, 91.

Partz (de), év. de *Boulogne*, 60.

Paulier (P.), minime, 312.

Paurain, 329.

Pelléteur (abbé), émigré, 426.

Penamprat (de), vic. gén. *Léon*, 89.

Penfeuntentyo (de), 5.

Penmarch (seign. de), 175, 176.

Penthièvre (duc de), 39, 182, 236, 245, 282.

Péron, vic. gén. *Léon*, 90, 125 n., 219, 361, 378, 383.

Péron, pr. inserm. 276, 384.

Perrin, peintre, 294.

Perrot (abbé), 112.

Péton, vic. *Kerlouan*, 375.

Petre (Lord), 458.

Picart, scholastique, 206.

Picrel, vic. *Roscoff*, 227.

Pie VI, 114, 319 suiv. 359, 410.

Pie VII, 493 suiv.

Pierre (abbé), maître d'école, 229.

Pierron, maître d'école, 230.

Pilven, rect. *La Forêt*, 178.

Pitt (William), 354, 403, 411, 413, 414, 433, 458, 473.

Pitt (Moreton), 397.

Plabennec, 60, 62, 65, 123 n. 227.

Pleyber-Christ, 61, 113, 123 n., 175 n., 177.

Plouarzel, 123 n., 153, 162, 174.

Ploudalmézeau, 60, 61, 66, 123 n., 124.

Ploudaniel, 64, 66, 123 n., 143, 170, 175, 227, 290 n.

Ploudiry, 61, 123 n., 152, 165, 172.

Plouédern, 123 n., 155, 172.

Plouénan, 61, 62, 123 n., 155, 171, 174, 177, 179, 375.

Plouescat, 61, 63, 65, 123 n., 141, 150, 156, 183, 196, 301, 302, 314, 467.

Plougar, 60, 61, 65, 123 n.,

Plougouvelin, 123 n., 126, 136, 143.

Plougoum, 61, 65, 72, 123 n., 139, 196, 314, 375.

Plougourvest, V. *Guicourvest*.

Plouguerneau, 60, 62, 66, 89, 103, 123 n., 140, 143, 149, 170, 204, 227, 232.

Plouguin, 123 n., 203.

Plouider, 123 n.

Ploumoguier, 123 n., 173, 302, 376.

Plounéour-Ménez, 61, 123 n., 201, 377.

Plounéour-Trez, 60, 65, 123 n., 150, 156, 227.

Plounéventer, 60, 66, 123 n.,

Plounévez, V. *Guinévez*.

Plourin, 61, 83, 123 n.

Plouvien, 61, 65, 123 n.

Plouvorn, 61, 123 n., 136, 161, 163, 314.

Plouzané, 112, 123 n., 152, 155, 161, 162, 168, 172 n., 174, 304.

Plouzévédé, 65, 123 n., 375.

Plözévet, 102.

Podeur, rect. *Contmana*, 161, 227.

Poënce (Chevalier), 263.

Pontcallec (de), V. *Guer*.

Pontual (abbé de), 37.

Porspoder, 123 n., 303.

Portland (duc de), 389, 446, 456, 457.

Portsmann (duc de), 415.
 Postec (Jean), 346.
 Poul (Seign. du), 175.
 Poulpiquet (de), v. gén. de *Léon*,
 curé de *Plouguerneau*, év. de
Quimper, 89, 278, 283.
 Poulpiquet (Félix de), 523.
 Poulpiquet-Coëtlez (de), 346.
 Poulzot, écolier, 219.
 Poynter (Bishop), 518.
 Prédour, 372.
 Prémel, pr. inserm., 377, 384.
 Pressigny (de), év. de *St-Malo*, 278.
 Prigent (Jean), 56, 204.
 Pronost, vic. *Lampaul-Plouarzel*,
 376.
 Provence (c^{te} de), 410, 418, 430,
 432, 444, 465, 475, 476, 498.
 Prud'homme, rect. *Brest*, 101.
 Prud'homme de Keraugon, 197,
 215, 298, 304.
 Pugh (John), 395 n.
 Puisaye (c^{te} de), 41, 432, 440, 472
 suiv.
 Puységur (chev. de), 448, 485.

Q

Quéménédilly ou Illy, archidia-
 coné, 65, 88, 122, 333.
Quiberon, 473 suiv.
Quimper, 3, 6, 11, 89, 164, 314, 359,
 375.
 Quiviger, pr. inserm., 376.

R

Rannou, rect. *Lanildut*, 151.
 Raoul, maître d'école, 230.
 Raoul, *St-Pol*, 298, 338, 378.
Reading, 416, 426.
 Rechault (c^{tesse} de), 161.
Recouvrance, V. *St-Sauveur de*
Brest.
 Regnault (abbé), émigré, 453.
Relecq (abbaye du), 53, 126, 130,
 132.
 Renac (baron de), émigré, 405.
 Renaud (Marguerite), 382.
 Rieux (de), év. de *Léon*, 70 n., 92.
 Rigault, 293.
 Riou, pr. inserm., 385.
 Robien (c^{te} de) 245, 246.
 Robinet, architecte, 215.
 Rochefort (de), V. Dufaure.

Rocher, émigré, 429.
 Rohan (card. de), 280.
 Rohan (duc de), 260.
 Rohan Guémené (de), arch. de
Cambrai, 89.
 Roll (baron de), 485.
 Romain (abbé), émigré, 416.
Roscoff, 53, 54, 61, 65, 85, 99, 125,
 169, 170, 189, 193, 195, 227, 230,
 247, 358, 381, 430.
 Rossilio (abbé de), 83.
 Roullain, 50, 211, 213.
 Roussel, vic. gén. *Léon*, 66, 90, 219,
 378.
 Roussel, rect. *Guipavas*, 101.
 Royère (de), év. de *Tréguier* et de
Castres, 20, 35, 37, 39, 89, 496.
 Rozaven (abbé de), 456.
 Ruelle (abbé), émigré, 454.
 Rumédon (de), émigré, 447.

S

Saillour, vic. *Guissény*, 347 n.
 St-Alouarn (Père de), 523.
St-Aubin-des-Bois (abbaye), 21.
 St-Florentin, duc de la Vrillière,
 39, 40.
St-Frégant, 175.
 St-Gervais (abbé de), émigré, 418.
 St-Luc (de), V. Conen.
St-Marc, 101, 360.
St-Mathieu (abbaye), 53, 85, 126,
 132, 136, 303.
St-Mathieu, 123 n., 126, 136, 143,
 301.
St-Méen, 177.
St-Pabu, 375.
St-Pierre-Quilbignon, 123 n., 150,
 152, 153, 162, 168, 228, 232, 376.
St-Renan, 53, 64, 123 n., 136, 162,
 201, 302.
St-Sauveur de Brest, 123 n., 125,
 139, 140, 152, 156, 161, 162, 169,
 170, 201, 229, 231, 232, 375.
St-Thégonnec, 61, 83, 123 n., 177,
 377.
St-Thonan, 123 n., 143, 303, 361.
St-Vougay, 65, 123 n.
 Salaün, 178 n.
 Salaün de Kertanguy, 345, 346.
 Saville (Sir George), 353.
 Scot (Sir W.), 458.

Scouarnec, recteur *St-Pierre-Quilbignon*, 376, 384.
 Seignelay, V. Colbert.
 Seisseval (M^{me} de), émigrée, 444.
 Sérent (duc de), émigré, 485.
 Sergent (M^{re}), év. de *Quimper*, 517 n., 520, 522, 523.
 Sévigné (M^{me} de), 5.
 Shrewsbury (c^{te} de), 458.
 Sibiril, 61, 65, 123 n., 196, 314, 376, 467.
 Siéyès, 19, 308.
 Silburne (M^{me}), 357, 387, 390, 416, 420, 429, 430, 431.
 Simon, (abbé), émigré, 453.
 Sizun, 61, 123 n., 140, 201, 375.
 Sneyd (Rev.), 453.
 Sommersy (M^{me} de), émigrée, 444.
 Spencer (Lord), 422.
 Stourton, 458.
 Sturges (Dr), 451, 456, 457, 460.

T

Talleyrand, 359, 525 n., 489 n.
 Talleyrand-Périgord (de), arch. de *Reims*, 89, 479, 495 n.
 Taulé, 60, 61, 123 n. 124, 170, 177, 196, 201, 204, 302.
 Terray (abbé), min., 39, 101, 235.
 Testard du Cosquer, 217.
 Thame, 406, 415, 426.
 Thiard (c^{te} de), ct de la Province, 267, 269, 270, 272, 273, 274, 282, 308.
 Thomas, pr. asserm. 376.
 Thomas (Sir George), 396.
 Thorton (H.), 397.
 Thoyx (de), V. Arnaud.
 Timothée (Frère), 228 n.
 Tinténiaç (de), 471.
 Toullec (abbé), 99.
 Tournellec, maître d'école, 229.
 Tranchart de Tullaye, 271.
 Trébabu, 123 n.
 Trédern (c^{te} de), 305, 306.
 Treffin de Villier (M^{lle}), émigrée, 447.
 Tréflaouénan 65, 123 n., 232, 314, 375, 384 n.
 Tréflez, 61, 66, 68 n., 83, 123 n., 124, 129.

Trégarantec, 61. 65, 123 n.
 Tréglonou, 123 n., 143.
 Tréguier, 19, 20.
 Tréhou (Le), 83, 123 n., 143.
 Trémargat (chev. de), 251, 254, 256, 257, 261, 274.
 Trémaouézan, 230.
 Trémenech, 123 n., 302.
 Trémereux (Th. de), émigré, 447.
 Trémereux (M^{lle} de), émigrée, 447.
 Tréouergat, 304.
 Tréouescat, 123 n.
 Tréouret de Kerstrat (M^{ie}-Rose de), 7.
 Tréverret (de), 39.
 Trévidiern (Seign. de), 5.
 Troërin (de), vic.-gén., *Léon*, 65, 89, 211, 214, 478 n.
 Trogoff (seign. de), 175, 176.
 Trogoff (M^{me} de), 10 n., 62, 291.
 Tromelin (abbé de), 94 n., 453.
 Tronchet (abbé du), 253.
 Tullaye (de), V. Tranchart.
 Turgot, 99, 100, 148, 185, 262.
 Turquet (P.), minime, 311.

V

Valentin, peintre, 294.
 Vandomois (abbé de), 21.
 Vatar, 253.
 Vaughan (Dr), 452.
 Verguet (dom), 274.
 Victor (P.), récollet.
 Villeneuve (de), V. Monnier.
 Vrintz (baron de), 373.

W

Walmesley, év. angl. 395.
 Wardour, 351, 392.
 Webb (Sir Thomas), 439.
 Wilberforce (William), 397.
 Wilmot (John), 396, 398, 420, 426, 431.
 Winchester, 388, 399, 403, 407, 414, 416, 427, 439.
 Windham, min. angl. 419, 440, 446, 458.
 Windsor (Elisabeth), 429.

Y

Young (Maria-Julia), 400.

ERRATUM

			AU LIEU DE :	LIRE :
Page	52, ligne	6 (note 4)	paroisses	<i>paroisse</i>
—	53, —	1	celles	<i>celle</i>
—	79, —	3	à la nomination du Roi	<i>à la nomination du roi</i>
—	98, —	9	suivant	<i>suivante</i>
—	119, —	29	de d'Andigné	<i>d'Andigné</i>
—	160, —	34	d'état	<i>hors d'état</i>
—	160, —	35	hors âge	<i>tout âge</i>
—	161, —	22	qu'il appellent	<i>qu'ils appellent</i>
—	183, —	21	Bas-Léon).	<i>Bas-Léon). »</i>
—	203, —	29	cette effet	<i>cet effet</i>
—	209, —	3	penisons	<i>pensions</i>
—	261, —	4	M. Trémargat	<i>M. de Trémargat</i>
—	286, —	6	cette modestie qu'est	<i>cette modestie qui est</i>
—	312, —	2 (note 2)	ci-dessous	<i>ci-dessus</i>
—	332, —	5	les ordre	<i>les ordres</i>
—	362, —	12	l'ôtent	<i>l'ôte</i>
—	368, —	24	assermentés	<i>insermentés</i>
—	377, —	1	endoyés	<i>ondoyés</i>
—	388, —	33	meilleurs	<i>meilleures</i>
—	392, —	23	leur vie.	<i>leur vie. ».</i>
—	405, —	4	Biphops'gate	<i>Bishops'gate</i>
—	414, —	26	Octobre 17	<i>October 17</i>
—	427, —	19	avaient fait	<i>avait fait</i>
—	457, —	2	violement	<i>violemment</i>
—	483, —	7	ce serment.	<i>ce serment,</i>
—	523, —	4	mettre	<i>émettre.</i>

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

La Jeunesse et la Carrière ecclésiastique avant l'épiscopat (1729-1772).

BIBLIOGRAPHIE	IX
INTRODUCTION	XXI

CHAPITRE PREMIER

L'ENFANCE ET L'ADOLESCENCE (1729-1748).

I. — La naissance ; les lieux. La famille.	3
II. — La carrière militaire : Le lieutenant de dragons ; la bataille de Plaisance ; le capitaine au régiment de Reine-Infanterie : La démission	11

CHAPITRE DEUXIÈME

LA CARRIÈRE ECCLÉSIASTIQUE AVANT L'ÉPISCOPAT (1748-1772).

I. — Les études à Saint-Sulpice et à Navarre (1748-1756) ; l'ordination (1756)	14
II. — Le chanoine et le vicaire général de Tréguier ; le scolastique et l'archidiacre	18
III. — L'abbé de Saint-Aubin (1764)	21
IV. — Les Etats de Bretagne au XVIII ^e siècle : d'Aiguillon et La Chalotais ; l'abbé de La Marche rapporteur de la Commission chargée de recueillir les règlements des Etats ; le Mémoire Linguet ; l'abbé de La Marche à la commission des Impositions ; ses relations avec d'Aiguillon	23
V. — Les Etats à Morlaix (1772) ; l'épiscopat	41

DEUXIÈME PARTIE

L'administration d'un Evêque résident

(1772-1791).

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVÊQUE DANS L'EXERCICE DE SES POUVOIRS
D'ORDRE ET DE JURIDICTION.

- I. — Entrée solennelle de M^{gr} de La Marche à Saint-Pol. L'Évêché de Léon, *la perle des diocèses* ; ses divisions ; la ville épiscopale. 49
- II. — Premier mandement (27 avril 1773) ; les visites pastorales et les tournées de confirmation ; les visites archidiaconales. La continuité du fait de la résidence prouvée par les documents. 56
- III. — L'Évêque et son clergé. Le catalogue des prêtres du diocèse. — Le séminaire : l'amélioration de sa situation matérielle sous l'épiscopat de M^{gr} de La Marche ; les conditions d'admission des clercs ; l'organisation des études, les quartiers ; les sujets d'élite à Paris ; les ordinations ; les examens de jeunes prêtres ; les retraites annuelles ; l'opinion de l'Évêque sur les conférences ecclésiastiques. — La loi de l'alternative et le concours pour les cures. Heureux résultats du concours pour le diocèse de Léon. — Les nominations et les démissions ; l'œuvre des prêtres âgés et infirmes. — Les rapports avec les réguliers et les clercs étrangers. — Les auxiliaires de l'administration épiscopale : Les archidiacres et les vicaires généraux ; les abbés de Keroulas, Henry et Péron. 69
- IV. — Le pouvoir législatif de l'Evêque : les statuts diocésains revisés en 1773. Principales dispositions 91
- V. — L'Évêque-juge : L'officialité de Léon à la fin du XVIII^e siècle ; composition ; compétence ; attributions. Les Monitoires. Le droit de correction de l'Evêque : différents cas relevant directement de sa juridiction contentieuse. L'Evêque informateur du pouvoir civil ; ses rapports avec les intendants. Ses interventions près des tribunaux laïques pour la reconnaissance de ses droits et privilèges 94
- VI. — Les rapports de M^{gr} de La Marche avec le Saint-Siège. Gallicanisme et antijansénisme 111

CHAPITRE DEUXIÈME

LE TEMPOREL DU DIOCÈSE DE LÉON.

Le revenu du siège de Léon : biens fonciers ; droits féodaux : lods et ventes ; rentes foncières et chefrentes ; droits

de minage, de mouture, de poisson salé ; la dîme seigneuriale. Les charges attachées au siège et à la personne de l'évêque. — Les recettes diocésaines : Droits de secrétariat, du contrôle, des insinuations ; le greffe de l'officialité.	115
II. — Le patrimoine ecclésiastique : Clergé séculier. Revenus et charges du séminaire, du chapitre, des archidiaconés. Revenus et charges des paroisses : les comptes des fabriques. Maisons d'éducation, hôpitaux. Clergé régulier : revenus et charges des abbayes, prieurés, communautés	120
III. — La propriété foncière du clergé : ses caractères, son étendue approximative.	127
IV. — L'Assemblée du Clergé et le projet de règlement des portions congrues. Questionnaire adressé aux recteurs par le bureau diocésain de Léon. Le tableau des paroisses en six états à présenter à l'Assemblée du Clergé. Les ressources des prêtres des paroisses : dîme, casuel, honoraires de messes et de prédications, quêtes. Leurs charges : décimes, frais de réception, frais de mouture, droits dus à la mense, loyer et réparations des presbytères, réparations d'églises. — M ^{sr} de La Marche plaide la cause de son clergé : son mémoire à l'Assemblée de Paris. Il contribue à faire surseoir à l'exécution de la loi sur les congrues en Bretagne. Son plan de réforme fondé sur la juste délimitation des paroisses et l'équitable répartition des ressources	134

CHAPITRE TROISIÈME

LES RELATIONS DE L'ÉVÊQUE AVEC SES DIOCÉSAINS :
ŒUVRES D'ASSISTANCE

- I. — L'enquête sur la mendicité (1774). Le questionnaire de M^{sr} de La Marche. Les réponses des recteurs : le nombre et la proportion des mendiants. — Causes générales de la mendicité : charges de famille, mendiants étrangers, excès d'impôts. Les causes accidentelles dans les campagnes : cherté des terres et des fermes ; pénurie de semences ; prix élevé des blés ; modicité des salaires. Causes particulières : dans les villes industrielles ; dans les localités voisines de Brest ; dans les paroisses des côtes ; dans les îles. Causes permanentes ; défauts des riches, défauts du peuple. — Les catégories de mendiants : Quelques rapports intéressants. Les remèdes proposés relativement aux gueux valides et oisifs, aux valides sans travail, aux pauvres invalides. Les hôpitaux dans le diocèse. Les rentes et les revenus affectés aux pauvres ; les quêtes. — Conclusions de l'enquête : sollicitude des recteurs pour leurs ouailles ; desiderata exprimés ; initiatives intéressantes. Rares récriminations contre les ordres religieux ; plaintes plus amères contre les seigneurs ; dans quelle mesure elles sont fondées ; une comparaison entre les rapports des recteurs en 1775 et les cahiers des doléances en 1789. Infil-

- trations philosophiques, mais prédominance de la morale évangélique 148
- II. — Les mesures prises par M^{gr} de La Marche en faveur des îles : son intervention près des Etats de Bretagne et près de l'Assemblée du Clergé. En faveur des paroisses côtières : il obtient l'abrogation de la loi sur les goëmons. Aux Etats il sollicite et obtient la diminution des charges, de la capitation, de la corvée. Son rapport sur l'internement des vagabonds ; il est partisan des ateliers de charité. — Diverses mesures locales qu'il prend. Ses lettres et ses mandements sur les devoirs des riches, sur la constitution de bureaux paroissiaux pour le soulagement des pauvres. Son assiduité à présider l'assemblée des Dames de la Charité et les réunions du bureau de l'hôpital de Léon. Création d'un cours d'accouchement. Saint-Pol doté de haras par ses soins. Il répand dans le diocèse la culture de la pomme de terre. Ses libéralités particulières : institution d'une rosière, construction d'un pensionnat ; fondation de bourses 180

CHAPITRE QUATRIÈME

LES RELATIONS DE L'EVÊQUE AVEC SES DIOCÉSAINS : ŒUVRES D'ENSEIGNEMENT ET D'ÉDUCATION

- I. — L'enseignement religieux : réédition du catéchisme en 1774. Le contrôle des livres qui touchent à la foi et aux mœurs. — Prédications : stations françaises et bretonnes ; missions ; retraites d'hommes et de femmes. 199
- II. — L'instruction : Le collège de Léon. Ses origines, son histoire, son organisation. — M^{gr} de La Marche et les modifications apportées au régime du collège. Son projet de fondation d'un petit séminaire ; ses démarches auprès des pouvoirs publics ; lettres patentes accordées le 13 septembre 1782. Plan d'union du petit séminaire et du collège en un seul établissement sous la main de l'évêque ; esprit conciliant de la municipalité et de l'intendant ; difficultés soulevées par le chapitre. Cession définitive des bâtiments du collège à l'évêché. Inauguration du collège (1787). — Organisation : Même plan d'études que dans les collèges de l'Université de Paris ; exercices publics, vacances et congés, mœurs et piété. Recrutement scolaire : enfants de campagnards, de bourgeois et de gentilshommes. Enseignement gratuit pour les pauvres ; création de bourses par l'évêque ; générosité éclairée dans la répartition de ces bourses. Latitude laissée aux écoliers dans le choix d'une carrière. Le personnel : la direction. Le scholastique. Les maîtres : nombre, aptitudes, traitement. Le collège de Léon acquiert son plein exercice ; heureux résultats. M^{gr} de La Marche et la cause de l'enseignement secondaire : ses interventions publiques et ses libéralités personnelles. — Deux établissements d'instruction plus développée pour les jeunes

filles : les Ursulines de Lesneven et les Dames de l'Union Chrétienne de Brest	204
III. — L'enseignement primaire : la tradition de l'Eglise et les écoles paroissiales. — M ^{gr} de La Marche et la propagation de l'instruction populaire : mandements, statuts diocésains, ordonnances de 1774. Les petites écoles dans le Léon. Personnel enseignant ; prêtres, frères, maîtres laïques. Energique protestation de l'Evêque contre le projet de suppression de l'école primaire de Recouvrance. — Les communautés de religieuses et l'instruction des filles. — Conclusion.	224

CHAPITRE CINQUIÈME

L'HOMME PUBLIC : LES ÉTATS DE BRETAGNE.

I. — Les Etats de 1772. M ^{gr} de La Marche préside la commission des Impositions. Succès de ses « représentations » au duc de Fitz-James, commandant de la province	234
II. — Les États de 1774. Il est appelé à présider la commission des Finances. — Epilogue de l'affaire de La Chalotais	235
III. — Les Etats de 1776. Il préside la commission des Finances et la commission des Contraventions. Ses « représentations » au marquis d'Aubeterre. Son intervention dans l'affaire de la députation à la Cour (26 décembre 1776). Les Etats passent outre aux défenses royales. L'arrêt du Conseil du Roi (1 ^{er} mars 1777)	237
IV. — Les États de 1778. Protestation de l'Assemblée contre l'arrêt royal. M ^{gr} de La Marche nommé député à la Cour. — Les conclusions de son rapport des Finances adoptées par l'Assemblée	242
V. — Les États de 1780. M ^{gr} de La Marche lit le rapport de sa députation. Il reçoit les remerciements des Etats. — Causes de mécontentement dans l'Assemblée : atteinte aux droits constitutifs de la province et exigences fiscales de la royauté. — L'affaire des octrois, accentue le conflit entre les Etats et la Cour. Rapport de l'Evêque sur la question.	245
VI. — Les Etats de 1782. Concessions de Louis XVI pour obtenir le don gratuit. — Le Tiers contre les deux autres ordres dans la question de l'administration des villes et dans celle des octrois. Départ d'une députation pour Versailles. Fermentation aux Etats causée par des paroles imprudentes du Roi. Hostilité croissante de la noblesse. Attitude plus calme de l'ordre de l'Eglise. M ^{gr} de La Marche préside la Commission chargée de rédiger l'adresse à Louis XVI. La réponse du Roi.	250
VII. — Les États de 1784. M ^{gr} de La Marche intervient en faveur de l'Evêque de Rennes. — Une députation ayant à sa tête l'Evêque de Léon est envoyée à la Cour. Le Roi fait droit aux représentations relatives à la libre élection des députés et aux octrois. Retour triomphal de la députation à Rennes (10 décembre 1784)	256

- VIII. — Les États de 1786. Le Tiers réclame l'égalité de répartition de la capitation. — Le rapport de Monseigneur de Léon accuse un déficit dans les finances de la province. — Vives attaques du Parlement de Rennes contre les édits royaux. Les députés bretons à la Bastille ; leur élargissement ; les doléances du Tiers. 261
- IX. — Les dernières assises provinciales à Rennes (29 décembre 1788). Dissentiments entre le Tiers et les ordres privilégiés. Le Roi menace de dissoudre les États, M^{sr} de La Marche lit une lettre de protestation. — La guerre civile à Rennes. — Les États de Saint-Brieuc (16 avril 1787). — Les États généraux. 269

CHAPITRE SIXIÈME

L'HOMME D'ÉGLISE HORS DE SON DIOCÈSE

- Accès difficile à la métropole. L'Évêque de Léon à l'Assemblée provinciale de Tours : il est député par le premier ordre pour assister à l'Assemblée générale de Paris. Ses attributions dans cette dernière : il est nommé membre du bureau pour le temporel. Gravité de la situation de l'Eglise de France exposée dans le discours de Dillon, archevêque de Narbonne. Intervention de M^{sr} de La Marche dans l'affaire du cardinal de Rohan et dans l'affaire de M^{sr} de Hercé, évêque de Dol. La question de la préséance du clergé 276

CHAPITRE SEPTIÈME

L'ÉVÊQUE DANS SA VIE PRIVÉE

- Sa piété et sa distinction. — Caractère de ses relations avec les puissants : son loyalisme éclairé ; son gallicanisme indépendant. — Son attachement à sa province et à son siège. — Ses rapports avec son clergé et son peuple ; sollicitude pastorale et générosité. — L'homme de principes : fermeté et bonté. — Délicatesse de sa conscience. — Sa valeur intellectuelle et ses qualités littéraires. — Son portrait physique. — Sa popularité 285

CHAPITRE HUITIÈME

LA RÉVOLUTION

- I. — Les États généraux. Cahiers des doléances du Tiers. Les réunions aux sénéchaussées de Brest et de Lesneven. *Te Deum* et réjouissance à Saint-Pol à l'occasion des États généraux. Formation d'un Comité permanent de la commune. L'Évêque donne sa démission du Comité. Premiers symptômes révolutionnaires. Mandement épiscopal. Une lettre de l'évêque de Quimper à l'évêque de Léon. Réponse de M^{sr} de La Marche à l'adresse des députés du Tiers-Etat de Bretagne à l'Assem-

blée nationale. Son refus de participer à la fête de la Fédération. Sa circulaire au clergé. Décret de l'Assemblée nationale fixant le chef-lieu du Finistère à Quimper. Les municipaux de Brest dénoncent l'Evêque à l'Assemblée	297
II. — La Constitution civile du Clergé. L'Evêque en signale le caractère hérétique et schismatique dans une circulaire à ses prêtres. Protestation collective du clergé de Léon contre les décrets de l'Assemblée. Lettre de M ^{sr} de La Marche au Pape (18 juin 1790). Réponse de Pie VI	316
III. — Ferme attitude de M ^{sr} de La Marche après le vote de la Constitution. Refus du procureur de la Commune de Saint-Pol de notifier les décrets de la Constitution. Notification du district de Morlaix. Election de l'évêque constitutionnel Expilly	325
IV. — M ^{sr} de La Marche continue à administrer le diocèse. Arrivée des commissaires de Brest à Saint-Pol. Suppression du chapitre de Léon. Un sermon anticonstitutionnel. Départ des commissaires brestois. La municipalité de Saint-Pol se met en relations avec le club des Jacobins de Paris.	329
V. — La presque unanimité du clergé du Léon refuse de prêter le serment. Un prêtre assermenté : l'abbé Laligne. Sa réponse à M ^{sr} de La Marche	333
VI. — Les mesures du Directoire départemental contre l'Evêque. Arrêté d'expulsion du 8 janvier ; protestation du prélat. Troubles à Saint-Pol. Lenteurs du district de Morlaix	337
VII. — Un décret de l'Assemblée nationale du 16 février 1791 mande M ^{sr} de La Marche à sa barre. Un arrêté du département ordonne de le conduire sous escorte à Paris. Poursuivi par la maréchaussée, il se cache et s'embarque pour l'Angleterre.	342

TROISIÈME PARTIE

L'Emigration.

(1791-1806).

CHAPITRE PREMIER

LE PRÉCURSEUR DU MOUVEMENT D'ÉMIGRATION ECCLÉSIASTIQUE EN ANGLETERRE

I. — Mount-Bay. — Séjour de M ^{sr} de La Marche dans différentes localités. — Explication du choix de l'Angleterre : voisinage des côtes bretonnes, tolérance religieuse, lois nouvelles favorables aux catholiques.	351
II. — Arrivée de l'Evêque à Londres. Relations avec des personnalités britanniques. — M ^{me} Silburne.	356

CHAPITRE DEUXIÈME

LA DIRECTION DU DIOCÈSE DE LÉON

- I. De Londres M^{gr} de La Marche dirige son diocèse. — Insuccès d'Expilly dans le Léon. — Peu d'empressement du clergé à adhérer à la Constitution. — Action des vicaires généraux Henry et Péron. — Une circulaire de M^{gr} de La Marche traduite en vers bretons et répandue dans le pays. — Des clercs vont se faire ordonner en Angleterre. 358
- II. Sur l'instigation d'Expilly, le Directoire départemental prend des mesures contre les insermentés : l'arrêté du 2 juillet 1791. — Nouvelle lettre pastorale de M^{gr} de La Marche, suivie d'un nouvel arrêté du Département. Le régime des prisonniers au château de Brest. M^{gr} de La Marche adresse en leur faveur une touchante requête aux administrateurs du Finistère et propose de subir la détention à leur place. — Arrêtés départementaux du 1^{er} juillet et du 18 août 1792. — Les quatre catégories de prêtres insermentés. — Les établissements ecclésiastiques et les ordres religieux. — Premiers symptômes d'apaisement. Loi du 7 février 1795. Les prestations de serment et le retour des émigrés 363

CHAPITRE TROISIÈME

LE VINCENT DE PAUL DE L'ÉMIGRATION.

- I. — Les lois de proscription amènent de nombreux réfugiés français en Angleterre. — M^{gr} de La Marche dans son appartement de Little Queen Street. — Il provoque une souscription publique et organise une Caisse de secours pour les émigrés. 387
- II. — Le premier courant d'émigration après le décret du 26 août 1792. Impressions diverses dans la presse et le public anglais. La réunion du Star and Garter Hotel. L'adresse de Burke. — Première séance du Comité de secours (20 sept.) à Free Mason's Tavern. Sa composition : Attributions de l'Evêque de Saint-Pol : son activité ; les registres, les rapports. La Caisse du Comité. Générosité privée, souscriptions publiques, appui du Roi. Le clergé anglican et les émigrés ; initiatives particulières, vote de subsides officiels. — Comité de secours pour les laïques. Rôle de M^{gr} de La Marche dans ce Comité. Mode de distribution des secours. — Comités annexes. Idée de groupements collectifs suggérée par l'Evêque. Les maisons de Thame, Forton, Winchester. — L'Evêque, au nom des émigrés, remercie la nation britannique. — Il reçoit les félicitations du comte de Provence et du Pape 390
- III. — Le second courant d'émigration au début de 1794. Circonstances critiques. Embarras financiers du Comité. Période de restrictions. Exemple donné par M^{gr} de La Marche. L'évacuation de Winchester. Générosité du marquis et de la mar-

- quise de Buckingham. — Les communautés dispersées à Reading, Thame, Paddington Green. Ingéniosité des ecclésiastiques pour gagner leur vie. — Premiers départs pour la France 410
- IV. — Le troisième courant d'émigration après le 18 fructidor. Dissolution du Comité directeur ; fondation d'un nouveau Comité (5 février 1798). M^{gr} de La Marche confirmé dans ses fonctions. Il est l'agent principal du Gouvernement et des Comités de secours au clergé et aux laïques. — Il intervient auprès du Gouvernement en faveur des prêtres de la *Vaillante*, de la *Décade*, de la *Dédaigneuse* et des déportés de la Guyane. — Son attitude dans le mouvement de retour des déportés en France. Mesures prises par le Gouvernement britannique pour hâter les départs 419
- V. — M^{gr} de La Marche et le Comité de secours après le Concordat. Disparition successive des membres du Comité. — Conclusion : rôle charitable de l'Evêque de Saint-Pol. Dignité du clergé réfugié. Libéralité de la nation britannique 428

CHAPITRE QUATRIÈME

L'ÉVÊQUE DES ÉMIGRÉS ET LE VICAIRE GÉNÉRAL DE LONDRES.

- I. — M^{gr} de La Marche reçoit de Bishop Douglas, vicaire apostolique de Londres, des pouvoirs ordinaires et extraordinaires sur les émigrés français. Nature de cette juridiction sur les laïques, les prêtres, les évêques 435
- II. — Œuvres culturelles : il organise le culte pour les émigrés. Les chapelles françaises. Collaboration de l'abbé Carron. 441
- III. — Œuvres scolaires : Il charge l'abbé Carron des œuvres d'enseignement et d'éducation. La maison de Penn. Fondation d'écoles à Tottenham et à Somerstown. 446
- IV. — Œuvres sacerdotales : la communauté de Winchester. Règlement de vie : travail, études, retraites, le séminaire de Somerstown. L'Université d'Oxford fait imprimer 2000 exemplaires du Nouveau Testament à l'usage des prêtres français. Lettre de remerciements de M^{gr} de La Marche. Œuvres d'hospitalisation et d'assistance pour les prêtres âgés et infirmes 448
- V. — Œuvres charitables : hôpitaux pour les émigrés laïques. Mesures prises pour le soulagement des prisonniers républicains internés en Angleterre. 453
- VI. — Notoriété de M^{gr} de La Marche. Épreuves et difficultés : L'affaire de dom de Lestrang. Les Pères de la Société de la Foi. Le Bill Midmay. La controverse Milner-Sturges. Le cas de l'abbé Fleury ; l'affaire des sœurs françaises de Winchester. — Le beau côté de la médaille : conduite irréprochable du clergé émigré ; usages nouveaux introduits par lui ; progrès du catholicisme en Angleterre. 455

CHAPITRE CINQUIÈME

IDÉES POLITIQUES ET INTRIGUES ROYALISTES

- I. — Lettre du comte de Provence à M^{sr} de La Marche après la mort de Louis XVI. — Influence de l'Évêque à Londres. Craintes qu'il inspire aux patriotes du Léon. — Ses idées sur le projet de restauration monarchique. Son mémoire sur le plan d'insurrection de la Bretagne. — Comment les Vendéens après avoir songé à envahir la Bretagne se rendirent à Granville où ils furent battus (14-15 novembre 1793). Le désastre de Savenay (23 déc.). Puisaye et son plan ; ses entrevues avec Pitt (oct. 1794). Ses sentiments à l'égard de M^{sr} de La Marche. Lettre du prélat au comte de Provence pour le mettre en garde contre le plan proposé (19 oct. 1794). Ses préférences pour Charette et pour les Chouans. — Le désastre des émigrés à Quiberon. L'échec de l'île d'Yeu. Opinion de M^{sr} de La Marche sur les Anglais 465
- II. — Lettre au comte de Provence sur le projet d'un comité politique d'évêques et sur le plan d'une mission politique et religieuse en France (31 oct. 1797). Réponse de M^{sr} de La Marche. Ce qu'il pense du serment de haine à la royauté. — Pourquoi ses sympathies vont au comte d'Artois. Cordialité de leurs relations. 479
- III. Vœux de M^{sr} de La Marche pour une coalition des puissances contre le Gouvernement établi en France, mais méfiance de l'Angleterre. — Les victoires françaises sous Bonaparte. Motifs politiques et religieux de l'opposition de l'Évêque. 487

CHAPITRE SIXIÈME

AUTOUR DU CONCORDAT

- I. — La nouvelle du Concordat à Londres. — La question des démissions. Le bref *Tam multa* (15 août 1801) et la lettre d'envoi de M^{sr} Erskine. — Avant la publication du bref : L'idée de M^{sr} de La Marche : pas d'action isolée, mais entente des évêques en vue de la rédaction d'une réponse collective. — Après le bref : les réunions chez l'archevêque de Narbonne. Les deux thèses en présence : Le parti de la soumission (Boisgelin.....) ; le parti de la résistance (Dillon....). Les hésitations de M^{sr} de La Marche. Il se range du côté des opposants. La réponse des 14 évêques non démissionnaires (27 septembre 1801). 492
- II. Nouvelles instances du Pape : sa lettre du 11 novembre 1801. Mission de M^{sr} Douglas auprès des opposants. Rédaction par ces derniers d'un mémoire (23 décembre) auquel adhèrent les évêques réfugiés en Allemagne. 500
- III. Lettre de M^{sr} de La Marche à Pie VII (15 mars 1803). Sa *Dissertation sur l'article XIII du Concordat*. Règles pratiques à l'adresse des détenteurs des biens d'église. 502

IV. — Les manifestes collectifs de l'opposition : les <i>Réclamations Canoniques</i> (6 avril 1803) ; la <i>Déclaration sur les Droits du Roi</i> (8 avril 1804) ; la <i>Suite des Réclamations...</i> (15 avril 1804). — Les évêques et le Blanchardisme. — Lettre de M ^{gr} de La Marche à son clergé et à ses fidèles (4 septembre 1802) pour leur tracer la ligne de conduite à suivre en face du nouveau statut de l'Église de France. Conclusion : explication de son attitude.	513
V. — Ses dernières années. Sa mort. Le transfert de ses restes à Saint-Pol.	518
CONCLUSION	525
APPENDICE	529
INDEX	535
ERRATUM.	545
TABLE DES MATIÈRES	547

HORS-TEXTES

- 1^o Portrait de M^{gr} de La Marche dans les premières années de son épiscopat.
- 2^o Fac-simile d'un autographe.
- 3^o M^{gr} de La Marche dans sa chambre de *Little Queen Street* à Londres.
- 4^o Fac-simile du frontispice de l'*Oraison Funèbre*.
- 5^o Carte du diocèse de Léon en 1789.

